



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

25e Législature — 3e session

Vol. 2 - Séances du 28 janvier au 5 mars 1959

1958-1959

Texte établi par David Mattéo et Christian Blais

Orateur : l'honorable Maurice Tellier

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

25e Législature – 3e session

Vol. 2 - Séances du 28 janvier au 5 mars 1959

1958-1959

Séance du mercredi 28 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 168 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval;
- bill 140 constituant en corporation la ville de Renaud;
- bill 194 érigeant la municipalité du village de Lac-Poulin.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 244 modifiant la charte de la cité de Saint-Martin;
- bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;
- bill 197 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Projets de loi:

Commission des écoles catholiques de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 168 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Renaud

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 constituant en corporation la ville de Renaud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 140 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Lac-Poulin

M. Poulin (Beauce) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 194 érigeant la municipalité du village de Lac-Poulin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 194 sans l'amender.

M. Poulin (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Martin

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 244 modifiant la charte de la cité de Saint-Martin.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 244 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Chicoutimi

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 146 sans l'amender.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Lambert

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 197 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 197 sans l'amender.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Pincourt

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Laberge), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 255 constituant le village de Pincourt en corporation de ville.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Questions et réponses:

Refonte des lois de la province

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) pose une question concernant la refonte des lois de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La refonte des lois de la province, entreprise en 1952, a coûté jusqu'à maintenant \$170,000. Quant à la refonte du Code civil, commencée en 1955, elle a coûté à ce jour \$95,000. Ces travaux progressent, mais sont compliqués et nécessairement longs. Ils seront terminés aussitôt que raisonnablement possible, dans les circonstances.

M. Kirkland (Jacques-Cartier): Combien a coûté jusqu'ici le travail de codification des lois municipales que le gouvernement a fait entreprendre en 1945, et où en est rendu ce travail?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Le gouvernement projette de soumettre un projet de Code municipal à l'attention de la Législature pendant la présente session¹.

Petite caisse de Grande-Rivière

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): 1. À quelle personne, société, entreprise, etc., a été payée par le ministère des Pêcheries la somme de \$2,569.56 inscrite à la page 319 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1956-1957, sous la rubrique "petite caisse - Grande-Rivière"?

2. Quel montant a été payé dans chaque cas et pour quelles fins particulières?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. et 2. Ladite somme a été payée à M. Roland Gagnon, en sa qualité d'administrateur de l'école d'apprentissage en pêcheries de Grande-Rivière, afin de faciliter le paiement rapide des dépenses courantes concernant l'administration de cette école.

Voie carrossable du pont de Québec

M. Galipeault (Québec-Ouest): Quel a été le coût total des travaux de réparation, de renforcement et de réfection de pavage que le gouvernement a dû faire effectuer à la nouvelle voie carrossable du pont de Québec, depuis l'inauguration de celle-ci au mois de mai 1952?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Pour améliorer et perfectionner la voie carrossable sur le pont de Québec, voie carrossable considérablement élargie par le gouvernement actuel, \$485,351.04 ont été payés.

Impôt sur le capital et le revenu

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Combien de corporations ont payé au gouvernement des impôts sur leur capital pour l'année d'imposition 1957?

2. Combien de corporations ont payé au gouvernement des impôts sur leurs revenus pour l'année d'imposition 1957?

3. Combien de particuliers ont payé des impôts sur le revenu au gouvernement pour l'année d'imposition 1957?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. 22,281.

2. 13,168.

3. 999,869, dont l'impôt sur le revenu était déduit à la source, au nombre desquels environ 153,000, dont l'impôt sur le revenu était aussi perçu à la source, ont été remboursés en entier, après avoir produit leur déclaration annuelle.

Palais de justice de Saint-Hyacinthe

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Relativement aux travaux de réfection entrepris

depuis 1956 à l'édifice du palais de justice de Saint-Hyacinthe:

1. Quel était le coût de l'estimé original des travaux?

2. Quel montant les travaux ont-ils coûté depuis leur début jusqu'au 31 décembre 1958?

3. Les travaux ont-ils été exécutés à forfait ou sur une base de pourcentage?

4. Si les travaux ont été exécutés à forfait, quel était le montant du contrat original?

5. Si les travaux ont été exécutés sur une base de pourcentage, quel en a été le taux?

6. Quel est le nom de l'entrepreneur et quel montant lui a-t-il été payé à date, et quelle balance lui est-il encore due?

7. Quel est le nom de l'architecte et quel montant lui a-t-il été payé à date et quelle balance lui est-il encore due?

8. Quel est le nom de l'ingénieur et quel montant lui a-t-il été payé à date et quelle balance lui est-il encore due?

9. Quand les travaux seront-ils terminés?

10. Quelle superficie additionnelle de planchers ces travaux procureront-ils?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1. Pour une construction établie sur un sol comme celui de Saint-Hyacinthe, les personnes compétentes en la matière savent qu'il est impossible de préparer une estimation préliminaire sérieuse, lorsqu'il s'agit de travaux de consolidation en sous-œuvre.

2. \$355,998.03, y compris les honoraires de l'architecte.

3. Les travaux ont été effectués sur une base de pourcentage.

4. Répondu par 3.

5. 10 % pour administration et profits sur les matériaux, les sous-contrats, loyer de machineries, gros outillage, camionnage, salaires, etc., plus 15 % sur les salaires seulement pour tenir compte des items suivants: accidents de travail, primes de vacances, assurance-maladie, responsabilité publique, assurance-chômage, comité conjoint, salaire d'un commis sur le chantier, petit outillage et taux plus élevé que la cédule des justes salaires pour certains métiers spécialisés, étant donné les difficultés et les risques de travaux en sous-œuvre.

6. Julien Riendeau, Douville, P. Q. Montant payé à date: \$331,160.96. Balance due: aucune.

7. S. A. Cyr, Saint-Hyacinthe, P. Q. Honoraires payés à date: \$24,837.07. Balance due: aucune.

8. L'architecte avait aussi la responsabilité de la structure, sans honoraires additionnels.

9. À l'automne 1960.

10. Environ 22,000 pieds carrés, y compris les annexes prévues.

Demande et dépôt de documents:

Palais de justice de Hull

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, du représentant de Hull (M. Parent):

1. Quel a été le coût des travaux de réfection exécutés au palais de justice de Hull au cours de chacun des exercices financiers 1955-1956, 1957-1958 et depuis le 1^{er} avril 1958 jusqu'au 31 décembre 1958?

2. Les travaux ont-ils été exécutés à forfait ou à pourcentage?

3. Quels sont les nom, prénom et adresse des entrepreneurs, selon le cas, qui ont exécuté cesdits travaux de réfection, avec, en regard de chaque nom, le montant payé au cours de chacun des susdits exercices financiers?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 34)

Révocation d'ordres du jour:

Infractions à la loi de la chasse et de la pêche

L'ordre du jour appelle l'item 26 du *Feuilleton*, notamment la motion du représentant de Brome (M. Brown): Qu'il soit produit et déposé sur le bureau de la Chambre une liste des nom et adresse des personnes qui ont enfreint la loi de la chasse et de la pêche, et dont les transgressions ont été rapportées au gouvernement de la province entre le 1^{er} avril 1956 et le 1^{er} novembre 1958, avec, en regard de chaque nom, la nature de la transgression et les punitions imposées.

M. Brown (Brome) propose que l'ordre du jour qui vient d'être lu soit révoqué.

Adopté. Ledit ordre du jour est retiré.

Dépôt de documents:

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants:

Chemins de fer, Rapport 1957

Rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1957. (Document de la session no 35)

Chemins de fer, États et statistiques 1957

États, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1957. (Document de la session no 36)

Motions du gouvernement:

Travaux de la Chambre

L'ordre du jour appelle l'item 57 du *Feuilleton* au nom du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) proposant qu'à partir du 2 février prochain et jusqu'à la fin de la présente session, la Chambre ait le pouvoir de décider, sur une motion non annoncée et sans débat, de s'ajourner, afin de permettre aux comités des bills publics et des bills privés de siéger, pour prendre en considération les bills qui leur auront alors été renvoyés par la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de procéder, et il invoque les articles 115 et 126 du Règlement à l'appui de son objection.

Je suis surpris de voir que le gouvernement insiste pour violer le Règlement de la Chambre. On met de côté définitivement ce Règlement. Référons-nous à l'article 1 du Règlement.

Ce premier article, que tout député devrait savoir, dit: La procédure de l'Assemblée législative de Québec est réglée: 1. en partie, par des lois, 2. en partie, par le présent Règlement, qui survit à la

Chambre qui l'a voté et qui reste applicable tel quel tant qu'il n'a pas été abrogé ou modifié sur une motion annoncée... Cet article est clair. Le gouvernement n'a pas le droit de soumettre sa motion à cette séance.

L'article 115 est aussi très clair. À moins que la Chambre n'en ait décidé autrement, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre suivant, le mercredi et le vendredi: *a.* les questions aux ministres et aux députés; *b.* les motions annoncées par les députés; *c.* les ordres du jour relatifs à des affaires d'intérêt public et inscrits au nom des députés; *d.* les motions annoncées par le gouvernement.

Cela est clair. Cela veut dire que le gouvernement n'a pas le droit d'amener sa motion aujourd'hui, avant que les autres affaires prévues par l'article 115 aient été étudiées. Qu'on appelle d'abord les questions posées par les députés, les motions annoncées, les ordres du jour relatifs à des affaires d'intérêt public et inscrits au nom des députés. Ensuite seulement, on pourra examiner les propositions et projets de loi du gouvernement. Ce n'est pas pour rien que les législateurs ont établi un Règlement clair.

Les affaires de la Chambre doivent être appelées dans l'ordre indiqué au *Feuilleton*, le mercredi. Le *Feuilleton* que nous avons présenté d'ailleurs chaque chose d'après l'ordre établi par l'article 115. Si on ne respecte pas le *Feuilleton*, celui-ci devient quelque chose de ridicule.

La tradition de l'Assemblée reconnaît le mercredi comme la journée des députés, et la motion du gouvernement doit intervenir plus tard. Le mercredi, les affaires des députés devraient précéder tout le reste.

Il n'y a pas un Règlement pour le gouvernement et un autre pour les députés de l'opposition. Si le gouvernement veut amener sa motion à ce moment-ci, il faut le consentement unanime de la Chambre. L'unanimité étant impossible, les autorités provinciales veulent-elles à tout prix ne pas respecter le Règlement qui est une sorte de loi?

Il s'agit d'un cas grave; le gouvernement n'a pas le droit de violer le Règlement de la Chambre. L'on viendra ensuite se plaindre qu'il est difficile de faire appliquer la législation.

En procédant immédiatement à l'étude de la motion du député de Trois-Rivières et premier ministre, le gouvernement viole la loi et donne un très mauvais exemple à toute la population. Pourquoi violer le Règlement qui est une loi? Rien ne sert de prêcher, il faut donner l'exemple.

Le Règlement a pour mission de sauvegarder les droits de la minorité au Parlement. Si les rédacteurs de ce code ont pris tellement de précautions, c'est qu'ils ont prévu le cas d'un gouvernement puissant qui viendrait à penser faussement que l'opposition, en remplissant ses devoirs, retarde simplement la gestion des affaires de la province. C'est l'avis de Beauséjour et de Bourinot, des autorités en la matière. Ils ont confirmé à maintes reprises que le Règlement doit être une protection pour la minorité. C'est dans cet esprit qu'il a été élaboré. Il faut tenir compte de l'intention des rédacteurs. Et, comme l'article 3 du Règlement l'indique, la Chambre doit s'en rapporter plus à l'esprit de ce Règlement qu'à la lettre.

Si l'opposition n'obtient pas du gouvernement qu'il respecte ce Règlement, le seul moyen à sa disposition qu'a cette opposition de faire sauvegarder son droit, pour obtenir justice maintenant, c'est de vous le demander à vous, M. l'Orateur, qui avez une responsabilité formidable de gardien des privilèges des députés. C'est à vous qu'il appartient de sauvegarder ces privilèges et de demander au gouvernement de ne pas procéder avec sa motion, ce qui constituerait une violation de l'esprit et de la lettre du Règlement. Au cas où le gouvernement s'obstinerait à ne pas respecter ce Règlement, je vous demande d'intervenir auprès de ce même gouvernement pour qu'il revienne sur sa décision.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice vient encore de faire preuve de beaucoup d'illogisme. Le député a pris 20 minutes du temps de ses collègues pour exprimer son point de vue. C'est lui qui empiète sur leurs droits en s'imaginant qu'il est seul en cette Chambre.

Mais, au fait, quel est le sens de la motion que j'ai fait appeler? La chose est simple. Nous avons encore plusieurs bills privés à étudier. Qu'est-ce qu'un bill privé?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit, à ce moment-ci, de parler sur sa motion. Toute la discussion doit demeurer sur le point d'ordre. Le seul objet du point d'ordre, c'est de savoir si le leader de la Chambre a droit de présenter sa motion, avant d'appeler les questions et les motions des députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Saint-Maurice empiète lui-même sur les droits des députés en faisant encore perdre le temps de la Chambre. Comment peut-on se

prononcer dans cette affaire si je ne puis dire de quoi il est question dans ma motion?

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre est hors d'ordre. Je soulève un point d'ordre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut que j'explique...

M. Lafrance (Richmond): M. l'Orateur, il y a eu un point d'ordre soulevé.

M. l'Orateur: La façon de procéder du premier ministre est régulière et le point d'ordre mal fondé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a un comité des bills publics et un comité des bills privés. Sur le premier siègent 34 députés, sur le second, 58.

Il est vrai qu'environ 15 députés siègent aux deux comités, mais il est clair également que, si la Chambre n'ajournait pas pour aller en comité, il n'y aurait pas assez de députés pour former quorum. Et il n'en reste pas moins que ces deux comités intéressent au moins près de 80 des 93 députés.

Ma motion, dit-il, a pour but de permettre à la Chambre d'aller étudier. Les comités pourraient d'ailleurs siéger en même temps que la Chambre. Or, à ces comités sont référés les bills importants des députés.

Parmi les bills privés qu'il reste à étudier, il y a, entre autres, celui de Montréal qui intéresse non seulement la métropole, mais les villes avoisinantes, soit, en tout, une population d'environ 2,000,000 d'habitants. Des centaines de délégués viendront ici pour ce bill. Il ne serait pas juste qu'on les retienne ici, qu'on les fasse attendre pour permettre à un député de parler et de faire parler de lui. Le devoir d'un député, c'est d'être le serviteur du peuple.

Est-ce qu'on doit retarder les corporations municipales et scolaires et les contribuables qui veulent se faire entendre devant les comités, et cela, pour permettre à des députés de parler pour le simple plaisir de se faire entendre?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre à l'encontre de telles paroles. Le premier ministre n'a pas le droit de dire qu'un député parle pour faire parler de lui. C'est prêter des intentions injustes. Le premier ministre devrait retirer ses paroles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est curieux comme des gens se reconnaissent...

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, j'ai demandé que le premier ministre retire ses paroles.

Décisions de l'Orateur:

M. l'Orateur: Il n'y a rien d'antiparlementaire. Je ne vois rien dans les paroles prononcées par l'honorable premier ministre qui soit à l'encontre du Règlement. Le point d'ordre soulevé par le député de Saint-Maurice est renvoyé.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: Qu'on appelle les députés.

(Pendant que les whips sortent pour rallier les députés)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Après ça, on dira qu'on fait perdre le temps des députés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Si le gouvernement s' imagine qu'il va nous mener par la force, il se trompe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas par la compréhension... (Les derniers mots se perdent dans les murmures qu'on entend de toutes parts)

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 65.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue³.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Or, parce que la ville de Montréal doit se présenter devant le comité, le 3 février, de même que toutes les villes de l'île, celles de l'Île Jésus et plusieurs de la rive sud, villes qui représentent environ 2,000,000 de population, j'ai donné avis, vendredi dernier, que je présenterais cette motion à la première séance cette semaine, soit mardi. Par inadvertance, ma motion avait été placée, hier, avec les avis de motion et j'ai accepté, à la demande de l'opposition, d'en retarder l'étude à aujourd'hui.

Le député de Saint-Maurice a cité l'article 115 du Règlement. Il a oublié la première partie de cet article qui dit: À moins que la Chambre n'en ait décidé autrement, les affaires du jour sont appelées dans l'ordre suivant... L'ordre en question, c'est celui dont a parlé le député de Saint-Maurice. Le point d'ordre est donc mal fondé, la Chambre peut décider de modifier ou de ne pas suivre l'ordre du jour tel que prescrit par le Règlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre s'est bien gardé de dire que l'article 115 ne s'applique pas. Il a préféré reprocher au député de Saint-Maurice (M. Hamel) de faire perdre le temps de la Chambre, parler de bills privés et publics et donner son interprétation du devoir d'un député. Le premier devoir des députés, c'est de respecter les lois.

Le premier ministre a prétendu que la partie de l'article 115 où il est dit: "à moins que la Chambre n'en ait décidé autrement" s'applique au cas en question. Il a oublié de dire que, s'il est vrai que la Chambre peut décider de ne point suivre l'ordre du jour, la chose ne peut se faire autrement que par une motion annoncée. L'avis et la présentation ne peuvent avoir lieu au cours de la même séance.

Ce qu'il s'agit de décider, c'est de savoir si l'article 115 existe encore, oui ou non. Si cet article doit être suivi, quand il détermine l'ordre du jour pour les séances du mardi, jeudi et vendredi, il doit aussi être suivi quand il détermine l'ordre du jour du mercredi. Si cet article ne vaut pas, il y a quelque chose qui ne marche pas. Si les législateurs l'ignorent et ne tiennent pas compte des stipulations de

l'article 115, ils violent eux-mêmes la loi. Dans le cas présent, l'article 115 s'applique tel quel, puisqu'il n'y a pas eu, à une séance antérieure, avis de motion. On ne peut passer outre, immédiatement, à cet article sans le consentement unanime de la Chambre. Ce consentement n'existe pas. Le Règlement a été adopté pour protéger la minorité.

En réalité, il n'y a qu'un point ici en jeu: nous devons donc décider si c'est le Règlement ou le caprice du chef du gouvernement, qui peut invoquer les nécessités du moment, qui fera loi. Le caprice du premier ministre aura-t-il préséance sur le Règlement? Car le Règlement est formel.

Quand le premier ministre invoque la nécessité de recevoir les délégations au comité des bills privés ou publics, cela me rappelle cette parole du grand parlementaire britannique William Pitt: La nécessité est le prétexte des tyrans⁴.

Les cas d'urgence sont prévus et il n'y a pas d'opposition assez peu intelligente pour ne pas le reconnaître. Il n'y a pas d'urgence présentement, puisque les villes de la région de Montréal ne doivent venir devant le comité que la semaine prochaine.

La Chambre doit donner l'exemple à toute la population du respect des lois. Si nous ne donnons pas le spectacle du respect des lois, comment pourrions-nous condamner ceux qui feront comme nous?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

À entendre le ton sur lequel ont parlé le député de Saint-Maurice et le chef de l'opposition, on croirait que nous sommes en train de déchirer la Constitution canadienne.

De quoi s'agit-il? D'une motion annoncée par le premier ministre, vendredi, au vu et au su de tout le monde en cette Chambre, avis dicté ici par le premier ministre au greffier de la Chambre à l'effet qu'à partir de mardi prochain la Chambre pourrait s'ajourner, sur une motion non annoncée, et sans délai, pour permettre aux députés d'aller siéger en comité des bills publics ou privés.

Par erreur, l'avis de motion du premier ministre était encore en appendice hier et le premier ministre a demandé de corriger cette erreur. Sa motion aurait dû être inscrite au rang des motions.

Il y a eu discussion et, à la séance de mardi, nous avons tout entendu le chef de l'opposition demander quelle objection il pouvait y avoir à retarder la discussion de la motion à demain, c'est-à-dire à aujourd'hui.

De deux choses l'une: ou le chef de l'opposition parlait franchement à ce moment, ou il

se préparait à ne pas tenir l'engagement qu'il venait de prendre. Je veux supposer qu'il était de bonne foi hier. Mais, depuis, avec le député de Saint-Maurice, il invoque l'article 115 du Règlement. Et, quand la motion est appelée, il dit: Oubliez donc ce que nous avons accepté hier soir. Puis tous les deux lèvent les bras en l'air, en signe de protestation, en brandissant les règlements, pour donner l'impression que la Constitution canadienne est en danger.

Pourtant, il n'y a pas de quoi se pâmer et crier que l'on attende à la liberté des députés. La motion a été appelée au début de la séance, et on aurait pu en disposer en cinq minutes. Au lieu de cela, on a perdu plus d'une heure à trouver des moyens pour ne pas respecter l'engagement pris hier.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le député de Saint-Maurice a cité les règlements concluant à la priorité des affaires des députés, et le chef de l'opposition l'a appuyé. Le premier ministre et le ministre de la Jeunesse (M. Sauvé) ont répondu, mais pas un d'eux n'a répondu à l'argument du Règlement.

On a plutôt placé l'emphase sur le fait qu'on a dit hier "demain". Il n'y a pas eu d'entente à ce sujet en Chambre la veille. S'il y en avait eu, cette entente aurait été consignée dans les procès-verbaux.

Le représentant de Deux-Montagnes a parlé tout à fait à côté du sujet. Il ne s'agissait pas de savoir si on allait discuter de la motion Duplessis aujourd'hui, mais si on allait lui donner la priorité.

L'Orateur doit décider si la Chambre va être dirigée par les prescriptions du Règlement ou par les ordres du premier ministre. Là est toute la question.

Décisions de l'Orateur:

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments apportés par plusieurs députés des deux côtés de la Chambre, déclare que, si les articles 115 et 126 du Règlement prévoient l'ordre à suivre dans l'appel des affaires inscrites au *Feuilleton*, l'article 115 n'en contient pas moins la réserve suivante: "à moins que la Chambre n'en décide autrement." Or, il a été décidé et convenu hier que la motion que le leader de la Chambre demande d'appeler actuellement serait prise en considération aujourd'hui, sans égard à son rang au *Feuilleton*. Il peut donc être conclu que la Chambre a prévu un ordre du jour spécial pour la présente motion, et il y a, en conséquence, renvoi du point d'ordre soulevé par le député de Saint-Maurice.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue⁵.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On remarquera qu'il est 4 h 15 et que nous siégeons déjà depuis une heure et quart. Je présente cette motion dans l'intérêt public, pour consacrer le droit qu'ont les députés de présenter des projets de loi et pour prévenir les délégations qui viendront exposer leurs points de vue devant les comités qu'elles auront toute la latitude voulue pour se faire entendre des représentants du peuple.

La vérité, c'est que les comités des bills privés et publics ont encore beaucoup de pain sur la planche. Ma proposition, qui entrera en vigueur le 2 février, a pour but de permettre à l'Assemblée de s'ajourner, afin qu'elle puisse étudier des problèmes importants qui sont encore devant le comité des bills.

Dans le bill de Montréal, par exemple, il y a des problèmes urgents, comme celui de la Commission métropolitaine, qui intéressent toutes les municipalités de l'Île de Montréal, et même toute la province, avec la question d'une commission supra-municipale pour un système d'administration pour la région de Montréal. À part celui de Montréal,

il y a encore une soixantaine d'autres bills privés à étudier, dont celui de Verdun et le bill de Québec, qui sont très importants.

Ces délégations de personnes intéressées doivent faire des dépenses considérables pour venir à Québec pour faire connaître leur opinion sur les différentes mesures législatives à l'étude; et il est du devoir de l'Assemblée législative de faciliter les choses aux délégués en mettant les comités à leur entière disposition, et aussi de coopérer pour réduire certaines dépenses de voyage au minimum, au lieu de soulever des débats qui n'aboutissent à rien. Je propose donc qu'à partir de mardi prochain, la Chambre décide elle-même, sans débat, si elle siègera en Chambre ou en comité. C'est une demande raisonnable parce qu'elle vise à épargner des dépenses injustifiables.

M. Hamel (Saint-Maurice) demande aux députés de simplement renoncer d'avance à leur droit de discuter une motion, de voter, sans dire les raisons de leur vote.

Le gouvernement met en danger les libertés parlementaires avec cette proposition. Avec la proposition du premier ministre, il sera défendu de discuter la motion d'ajournement, alors que les règlements de l'Assemblée stipulent que les motions d'ajournement peuvent être débattues. C'est la règle générale. Les règlements prennent même le soin de souligner que cette règle s'applique aux motions d'ajournement.

Il est facile de comprendre pourquoi les ministériels insistent là-dessus. Le gouvernement, lorsqu'il est ennuyé par les critiques, pourrait bien être tenté de couper court au débat par une motion d'ajournement. L'article 274 voit alors à protéger le droit de parole des députés. Il dit en effet que, quand l'ajournement est proposé par voie de motion principale, la discussion sur cette motion peut porter sur tout problème d'administration provinciale. En vertu de la motion du premier ministre, si donc le gouvernement décidait aujourd'hui de fermer le camp, d'ajourner la Chambre indéfiniment, les règlements permettraient alors de faire porter la discussion à peu près sur n'importe quel sujet.

Or, la motion que présente le premier ministre dit qu'à partir du 2 février, les motions d'ajournement seront décidées sans vote.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La motion n'a pas pour effet d'empêcher le débat sur les motions d'ajournement, mais simplement de permettre à la Chambre de décider, sans débat, si elle siègera en Chambre ou en comité.

M. Hamel (Saint-Maurice): La motion porte qu'à partir du 2 février prochain et jusqu'à la fin de la présente session, la Chambre aura le pouvoir de décider, sur une motion non annoncée et sans débat, de s'ajourner... Il est donc question d'ajournement.

Des députés ministériels: Lisez donc le reste.

M. Hamel (Saint-Maurice): ...de s'ajourner afin de permettre aux comités des bills publics et des bills privés de siéger pour prendre en considération les bills qui leur auront alors été renvoyés par la Chambre. C'est clair qu'on veut empêcher le débat sur l'ajournement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est cynique de fausser ainsi le sens d'une motion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dire que c'est le premier ministre de la province de Québec qui parle comme ça! On comprendrait ça d'un comédien d'Hollywood, mais le premier ministre! Nous sommes à défendre les droits de la minorité en cette Chambre. Dans les *Journaux de l'Assemblée législative* pour la session 1956-1957, à la page 3, je trouve, M. l'Orateur, le discours que vous avez prononcé quand vous avez été élu Orateur de cette Chambre.

Vous avez demandé alors l'entière coopération des députés pour vous aider à faire respecter les règlements et à maintenir toujours la liberté de discussion. J'étais heureux de vous entendre dire cela à la face de la province, comme c'est le devoir de l'Orateur de le faire. Et vous adressant ensuite au représentant de la reine, vous avez revendiqué tous les droits et privilèges de la Chambre, spécialement la liberté de discussion.

Or, ceux qui, dans cette Chambre, peuvent être exposés à violer les privilèges des représentants du peuple, ce sont les plus forts et non pas les plus faibles. C'est pourquoi les règlements prévoient pour la minorité des protections particulières, pour leur permettre de faire entendre leurs griefs. Et le gouvernement dit: Moi, aujourd'hui, parce que je suis le plus fort, je raye tout cela d'un trait de plume.

Du reste, nous ne devrions pas être les seuls à réclamer ici la liberté de parole. Il y en a peut-être, de l'autre côté de la Chambre, qui sont frustrés dans leurs droits.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Vous en avez assez de parler pour vous autres, ne parlez pas pour nous autres.

M. Hamel (Saint-Maurice): En pratique, on va empêcher, à l'ajournement, tout débat autorisé par un Règlement ayant pour but de protéger le droit de parole de la minorité. Vous admettez, je pense, que pour priver les députés des droits que leur accordent les règlements, le gouvernement devrait avoir des raisons extrêmement sérieuses. On invoque la nécessité. Le chef de l'opposition citait tantôt la parole de William Pitt: La nécessité est le prétexte des tyrans. Voilà comment le plus grand parlementaire britannique concevait la liberté de parole.

Quelles peuvent être les raisons du gouvernement? Le premier ministre a invoqué la nécessité, en mentionnant qu'il y a encore un grand nombre de bills privés à étudier. Mais 90 % des bills privés qui viennent à l'Assemblée législative pourraient être réglés par des lois générales.

Les membres de l'opposition n'ont pas abusé de leur liberté de parole. De plus, la motion du premier ministre est inutile. L'opposition, dans le passé, ne s'est jamais objectée à aller siéger en comité. Elle a coopéré, dans de nombreux cas, avec le gouvernement pour hâter la procédure. Elle est encore disposée à le faire, mais n'entend pas engager à l'avance sa liberté d'action.

Je dis que la motion actuelle n'est pas justifiée par l'attitude de l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Qu'on s'en tienne à la motion!

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai tout de même le droit de discuter si la motion est justifiée ou non. La motion est inutile, parce que la Chambre ne s'est jamais objectée à siéger en comité. Mon objection du jour est justifiée par le fait que le gouvernement veut modifier le Règlement.

M. l'Orateur: C'est justement ce qu'on voudrait. Il ne s'agit pas de faire ici un examen de conscience sur ce qu'a fait l'opposition.

M. Galipeault (Québec-Ouest): La proposition du gouvernement est de faire en sorte qu'à compter du 2 février jusqu'à la fin de la session courante, l'Assemblée puisse se prononcer, sans débat, sur une motion pour siéger en comité. Le premier ministre invoque la présence de nombreuses délégations à Québec pour justifier la motion, mais cette motion est inutile.

On a parlé de l'urgence d'étudier le bill de Montréal. Il n'y a pas d'urgence. Ce n'est pas la

première année que nous recevons des délégations dans la Vieille Capitale. Il en vient tous les ans, et nous n'avons jamais eu besoin de motions d'ajournement sans débat. Jusqu'ici, jamais le premier ministre n'avait recommandé pareille mesure.

L'opposition est prête à aller en comité pour l'étude des bills privés, mais la proposition du gouvernement va beaucoup plus loin que cela. Nous n'aurions pas d'objection à accepter la présente motion, que le gouvernement propose, pour la durée de l'étude de ce projet de loi, mais pas une motion qui aura son effet jusqu'à la fin de la session. Nous nous opposons au texte qu'on nous soumet parce que, d'ici à la fin de la session, nous n'aurons plus le droit de discuter une seule motion d'ajournement, quand il sera question d'aller siéger en comité.

Le rôle le plus important des députés est de légiférer. L'opposition, qui est un rouage essentiel du parlementarisme, a le droit d'exister et le devoir de faire valoir son point de vue. La motion prive l'opposition d'une partie de ses droits! Si vous empêchez la discussion d'une motion d'ajournement, vous empêchez, en partie du moins, l'opposition de jouer le rôle qu'elle doit jouer. Telle quelle, les libéraux ne peuvent l'approuver. C'est une atteinte au parlementarisme. Je proteste contre cette motion et je voterai contre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député de Québec-Ouest qui vient de parler a situé le débat dans le cadre où on aurait dû toujours le garder.

Le premier ministre parle de la nécessité de suspendre les travaux de la Chambre pour permettre l'étude en comité du bill de Montréal. Cela s'est souvent produit dans le passé. Ce n'est pas la première fois que le bill de Montréal et d'autres bills importants viennent devant la Législature à Québec. Chaque fois qu'il était d'utilité publique de suspendre les travaux de la Chambre, pour aller étudier des bills importants, comme celui de la ville de Montréal, en comité, l'opposition a toujours coopéré avec le gouvernement. La même chose se serait produite cette année, comme d'habitude, pour qu'il soit étudié rapidement. Le premier ministre le sait.

Quelle est la véritable cause de la présente motion? Elle est le résultat d'un débat qui a été amorcé la semaine dernière, débat qui a mis le premier ministre de mauvaise humeur.

Je sais, moi, d'où provient la motion du premier ministre. Les enfants naissent dans la douleur, mais les motions de ce genre, présentées par le premier ministre, naissent dans sa mauvaise

humeur. Je suis persuadé que le premier ministre regrette aujourd'hui sa motion.

Cette motion d'aujourd'hui fait suite à la mauvaise humeur qui a assailli le premier ministre après le débat extrêmement dur suscité, jeudi soir dernier, par une motion d'ajournement. La situation s'est gâtée davantage, vendredi après-midi, à la suite d'une discussion amorcée qu'il n'a pas aimée. Et, dans un moment de mauvaise humeur, le chef du gouvernement a présenté cette motion qui met l'opposition de mauvaise humeur à son tour.

Le premier ministre devrait surveiller son humeur. Quand le chef du gouvernement éternue, ce n'est pas une raison pour que tous les membres de la Chambre basse aient le rhume et que toute la province se mouche.

Par l'effet de sa motion, le premier ministre nous demande d'abdiquer notre droit de débattre une motion d'ajournement, du 2 février jusqu'à la fin de la session, au mois de mars. Il est clair que je ne m'engagerai pas aujourd'hui à renoncer à mon droit de parole sur des questions qui peuvent être soulevées dans quelques jours et même plus tard. La motion, telle que présentée, nous force à défendre un principe essentiel, savoir le droit des députés de défendre leurs opinions sur telle ou telle question. L'opposition ne peut accepter qu'on porte atteinte à la liberté de parole de la députation!

Il rappelle alors de mémoire les raisons invoquées par le premier ministre en présentant sa motion. Si je fais erreur, dit-il, qu'il me corrige immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai dit que c'était plus important d'aller siéger en comité pour étudier le bill de Montréal et autres, qui attirent ici des délégations et occasionnent des dépenses considérables, que de rester en Chambre pour entendre pérorer sur des motions qui n'aboutissent à rien.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre doit se rappeler son passé et les multiples motions qu'il a présentées, quand il était dans l'opposition, ainsi que les discours qu'il a faits sur ces motions. Lorsqu'il était chef de l'opposition, le *Feuilleton* était rempli de ses motions de toutes sortes, et on lui permettait alors de les discuter librement.

Quand on engage des débats qui peuvent devenir violents, le premier ministre n'aime pas cela; ça l'agace et le met de mauvaise humeur. La présente motion que nous discutons a son origine dans le

débat qui a été amorcé par les libéraux la semaine dernière, avant l'ajournement de fin de semaine, et que n'a pas aimé le chef du gouvernement.

La motion en discussion est la plus essentiellement débattable que la Chambre puisse discuter. C'est la plus importante de toutes les procédures parlementaires, car elle peut mettre fin brusquement à tous les travaux de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'est de l'ignorance et une manifestation ridicule.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Je souligne la politesse du premier ministre à mon endroit, et je fais remarquer à cette Chambre que le premier ministre n'aborde jamais une question de front. Il en fait toujours le tour, avec des moyens qui lui sont propres. Et celui qui prétend qu'il sait tout, c'est lui qui est l'ignorant et le ridicule. Si le premier ministre sait tout, c'est que tout est cuisiné d'avance.

L'opposition peut se contenter d'être comme Socrate qui ne savait qu'une chose, c'est qu'il ne savait rien!

Une motion d'ajournement, ça met fin à tous les travaux de la Chambre. Par sa motion, le premier ministre nous demande d'abdiquer notre droit de débattre une motion d'ajournement. Je refuse énergiquement de dire d'avance: Je m'engage à ne pas parler sur une motion d'ajournement, et cela, à compter du 2 février jusqu'à la fin de la session. C'est un droit que, pour ma part, je ne veux pas abdiquer ainsi. La motion, telle que présentée, nous force à défendre un principe essentiel: le droit des députés de faire valoir leur point de vue.

Jamais on ne me fera abandonner un principe parce qu'un vendredi matin quelconque, le premier ministre n'était pas de bonne humeur. Je ne puis savoir ce qui va se produire demain ou dans huit ou dix jours. Si les ministériels ne savent pas de quoi demain sera fait, ils sont bien audacieux de présenter une pareille motion. Si le gouvernement le sait, c'est que tout est cuisiné d'avance. Dans un cas comme dans l'autre, l'opposition a le droit de protester.

De toute façon, la présente motion est un accroc à la liberté des députés de l'Assemblée législative. D'après les règlements, les députés peuvent toujours prendre la parole sur chaque motion d'ajournement soumise à la Chambre. Et voilà, parce que le premier ministre était de mauvaise humeur, on va nous priver de ce droit essentiel jusqu'à la fin de la session, qui aura peut-être lieu en mars. La session annuelle, qui débute en novembre, se termine ordinairement en février.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous siégerons jusqu'au mois de juin!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous sommes prêts.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Mes collègues de l'opposition font preuve de trop d'optimisme. S'il fallait que la session menace de durer jusqu'au mois de juin, nous verrions sûrement apparaître au *Feuilleton* d'autres motions pour nous faire taire.

Décidons donc une fois pour toutes si nous aurons un gérant général de la province ou une Chambre de députés!

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est le bâillon!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce qu'on nous demande, en fait, c'est de nous faire hara-kiri.

C'est une façon détournée de le dire. En fait, elle se résume à ceci: quand le premier ministre décidera que le Parlement ferme, nous devrons, nous aussi, nous fermer hermétiquement la bouche. C'est une motion inspirée par la mauvaise humeur. Le premier ministre devrait tout simplement la retirer.

Le premier ministre dira sans aucun doute que l'opposition ne voulait pas collaborer à l'étude du bill de Montréal et rencontrer les délégations de Montréal et d'ailleurs. Ce ne sera pas conforme à la vérité.

L'opposition a toujours accordé son entière coopération, quand il s'est agi d'aller discuter des bills et de rencontrer des délégations au comité. Que le premier ministre surveille sa bonne et sa mauvaise humeur, car cela lui joue des tours.

On pourra peut-être me taxer de partisanerie et même d'ignorance, mais, quand le premier ministre présente des motions, il devrait le faire comme premier ministre de la province, et non comme un professeur de mauvaise humeur, qui veut punir des enfants. J'estime qu'il devrait tout simplement retirer sa motion. Ça le grandirait énormément, car ça lui demanderait une bonne dose de courage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'intention d'exercer mon droit de réplique. L'opposition a fait perdre toute la séance en parlant tout le temps, par des redites et des contradictions, pour dire qu'elle ne voulait pas parler.

Il invite les autres qui veulent parler à le faire avant qu'il ne donne la réplique.

M. Lafrance (Richmond): La motion du premier ministre a pour effet d'établir un précédent dangereux et arbitraire. Je considère que c'est un accroc aux règlements de cette Chambre. Avec une simple motion, on veut abolir une partie de ces règlements.

Les privilèges et les droits des députés sont en jeu parce qu'ils ne pourront pas être consultés pour l'ajournement de la Chambre. Le premier ministre va se substituer à la Chambre, pour décider si elle va siéger ou non. C'est un mandat en blanc au premier ministre, et je ne suis pas prêt à laisser à l'humeur et aux caprices du premier ministre de décider quand la Chambre va ajourner. Nous allons voter contre cette motion, car c'est la chambre à gaz des libertés parlementaires! Cette motion porte atteinte à la liberté parlementaire.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) cite les articles des règlements de la Chambre se rapportant aux motions d'ajournement⁶. L'Orateur, dit-il, a une décision grave à rendre, puisque la motion a pour effet de changer les règlements établis par les législateurs et d'éliminer les débats sur les motions de ce genre. Je suis parfaitement conscient que le mot "bâillon" est malsain dans tout parlement, mais il n'y a pas d'autre façon de nommer cette proposition, puisqu'elle est faite en anticipation de quelque chose qui pourrait survenir plus tard.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Tout ce que je vois dans la proposition, c'est un procédé pour ajourner plus facilement l'Assemblée, afin que le comité des bills puisse siéger pour donner priorité aux municipalités pour l'étude de leurs demandes. On a fait allusion aux droits des minorités en Chambre. Le gouvernement n'a jamais porté atteinte aux droits des partis d'opposition et, comme membre de la minorité, je n'estime pas que les droits de celle-ci soient en jeu avec la présente motion. Le traitement généreux que le gouvernement réserve aux minorités est une garantie qu'aucun droit ne sera bafoué.

M. Hamel (Saint-Maurice): Cette motion est inutile. La Chambre ne s'est jamais objectée à ce que nous allions siéger en comité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, pourquoi vous objectez-vous aujourd'hui?

M. Hamel (Saint-Maurice): Parce que le gouvernement veut modifier le Règlement. Nous allons accepter encore d'aller siéger en comité, mais nous voulons avoir le droit de décider à chaque occasion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député dit lui-même qu'il est prêt à aller siéger en comité sans débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): Nous ne nous engageons pas d'avance. Nous ne pouvons pas ne pas constater que le gouvernement semble avoir entrepris de saboter le parlementarisme et la démocratie dans cette province.

M. l'Orateur: Ces paroles sont antiparlementaires. Je demande au député de les retirer.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je les retire, M. l'Orateur, mais je dirai que, par son attitude, le gouvernement met en danger le bon fonctionnement du parlementarisme britannique dans notre province. Je lui dis que, s'il veut se faire le fossoyeur de la démocratie, il ne devra pas compter sur l'opposition comme porteur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je constate l'illogisme de la gauche. L'opposition a passé tout l'après-midi à se plaindre, dans des discours à répétition, d'avoir perdu son droit de parole.

Je suis content de voir tant d'auditeurs dans les galeries pour constater la logique de l'opposition⁷.
(Applaudissements dans les galeries)

M. Lapalme (Montréal-Outremont) réclame que l'on fasse observer les règlements qui défendent d'applaudir dans la galerie réservée au public.

M. l'Orateur demande au public de ne pas manifester.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Imaginez-vous la logique de ces gens-là. Les libéraux s'objectent à ce que le public applaudisse dans la Législature, alors qu'ils sont dans l'opposition. Que feraient-ils au droit de parole s'ils étaient au pouvoir?

Le chef de l'opposition a parlé de mes humeurs. Il se trompe, car on comprendra qu'après toutes ses tribulations, après les coups de couteau dans le dos et la trahison dont il a été victime, son imagination trotte et il oublie les faits. Comment puis-je être de mauvaise humeur en Chambre quand je fais face à l'opposition? C'est difficile de les regarder sans rire.

Les faits sont les suivants. La motion que j'ai présentée et les événements du jour nous ont permis

de constater que la parole donnée hier par le chef de l'opposition n'est pas honorée par ses partisans et qu'il n'a pas pu faire respecter l'entente qu'il a conclue hier, à savoir qu'il consentait à ce que la motion soit débattue aujourd'hui.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai jamais conclu d'entente. J'ai seulement demandé ce qu'il y avait pour demain.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a eu une entente, et c'est parce que nous ne pouvons pas nous fier à la parole donnée par l'opposition que nous avons présenté cette motion, pour les forcer à respecter leur parole.

Les libéraux ont parlé durant tout l'après-midi pour déclarer qu'ils sont prêts à siéger en comité n'importe quand. S'il avait fallu se fier à leur parole, les délégués de Montréal seraient arrivés ici pour constater que l'Assemblée législative était en séance. Montréal est une ville importante et la province de Québec est immense. Il n'y a rien d'extraordinaire dans ma proposition. Il y a de nombreux projets de loi, et c'est le devoir de la Législature de recevoir des délégations qui viennent ici de partout pour assister à leurs mesures privées ou publiques. Notre devoir, comme députés, est de les entendre. Plus vite nous procéderons dans ces cas, moins cela coûtera cher aux contribuables.

La proposition n'est pas à l'encontre des règlements, mais elle est basée sur ces règlements qui ont été révisés sous le gouvernement Godbout, en 1941. La proposition ne s'applique que lorsque l'Assemblée décide de s'ajourner, afin que le comité des bills puisse siéger. À part cela, l'opposition peut proposer ou soumettre n'importe quoi.

La motion la plus importante de l'Assemblée législative n'est pas la motion d'ajournement, comme le prétend le chef de l'opposition. C'est une manifestation d'ignorance. La motion la plus importante est celle qui propose d'aller en subsides pour voter les argents demandés par Sa Majesté. C'est ce pourquoi nos pères se sont battus en 1837, et cette motion permet aux députés de parler sur n'importe quel sujet. Si nos pères s'étaient contentés de prononcer des discours sur des motions d'ajournement, nous n'aurions pas la responsabilité ministérielle aujourd'hui.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) veut soulever un point d'ordre.

Des députés ministériels chahutent.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Point d'ordre!

M. l'Orateur rappelle les députés à l'ordre. Le député de Westmount, dit-il, a invoqué l'article 271...

M. Galipeault (Québec-Ouest): Il ne l'a pas encore invoqué.

M. l'Orateur: J'ai fort bien entendu le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) parler de l'article 271. Cet article a trait au droit de réplique.

Des voix de l'opposition: Lisez-le!

M. l'Orateur: Le droit de réplique est accordé, par l'article 271, pour permettre à un orateur de faire entrer dans le débat des faits nouveaux.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) tente de se faire entendre de nouveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande aux députés de l'opposition de le laisser user de son droit de réplique et de l'écouter sans interruption. Je n'interromps jamais les adversaires du gouvernement, dit-il.

Et ce sont ces gens-là, qui tentent de nous empêcher de parler, qui invoquent la liberté de parole en cette Chambre.

La motion la plus importante à l'Assemblée législative est celle qui permet aux députés de se former en comité des subsides.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre me permet-il une question?

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) permet au chef de l'opposition de poser la question demandée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce que le premier ministre nie que sa motion d'ajournement peut faire mettre de côté la motion pour aller en subsides?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non seulement je nie cela, mais j'affirme que cette question du chef de l'opposition démontre son ignorance. Le droit de voter les subsides à Sa Majesté a été gagné de haute lutte par nos ancêtres et rien ne peut abolir ce droit.

Ma motion se limite à l'ajournement, pour aller discuter les bills publics et privés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) proteste contre cette interprétation de la motion en discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez devant vous le remplaçant du remplacé.

Des députés de l'opposition chahutent.

M. l'Orateur: Je demande aux députés de l'opposition, qui, pendant deux heures et demie, ont prêché le respect des règlements, de donner l'exemple en n'interrompant pas celui qui parle.

(Applaudissements à droite pour l'Orateur)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition m'a surpris en prétendant que la motion d'ajournement devait permettre aux députés de faire entendre leurs griefs. Il n'est question que des motions d'ajournement pour aller en comité des bills privés ou publics, et non de toutes les motions d'ajournement.

Les comités des bills publics et privés, répète-t-il, ont beaucoup de travail à faire et bien des délégations à entendre. Le vote de la motion donnera l'assurance aux délégués qu'à leur arrivée à Québec, ils seront reçus plus rapidement.

Le présent débat, que l'opposition fait durer depuis trois heures, montre ce qui serait arrivé aux gens de Montréal s'ils s'étaient présentés au parlement cet après-midi.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai jamais dit cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai bien entendu. Ils sont mêlés.

Dire que la motion d'ajournement permet aux députés de faire entendre leurs griefs est un manque de connaissances inexcusable. La motion principale, je le répète, est celle qui forme la Chambre en comité des subsides. C'est élémentaire.

Pas un iota des libertés parlementaires des députés n'est lésé par la motion du gouvernement.

Bien plus, nous demandons aux représentants du peuple la permission d'ajourner la Chambre pour permettre aux comités de recevoir des délégations, d'entendre les maires et les échevins, d'aider les municipalités. Et puis, on peut toujours revenir en Chambre pour vaquer à nos autres devoirs de députés.

Vraiment, je ne puis m'empêcher de sourire devant l'attitude que l'opposition vient de manifester. Le grand Sir Wilfrid Laurier doit bien se retourner dans sa tombe en voyant jusqu'à quel bas niveau son parti est baissé.

La motion du représentant de Trois-Rivières (l'honorable M. Duplessis) pour qu'à partir du 2 février prochain et jusqu'à la fin de la présente session, la Chambre ait le pouvoir de décider, sur une motion non annoncée et sans débat, de s'ajourner, afin de permettre aux comités des bills publics et des bills privés de siéger pour prendre en considération les bills qui leur auront alors été renvoyés par la Chambre est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 69.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée⁸.

Motions de condoléances:

Décès de J.-Émile Moreau et du frère du ministre de la Santé, M. Leclerc

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) présente des condoléances aux familles de feu l'honorable J.-Émile Moreau, conseiller législatif, et de l'honorable Dr Arthur Leclerc, ministre de la Santé, pour deuils récents.

L'honorable Émile Moreau est décédé ce matin, et le frère du ministre de la Santé, peu de temps auparavant.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) présente également des condoléances aux familles des défunts.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée vers 7 heures.

NOTES

1. Dans *La Presse* du 29 janvier 1959, à la page 17, on écrit que, dans une réponse que publie le procès-verbal de la séance de mardi de l'Assemblée législative, M. Dozois dit que ce travail a coûté jusqu'à maintenant \$110,337 et qu'un projet de code municipal sera produit et déposé pendant la session.

2. Le débat dure environ trois heures, selon le *Montréal-Matin* du 29 janvier 1959, à la page 2.

3. *Le Soleil* du 29 janvier 1959, à la page 8, indique que les trois députés indépendants se rangent avec les ministériels.

4. La version dans *Le Soleil* du 29 janvier 1959, à la page 8, diverge encore: Le grand parlementaire britannique William Pitt a dit, un jour, que les tyrans ont l'habitude de prétexter la nécessité pour violer les règlements. La phrase du célèbre Pitt à laquelle fait sans doute référence le chef de l'opposition est: Là où finit la loi, commence la tyrannie, cité par Pitt le 9 janvier 1770. W. Gurney Benham, *Cassell's book of Quotations*, London, New York, Toronto and Melbourne, 1914, page 241.

5. *Le Soleil* du 29 janvier 1959, à la page 8 indique que les trois députés indépendants se rangent avec les ministériels.

6. Titre VI, Des motions, chapitre IV, articles 188, 189, 190, 191. Louis-Philippe Geoffrion, *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, Québec, Assemblée législative, 1941.

7. Selon *La Presse* du 29 janvier 1959, à la page 6, il y avait dans les galeries de nombreux électeurs du ministre de Jeanne-Mance (M. Custeau) en délégation à Québec.

8. *Le Soleil* du 29 janvier 1959, à la page 12, indique que les députés indépendants, MM. Lionel Ross, de Verdun, Dave Rochon, de Saint-Louis, et Frank Hanley, de Sainte-Anne, votent avec les ministériels et que le vote a été pris à 6 h 50.

Séance du jeudi 29 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte de Montréal

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés soient suspendues, sauf en ce qui concerne les droits ordinaires et additionnels, et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter la pétition de la cité de Montréal; que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue; que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit aussi permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

La pétition suivante est présentée, lue et reçue:

- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Projets de loi:

Charte de Montréal

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Pouliot), que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal, et concernant la corporation de Montréal métropolitain.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-

neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 209 constituant en corporation la ville de Lac-Laron;

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 209, ci-dessus mentionné, soit changé en celui de "loi constituant en corporation la ville du Lac Delage";

- bill 273 concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot;

- bill 213 relatif à Trois-Rivières & Saint-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu;

- bill 267 relatif au titre de propriété de Wilfrid Simoneau aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 268 modifiant la charte de la cité de Verdun;

- bill 256 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Traian Constantin à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Projets de loi:

Lac Delage

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 209 constituant en corporation la ville du Lac Delage.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 209 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Succession Georges Élie Amyot

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 273 concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 273 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Assurance Trois-Rivières & St-Maurice

M. Caron (Maskinongé) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 213 relatif à Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 213 sans l'amender.

M. Caron (Maskinongé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Propriété de Wilfrid Simoneau

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 267 relatif au titre de propriété de Wilfrid Simoneau aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 267 sans l'amender.

M. Gagné (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Verdun

M. Ross (Montréal-Verdun) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 268 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 268 sans l'amender.

M. Ross (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Traian Constantin

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 256 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Traian Constantin à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 256 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Domaine d'Estérel inc.,
Orleans Establishment Inc.
et Trust Général du Canada**

M. Blanchard (Terrebonne) propose que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 283 concernant Domaine d'Estérel inc., Orleans Establishment Inc. et Trust Général du Canada.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

**Commission scolaire
de Saint-Louis**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 227 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que l'article 621 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 164 constituant en corporation de ville le village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds.

Adopté. Le bill est présenté et lu une première fois.

**Code de procédure civile,
injonction**

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 93 modifiant le Code de procédure civile au sujet de l'injonction.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
assignation des compagnies d'assurances**

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 94 modifiant le Code de procédure civile, relativement à l'assignation des compagnies d'assurances.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 concernant la ville de Hauterive soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Sainte-Dorothée

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission d'aqueduc
de la vallée du Richelieu**

M. Ladouceur (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 184 concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Pincourt

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 255 constituant le village de Pincourt en corporation de ville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Marché central
de Montréal**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 271 relatif à la Compagnie du marché central métropolitain ltée soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Corporation interurbaine
de l'Île-Jésus**

M. Pouliot (Laval) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 284 concernant la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Cookshire

M. Gosselin (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 226 modifiant la charte de la corporation de la ville de Cookshire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Instruction publique
à Granby**

M. Russell (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 280 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 285 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Sillery**

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 286 modifiant la charte de la cité de Sillery soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Magog**

M. Gérin (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 287 modifiant la charte de la cité de Magog soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**La Laurentienne,
compagnie d'assurance**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 288 relatif à la transformation de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Motions des députés:

**Industrie
avicole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 14 janvier courant, sur la motion du représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) proposant que:

Attendu que l'aviculture constitue l'une des rares industries rémunératrices dans l'économie rurale de notre province;

Attendu qu'il existe, aujourd'hui, dans la province de nombreux couvoirs coopératifs et privés, et plusieurs milliers d'aviculteurs;

Attendu que les importations massives, depuis quelques mois, des surplus de chair de volaille et de dindon, en provenance des États-Unis, constituent une concurrence injuste et dommageable à l'industrie avicole de la province et menacent de ruiner nos aviculteurs;

Attendu qu'il est urgent de faire cesser cette concurrence injuste et dommageable;

Attendu que les autorités fédérales possèdent tous les pouvoirs constitutionnels nécessaires pour remédier à cette situation dommageable;

Cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales d'adopter, avec diligence, les moyens appropriés et justes pour mettre fin incessamment à cette concurrence desdits produits étrangers sur le marché de la province;

Qu'il soit donné ordre au greffier de l'Assemblée législative de faire parvenir, sans délai, au premier ministre du Canada et au ministre de l'Agriculture, dans le gouvernement fédéral une copie de la présente résolution.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Saguenay (M. Ouellet), que tous les mots après "que" au commencement de la motion en discussion soient remplacés par les suivants¹:

"l'Assemblée législative est d'opinion que le respect des prérogatives constitutionnelles fédérales apporte une importante contribution à la sauvegarde des prérogatives constitutionnelles provinciales et que le gouvernement de la province, dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels, continuera de prendre les moyens les meilleurs et les plus appropriés pour protéger les cultivateurs de la province à l'encontre de la concurrence injuste occasionnée par les importations dans la province des surplus de chair de volaille et de dindon en provenance des États-Unis."²

Les aviculteurs n'ont pas été gâtés par les libéraux qui les ont véritablement traités en parents pauvres. L'aide provinciale aux aviculteurs n'existait pratiquement pas en 1943 et 1944. Pendant ces deux ans, le gouvernement libéral d'alors a accordé, en tout et pour tout, pour \$1,563 de subventions aux cercles agricoles de la province: pour l'achat de dindonneaux, dont l'élevage est difficile et constitue une charge extrêmement lourde pour les cultivateurs, zéro, pas un sou; pour l'achat de cochets³, \$1,694; pour l'encouragement aux cercles agricoles et avicoles, \$16,142; pour les subventions spéciales, \$1,400; pour l'épreuve de sang, \$5,054. C'est ce que nos adversaires ont fait en deux ans; \$25,000, ça correspond à la moyenne de \$12,500 par an pour venir en aide aux aviculteurs. Je les défie de prouver le contraire.

Sous le gouvernement actuel, avec un sage ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) qui est véritablement un cultivateur, la situation a changé et la classe agricole a été beaucoup mieux traitée. Pour la période du 1^{er} avril 1945 au 1^{er} janvier 1959, les subventions aux membres de cercles agricoles se sont élevées à \$71,500; les subventions pour l'achat de dindonneaux à \$98,128; les subventions spéciales à \$90,919; les subventions pour l'épreuve du sang à \$168,172; la somme dépensée pour enrayer les maladies ou les prévenir, les indemnités pour l'abattage d'oiseaux souffrant de maladies

contagieuses à \$487,000⁴, soit près d'un demi-million.

En 1957, le gouvernement actuel a consacré \$261,789 pour la lutte contre la maladie de Newcastle, une maladie importée de l'étranger; il y avait 411 troupeaux à éliminer, et cela affectait 209 cultivateurs. En 1958, les autorités ont affecté \$398,131 à cette même lutte; il fallait éliminer 393 troupeaux, 752,978 oiseaux, et indemniser 184 cultivateurs. Cela veut dire qu'en deux ans, pour la seule maladie de Newcastle, une somme de \$659,924 a été dépensée. Pour combattre la pleurose, de 1945 à 1959, le ministère de l'Agriculture a employé \$144,742.

Le ministre de l'Agriculture est encore allé plus loin en mettant à la disposition des aviculteurs trois médecins vétérinaires qui leur ont donné des conseils et rendu ainsi des services inappréciables. Les salaires payés à ces trois personnes se sont montés à \$69,582.

Aucune administration n'a plus fait pour les éleveurs de volailles que l'administration actuelle. Au grand total, de 1945 jusqu'à ce jour, les autorités provinciales ont affecté une somme globale de pas moins de \$1,912,888 aux aviculteurs, soit en moyenne quelque \$137,000 par année. En fait, dans toute la mesure possible, le gouvernement a aidé l'industrie avicole dans ses difficultés: là où le régime Godbout dépensait \$6,000⁵ par année pour l'aviculture, l'administration Duplessis a consacré \$1,912,000. Ce sont des réalisations de nature à encourager la classe agricole. Grâce à la politique bienfaisante de l'Union nationale, l'aviculture s'est développée considérablement dans la province. Son rendement a augmenté de 32 %, de 1944 à aujourd'hui. Quand nos adversaires viennent nous dire que nous sommes traités en parents pauvres, je me demande où ces gens-là ont les yeux. Ils ne sont pas sérieux!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voilà une des plus belles voies d'évitement que je connaisse! Cet amendement indique de la part du gouvernement un changement d'attitude vis-à-vis Ottawa. Le gouvernement ne propose qu'un jeu de procédure pour ne pas déplaire à Ottawa. Les libéraux veulent protester contre les centaines de mille livres de chair de volaille importées des États-Unis, mais le gouvernement soumet un amendement visant à éviter la discussion du problème à la Législature.

Ce n'est pas un gouvernement d'Union nationale que nous avons dans cette province, c'est

plutôt un gouvernement conservateur qui ne veut pas en venir aux prises avec un gouvernement conservateur à Ottawa.

Si nous revoyons les documents se rapportant spécialement à la viande de volaille et de dindon des sessions passées, nous constatons qu'il y a quelques années, du temps du gouvernement libéral à Ottawa, le député de Missisquoi (M. Bertrand) avait jadis présenté une motion demandant à Ottawa de mettre fin à la concurrence ruineuse dont notre industrie textile avait à souffrir de la part des producteurs étrangers qu'on laissait entrer au Canada. C'était un gouvernement libéral qui était au pouvoir à Ottawa. Nous ne nous sommes pas préoccupés de la chose et nous avons tous voté pour la motion.

Or, la présente motion qu'a inscrite le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) est de la même nature que celle du député de Missisquoi (M. Bertrand), il y a quelques années. Mais voilà, il y a eu un changement à Ottawa. Les libéraux ont été battus. C'est un gouvernement conservateur qui a pris sa place et qui est au pouvoir. En face des conservateurs fédéraux, l'Union nationale n'a pas le courage de prendre ses responsabilités. Elle n'a pas le courage de prendre la seule attitude possible dans les circonstances, c'est-à-dire demander au gouvernement démocratique fédéral de prendre les moyens pour que cesse la concurrence ruineuse que fait la chair de volaille importée des États-Unis.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les masques sont tombés!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je lis la première phrase de l'amendement: "L'Assemblée législative est d'avis que le rapport des prérogatives constitutionnelles fédérales apporte une importante contribution à la sauvegarde des prérogatives constitutionnelles provinciales..." D'après cet amendement, il semblerait que c'est ça: c'est le respect des prérogatives constitutionnelles fédérales qui constitue, aux yeux du gouvernement, la digue qui va empêcher les dindons américains de se déverser sur notre marché et qui va empêcher les poulets de Chicago de concurrencer les poulets de la province de Québec. La vérité, c'est que le gouvernement de l'Union nationale ne peut pas lutter contre les bleus d'Ottawa.

Autonomie? Ce n'est pas cela que l'Union nationale disait quand il était question de textiles et qu'il y avait un gouvernement libéral à Ottawa. On lui déclarait qu'il était de son devoir de protéger les ouvriers québécois contre le dumping américain.

Je le savais que ça viendrait. Je le savais que les membres du gouvernement actuel n'auraient jamais la même sincérité que nous. Je savais que l'Union nationale provinciale n'aurait pas le courage de lutter contre l'Union nationale fédérale. Ils ne sont évidemment pas pour faire la lutte contre des ministres fédéraux qui étaient leurs fonctionnaires, quelques jours avant les élections.

Quand les libéraux étaient au pouvoir à Ottawa, le gouvernement a laissé discuter des motions qui s'adressaient au gouvernement fédéral.

Le député qui a parlé avant moi, le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), s'est contenté de faire l'éloge de l'Union nationale. A-t-il parlé de concurrence? Rien! A-t-il parlé de ce que le gouvernement a fait pour y mettre fin ou de ce qu'il fera? Pas un mot.

Et pourtant, tous ceux qui s'intéressent à ce domaine, tous les spécialistes se plaignent de l'envahissement du marché par des produits américains. Si on allait fouiller dans les armoires des députés ministériels, il est possible qu'on trouve de ces produits qui se vendent moins cher que les nôtres.

Quelle solution le gouvernement propose-t-il? Il fait un jeu de procédure avec son amendement. Il prend la voie d'évitement, pour ne pas être obligé de voter pour une motion libérale. Quelle différence d'attitude! Quand on a présenté la motion sur les textiles, il y avait un gouvernement libéral à Ottawa. Nous savions fort bien qu'il n'aimerait pas notre attitude sur ce sujet. Nous ne nous sommes pas occupés de cela et nous avons voté en faveur de la motion. Nous savons maintenant qui est à la remorque de qui à Ottawa!

Existe-t-il un problème? Sans doute, puisque l'amendement lui-même l'admet.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ils ne l'ont pas lu!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'amendement du gouvernement suggère que les autorités provinciales prennent les mesures nécessaires pour protéger les éleveurs de volaille. Le texte même de l'amendement reconnaît que nous avons raison. Le gouvernement admet que la situation est sérieuse, que le dumping américain nuit à nos aviculteurs. Il sait qu'il ne peut rien faire pour remédier à la situation, qu'il faut s'adresser à Ottawa. Mais croit-il que c'est lui qui pourra élever une barrière douanière pour empêcher les importations de poulet d'entrer? Croit-il que le

gouvernement fédéral va lui abandonner ses droits de mettre l'embargo sur ces importations?

La vraie raison de l'amendement, c'est qu'on ne veut pas faire mal aux petits amis d'Ottawa et qu'on espère s'en tirer avec un amendement à joint universel. Ça, c'est de la politique! L'Union nationale nous a habitués à cette façon de procéder. Au lieu d'aider les aviculteurs, on trouve une voie d'évitement. L'Union nationale en a construit bien d'autres voies d'évitement, mais celle-là, elle est exquise. Je suis certain que tous les députés de l'Union nationale sourient en y pensant. Ils ont reconnu le style, ils savent que c'est la voix de Jacob, mais le poil d'Ésaü.

On nous dit que nous avons raison de nous plaindre. Les ministériels trouvent qu'il y a une concurrence injuste, mais ce ne sont pas eux les grands protecteurs des cultivateurs qui ont soulevé la question, c'est nous. Ils savaient que le problème était grave; ils n'ont pas soufflé mot.

Le gouvernement a recours à une échappatoire. Comme ils ne pouvaient pas admettre publiquement que nous avions raison, ils se sont demandé comment ils allaient bien pouvoir régler ça. Notre motion rappelait au gouvernement fédéral que lui seul pouvait mettre fin au dumping. Il fallait donc contourner ça. L'Union nationale espère s'en tirer avec un jeu de procédure. Ils ont présenté un amendement qui ne reproche rien du tout, qui permet au gouvernement de se vanter. Et il croit que le tour est joué.

Nous, nous avons eu le courage de voter des motions qui déplaisaient au gouvernement libéral fédéral. Si l'Union nationale avait le même courage, elle voterait une motion qui déplaît au gouvernement conservateur fédéral, mais qui sert la cause des aviculteurs. Le gouvernement ne veut pas admettre que l'opposition a raison de faire cesser la concurrence injuste pour l'agriculture.

Nous savons maintenant qui est à la remorque de qui à Ottawa.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

La Chambre discute actuellement une motion de député qui aurait été étudiée mercredi, si les députés de l'opposition ne s'étaient pas acharnés à faire perdre le temps de la Chambre qui leur est alloué pour leurs motions.

Il faut revenir au domaine de la réalité et de la vérité. Le discours du chef de l'opposition, dégagé de ses incidences, se résume à affirmer que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas le courage de se tenir debout devant le gouvernement d'Ottawa, parce que ce gouvernement est changé de couleur.

Il sied mal au chef de l'opposition de dire que le premier ministre de la province de Québec manque de courage en face du gouvernement d'Ottawa. Le leader parlementaire de l'opposition libérale devrait être le dernier homme à vouloir donner au premier ministre une leçon de courage dans les rapports avec les autorités fédérales. C'est plutôt l'opposition, et son passé le prouve, nous le savons tous, qui a manqué du courage nécessaire en face du gouvernement d'Ottawa, quand ce dernier était libéral.

Ce qui est vrai, c'est que le premier ministre de la province de Québec n'a cessé de défendre et de revendiquer, toujours avec la même énergie, les droits de sa province. Il a toujours tenu tête au gouvernement d'Ottawa, quelle que soit sa couleur. En face des ministres fédéraux, il a toujours tenu le même langage et a toujours conservé la même attitude à l'endroit du gouvernement fédéral, qu'il soit bleu ou rouge. Cela n'a pas été le cas des libéraux.

Il a toujours tenu le même langage, et revendiqué les droits de la province de Québec sans s'occuper des allégeances politiques. Le courage du premier ministre de la province de Québec ne peut pas être mis en doute et, pour s'en convaincre, on n'a qu'à se rappeler ce qu'il disait au cours de la conférence fédérale-provinciale, convoquée par le gouvernement de Diefenbaker, en 1957, après l'arrivée au pouvoir des conservateurs.

Le premier ministre a déclaré que le gouvernement de Québec n'avait pas deux attitudes, et il a dit au gouvernement conservateur les mêmes paroles prononcées devant le gouvernement Saint-Laurent pour revendiquer les droits de la province de Québec. Nous n'avons jamais demandé la charité, déclarait alors le chef de l'Union nationale, mais nous entendons conserver les droits et les prérogatives que le Québec possède en vertu de la Constitution.

Le ministère provincial de l'Agriculture (M. Barré) coopère avec les autorités fédérales de l'Agriculture, mais cette coopération n'a pas toujours donné les résultats désirés, et il pourrait y avoir des surprises désagréables prochainement.

Le chef de l'opposition se trompe quand il affirme que l'Union nationale n'a pas toujours eu la même attitude en ce qui concerne des questions de juridiction fédérale. À la session de 1955-1956, les libéraux, sous le couvert du patriotisme, ont voulu faire de la politique, en présentant une motion demandant à l'Assemblée de prier le gouvernement fédéral de changer le nom de l'hôtel Queen Elizabeth, des chemins de fer nationaux, à Montréal.

Comment avons-nous procédé? J'ai présenté moi-même un amendement qui respectait alors, comme nous le faisons aujourd'hui dans l'amendement actuellement en discussion, notre volonté de respecter les prérogatives du gouvernement fédéral. C'est exactement l'attitude que nous tenons aujourd'hui. Les députés de l'Union nationale à cette époque avaient appuyé un amendement du gouvernement qu'ils étaient d'avis qu'ils ne devaient pas se mêler d'une question qui ne concernait pas la Législature provinciale. Les libéraux étaient alors au pouvoir à Ottawa.

L'amendement du représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) admet qu'il y a des difficultés dans le domaine de l'agriculture, puisqu'il dit: "... le gouvernement de la province, dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels, continuera de prendre les moyens les meilleurs et les plus appropriés pour protéger les cultivateurs de la province, à l'encontre de la concurrence injuste occasionnée par les importations dans la province des surplus de chair de volaille et de dindon en provenance des États-Unis." L'Union nationale adopte donc aujourd'hui, en face du gouvernement Diefenbaker, exactement la même attitude qu'elle tenait en 1955-1956, en face du gouvernement Saint-Laurent.

Dans ses relations avec le gouvernement d'Ottawa, le premier ministre n'a pas changé, et l'administration provinciale a sans cesse défendu les mêmes principes.

Le premier ministre a toujours dit qu'il fallait revendiquer nos droits dans le respect des droits de chacun, chacun s'occupant de ses affaires. C'est pourquoi l'amendement du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) conclut par le désir que le gouvernement de Québec continue de protéger les cultivateurs dans le domaine de l'aviculture, comme il le fait dans d'autres secteurs de l'économie agricole.

Nous croyons que ce serait une erreur de faire de la petite politique avec la question des relations du gouvernement de Québec avec celui d'Ottawa. L'enjeu est trop grand. Nous pourrions alors causer un préjudice grave au but que nous poursuivons et à la situation unique qu'occupe la province de Québec dans le Canada.

M. Brown (Brome): Les importations massives de volaille américaine continuent de plus belle, par suite du dumping américain. En 1958, il est entré, par exemple, 6,175,535 livres de poulet, comparativement à 1,379,425 livres en 1957, et, depuis le début de janvier, les expéditions sur le

marché québécois continuent à un rythme accéléré. La concurrence fédérale a fait perdre près de \$1,500,000 aux cultivateurs, de novembre 1957 à novembre 1958. Plus de 20,000,000 de livres de volaille américaine sont venues des États-Unis en 1958. Avec le résultat que nos propres producteurs voient leurs ventes diminuer et leurs prix baisser considérablement. Pour les poules de six mois et plus, les cultivateurs du Québec ont reçu, en 1958, \$803,250 de moins qu'en 1957. Ils ont également perdu des centaines de mille dollars dans la vente de leur poulet de diverses catégories.

Voilà le problème, le problème dont nos amis d'en face négligent de parler. L'une des grandes nécessités de l'agriculture québécoise, c'est d'avoir des productions qui rapportent de l'argent comptant. La production des volailles est de celles-là. C'est pourquoi nos cultivateurs ont aménagé, en ces dernières années, des installations coûteuses pour se lancer dans l'aviculture. Maintenant qu'ils sont organisés, ils constatent que les prix baissent et que les marchés sont saturés par les importations américaines.

La situation actuelle est très grave. L'aviculture québécoise est en train de mourir et ce n'est pas avec un amendement comme celui du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) qu'on pourra régulariser la situation. Le gouvernement devrait trouver autre chose que l'amendement qu'il propose. Je suis donc contre l'amendement et pour la motion principale présentée par le député d'Abitibi-Ouest.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quand j'ai présenté ma motion en décembre, les producteurs de volaille étaient à faire pression auprès du gouvernement fédéral pour que cesse le dumping de la volaille. Je voulais que le gouvernement de la province aide nos aviculteurs à convaincre Ottawa.

La motion a été appelée au début de janvier, et le député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) a demandé l'ajournement du débat. Quinze jours après, il nous arrive avec cet amendement. Qu'est-ce que cet amendement va régler? Notre aviculture est menacée à tel point qu'on conseille présentement à nos producteurs de diminuer l'élevage. Ces mêmes producteurs demandent au gouvernement de leur province de les aider à obtenir des mesures efficaces. Tout ce qu'on leur répond, c'est qu'il ne faut pas donner de coups d'épingle à Ottawa.

Pourtant, le gouvernement avait déjà concouru dans une motion conçue dans des termes presque semblables, pour demander à Ottawa de

protéger notre industrie textile contre la concurrence étrangère. Pourquoi ne veut-on pas faire pour les cultivateurs ce qu'on a déjà fait pour les ouvriers du textile?

Le gouvernement refuse, par son attitude, de poser le geste nécessaire, le geste désiré par les cultivateurs du Québec.

M. Hamel (Saint-Maurice): La motion du représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) est d'une grande opportunité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de la manière de discuter du député de Saint-Maurice. Le sujet dont il est à parler, dit-il, ne relève pas de la motion d'amendement actuellement soumise à la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice) tente de continuer.

M. l'Orateur rappelle le député à l'ordre. Le discours que tente de faire le député aurait dû être prononcé sur la motion principale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il faut que j'établisse les données du problème.

M. l'Orateur: Ce n'est pas le temps de discuter le problème.

M. Hamel (Saint-Maurice) poursuit en lisant l'amendement du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau):

"L'Assemblée législative est d'opinion que le respect des prérogatives constitutionnelles fédérales apporte une importante contribution à la sauvegarde des prérogatives constitutionnelles provinciales et que le gouvernement de la province, dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels, continuera de prendre les moyens les meilleurs et les plus appropriés pour protéger les cultivateurs de la province à l'encontre de la concurrence injuste occasionnée par les importations dans la province des surplus de chair de volaille et de dindon, en provenance des États-Unis."

Les membres de l'Union nationale, dit-il, ont bien changé. Cette motion actuelle n'aurait-elle eu pour effet que de faire tomber les masques, elle aurait déjà rendu un grand service.

Le ministre du Bien-être social (l'honorable M. Sauvé) a longuement parlé des allégeances politiques...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Tout cela n'a rien à voir avec l'amendement. Le député de Saint-Maurice demeure hors d'ordre. On devrait s'en tenir à la discussion de l'amendement.

M. l'Orateur rappelle le représentant de Saint-Maurice à l'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): J'ai le droit de répondre au ministre du Bien-être social (l'honorable M. Sauvé). Le ministre a dit tantôt que l'attitude de l'Union nationale n'a pas changé en face des gouvernements fédéraux. Une telle prétention est fausse. Il est faux d'affirmer que le gouvernement n'a pas changé d'attitude vis-à-vis du fédéral, depuis que ce dernier possède un gouvernement conservateur.

Décisions de l'Orateur:

Sujet du débat sur un amendement

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice est hors d'ordre. Le sujet dont le député de Saint-Maurice est à parler a été traité incidemment par deux préopinants, mais il ne peut être discuté davantage. Si j'ai laissé le ministre du Bien-être social (l'honorable M. Sauvé) s'engager sur ce terrain, c'est parce que je devais lui permettre de répondre lui-même à des remarques incidentes du chef de l'opposition qui, le premier, s'était engagé sur ce terrain. On ne peut y revenir dans le présent débat; on doit s'en tenir à l'étude de l'amendement.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud),

Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue⁶.

Le débat se poursuit sur l'amendement.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'amendement à la motion principale n'est qu'une tactique en sous-main, prise par le gouvernement pour ne pas accepter ses responsabilités. C'est une indication claire et nette que les gens de l'Union nationale sont à la remorque du fédéral. L'amendement est un procédé de camouflage pour empêcher la discussion de la motion principale. L'opposition votera contre la motion du représentant de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) pour ne pas être complice des valets d'Ottawa.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En dépit du fait que les affaires du gouvernement ont priorité, à cette séance, tout l'après-midi a été consacré à la discussion d'une motion d'un député de l'opposition qui ne devait pas venir aujourd'hui et qui a été appelée, pour permettre à l'opposition de la discuter. C'est lui qui a présenté cette motion qui réclame une protection contre le dumping américain pour l'aviculture québécoise.

Nous nous attendions à ce que l'opposition discuterait sérieusement. Nous avons eu, au contraire, un échantillon de ses tactiques coutumières.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Point d'ordre! Ces derniers propos ne relèvent pas de l'amendement. La règle de procédure doit être la même pour les deux côtés de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il est évident que le député qui vient de parler a pris l'habitude de m'interrompre à chaque fois que je prends la parole.

Mais il ne peut m'empêcher de dire et de répéter que l'opposition veut faire perdre le temps de la Chambre et ne fait que créer de la confusion. Et j'ajoute que ce n'est pas encourageant de lui donner de la latitude.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre parce qu'il est indiscutable. Il n'y a rien de contraire aux règlements que le premier ministre souligne que, depuis trois heures, la Chambre discute une motion de l'opposition, alors que les affaires du gouvernement doivent avoir priorité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Saint-Maurice a parlé de changement dans notre attitude. Tout le monde sait qu'il existe un petit animal qu'on nomme caméléon et qui prend la couleur de l'objet sur lequel il se trouve. Sans nommer qui que ce soit, je dois ajouter que je n'ai jamais vu un petit animal prendre toutes les couleurs en même temps.

M. Hamel (Saint-Maurice): Demandez au député de Québec-Montmorency (M. Prévost), au député de Québec-Est (M. Maltais), au député d'Arthabaska (M. Labbé), au ministre des Pêcheries (M. Pouliot).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment, le député de Saint-Maurice (M. Hamel) s'est-il senti visé? Je prends note de sa confession, mais je ne peux pas lui donner l'absolution.

L'amendement qui vient d'être proposé stipule que la Législature de la province de Québec n'a pas à intervenir dans des questions qui relèvent du fédéral, si elle ne veut pas donner prétexte aux administrateurs fédéraux à Ottawa d'intervenir dans les affaires de la province. La meilleure façon de faire respecter ses droits par le voisin, c'est de commencer à respecter ceux des autres, de ne pas donner le spectacle d'empiétements. Si Ottawa possède tous les pouvoirs en cette matière, pourquoi nous arroger des pouvoirs que nous n'avons pas?

On a oublié de réfuter le brillant exposé du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau), qui, dans un discours très à point, a prouvé la sollicitude extrême que le gouvernement de la province de Québec porte aux agriculteurs et, en particulier, à l'industrie avicole et aux aviculteurs. Au lieu de réfuter des chiffres éloquentes, qui prouvent que l'Union nationale a fait énormément, on a tenté de faire diversion en attaquant celui qui parle et en disant qu'il prend une attitude différente selon le parti qui est au pouvoir à Ottawa.

Les déclarations, les faits, les actes, les gestes sont là pour le prouver et ne peuvent être niés par l'opposition. Il n'y a pas un homme politique aussi constant dans la province ou au pays, aussi logique et aussi ferme que celui qui parle en ce moment, qui ait

toujours gardé la même attitude au sujet des droits de la province vis-à-vis le gouvernement d'Ottawa, que ce dernier soit bleu ou rouge.

(Applaudissements à droite)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les droits constitutionnels et les pouvoirs fiscaux du Québec sont bien au-dessus de la politique partisane. Dans ce domaine sacré, l'idée de la patrie doit prévaloir sur l'esprit de parti.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur. Vous venez de déclarer, il y a quelques minutes, que la question de changement d'attitude est hors de cause, vous avez laissé le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) répondre à mes remarques, mais vous ne vouliez pas permettre au député de Saint-Maurice (M. Hamel) d'aborder la question. Je demande que le même Règlement s'applique au premier ministre et au député de Saint-Maurice. Car, si le député de Saint-Maurice avait pu parler, il aurait été capable d'avance de répondre à ce que le premier ministre dit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition officielle ne s'aperçoit pas de ce que vient de dire le député de Saint-Maurice qui n'a pas moins continué d'en parler. Il a dit que nous étions les valets d'Ottawa et nous n'aurions pas le droit de lui répondre?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me suis limité à dire ça parce qu'on m'a empêché de le prouver. S'il ne m'est pas permis à moi de le prouver, on n'a pas le droit non plus d'en parler de l'autre côté de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

La comparaison faite par le chef de l'opposition quand il a parlé sur l'amendement du député de Napierville-Laprairie (M. Riendeau) n'est pas exacte. Tout à l'heure, le chef de l'opposition, dans une incidence, a fait des reproches au gouvernement en disant qu'il a changé d'attitude. Je lui ai répondu. Ses affirmations étaient en dehors des cadres de l'amendement et de la vérité. Plus tard, le député de Saint-Maurice a persisté à parler d'allégeances politiques. J'ai attiré votre attention, M. l'Orateur, et vous avez rappelé le député de Saint-Maurice à l'ordre quatre, cinq ou six fois. Il a persisté sur le même ton, et il admet qu'il a terminé son discours en disant que nous étions les valets d'Ottawa. Je ne vois pas comment le premier ministre ne pourrait pas lui répondre.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande que soit appliquée la décision rendue par M. l'Orateur, il y a quelques minutes. La même décision, dit-il, devrait être rendue dans le cas du député de Saint-Maurice.

Décisions de l'Orateur:

M. l'Orateur: Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est celui qui a élargi le débat. Lorsqu'il est intervenu précédemment, le député de Saint-Maurice était à entreprendre de démontrer que le gouvernement changeait d'attitude vis-à-vis le gouvernement fédéral, suivant que ce dernier était bleu ou rouge. Dans le but de restreindre le débat à l'amendement, j'ai rappelé plusieurs fois le député de Saint-Maurice à l'ordre, en lui disant que le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) avait répondu au chef de l'opposition. L'incident était considéré clos. Mais, après ma décision et malgré cette dernière, le député de Saint-Maurice a dit que les membres du gouvernement étaient les valets d'Ottawa. En conséquence, l'honorable premier ministre a le droit de répondre à cette dernière assertion. Si les députés de l'opposition prétendent qu'il est hors du sujet, c'est parce qu'ils en ont ouvert la porte. Je renvoie le point d'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot, Gaspé-Sud, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel,

Hyde, Kirland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériage, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Le débat se poursuit sur l'amendement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

De l'aveu même de l'opposition, Ottawa a tous les pouvoirs nécessaires pour endiguer les importations de volaille. Si Ottawa les a tous, nous n'en avons pas et nous avons par ailleurs assez de problèmes importants à régler sans aller là où nous n'avons pas de pouvoir.

Il y a plusieurs années que je me rends à Ottawa pour représenter la province, et il y a quelques années s'est déroulée à Ottawa une conférence fédérale-provinciale. L'attitude que j'ai affichée là n'a pas changé. J'ai toujours eu la même attitude lorsque M. King était premier ministre, lorsque M. Saint-Laurent était premier ministre et depuis que M. Diefenbaker est premier ministre. Je n'ai pas changé et je ne changerai jamais! Je ne changerai pas parce que l'attitude que j'ai tenue, c'est l'attitude de la province de Québec. J'ai fait écho au sentiment de confiance que la population du Québec nous a manifesté en plusieurs circonstances, et je ne suis pas homme à changer dans l'affirmation de nos droits, quel que soit le gouvernement à Ottawa.

Quand on est premier ministre depuis plusieurs années, on a une certaine expérience, et l'expérience m'apprend que la Législature de Québec n'a rien à gagner à se mêler des affaires fédérales. Il faut commencer par prêcher d'exemple. Restons dans notre domaine, si nous voulons que les autres restent dans le leur. C'est le meilleur service que nous puissions rendre à la race et à la province, si nous voulons ensuite aller à Ottawa, sans crainte d'être contredit. Restez chez vous et nous allons rester chez nous. Gardez votre bien et vos affaires pour vous-mêmes et remettez-nous ce qui nous appartient, et nous allons garder notre bien.

Après les élections fédérales, j'ai parlé, dans un discours prononcé à la cité universitaire, et j'ai déclaré que, peu importe le bleu du firmament ou le rouge du soleil couchant, les droits de la province de Québec seront toujours sauvegardés.

Au cours de l'une de mes visites à Ottawa, j'ai eu la satisfaction d'entendre M. Taylor, sous-ministre des Finances à Ottawa, me dire: Vous êtes le seul premier ministre qui ait été logique, qui n'ait jamais changé d'attitude, peu importe la couleur du régime à Ottawa.

M. Lafrance (Richmond): Point d'ordre. Ce n'est pas la place pour faire des shows...

Des députés ministériels interpellent le député de Richmond (M. Lafrance).

M. l'Orateur: Le point d'ordre est mal fondé, parce que c'est le député de Saint-Maurice (M. Hamel) qui a élargi le cadre de la discussion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La province de Québec est une province particulière. Ce n'est pas une province comme les autres à bien des points de vue, et elle doit conserver les caractéristiques qui lui sont particulières. Québec a trop de problèmes d'une importance vitale à régler avec Ottawa pour passer son temps à donner des coups d'épingle dans un domaine où elle n'a pas juridiction. C'est dans l'intérêt même de la province. Je le dis avec toute la sincérité de mon âme, à la lumière de l'expérience: la Législature de la province de Québec ne doit pas sortir de son domaine pour donner ainsi prétexte à ceux qui ne nous aiment pas de continuer leurs empiètements. Donnons l'exemple du respect des autres, si nous voulons que les autres nous respectent.

Je l'ai appris à Ottawa même. Des premiers ministres et des ministres libéraux m'ont dit à moi-même: Pourquoi passer votre temps, à Québec, à discuter et adopter des motions sur les affaires fédérales en disant que vous ne vous occuperez pas de politique fédérale? C'est ce que nous faisons, c'est ce que nous allons continuer de faire parce que c'est dans l'intérêt de la province et de la race canadienne-française.

M. Lafrance (Richmond): J'ai bien noté l'affirmation du premier ministre qu'il ne veut pas intervenir dans le domaine des juridictions d'Ottawa. Il avoue ainsi qu'il a changé d'attitude, car, autrefois, il intervenait.

Le gouvernement, se souciant assez peu des intérêts des aviculteurs, s'est surtout ingénié à trouver une voie d'évitement. Le peuple jugera.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Blanchard, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau,

Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 67.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté⁷.

La motion amendée est adoptée et se lit maintenant comme suit:

Que l'Assemblée législative est d'opinion que le respect des prérogatives constitutionnelles fédérales apporte une importante contribution à la sauvegarde des prérogatives constitutionnelles provinciales et que le gouvernement de la province, dans l'exercice de ses pouvoirs constitutionnels, continuera de prendre les moyens les meilleurs et les plus appropriés pour protéger les cultivateurs de la province à l'encontre de la concurrence injuste occasionnée par les importations dans la province des surplus de chair de volaille et de dindon, en provenance des États-Unis⁸.

Questions et réponses:

Explosions de gaz naturel

M. Parent (Hull): Le journal *La Presse* du mercredi 28 janvier⁹ contient des détails concernant une violente explosion de gaz survenue, mardi, à Ville Saint-Laurent, dans la banlieue de Montréal, dans un immeuble de 18 logements.

Vu ce que le premier ministre a dit à ce sujet au cours de la présente session, j'aimerais lui demander si des mesures de sécurité additionnelles ont été prises, ayant en vue la protection du public utilisant le gaz naturel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà déclaré au cours d'un débat antérieur, et je répète, que les mesures de sécurité prises dans la province de Québec sont au moins aussi nombreuses

et aussi bonnes que partout ailleurs. J'ai aussi déclaré qu'il y aurait une loi à cet effet dans le cours de la session actuelle, touchant la sécurité dans l'utilisation du gaz naturel. Je ne voudrais pas être obligé de répéter la même chose 25 fois.

Comité de l'Office de recherches scientifiques

M. Parent (Hull): 1. Quels sont les nom et prénom:

- a. du président,
- b. des directeurs,
- c. des officiers

du comité de l'Office de recherches scientifiques auquel le ministre de l'Industrie et du Commerce a versé un montant de \$5,000 à titre de subvention au cours de l'exercice fiscal 1957-1958, tel qu'indiqué à la page 247 du dernier volume des *Comptes publics*?

2. Quelle est l'adresse du bureau dudit comité de l'Office de recherches scientifiques?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Il s'agit du comité du deuxième colloque de photographie corpusculaire, dont les réunions ont eu lieu à l'Université de Montréal. Un octroi de \$5,000 a été accordé pour l'organisation et la mise en marche de ce comité, dont les membres sont: Pierre Demers, D.Sc., professeur, Université de Montréal, (président); A. I. McPherson, D.Sc., de l'Université McGill, (vice-président); Jules Labarre, D.Sc., hôpital Notre-Dame de Montréal, (membre); Eugène Robillard, D.Sc., Université de Montréal, (membre); Origène Dufresne, D.Sc., professeur, Université de Montréal, (membre); G. A. Woonton, D.Sc., Université McGill, (membre).

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 128 modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- bill 219 modifiant la loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada;
- bill 235 concernant la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot;

- bill 240 modifiant la charte de la ville de Fort-Chambly;
- bill 258 concernant la succession de feu J. Timothy Donohue;
- bill 259 concernant la Commission des écoles catholiques de Mont-Royal;
- bill 264 modifiant la charte de la cité de Granby;
- bill 265 concernant la ville de Waterloo.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 26 modifiant la loi de l'instruction publique, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 11 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59) est modifié:

a. en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

"1. Du surintendant de l'Instruction publique, nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, par commission, au traitement que celui-ci détermine et qui ne soit pas être inférieur à dix mille dollars par année;"

b. en y ajoutant, après le paragraphe 3°, l'alinéa suivant:

"Le surintendant de l'Instruction publique reste en fonction durant bonne conduite; mais il peut être destitué par le lieutenant-gouverneur sur une adresse du Conseil législatif et de l'Assemblée législative."

Projets de loi:

Loi de l'instruction publique

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 26 modifiant la loi de l'instruction publique.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution présentée par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) proposant: 1. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration des fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome) interroge le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré) sur le drainage des cours d'eau, dans le comté de Brome. (Il pose ses questions en anglais)

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne comprends pas cette langue, dit-il, et je demande au député de Brome de poser des questions plus courtes, afin qu'on puisse me les traduire.

M. Brown (Brome) s'assoit sur une banquette de la première rangée, aux côtés de M. Courcy, député d'Abitibi-Ouest.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les travaux de défrichement, d'essouchement et d'essartement en vue du drainage payé par le gouvernement, \$1 l'acre, coûtent actuellement trop cher à la province, parce qu'ils sont donnés sans soumissions. Si le gouvernement demandait des soumissions publiques, le défrichement et le drainage des lots boisés pourraient se faire pour les deux tiers du coût actuel, soit \$10,000,000. Des contracteurs, amis du gouvernement, nous ont assuré que, s'il leur était loisible de soumissionner, on pourrait économiser de 25 % à 30 % des sommes payées dans certains cas; avec les deux tiers du montant alloué présentement pour les contrats, ils pourraient quand même faire des profits. Les sommes que l'on épargnerait de cette façon pourraient être utilisées à des travaux additionnels et pour aider davantage l'agriculture.

L'honorable M. Barré (Rouville): Il y a toujours des entrepreneurs qui affirment pouvoir faire des travaux à meilleur marché que d'autres. Un système de soumissions publiques aurait probablement pour résultat de donner des contrats à des compagnies mal équipées et inexpérimentées.

En réalité, des soumissions sont demandées, et l'on compare les prix soumis avec les estimés faits par les employés du ministère. Il décide ensuite. Les contrats sont accordés en tenant compte de la compétence prouvée de l'entrepreneur. Rien n'empêche cependant les intéressés de faire les travaux eux-mêmes. Dans ce cas, le ministère leur fournit de la machinerie à un coût minime, \$1 ou \$1.50 l'heure.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): De quelle façon juge-t-on de la compétence d'un entrepreneur?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le meilleur critère pour choisir un entrepreneur de drainage, c'est sa compétence, et ce sont ses états de service passés qui peuvent le mieux faire foi de cette compétence. À l'œuvre, on reconnaît l'artisan.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je ne suis pas convaincu par les déclarations du ministre. Un prix de \$1,000 l'acre pour de l'essouchage est exorbitant. Il propose au ministre de l'Agriculture de faire une expérience, dans un comté, avec des soumissions publiques. Il verra que cela ne lui coûtera pas \$28 pour faire arracher une souche. Il recommande au ministre de faire plus confiance aux employés du ministère de l'Agriculture, au lieu de laisser le patronage du comté mener les choses à sa guise.

L'honorable M. Barré (Rouville): Les projets ont été entrepris après avoir étudié les demandes. Le patronage n'a rien à voir dans l'octroi des contrats. S'il y avait autant d'horrible patronage que pendant le régime libéral, qui a duré 39 ans, je démissionnerais. Pourquoi, à cette époque, les ouvriers qui n'avaient pas voté libéral étaient-ils obligés d'utiliser des pelles plus grosses pour transporter le gravier?

Les contrats sont donnés surtout dans les municipalités qui demandent du drainage. La politique du gouvernement, en matière de drainage, a d'ailleurs été efficace. Le Québec a asséché 1,173,652 acres d'ancienne terre inutilisable, ou l'équivalent d'une douzaine de terrains, ou encore l'équivalent de 15 comtés, depuis 14 ans.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Les travaux coûtent trop cher. Actuellement, un petit groupe d'une vingtaine d'entrepreneurs se partagent 75 % pour les travaux de drainage. Il y a bien d'autres entrepreneurs compétents dans la province. Avec des demandes de soumissions publiques, ils pourraient

eux aussi travailler, et certainement à meilleur marché. Il lit la liste des comtés où il y a eu des travaux de drainage. Il constate qu'il s'agit de comtés représentés par un député de l'Union nationale. Il demande des détails sur les travaux exécutés par la Compagnie Saint-Laurent et qui ont coûté \$545,000.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je peux me souvenir de toutes les factures. Pour poser leurs questions, les libéraux partent sur des idées fixes qui sont fausses.

Il cite des chiffres pour montrer que les travaux ne coûtent pas aussi cher que le prétend l'opposition.

Nous faisons du drainage là où c'est utile, déclare-t-il. Depuis 1945 jusqu'au 1^{er} avril 1958, nous avons creusé 1,327 grands cours d'eau et 1,704 petits cours d'eau, sur une longueur totale de 7,781 milles, et nous avons récupéré ainsi 1,773,652 acres de terre, soit la superficie de 14 ou 15 comtés agricoles de la province. Ces terres récupérées ont été ajoutées au domaine cultivable du Québec, soit 1,173,652 acres de terre en 14 ans! Je crois que c'est un succès.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Pourquoi plusieurs comtés représentés par des députés de l'opposition n'ont-ils pas été inscrits dans les projets de drainage?

L'honorable M. Barré (Rouville): Probablement que personne ne nous l'a demandé. Et, bien sûr, il n'y a pas beaucoup de travaux de drainage à faire dans les comtés de la ville de Montréal.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) demande des détails sur deux contrats.

L'honorable M. Barré (Rouville): Que le représentant de Rouyn-Noranda (M. Turpin) inscrive sa question au *Feuilleton* et je ferai les démarches nécessaires pour le renseigner. Nous répondrons à toutes les questions.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) veut se renseigner sur les montants de \$4,400 payés à M. O. Ménard pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1958.

L'honorable M. Barré (Rouville): À quelle page des *Comptes publics*?

Des députés: Il n'y a pas de M. Ménard.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) et M. Courcy (Abitibi-Ouest) cherchent dans les *Comptes publics* et ne trouvent pas le nom de M. Ménard.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous allons attendre. Si le député de Rouyn-Noranda ne trouve rien et prétend qu'un M. Ménard a obtenu des contrats, pourquoi induire la Chambre en erreur?

L'honorable M. Barré (Rouville): (Parlant de nouveau de l'égouttement des terres) Les cultivateurs ne peuvent faire eux-mêmes des drainages un peu considérables, et il faut les aider.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) demande au ministre de terminer les travaux de drainage commencés dans son comté. Il suggère ensuite qu'on donne des noms plus convenables à deux ruisseaux: le ruisseau Cauchon et le Morpion Creek.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Quels sont les projets de cette année, dans le domaine du drainage?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne peux, dit-il, répondre catégoriquement. Avant de commencer à drainer un cours d'eau, nous demandons le consentement des intéressés et nous rencontrons les municipalités, afin de prendre des mesures conformément au Code municipal. Nous ne commençons pas avant que tout soit prêt.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 6 heures, M. le président du comité quitte le fauteuil.

Reprise de la séance à 8 heures

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution présentée par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) proposant: 1. Qu'un crédit n'excédant pas dix millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Exécution de travaux de drainage et d'amélioration des fermes et subventions pour encourager le drainage (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles et subventions s'y rapportant (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) préconise la création d'une école d'horticulture dans la province. La production des fruits, des légumes et de divers produits spéciaux, comme la betterave à sucre, a aujourd'hui une très grande importance, affirme-t-il. Il s'en vend pour des millions et des millions chaque année. Si nous voulons que la population achète plus de produits de notre province, c'est à nous de nous en occuper avant la mise en vente. Nos cultivateurs auraient plus de revenus et nous verrions s'établir nombre de petites industries pour s'occuper de la transformation de ces produits.

L'honorable M. Barré (Rouville): Dans les régions où l'on fait beaucoup de culture maraîchère, nos écoles d'agriculture insistent davantage sur cet enseignement. Chaque école est en somme organisée pour répondre aux besoins particuliers de la région qu'elle dessert.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Il faudrait, en plus des cours particuliers, une grande école centrale où l'on enseignerait non seulement la culture, mais aussi le classement et l'emballage des fruits et légumes. Souvent, nos produits sont moins favorisés par les acheteurs, parce qu'ils sont moins bien préparés ou présentés. Cette école pourrait enseigner aussi la culture des fleurs, des arbustes, des plantes d'ornement. Il y a tout un marché à conquérir dans notre propre province.

L'honorable M. Barré (Rouville): Depuis plusieurs années, nous avons des instructeurs spéciaux qui s'occupent de toutes ces catégories de production. C'est un service que j'ai moi-même organisé depuis que je suis ministre de l'Agriculture. Tout ce que dit le député de Saint-Hyacinthe, nous y avons pensé avant lui.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Pour mettre de la coordination dans tout cela, il faudrait une institution centrale, ce qui reste encore à créer.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) discute de la ferme-école d'animaux à fourrure de Courville et du poste de \$90,000 pour son entretien durant la prochaine année. L'an dernier, le ministre de

l'Agriculture avait promis de s'intéresser à ce problème et de le régler. On se souvient qu'il y avait eu des critiques de la part des autorités municipales et des citoyens de Courville, qui affirmaient que cette ferme était une nuisance publique et une menace à la santé de la population. On disait aussi que sa location, trop près des habitations, était une entrave au développement général de la ville de Courville.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le problème de cette ferme-école est réglé. Je me suis intéressé personnellement à ce problème. Je suis allé, en compagnie d'experts, me renseigner sur place et j'ai découvert, dans Courville, deux courants d'opinion, le premier, exigeant la disparition de l'école, parce qu'elle était une menace à la santé de la population et une nuisance publique au développement de Courville, et l'autre, demandant à conserver cette institution qui est un actif économique. Mais il faudrait dépenser de \$200,000 à \$300,000 pour construire l'école plus loin. Il resterait, dans cette éventualité, à décider s'il vaudrait la peine de faire cette dépense, en regard des services que l'école peut rendre.

Après une enquête, on a trouvé une solution pour donner satisfaction à tout le monde. Après avoir bien inspecté les lieux, les experts ont proposé un moyen de rencontrer les objections, en reculant les parcs des animaux à l'extrémité nord de la ferme. Cette amélioration a été faite et les voisins n'ont plus à souffrir des odeurs nauséabondes, puisque celles dont on se plaignait sont disparues.

Pour accommoder la population de Courville, la direction de l'exploitation agricole s'est dite prête, le cas échéant, à laisser passer une voie publique à travers ses terres.

Elle a promis de percer une rue sur la ferme, pour aider au développement de la ville de Courville, si cela devient nécessaire.

M. Rochette (Québec): J'endosse les remarques du député de Rouville. Depuis quelques mois, les plaintes ont cessé au sujet de cette ferme. Je me fie au jugement du ministre de l'Agriculture.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Au poste no 6, une somme de \$186,000 apparaît pour l'École d'agriculture d'Oka. À quoi servira cette somme?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le gouvernement a obtenu que les pères Trappistes maintiennent leur école jusqu'à ce que la nouvelle école soit prête, et ces \$186,000 servent à

l'administration de leur institution pour une partie de la présente année.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'école moyenne a été fermée. Avait-on dans l'esprit, lorsqu'on a décidé de construire une nouvelle école, qu'il n'y aurait plus d'école moyenne?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): On verra dans ce temps-là. J'ai, dit-il, rencontré M. Mercier, secrétaire des agronomes, et J.-B. Lemoyne, président de l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.), pour discuter des projets auxquels le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) a fait allusion, lors de l'étude du bill concernant la construction d'une nouvelle école à Oka¹⁰.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Entreprise hydroélectrique de Bersimis

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien ont coûté à date, depuis leur début, tous les travaux relatifs à l'entreprise hydroélectrique de Bersimis, y compris le barrage, les lignes de transmission, postes de relais, achats de matériaux, machinerie, salaires, nourriture, habitations, bureaux, etc.?

L'honorable M. Johnson (Bagot): Au 31 décembre 1958, dans un document consigné au procès-verbal, la Bersimis no 1, pour une puissance installée de 1,200,000 chevaux-vapeur, a coûté \$236,427,615. La Bersimis no 2, ayant une puissance installée de 800,000 chevaux-vapeur, a nécessité une dépense de \$135,501,620. Au total, ces travaux ont coûté \$371,929,235.

Dans l'opinion de plusieurs experts, le développement de la Bersimis a été fait à un prix unitaire remarquablement bas de \$185.96 par cheval-vapeur.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin...

Les députés de l'opposition protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... et que la séance qui sera alors tenue puisse être suspendue à 1 heure jusqu'à 3 heures de l'après-midi, pour accommoder les députés. Mais je ne veux pas que ce soit considéré comme deux séances. Qu'il soit bien entendu que les séances du matin, de l'après-midi et même du soir ne seront considérées que comme une seule séance et qu'il n'y aura qu'un seul *Feuilleton*. La séance de l'après-midi sera le prolongement de celle de l'avant-midi. Puis, s'il est nécessaire de le faire, il en sera ainsi pour celle du soir: la même séance sera suspendue à 6 heures jusqu'à 8 heures du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un même *Feuilleton* pour toute la journée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre veut dire qu'il n'y aura qu'une seule motion.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Rien qu'une motion et beaucoup d'émotion¹¹.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 10 h 30.

proposé l'ajournement du débat après le discours de M. Courcy.

2. Le député a clairement annoncé son amendement à la fin de son discours.

3. Jeunes coqs.

4. \$484,100, selon *Le Soleil* du 30 janvier 1959, à la page 7.

5. *Le Temps* donne le chiffre erroné de \$60,000,000.

6. Selon *Le Soleil* du 30 janvier 1959, à la page 7, MM. Ross et Rochon, indépendants, votent avec le gouvernement.

7. Selon *Le Soleil* du 30 janvier 1959, à la page 14, MM. Lionel Ross et Dave Rochon, indépendants, votent avec le gouvernement. La motion Courcy se trouve ainsi rejetée.

8. Le débat a duré près de deux heures, selon *La Presse* du 30 janvier 1959, à la page 25.

9. *La Presse* du 28 janvier 1959, à la page 17.

10. Il s'agit du bill 27.

11. *Le Nouvelliste* du 30 janvier 1959, à la page 9, précise que l'opposition libérale a adopté comme tactique de présenter une motion chaque fois qu'il est proposé que la Chambre se forme en comité des subsides. C'est une tactique que M. Duplessis a lui-même employée contre le gouvernement Taschereau, lorsqu'il était chef de l'opposition.

NOTES

1. *L'Action catholique* du 30 janvier 1959 rappelle qu'à la séance du 14 janvier on avait commencé l'étude d'une motion de M. Alcide Courcy, député libéral d'Abitibi-Ouest, et que M. Hercule Riendeau, député ministériel de Napierville-Laprairie, avait

Séance du vendredi 30 janvier 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Questions et réponses:**Prière.**

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Cercles agricoles,
Gaspé-Sud**

M. Brown (Brome): Relativement à la somme d'argent de \$8,000, tel qu'il apparaît à la page 111 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1956-1957, sous la rubrique "Subventions et primes - cercles agricoles, Gaspé-Sud":

1. Quels sont les cercles agricoles auxquels ladite somme a été payée?
2. Quels montants ont été payés à chaque cercle et à quelle date?
3. À quelle date chaque chèque a-t-il été encaissé et qui l'a endossé dans chaque cas?

Projets de loi:**Loi
des dentistes**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 92 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

	<i>Montant</i>	<i>Date du paiement</i>	<i>Date de l'endossement</i>	<i>Endossement</i>
Cercle agricole de Cap-aux-Os.....	\$10.00	22 février 1957	12 mars 1957	Joseph Briard Nelson Philips
Cercle agricole de Saint-Alban- du-Cap-des-Rosiers	\$25.00	22 février 1957	29 mars 1957	Maurille Kavanagh
Cercle agricole de Saint-Alban- du-Cap-des-Rosiers	\$25.00	30 octobre 1956	7 janvier 1957	Maurille Kavanagh
Cercle agricole de Saint-Joseph- de-l'Anse-au-Griffon	\$90.00	22 février 1957	25 mars 1957	Julien Jalbert
Cercle agricole de Saint-Joseph- de-l'Anse-au-Griffon	\$25.00	22 février 1957	8 mars 1957	Julien Jalbert
Cercle agricole de Saint-Martin Rivière-au-Renard	\$25.00	23 octobre 1956	3 novembre 1956	Albert Morris
Cercle agricole de Saint-Martin Rivière-au-Renard	\$150.00	22 février 1957	18 mars 1957	Albert Morris

N.B. Page 11 des *Comptes publics 1956-1957*, "Subventions et primes - Cercles agricoles, Gaspé-Sud" - \$350.00 au total, et non \$800.00

Révision du Code civil

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 31 modifiant la loi concernant la révision du Code civil.

Le bill pour modifier la loi concernant la révision du Code civil stipule qu'à l'avenir, les

dépenses résultant de l'application de cette loi seront payées avec des sommes prélevées sur le fonds consolidé de la province par le ministère des Finances sans que ce département ministériel ne soit obligé d'en demander chaque année la permission aux Chambres.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Projets de loi:**Loi de
la colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, du consentement unanime qu'il lui soit permis de présenter le bill 33 modifiant la loi concernant la colonisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le bill visant à modifier la loi concernant la colonisation tend à prolonger de deux ans l'application de cette loi (5-6 Elisabeth II, chapitre 33) et en vertu de laquelle les autorités provinciales peuvent affecter \$2,000,000 à divers travaux et subventions, au bénéfice de la colonisation.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

**Révision
du Code civil**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 31 modifiant la loi concernant la révision du Code civil.

Adopté.

**Loi de
la colonisation**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 33 modifiant la loi concernant la colonisation.

Adopté.

**Domaine d'Estérel inc.,
Orleans Establishment Inc.
et Trust Général du Canada**

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 283 concernant Domaine d'Estérel inc., Orleans Establishment Inc. et Trust Général du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte
de Montréal**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la corporation de Montréal métropolitain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commission scolaire
de Saint-Louis**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 227 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sainte-Geneviève-
de-Pierrefonds**

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 164 constituant en corporation de ville le village Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Taverne à
Notre-Dame-de-Grâce**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
La Commission des liqueurs du Québec n'entreprend aucune mesure en vue d'émettre un autre permis pour l'établissement d'une taverne dans le district montréalais de Notre-Dame-de-Grâce.

Une rumeur circule quant à l'émission d'un autre permis. Je puis déclarer que non. D'après mes informations, cette rumeur est sans fondement.

Il y a eu un permis déjà accordé à l'intersection des avenues Monkland et Old Orchard, mais il n'y en aura pas d'autre. Il serait bon qu'on note la chose.

Une grande campagne a été organisée par le conseil de ville de Notre-Dame-de-Grâce et par d'autres, pour empêcher qu'une taverne ouvre dans ce quartier. Les autorités religieuses et de nombreux citoyens ont mené la bataille. Ils n'ont pas été écoutés.

Son Éminence le cardinal Léger a envoyé une lettre au curé de Notre-Dame-de-Grâce pour le féliciter de la campagne qu'il avait menée. Il a regretté que les autorités civiles ne se soient pas rendues à sa demande.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome) aborde la question de la culture de la pomme de terre dans la province de Québec.

Les producteurs, dit-il, sont dans une situation déplorable, particulièrement à cause de la vente de pommes de terre à l'extérieur.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Cette question tombe sous le dernier item discuté et adopté jeudi soir.

M. le président confirme le point de vue du premier ministre.

M. Brown (Brome) en appelle de la décision du président devant la Chambre.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil¹.

M. le président (M. Caron): M. l'Orateur², au cours du débat sur les subsides de l'agriculture, le

député de Brome (M. Brown) a entamé une discussion sur l'importation de la patate.

L'honorable premier ministre a soulevé un point d'ordre à l'effet que le sujet discuté par le député ne relève pas de l'item en discussion.

J'ai maintenu le point d'ordre parce que les sous-items qui auraient pu permettre la discussion sur ce sujet ont déjà été discutés.

Le député de Brome (M. Brown) en appelle à la Chambre de la décision du président du comité.

La question: "La décision du président du comité sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottigham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Somerville, Thuot, Turcotte, Vachon, 57.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 15.

Ainsi, la décision du président du comité est, en conséquence, maintenue³.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides. M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution de l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) proposant: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions et primes (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome) réclame une aide plus substantielle de l'administration provinciale pour la population rurale. La politique agricole du gouvernement de Québec, dit-il, n'est pas à la page et les cultivateurs en souffrent. Les importations des produits agricoles américains, que l'on peut vendre à meilleur compte sur le marché de Québec, font tort aux agriculteurs québécois, parce que le gouvernement américain donne une aide substantielle de l'État sous forme de subventions diverses et met en force une politique de prix de soutien. Il cite des mesures prises par le président des États-Unis pour aider les cultivateurs de son pays.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Brome est hors d'ordre. La politique agricole américaine du président Eisenhower n'a rien à voir dans l'étude des prévisions budgétaires agricoles du ministère de l'Agriculture de la province de Québec. La question des importations des produits agricoles américains sur le marché canadien relève des autorités fédérales.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Pourquoi le ministère de l'Agriculture n'offre-t-il pas, par exemple, d'aider les cultivateurs par des octrois pour le transport des engrais chimiques? On pourrait même payer une partie du prix d'achat de ces fertilisants.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le gouvernement doit tenir compte de deux facteurs: le manufacturier et le cultivateur. Il y a déjà eu des octrois de ce genre pour l'achat des engrais, mais l'expérience a prouvé qu'au lieu d'aider le cultivateur, ces octrois avaient pour effet de faire monter les prix. Mais on s'applique à réduire ces prix.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le gouvernement paie 50 % du transport de la pierre à chaux, et cela n'a pas eu pour effet de hausser le prix. Pourquoi le ministre de l'Agriculture ne tente-t-il pas de trouver un moyen d'aider les cultivateurs dans leurs achats d'engrais chimiques, afin d'augmenter l'emploi de ces fertilisants sur les fermes? Les statistiques démontrent que c'est dans le Québec qu'on dépense le moins pour cet adjuvant à l'agriculture.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député d'Abitibi-Ouest a tort de mettre pierre à chaux et engrais chimique sur le même pied. La pierre à chaux est un produit naturel, tandis que l'autre produit est un composé qui n'a pas toujours la même teneur. Quant à essayer de diminuer le prix

des engrais chimiques, le travail se fait régulièrement.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre de l'Agriculture devrait approprier une somme de \$100,117 par année pour aider les cultivateurs dans ce domaine. Le prix des engrais chimiques est trop haut, parce que les éléments de base coûtent cher.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas un million quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Établissement des fils de cultivateurs (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sociétés d'agriculture (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement à l'agriculture en général (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) pose une question sur la bronchite infectieuse.

L'honorable M. Barré (Rouville): Quant à la bronchite infectieuse chez les volailles, dite maladie de Newcastle, il s'agit d'une véritable épidémie qui a déjà fait de grands ravages dans la province. Dans le moment, le problème qui se pose en est un des plus angoissants que nous ayons eu à résoudre à l'Agriculture, depuis que je suis ministre.

Cette maladie a été apportée ici par un malfaiteur inconscient, je n'hésite pas à le dire, qui est allé chercher en contrebande des poussins malades, qui ont répandu le virus et contaminé nos animaux de basse-cour. Nous avons pris des mesures pour combattre le fléau causé par cette épidémie, dès que la chose a été portée à notre attention. Plusieurs aviculteurs ont été ruinés. Nos vétérinaires ont été alertés. Nous avons dû même faire voter un budget supplémentaire pour indemniser les cultivateurs qui perdaient des volailles atteintes de cette maladie.

Ces indemnités n'existent nulle part ailleurs. La province est la seule à aider de cette façon les cultivateurs. Dans les autres provinces, ils doivent supporter leur mal tout seuls. Nous avons entrepris la vaccination des volailles pour tenter d'enrayer les

progrès de cette maladie. Cette épidémie me fait d'autant plus mal au cœur qu'elle sévit aussi dans mon comté, à cause, je le répète, du geste irréfléchi d'un malfaiteur qui a importé des coqs malades.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
C'étaient des coqs rouges.
(Rires)

L'honorable M. Barré (Rouville): Nous allons continuer de la combattre par tous les moyens possibles. Nous consultons à ce sujet les vétérinaires compétents que nous avons à Saint-Hyacinthe et ailleurs.

Dès le début, nous avons mis ces vétérinaires au service de la population. Dès l'apparition de la maladie, les vétérinaires du département ont décidé de pratiquer la vaccination massive dans les champs d'infection. Mais la vaccination, ou prophylaxie, coûte cher et ne sera véritablement efficace que le jour où on réussira à vacciner individuellement tous les sujets malades. Nous prenons tous les moyens à notre disposition pour enrayer la maladie, entrée chez nous, malgré nous.

Maintenant, allons-nous rendre la vaccination obligatoire? On étudie le projet, mais cela pose des problèmes de compétence et des problèmes d'ordre légal. En attendant, nous resterons en contact avec nos vétérinaires et nous n'épargnerons rien pour maîtriser la situation causée par cette maladie. Le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) peut être certain que le problème m'intéresse de façon toute spéciale et que nous allons prendre toutes les précautions possibles.

M. Lafrance (Richmond): L'importation des poussins étrangers provient du fait que les couvoirs de la province ne reçoivent pas l'encouragement voulu. On lit, dans un article de la *Terre de chez nous*⁴, que le couvoir coopératif de Saint-Anselme avait été forcé de fermer temporairement ses portes à cause de cette maladie:

"Une autre victime de la politique de l'à-peu-près

"Le couvoir coopératif de Saint-Anselme, comté de Dorchester, l'un des postes d'incubation les plus importants de la province, avec sa production annuelle de 800,000 poussins, fermait ses portes le 19 novembre, par suite d'une épidémie de bronchite infectieuse qui sévissait dans les troupeaux de 16 de ses 45 fournisseurs d'œufs. C'est la première fois qu'un tel événement se produit dans l'histoire de ce couvoir dont la fondation remonte à 28 ans.

"La fermeture du couvoir en de telles circonstances, à pareille époque de l'année, portera un coup dur à l'économie de la vaste région avicole desservie par le couvoir de Saint-Anselme. On a dû renoncer à la vente de 22,000 poussins et, à cette perte, s'ajoutent celles résultant de l'arrêt de production des troupeaux. Il a fallu faire une désinfection sévère de tous les incubateurs et soumettre des milliers de pondeuses à la vaccination, seul moyen d'enrayer la maladie qui cause peu de mortalité, mais est très contagieuse. Comme le ministère de l'Agriculture ne prévoit aucune indemnité en pareil cas, le couvoir de Saint-Anselme et ses membres supporteront le coût de cette tragédie.

"C'est la conséquence de la politique de l'à-peu-près que suit le ministère provincial de l'Agriculture depuis deux ans, en matière avicole. En effet, à Saint-Anselme, on attribue cette épidémie au manque de directives de la division de l'aviculture, sans chef depuis 17 mois, et à l'absence de toute politique de vaccination susceptible de prévenir la propagation de la bronchite infectieuse.

"Pendant que le ministère provincial de l'Agriculture peste contre les aviculteurs qui vont acheter leurs poussins en dehors de la province, il laisse, par son insouciance, fermer l'un des rares postes d'incubation en état d'approvisionner nos éleveurs à cette époque de l'année. Saint-Anselme ne prévoit ouvrir ses portes qu'en janvier; il se ressentira de sa mésaventure durant plusieurs mois."

Ce couvoir est l'un des plus importants au Canada.

L'honorable M. Barré (Rouville): Je voudrais répondre avec toute la courtoisie possible. Qu'il y ait des gens qui n'aiment pas le ministre de l'Agriculture, peu m'importe. Mais ce que je ne puis admettre, c'est que des gens veuillent prendre notre place pour satisfaire leur appétit de spéculation et s'engraisser. Le député qui vient de parler veut couvrir de son immunité parlementaire des gens qui écrivent des articles sans connaître la situation. Le couvoir dont il a parlé a fermé ses portes temporairement. Peut-être sont-elles rouvertes au moment où je parle.

Un couvoir qui ferme temporairement ses portes, ça s'explique. Je répète que l'épidémie a commencé par une importation, en contrebande, de poussins qui ne rencontraient pas les conditions requises. Personne ne peut nier que l'aviculture a été l'objet d'une attention constante du ministère que je dirige. Pour répondre aux besoins de nos aviculteurs,

nous avons, dans la province, tout un réseau de couvoirs coopératifs subventionnés que nous avons organisés et ils peuvent suffire à la demande. Nous en avons dans toutes les parties de la province et nous les aidons de toutes les façons possibles.

Les gens affamés qui se permettent de profiter de l'épidémie de la "Newcastle disease", pour critiquer avec malveillance, font une triste besogne. Le ministère de l'Agriculture subventionne aussi les postes d'abattage. L'aviculture, chez nous, a été l'objet d'une attention soutenue du ministère.

En face d'une épidémie comme celle que nous devons combattre, ce n'est pas moi ni le député de Richmond qui pourrions faire état de science médicale. Je préfère l'opinion de nos experts à celle du député de Richmond pour la combattre. Nous faisons appel et confiance à nos vétérinaires. La vaccination ne peut être faite par le premier venu.

M. Bellemare (Champlain): Le couvoir coopératif de Batiscan est le plus considérable au Canada.

M. Lafrance (Richmond): Y a-t-il un chef de l'industrie avicole? Ce chef est-il M. Pilon?

L'honorable M. Barré (Rouville): Le chef de la division de l'agriculture est M. Pierre Labrecque. Il agit en même temps comme chef de la section d'aviculture. Il a à sa disposition 25 inspecteurs agricoles. L'ancien chef du service de l'aviculture était M. Pilon qui est resté, toutefois, au service du ministère. À l'occasion, quand j'ai besoin de faire appel aux connaissances de M. Pilon, je vais le voir, et il se fait toujours un plaisir de me renseigner.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cent deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Commission de l'industrie laitière (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome) réclame une amélioration dans les politiques du gouvernement, afin d'accorder un meilleur traitement aux cultivateurs et sauver plus d'argent aux consommateurs de lait. On pourrait augmenter la consommation du lait et en diminuer le prix, si l'on permettait aux familles d'acheter cet aliment sain dans des contenants plus grands, de deux, trois ou quatre pintes. Les contenants actuels

sont limités à une pinte. Une telle pratique pourrait aussi constituer une économie pour les familles nombreuses.

L'honorable M. Barré (Rouville): La pinte de lait est la norme partout et il ne semble pas y avoir nécessité pour des contenants d'un gallon.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) attire également l'attention des députés sur le prix du lait. À l'heure actuelle, le contenant en vogue est la bouteille d'une pinte. En Ontario, les grands marchés vendent du lait dans des bouteilles de plusieurs pintes, et le consommateur profite de l'économie qui en résulte. Ce système a fait augmenter considérablement les ventes. Il suggère que le gouvernement tienne compte de cela, ainsi que d'autres modifications.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À mon avis, on devrait avoir un système de livraison analogue à celui de l'Ontario.

Le mode actuel de fermeture des bouteilles de lait laisse aussi à désirer. En effet, la rondelle de carton qui s'adapte à l'entrée du vase de verre ne protège pas les bords du goulot et la poussière s'y accumule. Ces bouchons sont tout ce qu'il y a de plus antihygiénique. Les laiteries devraient être obligées de remplacer la rondelle de carton par une capsule plus large qui coifferait entièrement l'extrémité de la bouteille.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement étudiera ces suggestions.

L'honorable M. Barré (Rouville): La Commission de l'industrie laitière est justement à étudier un projet qui permettrait aux consommateurs de payer le lait moins cher, lorsqu'ils l'achètent au magasin que lorsqu'ils se le font livrer à domicile, vu que ces frais de livraison tendent nécessairement à faire augmenter les prix. Notre industrie laitière est loin d'être une industrie rétrograde. Celle-ci est extrêmement progressive, puisque la valeur marchande de ses produits, en 1957, a dépassé de \$23,000,000 celle de l'année précédente.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec

(Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): (Exhibant plusieurs chemises en carton) Ces chemises en carton bleu ont été trouvées par des écoliers dans des poubelles à Québec. Ces cartons proviennent de l'Office du crédit agricole; ils en portent la mention. On y voit des numéros de dossiers et des noms de cultivateurs emprunteurs. Il y avait des chemises pour les dossiers proprement dits et des chemises pour la correspondance. Il y en a des milliers. Comment se fait-il qu'on laisse traîner dans la rue des milliers de chemises semblables? Les cultivateurs qui ont emprunté de l'Office seraient-ils heureux de savoir que leur nom traîne dans les poubelles de la Vieille Capitale?

L'honorable M. Barré (Rouville): L'Office du crédit agricole a récemment changé de local, pour aller s'installer dans l'ancien hôpital Jeffery Hale, rue Saint-Cyrille, et on a profité du déménagement pour faire un ménage et débarrasser les bureaux de ce qui ne pouvait plus servir. Je ne sais pas d'où viennent ces chemises, mais il est possible que l'Office ait profité de l'occasion pour faire un ménage et se défaire de ce qui ne pouvait plus servir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris que, sur une question aussi importante que celle du prêt agricole, le député d'Abitibi-Ouest, qui se dit agronome...

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Point d'ordre. Je suis agronome.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris que tout ce que le député, qui est agronome, trouve à dire sur un poste aussi important qu'est le crédit agricole, c'est de parler de poubelles. Pauvre Sir Wilfrid Laurier! Il serait profondément humilié de voir son parti le nez dans les poubelles.

À 1 heure, M. le président quitte le fauteuil.

Reprise des travaux à 3 heures

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant: Qu'un crédit n'excédant pas huit cent trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Office du crédit agricole du Québec (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ce matin, le premier ministre s'est fâché quand, un peu avant 1 heure, j'ai parlé au sujet des 108,000 chemises jetées à la poubelle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) se dit indigné des procédés employés par le député. Je ne voudrais pas adopter semblables tactiques, parce que j'aurais honte. J'ai pris mes renseignements auprès du président de l'Office du crédit agricole, qui est un homme honnête par excellence.

Tous les membres de l'Office sont d'ailleurs au-dessus de tout reproche: M. Éloi Saint-Germain, un agriculteur, M. Rodolphe Laplante, intègre et compétent, M. J.-C. Horan qui est des Cantons-de-l'Est. Ce qui est arrivé, c'est que l'Office du crédit agricole a déménagé, il y a un mois, de ses locaux du parlement dans l'ancien édifice qui abritait autrefois l'hôpital Jeffery Hale.

Plus tard, on a constaté que cinq dossiers avaient été volés pendant le déménagement. L'un des numéros relevés précédemment, sur une de ces chemises, correspond à celui d'un des dossiers volés.

On a fait une enquête assez longue sur la disparition de ces dossiers. Je suis surpris de voir que la chemise d'un de ces dossiers volés est aujourd'hui entre les mains du député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy).

Des voix de l'opposition: Oh! Oh!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Celui qui possède des objets volés, on appelle ça un receleur.

(Rires du côté de l'opposition)

Si ça fait rire l'opposition, on voit à quel point elle en est rendue. Alors que l'on étudie des problèmes d'importance vitale pour notre survivance, le crédit agricole, qui a rendu des services signalés à la province et payé des millions aux cultivateurs, l'opposition va fouiller dans les poubelles pour détourner l'attention de la Chambre et de la province.

Une fois de plus, l'opposition a trouvé le moyen de faire perdre à la Chambre un temps précieux.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): C'est épouvantable. Si j'ai réellement en main un seul dossier volé, que le premier ministre, qui a les pouvoirs d'un procureur général, me fasse donc arrêter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si j'avais des preuves, je le ferais.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le premier ministre vient de dire qu'il y a eu cinq dossiers volés. Il veut faire croire qu'il y a eu seulement cinq chemises volées comme celle-là.

Ce n'est pas des dossiers que j'ai, mais des chemises. (Il brandit une chemise bleue du crédit agricole.) Ceci a été trouvé dans une poubelle!

C'est 108,000 chemises comme celle-là qui ont été volées et jetées dans la poubelle, valant \$60,000 pour le Trésor provincial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député prétend, sans preuve, qu'il y a eu 108,000 chemises jetées aux poubelles et que le coût de remplacement de ces chemises s'est élevé à \$60,000. Quand le député d'Abitibi-Ouest affirme que pour \$60,000 de chemises ont été perdues, il fait un accroc à la vérité, accroc peu digne d'un homme conscient de ses responsabilités. Est-ce que le député est prêt à mettre son siège en jeu si ce n'est pas vrai? Moi, je vais mettre mon siège en jeu.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): (Brandissant encore la chemise de carton) Combien de chemises neuves ont été achetées à la maison J. B. Rolland pour remplacer celles qui ont été jetées dans la poubelle? On a fait là une dépense inutile pour favoriser un ami; les chemises ou enveloppes trouvées dans les poubelles étaient encore bien utilisables.

Le premier ministre parle de cinq chemises. Veut-il voir des centaines de ces anciennes chemises? Je pourrai les lui apporter. Et, si le procureur général veut m'arrêter parce que j'ai ces chemises entre les mains, qu'il le fasse!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quelqu'un a pris des dossiers. Peu importe qui c'est, je suis prêt, comme procureur général, à prendre des procédures contre le ou les coupables pour le faire arrêter, si on nous révèle son nom. S'il ne le fait pas, c'est qu'il a quelque chose à cacher.

J'ai dit que cinq dossiers avaient été volés et qu'un de ces dossiers se trouve dans les mains du député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy).

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je n'ai aucun dossier en main. C'est une chemise que j'ai en main. J'en ai même des centaines, et nous les avons ramassées dans la poubelle.

M. Lafrance (Richmond): Point d'ordre. Ni le premier ministre ni le ministre de l'Agriculture ne peuvent insinuer que le député a un dossier en main. Il s'agit d'une chemise.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Ce que je veux savoir du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Barré), c'est combien de chemises ont été achetées à J. B. Rolland, de Montréal, pour remplacer les anciennes chemises jetées à la poubelle?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je n'ai pas ces chiffres. Le député d'Abitibi-Ouest n'a aucune preuve que cette chemise appartient à l'Office, et il ne peut dire comme ça si des chemises neuves ont été achetées.

Mais, à mon tour, je voudrais poser une question au député. Comment se fait-il que ce soit le député qui a ces chemises en main, qu'il dit avoir été jetées aux poubelles? Quel intermédiaire les lui a portées?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Qu'on me dise d'abord pourquoi ces chemises ont été jetées à la poubelle. Il y en avait de deux sortes, les unes pour constituer des dossiers, les autres pour la correspondance.

Elles étaient encore en bon état. Pourquoi alors en avoir acheté de nouvelles? Le gouvernement gaspille des fonds publics en jetant du matériel de bureau en parfait état.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Qui a ramassé les chemises dans la poubelle?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): D'où proviennent ces chemises en carton bleu? Comment le député peut-il avoir en sa possession des chemises dont on s'est débarrassé, après avoir affirmé qu'on en aurait ramassé 108,000 dans une poubelle, pour une valeur de \$60,000?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je ne dirai rien. Le gouvernement a sa police. Qu'il fasse une cause et on le saura. Et qu'on m'arrête, si on veut. Des chemises comme celle-là, j'en ai des centaines. Je dirai, dit-il, où je les ai trouvées si on m'arrête, ou si on intente une poursuite contre moi.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Point d'ordre. Le député dit qu'on envoie la police. Mais celui qui est en possession d'objets volés peut être accusé de recel.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les chemises ont été jetées par le ministère...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui a dit ça?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): ... et nous les avons ramassées dans la poubelle.

Un député ministériel: Quel est votre complice?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les chemises ont été ramassées par des écoliers.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): S'agit-il des enfants du député de Hull (M. Parent)?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): (Brandissant, encore une fois, une chemise) On peut encore voir le numéro du dossier qu'elle contenait lorsqu'elle servait à l'Office du crédit agricole: 48,914.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a la chambre 4500 et quelque chose, au Château Frontenac; ça ne veut pas dire qu'il y a 4,500 chambres dans cet hôtel.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Au lieu de se fâcher, du côté de l'Union nationale, contre le député d'Abitibi-Ouest qui ouvre les yeux du ministre, on devrait nous dire: Nous ferons une enquête dans ce département ministériel. Nous fouillerons pour voir s'il y a eu mauvaise administration.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que le député est prêt à mettre son siège en jeu à propos des \$60,000⁵ de chemises perdues ou volées?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je le mettrai en jeu sans crainte, aux prochaines élections générales. (Rires des députés de l'opposition)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai dit que le député a entre les mains une chemise qui faisait partie d'un dossier volé qu'il a d'abord appelé un dossier et, par la suite, une chemise. La chemise qu'il a à la main a été volée avec le dossier. Comment explique-t-il cela?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Je demande au premier ministre de mettre son siège en jeu pour prouver que j'ai un dossier volé entre les mains.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je l'ai déjà dit, je suis prêt à mettre mon siège en jeu, si le député veut en faire autant.

M. Lafrance (Richmond): Le procédé du premier ministre est inqualifiable. Il n'a pas le droit d'accuser le député d'Abitibi-Ouest d'avoir en sa possession un dossier volé. Il s'agit d'une chemise.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis prêt à mettre mon siège en jeu. Le député a la chemise du dossier volé.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Que le procureur général me fasse arrêter, si j'ai un dossier volé dans les mains!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne peux pas reprocher au député de ne pas vouloir mettre son siège en jeu. Je le comprends, avec le chef qu'il a. Il n'y aurait pas de lutte dans son comté et notre candidat serait élu par acclamation.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Avec l'accusation qu'il a portée contre moi, le premier ministre devrait me faire arrêter. Ça lui serait facile. Il y a assez de policiers.

M. le président: C'est ridicule! Pourquoi toute cette tempête au sujet d'un vieux document tout raturé, tout barbouillé? Il serait temps de mettre fin à la discussion. Revenons au poste budgétaire en discussion, celui de l'Office du crédit agricole, de \$834,000.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): La chemise que j'ai sur mon pupitre, dit-il, est couverte de ma propre écriture. J'y ai inscrit des renseignements que j'ai obtenus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De qui?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Qu'on m'arrête! Il y a assez de policiers.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le député dise qui lui a donné les chemises. On prendra immédiatement des procédures. Si le député ne dit pas qui, c'est qu'il veut protéger quelqu'un.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Si le premier ministre veut savoir qui, qu'il me fasse arrêter et qu'il fasse une cause en justice! Et il saura qui...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les cultivateurs de la province vont être heureux d'entendre le député d'Abitibi-Ouest parler de chemise au cours d'un débat sur les crédits de l'agriculture. L'agriculture, pour le député, c'est une affaire de chemises, de poubelles. Je n'aurais jamais cru que le Parti libéral pouvait en être là. Est-ce que le député va mettre son siège en jeu, si les dossiers n'ont pas été jetés par le gouvernement?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il n'est pas question de dossiers, mais de chemises de carton.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des chemises! En 1936, quand nous avons sauvé les cultivateurs, ils n'avaient pas même de chemises à ce moment-là!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre de l'Agriculture était-il au courant de l'origine de la chemise? (Il la lui montre) Vient-elle du crédit agricole?

L'honorable M. Barré (Rouville): Je ne le sais pas, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je répète que lors du déménagement des bureaux du crédit agricole, les officiers de ce département se sont aperçus que cinq dossiers avaient été volés. Parmi ces dossiers, il y en a un dont le député a la chemise.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Et moi, je mets le premier ministre au défi de me faire arrêter, si c'est vrai que j'ai volé le document dont il parle. Pour lui faciliter la tâche, je renonce non seulement à mon immunité⁶ parlementaire, mais aux privilèges d'un député en session⁷.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subvention additionnelle pour aider à la construction et aux opérations d'un marché central à Montréal (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de recherches agricoles (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de terrains et constructions (Agriculture)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'apprentissage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Contribution à la construction des centres d'apprentissage des métiers du bâtiment (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Route entre le boulevard Talbot et le lac Malbaie

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il construit une route, depuis 1950, entre le

boulevard Talbot, au nord du Grand lac Jacques-Cartier, et le lac Malbaie, dans le parc des Laurentides?

2. Dans l'affirmative:

a. Quel a été le coût de cette route?

b. Quelle est la longueur en milles de cette route?

c. Quel département a exécuté ou fait exécuter ces travaux?

d. Quel département a payé le coût de ces travaux et à même quel item budgétaire?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. Le département de la Colonisation a fait construire une route, utile à la province, qui conduit aux lacs Grandpré, Nadreau et Durue, et se rendant jusqu'au lac Malbaie où il existe un service de protection des forêts.

2. a. \$99,891.34;

b. 14.2 milles;

c. Département de la Colonisation;

d. \$49,945.67 du montant mentionné ci-dessus ont été remboursés par le département de la Pêche et de la Chasse, et la balance est remboursable par le département des Terres et Forêts.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

L'étude du bill de Montréal débutera mardi matin et se continuera ensuite pendant tout le temps qu'il faudra. Cela veut dire que, mardi après-midi, la Chambre se réunira à 3 heures, mais ajournera aussitôt pour permettre au comité des bills privés de poursuivre son travail relativement aux affaires de Montréal. Il siègera également dans la soirée.

Étant donné l'importance des modifications à la charte que réclame le conseil municipal de la métropole, il est probable que l'étude du bill occupera la majeure partie de la semaine.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 4 heures.

NOTES

1. *Le Soleil* du 31 janvier 1959, à la page 3, précise qu'il est alors midi.

2. Dans un article au ton ironique, Pierre Laporte rapporte que le premier ministre a soufflé au président du comité plénier le mot à mot de son rapport au président de la Chambre sur un incident survenu au cours de l'étude de la culture des pommes de terre. Duplessis ajoute à sa besogne touche-à-tout, selon *Le Devoir* du 31 janvier 1959, à la page 1.

3. *Le Soleil* du 31 janvier 1959, à la page 6, indique que les députés indépendants, MM. Lionel Ross, de Verdun, et Dave Rochon, de Saint-Louis, votent avec les ministériels. *Le Nouvelliste* du 31 janvier 1959, à la page 11, souligne par ailleurs que c'était la première fois, depuis que M. Caron tenait le rôle de vice-président de l'Assemblée législative, qu'un député libéral en appelait de l'une de ses décisions.

4. *La Terre de chez nous*, vol. XXX, no 37, Montréal, mercredi 5 décembre 1958, à la page 10. Dans le même journal, vol. XXX, no 40, 24 décembre 1958, à la page 4, on retrouve l'article "Le couvoir de Saint-Anselme a repris ses activités".

5. \$40,000, selon le *Montréal-Matin* et *La Presse* du 31 janvier 1959, respectivement aux pages 9 et 17.

6. Il est possible que, par inadvertance, le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) ait dit "indemnité" parlementaire. C'est du moins ce terme qui a été écrit dans *Le Soleil* du 31 janvier 1959, à la page 33.

7. *La Presse* du 31 janvier 1959, à la page 17, révèle que le débat suscité par cette affaire de dossiers et de chemises a duré environ une heure.

Séance du mardi 3 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 231 constituant en corporation la ville de Port-Cartier et concernant les commissaires d'écoles de Shelter Bay.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 278 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval.

Projets de loi:

**Port-Cartier et la
commission scolaire de Shelter Bay**

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 231 constituant en corporation la ville de Port-Cartier et concernant les commissaires d'écoles de Shelter Bay.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 231 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission scolaire
de Saint-Théophile**

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 278 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 278 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi des
services publics**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 34 modifiant la loi des services publics.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Régie de
l'électricité et du gaz**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 35 concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique.

Il donne quelques explications sur le bill. La loi traitera de la Régie provinciale de l'électricité et de la sécurité publique. C'est pour faire plaisir à l'opposition! Il s'agit de la loi pour assurer la protection du public dans l'utilisation du gaz.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) demande si le bill, qui vise à avoir un code de sécurité pour les utilisateurs de gaz naturel, n'est pas la conséquence du bill 97 qu'il a présenté lui-même il y a quelque temps.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Absolument pas.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Loi de la Régie provinciale de l'électricité

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 36 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

L'autre mesure modifie la loi de la Régie provinciale de l'électricité. Cet organisme s'appellera désormais Régie du gaz et de l'électricité. Avec l'amendement proposé, il comprendra quatre membres au lieu de trois, en raison du surcroît de travail qu'apportera à cet organisme la surveillance de la loi concernant le gaz naturel.

En vertu d'un troisième projet de loi, la Régie des services publics comprendra aussi quatre membres au lieu de trois.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Nouveaux hôpitaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 37 facilitant l'établissement de nouveaux hôpitaux dans la province.

Un député de l'opposition demande des explications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il s'agit simplement de construire de nouveaux établissements hospitaliers.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Loi des pensions

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 38 modifiant la loi des pensions.

Ce bill modifiant la loi des pensions se rapporte à une mesure qui a déjà été annoncée par le solliciteur général et ministre des Transports et des Communications (M. Rivard), en décembre dernier.

Nous voulons améliorer le sort des fonctionnaires. Cette pension était calculée jusqu'ici sur le salaire moyen des 10 dernières années. Désormais, c'est le salaire moyen des cinq dernières années passées au service de la province qui servira de base.

Comme nous avons beaucoup augmenté les salaires depuis quelques années, cette mesure sera très favorable aux fonctionnaires, qui nous l'ont d'ailleurs demandée. Et c'est parce que mon gouvernement, dit-il, a amélioré le sort des employés civils qu'on peut limiter le calcul de la pension au salaire moyen des cinq dernières années de travail.

Des députés de l'opposition posent quelques questions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond aux questions des députés de l'opposition.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Travaux de la Chambre

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que, sous réserve et en vertu de la motion adoptée à ce sujet le 28 1959 et apparaissant à la page 381 des *Journaux de l'Assemblée législative* de la présente session, et pour faciliter la présence aux séances du comité des bills privés des 58 membres de l'Assemblée législative qui en font partie, et pour épargner aux nombreuses délégations, qui veulent s'y faire entendre, des dépenses considérables de voyage et des frais de séjour à Québec, cette Chambre s'ajourne jusqu'au jeudi 5 février courant, à 3 heures de l'après-midi.

Un amendement, dit-il, modifiant la charte de la ville serait inutile, parce qu'il ne pourra pas être adopté avant la fin de la présente étude sur la question d'un gouvernement métropolitain pour Montréal. Cette étude doit être entreprise le 17 février.

En soumettant maintenant la loi proposée à la Législature, dit-il, la sanction royale peut être accordée la semaine prochaine.

La motion est adoptée¹.

Questions et réponses:**Sommes payées par le ministère des Pêcheries**

M. Lalonde (Montréal-Saint-Henri): 1. Pour quelles fins particulières dans chaque cas le ministère des Pêcheries a-t-il payé les sommes d'argent suivantes inscrites à la page 319 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1956-1957, sous la rubrique: "Hôtel Bonnet Bleu: \$1,925.24"; "Mme Émile Landry: \$3,854.65"; "M. Émilien Landry: \$6,341.16"?

2. Mme Émile Landry, à qui a été payée la somme de \$3,854.65, est-elle l'épouse de M. Émile Landry, propriétaire du Bonnet Bleu?

3. Quel est le degré de parenté d'Émilien Landry, à qui a été payée la somme de \$6,341.16, avec M. Émile Landry, propriétaire de l'hôtel Bonnet Bleu?

4. Mme É. Landry, à qui le ministre des Pêcheries a payé la somme de \$5,380.75, tel qu'il apparaît sous la rubrique "Autres dépenses", à la page 317 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1957-1958, est-elle l'épouse de M. Émile Landry, propriétaire de l'hôtel Bonnet Bleu?

5. Pour quelles fins particulières le ministre des Pêcheries a-t-il payé ladite somme de \$5,380.75, au cours de l'exercice financier 1957-1958?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Hôtel Bonnet Bleu: pour pension des professeurs instructeurs, chargés de cours et monitrices à l'École d'apprentissage en pêcheries de Grande-Rivière.

Mme Émile Landry: pour pension, à la Villa des Bosquets, des surveillantes et des jeunes filles qui ont suivi les cours d'été donnés en collaboration avec le ministère de la Jeunesse, à l'École d'apprentissage en pêcheries.

M. Émilien Landry: pour l'agrandissement de l'entrepôt frigorifique de Rivière-au-Tonnerre, \$5,276.55; pour marchandises, \$1,064.61.

2. Oui.

3. À la connaissance du département, aucun.

4. Oui.

5. Pour la pension, à la Villa des Bosquets, des surveillantes et des jeunes filles qui ont suivi le cours spécial donné en collaboration avec le ministère de la Jeunesse, durant l'été, à l'École d'apprentissage en pêcheries.

**Autoroute
Montréal-Laurentides**

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): 1. Combien a coûté, depuis le 21 février 1957 jusqu'au 31 décembre 1958, l'autoroute Montréal-Laurentides, y compris l'ouverture et la construction de la voie de communication, les ponts, tunnels, viaducs et autres ouvrages, les expropriations, les meubles, machineries, matériaux, salaires, etc.?

2. Quel a été le coût des expropriations, en particulier?

3. Quel est le montant des estimés pour le parachèvement de ladite autoroute?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. Depuis le début des activités de l'Office jusqu'au 31 décembre 1958: \$39,367,154.25.

2. Il y a, en tout, 333 cas d'expropriation, dont 79 sont devant la Régie des services publics et \$1,548,399.67 ont été payés, à date, aux expropriés sous forme d'avances, sur le montant à leur être payé lors du Règlement final qui sera déterminé ultérieurement et suivant la loi.

3. À l'heure actuelle, il est impossible de fournir un chiffre précis et définitif, mais, dans l'opinion des experts, le coût total de l'autoroute dépassera \$55,000,000. Les coûts ont atteint jusqu'à maintenant la somme de \$39,367,154. C'est environ \$15,000,000 de plus que le montant que l'on avait d'abord prévu à l'origine. Il était alors question d'une entreprise qui coûterait dans les \$40,000,000.

L'autoroute des Laurentides, qui relie Montréal à Saint-Jérôme, a une longueur de plus de 30 milles. Elle sera ouverte à la circulation dans quelques mois.

**Comité de classification
des salaires**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): 1. Combien a coûté à date le travail du comité de classification des salaires que le gouvernement a fait entreprendre en 1945?

2. Où en est rendu ce travail?

3. Quand sera-t-il terminé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): 1. \$173,221.86.

2. Les salaires de plusieurs milliers d'employés, dans le département de l'administration de la province, ont été classifiés.

3. Aussitôt que raisonnablement possible².

Projets de loi:**Loi
des services publics**

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 34 modifiant la loi des services publics.

Adopté.

**Régie de
l'électricité et du gaz**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 35 concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique.

Adopté.

**Loi de la Régie provinciale
de l'électricité**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

Adopté.

**Nouveaux
hôpitaux**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 facilitant l'établissement de nouveaux hôpitaux dans la province.

Adopté.

**Loi
des pensions**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 38 modifiant la loi des pensions.

Adopté.

Demande et dépôt de documents:**Commission
des accidents du travail**

M. Hamel (Saint-Maurice) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission des accidents du travail, à la date du 30 novembre 1958, avec, en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle, s'il en est.

Adopté.

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 37)

**Baux avec
les Immeubles Limoilou inc.**

M. Parent (Hull) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a. une copie de tous les baux passés, depuis le 1^{er} janvier 1956 jusqu'au 15 1959, entre le gouvernement et les Immeubles Limoilou inc., compagnie ayant son siège social dans la cité de Québec;

b. un état indiquant les services administratifs logés dans le ou les immeubles de la susdite compagnie avec, dans chaque cas, mention de la date de l'occupation des lieux loués par chaque service et la superficie de plancher occupée par chaque tel service.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 38)

**Baux avec
Marc De Goumois**

M. Parent (Hull) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous les baux intervenus entre le gouvernement et M. Marc DeGoumois, de Québec, depuis le 1^{er} janvier 1958, relativement à la location de tout local dans l'édifice portant les numéros civiques 760 des Glacis et 765 d'Youville, dans la cité de Québec;

Aussi un état indiquant:

a. tous les services administratifs logés dans ledit immeuble et comportant la superficie de plancher occupée par chaque tel service;

b. la date d'occupation de chaque service dans ledit immeuble;

c. le coût de toute réparation, amélioration et transformation qui auraient été effectuées par le gouvernement dans ledit immeuble pour l'installation et l'aménagement de chaque service administratif.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 39)

**Garantie de responsabilité de la
Dominion Bridge Company
pour le pont Duplessis**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la garantie de responsabilité que la Dominion Bridge Company a donnée à la province, tel que stipulé dans l'arrêt ministériel numéro 267, en date du 27 mars 1958, concernant le paiement par la province d'une somme additionnelle de \$2,900,000 relativement au pont Duplessis, entre les villes de Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 40)

Dépôt de documents:

**Ministère de la Colonisation,
Rapport 1957-1958**

L'honorable M. Bégin (Dorchester) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de la Colonisation de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 31 mars 1958. (Document de la session no 41)

**Ministère du Travail,
Rapport 1957-1958**

L'honorable M. Barrette (Joliette) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, sur l'activité de son ministère durant l'année fiscale terminée le 31 mars 1958. (Document de la session no 42)

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 3 h 10³.

NOTES

1. Selon *L'Action catholique* du 4 février 1959, à la page 12, la proposition d'ajournement a été adoptée unanimement sans aucun commentaire. Notons que c'était la première fois que cette mesure d'ajournement était appliquée.

2. Parce que les réponses du premier ministre sont plutôt courtes, *Le Devoir* du 6 février 1959, à la page 5, fait un bref éditorial sur le sujet.

3. *Le Soleil* du 4 février 1959, à la page 4, précise que l'Assemblée législative a tenu une brève séance de 10 minutes (15 minutes, selon *The Quebec Chronicle* du 4 février, à la page 3). Elle s'est alors ajournée au jeudi 5 février 1959, pour permettre aux ministres et aux députés de s'occuper du projet de loi de la ville de Montréal.

Séance du jeudi 5 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Budget de Montréal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 39 concernant le budget municipal de la cité de Montréal.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill 39 soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau au cours de la présente séance.

Questions et réponses:

Normand Huard

M. Levesque (Bonaventure): M. Normand Huard, de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, est-il à l'emploi du gouvernement provincial?

2. Dans l'affirmative:

a. Depuis quand?

b. Dans quel ministère, office, régie ou commission?

c. Quel salaire reçoit-il?

d. Quelles fonctions remplit-il?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. Non.

Demande et dépôt de documents:

Pont de Québec

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province relativement aux travaux de réfection et de construction de route au rond-point du pont de Québec à Sainte-Foy et entre ledit rond-point et Champigny.

Adopté.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 43)

**Ministère de la Voirie,
Rapport 1957-1958**

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année finissant le 31 mars 1958. (Document de la session no 44)

Projets de loi:

**Loi
des cités et villes**

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. L'article 133 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié:

"a. en y retranchant le paragraphe 1;

"b. en numérotant, respectivement, les paragraphes 2, 3 et 4 comme 1, 2 et 3.

Note explicative: Cet article abroge une disposition qui privait les officiers ou employés permanents de la municipalité du droit d'être inscrits sur la liste des électeurs."

M. Hamel (Saint-Maurice): L'une des modifications, dit-il, consiste à accorder le droit de vote aux employés municipaux. C'est aller trop loin! On devrait incorporer au bill une restriction quant au droit de permettre au secrétaire-trésorier et au greffier qui se trouvent présidents d'élections d'une cité ou d'une ville de voter. On devrait leur permettre de garder une stricte neutralité qui peut leur servir s'ils ont à décider, dans le cas d'une élection où les deux adversaires ont le même nombre de votes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme toujours, le député n'a pas lu la loi ou ne l'a pas comprise. Il n'est pas question de président des élections, il s'agit des employés permanents.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le greffier est un employé permanent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une nouvelle manifestation de son manque de connaissances. Le greffier est d'abord un employé de la corporation municipale et non pas un président d'élection. Une autre disposition de la loi prévoit qu'en sa qualité de président, il ne peut voter. Cette loi est une manifestation du respect porté par l'Union nationale pour les principes démocratiques.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2 qui se lit comme suit:

"2. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 152, le suivant:

"152a. Toute personne qui, au moyen d'un titre quelconque, loue, cède ou transporte un immeuble, dans le seul but de donner à une autre personne le droit d'être inscrite sur la liste des électeurs, commet une infraction à la présente loi et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'un emprisonnement de six mois au plus et

d'une amende de \$200, payable à la personne qui en poursuit le recouvrement en justice; toute personne dont le nom est inscrit sur la liste des électeurs et qui a voté à une élection municipale commet la même infraction et est passible des mêmes peines."

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans le cas du transport d'immeubles pour donner droit de vote à une personne qui ne l'aurait pas autrement, je me demande, dit-il, si c'est un principe qu'on devrait mettre dans nos lois. Cela existe, mais c'est une chose qu'on tend à faire disparaître. Je suis contre tout système encourageant la délation.

Or, l'article en question encourage la délation, source d'inimitié et de chicanes interminables, puisque l'amende de \$200 est payable à la personne qui dénonce cette fraude et poursuit en justice pour la faire réparer.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Certains propriétaires ayant d'immenses propriétés les divisent en petits lots, à la veille des élections, pour permettre à certaines personnes de voter. Il y a là mauvaise foi. Le résultat du scrutin se trouve faussé par cette vente fictive. La loi des cités et villes interdira, à l'avenir, de telles manigances. Nombre de lois sont rédigées dans le même sens. Le principe est excellent parce qu'il peut arriver qu'il y ait collusion des parties. La loi empêchera donc la collusion.

Sont prévues des amendes allant jusqu'à \$200 et l'incarcération pendant au plus six mois. Les propriétaires coupables sont "obligés" et seront tous deux passibles de ces peines.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 10 sont adoptés¹.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 32 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Révision du Code civil

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 31 modifiant la loi concernant la révision du Code civil.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 3 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 47, remplacé par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 68, soit de nouveau remplacé par le suivant:

"3. Les dépenses résultant de l'application de la présente loi seront payées à même le fonds consolidé du revenu."

M. Lapalme (Montréal-Outremont) proteste contre cette loi de révision du Code civil par une commission composée de trois membres². Cette révision, dit-il, n'est pas faite sérieusement, car c'est un travail qui devrait être confié à un bien plus grand nombre de spécialistes. Le gouvernement fait disparaître le montant à dépenser, pour ne plus être obligé de revenir devant les Chambres provinciales. Voilà que, dorénavant, les sommes nécessaires à cette révision seront prises à même le fonds consolidé du revenu.

Depuis 1955, cette commission a coûté environ \$95,000 sur une somme de \$125,000 votée par les Chambres. Le gouvernement veut modifier la loi que l'opposition a combattue il y a quatre ans. La modification d'aujourd'hui a pour but d'accorder aux commissaires un temps indéfini pour exécuter le travail et nous enlève tout contrôle sur la durée de la révision. Elle ne comporte aucune limite ni sur le montant à dépenser ni sur le temps alloué aux commissaires pour faire leur travail. On tend à prolonger indéfiniment la vie d'une commission.

Lorsque la commission fut créée, selon sa tactique habituelle, le premier ministre s'est retranché derrière l'argument de l'utilité d'une telle mesure. Les autorités provinciales dépensent en pure perte et il met de l'avant la personnalité de l'ancien juge en chef de la Cour suprême, M. Rinfret. Nous avons répondu que l'attitude de l'opposition ne découlait pas d'une question de personnalité. Nous avons dit que la commission serait appelée à siéger pendant des années comme une douzaine d'autres commissions qui coûtent des centaines de milliers de dollars aux contribuables de la province de Québec, sans qu'on n'en arrive jamais à des conclusions.

Nous avons dit que, si le Code civil a besoin d'être révisé, il ne peut être question d'une révision à l'eau de rose. Le Code civil a été conçu et réalisé à une période où les problèmes n'étaient pas ceux d'aujourd'hui, et il faudrait de toute évidence en faire une réadaptation fondamentale. Nous avons dit qu'il faudrait procéder d'une façon différente pour la révision, étudier de façon approfondie certains secteurs du Code, par exemple le problème des ventes à tempérament, qui a pris une importance particulière de nos jours.

Il y a déjà quatre ans, répète-t-il, j'ai dénoncé la manière dont le gouvernement voulait faire faire le travail.

La première rédaction du code Napoléon en France, ce monument qui devait traverser les siècles, n'a pris en tout et partout que quatre mois, soumis ensuite aux personnes et groupes intéressés, et ce code put être mis en application au bout de quatre ans environ. Pourtant, les gens qui ont fait ce travail sont partis de rien. Ceux qui ont préparé notre Code civil québécois que l'on veut maintenant améliorer ont travaillé sur un fouillis de lois, d'ordonnances et de textes, et pourtant, leur travail fut terminé en cinq ans.

Or, dans le cas présent, il ne s'agit pas de bâtir un code en partant de zéro, mais simplement d'adapter celui que nous avons aux conditions de l'heure. Pour la révision de notre Code civil, travail beaucoup moins compliqué, les grands hommes qui en étaient chargés n'ont pas même, au bout de quatre ans, à soumettre un minimum de commencement de rapport. On a tout de même dépensé \$100,000, jusqu'ici, pour ces travaux, et pourtant, il ne s'agit que d'une révision, si importante soit-elle. Ça va prendre plus de temps à réviser le Code que ça n'en a pris à le faire. C'est inconcevable!

Aujourd'hui, après quatre ans de travail pour une simple révision de ce même Code civil, le gouvernement demande l'autorisation de financer la

commission à même le fonds consolidé pour une période indéterminée, pour 10, pour 12 ans peut-être, puis on reviendra demander autre chose. Si c'était la première fois que ça arrive, nous pourrions prendre une chance. Mais nous sommes toujours en face des mêmes résultats. C'est toujours la même chose: le gouvernement nomme des commissions, qui siègent pendant un temps indéfini, qui ne produisent jamais de rapport et qui reviennent périodiquement nous demander l'autorisation de faire d'autres dépenses. On fait des dépenses, on perd du temps, et l'on se retranche derrière quelques personnalités, comme le juge Rinfret ou le sénateur Pouliot. Nous refusons d'aller plus loin.

Lorsque le gouvernement a présenté sa révision du Code civil, il y a quatre ans de cela, l'opposition s'y était opposée parce que, connaissant les habitudes du gouvernement, elle savait qu'il s'agissait d'une chose qui allait durer des années. Nous avions même prédit, quelques années auparavant, que le comité siègerait des années, sans que cela n'aboutisse à quoi que ce soit. Nous ne nous opposons pas à la révision du Code, mais à la manière dont procède le gouvernement pour faire faire le travail. Tout se passe donc aujourd'hui comme nous l'avions prévu il y a quatre ans. Le travail n'est pas fini et le gouvernement veut maintenir la commission en activité indéfiniment, sans qu'il lui soit nécessaire de revenir chaque année nous demander des crédits. Le gouvernement les paiera à même le fonds consolidé, et la commission pourra poursuivre son travail ou sera censée le poursuivre. De la façon dont le gouvernement procède, nous ne pourrions jamais obtenir un travail sérieux. Si l'on voulait faire vraiment quelque chose de sérieux en une période de temps raisonnable, il fallait procéder d'une façon plus sérieuse. La meilleure façon de venir à bout d'une révision fructueuse du Code civil est de former un comité d'experts très au courant des problèmes sociaux actuels et connaissant à fond le Code civil, et qui consacraient tout leur temps à la tâche. De la manière qu'on a procédé, nous sommes encore devant rien. Ce ne sont pas de grands noms qui apportent une solution. Je me déclare donc opposé, dit-il, au projet de loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition a affirmé qu'il refusait d'aller plus loin. C'est d'ailleurs ce que le peuple a décidé à son sujet, et je crois qu'il a eu raison. Son exposé contient un autre aveu. Il a dit que, dans huit ou 10 ans, nous reviendrons demander autre chose pour

les réviseurs, admettant donc par là que nous serons encore au pouvoir. Tout cela démontre bien que, lorsqu'on défend une mauvaise cause, on fait malgré soi des aveux.

Pour faire ce travail, nous avons donc voulu recourir à des juristes d'une compétence incontestable. Comme réviseur et président de la commission, nous avons l'ancien juge en chef de la Cour suprême du Canada, M. Thibodeau-Rinfret. C'est un Canadien français qui nous a fait honneur sur le banc, qui occupe une place enviable dans la société, un homme éminemment qualifié et intelligent, chef de file de sa profession. Et les autres membres sont tout aussi honnêtes et compétents. Pourquoi le chef libéral continue-t-il d'insinuer qu'il est payé pour un travail qui ne se fait pas?

Le chef de l'opposition dénigre des Canadiens français. L'opposition devrait savoir que cet homme, lorsqu'il faisait de la politique, n'était pas de nos convictions politiques. Il n'était pas un partisan de l'Union nationale, avant d'entreprendre sa carrière de juriste. Il était compétent, intelligent et intègre; alors, nous l'avons nommé quand même, sans nous occuper de son allégeance politique. Que veut-on demander de plus?

Le chef de l'opposition a parlé du code Napoléon. On ne peut comparer la rédaction du code Napoléon avec la révision du Code civil. Je lui dirai que la Tradition de Paris, que les Instituts justiniens ont mis un grand nombre d'années à se constituer. Quant au Code civil que nous révisons, il existe depuis longtemps et la situation s'est profondément transformée depuis.

Le Code civil n'a jamais été révisé depuis 1866. Le problème de la révision est très important et très compliqué. Le travail se fait régulièrement. Les réviseurs que nous avons nommés veulent faire un travail d'envergure et nous avons choisi les hommes qu'il fallait pour cette tâche. Le juge Thibodeau-Rinfret et le sénateur Jean-François Pouliot, ancien organisateur libéral, ont aussi été nommés au nombre des commissaires, de même que le notaire Émile Delège, ancien président de la Chambre des notaires. Ils étaient tous des libéraux, ce qui prouve que devant la compétence, nous ne regardons pas à la couleur politique. Si nous ne nommons pas plus de "rouges", c'est de leur faute; ils ne sont pas compétents.

Pour faire un travail bien fait, il faut une longue étude dans bien des domaines. Il s'agit d'un travail de longue haleine et délicat, car il est devenu nécessaire de faire une refonte complète de notre Code civil. Le travail procède donc graduellement.

Depuis 1866, la situation dans plus d'un domaine a profondément changé et bien des problèmes nouveaux ont surgi. La révision du Code est une tâche monumentale qui exige qu'on tienne compte des besoins actuels et qu'on envisage, aussi loin qu'il est possible de le faire, ceux du futur. Cela impose des études longues aux commissaires. C'est une besogne lourde et délicate qui leur a été confiée. Il leur faut prendre le temps nécessaire pour la mener à bonne fin. Cela ne se fait pas du jour au lendemain.

Je regrette l'attitude inqualifiable de l'opposition à l'endroit de tels experts et d'hommes aussi intègres. Les commentaires du chef de l'opposition sont malvenus et n'ont pas leur place ici! Ces réviseurs ont toutes les qualités voulues pour faire un travail sérieux. Ce sont des experts et je suis heureux d'avoir fait ces nominations, car la valeur des commissaires garantit la qualité de leur travail de révision. Je ne leur donnerai certainement pas un certificat du genre de celui que le chef de l'opposition voudrait leur décerner. Ce qu'il a fait? Il a critiqué des compatriotes. C'est ça, la politique de l'opposition. Pourquoi l'opposition s'acharne-t-elle à dénigrer nos compatriotes? Je ne puis certainement suivre le chef de l'opposition dans cette voie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À entendre le premier ministre, on dirait qu'il n'a jamais, lui, dénigré personne dans cette province. Tout le monde sait! S'il fallait faire la liste de tous ceux qu'il a attaqués alors qu'il était chef de l'opposition, on n'en finirait plus.

Ce que nous reprochons au gouvernement, c'est de s'abriter derrière le prestige du juge Rinfret pour justifier une façon de procéder qui ne pourra jamais apporter de résultats satisfaisants. Nous avons dit que le juge Rinfret n'est pas capable de faire le travail que comporte la révision du Code civil dans les conditions actuelles; nous disons que le sénateur Pouliot ne pratique pas le droit depuis 45 ans et qu'il n'a jamais été professeur de droit. Cette révision du Code civil n'est pas faite sérieusement, car c'est un travail qui devrait être confié à un bien plus grand nombre de spécialistes.

Nous affirmons que pour le code Napoléon, en France, on a fait appel à des douzaines de grands spécialistes et qu'on l'a ensuite soumis à un grand nombre de corps judiciaires ou politiques. Une révision de Code civil, ça ne se fait pas avec un homme. Précisément parce que la révision de notre Code civil est une œuvre importante, il faudrait, pour l'accomplir, des hommes jeunes qui y consacraient tout leur temps et toutes leurs énergies. Ce n'est pas

seulement un ou deux juristes, c'est toutes nos meilleures compétences qu'il faudrait mobiliser, si l'on veut aboutir à quelque chose. C'est pour cela, on en a la preuve, que nous disons que jamais le gouvernement n'a entrepris cette révision sérieusement.

On nous répond que nous dénigrions des Canadiens français. Quelle est l'ambition du premier ministre, se vanter d'avoir nommé des libéraux ou se vanter d'avoir donné au Québec un Code civil bien révisé? Le juge Thibodeau-Rinfret, répète-t-il, n'est pas capable de faire ce travail dans les conditions actuelles. L'ancien juge en chef du Canada a aujourd'hui 80 ans. C'est physiquement impossible, pour qui que ce soit. Même un homme relativement jeune n'aurait pas les forces physiques suffisantes pour le faire. Comment se fait-elle alors, la révision, avec un homme qui siège à Ottawa pendant sept mois chaque année et un homme qui continue sa pratique de droit? Voilà les questions que nous posons et le premier ministre nous répond par des déclarations d'un racisme et d'un nationalisme ultra-prononcés.

Nous n'avons pas changé d'idée, nous sommes contre cette loi qui ne nous donnera pas la révision que nous souhaitons. Nous nous contentons de dire, comme Catilina: "Jusques à quand le gouvernement abusera-t-il de notre patience?"³

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) est convaincu, dit-il, que le travail de révision sera bien fait.

Je ne reproche pas au chef de l'opposition de vivre dans le passé, vu qu'il ne peut pas trouver beaucoup de satisfaction dans le présent, et encore moins dans l'avenir.

Mais revenons à 1959. Je trouve souverainement déplacé qu'on représente le juge Rinfret comme trop vieux pour faire son ouvrage. Je sais qu'il est au-dessus de tel reproche. Quant au sénateur Pouliot, on paraît douter aujourd'hui de ses qualifications, mais on en doutait moins quand on allait le chercher pour le faire parler en faveur des candidats libéraux. C'est un avocat studieux qui s'est toujours intéressé au droit et qui est l'auteur d'un traité de droit paroissial qui fait autorité partout.

D'une part, on prétend que la commission a déjà coûté trop cher et, d'autre part, on dit aussitôt après qu'elle devrait mobiliser plus de monde. Où est la logique de l'opposition dans cela? Il faut comprendre que cette commission ne fera rien de définitif. Toutes les suggestions qu'elle fera, de toute façon, seront plus tard soumises à la Chambre. Mais je répète que le travail qui lui a été confié est long et délicat. C'est notre conviction qu'elle le fera très bien.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quand pouvons-nous espérer avoir le rapport de la commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai déjà dit qu'il s'agissait d'un travail long et difficile et que le rapport serait prêt aussitôt que raisonnablement possible.

Un député de l'opposition⁴: Quand peut-on espérer un rapport définitif?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le plus rapidement possible.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) insiste pour avoir une réponse.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste également pour que le premier ministre réponde.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le plus rapidement possible.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quand pouvons-nous espérer le rapport de cette commission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aussitôt qu'il sera terminé.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quand pouvons-nous espérer qu'il soit terminé?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dès qu'il aura été complété.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Sera-ce dans deux ans?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce sera dans deux ans, si le travail est terminé. Sinon, ce sera plus tard.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): La commission a-t-elle présenté déjà des rapports écrits?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les commissaires ont fait des suggestions au Conseil des ministres, non à la Chambre. Cette dernière n'est donc pas autorisée à avoir ces informations. La commission a fait des suggestions qui sont étudiées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Sont-ce des communications verbales?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des communications verbales et aussi des suggestions dont certaines ont déjà inspiré des projets de loi. Le travail que les commissaires ont fait jusqu'ici s'est donc prouvé utile.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre devrait demander à la commission un rapport sommaire du travail qu'elle a exécuté jusqu'à maintenant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je sais que le juge Rinfret a reçu plusieurs délégations qui lui ont fait part de leurs points de vue. Il a étudié spécialement certains aspects de notre Code, en ce qui concerne par exemple les droits de la femme mariée. Le député de Verdun (M. Ross) a présenté à ce sujet un amendement très important qui a été approuvé par la commission. Personne ne prétendra qu'on puisse faire sérieusement ce travail en trois ou quatre ans. Le droit civil comporte des aspects quasi innombrables. Il faut étudier ce qui se rapporte aux relations matrimoniales, aux contrats, à la tutelle, à l'assurance, etc. La province de Québec est le seul État de l'Amérique du Nord qui ait un Code civil. Partout ailleurs, c'est la "common law". Notre Code est l'une de principales caractéristiques de notre province et nous y tenons. On doit respecter les principes ayant présidé à l'élaboration de ce système de législation. Il importe donc de prendre maintes précautions en le révisant. Il ne peut être question d'y apporter des modifications qui toucheraient au fondement même de notre Code civil.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Puisqu'on a déjà dépensé \$100,000 pour cette révision, il n'est pas superflu, il me semble, de demander un rapport pour savoir ce qu'on a fait de cet argent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le travail est fait par des commissaires sérieux, honnêtes, compétents et assez consciencieux pour ne pas retirer de l'argent qu'ils n'auraient pas gagné.

M. Hamel (Saint-Maurice): Y a-t-il eu des rapports écrits?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des rapports écrits ont été faits au lieutenant-gouverneur en conseil, pas à la Chambre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Y en a-t-il eu plusieurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): De mémoire, je ne le sais pas. J'affirme que les commissaires font un travail consciencieux, bien fait, nécessaire.

M. Hamel (Saint-Maurice): La commission a dépensé \$100,000 en quatre ans et il n'y a encore rien devant nous. Ça n'a pas de bon sens. Il y a beaucoup trop de commissions.

Le premier ministre parlait tantôt de l'assurance, mais il y a une autre commission qui siège là-dessus. Commission des assurances, commission du Code civil, commission de ci, commission de ça.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a aussi la commission de ceux qui sont allés à la convention libérale préconiser certaines candidatures. Il est vrai que, si j'avais été à la convention, j'aurais voté pour le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme), parce que celui-ci est bien supérieur à ceux qui voulaient le remplacer.

Un député de l'opposition: Et Sherbrooke?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un chef a été élu à Sherbrooke et il est encore chef, tandis qu'avec l'opposition actuelle nous ne savons jamais à qui nous adresser. Les commissaires ne sont pas comme les députés de l'opposition pour retirer de l'argent à ne rien faire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre vient de lancer là une grosse pierre dans le jardin de la grande majorité de ses propres députés, qu'on n'entend jamais en Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils réalisent. C'est l'action qui compte, non les paroles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre n'a pas coutume de donner l'exemple du silence.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À la place du chef de l'opposition, je ne parlerais pas souvent. On ne peut attendre des miracles d'opposition dont le corps est en Chambre et la tête en dehors du Parlement.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) conseille au premier ministre de moins s'occuper de la tête des autres et de songer davantage à la sienne. Il y en a, dit-il, qui ont la tête fourrée partout, ce qui est encore plus dangereux. Pourquoi le premier ministre ne discute-t-il pas en véritable parlementaire, au lieu de toujours laisser percer la tête du politicien? Il ne peut se retenir d'apprêter tous les débats, même les plus importants, à la sauce politique. Nous serions heureux d'avoir un politique comme premier ministre, mais nous n'avons qu'un politicien.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond en faisant quelques blagues.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai beau essayer de discuter la question au mérite, le premier ministre répond toujours à côté. Il dit que le rapport sera produit aussitôt que raisonnablement possible dans les circonstances. Nous voilà bien renseignés! Est-ce que le premier ministre est souvent obligé de me rappeler à l'ordre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis bon garçon. Je ne ferai plus, dit-il, allusion au "corps" et à la "tête" de l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Nous posons des questions précises et le premier ministre ne répond que vaguement, et par toutes sortes de voies d'évitement, aux questions que nous posons à ce sujet, en parlant de la convention libérale, du remplacé, du remplaçant. Nous pourrions, nous aussi, parler longuement de la convention de Sherbrooke, mais qu'est-ce que ça donnerait comme résultat pratique, quand on étudie un projet de loi? Tout ce que le premier ministre peut dire à mon sujet, je m'en fous royalement, mais je trouve cependant que ça ne le grandit pas. Le premier ministre devrait montrer plus de sérieux, comme il se doit de la part d'un homme d'État.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition, c'est vrai, a raison d'insister pour nous demander de parler de choses sérieuses. Il a raison. Nous ne devrions pas nous occuper de choses qui ne le sont pas, par exemple du chef qui est en dehors de la Chambre. Je ne parlerai plus de ce sujet, à moins que les circonstances ne m'obligent à constater que la tête du Parti libéral est en dehors et que le corps est à l'intérieur.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée⁵.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La résolution relative au bill 31 est agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 31 modifiant la loi concernant la révision du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson,

Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 31 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

À la Canadienne enr.

M. Bernatchez (Lotbinière): Une compagnie "À la Canadienne enr." opérant dans le comité de Wolfe a-t-elle reçu, depuis le 7 février 1953, un ou plusieurs octrois du gouvernement? Dans l'affirmative:

a. Combien d'octrois?

b. Quel est le montant de chacun de ces octrois?

c. Par l'entremise de quel département a-t-il été payé?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): *a, b, c.* \$1,000, par l'entremise du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Demande et dépôt de documents:

Assurance-hospitalisation

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province, un de ses ministres ou fonctionnaires et le gouvernement fédéral ou aucun de ses fonctionnaires, depuis le 1^{er} janvier 1954 jusqu'au 30 novembre 1958, relativement à l'établissement d'un système d'assurance-hospitalisation.

Adopté.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 45).

Conférence fédérale-municipale

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les documents et de toute correspondance depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 10 décembre 1958, entre le gouvernement de cette province, aucun de ses membres ou officiers, relativement à la conférence fédérale-municipale qui a eu lieu à Ottawa, le 6 octobre 1958.

Adopté.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 46)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 179 constituant en corporation les sœurs de Sainte-Marcelline.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 115 concernant la corporation du village de Price, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en biffant, dans les deuxième et troisième lignes de la page 2, les mots "et le service de téléphone".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 232 concernant La Compagnie des Ciments du Saint-Laurent, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le titre est remplacé par le suivant: "Loi concernant la Compagnie des Ciments du Saint-Laurent, et la ville et les commissaires d'écoles de Villeneuve".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 234 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est inséré comme article 1:

1. Le premier alinéa de l'article 125 de la loi de l'instruction publique est remplacé, pour la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles, par le suivant:

"125. Pour avoir droit de voter aux élections des commissaires ou des syndics d'écoles, il faut être majeur, citoyen canadien, propriétaire de biens-fonds, ou être propriétaire d'un bâtiment construit sur un lot de terre appartenant à autrui, pourvu que le bien-fonds ou le bâtiment soit estimé au rôle d'évaluation en vigueur à au moins cinquante (\$50) dollars pour les propriétaires résidant dans la municipalité et à au moins deux cents (\$200) dollars pour les propriétaires résidant en dehors de la municipalité, être inscrit comme tel au rôle d'évaluation (avant le jour fixé pour l'assemblée générale des électeurs) et avoir acquitté (avant cette même date) toutes ses contributions scolaires.

"Les avis publics convoquant l'assemblée générale prévue par l'article 127 devront indiquer les dispositions du présent article."

Et les articles 1 et 2 deviennent les articles 2 et 3.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 236 modifiant la charte de la cité de la Pointe-aux-Trembles, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié dans le sous-article 47 en remplaçant, dans les deux dernières lignes de la

page 1, et dans les première, deuxième et troisièmes lignes de la page 2, les mots "au maire comme indemnité une somme annuelle de trois mille six cents (\$3,600) dollars et chacun des échevins, une somme annuelle de mille deux cents (\$1,200) dollars" par ce qui suit: "au maire comme indemnité une somme annuelle de trois mille (\$3,000) dollars et chacun des échevins, une somme annuelle de mille (\$1,000) dollars".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 239 concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 2 comme articles 3 et 4:

"3. Le paragraphe 3 de l'article 1 de ladite loi est modifié en remplaçant le sous-paragraphe w, par le suivant:

"w. À la glace, au charbon, au bois de chauffage et à l'huile utilisés pour fins domestiques."

"4. Nonobstant les dispositions des articles 227 et 228 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), l'engagement d'un instituteur ou d'une institutrice se fait par résolution de la commission, communiquée à l'intéressé. Si celui-ci ou celle-ci signifie par écrit son acceptation, cette résolution et cette acceptation tiennent lieu de contrat."

Et l'article 3 devient l'article 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 263 légalisant un acte entre BP Canada Limited et la cité de Montréal, ainsi que le règlement numéro 2,450 de la cité de Montréal, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme article 2:

"2. La cité de Montréal est autorisée à corriger par acte devant notaire ledit acte notarié du 18 novembre 1958, en y ajoutant au deuxième paragraphe de l'article 1 une désignation cadastrale de la partie de la rue Dubuisson contre laquelle une servitude est créée par ledit acte."

Et l'article 2 devient l'article 3.

Projets de loi:

Price

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 115 concernant la corporation du village de Price.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Compagnie des Ciments du Saint-Laurent

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 232 concernant la Compagnie des Ciments du Saint-Laurent, et la ville et les commissaires d'écoles de Villeneuve.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 234 concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Pointe-aux-Trembles

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 236 modifiant la charte de la cité de la Pointe-aux-Trembles.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Instruction publique à Sherbrooke

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 239 concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

BP Canada Ltd.

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 263 légalisant un acte entre BP Canada Limited

et la cité de Montréal, ainsi que le règlement numéro 2,450 de la cité de Montréal.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 111 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié:

a. en remplaçant le premier paragraphe par ce qui suit:

"L'adjudication du 29 avril 1925 par les protonotaires de la Cour supérieure du district de Terrebonne, à Joseph Édouard Labelle en sa qualité de procureur aux exécuteurs et fidéicommissaires de la succession de l'honorable Joseph Masson, et l'acte de vente et licitation daté du 1^{er} octobre 1925, enregistré sous le numéro 94,065 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, par lesdits protonotaires aux exécuteurs et fidéicommissaires de ladite succession, dans une cause portant le numéro 449 des dossiers de la Cour supérieure du district de Terrebonne, de l'immeuble ci-après décrit, savoir:";

b. en remplaçant les deux dernières lignes par ce qui suit:

"Sont déclarés réguliers, légaux et valides et il est déclaré par les présentes que ladite adjudication et ledit acte de vente et licitation ont eu pour effet d'investir lesdits exécuteurs et fidéicommissaires de tous les droits, titres et intérêts des appelés, héritiers, représentants et ayants droit de Marie Geneviève Sophie Raymond, veuve de l'honorable Joseph Masson, au et dans ledit immeuble."

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 6 comme articles 7 et 8:

"7. Les exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires devront fournir à ceux des bénéficiaires qui en feront la demande dans les six (6) mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, un état des immeubles de la succession, avec indication, pour chacun, de sa valeur aux livres, son évaluation municipale, son revenu brut et le montant d'assurance-incendie sur icelui.

"Ils devront aussi fournir au plus une fois l'an, aux bénéficiaires le requérant, un état détaillé des biens de chaque lot où ceux-ci sont intéressés.

"8. Les frais, honoraires, dépenses et déboursés encourus pour l'adoption de la présente loi tant pour les pétitionnaires que pour les opposants seront payés par les exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires sur et à même la masse des biens de ladite succession."

3. L'article 7 devient l'article 9.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 152 concernant la cité de Saint-Hyacinthe, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "novembre" par le mot "septembre";

b. en ajoutant, à la fin dudit article à la page 4, après les mots "valide et légal" ce qui suit:

"et incontestable à l'égard de toute personne quelconque, et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de Joseph Charles Boulanger, ses trois filles, Mary Amanda Boulanger, veuve d'Érasme Malhiot, Osilia Bathilda Boulanger et Henriette Joséphine Boulanger, et tous leurs héritiers, ayants droit et représentants."

2. L'article 2 est modifié en ajoutant à la fin dudit article ce qui suit:

"et incontestable à l'égard de toute personne quelconque, et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de tous les appelés et leurs héritiers, ayants droit et représentants, en vertu de la substitution en faveur des enfants nés et à naître du mariage entre Marie Esthère Joséphine Couillard Després et Jules Saint-Germain, créée en vertu du testament d'Emmanuel Louis Rémy Couillard Després en date du 10 octobre 1882, par devant H. R. Blanchard et collègue, notaires, y compris Yves et Madeleine Patenaude, leurs héritiers, ayants droit et représentants."

3. L'article 3 est modifié en ajoutant à la fin dudit article ce qui suit:

"et incontestable à l'égard de toute personne quelconque, et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de Sa Majesté le roi en droit du Canada, ses héritiers, ayants droit et représentants."

4. L'article 4 est modifié en ajoutant à la fin dudit article ce qui suit:

"et il est par les présentes déclaré que ledit acte de vente avait comme effet d'investir Kimberly-Clark Canada Limited de tous les droits, titres et intérêts de la cité de Saint-Hyacinthe dans et auxdites subdivisions, et le titre de Kimberly-Clark Canada Limited auxdites subdivisions est par les présentes déclaré bon et valable."

5. L'article 5 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes de la page 5, les mots "le parachèvement" par ce qui suit: "la construction".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 159 concernant la ville de Chambly, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 9 est modifié dans le sous-article 526*b* en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots "aux mêmes exemptions" par ce qui suit: "aux mêmes exemptions et sanctions".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 14 comme article 15:

"15. La ville de Chambly paiera à la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Chambly une compensation au montant de six mille (\$6,000) dollars, payable en dix (10) versements annuels et consécutifs de six cents (\$600) dollars chacun, qui deviendront exigibles respectivement le premier octobre de chaque année à compter du premier octobre 1959, le tout sans intérêt."

3. L'article 15 devient l'article 16.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 165 concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en ajoutant, à la fin du sous-article 495, ce qui suit:

"L'avis du dépôt prévu par l'article 494 de la loi des cités et villes devra mentionner le délai de production de la plainte prescrit au présent article."

2. L'article 5 est remplacé par ce qui suit:

"5. Le territoire comprenant les lots numéros 243, 248, 249, 252, 253 et 254 et une partie des lots 241, 244, 245, 246, 247 et 256, tous des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Martin, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin sud-est du lot 239; de là, successivement, en référence au susdit cadastre officiel, la ligne séparative des lots 239 et 241 prolongée jusqu'à l'axe d'un chemin public; ledit axe dudit chemin public en allant vers le nord-est et vers l'est jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 258; ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 258 longeant un chemin public et traversant le droit de voie du chemin de fer de la Colonisation du Nord (numéro cadastral 676 jusqu'au prolongement de la ligne sud des lots 248, 249, 252, 253 et 254; ledit prolongement traversant ledit droit de voie dudit chemin de fer et le lot 256; ladite ligne sud des lots 254, 253, 252, 249 et 248; une ligne traversant les lots 247, 246, 245 et 244 et joignant le coin sud-ouest du lot 248 au coin sud-est du lot 243; la ligne

sud-est du lot 243 et enfin une ligne traversant le lot 241 pour revenir au point de départ."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 170 constituant en corporation La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant: "Loi constituant en corporation La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie de Québec".

2. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les treizième et quatorzième lignes, les mots "La Compagnie d'Assurance-Vie Mutuelle de Québec" par ce qui suit: "La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie de Québec".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 181 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans le sous-article 64 en remplaçant le premier paragraphe dudit sous-article par ce qui suit:

"64. À compter du premier janvier 1959, le maire recevra annuellement comme rémunération, une somme de quatre mille huit cents (\$4,800) dollars et une somme additionnelle de deux mille quatre cents (\$2,400) dollars pour payer une partie des dépenses inhérentes à sa charge; les échevins recevront comme rémunération une somme annuelle de mille six cent soixante-six dollars et soixante-sept cents (\$1,666.67) et une somme additionnelle de huit cent trente-trois dollars et trente-trois cents (\$833.33) pour payer une partie des dépenses inhérentes à leur charge."

2. L'article 11 est modifié en ajoutant à la fin dudit article ce qui suit: "sauf la nécessité de soumettre ledit règlement à l'approbation des électeurs municipaux propriétaires".

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 14 comme articles 15 et 16:

"15. Pour les fins prévues à l'article 13 ci-dessus, la cité de Sherbrooke est autorisée à acquérir de gré à gré, ou par voie d'expropriation, en tout ou en partie, les lots 112, 113, 114, 158 et 161 au cadastre officiel du canton d'Orford aujourd'hui annexés, soit une superficie de 122.78 acres.

"Nonobstant toute disposition testamentaire à ce contraire, de la part de John Graham (acte numéro 3,061 des minutes du notaire Paul Sylvestre de Sherbrooke, en date du 10 septembre 1947) Clifford Graham et Mabel May Barter, née Graham, épouse

de Ambrose Osborne Barter, sont autorisés à signer tout tel contrat de vente, et l'enregistrement dudit contrat ou du jugement homologuant la sentence de la Régie des services publics, selon le cas, aura l'effet du décret.

"16. La cité est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous terrains ou immeubles quelconques nécessaires pour la réalisation d'un plan de construction de logements salubres.

"La cité, pour les mêmes fins, pourra démolir les habitations jugées insalubres, dangereuses ou de la nature d'un taudis; préparer l'emplacement des nouvelles constructions, faire construire des maisons dont les plans auront été acceptés par le conseil et y aménager les services d'utilité publique.

"La cité pourra détenir des titres sur lesdites propriétés, soit seule, soit conjointement avec les gouvernements supérieurs ou toute commission gouvernementale, provinciale ou fédérale, ou tout autre propriétaire.

"La cité pourra disposer desdits immeubles en les hypothéquant, les vendant, les louant, seule ou conjointement avec tout autre propriétaire ci-dessus désigné.

"À ces fins, la cité pourra emprunter, en suivant les formalités des règlements d'emprunt, une somme ne dépassant pas trois cent mille (\$300,000) dollars."

4. L'article 15 devient l'article 17.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 185 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme article 2:

"2. Les obligations contractées et les droits acquis par la commission sous le nom de "La commission scolaire catholique de la cité de Longueuil" ont la même validité que s'ils avaient été respectivement contractés et acquis par elle sous le nom de Les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil."

2. L'article 2, qui devient l'article 3, est modifié en biffant, dans la quinzième ligne, les mots "et le service de téléphone".

3. L'article 3, qui devient l'article 4, est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "avec les mêmes sanctions" par ce qui suit: "avec les mêmes sanctions et exemptions".

4. Les articles 4, 5, 6, 7 et 8 deviennent les articles 5, 6, 7, 8 et 9.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 186 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "juillet" par "décembre".

2. L'article 4 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, le mot "juillet" par "décembre".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 192 modifiant la charte de la ville de Roxboro, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans le sous-article 135 en remplaçant, dans la première ligne, le mot "août" par "septembre".

2. L'article 7 est modifié dans le sous-article 562b:

a. en remplaçant, dans la sixième ligne, les mots "aux mêmes exemptions" par ce qui suit: "aux mêmes exemptions et sanctions";

b. en remplaçant, dans la sixième ligne de la page 4, les mots "les mêmes sanctions" par ce qui suit: "les mêmes sanctions et exemptions".

3. L'article 11 est biffé.

4. L'article 12, qui devient l'article 11, est remplacé par le suivant:

"11. Le territoire ci-après décrit est détaché du territoire de la municipalité de Dollard-des-Ormeaux, dans le comté de Jacques-Cartier, et est annexé au territoire de la ville de Roxboro à compter de la sanction de la présente loi.

"1. le lot numéro 291 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, moins quatre portions de la partie non subdivisée dudit lot ci-après décrites:

"*a.* une partie dudit lot numéro 291, appartenant à Ham Realty Corp., faisant front sur la Montée des Sources et mesurant 135 pieds de largeur en front et 123.9 pieds de largeur en arrière par 200 pieds de profondeur sur sa ligne sud-est et 200.2 pieds de profondeur sur sa ligne nord-ouest, et contenant 25,690 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cettedite partie est bornée en front, au sud-ouest, par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, par une autre partie dudit lot numéro 291 appartenant à Gérard Beaudet, sur un côté, au sud-est, par une partie dudit lot numéro 201, appartenant à Edmond Lavigne et décrit ci-après au paragraphe *b.*, et sur l'autre côté, au nord-ouest, par le lot originaire numéro 290 dudit cadastre;

"b. une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Edmond Lavigne faisant front sur la Montée des Sources et mesurant 100 pieds de largeur en front et en arrière par 200 pieds de profondeur, et contenant 20,000 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cettedite partie est bornée en front par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, et sur un côté, au sud-est, par une partie dudit lot numéro 291, appartenant à Gérard Beaudet, et sur l'autre côté, au nord-ouest, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Harn Realty Corp. et ci-dessus décrite au paragraphe a;

"c. une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Lionel Lavigne faisant front sur la Montée des Sources et mesurant 100 pieds de largeur en front et en arrière par 200 pieds de profondeur, et contenant 20,000 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cettedite partie est bornée en front par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Gérard Beaudet, sur un côté, au nord-ouest, aussi par une partie dudit lot numéro 291, appartenant à Gérard Beaudet et sur l'autre côté, au sud-est, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Harn Realty Corp. et ci-dessus décrite au paragraphe a;

"d. une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Harn Realty Corp., faisant front sur la Montée des Sources et mesurant 189.5 pieds de largeur en front et 168.5 de largeur en arrière par 200 pieds de profondeur sur sa ligne nord-ouest et 201.1 pieds de profondeur sur sa ligne sud-est, et contenant 35,800 pieds carrés de superficie, mesure anglaise; cettedite partie est bornée en front, au sud-ouest, par la Montée des Sources, en arrière, au nord-est, par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Gérard Beaudet, sur un côté, au nord-ouest par une partie dudit lot numéro 291 appartenant à Lionel Lavigne et ci-dessus décrite au paragraphe c, et sur l'autre côté, au sud-est, par une autre partie dudit lot numéro 291 appartenant à Joseph Lavigne;

"2. toute la subdivision numéro un du lot originaire numéro 291 (291-1) dudit cadastre.

"La ville de Roxboro paiera à la municipalité de Dollard-des-Ormeaux une compensation au montant de cinq mille (\$5,000) dollars, payable en trois (3) versements annuels et consécutifs de mille six cent soixante-six dollars et soixante-sept cents (\$1,666.67) chacun, qui deviendront exigibles respectivement le premier octobre 1959, le premier octobre 1960 et le premier octobre 1961 sans intérêt."

5. Les articles 13, 14 et 15 deviennent les articles 12, 13 et 14.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 225 concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, ainsi que la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les neuvième et dixième lignes de la page 2, les mots "et les services du téléphone".

2. L'article 2 est remplacé par ce qui suit:

"2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et exemptions, que la taxe perçue en vertu des articles 4 et 5 dudit chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements, *mutatis mutandis*."

3. L'article 7 est modifié en insérant, dans la deuxième ligne, après les mots "de la présente loi", ce qui suit: "par la corporation du village de Sayabec".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 233 modifiant la charte de la cité de Sorel et constituant un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "le trésorier doit déposer" par ce qui suit: "le trésorier peut déposer".

2. L'article 17 est modifié:

a. en ajoutant, dans la deuxième ligne, après les mots "est modifié", ce qui suit: "en y ajoutant après l'article 528a le suivant:";

b. en biffant, dans les troisième et quatrième lignes, ce qui suit: "a. en remplaçant l'article 528a, par le suivant:";

c. en biffant les sous-articles 528a et 528b;

d. le sous-article 528c devient sous-article 528b.

3. L'article 18 est biffé.

4. Les articles 19, 20, 21, 22 et 23 deviennent articles 18, 19, 20, 21 et 22.

5. L'article 24, qui devient l'article 23, est remplacé par le suivant:

"23. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la cité de Sorel est autorisée à créer un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel, ayant à sa tête un commissaire industriel.

"Ledit organisme aura sa principale place d'affaires dans la cité de Sorel.

"La cité de Sorel est autorisée pour ce faire, à dépenser annuellement un montant n'excédant par vingt-cinq mille (\$25,000) dollars."

6. L'article 25 devient l'article 24.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 250 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 10 est modifié en remplaçant le paragraphe 45°c. par le suivant:

"45°c. Pour prohiber l'occupation d'un immeuble nouvellement construit, renouvelé ou modifié avant que les travaux soient complétés et à moins qu'ils n'aient été effectués conformément au permis de construction."

2. L'article 14 est biffé.

3. Les articles 15, 16, 17, 18, 19 et 20 deviennent les articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 254 concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Corporation des écoles catholiques de Chicoutimi, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le titre est remplacé par le suivant: "Loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi".

2. L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant, dans la première ligne, les mots "le paragraphe 2 de l'article 1" par ce qui suit: "Le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 1";

b. en ajoutant dans la troisième ligne de la page 2, après les mots "et Bagotville", ce qui suit: "et Chicoutimi-Nord";

c. en remplaçant, dans les quatrième, cinquième et sixième lignes de la page 2, les mots "Village Saint-Alexis de la Grande-Baie, Rivière-du-Moulin, Sainte-Anne" par ce qui suit: "Rivière-du-Moulin".

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme articles 2 et 3:

"2. L'alinéa 3 du deuxième paragraphe de l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 136, remplacé par l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 117, est de nouveau remplacé par le suivant:

"Tout acheteur ou usager qui après l'entrée en vigueur de la présente loi prend livraison d'un bien mobilier, d'une marchandise ou de tout article de commerce quelconque acquis par lui pour consommation ou usage dans ledit territoire doit, à l'époque où il en prend livraison, payer sur icelui aux

commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi, la taxe spéciale n'excédant pas deux pour cent (2 %) du prix de la vente ou d'achat de ce bien, en détail, imposée par règlement par les commissaires d'écoles pour la municipalité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi.

"3. La commission a le pouvoir, par règlement, de créer et d'établir à même les fonds généraux un fonds de retraite pour le bénéfice du secrétaire-trésorier, M. Joseph Bonneau et du surintendant des bâtisses M. Thomas-Eugène Girard, avec telles conditions et stipulations que la commission pourra déterminer et obliger ces deux employés à contribuer à ce fonds, à même leur salaire, dans les proportions fixées par la commission. Ce règlement n'entrera en vigueur qu'après avoir reçu l'approbation de la Commission municipale de Québec et du surintendant des assurances."

4. Les articles 2, 3 et 4 deviennent les articles 4, 5 et 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 261 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rawdon, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la dix-septième ligne, les mots "et le service de téléphone".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "avec les mêmes sanctions" par ce qui suit: "avec les mêmes sanctions et exemptions".

Projets de loi:

Succession Joseph Masson

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 111 concernant la succession de l'honorable Joseph Masson.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Hyacinthe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 152 concernant la cité de Saint-Hyacinthe.

Les amendements sont lus et acceptés.
Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Chambly

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 159 concernant la ville de Chambly.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Laval-des-Rapides

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 165 concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 170 constituant en corporation La Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie de Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sherbrooke

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 181 modifiant la charte de la cité de Sherbrooke.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Longueuil

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 185 concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil.

Les amendements sont lus et acceptés.
Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire d'Anjou

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 186 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Roxboro

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 192 modifiant la charte de la ville de Roxboro.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sayabec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 225 concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, ainsi que la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sorel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 233 modifiant la charte de la cité de Sorel et constituant un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Greenfield Park

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 250 modifiant la charte de la ville de Greenfield Park.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Corporations scolaires dans Chicoutimi et Jonquière-Kénogami

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 254 concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Rawdon

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 261 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rawdon.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de la colonisation

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 33 modifiant la loi concernant la colonisation.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose: Que l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 33, soit remplacé par le suivant:

"2. Le gouvernement peut affecter à l'exécution de la présente loi, au cours des années financières 1957-1958 à 1960-1961 inclusivement, une somme de deux millions de dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu."

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Les libéraux s'étaient opposés à la loi initiale de 1957. On nous demande encore un mandat en blanc, et on ne peut nous dire pourquoi ces argents seront dépensés. Je m'opposerai à un chèque en blanc. Si le ministère veut dépenser de l'argent, nous demandons que les sommes dont le ministre peut avoir besoin soient inscrites dans le budget ordinaire annuel, afin que nous sachions à quelles fins il veut le consacrer et afin que les représentants du peuple puissent en avoir le contrôle. Pareil montant peut être dépensé à la discrétion du ministre, et c'est pour cela que nous avons voté contre la loi en 1957.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Dans la loi sanctionnée le 31 janvier 1957 et autorisant une dépense de \$2,000,000, pour les années 1957-1958 et 1958-1959, afin de venir en aide à la colonisation, on a mentionné des buts précis, soit arpentages, défrichement, essouchement, etc.

Le budget nous assurait une somme de \$14,000,000, mais, comme les développements étaient de plus en plus considérables dans le domaine de la colonisation, il fallait prévoir l'achat d'outillage pour le drainage et la mécanisation agricole, ainsi que la construction d'entrepôts pour loger cet outillage.

Il est arrivé que, pour assurer plus d'essor au défrichement et à l'amélioration des sols, nous ayons dû nous débarrasser d'un vieil outillage et en acheter un neuf. Nous avons consacré une partie du montant à cette fin.

Je suis convaincu que tous se rendent compte que les argents que nous avons dépensés ont servi à bon escient; nous les avons dépensés conformément à la loi. La preuve que nous n'en abusons pas et que nous n'avons pas gaspillé, c'est que nous n'avons dépensé que trois quarts de million au cours des deux dernières années en vertu de cette loi, alors que nous aurions pu dépenser \$2,000,000.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Lorsque la loi actuellement en vigueur fut votée, au cours de la session 1956-1957, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) a laissé entendre qu'il avait de bons projets pour améliorer le sort des colons, spécialement dans le domaine de l'habitation. On laissait miroiter des dépenses pour la construction de maisons et pour toutes sortes de projets en faveur des colons, mais, en réalité, les trois quarts de million dépensés à date l'ont été surtout pour acheter de la machinerie. Selon les *Comptes publics*, rien n'a encore été fait. Sur les trois quarts de million de dollars dépensés à date, les colons n'ont rien reçu⁶.

Aujourd'hui, on nous demande de prolonger de deux ans l'application de la loi. On fait attendre les colons, et il n'y a pas lieu d'être surpris si les colons se découragent et quittent leur lot. Nous voulons savoir ce qu'on va faire avec l'argent qu'on nous demande de voter.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le million et quart sera utilisé si nécessaire. Nous voulons être prêts à toute éventualité dans le domaine du développement de la colonisation. Il se peut que les montants prévus par le budget nous suffisent.

J'ai hâte que la Chambre étudie mon budget. J'espère qu'il viendra bientôt, aujourd'hui si possible. J'aurai alors l'occasion de répondre à certaines déclarations échevelées qui ont été faites par le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), le chef de l'opposition et son chef de l'extérieur, qui parlaient de colonisation dans l'Abitibi lorsqu'ils étaient à Montréal, et de colonisation dans Dorchester, lorsqu'ils étaient dans l'Abitibi.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Lorsque la loi fut votée pour la première fois, au début de 1957, le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) avait parlé de maisons d'habitations pour les colons. Or, pas un cent n'a été dépensé à cet effet. Le ministre peut-il nous dire ce qu'il prévoyait dans la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 33, quand il parlait de maisons d'habitations?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous n'avons pas eu besoin de recourir à la loi spéciale de 1957 pour donner suite au projet de maisons pour les colons. Le budget nous a suffi. Cela ne veut pas dire qu'il ne faudra pas recourir à un moment donné à la loi.

Il lui est, dit-il, impossible de dire d'avance si le ministre de la Colonisation devra construire 200,

300 ou 350 maisons. Il faut prendre soin des imprévus, et cette loi est une soupape au budget, une soupape qui peut se révéler fort utile.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Cela veut dire que le ministre a manqué de prévision. Il n'avait pas besoin de faire voter \$2,000,000. Nous sommes bien disposés en faveur de la colonisation. Si le ministre exige \$5,000,000, nous sommes prêts à les lui voter, mais qu'il les mette dans le budget. Alors, nous saurons à quoi nous en tenir.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est enfantin. Le budget est une loi et le montant statutaire est une autre loi. Placer l'argent dans un livre ou le placer dans l'autre, qu'est-ce que cela peut faire?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): La différence, c'est que le premier ministre nous empêche de discuter, lorsque le montant est statutaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Absolument pas. L'opposition peut se rendre compte des dépenses, mais ne peut empiéter sur l'avenir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Lorsque l'on demande au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) ce qu'il fera avec ces \$2,000,000, il ne peut apporter aucune précision. Or, quand il est question de cet item de \$2,000,000 qui apparaît tout de même au budget, on nous dit qu'on ne peut en discuter, car il est déjà voté en vertu d'une loi. Cela revient à dire que l'opposition peut savoir ce qui s'est fait, mais pas ce qui se fera. C'est se moquer des députés. En effet, les députés de l'opposition peuvent mieux surveiller l'emploi des deniers lorsque tous sont inscrits au budget.

Les grandes batailles que nos pères ont livrées pour le contrôle des subsides, c'est précisément pour savoir ce qu'on fera avec les argents que l'on demande de voter. Nous avons présentement un bill qui nous demande de voter \$2,000,000. Si nous demandons pourquoi, on nous dit: Pour aider les colons. Et, dans les estimés budgétaires, quand il y a un "S", ce qui veut dire un montant statutaire, on répond: Vous n'avez pas le droit de discuter ce qui va se faire. Nous sommes laissés aux caprices du gouvernement. Le premier ministre permettra au chef de l'opposition de discuter l'item, mais, quand un député voudra poursuivre le débat, il lui dira qu'il n'en a pas le droit. Nous ne pouvons parler du budget avec la lettre "S".

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le budget, c'est l'estimation des dépenses que le gouvernement prévoit pour la prochaine année. C'est tellement vrai que, dans tous les Parlements et à toutes les sessions, il y a des budgets supplémentaires et des mandats spéciaux.

Un budget ne peut couvrir tous les cas imprévus; il ne peut prévoir tous les cas qui pourront se présenter. Il faut alors recourir à un budget supplémentaire. La loi actuelle n'est pas un mandat en blanc. Au contraire, elle limite la dépense à un montant fixe de \$2,000,000 pour une période de deux ans.

Le ministre de la Colonisation (M. Bégin) avait deux ans pour dépenser \$2,000,000. Il n'a dépensé que \$750,000. Cela veut dire qu'il n'a pas gaspillé. Si la présente loi n'est pas votée, les colons risquent d'être privés d'un montant de \$1,250,000⁷.

Les buts précis de cette loi de 1957 sont groupés en plusieurs paragraphes. On ne saurait être plus précis.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): "Budget"

se traduit par "prévisions budgétaires". Le plus petit conseil municipal est tenu à faire ses prévisions au début de chaque année, mais le gouvernement ne peut pas se plier à cet usage. Même dans le budget, il donne rarement des détails pour tous les items.

Si le budget était bien fait, on dirait combien va coûter telle ou telle dépense. La preuve que l'on ne sait pas où on va, c'est que nous avons voté \$2,000,000 et que le gouvernement n'a dépensé que \$750,000. Tout ce que je demande au gouvernement, c'est qu'il traite le budget comme il est traité partout au Canada.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La résolution relative au bill 33 est agréée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 33 modifiant la loi concernant la colonisation soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 33 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier,

Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Contre: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Budget de Montréal

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 39 concernant le budget municipal de la cité de Montréal.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'ai aucune objection à l'adoption de la mesure, mais les dispositions de la charte de Montréal devraient être rendues plus flexibles en ce qui concerne le dépôt du budget.

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 39 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 22 concernant les écoles professionnelles privées.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 125 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Nemeth à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 129 concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited;

- bill 197 modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert;

- bill 205 modifiant la charte de la ville des Sept-Îles;

- bill 256 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Traian Constantin à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

- bill 267 relatif au titre de propriété de Wilfrid Simoneau aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet;

- bill 275 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Archambault au nombre de ses membres;

- bill 279 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Sauveur.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 269 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe, avec les amendements suivants qu'il a prie d'agréer:

1. L'article 16 est modifié dans le sous-article 526b:

a. en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes de la page 7, les mots "sujette aux mêmes exemptions" par ce qui suit: "sujette aux mêmes exemptions et sanctions";

b. en remplaçant, dans la quatrième ligne du troisième paragraphe, les mots "avec les mêmes sanctions" par ce qui suit: "avec les mêmes sanctions et exemptions".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 16 comme article 17:

"17. L'article 9 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 99, est modifié, pour la ville, en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Le coût de ces travaux et l'intérêt sur l'emprunt fait pour leur paiement, ainsi que le coût et les déboursés encourus en ce cas, pour la préparation des règlements et la négociation des emprunts, de même que la valeur des honoraires auxquels a ou aurait droit le bureau des ingénieurs de la ville, s'il n'était pas rémunéré par le fonds général de la ville, sont défrayés au moyen d'une cotisation spéciale sur les propriétaires intéressés, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, conformément aux règlements de la ville et aux termes de l'article 583 de la loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233) et, à cette fin, la ville est autorisée à emprunter tout l'argent nécessaire pour payer ces travaux."

3. Les articles 17 et 18 deviennent les articles 18 et 19.

périodes de temps de un à plusieurs mois, chaque année, des camps de pêche appartenant au gouvernement et des lacs dans les parcs nationaux de la province, à des personnes, sociétés ou corporations?

2. Dans l'affirmative:

a. Quels lacs et camps?

b. Dans quel parc national?

c. À quelles personnes, sociétés ou corporations dans chaque cas?

d. Pour quelle période de temps dans chaque cas?

e. Moyennant quel prix de location dans chaque cas?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1.

Oui.

2. a. Camp du Lac Malbaie; Lac Vert; Camp du Lac Sérénité;

b. Parc national des Laurentides;

c. Camp du Lac Malbaie: Émilien Dumas; Lac Vert: J. P. Ducharme et compagnons;

d. Lac Malbaie, 4 mois (en 1957); Lac Malbaie, 4 mois (en 1958); Lac Vert, 3 mois (en 1957); Lac Sérénité, 4 mois (en 1958);

e. Lac Malbaie, \$600 (en 1957); Lac Malbaie, \$600 (en 1958); Lac Vert, \$200 (en 1957); Lac Sérénité, \$200 (en 1958);

2. a. et b. Dans le parc de la Montagne Tremblante, le département loue les territoires de pêche suivants:

Projets d loi:

Charte de L'Abord-à-Plouffe

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 269 modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Location de camps de pêche

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le gouvernement a-t-il loué, depuis le 1^{er} janvier 1955, pour des

	<i>Durée</i>	<i>Par année</i>
Club du Rossignol de l'Annonciation	2 ans	\$ 60
Club du Rossignol de l'Annonciation	6 ans	125
Guy Dufour	5 ans	50
Club Lenoir	5 ans	110
Club des Chums	3 ans	70
Club des Chums	5 ans	75
Club de Sentier	5 ans	80
Club Northwood	5 ans	200
Henri Bruneau	5 ans	100
Sarto Blais	5 ans	70
Club des Heureux	5 ans	60
Club Gouger & Pelletier	2 ans	100
Club Clément	1 an	175
Club Clément	5 ans	250
Julien Loiselle	2 ans	50
Julien Loiselle	5 ans	65
Lucien Beaudry	5 ans	50

Projets de loi:**Loi
des services publics**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 34 modifiant la loi des services publics.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose: Que l'article 3a de la loi des services publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 143), édicté par l'article 4 de la loi 13 George VI, chapitre 47, et modifié par l'article 3 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 44, et par l'article 8 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre (insérer ici le numéro de chapitre du bill numéro 24), soit de nouveau modifié:

a. en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Il est composé de quatre régisseurs, dont un président et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur traitement.";

b. en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots "de l'autre régisseur" par les mots "des autres régisseurs".

Il s'agit, dit-il, de porter de trois à quatre le nombre des régisseurs. Cette mesure est nécessaire parce que le travail augmente d'année en année. Avec quatre régisseurs, on pourra former deux bancs de deux, afin d'accélérer le travail.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) doute, dit-il, de l'efficacité de deux bancs de deux. Il sera difficile, explique-t-il, d'obtenir l'unanimité, à moins qu'elle ne soit imposée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

S'il n'y a pas d'accord sur le banc de deux régisseurs, la question sera alors soumise au banc des quatre membres de la Régie. C'est une loi progressive.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) fait une comparaison entre ce banc de deux régisseurs et l'énumérateur unique imposé par la loi électorale. Dans ce dernier cas, dit-il, nous avons un policeman nommé par l'Union nationale.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les électeurs vont être enchantés d'apprendre que leur vote, selon l'avis du député de Westmount, sera surveillé par un policeman.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 34 modifiant la loi des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division.

L'honorable M. Rivard (Montmagny) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi de la Régie provinciale
de l'électricité**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 36 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-

gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 2 de la loi de la Régie provinciale de l'électricité (Statuts refondus, 1941, chapitre 16A, édicté par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 21), modifié par l'article 1 de la loi 11 George VI, chapitre 26, par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 22, et par l'article 5 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre (insérer ici le numéro de chapitre du bill numéro 24), soit de nouveau modifié:

a. en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Il est composé de quatre régisseurs, dont un président et un vice-président, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe leur traitement.";

b. en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots "de l'autre régisseur" par les mots "des autres régisseurs".

La Régie de l'électricité, dit-il, deviendra bientôt la Régie de l'électricité et du gaz. La Régie de l'électricité aura ainsi juridiction dans les affaires du gaz. Il s'agit d'augmenter de trois à quatre le nombre des régisseurs et de donner aux régisseurs juridiction dans les affaires du gaz. À cause de cette augmentation de juridiction, le travail de cet organisme, qui est déjà énorme, sera augmenté dans des proportions considérables. Il faut donc, à la demande du président de cette Régie, accorder un quatrième régisseur.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (En souriant) À cause du gaz, cette loi n'est-elle pas *sub judice*? Le premier ministre a-t-il le droit d'en parler? Le gouvernement prétend-il établir que les deux régies, celle des services publics et celle de l'électricité, ont la même importance? Pour ma part, dit-il, je ne crois pas. Il n'y a pas de travail pour quatre membres. La besogne est beaucoup plus abondante à la Régie des services publics.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Régie des services publics voyage à travers toute

la province, mais celle de l'électricité siège à Montréal et à Québec. Cette dernière a un vaste champ d'action et accomplit un travail énorme. Elle doit s'occuper non seulement des tarifs, mais aussi de la finance et de la capitalisation des compagnies.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cela ne m'impressionne pas!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Que le chef de l'opposition se débarrasse donc de son esprit partisan! Cela lui permettrait de juger avec plus de sérénité et de constater le travail considérable qui se fait dans ces régies. Si j'avais été à la convention de son parti, je n'aurais pas voté pour lui, car je le considère plus dangereux que l'autre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est une des rares paroles du premier ministre qui n'aient pas d'effet rétroactif.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.
Adopté après division.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 36 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 36 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des pensions

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 38 modifiant la loi des pensions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 48 de la loi des pensions (Statuts refondus, 1941, chapitre 13), édicté par l'article 6 de la loi 6 George VI, chapitre 14, et modifié par l'article 4 de la loi 7 George VI, chapitre 10, et par l'article 2 de la loi 14-15 George VI, chapitre 54, soit de nouveau modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"48. La pension est basée sur le traitement moyen du fonctionnaire pour les cinq années les mieux rémunérées de son service."

À leur demande, avec le bill 38, le calcul de la pension des employés civils sera dorénavant basé sur le traitement moyen des cinq années les mieux rétribuées, au lieu des 10 années les mieux rétribuées, avant la mise à la retraite. Cette modification signifiera des gains appréciables. C'est une autre grande amélioration que nous apportons au sort des employés de la province dont les salaires ont été passablement augmentés en ces dernières années.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 modifiant la loi des pensions soit maintenant lu une deuxième fois. Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code de procédure civile, injonction

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 modifiant le Code de procédure civile au sujet de l'injonction soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi, dit-il, a pour but d'empêcher qu'une injonction interlocutoire puisse être émise sans avis. Il a également pour objet d'empêcher que l'injonction intermédiaire puisse être émise sans avis pour un temps dépassant quatre jours.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) s'oppose, dit-il, à de telles modifications. La Législature ne doit pas donner d'ordres aux tribunaux. Il doit appartenir aux juges de décider des délais. Ce n'est pas notre rôle, comme législateurs, de remplacer les juges. La question des délais peut dépendre de divers facteurs, comme les distances, et il doit appartenir au juge de décider, après en avoir tenu compte.

Quant à la question des avis, une injonction est un bref de prérogative pour empêcher que quelque chose soit fait qui pourrait causer du tort au requérant, en attendant le prononcé du jugement. Il y a toujours la question d'urgence que le juge doit apprécier. L'injonction perdrait alors une partie de son efficacité si elle devait être précédée d'un avis.

M. Galipeault (Québec-Ouest): On devrait tout de même accepter, pour l'injonction interlocutoire, le même principe que pour l'injonction intérimaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande le vote⁸.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Ainsi, la motion est rejetée.

Loi des ingénieurs professionnels

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 modifiant la loi des ingénieurs professionnels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Loi des dentistes

M. Blanchard (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 modifiant la loi des dentistes de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté, après division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, assignation des compagnies d'assurances

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 modifiant le Code de procédure civile relativement à l'assignation des compagnies d'assurances soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet a pour but, explique-t-il, de rendre applicable à tous les genres d'assurances la règle présentement formulée pour l'assurance contre le feu ou sur la vie, et ayant pour objet de permettre l'institution de l'action devant le tribunal du lieu où se trouvent les biens assurés ou devant celui du domicile de l'assuré.

Il s'agit évidemment d'une mesure destinée à aider les petites gens, à mettre tout le monde sur le même pied. Si ce bill est accepté, un assuré de Québec pourra assigner une compagnie à comparaître à Québec. Cela permettra au petit assuré de plaider sa cause dans le district où il demeure, évitant ainsi des dépenses parfois considérables. Il ne sera pas obligé d'aller plaider au siège social de la compagnie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) ne partage pas, dit-il, le point de vue du député. Ce sont généralement les compagnies d'assurances qui poursuivent au nom de leurs clients. C'est l'exception quand c'est un ouvrier ou un petit salarié, lui-même assuré, qui doit réclamer justice devant les tribunaux. Ceux qu'on veut aider, en réalité, ce sont les compagnies.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et **M. Lapalme (Montréal-Outremont)** discutent de ce qui se produit en vertu des clauses actuelles du Code de procédure civile. Ils ne s'entendent pas sur le district judiciaire où l'action, dans tous les cas, peut prendre origine.

M. Galipeault (Québec-Ouest): La mesure que je préconise, dit-il, a été demandée par le conseil du Barreau. Le projet de loi est véritablement un projet en faveur du peuple.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une mesure pour favoriser les compagnies!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Turpin, 13.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette,

Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 64.

Ainsi, la motion est rejetée⁹.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Galipeault), que la motion en discussion soit amendée en en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement n'ait annoncé aucune mesure législative relative à la Commission des relations ouvrières en vue d'adopter les mesures réclamées par les parties intéressées".

Il y a 40 ou 50 ans, les deux tiers de la population de la province se trouvaient à la campagne; aujourd'hui la classe agricole ne constitue plus que le tiers de l'ensemble de la population. Notre société, tout d'abord à caractère rural, est donc en voie de devenir urbaine en majorité¹⁰.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) fait lecture de l'article 377 du Règlement de l'Assemblée législative. Par dérogation au paragraphe 1 de l'article 273, la discussion sur la motion portant formation du comité des subsides ou du comité des voies et moyens peut porter sur tout sujet d'intérêt public rentrant dans le cadre des attributions de la Législature ou du gouvernement de

la province, mais elle est, quant au reste, soumise aux règles ordinaires des débats.

Par dérogation à l'article 172, il est permis de proposer sur la même motion un amendement qui se rapporte à un ou plusieurs des sujets ci-dessus mentionnés, mais l'amendement est, quant au reste, soumis aux règles ordinaires relatives aux amendements.

Quand un amendement a été mis en délibération, la discussion ne peut porter que sur le sujet de celui-ci.

Au cours de cette session, poursuit-il, il y a déjà eu un débat sur l'agriculture. On ne peut avoir deux débats sur un même sujet au cours d'une session.

M. Lafrance (Richmond): Ce n'était qu'une simple allusion. Je veux parler de l'industrialisation de plus en plus poussée qui crée des problèmes ouvriers qui doivent retenir l'attention du gouvernement. La transformation de notre société, de caractère rural en une société majoritairement vivant dans les villes, crée des problèmes nombreux et épineux, particulièrement le problème ouvrier qui revêt une importance spéciale et qui doit retenir l'attention du gouvernement.

Ce problème ne pourra être réglé avec les lois actuelles, lois désuètes. Il va falloir moderniser nos lois ouvrières. Dans certains milieux, on cite des statistiques sur le nombre des conventions collectives; on fait des comparaisons avec les années passées ou avec les autres provinces; et ainsi, on veut faire croire qu'il n'y a pas, au Québec, de problème ouvrier. C'est une illusion. Par des mesures arbitraires, on pourra peut-être amener une accalmie temporaire, mais il ne faudrait pas confondre une telle accalmie avec ce qu'on appelle la paix sociale.

Je conseille au gouvernement d'écouter ce qui se dit depuis quelques années dans les milieux ouvriers et de se rappeler ce que les mémoires des associations ouvrières répètent d'année en année. Ce qui nuit le plus à une solution, ce sont les préjugés que nourrissent trop de gens. Il faudrait qu'au Québec on accepte enfin les organisations ouvrières, qu'on cesse de leur barrer la route. L'antisindicalisme est devenu en haut lieu une espèce de vertu civique. Il importerait de faire disparaître certains préjugés, par exemple celui selon lequel les patrons, c'est l'ordre, et les travailleurs syndiqués, toujours le désordre... alors que le désordre vient de certaines lois désuètes, de l'injustice de certains employeurs et de l'intervention partisane des autorités, soit directement, soit indirectement, parfois par l'intermédiaire de certaines commissions.

Comme la Commission des relations ouvrières qui semble plus préoccupée des intérêts des patrons que de ceux des ouvriers, le premier ministre est bien plus prompt à se plaindre des chefs syndicaux que des chefs de compagnies privées. Cette commission devrait être complètement réformée.

Il donne lecture d'une lettre collective des évêques, publiée en 1950:

Par l'action de l'État

L'État aussi peut et doit exercer son influence bienfaisante pour améliorer le sort des travailleurs et de leur famille. Il porte la lourde responsabilité de promouvoir le bien temporel de tous les citoyens sans exception, tout en accordant un soin particulier aux plus faibles. Et l'Église, en dehors et au-dessus de tous les partis politiques, offre sa loyale collaboration aux détenteurs de l'autorité civile.

L'autorité civile mérite un profond respect, car toute autorité légitime sur terre vient de Dieu. Ce respect doit se trouver chez ceux qui exercent cette autorité; en effet, c'est un dépôt sacré qui leur est confié par Dieu, pour le bien de toute la collectivité. Il doit se trouver aussi chez tous les citoyens, les amenant à se soumettre volontiers aux lois, en tout ce qu'elles imposent de juste.

Ce qu'on demande aux gouvernants, c'est un ensemble de lois et d'institutions qui puissent faire fleurir la prospérité tant publique que privée, la paix et l'ordre social. Car le rôle principal de l'État est de diriger, surveiller, stimuler, contenir selon que le comportent les circonstances ou l'exige la nécessité. Il doit avant tout aider les citoyens, les familles et les associations à remplir les fonctions qu'ils sont en mesure d'exercer eux-mêmes.

Des devoirs plus particuliers s'imposent à l'État, pour le relèvement de la condition des ouvriers. Par une législation sans cesse adaptée aux besoins nouveaux, par une application et une surveillance adéquates des lois, il doit sauvegarder efficacement le droit des travailleurs à un juste salaire, à des conditions saines de travail au point de vue physique et moral. La législation sur le droit d'association doit sans cesse s'améliorer, afin de permettre au syndicalisme sain de remplir son rôle nécessaire d'agent d'ordre et de paix sociale. En conséquence, les lois sur les relations du travail, sur les conventions collectives, sur la prévention des conflits par la conciliation et l'arbitrage doivent être telles qu'elles protègent tous les intérêts légitimes des travailleurs.

Ils sont bien inspirés, les gouvernements qui, par des mesures appropriées ou par des lois, cherchent à enrayer les activités du communisme et d'autres sociétés subversives de l'ordre social chrétien. Les mesures répressives sont nécessaires, mais elles ne seront vraiment efficaces que si elles sont accompagnées d'efforts sincères, en vue de créer un ordre social à base de justice et de charité. Il importe avant tout de favoriser une meilleure distribution des richesses, un état de sécurité pour tous les travailleurs honnêtes et consciencieux et un régime de travail qui respecte la dignité humaine de l'ouvrier. Les autorités publiques, nous en sommes certains, continueront de s'y employer de toutes leurs forces et de s'assurer la collaboration loyale de tous les citoyens, de toutes les associations professionnelles, de tous les mouvements. Cette action concertée restaurera, avec l'aide de l'Église, l'équilibre et l'harmonie entre les différentes classes sociales¹¹.

La situation actuelle exige qu'on accepte franchement l'organisation syndicale, qu'on reconnaisse le droit à l'union comme un droit naturel et sacré, un droit fondamental. Léon XIII a déjà demandé à l'État de protéger les syndicats fondés sur le droit. On devrait accepter les organisations ouvrières comme on accepte l'organisation de certaines professions.

Or, le droit à l'union n'existe pas en pratique dans la province de Québec, à cause des différences d'interprétation qu'on donne à l'exercice de ce droit. Pourtant, on ne devrait pas traiter la classe laborieuse comme des enfants ou des parents pauvres, puisqu'elle constitue les deux tiers de la population.

Après avoir accepté franchement l'organisation ouvrière, il faudrait surtout créer un climat de confiance mutuelle et de sympathie raisonnée et chrétienne. Les patrons ont besoin des ouvriers tout comme les ouvriers ont besoin des patrons. Un patron fournit le capital; un ouvrier donne son travail. Bien entendu, ajoute-t-il, les autorités doivent se montrer impartiales.

De plus, il faudrait adapter notre législation aux nouvelles réalités de l'heure. Les lois ouvrières actuelles sont absolument insuffisantes. On devrait avoir un code du travail pour coordonner nos lois et en éliminer certaines contradictions qui favorisent une certaine exploitation.

La loi des relations ouvrières a été votée en 1944, sous le gouvernement Godbout, en dépit de l'opposition des membres de l'Union nationale. Ce qui fait actuellement défaut, ce n'est pas les dispositions de cette loi, mais l'esprit qui préside à son application.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
On n'a pas le droit de critiquer une loi.

M. Lafrance (Richmond): Je ne critique pas tellement les dispositions de la loi des relations ouvrières mais l'esprit qui préside à son application. Il y a trop d'interventions en haut lieu, ce qui empêche certains fonctionnaires de la Commission des relations ouvrières d'exercer leurs fonctions comme elle le devrait. La Commission des relations ouvrières est devenue un outil entre les mains de certains politiciens. La Commission est d'une tolérance excessive en face de la violation de la loi par les employeurs, mais d'une sévérité extrême à l'égard des travailleurs. Je n'ai jamais entendu dire qu'on ait puni des employeurs, mais on a privé maints groupes d'employés de leur certificat de reconnaissance et du pouvoir de négocier.

La Commission favorise les syndicats de boutique qui sont sous la coupe des employeurs. Quelque 25,000 ouvriers font partie de tels syndicats. La Commission est devenue une espèce de tribunal qui prononce des sentences contre les syndicats libres. C'est un tollé général dans la province de Québec contre la façon dont on applique la législation ouvrière.

M. l'Orateur: On ne peut pas faire indirectement ce qu'on ne doit pas faire directement, c'est-à-dire critiquer la loi.

M. Lafrance (Richmond): La loi des relations ouvrières est une source de conflits à cause de l'esprit antisindicaliste qui préside à son application, alors que cette loi devrait éviter les conflits mettant aux prises capital et travail. Qu'on se rappelle les événements d'Asbestos, de Murdochville et d'ailleurs.

J'aurais eu, dit-il, des suggestions à faire pour améliorer la législation existante, mais, vu l'opinion exprimée par l'Orateur, je devrai attendre un autre moment pour formuler mes propositions¹².

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Évidemment, c'est de nouveau une motion de non-confiance dans le gouvernement. Elle n'est pas inspirée par le souci d'aider les ouvriers, mais par celui de nuire à l'Union nationale. Personne ne songera à voter non-confiance dans un gouvernement à qui le peuple a si souvent donné sa confiance dans des élections partielles ou générales.

Ceci dit, poursuit-il, il exprime son étonnement et des regrets d'entendre un député, chargé de par son mandat de donner l'exemple du

respect des lois, déclarer, à la face de toute la province et du pays, que les ouvriers obtiendront leurs revendications dans l'ordre ou dans le désordre. C'est indigne d'un représentant du peuple conscient de ses responsabilités.

S'il y a un gouvernement sur terre qui a donné aux ouvriers leurs droits, c'est bien l'Union nationale. C'est l'Union nationale qui, pour la première fois, a reconnu, après 40 ans de régime libéral, le droit des ouvriers à l'union. Avant 1937, il n'y avait rien de cela dans nos Statuts. Et ce sont les descendants des régimes libéraux d'antan qui viennent nous dire que l'Union nationale n'a rien fait pour les ouvriers?

Dans la vie, il y a des droits, mais il y a aussi des devoirs correspondants. C'est Lacordaire qui disait: "L'homme juste est celui qui mesure ses droits à ses devoirs." Si les patrons et les ouvriers étaient pénétrés de cette vérité, la situation deviendrait encore meilleure, bien qu'elle soit ici la meilleure de toutes les provinces du Canada.

Il faut distinguer entre les ouvriers du Québec qui sont les meilleurs du monde et certains de leurs chefs qui sont là non pas pour défendre les syndiqués, mais pour faire œuvre de parasitisme.

Les œuvres de l'Union nationale parlent plus fort que tous les discours. Une nomenclature même incomplète de ce que le gouvernement actuel a fait pour l'ouvrier ne permet aucunement de douter où se trouvent ses véritables défenseurs.

C'est l'Union nationale qui a donné aux ouvriers de la province de Québec les principales lois ouvrières qui régissent leurs activités, tant au travail que dans les cas d'accidents.

C'est l'Union nationale qui, en 1938, a donné à l'ouvrier accidenté le libre choix de son médecin. Avant, il était obligé d'accepter le médecin de la compagnie.

C'est l'Union nationale aussi qui, pour assurer à tous les ouvriers des salaires dignes de leurs capacités, a créé la Commission du salaire minimum. Les libéraux avaient donné une loi de salaire minimum aux femmes; l'Union nationale l'a donnée aux hommes. Avant l'Union nationale, il n'y avait pas de pension pour les vieux et les vieilles, pour les mères nécessiteuses, pour les orphelins. On les avait oubliés, après 45 ans de régime libéral.

C'est encore le gouvernement de l'Union nationale qui a créé, en 1938, le Service de conciliation, qui a établi les écoles d'apprentissage, un modèle du genre admiré dans les autres pays. On vient en effet des États-Unis et de l'étranger pour constater les succès de notre système d'apprentissage.

C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a rendu à l'ouvrier des droits dont il avait été dépouillé sous les libéraux. D'autre part, les victimes des accidents de travail touchent aujourd'hui des indemnités beaucoup plus considérables qu'autrefois. Avant l'Union nationale, l'ouvrier ne recevait qu'une maigre pitance et était laissé à lui-même. En augmentant considérablement la base, le gouvernement de l'Union nationale a plus que triplé l'indemnité payée aux accidentés. Celle-ci était autrefois basée sur les deux tiers d'un salaire de \$2,000; depuis l'Union nationale, elle est basée sur les trois quarts d'un salaire de \$4,000.

Mais, parce que l'argent ne remplace pas la capacité de travailler, l'Union nationale, la première, a créé en outre des centres de réhabilitation où les ouvriers victimes d'accidents, qui sont traités, reçoivent une indemnité et des soins gratuits qui les rendent aptes à reprendre le travail, dans la majorité des cas.

On a fait d'immenses progrès dans la prévention des maladies industrielles. C'est l'Union nationale encore qui, après 45 ans de régime libéral, a fait voter une loi pour protéger les ouvriers de l'amiante contre la silicose. Grâce à cette loi, il n'y a plus de poussière, plus de silicose. Cette loi a été si efficace qu'aujourd'hui cette maladie n'existe pratiquement plus, grâce au travail de la section de médecine industrielle du ministère du Travail. Aujourd'hui, c'est la santé du corps avec la santé de l'esprit: les ouvriers ont un avocat à leur disposition pour plaider leur cause et un médecin pour les soigner.

Quand j'entends les libéraux élever la voix pour défendre l'ouvrier, cela ne m'impressionne pas. Quand je vois ces gens-là presser les ouvriers sur leur cœur pour mieux les étouffer... Ils ont encore l'audace de parler de la grève d'Asbestos, qui était une manifestation révolutionnaire qu'il était de mon devoir de réprimer, et que j'ai réprimée en sauvant la bonne réputation des ouvriers et en leur apportant, dans leur intérêt, une augmentation de salaire d'au moins 60 %. Je trouve qu'ils ne sont pas logiques.

Je l'ai déjà dit et je le répète, la grève d'Asbestos était illégale. Il n'y avait eu ni conciliation ni arbitrage. Cette œuvre de sabotage n'était due, heureusement, qu'à un petit groupe d'écervelés, de révolutionnaires et de démagogues, qui ne représentaient pas le sentiment de la classe ouvrière et ne travaillent pas dans le véritable intérêt du syndicalisme.

Après la grève, on est venu me trouver pour aider les ouvriers d'Asbestos à obtenir une

augmentation de salaire. Les chefs ouvriers étaient prêts à se contenter de 25 cents du point d'augmentation de l'indice du coût de la vie; j'ai obtenu 40 cents du point, ce qui a rapporté des milliers de dollars aux ouvriers d'Asbestos.

La province de Québec jouit à bon droit de l'excellente réputation qu'elle s'est acquise. C'est une province où le respect des lois est une condition essentielle au bien-être en général, car sans ce respect des lois, il n'y a rien de garanti, pas même le salaire des ouvriers. Ceux qui préconisent le mépris de nos lois ne représentent pas dignement l'opinion de la majorité des ouvriers, leurs concitoyens, et ne veulent pas le bien général. Si les lois sont mises de côté, les ouvriers eux-mêmes n'ont plus aucune protection.

Celui qui parle verra à faire respecter les lois par les patrons et par les employés, comme par n'importe qui. Il verra à continuer de protéger la classe ouvrière, en voyant à ce que les droits et obligations de chacun soient respectés.

À la Commission des relations ouvrières, l'intégrité du juge Conrad Pelletier est au-dessus de ceux qui ne sont animés que par l'envie. Le juge Pelletier fait honneur à la magistrature, M. Lebrun, M. Audet et les représentants des ouvriers, tant nationaux qu'internationaux.

Il proteste contre les attaques injustes dont ces commissaires, dit-il, viennent d'être l'objet de la part du député de Richmond (M. Lafrance) qui se met à l'abri de son immunité parlementaire pour les porter et s'attaquer à cet organisme.

Il dit ne pas concevoir l'attitude de l'opposition qui équivalait à mettre en doute la compétence et l'intégrité des membres de la Commission des relations ouvrières.

C'est encore sous le gouvernement de l'Union nationale que les salaires des ouvriers ont connu les bonds prodigieux que l'on connaît. Le gouvernement de l'Union nationale a fait augmenter les salaires ouvriers dans tous les secteurs. Dans l'industrie minière, le salaire moyen est passé de 60 cents l'heure, en 1945, à \$1.81 l'heure, en 1958; dans l'industrie de la pulpe et du papier, salaire moyen de 68 cents l'heure, en 1945, contre \$1.99 en 1958¹³, augmentation de 192 %; dans l'industrie de l'amiante, salaire moyen de 59 cents l'heure, en 1945, comparé à \$2.03 en 1958, augmentation de 244 %; dans l'industrie de l'aluminium, salaire moyen de 75 cents l'heure, en 1945, comparé à \$2.28, en 1958, augmentation de 204 %. Et, depuis lors, ces salaires ont encore été augmentés. Voilà qui répond aux critiques.

Et ce sont ces gens-là qui viennent nous accuser de ne pas protéger les ouvriers, ces gens-là, nos adversaires, qui descendent d'un régime politique où l'esclavage complet des ouvriers existait à l'état naturel et qui n'ont rien fait. Ils ont l'audace de venir nous critiquer! Il est ridicule d'entendre en termes émus des problèmes de l'ouvrier quand on se rappelle ce que leurs devanciers libéraux ont fait en ce domaine.

L'Union nationale a donné aux ouvriers de la province de Québec des tribunaux de conciliation. En 1944, ces tribunaux ont fait 46 conciliations, contre 902¹⁴ en 1958. Les arbitrages, qui étaient au nombre de 11, en 1944, sont montés à 249, en 1958, etc.

Le résultat de tout cela, c'est que le nombre de grèves a diminué considérablement. Il y en eut 131, en 1944, contre seulement 23, en 1958.

En 1944, une grève s'est déclarée près de Chicoutimi et on y a envoyé la police.

Il existe dans notre province un climat sain. Le climat industriel est le plus sain au pays! La grande majorité des ouvriers de la province de Québec sont un exemple d'excellents citoyens. Des citoyens modèles, respectueux de l'autorité et de l'ordre. Ils commencent à comprendre de plus en plus que certains conflits ne sont pas organisés pour assurer le bien-être de leur famille. Ils sont assez souvent les victimes de leurs chefs qui, dans certains cas, pendant que l'ouvrier en grève crève de faim et que les familles souffrent, se promènent aux frais de leurs victimes. Trop enclins à abuser de leur rôle durant les grèves, ils ne sont que des parasites attachés au flanc du mouvement ouvrier.

La preuve d'un climat ouvrier sain se trouve dans le fait qu'en 1958, 1950 conventions collectives ont été conclues, dont 75 % après négociation, 18 % après conciliation, 6 % après arbitrage et 1 % seulement, après la grève.

En 1944, il y avait 832 syndicats dans la province; en 1957, le nombre était passé à 1,389. Pour des antisyndicaux, c'est pas trop mal! En 1944, il y avait 188,714 syndicats, alors qu'en 1957 il y en avait 324,906. Ce n'est pas tout. Le salaire global des ouvriers du Québec était, en 1944, de \$1,384,000,000, et il était passé à \$4,055,000,000, en 1957, soit une augmentation de 193 %.

C'est l'Union nationale qui a facilité l'embauchage des anciens tuberculeux et des infirmes. C'est l'Union nationale et son ministre du Travail qui ont trouvé cette merveilleuse formule qu'est le Centre d'apprentissage des métiers de la construction, formule qui a été acclamée par des

experts venus de pays étrangers. Le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) est un vrai ouvrier qui a partagé la joie et les problèmes des ouvriers et qui s'est fait ensuite un devoir de leur donner un traitement que les régimes libéraux leur avaient refusé pendant près d'un demi-siècle.

Je représente en Chambre, depuis 31 ans, le comté de Trois-Rivières. La population trifluvienne, composée d'ouvriers dans une proportion de 80 %, me connaît et m'a vu grandir. Elle m'a toujours témoigné sa confiance, peu importe le genre de lutte qu'on me faisait. Elle sait l'intérêt que je porte à la classe ouvrière. Elle sait aussi que le meilleur moyen d'aider l'ouvrier, c'est d'être juste et franc pour tout le monde, de donner entière justice aux deux parties. Je suis fier de représenter les ouvriers de chez nous, parce que je sais qu'ils sont le portrait des ouvriers de la province qui ne se laissent pas émouvoir par les appels démagogiques et qui veulent obtenir de justes revendications. Elle sait que le gouvernement actuel va continuer d'améliorer leur sort en respectant et en reconnaissant les droits et les obligations de chacun. Voilà pourquoi elle me réélit, sans interruption, depuis 1927.

La classe ouvrière, grâce à l'Union nationale, a aujourd'hui un prestige inconnu sous les anciens régimes libéraux. Les libéraux devraient être les derniers à se permettre de critiquer le gouvernement sur les questions ouvrières. Ce que les libéraux ont fait auparavant, en 45 années de régime, ne se compare même pas avec ce qu'a fait l'Union nationale en trois fois moins de temps. Ils ont fait bien peu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): En écoutant le premier ministre et en voyant la passion qu'il mettait à exprimer sa pensée, il me revenait à l'esprit la parole de Churchill à un jeune député: "Un député ne devrait pas tenter de produire plus d'indignation qu'il ne peut en contenir."

Le premier ministre a parlé à peu près continuellement en dehors de la question et s'est vanté de façon un peu ridicule. Si j'avais prononcé le discours du premier ministre, il se serait chargé de me rappeler à l'ordre au moins une vingtaine de fois. Il s'en est fallu de peu qu'il ne classe le crédit agricole parmi les lois syndicales de l'Union nationale.

Je m'attendais même à l'entendre dire qu'en 1760, il n'y avait pas un seul trottoir dans la province de Québec et qu'il y en a en 1959, grâce à l'Union nationale! C'est effroyable de constater combien le gouvernement actuel s'imagine avoir tout fait, mais

ce qui est encore plus incroyable, c'est sa position sur les questions ouvrières. C'est d'ailleurs avec des choses comme ça qu'on a fait un chef-d'œuvre de *Tartarin de Tarascon*. Le pire, c'est que le gouvernement est infiniment satisfait de lui-même. C'est humain sans doute d'avoir une certaine vanité, mais comment croire qu'un gouvernement n'admette jamais qu'il y a immensément à faire, n'admette jamais qu'un adversaire soit de bonne foi, n'admette à aucun moment que les syndicalistes ont raison de demander certaines réformes? De fait, de nombreuses améliorations ont été obtenues par la lutte incessante des syndicats, plutôt en dépit qu'avec la coopération qu'ils auraient été en droit d'attendre des personnes en autorité.

Cela l'oblige à mettre tous les avis de côté et le force à ranger parmi les révolutionnaires les dirigeants religieux de l'archidiocèse de Montréal, qui nous ont demandé de donner de l'argent à la porte de l'église pour les grévistes d'Asbestos. Il y a deux lois dans cette province: la loi du premier ministre et la loi de la hiérarchie religieuse de Montréal, celle que le chef de l'Union nationale traite de révolutionnaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On n'a pas le droit de dénaturer mes paroles. Je n'ai jamais rien dit de semblable au sujet de nos chefs religieux. Je dis et je répète que les organisateurs de la grève d'Asbestos ont organisé une révolution en marge de la loi. Jamais je n'ai dit ni pensé ce que le chef de l'opposition a dit.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne sais pas si le haut clergé de tous les diocèses de la province a fait des quêtes publiques dans les églises, mais un grand nombre l'ont fait pour les grévistes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

C'était pas pour les grévistes, mais pour les familles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Bon, on joue sur les mots! Le haut clergé n'avait donc pas la même conception de cette grève que le premier ministre. N'empêche que, pendant cette période assez douloureuse, on a demandé de verser des fonds pour aider les grévistes, à la porte des églises. D'ailleurs, comment se fait-il que le premier ministre dise que c'est lui qui a réglé la grève? Que faisait alors son ministre du Travail (l'honorable M. Barrette)?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous étions tous les deux.

M. Bellemare (Champlain) fait plusieurs interruptions.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je demande à l'Orateur de faire respecter l'ordre. Ce n'est pas du sport que je fais ici, moi!

Je ne ferai pas comme le premier ministre, je ne ferai pas l'étude de soi-disant procès-verbaux de conversations particulières, car cela ne mène à rien. Je dis simplement que je m'étonne seulement de l'entendre se vanter d'avoir réglé une grève qui aurait dû l'être par son ministre du Travail (l'honorable M. Barrette).

L'idée générale de la motion du député de Richmond (M. Lafrance), c'est de presser le gouvernement de changer le caractère de la Commission des relations ouvrières, car elle a perdu la confiance des syndicats. Il serait difficile de retracer dans le discours du premier ministre les phrases qui se rapportent à cela.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai répondu au député.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le député a dit qu'il faut créer un climat de confiance et de sympathie. Il est étrange tout de même que, lorsque nous disons que certaines lois sont actuellement appliquées d'une façon qui engendre le contraire de la sympathie et de la confiance, on rejette toujours, de l'autre côté de la Chambre, l'odieux de certaines choses sur les ouvriers. Pourquoi, nous posons la question, rejette-t-on toujours sur les ouvriers l'odieux de certaines choses qui se passent dans la province? Je dis que des personnes en autorité ont des sentiments antisyndicaux. Pour répondre à cela et faire oublier tout ça, le premier ministre échelonne des chiffres, compare 1944 avec 1957.

À l'entendre, c'est lui qui serait responsable des augmentations de salaires. Comme s'ils n'avaient pas augmenté partout! Est-ce que les salaires n'ont pas augmenté aussi aux États-Unis? Est-ce qu'ils n'ont pas augmenté en Ontario, et plus encore que dans le Québec, par comparaison avec 1944? Quel était le salaire du premier ministre, des députés en 1944? Quel est-il aujourd'hui? Les professionnels gagnaient combien, en 1944, et gagnent combien aujourd'hui? Ça, ce sont les vantardises de l'Union nationale. Mais elle ne dit pas que nos salaires sont plus bas que la moyenne canadienne. Si au moins nos salaires dépassaient ceux des autres, il serait normal qu'on se vante, mais c'est le contraire qui est vrai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est complètement inexact.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans 13 ans d'ici, les salaires auront considérablement augmenté et seront plus élevés qu'aujourd'hui. Le coût de la vie aussi. Le gouvernement ne se vante pas de l'augmentation du coût de la vie. Il ne dit pas qu'il y a plus de chômage que par les années passées. Il ne dit pas que les difficultés sont de plus en plus grandes.

Les conventions collectives sont bien antérieures à l'Union nationale. Quand j'étais jeune avocat, j'ai plaidé pour des ouvriers, et cela scandalisait de bons amis du Parti conservateur. La convention collective fut presque une révolution au Canada. Il y avait autre chose, avant l'Union nationale. Je mentionne la loi des accidents du travail, le ministère du Travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est l'Union nationale qui a créé un ministère du Travail distinct.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Évidemment! L'Union nationale va-t-elle dire que c'est elle qui fait augmenter les naissances et la population?

Les ouvriers s'aident considérablement dans tout ça. Je dis qu'il a fallu des années pour faire accepter les conventions collectives, autant par les ouvriers que par les employeurs. Ce sont les ouvriers qui les ont obtenues, petit à petit, en faisant des réclamations comme ils en font aujourd'hui.

Je ne crois plus qu'on puisse nier le droit d'association, mais j'ai quand même été renversé de lire certaines lettres à l'occasion d'une grève qui n'est pas encore réglée et qui ne nous concerne pas. Pour les esprits qui les ont écrites, ces lettres, le droit d'association n'existe pas¹⁵.

C'est la façon dont la Commission des relations ouvrières est constituée qui crée un climat de méfiance, et il est du devoir du gouvernement de faire disparaître cette méfiance.

Le gouvernement a encore contribué à aggraver ce climat, lorsqu'il a présenté une législation qu'il a dû retirer par la suite, parce que c'était un tollé dans toute la province. On en est rendu à craindre que le gouvernement fasse quoi que ce soit dans le domaine de la législation ouvrière; on préfère qu'il ne fasse rien. Chaque fois que le gouvernement lance de grands cris de protestation, c'est toujours aux dirigeants des mouvements ouvriers qu'il s'en prend.

Qu'il y ait des indésirables dans les rangs syndicaux, je ne me contenterai pas de dire que c'est possible, je dirai même que c'est certain. Mais des indésirables, il y en a dans toutes les professions, en droit et en médecine, qui font servir leurs connaissances à des fins autres que le bien de leurs clients. Pourquoi donner à entendre qu'à cause des actes de quelques-uns, les ouvriers seraient tous des communistes?

On dit que nous nous abriterions derrière l'immunité parlementaire pour attaquer la Commission des relations ouvrières? Mais ces attaques, elles ont été faites maintes fois en dehors de la Chambre, devant le grand public, par des gens versés dans les questions ouvrières et qui sont allés beaucoup plus loin que le député de Richmond. Pourtant, personne n'a été poursuivi.

Ce que nous attaquons ici, c'est l'inertie du gouvernement devant un état de fait qui n'est pas sain. Les ouvriers n'ont pas confiance dans la Commission des relations ouvrières. Si on laisse le climat se dégrader, cette Commission va finir par signifier pour la masse ouvrière le contraire de ce qu'elle devrait être.

La Commission est uniquement composée d'hommes nommés par le gouvernement. Voilà le nœud du problème. Les représentants des patrons et des ouvriers cessent d'être les représentants de ceux-ci, une fois nommés. Il faudrait reconstituer la Commission des relations ouvrières en y nommant des représentants des unions ouvrières, et pas seulement des représentants nommés par le gouvernement.

M. Tremblay (Maisonnette): La différence entre l'opposition et le gouvernement, c'est que la première ne fait entendre que de fausses notes, alors que le second a composé la plus grande symphonie dans la renaissance du Québec.

C'est à se demander si le député de Richmond a déjà travaillé. Il a parlé de la grève d'Asbestos. En 1941, j'étais électricien à Arvida¹⁶. J'étais même officier du syndicat de l'aluminium. Nous avons eu une grève au cours de laquelle j'ai vu mourir trois personnes. J'en ai vu une centaine d'autres perdre connaissance. On les prenait et on les jetait entre deux salles de cuves. À ce moment-là, ce n'était pas le gouvernement actuel qui était au pouvoir à Québec. Malgré le fait que les grévistes n'avaient même pas cassé une vitre, M. Howe les a traités de saboteurs. Et quatre régiments ont été envoyés pour nous mettre au pas. Il y avait même un régiment de Trois-Rivières, et ce n'est pas le premier ministre actuel du Québec qui l'avait envoyé à Arvida.

J'ai travaillé déjà comme apprenti électricien à cinq cents l'heure. Pour 10 heures de travail, cela faisait 50 cents par jour et, si nous arrivions 10 minutes en retard, on nous coupait une heure. Je gagnais \$3 par semaine et je payais \$4 de pension. Si les membres de l'opposition avaient passé par là, ils pourraient sortir des idées de leur tête sans toujours avoir à la main des découpages de journaux. J'ai travaillé aussi dans le bois, pour un salaire de \$20 par mois. On nous faisait lever à 3 heures du matin. Nous couchions avec les chevaux. Le premier ministre actuel a compris la souffrance. Dès son arrivée au pouvoir, il a fait augmenter de 110 % les salaires des bûcherons. Aujourd'hui, les bûcherons sont bien nourris et leurs salaires ont augmenté de 400 %.

L'honorable ministre du Travail (M. Barrette) est l'un des ouvriers les plus intelligents du Canada, le plus grand ministre du Travail que la province n'ait jamais eu. En matière de législation ouvrière, et particulièrement dans le domaine de l'électricité, les autres provinces sont 25 ans en arrière du Québec. Les gens de l'opposition ont une mauvaise cause à défendre. Cela saute aux yeux dans leurs discours. Ils seraient mieux d'écouter, car, lorsqu'ils parlent, leurs notes sont aussi fausses que "La gigue du pendu" mal jouée.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Dionne, Earl, Galipeault, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Turpin, 12.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, 60.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent quatre-vingt-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond): Quel est l'adjoint parlementaire du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette)?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y en a pas; c'est moi qui occupe le poste¹⁷.

M. Lafrance (Richmond) et M. Turpin (Rouyn-Noranda) questionnent le premier ministre sur les crédits du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond aux députés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond) et M. Turpin (Rouyn-Noranda) questionnent le premier ministre sur les crédits du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond aux députés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond) et M. Turpin (Rouyn-Noranda) questionnent le premier ministre sur les crédits du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond aux députés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil supérieur du travail (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond): Depuis une couple d'années, pas un dollar n'a été dépensé pour le Conseil supérieur du travail, et pourtant, ce Conseil doit se réunir deux fois par année. Depuis, il n'a tenu aucune assemblée. Il rappelle que cet organisme s'est fait confier des charges importantes pour étudier le chômage et divers autres aspects du domaine ouvrier, et qu'il est censé se réunir au moins deux fois par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Conseil supérieur du travail ne fonctionne pas parce que ses services n'ont pas été requis pendant cette période.

M. Lafrance (Richmond): Est-ce qu'un code du travail a été soumis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Un projet a été soumis, mais il n'a pas rencontré l'unanimité ni les conditions auxquelles il était supposé remédier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Avec humour) Je suis persuadé que le premier ministre est satisfait de cela. Et je crois qu'il le tient en aussi haute estime que les experts en orientation du département de la jeunesse, qu'il trouve inutiles. Est-ce que le premier ministre prend les membres du Conseil supérieur du travail comme des orienteurs?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) admet ne pas faire confiance aux experts en orientation. Il se souvient d'un cas où un jeune avait payé \$25 pour se faire dire qu'il devait étudier la médecine. Au bout de la première année, il ne pouvait comprendre pourquoi il avait échoué tous ses examens. Il y a trop de ces cas-là.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) déploie un schéma du département du Travail qui démontre qu'en termes d'importance, le Conseil est tout près du ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'heure actuelle, il ne fait pas grand-chose et semble susciter peu d'intérêt. Mais nous gardons \$15,000 de côté, dans l'éventualité où ils décideraient de se réunir.

M. Lafrance (Richmond): Combien le gouvernement a-t-il accordé de syndicats de boutique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aucun. Il y en avait du temps des rouges. Il n'y en a plus.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Relations patronales-ouvrières (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond) et M. Turpin (Rouyn-Noranda) questionnent le premier ministre sur les crédits du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) répond aux députés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service de la recherche (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le travail consiste à établir les conditions existantes, et ne prévoit aucune forme de provisions.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travail)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): (Avec humour) Chaque département devrait prévoir des honoraires pour le premier ministre, dans son budget

de dépenses diverses et imprévues, puisqu'il répond au nom de tous les départements.

Son aide est certainement diverse!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
... Mais pas imprévue!

La résolution est adoptée¹⁸.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin; et que la séance qui sera alors tenue puisse être suspendue à 1 heure jusqu'à 3 heures de l'après-midi, puis à 6 heures jusqu'à 8 heures du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un même *Feuilleton* pour toute la journée.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Selon *Le Nouvelliste* du 6 février 1959, à la page 11, le reste du projet de loi fut adopté rapidement et sans discussion.

2. Il s'agit du juge Thibaudeau Rinfret, du sénateur Jean-François Pouliot et du notaire Émile Delâge.

3. Le chef de l'opposition paraphrase en fait l'incipit de la première *Catilinaire* de Cicéron. La citation célèbre de Catilina est plutôt: "Jusqu'à quand supporterons-nous tout cela, homme vaillant!", laquelle fut rapportée par Sallustre.

4. Il s'agit de M. Lapalme, de M. Hyde ou de M. Hamel.

5. *Le Soleil* du 6 février 1959, à la page 8, note que les députés indépendants, MM. Ross et Rochon, votent avec le gouvernement.

6. "Ils ont eu peu de chose", selon *L'Action catholique* du 6 février 1959, à la page 3.

7. Plusieurs sources indiquent plutôt \$1,500,000. Il est plausible que le premier ministre ait dit ce chiffre par inadvertance.

8. *Le Soleil* du 6 février 1959, à la page 3, écrit que pour les votes sur les bills 93 et 94, on s'est entendu pour inscrire, en sens inverse, les mêmes noms inscrits au vote qui a été donné plus tôt. Du coup, comme le signale *Le Nouvelliste* du 6 février 1959, à la page 11, les députés indépendants, MM. Ross et Rochon, votent avec le gouvernement.

9. *Le Nouvelliste* du 6 février 1959, à la page 11, rapporte que les députés indépendants, MM. Ross et Rochon, votent avec le gouvernement.

10. *L'Action catholique* du 6 février 1959, à la page 14, précise que le débat s'est déroulé en l'absence du ministre du Travail (l'honorable M. Barrette), parce qu'il était retenu chez lui par la maladie.

11. Résumé de la lettre pastorale collective de Leurs Excellences Nos Seigneurs les archevêques et évêques de la province civile de Québec sur le Problème Ouvrier en regard de la Doctrine sociale de l'Église. 1950, pages 592-593.

12. Les sources indiquent que la présentation de la motion du représentant de Richmond (M. Lafrance) s'est faite à cet endroit.

13. 1959, selon *Le Temps* du 6 février 1959, à la page 11.

14. 903, selon *Le Temps* du 12 février 1959, à la page 11.

15. Le chef de l'opposition fait allusion à la grève des réalisateurs de Radio-Canada.

16. *La Presse* du 6 février 1959, à la page 34, spécifie que M. Tremblay a aussi été le président fondateur de la Corporation des maîtres électriciens du Québec.

17. *La Presse* du 6 février 1959, à la page 13, ajoute que M. Donat Quimper, sous-ministre adjoint, était au côté du premier ministre. (Voir note no 10)

18. On indique dans *L'Action catholique* du 6 février 1959, à la page 3, que les crédits du ministère du Travail ont été adoptés très rapidement.

Séance du vendredi 6 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:

**Maisons financées par
l'Office du crédit agricole**

M. Brown (Brome): 1. Dans quel endroit de la province y a-t-il eu de construite une nouvelle maison de cultivateur à même les fonds provenant de l'Office du crédit agricole et quel est le numéro du lot où telle maison a été construite?

2. Quels sont le nom et l'adresse du cultivateur qui a fait construire une nouvelle habitation en se servant de fonds obtenus de l'Office du crédit agricole?

L'honorable M. Barré (Rouville): 1. et 2. À la page 228 des *Procès-verbaux* de l'Assemblée législative de la session en cours, les renseignements qu'il est dans l'intérêt public de donner à ce sujet ont été fournis en réponse à une question du député de Brome.

**Compagnie de téléphone
de Dorchester**

M. Lafrance (Richmond): 1. Combien d'appareils radio-téléphoniques pour automobiles le gouvernement a-t-il achetés de la Compagnie de téléphone de Dorchester, ou par l'entremise de cette compagnie, depuis le 1^{er} janvier 1952 jusqu'au 15 janvier 1959?

2. Combien de tels appareils le gouvernement a-t-il installés ou fait installer au cours de la période susmentionnée:

a. Dans des automobiles appartenant au gouvernement?

b. Dans des automobiles appartenant à des employés du gouvernement?

c. Dans des automobiles appartenant à des membres du Conseil exécutif?

3. Combien de telles installations ont été faites pour le compte du gouvernement par la Compagnie de téléphone de Dorchester?

4. Quels sont les nom, prénom, adresse et fonction des employés du gouvernement dans le comté de Dorchester possédant une automobile ou ayant à leur disposition une automobile du gouvernement équipée d'un appareil radiotéléphonique ainsi acheté par le gouvernement?

5. Combien y a-t-il, dans chaque département, office, régie, commission, etc.:

a. d'automobiles, propriété du gouvernement, qui soient équipées de tels appareils radio-téléphoniques?

b. d'employés possédant leur propre voiture qui a été équipée de tels appareils radio-téléphoniques achetés par le gouvernement?

L'honorable M. Bégin (Dorchester):

Réponse quant au département de la Colonisation:

1. 15.

2. *a.* 6; *b.* 9; *c.* aucun.

3. 15.

4. Gagnon, Léonidas, Sainte-Justine, inspecteur mécanicien; Leclerc, Paul, Lac-Etchemin, chef du district; Maheux, Laval, Lac-Etchemin, assistant chef de district; Vachon, Rosaire, Lac-Etchemin, aide-ingénieur; Morissette, Chs-Auguste, Lac-Etchemin, inspecteur.

5. *a.* 6; *b.* 9.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Réponse

quant au département de la Voirie:

1. 3.

2. *a.* aucun; *b.* 3; *c.* aucun.

3. 3.

4. Pelletier, Philippe, Lac-Etchemin, divisionnaire; Morency, Louis-René, Lac-Etchemin, assistant-divisionnaire; Roy, François, Saint-Léon-de-Standon, contremaître général.

5. *a.* Aucune; *b.* 3.

**Système de radiocommunication,
ministère de la Colonisation**

M. Lafrance (Richmond): 1. Quel a été le coût global du système de radiocommunication du ministère de la Colonisation?

2. Quelle est l'étendue ou la portée de ce système dans la province?

3. Combien y a-t-il de postes d'émission?

Où sont situés ces postes?

Qui a fait l'installation de chacun de ces postes, et quel en a été le coût respectif?

4. Combien y a-t-il d'antennes d'émission?
Où sont situées ces antennes?
Qui a fait l'installation de chacune de ces antennes, et quel en a été le coût respectif?
5. Combien y a-t-il de postes récepteurs?
Où sont-ils installés?
Quel a été le coût d'établissement ou d'installation de chacun de ces postes?
Qui a fait l'installation dans chaque cas?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. \$35,557.33.

2. Tout le district no VII. De Scotstown, Weedon, Victoriaville, Lac-Mégantic vers l'ouest. Au sud jusqu'à la frontière américaine. Au nord, Québec, Charlesbourg et environs. À l'est, jusqu'au comté de L'Islet inclusivement.

3. Tous les appareils sont transmetteurs et récepteurs et ils ont été installés dans des automobiles et des stations fixes par la Compagnie de téléphone de Dorchester, au coût total mentionné ci-dessus.

4. 20, dont 15 sur des automobiles, une à Charlesbourg pour le contrôleur des communications, une sur la tour du Parlement, une au service de M. René Tremblay, chef du Service des entrepôts et de l'outillage, une à l'aéroport et une portative. L'installation a été faite par la Compagnie de téléphone de Dorchester et le coût est compris dans le prix global.

5. Tous lesdits appareils mentionnés ci-dessus sont transmetteurs et récepteurs.

Demande et dépôt de documents:

Amélioration des fermes dans Abitibi-Ouest et Rouyn-Noranda

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre un état donnant le nom, prénom et lieu de résidence des personnes des comtés d'Abitibi-Ouest et de Rouyn-Noranda, sur les propriétés desquelles le ministère de l'Agriculture a exécuté ou fait exécuter des travaux d'amélioration de fermes, au cours des années 1956-1957, 1957-1958 et depuis le 1^{er} avril 1958 jusqu'au 31 décembre 1958, avec, en regard de chaque nom, le nombre d'heures pendant lesquelles des tracteurs ont travaillé chez chacune de ces personnes, le nom de l'entrepreneur qui a exécuté lesdits travaux et le montant payé à chacun de cesdits entrepreneurs.

Adopté.

L'honorable M. Barré (Rouville) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 47)

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) réclame l'établissement d'un crédit aux colons, afin de leur permettre d'obtenir plus facilement l'argent dont ils ont besoin pour l'amélioration de leurs lots. Le budget, dit-il, qu'on nous demande de voter est de \$14,000,000. Si l'on se rapporte au budget total de la province, qui est de \$550,000,000, on doit conclure que la colonisation n'est pas très bien traitée. Le gouvernement réduit de plus en plus la proportion du budget provincial consacrée à la colonisation.

L'Union nationale fait moins que l'ancien gouvernement libéral pour la colonisation. De 1941 à 1946, sous la dernière administration libérale et même dans les premières années de l'administration actuelle, le budget total de la province a été de \$550,000,000, dont \$26,000,000 consacrés à la colonisation, soit environ 5 %. À cette époque, les colons avaient raison d'être satisfaits.

En 1947, 1948 et 1949, le budget total de la province, sous l'Union nationale, a été de \$521,000,000, dont \$31,000,000 pour la colonisation, soit 5.9 %. On avait à peu près respecté la proportion des années précédentes. Puis, on a commencé à oublier la colonisation. De 1951 à 1958, le budget a été de \$3,200,000,000, dont \$102,000,000 pour la colonisation, c'est-à-dire à

peine 3 %. Cette année, la proportion baisse à 2,5 % du budget total de la province. Il faut également souligner que la majeure partie du budget de la colonisation est dépensée pour des routes, des constructions. Les colons eux-mêmes n'ont reçu que 25 %¹ du budget.

Il cite certains items du budget versés directement aux colons. Au total, dit-il, cela ne représente que \$3,332,000, sur des crédits de \$12,992,000, en 1957-1958.

L'an dernier, on nous avait demandé \$13,742,000² pour la colonisation. Le ministre n'a même pas complètement dépensé tout son maigre budget. Près de trois quarts de million de dollars sont restés dans les coffres du ministère, alors que plusieurs demandes de colons ont été rejetées. Pourtant, ce ne sont pas les besoins qui manquent, car il y a de multiples demandes auxquelles le département n'a pas donné suite.

Je félicite les 36,880 colons, qui sont sur des lots, pour le courage dont ils ont fait preuve en continuant leur dur métier, en dépit du peu d'encouragement qu'ils reçoivent du gouvernement.

Il dénonce les traitements, dit-il, trop peu élevés des employés de la colonisation. Il y a, poursuit-il, quelque chose qui ne va pas à la colonisation. Chaque année les dépenses de bureau augmentent. Est-ce que ce sont les salaires qui augmentent, ou le nombre des employés? Nous ne le savons pas. Mais nous pouvons constater qu'un chef de district ne gagne que \$3,700 par année. Ce n'est pas suffisant pour un homme qui a un ou deux ou même trois comtés sous sa direction.

Le ministre peut-il nous dire si ses employés sont assez payés pour fournir un travail suffisant? Est-ce exagéré de dire qu'avec le budget actuel le ministère de la Colonisation n'est pas en mesure de faire face aux demandes?

Je sais que de nombreuses demandes sont refusées parce que, dit-on, le budget est épuisé. Au lieu de demander \$14,000,000, c'est \$20,000,000 que le ministre devrait solliciter.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il faut passablement d'audace pour affirmer que le quart seulement du budget du ministère de la Colonisation va aux colons. Le budget a triplé depuis 15 ans. Ce sont les trois quarts de ce budget, au contraire, qui servent directement le colon. Ainsi, dans le budget de 1959-1960, nous avons \$1,125,000 pour l'aide à l'établissement des colons, \$1,115,000 pour l'aide au maintien des colons, \$1,612,000 pour l'encouragement au développement de l'agriculture

dans les centres de colonisation, \$3,165,000 pour les travaux de colonisation, \$1,350,000 pour les entrepôts et l'outillage, sans compter \$3,000,000 pour la construction de chemins et de ponts pour les colons.

Si le député de Rouyn-Noranda s'était donné la peine de se renseigner, il constaterait que c'est trois quarts du budget du ministère que nous consacrons directement ou indirectement aux colons, soit sous la forme d'une aide pécuniaire, soit sous l'aspect d'une assistance technique, soit sous le rapport de l'amélioration des voies de communication. Le reste de l'argent permet de rémunérer le personnel ou de faire fonctionner les services travaillant dans l'intérêt des défricheurs.

Ces derniers sont beaucoup mieux traités qu'autrefois. Le député ne se rappelle-t-il pas qu'en 1944 le total des primes dont pouvait bénéficier un colon s'élevait seulement à \$660 et constituait surtout des secours directs? Aujourd'hui, un colon qui veut travailler peut bénéficier de primes de plus de \$4,250, ce qui fait une légère différence. L'augmentation est de 700 %.

Quant aux salaires, ils ne peuvent nullement se comparer à ceux des régimes libéraux. Aujourd'hui, il n'y a pas de chef de district gagnant moins de \$4,000 par année; les salaires des autres vont jusqu'à \$4,600. Pour ce qui est des autres employés du ministère, la moyenne des salaires moyens était de \$1,400 à mon arrivée à la tête du ministère, en 1944. Aujourd'hui, sous l'Union nationale, le salaire moyen des hommes est de \$3,536 et celui des femmes, de \$2,046. Je crois que nous n'avons pas de leçon à recevoir des héritiers de ceux qui nous ont précédés au pouvoir. Nous avons amélioré les conditions de 300 % à 400 %, en comparaison de ce qu'elles étaient sous les anciens régimes.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le budget de la province a quintuplé depuis 1945; les salaires auraient pu être augmentés davantage!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a cinq ou six mois que je pose cette question: Le ministre croit-il en l'avenir de la colonisation, étant donné l'industrialisation de la province? Dans le passé, le ministre n'a pas caché les difficultés qu'il y a à amener de la population dans les districts de la colonisation. Si nous dépensons des millions pour la colonisation, est-ce que ça a rapporté ce que ça aurait dû rapporter? Est-ce que, au cours des prochaines années, la colonisation va se stabiliser? Ou croit-il alors qu'il vaille la peine de jeter encore des millions

et des millions, et beaucoup d'énergie, à une entreprise du genre? Est-ce qu'au ministère de la Colonisation on croit à l'expansion de la colonisation et à la possibilité d'ouvrir de nouvelles terres?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je n'ai pas l'habitude de camoufler ce que j'ai à dire et je n'ai pas coutume de me retrancher derrière les problèmes qui se posent. J'avoue qu'il devient de plus en plus difficile de recruter des colons sur des terres neuves. On tient compte du fait que les gens n'aiment pas s'éloigner; ils sont plutôt attirés par les villes, par l'industrie. Le recrutement des bons sujets devient, dès lors, de plus en plus difficile. Quand nous pouvons en trouver, nous obtenons généralement de bons résultats, car il faut en moyenne cinq ans pour permettre à un colon de vivre sur sa terre, surtout maintenant avec les procédés modernes et la mécanisation.

Actuellement, avec les formules déjà en vigueur et malgré de nombreux avantages offerts par le gouvernement, le recrutement des futurs colons est devenu extrêmement pénible. Malgré nos efforts et toute la publicité, tout le travail des missionnaires colonisateurs ou le travail très effectif des sociétés de colonisation, je dois avouer que nous n'avons pas encore obtenu les résultats attendus.

Toutefois, nous étudions depuis un ou deux ans, et nous sommes sur le point d'adopter une nouvelle formule qui nous permettrait d'établir des colons du Québec peut-être pas dans les cantons neufs, mais en pleine forêt. Bref, plus d'établissements, sur des terres arables abandonnées. Nous sommes sur le point de mettre cette formule en application, et nous avons confiance que nous pourrions obtenir ainsi de meilleurs résultats. Ces terres seront plus attirantes pour les résidents des villes et des municipalités, qui sont maintenant habitués au confort des villes et qui ne veulent pas s'établir en forêt vierge.

En attendant, nous allons essayer une autre formule pour la consolidation des vieilles paroisses. Déjà, depuis 1946, le ministère de la Colonisation a consolidé 48 vieilles paroisses. Elles étaient en train de se vider de leur population. Sur les terres abandonnées, on a établi d'autres cultivateurs pour compléter les rangs des paroissiens autour de leur clocher. Nous avons amélioré des bâtisses, des édifices religieux, etc. Nous avons eu des résultats très consolants de ce côté-là. J'en ai, dit-il, discuté avec le premier ministre et je crois que cette formule est un excellent moyen pour donner une nouvelle impulsion à l'établissement des colons.

Comment procédait-on au juste? On achetait une terre vacante, à la condition que sa valeur ne dépasse pas \$1,000, et on cédait cette terre à prix coûtant avec la promesse d'un remboursement échelonné sur une vingtaine d'années, sans que soit exigé le paiement d'intérêts. De plus, on faisait bénéficier l'acquéreur d'avantages analogues à ceux qu'on accorde aux colons.

Un grand nombre de jeunes gens voudraient s'établir sur une terre, tout en restant relativement proches d'une agglomération, et plus particulièrement de leur paroisse natale. C'est dans ce sens-là qu'il faut travailler et qu'on travaillera. C'est cette aspiration à laquelle fera écho la nouvelle formule mise au point par le ministère de la Colonisation.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): N'y aurait-il pas moyen de profiter de la situation actuelle pour publier des annonces dans les journaux pour inviter les jeunes, probablement les couples de jeunes mariés qui sont capables de travailler, à s'établir dans des paroisses aux environs des villes? Et ne pourrait-on pas intéresser les chômeurs au travail du sol?

L'honorable M. Bégin (Dorchester) remercie le député de sa suggestion.

Les chômeurs des villes ne sont pas les meilleurs sujets pour faire de l'agriculture et faire de bons colons. L'expérience qui a été tentée de 1930 à 1935 l'a prouvé. On a tenté de diriger les sans-travail des villes vers des centres de colonisation; ce fut un fiasco; 85 % de ceux qui avaient alors été dirigés vers des terres nouvelles sont revenus battre le pavé des grandes agglomérations. Il ne sert à rien de transporter ainsi des gens sur des terres à défricher, pour les ramener dans les villes au bout de quelques mois. C'est la raison pour laquelle, en ce qui concerne le recrutement, le ministère ne s'intéresse qu'aux postulants dont la demande porte le sceau de la Société de colonisation.

Nous avions, poursuit-il, tout un programme de propagande élaboré pour intéresser le public à l'établissement des colons. En décembre, avant la grève des réalisateurs de Radio-Canada, nous avions décidé de faire une série d'émissions instructives et très objectives pour exposer tous les avantages à retirer d'un établissement autonome. Le gouvernement fournit 100 acres pour le prix de \$30, et le colon peut obtenir des primes dont le total dépasse \$4,250. Les émissions donneront tous ces détails et d'autres encore. Mais la grève est survenue et a malheureusement fait rater ce programme.

L'agence de publicité qui devait s'occuper des émissions nous a avertis que, tant que les réalisateurs n'auraient pas repris leur travail, il serait impossible de donner suite au projet. Nous nous en occuperons de nouveau, dès que la grève à Radio-Canada sera finie. Je n'hésite pas à dire que nous devrions prendre tous les moyens modernes de propagande pour montrer au public ce qu'est l'établissement des colons aujourd'hui, avec les avantages que nous offrons.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): J'ai lu les lettres publiées récemment dans divers journaux à propos d'une grève dans laquelle la province de Québec n'a pas juridiction et qui m'ont laissé bouche bée. C'est incroyable, mais il y a encore des gens qui ne croient pas au droit d'association.

Peut-on nous dire combien, au total, nous pourrions établir de nouveaux colons sur des terres, les terres arables considérées encore comme disponibles? Est-ce qu'il y a des demandes faites par des immigrants?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Pour répondre à votre première question, je dirai qu'il y a à l'heure actuelle, dans le Québec, quelque 22,000 lots de colonisation prêts à recevoir des colons. Il y en a même des centaines où les chemins d'accès sont faits. Il est de plus en plus difficile de trouver des colons pour s'établir sur les fermes qui sont à leur disposition, à cause de l'industrialisation du Québec.

Pour répondre à la seconde, je dirai que nous recevons de temps à autre plusieurs demandes d'immigrants. Toutefois, il faut procéder avec beaucoup de précautions. Plusieurs sont plus intéressés à couper du bois et faire de l'argent qu'à cultiver la terre; certains immigrants se seraient ainsi présentés avec l'intention de s'installer à la ville.

Toutefois, il faut se rappeler que la législation provinciale exige que le postulant réside dans la province de Québec depuis cinq ans, pour pouvoir bénéficier d'un lot et des avantages accordés à un colon. Nous avons néanmoins passé outre à cette loi, lorsque des sujets de premier choix nous étaient recommandés.

Plusieurs immigrants sont venus ici avec l'intention de s'y tailler tout un domaine. Il cite le cas d'un Français qui, dit-il, se disait prêt à vendre un domaine de 200 acres en France, pour acheter ici 10,000 milles carrés de forêt.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le gouvernement ne pourrait-il pas faire davantage pour aider les

colons? Sans doute, dit-il. Les primes sont plus généreuses qu'autrefois, mais la situation a bien changé. Le coût de la vie a augmenté et les colons ont droit, même s'ils s'établissent sur des terres neuves, à un certain confort. Ainsi, les bureaux de colonisation sont tout de même bondés et les personnes intéressées à se faire colons ne peuvent se résigner à s'en aller sur une terre neuve, lorsqu'on leur énumère les conditions d'établissement. Ne serait-ce pas là la preuve que les offres faites aux colons ne sont pas assez avantageuses? Je le crois. On dit qu'on paie le transport et des primes d'établissement de \$30 par mois pendant six mois. Croyez-vous qu'une personne puisse être intéressée à donner suite à son projet dans de telles conditions? Je crois que c'est l'une des raisons pourquoi la colonisation ne progresse pas davantage.

Sur un budget actuel de la colonisation de \$14,000,000, au-delà de \$6,000,000 sont consacrés directement aux colons. Le reste est pour la construction de ponts et de chemins de communication, le défrichement, des constructions, etc. C'est nécessaire, mais ça ne donne rien à manger aux colons.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les primes d'établissement ne représentent pas tout ce que le colon reçoit. Une fois établi sur son lot, il peut travailler à la construction des chemins et il retire un salaire. Il reçoit aussi des primes de défrichement.

M. Lafrance (Richmond): Un cultivateur qui s'établit sur une terre abandonnée peut-il retirer quelque avantage du ministère?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le rachat par le ministère des terres abandonnées, en vue de la revente à d'autres personnes intéressées, ne se pratique à peu près plus. Mais nous voulons donner plus d'envergure à cette politique. La loi met \$50,000 à la disposition du ministère à cette fin, mais elle prévoit que chaque terre ne peut être payée plus de \$1,000. Par suite de l'évolution et avec la hausse des prix dans tous les domaines, ces terres ont pris aujourd'hui une valeur considérable et on ne peut pratiquement plus songer à en acquérir pour \$1,000. Il faudrait payer \$2,000 et \$3,000.

Cette loi ne va pas assez loin, étant donné la nouvelle politique qu'on veut instaurer. Lorsqu'on payait une terre \$1,000, on la revendait au cultivateur qui devait la payer en 10 versements égaux, sans intérêt. Si on paie \$2,000 ou \$3,000, il faudra étendre la période de remboursement. La question est à

l'étude et nous espérons pouvoir présenter, à la prochaine session, un nouveau projet plus complet et mieux approprié aux circonstances actuelles dans ce domaine. Des milliers d'exploitations agricoles aujourd'hui fermées seraient ainsi récupérables.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) tente de poser une question relative à l'administration au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Qu'on s'en tienne aux postes à l'étude plutôt que de faire porter la discussion sur l'administration générale du ministère. Autrement, il va falloir tout recommencer.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Reconnaissance, classification des terres de colonisation et études économiques (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) (En souriant) signale qu'il voit, dans les *Comptes publics*, le nom de M. Ernest-L. Duplessis. Le premier ministre peut-il me dire si la lettre "L" est mise pour "Le Noble"?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition devrait savoir que je ne m'occupe pas d'"L". Je suis célibataire!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne sais pas si c'est un parent du premier ministre, mais, si c'était le cas, son nom serait bien placé, parce qu'il est à l'item "Autres dépenses" ou "divers" qui couvre tout.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je crois que c'est un homme qui serait utile à l'opposition. Il s'occupe de bornage.

Un député de l'opposition pose une question sur les terres sous billets de location et sur les lots avec résidences.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il y a actuellement 38,337 colons établis sur des terres sous billets de location et 6,200 qui habitent des lots avec résidences.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas un million, cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Des items qui apparaissent au poste des "Primes et subventions", l'année dernière, apparaissent cette année au poste de l'"Aide au maintien des colons"...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est pour rendre le budget plus clair.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Les changements sont dus à un caprice de comptabilité. Ils ont été suggérés par le vérificateur de la province et on y a consenti.

Un député de l'opposition: Comment se fait-il qu'il y a comparativement plus de colons nécessaires dans le comté de Dorchester que dans l'Abitibi?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): L'Abitibi est un paradis terrestre pour la colonisation, tandis que les terres de colonisation de Dorchester sont des terres de roches où le défrichement est particulièrement pénible. Il est beaucoup plus difficile de s'y installer avec profit.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) interroge le ministre au sujet des sociétés de colonisation et de l'œuvre de secours aux colons.

L'honorable M. Bégin (Dorchester) loue l'excellent travail de son ministère qui, dit-il, verse \$75,000 par année aux 17 sociétés de colonisation.

L'œuvre de secours aux colons a été fondée à Québec par le chanoine Bergeron et Mgr Félix Antoine Savard. Il s'occupe de recueillir chaque année des dizaines de wagons de marchandises

usagées qui sont remises en bon état et deviennent d'une grande utilité pour les colons dans le besoin. Ces marchandises sont réparées aux frais du ministère qui paie également pour leur transport. On les utilise aussi dans les cas de conflagration. Elles sont données aux colons.

Des compagnies, telles la Dominion Rubber et la Miner Rubber, envoient chaque année des centaines de paires de bottes de caoutchouc ayant un léger défaut de fabrication, mais d'excellente qualité.

Un député de l'opposition interroge le ministre au sujet des montants payés pour fins culturelles dans diverses parties de la province.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): À la demande des évêques, on a commencé à accorder des octrois pour des églises et des presbytères. Ces octrois sont remis à l'évêque, qui est en mesure d'apprécier les besoins et qui en fait la distribution.

À 1 heure, M. le président quitte le fauteuil.

Reprise de la séance à 3 heures

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution présentée par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) proposant: Qu'un crédit n'excédant pas un million cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Pourquoi le gouvernement ne garantit que sa part de l'intérêt aux caisses populaires? Il devrait également garantir le capital, car les colons ont souvent de la difficulté à obtenir des prêts parce qu'ils n'ont pas la valeur matérielle nécessaire, étant donné que leurs lots ne sont pas encore patentés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère rembourse 4 % des 6 % d'intérêt sur les prêts effectués par les colons aux caisses populaires. La garantie gouvernementale sur 4 % de l'intérêt est donc un encouragement aux caisses populaires à prêter aux colons.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): J'ai causé, dit-il, du problème avec ces banquiers, et la garantie d'une partie de l'intérêt n'est pas suffisante.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Cette affirmation du député de Rouyn-Noranda (M. Turpin) n'est pas juste. Si le colon a bonne réputation morale, il peut certainement trouver de l'argent. À preuve, un total de prêts de \$220,800 l'an dernier. En 12 ans, les colons du Québec ont pu emprunter \$4,179,000.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) insiste pour que le gouvernement garantisse le capital des emprunts faits par les colons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Union nationale a rendu le colon libre sur une terre libre, en le débarrassant du marchand de bois qui, sous les régimes libéraux, avait droit de couper du bois sur les lots des colons, pendant 16 mois après l'arrivée du colon.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): L'Union nationale a promis autrefois d'organiser un prêt provincial aux colons. On le disait dans le *Catéchisme des électeurs*. Aujourd'hui, le député de Rouyn-Noranda demande ce prêt et le premier ministre n'en veut plus.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): À propos, dit-il, d'un crédit de \$400,000 par achat et distribution de grains de semences, le ministère de la Colonisation a acheté 872,025 livres de mélange B, en 1956-1957, et 855,200 livres, en 1957-1958. Le ministère de l'Agriculture en a acheté aussi, mais en moins grande quantité.

Or, nous avons comparé les prix payés par les deux ministères et nous avons constaté que, pour ces deux années, le ministère de la Colonisation avait payé six cents de plus la livre que le ministère de l'Agriculture et que les prix du commerce. Ce qui représente, à cause des quantités en jeu, une différence de plus de \$100,000³ entre ce qu'on a payé en réalité et ce qu'on aurait payé suivant les prix ordinaires, comme l'a fait le ministère de l'Agriculture (M. Barré).

Je trouve très curieux que ce soit le ministère, qui achète en plus grande quantité, qui paie les pertes les plus élevées. Il y a certainement des faveurs qui se font aux amis de l'Union nationale. C'est ainsi que de l'argent voté pour les colons va aux amis du gouvernement.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le marché des grains est très variable. Les prix peuvent changer d'une journée à l'autre. C'est comme un jeu de bourse. En fait, il y a une bourse des grains. Cette année, par exemple, le prix du mélange B a augmenté de sept cents la livre depuis septembre, alors que l'on s'attendait plutôt à une baisse. Il nous faudra bien acheter quand même, si les prix ne baissent pas. La différence de prix notée pour les années mentionnées par le député de Rouyn-Noranda provient peut-être du fait que les deux ministères n'ont pas fait leurs achats dans la même période.

Mais, avant d'acheter, nous demandons toujours des prix à une dizaine de soumissionnaires et nous achetons de celui qui nous propose les conditions les plus avantageuses.

M. Bellemare (Champlain): Est-il vrai que le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) gagne \$9,000 par année comme gérant de coopérative? Une certaine coopérative qu'il a administrée dans le comté de Témiscamingue n'a-t-elle pas fait faillite?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Mon salaire ne regarde aucunement le député de Champlain. Je pourrais bien lui demander, moi, combien il a gagné dans les "spreads"?

M. Bellemare (Champlain): Je mets mon siège en jeu si le député est capable de prouver que j'ai fait un centin. Il n'est pas capable de le prouver. Ça lui fait mal qu'on dise qu'il gagnait \$9,000 par année et que la coopérative a fait faillite.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il y en a qui gagnent encore plus que cela au service des coopératives.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais ils les gagnent. Est-ce vrai que la coopérative a fait faillite quand le député était gérant?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): La vérité, c'est que j'ai été prêt à une coopérative qu'il a été impossible de renflouer, parce que le ministère de l'Agriculture a refusé de donner une garantie hypothécaire de \$75,000.

L'honorable M. Barré (Rouville): Le député d'Abitibi-Ouest a été gérant d'une coopérative au Témiscamingue. Je n'ai rien eu à voir à cette nomination, sauf qu'on m'en a parlé et j'ai dit que les questions de couleurs politiques ne m'intéressaient

pas. La coopérative a fait faillite. C'est l'une des affaires les plus pénibles que j'aie vues dans ma vie. Après s'être mis dans une situation impossible, ils sont venus me demander une subvention. Je n'ai pas pu accéder à cette demande, d'abord parce que c'était un gaspillage d'argent, et ensuite parce que ça aurait été un mauvais exemple à donner de renflouer des gens qui avaient fait des extravagances. La coopérative a subi son sort, à mon grand regret.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Rétablissons les faits. Cette coopérative était à la porte de la faillite, comme l'est actuellement le gouvernement de l'Union nationale. On est venu me chercher à Macamic pour me demander mon aide. Si on a pensé au gérant de Macamic, c'est parce qu'on lui reconnaissait de la compétence. Les employés du ministre de l'Agriculture trouvaient eux-mêmes que ça sentait mauvais dans cette coopérative du Témiscamingue. On est venu m'emprunter pour essayer de nettoyer l'affaire.

M. Larouche (Témiscamingue) tente de parler.

Des députés interrompent bruyamment le député de Témiscamingue (M. Larouche).

M. Courcy (Abitibi-Ouest): (Essayant de dominer le tumulte.) Si le député de Témiscamingue (M. Larouche) veut être honnête...

Des députés protestent bruyamment.

M. le président demande qu'on revienne à l'item en discussion.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): ... On n'empêchera pas l'opposition de parler des grains de semences.

Il extrait d'une liste qu'il a entre les mains de nombreux noms de personnes qui, affirme-t-il, ne sont aucunement dans le commerce des graines de semences. Il peut arriver, dit-il, qu'on soit obligé d'acheter une petite quantité de grains pour combler un déficit à un certain endroit. Mais, pour 885,000 livres, je me demande s'il ne serait pas préférable que le ministère de la Colonisation donne sa commande au ministère de l'Agriculture. Le gouvernement sauverait de \$40,000 à \$50,000 par an, en demandant des soumissions.

J'ai l'impression que l'on prend ces \$40,000 dans la poche du colon, pour les donner en cadeau à des amis politiques, en achetant d'eux des grains de

semences pour les colons, grains de semences que le ministère paie de cinq à six cents plus cher que le prix du marché, dont au moins 50 %, et peut-être même davantage, ne sont pas dans le commerce du grain.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas un million cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide au maintien des colons (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Encouragement au développement de l'agriculture dans les centres de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition de certaines terres pour fins de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le département de la Colonisation a fait construire une route de trois milles et demi, non à l'intention de défricheurs, mais pour faciliter l'accès à une antenne installée sur une croix lumineuse, sur le mont Orignal, servant à la Compagnie de téléphone Dorchester, chère au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) qui a placé des capitaux dans cette société de téléphone. Il demande, dit-il, des détails au sujet de cette route.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député d'Abitibi-Ouest se fait le colporteur en Chambre des accusations fausses. Il fait écho à des placotages et à des exagérations que son chef a faits à La Sarre en Abitibi, le 21 juillet 1958⁵, en crachant une foule d'exagérations sur mon compte. Il a déversé une série d'erreurs à mon sujet. Le chef libéral, M. Lesage, a prétendu, par exemple, que je faisais des chemins dans Dorchester à des endroits où il n'y a pas de colon; il a également affirmé que j'ai fait construire des routes pour atteindre les tours

d'une compagnie de téléphone qui m'appartiendrait. Cette accusation est fausse et sans fondement.

La vérité, c'est qu'il y a des colons, le long de cette route, sur une longueur de deux milles et demi, et que l'autre mille a été construit pour conduire aux tours de micro-ondes, tours qui appartiennent au ministère, non à la compagnie de téléphone. La construction de route n'est pas limitée spécialement aux endroits où se trouvent des colons possédant des billets de location.

Or, j'ai justement ici une lettre du notaire Gaston Dufour, secrétaire de la Compagnie de téléphone de Dorchester inc., de Lac-Étchemin dans le comté de Dorchester, qui dit que jamais, ni de près ni de loin, le ministre n'a eu des intérêts dans cette société; il n'en est, précise-t-il, ni actionnaire ni directeur.

(Il exhibe une copie de la lettre.)

La lettre ajoute que le notaire Dufour nie non seulement que le ministre soit intéressé financièrement dans la compagnie de téléphone, mais il ajoute que le chemin dont il est fait mention a été construit, vous le savez, "pour permettre d'atteindre un emplacement qui est la propriété de votre ministère, non de la compagnie, et sur lequel vous avez établi votre centrale de communication routière pour votre chef de district et vos inspecteurs du ministère de la Colonisation". Et, vous le savez aussi, aucun usager autre que vos employés et aucun abonné de notre compagnie n'est raccordé à ce service. Le notaire Dufour me remercie d'avoir agi comme aviseur financier de la compagnie et comme conseiller technique de la compagnie, mais de façon absolument bénévole, sans aucune rémunération ou compensation pour mes voyages, payant même mes autres dépenses.

Il y avait dans Dorchester une petite compagnie de téléphone dans laquelle j'eus, autrefois, une part de \$50. Quand la compagnie s'est incorporée, cette part a été remboursée et jamais la compagnie n'a payé un sou à ses directeurs, soit comme rémunération, soit comme dividende. Tous les profits ont été réinvestis pour organiser un excellent service de téléphone dans 17 paroisses du comté de Dorchester.

Le 21 juillet dernier, à La Sarre, le chef de l'opposition parlait à travers son chapeau, lorsqu'il lançait ses accusations fausses contre moi et mes affaires privées. C'est tellement vrai que, l'été dernier, M. Lesage, le demi-chef, a demandé par la suite au député d'Abitibi-Ouest de faire enquête pour essayer de prouver ce qu'il avait avancé.

Le député peut-il nier cela?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vrai ou faux?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): C'est comme cela que l'on procède dans le camp libéral. On commence par lancer les accusations les plus insensées, les plus fausses, on essaie de salir un adversaire et on cherche ensuite à savoir si tout est vrai. Si le député d'Abitibi-Ouest veut nier ce que je dis, je lui dirai autre chose.

Les députés ministériels: Vrai ou faux?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Peut-il nier, par exemple, qu'il a demandé une photographie de ma maison à Sainte-Germaine?

Les députés ministériels: Vrai ou faux?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Veut-il l'avoir maintenant? Comme si on n'avait pas le droit de loger sa famille dans une maison convenable! Quand le député d'Abitibi-Ouest était encore à la petite école, moi, j'étais déjà dans le commerce de l'automobile. J'ai fait suffisamment d'argent dans ce commerce. Quand je suis entré dans la politique, j'étais à mon compte depuis 10 ans. À mon entrée dans la politique, je n'avais pas besoin du gouvernement pour vivre, je n'en ai jamais eu besoin, et j'espère que je n'en aurai jamais besoin.

J'ai fait de l'argent et on ne peut pas me reprocher de l'employer pour le bien de ma famille. La Providence a été bonne pour moi et je l'en remercie. J'ai eu la chance d'être associé aux affaires de la deuxième plus grande entreprise d'automobiles de la province et au pays, à un moment donné. L'argent que j'ai gagné, je l'ai gagné honnêtement. Et j'ai voulu en faire bénéficier ma famille, et je l'ai logée convenablement. Je lui devais et elle méritait que j'en prenne soin. Si on veut savoir combien a coûté ma maison, je n'ai pas peur de le dire. Elle a coûté \$34,000⁶. À part cela, c'est de mes affaires et ça ne regarde personne d'autre que moi. Je ne suis pas le seul dans le cabinet qui n'ait pas besoin du gouvernement pour vivre. Il y a le ministre des Mines (M. Cottingham), il y a le ministre de la Voirie (M. Talbot), et plusieurs autres que je pourrais nommer.

Qu'on cesse donc d'essayer de travailler à faire passer d'honnêtes gens pour des gens malhonnêtes qui tripotent les affaires du gouvernement. On jette des soupçons sur l'honnêteté des gens. Tous tant que nous sommes, nous avons conscience d'administrer la province avec prudence,

en toute honnêteté. Moi personnellement, je puis vous assurer que, si je reste dans la politique, ce n'est pas pour m'enrichir. S'il ne s'agissait pas de servir une cause, soit de rendre service à la province et aux colons, il y a longtemps que je serais parti d'ici et que j'aurais quitté la vie publique, pour aller jouir un peu de la petite fortune que j'ai pu amasser. Que le chef libéral cesse donc d'insulter tout le monde, de salir tout le monde, pour essayer ensuite d'en faire la preuve. Et, si le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) veut encore d'autres détails, j'en ai encore en réserve et je suis à sa disposition. Mais je voudrais savoir avant s'il est vrai qu'il a demandé des informations sur ma situation financière et sur le prix de ma maison.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le ministre de la Colonisation n'emploie pas les termes justes⁷. Je ne voudrais pas que les gens croient, en lisant les nouvelles, qu'il est, dit-il, personnellement concerné dans cette affaire. Le chef de l'opposition, c'est moi!

(Rires à droite)

Je voudrais qu'il soit entendu que celui qui est visé n'est pas le chef de l'opposition en Chambre. Ce qui s'est passé en dehors de la Chambre entre le député d'Abitibi-Ouest et le chef du Parti libéral, de même que ce qui se passe aujourd'hui entre le député et le ministre de la Colonisation, ne regarde qu'eux-mêmes. Je n'ai, ajoute-t-il, rien à faire avec les déclarations du chef du parti.

Des députés ministériels: Ce n'est pas vous! Ce n'est pas vous!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): La sortie du ministre me surprend énormément. Pourquoi veille-t-il à régler en Chambre un différend qu'il a avec le chef provincial du Parti libéral? Si le ministre veut lui dire quelque chose, il n'a qu'à le rencontrer et à répéter l'accusation à son endroit. Il a toutes les plates-formes voulues pour le faire.

Mais, nous étions à parler du nombre de colons que dessert la route de trois milles et demi de longueur, qui aboutit aux tours micro-ondes. Nommez-moi un seul nom de colon sur la route en question.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je connais un M. Rémi Lacasse, et il y a là au moins une quinzaine d'autres lots qui se trouvent en bordure des deux premiers milles et demi. Le reste du tronçon, l'autre mille, sert au département de la Colonisation.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre a posé une question au député d'Abitibi-Ouest, à laquelle ce dernier n'a pas répondu. Il a dit qu'après une des déclarations usuelles, insultantes et regrettables du chef absent, et qui va rester absent encore longtemps, le député aurait écrit une lettre pour obtenir des renseignements sur la situation financière du ministre de la Colonisation (M. Bégin) et sur le prix de sa maison. Est-ce vrai?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): C'est ridicule.

Nous posons aujourd'hui des questions au gouvernement, comme c'est notre devoir, pour savoir combien de colons sont desservis par un certain chemin, et, comme d'habitude, on prend encore des voies d'évitement. Dites-nous donc combien de colons demeurent le long de ce chemin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je repose la même question au député. Ces gens-là sont braves en dehors de la Chambre et ils n'ont pas le courage de répéter ici, à notre face, ce qu'ils disent ailleurs. Est-ce vrai qu'à la suite des déclarations inqualifiables du chef absent, le député a fait une enquête pour s'informer de la véracité de ce qu'avait dit précédemment le chef absent? Le député nie-t-il? Qu'a-t-il à répondre?

M. Courcy (Abitibi-Ouest) souhaite ramener la discussion sur l'étude des crédits.

Les députés ministériels: La réponse, la réponse!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vrai ou faux⁸?

Les députés ministériels: Vrai ou faux?

M. Courcy (Abitibi-Ouest): On demande s'il est vrai ou faux que le député d'Abitibi-Ouest a pris des renseignements sur la situation financière du ministre de la Colonisation? C'est faux, archi-faux. Ce sont des accusations comme celle-là qu'on lance contre l'opposition.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Le député vient de dire que c'est faux. Il dit qu'il n'a pas voulu prendre de renseignements. Alors, je vais lui donner lecture d'une lettre, datée du 11 septembre 1958, à Me Jean-Paul Morin, avocat, de la rue Desjardins, à Québec, demandant d'envoyer des informations, des photos et des renseignements qui

seraient fort utiles pour "organiser un débat en Chambre". C'est un chic bonhomme, bien qu'on me l'ait imposé comme adversaire libéral dans Dorchester, aux dernières élections, parce qu'on ne pouvait pas en trouver un autre. Qu'il écoute bien la lecture de cette lettre.

Assemblée législative

Québec, le 11 septembre 1958

Me Jean-Paul Morin, avocat
51, rue Desjardins
Québec

Cher monsieur Morin,

Nous apprenons que, dans votre comté, il y aurait beaucoup de scandales autour de notre ministre de la Colonisation, l'honorable J.-D. Bégin.

Les informations que vous pourriez me fournir ou les photos, soit sur la construction de sa maison, les voyages d'avion de monsieur et madame, les constructions de routes par la colonisation, les achats de terrains pour sa fameuse ligne de téléphone, et même, s'il y avait lieu, des scandales sur cette dite ligne me seraient fort utiles. Il me ferait plaisir que vous me fassiez parvenir tout ce que vous connaissez à ce sujet, afin que je puisse organiser un débat lors de la prochaine session.

Les renseignements que vous pourriez me fournir avec dates et affidavits, si possible, pourraient aider à découvrir d'autres scandales dans lesquels le ministre semble impliqué.

Bien à vous,

Alcide Courcy, m.p.p.
Organisateur

(Rires)

Cette lettre m'est, dit-il, parvenue en ligne directe. Les faussetés du chef libéral ont été colportées en juillet et, en septembre, l'organisateur était chargé de faire son enquête. Il est clair que le député d'Abitibi-Ouest essayait de trouver un fondement aux accusations qu'avait lancées M. Lesage pendant sa campagne.

(Il montre alors à la Chambre un photostat de la lettre qu'il vient de lire) C'est, dit-il, une copie photostatée. J'ai pris mes précautions; j'en ai fait photographier une autre copie que je pourrai fournir au député. Vous avez là la preuve que le chef du Parti libéral parle à travers son chapeau en formulant contre moi, dit-il, des faussetés, même en ce qui

concerne mes affaires privées. Ceci en est la preuve! Ce qui est comique dans toute cette affaire, c'est que, le 21 juillet, il lançait des accusations fantaisistes et, le 11 septembre, il a demandé à son organisateur en chef, le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy), de mener une enquête dans mon administration et mes affaires privées, pour tenter de trouver des preuves sur la véracité de ses accusations. Voilà comment on procède pour lancer des accusations, pour salir un adversaire, et ensuite on cherche à prouver ce qu'on avance.

(Sur un ton moqueur) Je ne savais pas que les libéraux étaient aussi intéressés à la photographie de ma maison. Ça a été la même chose aux élections de 1956. Le Parti libéral avait envoyé un photographe amateur prendre une photo de ma maison. Il a pris la peine de venir me montrer l'épreuve et, comme sa photo n'était pas très bonne, j'ai pensé l'obliger en lui donnant une meilleure photographie qui n'avait jamais paru dans les journaux. L'an dernier, à Noël, pour faire plaisir à l'opposition qui s'intéresse à ma maison, cette photo a été reproduite sur ma carte de souhaits. Si ce n'est pas suffisant, j'ai actuellement ici une photo encore meilleure que cela de ma maison. Elle est en couleurs naturelles. Je suis prêt à la remettre au député, s'il le désire. Je ne crains pas de montrer mon foyer! (Il envoie, par un page, cette photo au député d'Abitibi-Ouest)

La lettre du député d'Abitibi-Ouest à Me Morin faisait aussi allusion à mes voyages en avion. J'ai utilisé l'avion du ministère autant que j'en ai eu besoin pour l'exercice de mes fonctions de ministre de la Colonisation, pour visiter les endroits de colonisation. Mais je tiens à répéter ce que je disais tout à l'heure: Je n'ai pas besoin du gouvernement pour vivre, et je ne pense pas avoir besoin du gouvernement pour voyager en avion. J'ai un avion privé depuis 1948 et j'en suis rendu, au fait, à mon quatrième.

Bien plus, voici un relevé (il exhibe un document) qui établit que mon avion privé a à son crédit 62 heures et 45 minutes, en un an, de vol au service du ministère de la Colonisation et a parcouru 9,023 milles sans qu'un seul sou n'ait été chargé à ce département. Ceci prouve que le leader absent parlait sans savoir de quoi il parlait. Je tenais à faire cette mise au point pour montrer jusqu'à quel point les méthodes inqualifiables de l'opposition peuvent aller.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le ministre a lu un document. Qu'il dépose sur la table de la Chambre la copie de la lettre photographiée comme le veut le Règlement.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je m'attendais à cette demande. J'ai fait préparer une autre copie photostatée que je déposerai avec plaisir.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) insiste pour avoir la lettre immédiatement.

M. le président: En vertu du Règlement, le ministre n'est pas tenu de produire un document de nature privée.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Comme le député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy) semble mettre mon authenticité en doute, qu'il mette son siège en jeu. Pour ma part, je suis prêt à mettre le mien en jeu immédiatement.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Encore une chose qui ne tient pas debout!

(Rires)

S'il n'y a pas un seul colon sur la route faisant l'objet de la discussion, il lui lance la même invitation.

On s'arrange toujours pour faire dévier le débat!

Il continue à interroger le gouvernement sur les chemins de colonisation. Le gouvernement, dit-il, construit des chemins de colonisation à des endroits où il n'y a pas de colons! Combien de colons ont été placés le long de la route conduisant à la propriété de la compagnie de téléphone?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Il s'agit de colons de bonne foi. Je ne peux pas de mémoire, dit-il, mentionner les noms de tous les colons, mais je suis prêt à déposer un document à ce sujet. Il peut même arriver que des chemins de colonisation soient construits dans des rangs où il n'y a aucun lot sous billet de location. Ces chemins n'en sont pas moins construits au bénéfice des défricheurs.

Ce que je sais, c'est qu'il s'agit certainement ici de colons de bonne foi. Je pourrais citer toute une liste de gens qui ont obtenu des lots de colonisation sous les administrations libérales et qui n'étaient sûrement pas des colons de bonne foi, comme feu le sénateur Philippe-Auguste Choquette, d'anciens ministres, d'anciens députés, d'anciens conseillers législatifs, etc., qui ont autrefois obtenu des lots, sous billet de location, en affirmant qu'ils étaient des colons de bonne foi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député d'Abitibi-Ouest est mal venu de prêcher la

théorie qu'on doit aménager des chemins de colonisation quand tous les colons sont établis. Le devoir du ministre de la Colonisation, au contraire, est de commencer par faire des chemins pour aider les colons à s'établir. Il est en effet bien préférable de construire les chemins avant l'arrivée des colons. C'est la politique du gouvernement actuel. C'est plus logique. Ce n'est pas la politique du gouvernement d'établir des colons là où il n'y a pas de chemin. Au temps des libéraux, un ministre a établi en plein hiver des colons qui ont failli se noyer au printemps parce qu'on les avait installés sur un lac.

Je ne suis pas surpris d'entendre pareille théorie de la part de l'expert de l'opposition en colonisation, qui n'a pas été capable de garder son lot et qui a été gérant d'une coopérative en faillite!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Il ne faut pas dépenser l'argent des colons à faire des chemins qui ne serviront pas!

Il donne lecture d'un affidavit de M. Germain Poulin, organisateur libéral à Sainte-Germaine, comté de Dorchester, affirmant qu'il a vu, attachées à la croix du mont Orignal, deux antennes dont l'une était reliée à la centrale du téléphone Dorchester.

Affidavit

Je, soussigné, Germain Poulin, domicilié à Sainte-Germaine de Dorchester, dûment assermenté sur les saints Évangiles, déclare et dépose ce qui suit:

1. Durant le cours de l'année 1957, une croix de bois qui avait été érigée voilà plusieurs années sur le mont Orignal, à Sainte-Germaine, s'effondra à cause de l'usure et de la température.

2. Une quête publique fut organisée par les autorités paroissiales de Sainte-Germaine et il fut rendu public à ce moment-là qu'on érigerait sur le mont Orignal une croix en fer à toute épreuve. Il fut également rendu public que le ministre de la Colonisation avait promis son aide pour cette fin et qu'un chemin serait construit par le ministère de la Colonisation pour les fins d'entretien de cette croix. Il fut également déclaré que la collecte aux fins d'érection de cette croix aurait lieu dans les trois paroisses de Sainte-Germaine, Saint-Léon-de-Standon et Saint-Odilon-de-Cranbourne. On nous fit également part que la compagnie Shawinigan Water & Power Co. s'était engagée à payer l'électricité qui servirait à illuminer la croix.

3. D'après des renseignements émanant des autorités religieuses de Sainte-Germaine, il appert que la collecte dans les trois paroisses

susmentionnées donna les résultats suivants: Sainte-Germaine, \$200 environ; Saint-Odilon, \$100 environ; Saint-Léon, \$80 environ.

4. Le coût de la croix elle-même fut de \$3,996.79.

5. Les autres souscripteurs au fonds de la croix du mont Orignal furent les suivants: honorable Jos-D. Bégin, \$100; Mgr H. Chouinard, p.d., \$500; Syndicat d'initiative du Lac-Étchemin, \$1,000; un contracteur non identifié, \$2,000.

6. Les travaux pour le chemin conduisant au sommet du mont Orignal commencèrent peu après, et environ 1 mille de chemin fut construit pour atteindre le sommet du mont. Quant au chemin qui relie la route 53 et le nouveau chemin construit par le ministère de la Colonisation, il existait déjà et il ne fut pas reconstruit, mais laissé tel qu'il était. À certains endroits cependant, on dut aménager des rencontres pour les camions qui travaillaient à la construction de la route pour monter au sommet du mont Orignal.

7. M'étant rendu moi-même au sommet du mont Orignal, j'ai pu constater que, sur la croix, il y a deux antennes, l'une servant de paratonnerre et l'autre, reliée avec une cabine à la base de la croix, est reliée avec la centrale de la Compagnie de téléphone Dorchester inc. Cette station téléphonique servirait de relais pour le réseau de radiotéléphone entre Sainte-Germaine de Dorchester et les paroisses de Saint-Zacharie et Sainte-Aurélie.

Dûment assermenté devant moi, à Sainte-Germaine, le cinquième jour de février mil neuf cent cinquante-neuf.

(signé) Antonio Fortin, secrétaire-trésorier
(signé) Germain Poulin

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Que le député dépose cet affidavit sur la table du greffier et je fais immédiatement arrêter le signataire pour parjure.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Que le ministre dépose la copie de la lettre datée du 11 septembre et adressée à M. Morin, dont on m'accuse d'être l'auteur, et je remettrai l'affidavit au secrétaire⁹.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Je le ferai à une prochaine séance.

L'antenne dont on parle, au bout de la croix du mont Orignal, n'a jamais servi au service téléphonique; elle n'y est même pas reliée. Ce M. Germain Poulin est l'organisateur libéral de Sainte-

Germaine. Il a été récemment défait par une grosse majorité de 380 à 61, dans une élection municipale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 10. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts et outillage (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Compagnie de navigation Charlevoix-Saguenay (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins et ponts de colonisation (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Comment se fait-il que la colonisation a construit un chemin qui ne regarde pas le département, entre le boulevard Talbot et le lac Malbaie, dans le parc des Laurentides? Il s'agit d'une dépense d'environ \$100,000 devant être remboursée par le ministère des Terres et Forêts.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): La construction de ce chemin a été demandée à la Colonisation, l'un dans l'intérêt de la chasse et de la pêche, l'autre pour la protection des forêts, parce que la Colonisation disposait de tous les services techniques nécessaires, ce qui assurait une économie considérable.

Ce n'est pas la première fois que nous procédons de cette façon. À la demande de l'Instruction publique, nous avons déjà construit des puits pour diverses écoles. Il n'y a pas de mur étanche entre les départements. Nous sommes tous au service du même gouvernement. Quand nous pouvons faire épargner de l'argent aux contribuables grâce à notre organisation technique, nous le faisons.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) pose des questions au sujet de l'amélioration des chemins de colonisation et reproche au gouvernement de donner des contrats sans soumissions.

L'honorable M. Bégin (Dorchester): Nous avons donné les contrats après demande de soumissions.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Que le ministre prenne garde. Il peut se faire disputer par le premier ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Du temps de nos amis d'en face, on demandait des soumissions. Ces demandes de soumissions étaient généralement de l'hypocrisie. Quand le contrat était accordé, il en coûtait plus cher à la province que s'il avait été accordé au plus haut soumissionnaire. Dans les spécifications, on s'entendait pour exiger des produits qui n'étaient vendus que par une seule compagnie, etc. De plus, le gouvernement ne s'engageait pas à accepter la plus basse ou la plus haute soumission. Les constructeurs qui avaient les plus basses soumissions étaient, dans bien des cas, ceux qui coûtaient le plus cher à la province.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 14. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôts (Colonisation)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Alexandre Duguay

M. Levesque (Bonaventure): 1. Pour quelles fins particulières le ministère des Pêcheries a-t-il payé la somme de \$1,872 à M. A. Duguay, tel qu'il apparaît à la page 319 des *Comptes publics* de la

province pour l'exercice 1956-1957, sous la rubrique "Autres dépenses"?

2. Quel est le prénom dudit M. A. Duguay?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Pour achat et transport de pierre lors de la construction d'un mur de protection à l'entrepôt frigorifique de Paspébiac.

2. M. Alexandre Duguay, Paspébiac, comté de Bonaventure, P.Q.

Compagnie de téléphone de Dorchester

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Relativement au montant de \$35,557.33 payé par le ministère de la Colonisation à la Compagnie de téléphone de Dorchester inc., montant qui apparaît à la page 205 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1957-1958, sous la rubrique "Autres dépenses":

1. À quel titre ce montant a-t-il été payé: s'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

2. Quelle est la nature exacte des services rendus ou des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

3. À quelle date et à quelles conditions les services ont-ils été rendus ou les marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

4. Si un de ces contrats écrits de services ou d'achats a ou ont été signés, à quelle date l'a-t-il ou l'ont-ils été et par qui: a. pour le gouvernement, b. pour la Compagnie de téléphone de Dorchester inc.?

L'honorable M. Bégin (Dorchester): 1. et 2. Il est répondu par la réponse donnée à la question no 13 au *Feuilleton* de ce jour.

3. Le 16 septembre 1957, à un prix avantageux pour la province, c'est-à-dire pour le prix de \$35,557.33.

4. Oui, le 16 septembre 1957, par M. Émilien Dumas, pour la Compagnie de téléphone de Dorchester, et par l'honorable J.-D. Bégin, pour le département de la Colonisation.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. 28 %, selon le *Montréal-Matin* du 7 février 1959, à la page 5.

2. \$13,421,000, dans la version du *Nouvelliste* du 7 février 1959, à la page 28, et, dans le livre des *Comptes publics* de 1958-1959, on donne le chiffre de \$13,889,483.19.

3. \$1,000,000, selon *Le Soleil* du 7 février 1959, à la page 33. Ce chiffre est moins plausible.

4. Le député fait allusion aux nombreux débats, depuis la guerre, à propos de la margarine et des succédanés du beurre.

5. Selon *La Presse* du 7 février 1959, à la page 18, le discours aurait eu lieu le 19 juillet et rapporté ensuite dans les journaux du 21 juillet. Dans *la Presse canadienne*, on rapporte que M. Lesage avait dit, entre autres choses, que les fonds du ministère de la Colonisation ont servi à des fins électorales et à rendre service aux membres du parti et leurs amis.

6. \$64,000, selon la version du *Nouvelliste* du 7 février 1959, à la page 21.

7. *Le Temps* du 12 février 1959, à la page 16, précise que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Bégin) avait employé le terme "chef de l'opposition" pour désigner M. Jean Lesage.

8. Dans la source, *La Presse* du 7 février 1959, à la page 18, on indique seulement que le premier ministre et les députés ministériels faisaient allusion à la lettre de M. Courcy à Me Jean-Paul Morin en lui répétant continuellement la question "Vrai ou faux?".

9. *L'Événement* du 7 février 1959, à la page 6, note toutefois que M. Courcy remet le document au secrétaire de la Chambre comme quelconque papier officiel du Parlement. Pour sa part, *The Montreal Daily Star* du 7 février 1959, à la page 52, indique qu'aucun des deux documents n'a été déposé.

Séance du mardi 10 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 287 modifiant la charte de la cité de Magog;

- bill 280 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby;

- bill 285 concernant la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières;

- bill 190 modifiant la charte de la cité de Lachine;

- bill 215 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest;

- bill 191 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire;

- bill 138 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 201 de la chiropratique, dans la province de Québec, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Votre comité fait aussi rapport que le préambule du bill 257 concernant la corporation de la paroisse de Brébeuf n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de Magog

M. Gérin (Stanstead) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 287 modifiant la charte de la cité de Magog.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 287 sans l'amender.

M. Gérin (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Instruction publique
à Granby**

M. Russell (Shefford) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 280 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 280 sans l'amender.

M. Russell (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Trois-Rivières**

M. Bellemare (Champlain) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 285 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 285 sans l'amender.

M. Bellemare (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Lachine

M. Laberge (Châteauguay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 190 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 190 sans l'amender.

M. Laberge (Châteauguay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Laval-Ouest

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 215 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 215 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Pointe-Claire

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 191 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 191 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Montréal-Nord

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 138 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des marchés agricoles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 41 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec.

Il s'agit, en l'occurrence, d'amender la loi des marchés agricoles, de façon à préciser les pouvoirs des offices de producteurs et des divers comités qui ont été créés en vertu de cette loi, notamment en ce qui concerne les emprunts et les aliénations de biens.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Rapports médicaux régis par la loi des accidents du travail

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 91 concernant les rapports médicaux régis par la loi des accidents du travail.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Indemnité sessionnelle des parlementaires

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 43 concernant les membres de la Législature.

L'amendement que je désire apporter, dit-il, à la loi concernant les membres de la Législature, a pour effet de changer le chiffre 5 par 6¹.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette mesure a été présentée à la demande de tous les députés. Si un seul vote contre, le bill sera retiré.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 40 modifiant le Code de procédure civile.

Un employeur, dit-t-il, ne pourra plus remercier de ses services un employé dont le salaire a été saisi.

La motion est adoptée. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 140 constituant en corporation la ville de Renaud, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 15 est biffé.

Et les articles 16 à 31 deviennent respectivement les articles 15 à 30.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 147 modifiant la charte de la ville de Montmagny, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Le premier paragraphe du préambule est remplacé par ce qui suit:

"Attendu que la ville de Montmagny a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires de modifier sa charte;"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 187 concernant le testament de Charles Séraphin Rodier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié en ajoutant dans la sixième ligne, après les mots "deux mille cinq cents dollars (\$2,500)", le mot "chacun".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 209 constituant en corporation la ville du Lac-Delage, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 17 est modifié en remplaçant le premier paragraphe par ce qui suit:

"Le second alinéa du paragraphe 9 de l'article 123 de la loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, jusqu'aux premières élections générales, par le suivant:"

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 213 relatif à Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 16 comme article 17:

"17. a. La compagnie, tant qu'elle n'aura pas satisfait aux dispositions de l'article précédent, sera régie uniquement par la loi des assurances de Québec.

"b. À défaut par la compagnie de satisfaire auxdites dispositions, la présente loi cessera d'être en vigueur à l'expiration du délai d'un an stipulé à l'article 16, et la compagnie continuera d'exister et d'être régie uniquement par les dispositions de la loi des assurances de Québec. Alors, le surintendant des assurances publiera un avis à cet effet dans la *Gazette officielle de Québec*, les versements sur les souscriptions au capital-action de la compagnie seront remboursables intégralement aux souscripteurs et les actions prévues à l'article 16 ne seront pas émises aux souscripteurs du fonds de réserve de la compagnie."

Et l'article 17 devient l'article 18.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 244 modifiant la charte de la cité de Saint-Martin, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 7 est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots "appartenant à un cultivateur" par ce qui suit: "appartenant à un cultivateur ou à ses héritiers".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 253 concernant la communauté helléno-canadienne, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la treizième ligne du sous-article 15a, les mots "ne devra acheter, aliéner" par ce qui suit: "ne devra construire, acheter, aliéner".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 268 modifiant la charte de la cité de Verdun, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 8 comme article 9:

"9. L'article 488 de la loi des cités et villes, remplacé pour la cité de Verdun, par l'article 6 de la loi 10 George VI, chapitre 57, est modifié, pour la cité de Verdun, en ajoutant l'alinéa suivant:

"Sont aussi imposables comme immeubles tous fils conducteurs ou tuyaux employés pour produire ou distribuer, pour l'usage du public, la force motrice, la lumière, la chaleur, l'eau, l'électricité ou le gaz, ou pour le transport et la réception de messages téléphoniques, télégraphiques, pneumatiques ou pour la télévision, construits ou placés sur les, au-dessus ou au-dessous des propriétés, rues, ruelles, voies publiques ou ailleurs, comprenant les tuyaux, les poteaux et les tunnels employés à ces fins.

"La présente disposition ne s'applique pas à la Commission hydroélectrique de Québec."

Et l'article 9 devient l'article 10.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 273 concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 9 comme article 10:

"10. Les exécuteurs testamentaires et fiduciaires de feu l'honorable Georges Élie Amyot, s'ils sont unanimes, sont autorisés à imputer de temps à autre, contre les revenus de tout immeuble de la succession, telles sommes qu'ils jugeront à propos pour tenir compte de la dépréciation et de la désuétude de tel immeuble; si tel immeuble est vendu pour un prix excédant la différence entre le coût de tel immeuble et les sommes ainsi imputées à titre de dépréciation et de désuétude, l'excédent sera censé, jusqu'à concurrence du coût de cet immeuble, être un revenu de la succession à la date de la vente, dont les exécuteurs testamentaires et fiduciaires disposeront conformément au testament et au codicille précités; pour les fins du présent article, le

coût d'un immeuble comprendra son coût d'acquisition, ainsi que le coût des grosses réparations et des améliorations capitales."

Et les articles 10 et 11 deviennent les articles 11 et 12.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 276 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié dans le sous-article 13 en remplaçant, dans la troisième ligne de la page 2, les mots "à la communauté" par ce qui suit: "à la communauté ou à toute corporation constituée en vertu de la présente loi".

Projets de loi:

Renaud

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 140 constituant en corporation la ville de Renaud.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Montmagny

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 147 modifiant la charte de la ville de Montmagny.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Testament de Charles Séraphin Rodier

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 187 concernant le testament de Charles Séraphin Rodier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Lac-Delage

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 209 constituant en corporation la ville du Lac-Delage.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Assurance Trois-Rivières & St-Maurice

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 213 relatif à Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Martin

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 244 modifiant la charte de la cité de Saint-Martin.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Communauté hellène-canadienne

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 253 concernant la communauté hellène-canadienne.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 268 modifiant la charte de la cité de Verdun.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Succession Georges Élie Amyot

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 273 concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Communauté des sœurs de Charité de la Providence

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 276 modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 8 est biffé.

2. L'article 9 devient l'article 8.

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 9 devenu 8 comme article 9:

9. L'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 81, est modifié en abrogeant et remplaçant le paragraphe 2° par le suivant:

"2. La cité de Chicoutimi peut imposer, par règlement, et prélever, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite "taxe de vente" n'excédant pas deux (2 %) pour cent du prix de vente ou d'achat, en détail, sauf les exceptions ci-après énumérées, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, vendus, consommés ou utilisés dans les limites territoriales suivantes:

"Les cités et villes de Chicoutimi, Arvida, Jonquière, Kénogami, Port-Alfred, Bagotville et Chicoutimi-Nord.

"Les corporations municipales de Rivière-du-Moulin, canton Tremblay, paroisse Saint-Dominique de Jonquière, canton Chicoutimi, canton Bagot, division nord-ouest, Saint-Jean-Eudes et Grande-Baie (paroisse).

"Sujet aux exceptions du paragraphe 3°, toute personne résidant dans lesdites limites territoriales, ou y faisant affaire, qui, elle-même ou par l'intermédiaire de toute autre, y apporte ou fait en

sorte qu'il lui soit apporté ou qu'il lui soit livré quelques biens mobiliers, marchandises ou articles de commerce, achetés par elle ou par l'intermédiaire de toute autre en dehors dudit territoire pour consommation ou usage, par elle-même, dans ledit territoire, doit immédiatement en faire rapport au percepteur de la taxe, en lui transmettant ou produisant la facture s'il y en a avec tout autre renseignement que celui-ci peut exiger, et, en outre, doit payer à la cité de Chicoutimi, sur le prix d'achat, la même taxe sur la consommation ou l'usage de ce bien qui eût été payée si ce bien avait été acheté au même prix à une vente en détail dans ledit territoire.

"Tout droit au remboursement de la taxe de vente, d'usage ou de consommation payée à la cité de Chicoutimi, en rapport avec un achat fait en dehors du territoire assujetti à la taxe avant l'adoption de la présente loi est périmé.

"Il ne pourra y avoir double imposition de la taxe de vente, d'usage ou de consommation contre la même personne relativement au même achat, usage ou consommation."

Projets de loi:

Charte de Chicoutimi

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 146 modifiant la charte de la cité de Chicoutimi.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du lieutenant-gouverneur:

Budget supplémentaire 1958-1959 (2)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) transmet à M. l'Orateur un message de l'honorable lieutenant-gouverneur de la province.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

Onésime Gagnon, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire (no 2) des dépenses pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, conformément aux dispositions de l'article 54 de

l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement
Québec, le 10 février 1959
(Document de la session no 2-A)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le message de l'honorable lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.
Adopté.

Subsides:

Budget supplémentaire 1958-1959 (2)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Budget supplémentaire no 2 des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 71 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1959.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit d'un budget de \$100,000 pour l'administration de la justice pour des poursuites criminelles. Le gouvernement actuel veille à l'observation stricte des lois. Comme le nombre de transgresseurs, en grande partie de l'extérieur, a augmenté, il en est résulté des dépenses supplémentaires. Ce sera probablement sanctionné aujourd'hui.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution du comité des subsides est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

**Budget supplémentaire
1958-1959 (2)**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1959, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme ne dépassant pas \$100,000.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:

**Loi des subsides No 2,
1958-1959**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 42 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959 et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Questions et réponses:

**Paiements faits à Jean-Marc Roy, Roch Roy,
Paul-Émile Roy et J. Sasseville Roy**

M. Dionne (Rimouski): 1. Quelles sommes d'argent le gouvernement de la province a-t-il payées, au cours de chacune des années financières 1955-1956, 1956-1957, 1957-1958 et depuis le 1^{er} avril 1958 jusqu'au 15 décembre 1958:

a. À M. Jean-Marc Roy, avocat et procureur de la couronne à Chandler et résidant à Sainte-Adélaïde de Pabos?

b. À M. Roch Roy, avocat, de Gaspé?

c. À MM. Paul-Émile Roy et J. Sasseville Roy, entrepreneurs de Gaspé?

2. Par l'entremise de quels ministères, départements, offices, régies ou commissions, ces sommes d'argent ont-elles été payées aux susdites personnes et à quel titre dans chaque cas?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. et 2. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Ministère</i>	<i>Année</i>	<i>Montants</i>
a. Revenu	1/4/58 au 31/12/58	\$ 9.02
Pêcheries	1956-1957	35.00
Pêcheries	1957-1958	314.14
Pêcheries	1/4/58 au 31/12/58	137.60
Procureur général	1956-1957	Voir <i>Comptes publics</i>
Procureur général	1957-1958	Voir <i>Comptes publics</i>
Procureur général	1/4/58 au 31/12/58	\$6,445.39
Voirie	1955-1956	Voir <i>Comptes publics</i>
Voirie	1956-1957	Voir <i>Comptes publics</i>
Voirie	1957-1958	\$1,265.35
Voirie	1/4/58 au 31/12/58	110.45
Ces divers montants ont été payés pour honoraires professionnels		
b. Chasse	1956-1957	\$ 78.20
Chasse	1957-1958	15.70
Chasse	1/4/58 au 31/12/58	195.00
Revenu	1957-1958	\$ 51.79
Revenu	1/4/58 au 31/12/58	71.15
Pêcheries	1957-1958	195.51
Procureur général	1955-1956	347.00
Procureur général	1956-1957	90.00
Procureur général	1957-1958	30.00
Procureur général	1/4/58 au 31/12/58	120.00
Voirie	1955-1956	\$4,622.89
Voirie	1956-1957	Voir <i>Comptes publics</i>
Voirie	1957-1958	Voir <i>Comptes publics</i>
Voirie	1/4/58 au 31/12/58	\$8,633.14
Ces divers montants ont été payés pour honoraires professionnels		
c. Chasse	1956-1957	\$ 45.00
Chasse	1957-1958	91.50
Mines	1955-1956	Voir <i>Comptes publics</i>
		Voir <i>Comptes publics</i>
Mines	1956-1957	et en plus - \$938.84
		Voir <i>Comptes publics</i>
Mines	1957-1958	et en plus - \$868.74
Mines	1/4/58 au 31/12/58	\$280,280.10
		Voir <i>Comptes publics</i>
Voirie	1955-1956	et en plus - \$910.00
Voirie	1956-1957	Voir <i>Comptes publics</i>
Ces divers montants ont été payés pour transport de bois, travaux et construction de chemins, location d'outillage		

Projets de loi:

Indemnité sessionnelle des parlementaires

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 43 concernant les membres de la Législature.
Adopté.

Demande et dépôt de documents:

Permis de la Commission des liqueurs, Notre-Dame-de-Grâce

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance, requête, mémoire, lettre ou télégramme échangé depuis le 1^{er} janvier 1958 jusqu'au 15 janvier 1959, entre toute personne, société, organisation, etc., et le premier ministre, son chef de cabinet ou le président de la Commission des liqueurs de Québec, relativement à un permis pour l'opération d'une taverne pour la vente de la bière au coin des avenues Old Orchard et Monkland, dans le district électoral de Notre-Dame-de-Grâce à Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement est consentant à accepter une motion de produire la correspondance relative à l'émission d'un permis pour vente de bière dans une taverne dans Notre-Dame-de-Grâce, mais à la condition que l'opposition soit raisonnable et change les modalités de sa motion de façon à ce qu'elle ne réclame que les documents échangés entre les intéressés, le premier ministre, son chef de cabinet et le gérant de la Commission des liqueurs. Il ne serait pas raisonnable qu'on nous demande de fouiller dans tous les ministères.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)

accepte la suggestion en ce sens, mais proteste toutefois contre l'octroi de ce permis. La décision au sujet du permis a été entièrement prise par un directeur adjoint de la Commission des liqueurs du Québec; le directeur avait été hospitalisé trois semaines avant l'émission du permis et son séjour s'est prolongé longtemps après que le permis a été accordé.

Moi-même, j'ai tout fait en mon pouvoir pour que le gouvernement se rende au désir de la population d'empêcher l'ouverture de la taverne, mais en vain. J'espère simplement qu'on y veillera de près et je fais la promesse que, s'il est permis à des mineurs de boire dans cet endroit, j'emploierai tous les moyens possibles pour que le permis soit révoqué.

Les autorités religieuses et les groupements de citoyens de Notre-Dame-de-Grâce ont eux aussi remué ciel et terre pour bloquer l'affaire. Ils ont été unanimes à demander que le permis soit refusé. J'ai reçu des centaines de lettres et de téléphones de gens de mon comté qui s'opposent à la nouvelle buvette et qui me demandent d'intervenir. Je continuerai la bataille pour que le permis soit abrogé. N'est-il pas possible de le rescinder?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le permis a été accordé par le gérant de la Commission des liqueurs, M. Édouard Rivard, de sa propre autorité. Je ne blâme pas les gens de Notre-Dame-de-Grâce d'être intervenus dans ce problème, en s'opposant au permis. C'est leur affaire, mais je ne vois pas comment j'aurais pu intervenir personnellement, étant donné qu'il n'y a aucun empêchement légal à l'octroi de ce permis. Mais il faut prendre en considération le fait que Notre-Dame-de-Grâce est dans Montréal, où il n'y a pas de règlement de prohibition, que le permis a été octroyé dans un endroit commercial, qu'il s'agit d'une taverne et non d'un club ou d'un café, et que les heures de vente y sont plus limitées que dans le cas d'un club. Ce permis a été octroyé dans le cours ordinaire des choses. La loi va donc suivre son cours et nous nous conformerons à la loi!

Par contre, si jamais les détenteurs du permis violent les règlements en ne respectant pas la loi, nous y verrons dans la limite de notre juridiction et ils en subiront les conséquences.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Je ne comprends pas que le procureur général ne soit pas intervenu devant des protestations aussi nombreuses pour empêcher que le permis soit accordé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le procureur général n'a pas grande autorité sur ces matières. De toute façon, la taverne en question a été érigée dans un secteur commercial, et il n'y a, par conséquent, aucun empêchement légal à l'octroi du permis.

Je vois que le député n'a pas lu un jugement récent de la plus haute cour du Canada². En vertu de cet arrêt, je n'aurais pas grand-chose à dire et je ne peux intervenir dans les affaires de la Commission des liqueurs. L'autorité du procureur général semble très restreinte et il semble y avoir peu de jurisprudence en ces matières. Je ne suis pas prêt à partager cet avis, mais, dans le cas actuel, je dois dire

que le permis a été accordé, sans aucune intervention de ma part, par le président de la Commission des liqueurs de Montréal, qui est un homme honnête dont l'intégrité et la compétence ne peuvent être mises en doute, sur les représentations qu'on m'en a faites.

Il ne s'agit pas en réalité d'un nouveau permis accordé à Notre-Dame-de-Grâce, mais d'un transfert; que les tavernes ne pouvaient vendre que de la bière et à des heures limitées; que celle-ci se trouvait sur une rue commerciale; que les lieux avaient été inspectés pour voir si tout était conforme aux règlements. Je ne crois pas, dans les circonstances, qu'il eût été normal que j'intervienne.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La cause à laquelle le premier ministre a fait allusion est-elle encore en appel devant l'opinion publique?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les causes dans lesquelles le premier ministre est intéressé sont toujours en appel devant le peuple, devant l'opinion publique. Tout ce que je puis souhaiter au chef de l'opposition, c'est d'avoir autant de courage et d'être aussi conscient de ses responsabilités pour l'intérêt public que celui qui parle.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'affaire est donc *sub judice*!

La motion est adoptée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 48)

Subsides:

**Budget des dépenses
1959-1960**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que

le gouvernement actuel ait toujours systématiquement mis de côté les demandes de soumissions par annonces publiques pour l'exécution de travaux publics par les divers ministères".

Le meilleur moyen d'administrer honnêtement l'argent provenant des taxes, en ce qui a trait aux travaux publics, c'est de demander des soumissions publiques pour tous ces travaux. La loi impose cette condition aux contrats qu'accorde notamment le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain).

Il (M. Galipeault) cite le texte de la loi des travaux publics qui fait au ministre un devoir de demander des soumissions par annonces publiques. La loi stipule qu'il est du devoir du ministre de demander des soumissions, par annonces publiques, pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise, si ce n'est dans les cas d'urgence, lorsque le délai est préjudiciable aux intérêts publics ou lorsque, d'après la nature de l'ouvrage à faire, il peut être exécuté plus promptement et plus économiquement par des employés et serveurs du département. À Ottawa, quelle est la coutume? On y procède par voie de soumissions publiques.

Dans toutes les autres provinces du Canada, quelle est la coutume? On demande des soumissions publiques. C'est la coutume d'inviter ainsi les entrepreneurs à présenter des devis, puis de confier les travaux à l'entreprise qui fait les conditions les plus avantageuses. Autrefois, sous les gouvernements libéraux qui ont dirigé la province de Québec, soit sous MM. Gouin, Taschereau et Godbout, on procédait de la même façon; les soumissions publiques ont toujours été la règle.

L'Union nationale a mis la loi de côté. Cette tradition politique, gage d'une saine politique financière, également suivie par les anciens régimes libéraux du Québec, est disparue avec l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale. On pourrait même affirmer que c'est là, peut-être, la plus grande réalisation de l'Union nationale. En 1935 et en 1936, pourtant, l'Union nationale avait inséré dans son programme le principe: "Pas de travaux publics sans soumissions". Mais, au lendemain des élections, elle trompait déjà l'électorat en ne tenant pas ses promesses d'avant 1936 et en abolissant les soumissions publiques.

Depuis, le premier ministre a trouvé toutes sortes de raisons pour ne pas demander ces soumissions publiques, comme il s'y était engagé en 1935. Notamment la montée des prix et des salaires dans le cas de certains travaux, s'échelonnant sur

plusieurs années, qui empêcherait les entrepreneurs de prévoir l'augmentation du prix des matériaux et de la main-d'œuvre. Cette raison n'en est pas une car, tous les jours, des contrats sont signés dans lesquels on donne des garanties aux entrepreneurs au sujet de cette hausse des prix. Et on peut toujours inclure dans un contrat une clause pour indemniser le signataire.

Il y a aussi la raison des extras. Le premier ministre oublie que, chaque jour, le gouvernement paie des extras pour des contrats à forfait. L'excuse que l'on veut épargner la taxe de vente ne tient pas plus. D'ailleurs, malgré les extras, des entrepreneurs travaillent à forfait pour le ministère des Travaux publics.

Le premier ministre a aussi invoqué, ces dernières années, la récupération d'argent versé à Ottawa sous forme de taxe sur les ventes et d'accise pour justifier son attitude devant les soumissions publiques. Or, les fonds récupérés par le gouvernement provincial sont de \$678.28, en 1956, pour un pont sur la Richelieu, qui a coûté \$1,388,421. La récupération est tellement minime que c'est une économie de bouts de chandelles en regard de ce que la province paie en plus, en ne demandant pas de soumissions publiques. Plutôt que de s'attacher à ce genre de récupération, il vaudrait mieux réclamer publiquement des soumissions; cela permettrait de faire des économies beaucoup plus appréciables. Cet argument d'économie mis de l'avant par le gouvernement n'est pas acceptable!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Dire que ça a été à l'école!

M. Galipeault (Québec-Ouest): Or, le gouvernement actuel a complètement aboli le système des soumissions publiques. Il l'a aboli non seulement pour le ministère des Travaux publics, mais aussi pour tous les autres secteurs de l'administration. Il a remplacé les soumissions publiques par trois sortes de contrats; il les a remplacées par des contrats à pourcentage, des contrats à soumissions fermées et des contrats à prix approximatifs basés sur des prix unitaires. Quand il y a soumissions fermées, c'est à peu près uniquement pour la forme, car on sait bien dans le monde de la construction que, dans la plupart des cas, le nom de celui qui exécutera le travail est connu avant même la présentation des soumissions, avec le résultat que les prix sont audacieusement élevés.

Il cite des exemples de chaque sorte de contrats, notamment, dans le compartiment des contrats à pourcentage, celui du pont de Trois-Rivières qui a mal fini, dit-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'était mieux que le palais de justice de Québec.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Comparons le système fédéral et le système de la province de Québec en donnant comme exemple la différence de prix obtenus par soumissions publiques. Le pont de l'Île-aux-Allumettes, sur la rivière Outaouais, est un pont interprovincial; la partie de la province de Québec n'a que 663 pieds et elle a coûté \$1,368,671, à la suite de trois supposées soumissions. À la suite de soumissions publiques, le fédéral a accordé un contrat à la Compagnie Pentagone de Montréal, pour une autre partie de 1,018 pieds de longueur, qui franchit un bras de rivière plus profond et qui a coûté seulement \$800,000.

Voilà un exemple frappant des économies qu'on peut obtenir en procédant par soumissions publiques.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Parlez-nous de l'Imprimerie nationale à Ottawa.

M. Galipeault (Québec-Ouest): On épargnerait des millions. Le gouvernement, avec ses contrats en régie, paie souvent des commissions à ses entrepreneurs. Le pourcentage payé comme profit aux entrepreneurs par le gouvernement varie selon toutes sortes de circonstances. Il peut aller de 5 % et 6 % à 20 % et 25 % du prix des travaux.

Le 28 janvier 1959, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) a répondu à une question³ relativement au palais de justice de Saint-Hyacinthe: Si les travaux ont été exécutés sur une base de pourcentage, quel en a été le taux? La réponse indique que le gouvernement a accordé un pourcentage qui a été de 10 % pour administration et profits sur les matériaux, les sous-contrats, loyer de machinerie, gros outillage, camionnage, salaires, etc., plus 15 % sur les salaires seulement pour tenir compte des items suivants: accidents de travail, primes de vacances, assurance-maladie, responsabilité publique, assurance-chômage, comité conjoint, salaire d'un commis sur les chantiers, petit outillage et taux plus élevés que la cédule des justes salaires pour certains métiers spécialisés, étant donné les difficultés et les risques de travaux en sous-œuvre.

C'est donc de 22 % à 23 % de pourcentage payé aux entrepreneurs.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Personne n'a le droit de

lire un document et dire ensuite le contraire de ce qu'on y trouve. Le document dit 15 % et le député dit 23 %.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre n'a pas lu la réponse au long, car il y est bien dit 10 % sur matériaux et salaires, et 15 % sur salaires seulement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le 15 %, c'est pour protéger les travailleurs contre les accidents. Ce 15 % ne représente pas des profits, mais des dépenses réelles au profit des ouvriers. On ne demande pas au député de tout comprendre, mais, au moins, il devrait saisir la portée de ce qui est écrit dans la réponse du ministre.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je comprends assez bien pour comprendre que le ministre a répondu 10 % sur matériaux et salaires et 15 % sur les salaires seulement. J'affirme que 10 % et 15 % représentent un pourcentage plus élevé que 20 % sur le coût des travaux.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): Parlez-nous du palais de justice de Québec.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Plût au ciel que l'Union nationale n'ait rien d'autre chose à se reprocher que la réfection du palais de justice de Québec. Si tel était le cas, l'Union nationale ne serait pas en train de perdre son prestige; elle ne serait pas en train de perdre la prochaine élection générale.

Tous les contrats accordés par le gouvernement sont illégaux parce que la loi n'est pas observée, et chaque fois que le Conseil exécutif approuve un de ces contrats sans soumissions publiques, il viole ses propres promesses, il viole également la loi des travaux publics et commet une illégalité.

Une administration saine et honnête a toujours recours à des soumissions publiques. C'est à cause de cela que l'opposition croit de son devoir de protester et de présenter une motion en amendement à la motion pour aller en subsides⁴.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les propos du député de Québec-Ouest n'ont rien de neuf. J'ai écouté avec amusement le député qui n'a fait que répéter la rengaine que les députés libéraux disent à chaque session, depuis 1944, pour essayer de convaincre l'opinion publique que l'administration de la province de Québec n'est pas honnête. Cette

opposition libérale, malgré ses accusations répétées à chaque session, n'en a pas moins été battue systématiquement en 1944, battue en 1948, rebattue en 1952 et rebattue en 1956. La population a montré tout l'intérêt qu'elle lui porte en élisant continuellement le gouvernement actuel. La population approuve la politique de l'Union nationale, comme elle le montrera encore au prochain scrutin.

Car la population du Québec sait que le gouvernement de l'Union nationale administre la province comme font les grandes compagnies du pays. Celles-ci ne demandent jamais de soumissions publiques pour l'exécution de travaux publics, comme la compagnie de téléphone Bell, le Pacifique Canadien, la Banque de Montréal, etc. Pour la construction de son nouvel édifice, l'administration du quotidien *La Presse* n'a pas demandé de soumissions publiques, quoiqu'elle disposait de sa propre publication pour le faire, si elle l'avait souhaité. Ils reçoivent des devis d'un certain nombre d'entrepreneurs qu'ils considèrent comme suffisamment compétents pour exécuter le projet. Et les gens qui construisent des maisons ne demandent pas non plus de soumissions publiques. Ils s'adressent directement aux entrepreneurs solvables les plus compétents, comme le fait le gouvernement. Je préfère, dit-il, personnellement faire affaire avec des firmes reconnues, solvables et capables d'accomplir un bon travail.

Mais il arrive souvent, d'ailleurs, que le gouvernement s'adresse à plusieurs entrepreneurs à la fois pour obtenir des prix, de préférence dans la région où sont faits les travaux. Dans tous les cas, les ingénieurs du ministère, s'il s'agit de ponts, et les architectes s'il s'agit de bâtisses, préparent des plans et des devis précis. Ces mêmes ingénieurs ou architectes du ministère examinent chacune des soumissions, avant d'accorder le contrat. Quand la demande de soumissions est envoyée au département, le ministère exige un chèque accepté représentant 10 % du coût du contrat, comme police de garantie. Donc, nous prenons toutes les précautions nécessaires.

Le peuple se souvient de ce qui se passait au temps de nos amis d'en face. Au temps des libéraux, on demandait des soumissions publiques. Cela ne signifiait pas grand-chose. Le peuple se souvient du pont de Charny qui n'a pas été terminé. Prenons aussi, par exemple, la construction du pont de l'Île d'Orléans. Le gouvernement Taschereau avait demandé des soumissions publiques pour les travées d'approche. La soumission la plus basse fut celle de

Côté et Gauthier, de Saint-Grégoire, pour \$470,000. A-t-on accordé le contrat à Côté et Gauthier? Non. Le contrat fut donné à la compagnie St. Lawrence Engineering pour un prix de \$605,300, soit \$147,430 de plus que la soumission la plus basse. Le député de Québec-Ouest a peut-être entendu parler déjà de cette compagnie. Il y avait, dans les administrateurs de cette corporation, un nommé Adélard Deslauriers.

On a dit que cette dernière compagnie pouvait faire un meilleur travail, mais tel n'a pas été le cas. On prétendait que la St. Lawrence bâtirait des batardeaux, afin de faire les piliers à sec. Les batardeaux n'ont jamais été construits, de sorte que c'est de l'eau qui rentrait dans les piliers à la place du ciment. Comme l'eau s'infiltrait dans les piliers, le gouvernement actuel a dû faire les réparations nécessaires à un coût élevé. En définitive, au lieu de payer \$605,000, la province a payé \$699,845, plus \$17,643 d'intérêts pour paiements faits en retard. Pour ce seul contrat, la province a payé \$1,483,000, soit \$916,000 de plus que la soumission la plus basse.

J'aime mieux notre manière honnête de demander des prix compétitifs à des entrepreneurs solvables, sur recommandation des architectes et ingénieurs du département, que de procéder comme nos adversaires.

Mes prédécesseurs, MM. T.-D. Bouchard et Geo. Dansereau, n'ont d'ailleurs jamais demandé de soumissions publiques pour un grand nombre de contrats. Dans le seul service des bâtisses, nous accordons en moyenne cinq contrats par jour et plusieurs sont pour des petits montants. M. Bouchard disait que c'était un système de fous que d'exiger des soumissions publiques chaque fois...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Et un système d'hypocrites!

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les contrats accordés par soumissions publiques, sous le régime précédent, coûtaient ainsi souvent plus cher que le prix de la plus basse soumission. En effet, les anciennes administrations libérales n'accordaient pas toujours le contrat au plus bas soumissionnaire. C'est un procédé hypocrite!

Au sujet de la reconstruction du palais de justice de Saint-Hyacinthe, l'opposition prétend que la façon de procéder à cet endroit est épouvantable. Il s'agissait de travaux spéciaux, en dessous des murs de la bâtisse. L'entrepreneur a dû prendre une police considérable pour protéger la vie de ses ouvriers, car les risques y étaient considérables. Il a été payé un

peu plus à cause de cela, et, grâce aux soins que nous avons pris, cet édifice historique va être rénové. Nous avons construit trois annexes au coût global de \$3,000,000. Nous avons ainsi épargné au moins \$300,000.

Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a parlé du palais de justice de Québec. Il ne faut jamais parler de corde dans la maison d'un pendu. Les plans avaient été tellement "bien faits" qu'on avait oublié d'entrer les fournaies avant de fermer les murs. Il a fallu démolir un mur pour réparer cet oubli. On a défait aussi l'intérieur à plusieurs reprises pour le reconstruire. Les restaurations répétées de l'édifice du palais de justice de Québec ont coûté plus cher que la construction du palais de justice lui-même.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il est étrange, en tout cas, que ce soit le représentant de Québec-Ouest (M. Galipeault) qui ait soulevé la question. Qui était le ministre des Travaux publics à cette époque?

M. Galipeault (Québec-Ouest): Mon père!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Et le père du député de Québec-Ouest, qui était alors ministre des Travaux publics, était également l'avocat de M. Deslauriers.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il y avait sur la liste de paie des entrepreneurs du palais de justice beaucoup de gens qui ne travaillaient pas là et qui n'ont jamais participé à ces travaux. Des ouvriers, dont le salaire inscrit sur la liste était de \$1.50, ne recevaient en réalité que \$1. On entrainait les matériaux par une porte et ils sortaient par l'arrière par une autre. Voilà comment procédaient les libéraux. On a là un exemple de leur système de travaux publics.

Dois-je citer aussi, comme exemple du système libéral, le cas beaucoup plus actuel de l'Imprimerie nationale à Ottawa? Des sommes énormes ont été investies dans sa construction. En face de ces faits, que vaut donc le système des soumissions publiques? Le peuple sait que le gouvernement travaille dans le meilleur intérêt de la province.

Relativement au pont des Allumettes dont a parlé le député de Québec-Ouest, il n'a pas par-devers lui le dossier de ce pont, mais il sait bien qu'il est impossible de comparer deux ponts, sans tenir compte de tous les détails de la construction. Un pont, ça ne se vend pas à la livre. Ce qui fait le coût d'un pont, ce sont les fondations. Tout dépend de la profondeur de l'eau. La partie qu'on ne peut pas voir.

Les soumissions publiques n'ont jamais été une garantie, car plusieurs ponts, construits sous les régimes libéraux, après soumissions publiques, sont tombés. Par exemple le pont de Val-des-Bois, où l'eau avait une profondeur de 40 pieds, et où il a fallu planter des pilotis de 90 pieds de longueur. Il cite plusieurs petits ponts construits par les libéraux, notamment, dit-il, celui de Sayabec, de la rivière aux Chiens, qui n'étaient plus là quand est arrivée la cérémonie de leur inauguration. Pourtant, tous ces ponts qui se sont effondrés avaient été construits en vertu du système de soumissions publiques. Un pont, celui de la Barrière, à Chénéville, a été construit trois fois par les libéraux, avant qu'il ne se décide à tenir. Le pont suspendu de la rivière Montmorency a également croulé, entraînant deux personnes dans la mort.

Le pont de Québec a été construit en vertu de soumissions publiques. Pourtant, il est tombé deux fois, entraînant la mort de plus de cent personnes et des dépenses additionnelles très considérables. Il a fallu dépenser \$5,000,000 pour le réparer dans ce temps-là. Aujourd'hui, il en coûterait \$30,000,000 pour les mêmes travaux. Pourtant, personne n'a brailé, car c'était un accident.

La population de Québec sait que l'opposition revient chaque année avec cette question. Plus les libéraux en parlent, plus ça fait notre affaire. Le peuple sait que le gouvernement de l'Union nationale travaille dans son intérêt et dans le meilleur intérêt de la province.

Il donne des explications sur un extra de \$48,000 payé pour le pont de Donnacona. Ce montant fut payé parce qu'en décembre 1957, il y a eu un dégel qui a causé une débâcle sur la rivière Jacques-Cartier. La glace a emporté les charpentes érigées pour la construction du pont. Le gouvernement a dû payer pour les dommages causés par un acte de Dieu.

La motion du député de Québec-Ouest, soutient-il, est hors d'ordre.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) viole la loi du département qu'il dirige, la loi de la province! Le gouvernement agit en violation flagrante de la loi en ne procédant pas par voie de soumissions publiques. Le gouvernement administre la province comme si elle lui appartenait.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je ne viole pas la loi, je passe outre, car, dans l'opinion de deux ministres des Travaux libéraux, MM. Bouchard

et Dansereau, c'est une loi de fous. Nous demandons toujours des soumissions, mais pas par annonces publiques, parce que c'est une façon hypocrite d'accorder des contrats.

M. l'Orateur: Je prie le député de Saint-Maurice de ne pas imputer au ministre des Travaux publics des paroles ou des expressions qu'il n'a pas employées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre admet qu'il y a une loi qui l'oblige à demander des soumissions publiques et admet qu'il n'a jamais demandé de soumissions. Donc, il admet qu'il viole la loi depuis que l'Union nationale est au pouvoir.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je n'ai jamais admis avoir violé la loi. J'ai dit que cette loi forçait à recourir à des méthodes mensongères et hypocrites.

M. l'Orateur: Je prie le député de ne pas imputer au ministre des paroles ou des expressions qu'il n'a pas employées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors, je dis qu'il est vrai que le ministre n'a pas le courage de dire qu'il a violé la loi, mais les faits parlent d'eux-mêmes. Il affirme qu'il ne respecte pas la loi, parce que c'est une loi de fous. Si l'on est aussi convaincu que cela de la chose, qu'on ait le courage de changer la loi. Qu'on prenne ses responsabilités ouvertement.

Il cite le cas du pont de l'Île-aux-Allumettes, dans le comté de Pontiac, comme exemple des économies qu'on pourrait faire avec des soumissions publiques.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) revient avec le cas du pont de l'Île d'Orléans.

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est le présent gouvernement qui l'a réparé.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Si nous n'avions pas eu en vue les intérêts de la province, nous l'aurions laissé tomber.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour se justifier de ne pas demander de soumissions publiques, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) a cité le cas du pont de l'Île d'Orléans, construit après soumissions. Le fait que ce pont, construit après demande de soumissions publiques,

ait dû plus tard être réparé ne constitue pas un argument en faveur d'un système contraire, pas plus le fait que le pont de Québec soit tombé. À en croire le ministre des Travaux publics, les ponts construits après demande de soumissions publiques ne sont pas bons. Le pont de Duplessis de Trois-Rivières a-t-il été construit après demande de soumissions publiques? Non. Il a été construit à pourcentage, et pourtant, il est tombé. Cela ne prouve rien. Les faits parlent d'eux-mêmes. Si l'on en croit le ministre, les ponts construits après demande de soumissions publiques ne sont pas bons.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): J'ai dit que la demande de soumissions publiques était une méthode hypocrite. Un contrat de \$100,000 a été accordé pour le bureau de poste de Joliette, et l'entreprise a coûté \$400,000.

M. Hamel (Saint-Maurice) cite des documents pour démontrer que la Crémazie Construction devait agir comme agent du gouvernement et donner des sous-contrats, payer des salaires et se faire ensuite rembourser les argents dépensés. Pour ses services, la compagnie a reçu 5 % de commission. À cause de cela, elle a accordé un seul contrat à forfait de \$1,496,000⁵ avec la Dominion Bridge, ce qui lui a rapporté une commission de \$75,000.

Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a parfaitement raison de dire que le ministre des Travaux publics viole une loi claire et nette. Cette loi que citait tout à l'heure le député, elle n'a pas été abrogée par le gouvernement actuel. Elle est encore dans nos Statuts. Elle fait au ministre un devoir de demander des soumissions, non pas privément, non pas à quelques privilégiés amis du gouvernement, mais par annonces publiques. Si le gouvernement prétend que les soumissions publiques, c'est un système de fous et une loi hypocrite, pourquoi n'a-t-il pas le courage de proposer d'abolir la loi qui l'impose? Le gouvernement ferait alors connaître son visage au grand jour.

Le ministre a bien raison de dire que, je répète avec lui, ce qui coûte cher dans la construction des ponts, c'est ce que l'on ne voit pas.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce qu'on entend aujourd'hui, c'est la rengaine habituelle de l'opposition, qui se répète à chaque session et qui s'est répétée à chaque élection, avec le résultat que l'on connaît.

Nous agirions, disent nos amis d'en face, contrairement à la loi obligeant de demander des

soumissions publiques. Or, cette loi dont a parlé le député de Québec-Ouest (M. Galipeault), elle existait bien longtemps avant l'arrivée du gouvernement actuel. Et, si le ministre actuel la viole, il ne fait que continuer la tradition établie par ceux-là mêmes qui ont adopté cette loi et qui ne l'ont jamais respectée. MM. Dansereau et Bouchard, prédécesseurs du ministre actuel des Travaux publics, procédaient exactement de la même façon que lui.

En somme, de quoi s'agit-il? De rechercher la meilleure façon d'octroyer les contrats pour l'exécution des travaux publics. Or, cette méthode qu'on nous reproche et que nous n'avons pas inventée, c'est celle que suivent toutes les grandes entreprises à travers le pays, comme les banques, le Pacifique Canadien, etc. Le député de Saint-Maurice dit: C'est justement ce qu'on vous reproche, d'agir comme l'entreprise privée, comme s'il s'agissait de vos deniers à vous. Mais quand les directeurs d'une banque ou d'un chemin de fer octroient un contrat, est-ce qu'il s'agit de leurs deniers à eux?

Partout, on est venu à cette conclusion que l'autre procédé est, comme l'a dit le ministre des Travaux publics, un procédé hypocrite. Pourquoi des soumissions hypocrites? Avec les techniques modernes, on sait ce qu'il en coûte de préparer des soumissions. C'est considérable! Serait-il juste, honnête d'appeler à soumissionner des gens à qui on ne voudra jamais octroyer le contrat et qui ne pourront jamais obtenir le contrat, parce qu'ils n'ont pas la compétence, l'outillage ou les garanties financières suffisantes? Il n'y a pas une loi au pays qui oblige à donner le contrat au plus bas soumissionnaire. Par contre, quand on ne fait appel qu'à des gens compétents, outillés, solvables, c'est là qu'on peut s'engager à accepter la plus basse soumission. Le gouvernement croit qu'il est plus honnête de traiter exclusivement avec des entrepreneurs solvables et compétents.

Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a parlé d'un cas d'une construction où nous n'aurions récupéré que \$600 de taxes fédérales. Tous les gens intelligents comprendront qu'il ne s'agit là que des taxes remboursées et que le montant ne comprend pas les \$35,000 ou \$40,000 qu'Ottawa ne nous a pas remboursés, pour la bonne raison que nous ne les avions pas payés.

C'est inconcevable comme manque de sérieux. Le représentant de Saint-Maurice (M. Hamel) a fait une comparaison entre le pont de l'Île-aux-Allumettes et le pont fédéral sur l'Ottawa. Elle ne tient pas! C'est vrai que la section construite par Ottawa était plus longue, mais ce qu'on a omis de dire, c'est que, dans le contrat signé par Québec, les

approches sont comprises dans le pont provincial, tandis qu'elles ne le sont pas dans le pont fédéral. Le montant mentionné excluait donc les approches, qui étaient comprises dans la section provinciale. De plus, la section du pont provincial est capable de résister à de plus fortes charges. Il a été construit pour porter 40 tonnes par travée, contre 36 tonnes pour la section du pont fédéral. Le député de Québec-Ouest sait-il que ce n'est pas la même chose? Qu'il aille veiller chez lui un soir et qu'il s'informe!

(Rires)

S'il est un député qui ne devrait pas ignorer ces choses-là, c'est bien celui de Québec-Ouest. Il a été élevé là-dedans. Son père a été ministre des Travaux publics pendant des années⁶. Je me souviens d'avoir entendu, quand j'étais jeune, une discussion en Chambre. Le chef de l'opposition du temps disait: "Je vois dans les *Comptes publics* le nom d'un M. Deslauriers. Le ministre peut-il me dire ce que fait ce M. Deslauriers?" Le ministre du temps disait, la main sur l'oreille: "Monsieur qui?". Le chef de l'opposition disait: "M. Deslauriers". Le ministre se penchait vers son sous-ministre et répondait: "Mon sous-ministre m'informe que c'est un menuisier."

"C'est un menuisier bien payé, reprenait le chef de l'opposition, car je vois dans les *Comptes publics* un montant de plus de \$100,000 qui lui a été payé."

Le ministre se penchait de nouveau vers son sous-ministre. Puis il se redressait en disant: "Mon sous-ministre m'informe que c'est un entrepreneur menuisier." Et, dans la suite de la discussion, on apprenait que l'avocat de ce M. Deslauriers portait exactement le même nom de famille et le même prénom que le ministre. Imaginez-vous un peu l'avocat de M. Deslauriers demandant au ministre un contrat pour son client!

Il reste de tout cela que le ministre actuel des Travaux publics (M. Lorrain) procède exactement de la même façon que toutes les grandes entreprises du pays. Tout le monde admet que c'est le meilleur système dans les circonstances actuelles. L'opposition parle de "rake-off"⁷. Ça paraît l'impressionner beaucoup. Elle en rêve. Mais trouvez-moi une entreprise qui ne paie pas plus de 5 % sur ses contrats à pourcentage. C'est le prix le plus bas qu'il soit possible d'obtenir. L'entrepreneur a quand même la responsabilité entière des travaux. C'est lui qui prend tous les risques. La preuve, c'est qu'on garde pendant un an, après la fin des travaux, la somme qu'il a dû déposer en garantie. Le 5 % payé par le gouvernement actuel sur ses contrats à pourcentage est quelque chose dont il y a lieu de s'enorgueillir.

Le peuple a maintes fois approuvé notre façon de procéder et je suis convaincu qu'à la prochaine occasion, il rendra encore le même verdict.

M. Brown (Brome): Les libéraux, tant à Ottawa qu'à Québec, ont généralement procédé par voie de soumissions publiques dans le passé. Avec le système de l'Union nationale, on préfère favoriser des amis du régime. Il est difficile ensuite pour l'opposition de juger du bien-fondé des montants versés aux entrepreneurs, car on ne fournit guère de détails.

Le cercle des amis qui obtiennent des contrats se rétrécit continuellement et on en vient à une véritable centralisation. Tout se passe en cachette. Le public n'y voit plus grand-chose. Il ne faut pas oublier que la centralisation a amené la chute d'Alexandre le Grand, de l'empire romain, de Napoléon et de Batista⁸.

Les libéraux ne peuvent jamais obtenir de contrats, sous le gouvernement actuel. Avec l'Union nationale s'est établie chez nous une sorte de "Family Compact". Il faut être favorable à l'administration pour obtenir des contrats. Un entrepreneur libéral, à moins de cacher ou de renier ses allégeances politiques, n'en obtiendra pas. Pourtant, du temps des libéraux à Ottawa, il n'était pas rare que des contrats du fédéral aillent à des amis de l'Union nationale dans la province. On a pu le constater, notamment dans le cas de la canalisation du Saint-Laurent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est vrai que ce n'est pas la première fois que nous soulevons, en cette Chambre, cette question des contrats sans soumissions. Mais qui donc, au temps de notre jeunesse, cherchait à soulever le peuple avec ce problème de la nécessité des contrats avec soumissions? Par qui ont-ils entendu ces choses? Par les gens qui siègent maintenant de l'autre côté de la Chambre et qui constituent actuellement le gouvernement, et surtout par le premier ministre actuel, qui l'a répété des centaines de fois. Ils ont été les premiers à parler de contrat avec soumissions publiques.

La population du Québec a cru, à un moment de son histoire, en ces hommes qui lui promettaient des contrats avec soumissions. Ce fut un des grands articles du programme électoral de 1936 du premier ministre, de l'Union nationale, du ministre des Travaux publics, de tous ceux qui, à ce moment-là, membres du petit Parti conservateur, s'attelaient derrière la grosse voiture de l'Action libérale nationale. À ce moment-là, on enseignait que les

contrats avec soumissions publiques, c'était une bonne chose.

Le premier ministre actuel a même déclaré, à Baie-du-Febvre, que la province pourrait économiser au moins \$2,000,000 par année rien qu'avec un programme de soumissions publiques. Cela se passait il y a 15 ans. Si l'on prend les années du régime de l'Union nationale et qu'on s'en tient aux chiffres mentionnés par le premier ministre, on peut affirmer que la province a perdu au moins \$36,000,000, argent que le gouvernement actuel a laissé se perdre depuis les 18 ans qu'il est au pouvoir.

J'ai entendu le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) déclarer que si le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) viole la loi, il ne fait que continuer une tradition. C'est la première fois que j'entends parler de viol... par tradition! À ces faux purs d'hier, où qu'ils soient dans la province, à ces faux purs qui déclaraient qu'il fallait des contrats avec soumissions publiques, à ces faux purs qui viennent aujourd'hui parler de viol de la loi par tradition, je pose la question suivante: À quel moment vous êtes-vous trompés, hier ou aujourd'hui? Ou, encore mieux: Quand nous avez-vous trompés, hier ou aujourd'hui? Quand vous étiez pour ou maintenant que vous êtes contre ce genre de soumissions? Je me demande maintenant ce qui est vrai au Parlement de Québec. Est-ce la loi ou bien si ce sont les hommes? On viole la loi et on veut faire croire qu'on l'a suivie.

Le ministre des Travaux publics a cité une liste de ponts qui auraient été construits avec demandes de soumissions publiques et qui auraient subi des dommages ou qui ont tombé. D'abord, je n'admetts pas sa liste, mais, même en l'admettant, pour les fins de l'argumentation, je lui demande s'il a voulu laisser l'impression que ce sont les demandes de soumissions publiques qui ont provoqué les dommages à ces ponts. Voulait-on laisser entendre qu'ils ont tombé parce qu'ils avaient été construits à la suite de demande de soumissions publiques? C'est à ce moment de la discussion que le député de Saint-Maurice (M. Hamel) a parlé du pont de Trois-Rivières.

On a dit dans cette Chambre que la loi est violée par tradition. On a dit cette chose devant ceux qui s'appellent pompeusement les législateurs. Le gouvernement nous a répliqué que ce n'est pas lui qui a voté cette loi. Il a dit que la loi qu'il violait a été votée par un autre gouvernement. Est-ce à dire que moi, chef de l'opposition, je ne suis pas tenu de respecter les lois contre lesquelles j'ai voté dans cette Chambre, et que l'on est tenu de ne respecter que les lois pour lesquelles on a voté?

Le gouvernement devrait garder à l'esprit que les grosses corporations ne perçoivent pas de taxes. Et en plus de la loi, il y a les Statuts.

Je vais relire le texte de la loi car, à force de le répéter, peut-être les ministres de l'Union nationale entendront-ils la voix de leur conscience!

Cette loi dit qu'il est du devoir du ministre. Donc, s'il ne le fait pas, il viole la loi.

Le texte dit qu'il doit demander des soumissions par annonces publiques. Ça, c'est la loi générale. Il n'y a que deux exceptions: les cas d'urgence et les petits travaux exécutés par les employés du ministère. Mais, avec l'Union nationale, ce qui était l'exception est devenu la loi générale.

On aura beau tenter de nous fournir toutes les raisons au monde, je répète la phrase du député de Saint-Maurice: Si cette loi est inapplicable, qu'on ait le courage de venir en cette Chambre avec un projet de loi qui la fera disparaître. Voilà 15 ans, 18 ans que les contrats sont accordés en violation de la loi. Mais, puisqu'on ne rappelle pas cette loi, pour qui donc la laisse-t-on dans les Statuts? Si l'on invoque le fait que ce n'est pas une bonne loi, qu'on la rappelle; on doit la rayer des Statuts. Mais qu'on ne se croie pas au-dessus de la loi. Veulent-ils, par hasard, donner à la province l'impression que le respect de la loi, c'est bon uniquement pour les petits gouvernements municipaux, mais pas pour le gouvernement de la province? Pas pour les ministres? Le gouvernement de la province de Québec se croit-il, pour sa part, au-dessus de la loi, même si elle a été votée par un régime antérieur?

Le gouvernement fait entrer des dépenses d'entretien dans le chapitre des dépenses capitales. Le pont de Trois-Rivières était encore sous l'eau et sa valeur apparaissait dans ce chapitre.

Le gouvernement de l'Union nationale provincial prétend que le système de soumissions publiques est un système de fous et il le combat. C'est en contradiction flagrante avec l'Union nationale d'Ottawa⁹. La loi est là pour que tous puissent en prendre connaissance. Alors, nous, députés, laissons dans la loi depuis des années ce que le gouvernement appelle un système de fous. Mais où donc alors sont la loi et la vérité? Les ministres se croient-ils assez puissants pour croire que la loi, c'est eux? Les libéraux ne sont plus au pouvoir à Ottawa, mais vous pouvez être assurés que les conservateurs ne suivront pas l'exemple de l'Union nationale et qu'ils respecteront la loi. Bien sûr, le système parlementaire à Ottawa est complètement différent, et pareille infraction à la loi provoquerait un tollé à l'échelle du pays.

D'ailleurs, dans le propre exposé du ministre des Travaux publics (M. Lorrain), il y a des contradictions. Il prétend qu'il demande des soumissions à cinq ou six ou sept entrepreneurs. Est-il pour ou contre le système des soumissions? La vérité, c'est qu'on accorde d'avance à des amis des contrats à commission sur les travaux. J'affirme, par exemple, que six mois avant que le premier ministre annonce la construction d'un hôpital à Joliette, j'ai su, lors d'une réunion privée, que M. Grégoire Perrault aurait le contrat.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le chef de l'opposition peut s'exciter s'il veut, mais qu'il respecte les règlements. L'hôpital qu'il cite n'a pas été construit par le gouvernement. La loi qu'il cite s'applique aux travaux publics, c'est tout.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Très bien, je reste à l'intérieur de la loi. Il y a d'autres exemples. Dans nombre de cas, avant même que la construction d'un immeuble ne soit annoncée, on sait souvent à l'avance qui sera le constructeur qui obtiendra le contrat.

Le gouvernement du Québec, dit-il, a accordé des contrats à une compagnie, la Perini Construction Company. Mais il appert que lorsque les administrateurs de la voie maritime du Saint-Laurent ont fait une demande de soumissions publiques, dans le cadre d'un projet à Caughnawaga, la soumission de cette compagnie dépassait de \$2,500,000 celle de la compagnie à laquelle le contrat a été accordé, qui était de \$7,500,000.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les travaux de la voie maritime du Saint-Laurent ont coûté bien plus que la totalité des montants indiqués dans les contrats. J'affirme que les plus bas soumissionnaires ont été mis de côté en faveur des amis du parti au pouvoir.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

Je donne un autre exemple précis. Deux ponts ont été construits, il y a quelques années, pour la canalisation. On a demandé des soumissions publiques pour la construction de ce pont pour la voie maritime. Un des soumissionnaires est un de ceux qui obtiennent du gouvernement provincial des contrats sans soumission. Or, sa soumission dépassait de \$1,000,000 celle qui la suivait immédiatement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le procédé du chef de l'opposition est indigne. Il n'a pas le droit de faire des insinuations.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'affirmation a été faite dans cette Chambre par l'ancien député de Richelieu, M. Gérard Cournoyer. Il a donné des noms, des chiffres.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Gérard Cournoyer n'est pas en état de parler de scandales.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre cessera-t-il de s'attaquer aux individus et consentira-t-il à discuter les questions à leur mérite?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition ne fait que répéter des cancans odieux. Il s'en fait là l'écho.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je prévois d'avance la réponse du premier ministre. Il parle de procédés odieux. Croit-il me faire peur? Qu'il ose donc dire que la loi n'existe pas! Je sais quel patinage il va faire autour de la question. Mais qu'il ose donc attaquer de front et dire que la loi a été respectée! Le premier ministre va-t-il oser prétendre que, pour lui et son gouvernement, la loi n'existe pas? Va-t-il prétendre qu'il est assez puissant pour arracher une page des Statuts provinciaux?

Le gouvernement fédéral n'a pas eu peur de parler de l'imprimerie d'Ottawa, alors qu'à Québec, toute discussion est impossible. Je donnerai, dit-il, le nom de l'entrepreneur mentionné par M. Cournoyer.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 heures

Le débat se poursuit sur l'amendement proposé par le député de Québec-Ouest (M. Galipeault), appuyé par le représentant de Westmount-Saint-Louis (M. Hyde), à la motion proposée par l'honorable M. Bourque (Sherbrooke) à l'effet que M. l'Orateur quitte le fauteuil.

L'amendement se lit comme suit: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant prête à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette que le gouvernement actuel ait toujours systématiquement mis de côté les demandes de soumissions par annonces publiques pour l'exécution de travaux publics par les divers ministères".

M. Lapalme (Montréal-Outremont) regrette que le premier ministre ait dit, cet après-midi, que le chef de l'opposition employait des procédés odieux, en parlant des contrats pour la canalisation du Saint-Laurent. Si l'administration de la voie maritime avait accordé le contrat au soumissionnaire le plus élevé, il en aurait coûté \$2,900,000 de plus au peuple du Canada.

Remettons les choses au point, au sujet du pont sur la rivière Montmorency que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) a dit être tombé, avant 1935. D'après le journal *Le Canadien*, ce pont est tombé le 30 avril 1856. C'est avec de tels arguments qu'on ose prétendre que l'opposition tente de jeter de la poudre aux yeux.

Le gouvernement sectionne trop les réponses qu'il donne aux députés sur les dépenses. C'est ainsi que les chiffres cités par le ministre des Travaux publics pour le pont des Allumettes ne comprennent jamais ce qu'a dépensé le ministre de la Voirie pour les travaux d'approches¹⁰. Le député de Deux-Montagnes a dit aussi que le coût de la travée provinciale comprenait les dépenses encourues pour les approches. Cette réponse ne m'a pas convaincu. De toute façon, il est bien clair que le pont provincial, plus court d'un tiers, a coûté plus cher, soit des centaines de milliers de dollars de plus que le pont construit par le fédéral.

Lorsque j'ai à faire repeinturer, dit-il, ma maison, je demande des soumissions et sauve ainsi de l'argent. Même les particuliers demandent des soumissions pour faire réparer ou peindre leur maison, parce que cela revient moins cher. Pourquoi le gouvernement n'en ferait-il pas autant? Comment se fait-il que le gouvernement, qui a dépensé \$1,000,000,000 en travaux publics sans soumissions, ne veuille pas faire profiter le peuple du Québec des économies qu'il réaliserait? Le gouvernement provincial devrait bien suivre cette ligne de conduite qui, à Ottawa, est indifféremment celle des libéraux et des conservateurs.

Au contraire, on éloigne les entrepreneurs sérieux au point que plusieurs lui ont demandé, quand les libéraux seront au pouvoir, de mettre en force le système des soumissions publiques pour qu'ils aient la chance de soumettre des prix. À Ottawa, il y a eu changement de gouvernement, mais le système des soumissions est resté en force.

Il cite les procès-verbaux de l'Assemblée législative en 1934 et 1935, lit des motions et les questions posées par le représentant de Trois-Rivières, alors chef de l'opposition, demandant des détails sur des contrats sans soumissions accordés par le gouvernement provincial du temps de M. Taschereau.

"Le 28 mars 1934, M. Béique propose par voie d'amendement, secondé par M. Élie, que tous les mots après "Que", dans la motion en discussion, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté:

"a. est d'avis que l'octroi, par le gouvernement, d'entreprise ou de travaux sans demandes préalables de soumissions, par les moyens de publicité les plus efficaces, est de nature à provoquer le favoritisme et à occasionner à la province des dépenses exorbitantes qu'il convient d'éviter en tout temps, et aujourd'hui plus que jamais;

"b. estime qu'en l'absence de demandes publiques de soumissions, il devient trop facile de stipuler des conditions qui, selon les termes d'un amendement proposé par les libéraux en 1895, "constituent un encouragement à la malhonnêteté";

"c. recommande, en conséquence, au gouvernement, avant d'octroyer ou d'accorder des contrats ou entreprises, de toujours demander des soumissions publiques par la voix des journaux, avec le plus de publicité possible, de façon à assurer les meilleures conditions à la province."

C'est ainsi que l'honorable M. Perrault, ministre de la Voirie de l'époque, révéla que son département ministériel avait fait faire en moyenne pour \$175,000 de travaux sans soumissions, des contrats plutôt minimes, disait-il, au cours de chacune des années entre 1931 et 1934. Le premier ministre actuel, alors chef de l'opposition, se scandalisait de la chose. Pourquoi le premier ministre, lorsqu'il était dans l'opposition, préconisait-il l'octroi des contrats après demande de soumissions publiques? Le premier ministre devrait aujourd'hui, à la veille du Mercredi des Cendres, se couvrir la tête de cendres pour apparaître en Chambre comme un pénitent. En 18 ans, son propre gouvernement, depuis qu'il est au pouvoir, a accordé des centaines de millions de dollars de travaux publics, peut-être \$1,000,000,000 et plus de contrats, sans qu'il ait même le désir de demander des soumissions publiques. Contrairement à ce repentir que nous attendrions de lui, nous ne trouvons sur sa figure que la satisfaction d'avoir violé la loi provinciale depuis 18 ans.

À la veille du carême, je ne m'érigerai pas en moralisateur. Seulement, je me dis, en face de tout ceci: Qu'est-ce qui est vrai au Parlement de la province de Québec? Est-ce que c'est la loi? Est-ce que ce sont les hommes? Est-ce que c'est la loi qui est vraie? Ou le système qui, depuis 18 ans, a permis

de faire peut-être pour \$1,000,000,000 de travaux sans qu'ils n'aient été précédés de soumissions? Je ne sais pas comment on raisonne de l'autre côté de la Chambre. On viole la loi et on veut faire croire qu'on l'a suivie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En votant la motion du député de Québec-Ouest (M. Galipeault), le gouvernement se retrouverait à se voter non-confiance et à mettre de côté l'approbation populaire. Les membres de la droite élus en 1944, et réélus en 1948, 1952 et 1956, donc jouissent de la confiance du peuple, ne sont pas disposés à mettre de côté ces témoignages de la confiance populaire en votant en faveur de cette motion.

Cette loi pour les demandes de soumissions aux travaux publics ne doit pas concerner les corporations municipales, mais le gouvernement provincial.

L'opposition change de tactique selon les années. L'opposition m'a accusé d'avoir changé d'idée; ils ont oublié que c'est leur propre manière d'agir qu'on reproche ainsi au premier ministre actuel. Ces gens-là disaient autrefois, en parlant de Gouin, de Taschereau et de Godbout, qu'ils ne les connaissaient pas. L'opposition a voulu tromper le peuple en se présentant comme des hommes nouveaux. "Nous sommes des hommes nouveaux, nous n'avons rien à faire avec ces chefs", s'exclamaient-ils. Or, cet après-midi, le proposeur de la motion et d'autres ont vanté les régimes précédents qu'ils ont pourtant reniés il n'y a pas si longtemps.

Mais alors, quand disent-ils la vérité? Est-ce lorsqu'ils renient les régimes précédents ou lorsqu'ils s'en inspirent? Quand trompent-ils le peuple? Quand ils se disent des hommes nouveaux ou quand ils affirment ne pas connaître leurs anciens chefs? Ce sont des gens qu'on ne peut pas croire. S'ils vantent aujourd'hui ce qu'ils ont condamné dans le passé, c'est qu'ils aimeraient à faire comme eux et, dans ce cas-là, ce ne serait pas une garantie pour la province. Les gens de l'opposition sont les héritiers de régimes qui ont été condamnés par le peuple.

Le chef de l'opposition a cité précédemment des motions présentées, quand j'étais dans l'opposition. Je ne regrette rien des luttes que j'ai faites dans le passé. Dans les mêmes circonstances, je les présenterais encore. Mais, lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons trouvé une situation toute différente de celle que nous imaginions. Dans l'opposition, on a eu beau poser des questions, on n'a pas pu se rendre compte de ce qui nous attendait

lorsqu'on a pris le pouvoir en 1936. Quand j'étais dans l'opposition, la porte de la cuisine m'était fermée; mais c'est quand je me suis trouvé tout à coup dans cette cuisine que j'ai vu dans quel état était la province. Une fois rendu là, j'ai tout vu, et ce n'était pas édifiant.

Nous avons préconisé, autrefois, des contrats avec soumissions publiques. Mais, en étudiant les documents des régimes antérieurs, nous avons constaté alors que, dans la majorité des cas, les gouvernements libéraux violaient la loi au sujet des soumissions aux travaux publics à cœur de jour, parce que l'un des ministres libéraux du temps, M. T.-D. Bouchard, déclarait que c'était une loi de maudits fous. La chose n'était qu'un trompe-l'œil. En arrivant, j'ai constaté que les demandes de soumissions étaient une farce monumentale et lugubre. Une fois les travaux terminés, dans 90 % des cas au moins, la soumission la plus basse qui était acceptée s'avérait bientôt comme coûtant plus cher que la soumission la plus haute, laquelle, au premier abord, paraissait la moins avantageuse. Et je défie l'opposition de nier ce que j'affirme. J'ai appelé ce système de l'hypocrisie pure et simple et je l'appelle encore comme ça. Le gouvernement de l'Union nationale ne veut pas suivre ce système hypocrite.

Le chef de l'opposition a parlé de la voirie. Savez-vous ce qui se passait dans la voirie sous les régimes libéraux? Le chef de l'opposition ne paraît pas bien renseigné quand il parle de travaux de voirie sous les régimes libéraux. Les régimes d'alors avaient des petits amis qui avaient le contrôle absolu de la vente de l'amitié, un produit dont on se servait pour la confection des pavages. Ces gens-là, les petits amis des administrateurs rouges, prenaient alors tous les moyens pour imposer des conditions très dures à ceux qui voulaient avoir des contrats et qu'on voulait éliminer. Ils imposaient aux soumissionnaires des prix exorbitants. Jamais je n'aurais pu imaginer une telle chose! C'est le bon peuple de la province qui payait pour ce favoritisme éhonté. Pour nous rendre compte de tout cela, il a fallu consulter les documents qui nous ont démontré l'hypocrisie du système des soumissions publiques. Et l'on vient, après cela, blâmer le gouvernement actuel qui prend toutes les précautions possibles pour accorder les contrats, selon la justice et dans l'intérêt des contribuables.

Le chef de l'opposition a parlé des contrats pour la canalisation du Saint-Laurent. Je lui conseillerais de faire attention à ce sujet et d'y aller avec plus de prudence. Dans certains cas, les travaux

ont coûté beaucoup plus cher que le prix des soumissions. Dans d'autres, le plus bas soumissionnaire a été mis de côté, et je sais ce dont je parle. Il y a encore des réclamations pour des millions et des millions de dollars. Et j'affirme qu'en maintes circonstances, Ottawa a préféré aux plus bas soumissionnaires, qui pourtant offraient toutes les garanties voulues, des soumissions présentées par des amis.

Le chef de l'opposition avait dit aussi qu'à Ottawa, on demande toujours des soumissions. Lors de la reconstruction de la maison du premier ministre, M. Saint-Laurent, les travaux ont coûté au-delà de \$600,000 au gouvernement fédéral et, là-dessus, on a demandé des soumissions pour \$10,000 ou \$15,000.

Dans l'affaire du pont de l'Île-aux-Allumettes, le chef de l'opposition n'a pas tenu compte de tous les facteurs dans sa comparaison sur le coût respectif de la partie québécoise et de la partie fédérale. Il n'a présenté qu'une partie des faits, en ne mentionnant qu'une partie des travaux qui ont été exécutés.

Le peuple du Québec n'aime pas les insinuations et la diffamation, comme en a fait le chef de l'opposition dans la première partie de son discours. La population a sévèrement condamné ces tactiques, lors des dernières élections. Quand un homme a quelque chose à dire, qu'il le dise donc franchement. C'est à cause de cette manière de procéder qui lui est propre que le chef de l'opposition a été battu dans Joliette et qu'il a été obligé de s'expatrier à Outremont pour se faire élire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): De quelle insinuation parle le premier ministre?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il ne s'en est pas aperçu!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Que le premier ministre me dise quelle insinuation j'ai faite!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
J'ai eu assez de misère à écouter le chef de l'opposition pour ne pas avoir à m'imposer maintenant le sacrifice de lui répéter ce qu'il a dit. Un chef de l'opposition conscient de ses responsabilités ne devrait pas passer son temps à répéter en Chambre les commérages et les déclarations de ouï-dire, surtout quand ils proviennent de quelqu'un dont la véracité n'est pas enviable!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je voudrais que le premier ministre parle plus clairement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le chef de l'opposition a cité la loi qui, au chapitre 148 relatif aux travaux publics, dit que le ministre est obligé de demander des soumissions publiques dans tous les cas, sauf deux: quand il y a urgence ou quand les travaux sont faits par un employé ou un agent du département.

Que veut dire ce texte? En premier lieu, la loi n'exige de telles soumissions que pour certaines catégories de travaux exécutés sous l'égide du ministère. On n'y parle aucunement des autres ministères comme la Voirie. Et, même dans le département des Travaux publics, la loi stipule qu'il n'est pas obligatoire de demander des soumissions publiques, lorsqu'il y a urgence ou que les travaux peuvent être faits par un employé de la province. C'est clair comme de l'eau de roche. C'est pour cela que la construction des ponts est faite par les employés des travaux publics et par un serviteur qu'on appelle l'agent du gouvernement, qui ne sont ni plus ni moins que des employés du département des Travaux publics. En ce qui les concerne, il ne faut donc pas de soumissions.

En réalité, le gouvernement observe vraiment la loi, quand il accorde des contrats à pourcentage à des entrepreneurs agissant comme agents de la province. Le gouvernement a recours à ce moyen pour éviter de payer la taxe fédérale de vente sur l'achat des matériaux. C'est une économie de 10 % sur 50 %. Par exemple, lorsqu'un pont coûte \$6,000,000, il y a au moins pour \$3,000,000 de matériaux. En ne payant pas le 10 % de taxe de vente sur \$3,000,000 de matériaux, nous économisons donc \$300,000. C'est le montant épargné qui suffit à payer ensuite la commission de 5 % à l'entrepreneur pour tout l'ensemble des travaux, soit 5 % sur \$6,000,000, ce qui équivaut au montant de \$300,000. Donc, la province ne paie rien, en définitive. L'argent sauvé en taxes sert à payer l'agent, de sorte que la province elle-même ne débourse rien, en définitive.

Ces cas ne prévoient pas de soumissions publiques. Les députés de l'opposition n'ont pas compris ce calcul. Vous voyez ce qui arriverait si nous avions ces génies au pouvoir?

La province de Québec a reçu de l'administration de l'Union nationale le bénéfice d'œuvres considérables qui l'ont enrichie à tout point de vue. Nous avons, dans la personne du ministre des

Travaux publics (l'honorable M. Lorrain), la quintessence de l'honnêteté. C'est un homme qui ne compte pas ses heures de travail et qui n'hésite devant aucun sacrifice pour accomplir sa besogne. Au lieu d'être l'objet d'insinuations malveillantes, injustes et déloyales, il devrait s'attendre, sinon à des compliments, du moins à un témoignage d'appréciation de l'opposition pour les œuvres magnifiques qu'il a accomplies dans la province de Québec, alors qu'il avait à défaire toute une accumulation de mal. Quand on a constaté le gâchis qu'il y avait dans son ministère, il fallait un homme de cœur comme lui pour s'atteler à la tâche, afin d'améliorer l'administration de ce ministère. En dépit de l'opposition, il continuera de se dévouer pour sa province¹¹.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dione, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Théberge, Turpin, 15.

Contre: MM. Barré, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, Vachon, 62.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté¹².

La motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour

"Service civil (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Ponts: entretien et construction de ponts semi-permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Galipeault (Québec-Ouest) interroge le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) sur la façon de procéder du département des Travaux publics. Il réclame, dit-il, une somme de \$2,880,000 pour des ponts semi-permanents. À quels endroits ces ponts seront-ils établis?

L'honorable M. Lorrain (Papineau) cite une longue liste de vieux ponts de bois qui seront rénovés. Il s'en trouve, dit-il, à Saint-Narcisse, à Sainte-Sophie, à Saint-Célestin, à Saint-Casimir...

M. Galipeault (Québec-Ouest): J'ai fait l'addition des montants attribués à chaque pont et j'arrive à une somme d'environ \$350,000. Le ministre des Travaux publics peut-il expliquer la différence entre ce montant et celui de \$2,860,000?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La liste que vient de donner le député de Québec-Ouest est celle des ponts semi-permanents que le département est prêt à construire. Mais d'autres pourront s'ajouter. Le ministère a des demandes pour \$10,000,000. Il reste encore 5,000 ponts de bois à reconstruire dans la province de Québec. Plusieurs de ces ponts exigent des travaux de réfection. On procède graduellement à les remettre en bon état. On commence toujours par les travaux les plus urgents, mais, à mesure que les mois s'écoulent, l'obligation d'en construire d'autres se présente.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre nous dirait-il si tous les ponts seront construits en régie par les employés serviteurs de la province?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Au moins 90 % seront construits de cette façon.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Peut-on savoir de quelle façon on procédera pour le 10 % qu'il reste?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il arrive que nos employés soient surchargés et que la construction d'un pont semi-permanent s'impose pour rétablir les communications routières. Dans ce cas, nous confions le travail à une entreprise au même prix que nos estimations.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que c'est le ministre qui désigne la firme qui construira le pont?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): La firme est choisie sur recommandation des officiers du département.

M. Levesque (Bonaventure): Comment doit-on faire la différence entre un pont semi-permanent et un pont permanent?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Un pont permanent est construit sur une route améliorée où aucun changement n'est prévu. Le ministère des Travaux publics doit consulter d'abord le ministère de la Voirie et celui de la Colonisation. Si la voirie fait part d'un projet visant à changer une route de place, on n'y construira pas de pont permanent parce que ce serait une dépense inutile. Un pont semi-permanent sera bâti et les matériaux pourront être récupérés, plus tard, pour être utilisés ailleurs.

M. Levesque (Bonaventure): Il y a un pont très dangereux sur la rivière Bonaventure, par temps de pluie. À cet endroit, il se produit au moins un accident par semaine. Non seulement les autos se brisent en glissant, mais brisent les garde-fous.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) promet, dit-il, de faire étudier la situation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas neuf millions cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien, réparations, aménagement des palais de justice, prisons et loyers d'édifices publics (travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande si on a songé à accélérer l'ascenseur de l'édifice principal du parlement, où les députés ont leurs bureaux. J'ai l'impression, dit-il, que les ascenseurs, d'installation récente, sont lents et que les anciens allaient plus vite.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): J'aime la vitesse. Nous envisageons une réorganisation des services d'ascenseurs du gouvernement, et cette aile aura besoin d'un deuxième ascenseur. Bien entendu, l'édifice a 80 ans. Mais la vitesse des ascenseurs obéit aux lois de la mécanique, dont les normes sont établies par des groupes d'ingénieurs américains et canadiens. Les ascenseurs des édifices à plusieurs étages peuvent se déplacer à une plus grande vitesse que ceux des plus petits édifices, pour des raisons mécaniques et sur lesquelles nous n'avons aucun contrôle. Il admet qu'il y a eu des plaintes. La question sera réglée prochainement.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Ce n'est pas ça du tout, le problème. Ce qui ne va pas, c'est que les députés entrent travailler en même temps que les hommes de service. Nous sommes là à attendre que les chariots de glace, camions et tout ce que vous voudrez, aillent et reviennent du sous-sol aux étages plus hauts. Les députés ne devraient pas partager l'ascenseur avec des cubes de glace.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est ce qui se passe lorsque j'arrive.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous devriez arriver plus tôt. Lorsque j'entre travailler, il n'y a pas un chat ici.

M. Galipeault (Québec-Ouest) pose des questions au sujet des améliorations à faire au Bois-de-Coulange.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il s'agit de pavages, de clôtures et de la couverture du garage.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté cinq résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Questions et réponses:

Commission des liqueurs, entrepôts, magasins et permis

M. Lafrance (Richmond): 1. Combien la Commission des liqueurs de Québec avait-elle d'entrepôts en 1958?

2. Combien de magasins ladite Commission avait-elle durant cette susdite année?

3. Combien de permis pour la vente ou la livraison de bière la Commission a-t-elle émis au cours de l'année 1958 à des brasseurs ou représentants de brasseurs, ou à d'autres personnes?

4. Combien de permis pour la vente de liqueurs alcooliques la Commission a-t-elle émis au cours de l'année 1958:

a. À des personnes ayant des postes de commerce ou des établissements industriels et miniers dans le Nouveau-Québec ou dans d'autres territoires du Nord de la province?

b. À des hôtels ou cafés, pour vente de liqueurs alcooliques pendant les repas?

c. À des hôtels, pour vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

d. À des hôtels reconnus nécessaires pour le tourisme et situés en dehors de cités et villes et de la région A?

e. À des bateaux à vapeur ou à des wagons-restaurants pour vente de liqueurs alcooliques à des voyageurs?

f. À des clubs pour vente de liqueurs alcooliques à des membres du club?

g. À des auberges ou restaurants, pour vente de vin et bière à des voyageurs pendant les repas?

h. À des magasins d'épicerie, pour la vente des bières?

i. À des tavernes pour la vente des bières au verre?

j. À des personnes ayant charge de banquets, pour la vente de vin et bière?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

1. 4.

2. 147.

3. 157.

4. *a.* Aucun. *b.* 113; *c.* 627; *d.* 7; *e.* 51; *f.* 236; *g.* 358; *h.* 3,768; *i.* 584; *j.* 1,609.

Aqueducs et systèmes de drainage

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Depuis la sanction, le 20 mars 1947, de la loi 11 George VI, chapitre 58, loi pour aider à l'établissement d'aqueduc et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales, et ses amendements, quel montant le gouvernement de la province a-t-il dépensé jusqu'au 31 décembre 1958:

a. En salaires?

b. En frais de voyage, dépenses de bureau et autres?

2. Où et à quelle adresse sont situés les bureaux du comité d'enquête constitué en vertu de cette loi?

3. Combien de séances les membres de ce comité ont-ils tenues, et à quels endroits et à quelles dates?

4. Combien de rapports ledit comité a-t-il transmis à date au gouvernement, et à quelle date chaque rapport a-t-il été transmis?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): 1 a. \$195,301.46.

b. \$20,215.66.

2. 841, Grande-Allée, Québec.

3. et 4. Les bureaux du comité sont ouverts au public tous les jours. Les membres du comité, en outre de recevoir les nombreux visiteurs qui viennent exposer leurs problèmes concernant les aqueducs, les systèmes d'égout et de protection contre l'incendie, font des enquêtes sur place. Les membres du comité travaillent en étroite collaboration avec les officiers du Commissariat des incendies et ceux du ministère de la Santé. Les services nombreux rendus par ce comité ont beaucoup facilité l'étude des demandes concernant la protection contre le feu et relatives aux systèmes d'aqueduc et d'égout. Depuis le mois de septembre 1944, le gouvernement actuel a accordé aux corporations municipales de la province 2,312 octrois concernant les aqueducs et les systèmes de protection contre l'incendie et se totalisant à la somme de \$7,717,170.66.

Demande et dépôt de documents:

Forces hydrauliques de la rivière Bersimis

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une

copie de tous contrats accordés par le gouvernement de la province ou Hydro-Québec, depuis le 1^{er} décembre 1965 jusqu'au 31 décembre 1958, relativement à la construction de barrages, d'usines hydroélectriques ou de lignes de transmission d'électricité, à des travaux de coupe de bois ou de défrichement, en rapport avec le développement des forces hydrauliques de la rivière Bersimis, dans le comté de Saguenay, y compris toutes les annexes de tels contrats, ainsi que toutes les ententes ou conventions supplémentaires ou additionnelles, ainsi que copie de tous contrats et ententes en rapport avec la préparation des plans se rapportant aux susdits travaux.

Adopté.

L'honorable M. Johnson (Bagot) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 49)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 36 modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité;
- bill 38 modifiant la loi des pensions;
- bill 39 concernant le budget municipal de la cité de Montréal.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant. Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Les indemnités des députés passaient alors de \$5,000 à \$6,000.

2. *L'Action catholique* et *Le Nouvelliste* du 11 février 1959, respectivement aux pages 3 et 1, précisent que le premier ministre Duplessis fait allusion au jugement de la Cour suprême du Canada qui l'a condamné à payer plus de \$33,000 à M. Frank Roncarelli, restaurateur dont le permis de vente d'alcool avait été annulé par la Commission des liqueurs, par ordre du procureur général.

3. La question avait été posée par le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre).

4. Les sources indiquent que c'est à la fin de son discours que le représentant de Québec-Ouest (M. Galipeault) dit sa motion. *Le Montréal-Matin* du 11 février 1959, à la page 3, spécifie, pour sa part, que le discours du député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a duré 45 minutes.

5. \$1,498,000, selon *Le Devoir* du 11 février 1959, à la page 2.

6. Il s'agit de M. Antonin Galipeault. Il a été ministre des Travaux publics et du Travail dans les cabinets Gouin et Taschereau, du 25 août 1919 au 2 mai 1930.

7. "Brake-off", selon *Le Devoir* du 11 février 1959, à la page 2.

8. Allusion au récent coup d'État cubain de Fidel Castro qui a renversé le régime de Fulgencio-Batista-y-zaldivar Batista, à Cuba, le 1^{er} janvier 1959.

9. Le chef de l'opposition fait référence au gouvernement conservateur de John George Diefenbaker, à Ottawa.

10. Dans *La Presse* du 11 février 1959, à la page 58, il est plutôt écrit que "Les dépenses pour les approches de ponts n'apparaissent pas d'habitude au ministère des Travaux publics, mais à celui de la Voirie".

11. *La Presse* du 11 février 1959, à la page 17, rapporte que le débat a duré un peu plus de quatre heures.

12. *Le Soleil* du 11 février 1959, à la page 11, note que les députés indépendants, MM. Dave Rochon, Lionel Ross et Frank Hanley, votent avec le gouvernement.

Séance du mercredi 11 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 concernant la ville de Hauteville;
- bill 189 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau;

- bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau;

- bill 284 concernant la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus;

- bill 242 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Arnaud;

- bill 274 concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard;

- bill 262 modifiant l'article 541 de la charte de la cité de Québec.

Votre comité recommande de plus à votre honorable Chambre que le titre du bill 262, mentionné ci-dessus, soit changé en celui de "loi concernant la Compagnie d'assurances du Club Automobile de Québec".

Et, sans amendement, le bill 271 relatif à la Compagnie du marché central métropolitain ltée.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 255 constituant le village de Pincourt en corporation de ville, ont déclaré qu'ils désiraient le retirer, et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 277 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Projets de loi:

Corporation interurbaine de l'Île-Jésus

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 284 concernant la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 284 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Compagnie de chemin de fer Arnaud

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 242 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Arnaud.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 242 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Saint-Michel-Archange et Giffard

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 274 concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 274 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Assurances du Club Automobile de Québec

M. Maltais (Québec-Est) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 262 concernant la Compagnie d'assurances du Club Automobile de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 262 sans l'amender.

M. Maltais (Québec-Est) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Marché central de Montréal

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 271 relatif à la Compagnie du marché central métropolitain ltée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 271 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Saint-Jérôme

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 277 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 277 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Hauterive

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 concernant la ville de Hauterive.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 121 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill 121 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 188 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Baie-Comeau

M. Ouellet (Saguenay) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 189 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 189 sans l'amender.

M. Ouellet (Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté, après division.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Demande et dépôt de documents:

Avions du gouvernement

L'ordre du jour appelle la prise en considération de la question suivante, du représentant de Chambly (M. Théberge):

1. Combien le gouvernement, y compris ses corporations, offices, régies et commissions, possède-t-il:

- a. D'avions?
- b. D'hydravions?
- c. D'avions amphibies?
- d. D'hélicoptères?

2. Quel a été le coût d'achat de chacune de ces machines?

3. De qui chaque machine a-t-elle été achetée et à quelle date?

4. Depuis le 1^{er} janvier 1953, le gouvernement a-t-il vendu ou échangé des avions, hydravions, avions amphibies ou hélicoptères, et, dans l'affirmative, avec qui, à quelles conditions dans chaque cas?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose qu'il soit produit et déposé sur le bureau de

la Chambre un document contenant les informations demandées.

Adopté.

Les honorables MM. Bégin (Dorchester), Bertrand (Missisquoi) et Pouliot (Gaspé-Sud) déposent sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 50)

Demandes de documents:

Loi de l'impôt sur les corporations

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous les arrêtés ministériels, adoptés depuis le 2 mars 1950 jusqu'au 31 décembre 1958, se rapportant à la loi de l'impôt sur les corporations (11 George VI, chapitre 33, et amendements).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le gouvernement est prêt à déposer une copie des règlements, mais jamais, dit-il, il ne violera le secret des rapports qui sont faits par les corporations au gouvernement. Les affaires sur l'impôt personnel ou l'impôt des corporations sont absolument secrètes. Il s'agit de documents confidentiels qu'on ne peut rendre publics, même pas en cas de procès. Le gouvernement ne peut donc pas produire les documents demandés. La décence et la loi nous défendent de le faire.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) cite des motions analogues présentées, lorsque l'Union nationale était dans l'opposition. Il a, dit-il, calqué sa motion sur des motions similaires présentées par l'actuel premier ministre et le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), alors qu'ils étaient dans l'opposition. Le gouvernement du temps n'avait pas, il y a quelques années, jugé les motions irrégulières. Les documents demandés avaient été déposés sur la table de la Chambre basse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Il faudrait d'abord vérifier si l'affirmation du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) est exacte, parce que de tels documents ne sont produits nulle part dans la mesure où la réglementation sur les taxes est concernée. Nulle part on ne produirait de documents touchant à l'impôt sur le revenu, sauf s'il

s'agit simplement de documents relatifs à la réglementation. Pas un Parlement du monde ne permettrait d'ailleurs que ce secret soit violé.

Il suggère à l'Orateur de l'Assemblée de mettre la motion aux voix.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) proteste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) aurait pu rédiger sa motion autrement, de manière à ne réclamer que les documents qu'il serait possible de produire, tels les arrêtés ministériels relatifs aux règlements adoptés par arrêtés ministériels en rapport avec cette loi.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) tente de discuter sur le sujet.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne vais pas me charger de l'amendement. Je demande que le vote soit pris¹.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Turcotte, 64.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée².

Dépôt de documents:

Projet de Code municipal

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) dépose sur le bureau de la Chambre les copies du rapport final de la commission chargée de la refonte

du Code municipal. Il s'agit, dit-il, du projet de refonte³. (Document de la session no 51)

(Applaudissements des députés ministériels)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet sera référé au comité du Code municipal, qui en fera ensuite une étude approfondie, avant de le soumettre devant l'Assemblée législative pour approbation finale.

Projets de loi:

Commission scolaire de Saint-Charles

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill 279 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Sauveur, n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits additionnels seulement que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés.

Adopté.

Brébeuf

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill 257 concernant la corporation de la paroisse de Brébeuf n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Pincourt

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill 255 constituant le village de Pincourt en corporation de ville n'ayant pas été adopté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses:

Taverne à Notre-Dame-de-Grâce

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

J'avais demandé qu'on produise copie des télégrammes,

lettres et autres messages adressés au premier ministre, à son chef de cabinet ou au gérant général de la Commission des liqueurs de Montréal ou par eux, en rapport avec l'émission d'un permis de taverne dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal. Ce dossier fort peu épais contient plusieurs documents, mais à peu près aucune information. On ne trouve à peu près que la lettre de la personne qui a demandé le permis, et encore, elle n'est pas datée. On ne voit aucun accusé de réception à cette demande de permis. Seule une lettre de Mme Fernande Laporte, sans adresse donnée, était un document de la Commission des liqueurs de la province de Québec. Je ne puis croire que du 15 janvier 1958 au 15 janvier 1959, il n'y ait pas eu d'autre lettre, d'autre message échangé en rapport avec cette taverne entre le premier ministre, son chef de cabinet et le gérant de la Commission des liqueurs avec les détenteurs du permis. Avec le dossier que nous avons, il faut presque en venir à la conclusion que le permis de Notre-Dame-de-Grâce n'a jamais été émis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Les documents donnés au député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce constituent le dossier complet sur cette question. Tous les documents que j'ai reçus de la Commission des liqueurs s'y trouvent. Tant que le gouvernement est concerné, c'est un dossier complet.

Je ne peux présenter des documents qui n'existent pas!

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Dois-je accepter la parole du premier ministre que ce sont là les seuls documents du gouvernement sur cette question?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le député a reçu tous les documents.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)

recommence à parler.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il n'y aura pas de débat sur la question soulevée par le député.

Motions des députés:

**Recensement national et
origine ethnique**

M. Couturier (Rivière-du-Loup) propose, appuyé par le représentant d'Abitibi-Ouest (M. Courcy),

Que:

Attendu que le Canada est un pays bilingue et possède, de ce fait, une dualité de culture;

Attendu qu'en vue de donner justice à tous les groupes ethniques, quant à leurs droits et privilèges, les autorités fédérales se sont toujours fait un devoir jusqu'à maintenant de tenir compte de l'origine raciale des citoyens du Canada lors des recensements nationaux;

Attendu que, selon des informations publiées dans les journaux du pays au cours des derniers mois, les autorités fédérales songeraient à supprimer à l'avenir toute référence à l'origine ethnique lors du prochain recensement national;

Attendu que des représentations ont déjà été adressées aux autorités fédérales à l'encontre du projet de supprimer la mention de l'origine ethnique des citoyens dans les recensements nationaux;

Cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales de conserver la mention de l'origine ethnique des citoyens du Canada, lors des recensements nationaux;

Qu'ordre soit donné au greffier de l'Assemblée législative de faire parvenir au premier ministre du Canada ainsi qu'aux représentants de la province de Québec, dans le gouvernement fédéral, et aux députés de la province de Québec à la Chambre des communes, une copie de la présente résolution.

Il y a au Canada plusieurs groupes ethniques et chacun a droit à ses privilèges. C'est pour cela que le gouvernement de Québec devrait demander au gouvernement canadien de préserver les droits de chacun des groupes ethniques.

Or, l'hiver dernier, le premier ministre, M. Diefenbaker, a déclaré que sa plus grande ambition était d'éliminer toute distinction entre les groupes ethniques, de façon qu'il n'y ait plus au pays des Canadiens français et des Canadiens anglais, mais seulement des Canadiens. Mais, si cela se produisait, il n'y aurait plus alors qu'une seule culture dans le pays et les Canadiens français étant en minorité, ils disparaîtraient plus facilement. Cela signifierait la fin du Canada français. Que deviendraient alors nos particularismes culturels? La Législature doit donc faire pression pour qu'au recensement de 1961, on continue de tenir compte de l'origine ethnique, afin de préserver les droits du Québec.

Si, au recensement, on ne tient pas compte de l'origine ethnique, il sera beaucoup plus difficile pour les Canadiens français de mesurer leur importance numérique, de savoir où ils en sont, de revendiquer leurs droits. Les Canadiens français étant en

minorité, ils seraient exposés à disparaître plus facilement. Ils seraient en somme assimilés à des minorités moins importantes, n'ayant pas les mêmes droits constitutionnels que les deux éléments de base qui forment la nation canadienne.

Je demande donc au gouvernement actuel de faire pression pour qu'au recensement de 1961, on mentionne la provenance raciale, la langue et l'origine des citoyens. Je suggère que la motion soit adressée au gouvernement d'Ottawa pour que chaque groupe ethnique soit différencié au recensement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

En 1867, un acte, pensé, discuté et préconisé par des représentants de toutes les races, en particulier des races française et anglaise, par des représentants des fois catholique et protestante, par des représentants du Parti libéral et du Parti conservateur, a été adopté: la Constitution canadienne. Cette Constitution est en vigueur et le gouvernement provincial actuel fait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'elle soit respectée. Mais je ne veux pas sortir du domaine de la motion; je veux seulement dire que, dans toutes les circonstances, le gouvernement provincial actuel a toujours exigé le respect des droits de la province de Québec et qu'il entend exiger encore ce respect de la même façon dans l'avenir.

La province de Québec, quel que soit le gouvernement au pouvoir à Ottawa, continuera à réclamer ses droits. La Constitution a donné des attributions au gouvernement fédéral et au gouvernement provincial. Le gouvernement des provinces a reçu la mission d'exercer certains droits et de remplir certains devoirs, mais le gouvernement fédéral s'est aussi vu attribuer une sphère d'action bien définie. La Législature de Québec a été constituée pour exercer les droits de la province de Québec. Mais il y a une grande différence entre l'opinion que peut avoir un membre de cette Législature comme citoyen canadien et l'opinion de cette Législature exerçant les pouvoirs constitutionnels attribués à la province de Québec.

Nous voulons le respect de nos droits? Le meilleur moyen de faire respecter les droits de la province, c'est pour la province de commencer par respecter les droits des autres. Les questions de recensement sont de juridiction nettement fédérale. Nous serions mal venus de nous ingérer, comme Législature, dans un domaine exclusivement fédéral. Si le gouvernement fédéral adoptait des motions semblables relevant de la juridiction provinciale, nous aurions raison de lui dire: Mêlez-vous de vos affaires! Le meilleur moyen qu'il n'y ait pas

d'empiètement, c'est de rester chacun dans son domaine. Il ne faut pas empiéter sur les prérogatives d'autrui, pour ne pas être soi-même victime d'empiètements.

La motion du député de Rivière-du-Loup touche à une question fédérale et non provinciale. Il serait dangereux pour la Législature de Québec d'intervenir dans une matière fédérale. En votant cette motion, la Législature sortirait de son domaine et ce geste pourrait provoquer des empiètements de la part du gouvernement fédéral. Le plus mauvais service à rendre aux provinces, c'est de suivre une politique propre à causer des empiètements. Car ensuite nous serions mal venus de demander à Ottawa de rester dans son domaine, si nous avons commencé par empiéter dans le sien.

Il est, dit-il, personnellement d'avis que la mention de l'origine ethnique, que l'on retrouve dans la motion du député de Rivière-du-Loup, devrait être maintenue dans les prochains recensements fédéraux. Parlant comme un citoyen de la province et comme premier ministre aux séances du comité des bills privés, j'ai déjà déclaré à maintes reprises que la nationalité des citoyens canadiens dont les noms apparaissent sur les listes de recensement devrait être mentionnée. Je n'ai pas changé d'idée et je n'ai pas l'intention de le faire. Mon opinion, dit-il, sur la question de la mention de l'origine ethnique des citoyens dans le recensement fédéral, est bien connue, puisque j'ai déclaré à maintes reprises que cette coutume devrait être conservée. Ça a été mentionné dans les journaux.

La presse a mentionné dernièrement que le gouvernement fédéral de M. Diefenbaker a annoncé qu'il aurait décidé de revenir sur sa décision et de continuer à mentionner l'origine nationale, aux recensements. La motion du député de Rivière-du-Loup constitue un geste de politique partisane, au détriment des droits de la province.

Il y a plusieurs années que j'assiste à des conférences à Ottawa. Jamais nous n'avons dit là-bas autre chose que ceci: Nous réclamons le respect de nos droits. Nous ne demandons pas de faveurs, nous voulons avoir ce qui nous appartient, nous voulons faire respecter ce qui nous appartient.

En résumé, parce que la motion du député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) soulève un problème de caractère fédéral, une question qui ne relève donc pas du Parlement provincial, elle ne peut être adoptée. Il s'agit pourtant d'une opinion que, comme citoyen, j'ai émise à plusieurs reprises. Outre ce fait, il reste qu'adopter, comme Parlement provincial, une attitude semblable, au sujet d'une

question relevant de la juridiction fédérale, risquerait de faire plus de tort que de bien à un mouvement qui est fort louable en lui-même. Pour ma part, je ne veux pas participer à un mouvement qui, dans les circonstances, serait plus nuisible qu'utile.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) diffère d'avis avec le premier ministre. Quelle certitude peut-on avoir que l'administration fédérale renoncera à supprimer, dans les résultats du recensement, la mention de l'origine ethnique? On n'a malheureusement aucune certitude au sujet d'un supposé changement d'attitude d'Ottawa.

La dépêche qui a paru dans les journaux était assez vague: l'attitude d'Ottawa n'est pas encore nettement définie et il ne semble pas qu'il y ait eu aucune déclaration officielle. J'ai, précise-t-il, seulement lu dans les journaux qu'Ottawa songerait à revenir sur sa décision de supprimer cette mention.

Je parle en tant que représentant d'une minorité importante au Canada. La motion du représentant de Rivière-du-Loup (M. Couturier) reflète le désir de nombreux organismes et groupements de la province de Québec, qui ont exprimé des craintes à ce sujet. Il serait dans l'ordre que le Parlement provincial se fasse leur porte-parole. J'insiste, dit-il, sur la dignité avec laquelle le vœu à l'adresse d'Ottawa est formulé. Il n'y a aucun manque de respect dans le fait que l'Assemblée exprime ses opinions sur la manière dont le recensement est effectué au Canada.

Le premier ministre dit qu'il s'agit là de politique partisane. En interprétant ainsi les choses, le premier ministre condamne lui-même certaines des attitudes qu'il a prises lui-même dans le passé. Car souvent il a présenté et appuyé des motions sur des sujets de même nature qui relevaient de la juridiction fédérale. Il a dit à plusieurs reprises que, du point de vue culturel, il est clair que la province de Québec n'est pas une province comme les autres. Les ministériels ont d'ailleurs déjà proposé des motions du genre, quand les libéraux étaient au pouvoir à Ottawa, et l'opposition n'a pas eu peur de les appuyer.

Si l'on parle de la dualité de culture qui existe au Québec et qui est mentionnée dans la motion du représentant de Rivière-du-Loup, certes la province de Québec n'est pas une province comme les autres. Et c'est pourquoi la province de Québec a des devoirs particuliers - je ne parlerai pas de ses droits - principalement à cause des Canadiens français qui vivent hors de ses frontières. Elle a des devoirs moraux envers ceux qui ont essaimé dans les autres provinces, par exemple au Nouveau-Brunswick.

Nous ne pouvons pas rester indifférents en face de la situation dans laquelle se trouvent nos frères d'ailleurs. En pratique, on a vu souvent la province de Québec prendre part à des combats, même à l'Assemblée législative, lorsque des Canadiens français étaient menacés dans leurs droits hors de notre province. Ne serait-ce que pour apporter un réconfort moral à ceux des nôtres qui ont essaimé dans d'autres provinces, la Législature du Québec devrait adopter la motion.

Chose certaine, c'est que des libéraux et des conservateurs ont déjà préconisé un canadianisme sans trait d'union, qui ne tiendrait pas compte de l'origine ethnique. Je ne veux pas dire que cela m'inquiète, mais c'est un mouvement assez prononcé. À mon avis, si ce mouvement se concrétise, nous commencerons à perdre cette dualité qui caractérise la nation canadienne. C'est malheureux car, si le vœu de ces libéraux et de ces conservateurs se réalisait, la minorité la plus importante au Canada, la minorité canadienne-française, ne saurait plus où elle en est. Plusieurs organismes de notre province, comprenant aussi des gens de tous les partis, ont combattu ce point de vue. La motion à l'étude prie respectueusement les autorités fédérales de sauvegarder dans le recensement une distinction qui nous paraît essentielle. Comment le premier ministre peut-il y voir un geste de partisanerie politique?

Or, qu'est-ce qu'un recensement? À mes yeux, le recensement fédéral est une sorte d'inventaire de notre capital humain à travers le Canada et, à cet égard, nous ne pouvons pas rester indifférents, lorsqu'on veut faire disparaître la mention de l'origine, même lorsque nous entendons des gens de bonne foi en faveur de cette suppression. Cet inventaire revêt une extrême importance pour la minorité française: il permet de faire le point. La mention de l'origine ethnique nous permet de savoir où sont nos frères, de les dénombrer, de les soutenir dans leurs revendications, de mieux préserver les droits que leur accorde la Constitution. La minorité est plus particulièrement intéressée parce qu'elle tient à savoir combien elle compte de compatriotes d'autres langues. Le jour où, lors d'un recensement, on ne dénombrera plus le nombre de nos compatriotes utilisant la langue française, ce sera une atteinte à la dualité de notre culture et ne plus reconnaître le rôle éminent joué par notre groupe ethnique dans la collectivité canadienne.

Aux séances des comités permanents, le premier ministre insiste pour ne pas changer de nom de famille, en faisant disparaître ce qui pourrait indiquer l'origine ethnique.

Si le courant actuel, assez prononcé pour que l'inventaire du capital humain, le recensement, ne tienne plus compte de la langue parlée par les citoyens, si cela se produit, nous perdrons au moins dans les livres officiels cette dualité de culture dont parle la motion.

Je n'irai pas plus loin. Cependant, il y aurait là matière à un grand discours patriotique. Le premier ministre nous accuse d'être partisans. Qu'il songe donc aux fois où nous avons voté des motions de l'autre côté, adressées au gouvernement fédéral. Nous considérons qu'avec la motion du représentant de Rivière-du-Loup, nous n'empiétons pas sur les droits d'Ottawa. Cette motion ne peut constituer un empiètement, car elle ne fait qu'adresser une prière à l'autorité fédérale.

Elle est une sorte de conversation officielle entre la Législature de Québec, qui a des devoirs particuliers à remplir à l'égard des minorités françaises de tout le pays, et le gouvernement d'Ottawa. La motion prie simplement le gouvernement fédéral de tenir compte de la dualité culturelle du pays, de considérer les Canadiens d'origine française comme un élément important de la population canadienne et de tenir compte de nos origines raciales. Et ce serait là une motion partisane?

Depuis quand une prière est-elle considérée comme un empiètement? Il fut un temps où le premier ministre éprouvait moins de scrupules; le gouvernement Duplessis était moins chatouilleux quand il y avait des libéraux au pouvoir à Ottawa. Il ne se sentait pas sur un plancher aussi fragile, lorsqu'il s'agissait de donner des coups d'épingle à Ottawa.

Il est temps de mettre de côté la partisanerie et la petite politique. Je ne vois pas comment la Législature ne peut se prononcer sur ce problème⁴.

Projets de loi:

Loi électorale

M. Ouellet (Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Vachon), que la Chambre passe maintenant à l'article 41 de l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill 98 abrogeant certaines lois ayant modifié la loi électorale de Québec.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Turcotte, Vachon, 68.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion est adoptée.

M. l'Orateur suppléant appelle la Chambre à étudier le bill 98 présenté par le député de Québec-Ouest (M. Galipeault).

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 abrogeant certaines lois ayant modifié la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Je suis, dit-il, honoré de présenter ce projet de loi qui a pour but de remettre en vigueur certains principes démocratiques, qui veulent que tous les partis politiques soient sur le même pied en période électorale, afin que le vote puisse être donné librement.

Il donne les grandes lignes de son discours. Il s'attaquera, annonce-t-il, à l'énumération unique, protestera contre le fait que cet énumérateur devient un agent électoral du parti au pouvoir, non soumis aux brefs de prérogative, et blâmera le gouvernement actuel d'avoir imposé l'obligation de présenter, dans Québec et Montréal, le certificat de l'énumérateur pour avoir droit de voter. En dernier lieu, il reprochera d'avoir enlevé à la cour de droit commun, la Cour supérieure, juridiction sur les procès pour infraction à la loi électorale, pour les confier à une cour provinciale inférieure.

Les innovations du bill 34 ont privé l'opposition de toute protection; elles ont abouti au truchement de listes électorales. Avant 1941, les listes électorales étaient préparées par les municipalités. Quand M. Godbout a donné le droit de

vote aux femmes, une nouvelle loi électorale fut mise en force, décrétant que la liste des voteurs serait préparée par deux énumérateurs, représentant le gouvernement et l'opposition. Les élections de 1944 furent faites avec ces deux énumérateurs. Le système à deux énumérateurs, qui s'appliquait aux villes de Montréal et de Québec et qui était en vigueur avant 1953, a créé un équilibre nécessaire entre le gouvernement et l'opposition à la période électorale.

En 1953, l'Union nationale a présenté le bill 34 antidémocratique qui faisait disparaître l'énumérateur de l'opposition, mettant ainsi de côté le principe de l'égalité des partis en temps d'élection. Le gouvernement de l'Union nationale, en instaurant le système à un seul énumérateur en 1953, a placé l'opposition dans une position inférieure et défavorable. Il réclame la nomination de deux énumérateurs pour la préparation des listes électorales dans les grands centres urbains, comme Montréal et Québec.

Quelle raison a bien pu amener le gouvernement à priver l'opposition de son énumérateur? Au moment des explications données par le premier ministre, en 1953, sur le bill 34, il avait invoqué l'argument invraisemblable qu'il était impossible, en présence des développements de la province, de trouver 41,000 personnes pour remplir ces fonctions d'énumérateurs. Cette raison n'est pas sérieuse et il estime qu'aucun de ces arguments n'est valable, car tous les députés savent qu'en temps d'élections, ils reçoivent de nombreuses demandes de personnes qui veulent travailler. Le premier ministre disait aussi que c'était pour empêcher l'obstruction. Avec deux énumérateurs, ça ne marchait pas. Personne n'a eu connaissance de cette prétendue obstruction.

L'énumérateur unique a toute autorité sur la confection de la liste électorale. Il est devenu un agent électoral du gouvernement, à l'abri des injonctions ou ordonnances judiciaires, qui n'est soumis à aucun bref de prérogative comme les autres citoyens. Ce fait va à l'encontre de tous les principes fondamentaux de la démocratie. La seule raison qu'avait le gouvernement était de priver l'opposition de son représentant dans la confection des listes électorales. Et, si cet énumérateur veut être malhonnête, il lui est alors facile d'enlever des noms ou d'en ajouter.

Le fait de permettre à l'énumérateur de devenir un agent électoral va à l'encontre de tous les principes fondamentaux de la démocratie. Le gouvernement a mis dans la loi que cet officier n'est pas soumis aux brefs de prérogative, comme les

autres citoyens. Il a, dit-il, vu ces énumérateurs uniques à l'œuvre durant les élections. Ils ont ajouté ou retranché des noms, se sont emparés des certificats de vote durant la confection des listes, etc. Il parle de la loi électorale fédérale qu'il considère supérieure à celle du Québec.

Il proteste contre l'obligation de présenter ce certificat pour voter dans Montréal et Québec. Des électeurs qui ont perdu ce document sont privés de leur droit de citoyen. Le premier ministre a également dit, en 1953, que le fait d'exiger ce certificat empêchait de passer des télégraphes. C'est le contraire qui se produit, car les agents du gouvernement achètent ces certificats pour passer des télégraphes.

Le gouvernement a enlevé à la Cour supérieure juridiction sur les causes d'élection pour confier celles-ci à la Cour de magistrat. Le peuple sait quelle est la raison qui a motivé ce changement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le projet de loi du député de Québec-Ouest ne tient pas debout, et pour plusieurs raisons. Il est tout d'abord contraire aux règlements de la Chambre, parce qu'il comporte une dépense d'argent pour le Trésor provincial, puisqu'il en coûterait plus cher de rémunérer deux énumérateurs qu'un seul. Il aurait dû, en conséquence, être précédé d'une résolution présentée par un ministre. Et, à l'appui de cette affirmation, dit-il, il cite les *Procès-verbaux* de la Chambre, page 224, pour la session de 1930, rapportant une discussion sur un bill de M. Aimé Guertin proposant l'institution de bureaux de révision⁵. Le père du député de Québec-Ouest était ministre, à ce moment. Il avait été décidé, à ce moment, que le bill était contraire aux règlements. Ce projet de loi avait été mis de côté parce qu'il n'était pas précédé d'une résolution.

L'an dernier, le député de Saint-Maurice a présenté un projet de loi pour abolir la loi électorale.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas vrai.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est poli.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ça fait deux ans que le projet de loi a été présenté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des bêtises peuvent avoir deux ans, mais cela ne les rend pas moins bêtes. D'après la loi du stratège, il n'y

avait plus d'officier rapporteur, plus de date pour la votation. C'était une loi pour empêcher les élections. Et les libéraux ont voté pareil. Aucune disposition n'avait été prise pour faire revivre la loi, après l'avoir abolie.

Dans le projet de loi du député de Québec-Ouest, il est dit que les lois 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, et 2-3 Elizabeth II, chapitre 29, sont abrogées. Cela n'a rien à voir avec la loi électorale, mais concerne la loi des tribunaux judiciaires. De plus, la mesure du député de Québec-Ouest (M. Galipeault), si elle était votée, serait inapplicable. Il dit que le bill a été mal rédigé, et en fait, il trouve divertissant de voir les libéraux parler d'améliorer la loi électorale.

Les lois électorales d'autrefois permettaient la fabrication fantaisiste des listes électorales. Avant 1936, les listes électorales étaient confectionnées à tous les deux ou trois ans par des officiers que nommait le gouvernement, sans surveillance ni contrôle de l'opposition. Aux environs de 1930, les listes électorales étaient si frauduleuses qu'un évêque anglican jugea à propos de protester en disant qu'elles avaient été paquetées. Avant 1930, le gouvernement du temps pouvait ordonner la tenue d'élections suivant d'anciennes listes, avec un avis de 15 ou 20 jours, parfois de trois semaines. En 1923, une élection générale provinciale a été tenue en plein hiver avec le résultat que deux candidats libéraux sont morts. En 1935, quelque temps après les élections fédérales, le gouvernement de la province, encore à la remorque de celui d'Ottawa, ordonnait la tenue d'élections générales en novembre, après un avis de trois semaines. Où sont donc les gens qui veulent véritablement protéger les droits du peuple?

Après avoir pris le pouvoir, avec la loi électorale que l'Union nationale a fait voter, le délai pour la tenue des élections ne doit pas être inférieur à 35 jours entre l'avis et la date du scrutin. Plusieurs autres améliorations ont été également apportées par la suite. En vertu de cette loi, l'opposition nomme le greffier du scrutin et a droit au choix de l'un des trois réviseurs, ce qui est le plus important.

Le système des deux énumérateurs ne pouvait pas fonctionner parce que les deux, nommés par deux camps opposés, ne pouvaient travailler en collaboration. On est venu au système de l'énumérateur unique parce que, dans les grandes villes, il est pratiquement impossible d'en avoir deux. Dans plusieurs comtés de la province, on manquait d'énumérateurs. Il était impossible de trouver des personnes en nombre suffisant pour remplir cette fonction. J'ai vu des cas où, dans certains comtés ruraux, l'opposition n'a trouvé personne pour agir

comme énumérateur. Il n'est pas facile de trouver en quelques jours 40,000 à 50,000 personnes pour les affecter à ce travail.

La loi présentée par le député de Québec-Ouest est encore inapplicable parce qu'elle met en contradiction des articles avec d'autres qui ne sont pas abrogés. L'un dit blanc, l'autre dit noir. Elle tend aussi à diminuer le salaire du président des élections. Je voudrais bien savoir pourquoi. En outre, le député se trompe et trompe la province quand il dit que la loi électorale fédérale est supérieure à la nôtre.

Notre loi électorale a été préparée soigneusement, elle a donné justice à tous, elle offre à l'opposition l'avantage de surveiller la préparation des listes, en lui accordant la nomination d'un réviseur, en plus de celle du greffier au bureau de scrutin. Ce n'était pas le cas autrefois. Nous avons, sans conteste, dans la province de Québec, la meilleure loi électorale qui existe au pays. Elle est plus juste que celle d'Ottawa.

En vertu de la loi électorale d'Ottawa, il n'y a qu'un seul énumérateur nommé par le gouvernement qui agit aussi comme réviseur; la nôtre accorde au gouvernement et à l'opposition le droit de nommer chacun un réviseur. En vertu de la loi fédérale, il n'y a qu'un seul réviseur dans les villes; la nôtre recommande la nomination de trois réviseurs, deux nommés par le gouvernement et l'opposition chacun, et un troisième choisi par le président des élections, si les deux premiers ne s'entendent pas sur son choix.

Avant les élections fédérales, les réviseurs siègent simplement pendant trois jours, tandis qu'ici ils siègent pendant huit jours et demi. À Ottawa, avec la loi fédérale, s'il s'écoule une heure sans qu'il se présente quelqu'un, ils s'en vont. Ici, ils siègent toute la journée: l'avant-midi, l'après-midi et le soir, pendant huit jours et demi. N'importe qui, d'après notre loi, peut faire mettre son nom sur la liste. Quant à l'énumérateur, il n'est pas nommé par le gouvernement, mais par le président d'élection. Quand il s'est passé des télégraphes aux élections, ce sont les rouges qui s'en sont rendus coupables. Autrefois, ils viciaient les cimetières en temps d'élection. On sait d'ailleurs comment les élections se faisaient dans leur temps.

L'exercice du droit de vote est un droit, mais comporte aussi un devoir. Les électeurs ont le devoir de veiller à ce que leur nom soit inscrit sur les listes. Il ne peut être question que l'on se substitue à eux pour cela.

Il donne des statistiques sur les activités des bureaux de révision pour démontrer qu'aux élections complémentaires tenues en 1957, un nombre infime

de gens ont demandé des corrections ou des radiations sur les listes dans les comtés de Mégantic et Compton. C'est ainsi, dit-il, que dans 11 bureaux de scrutin, trois personnes ont demandé qu'on place leur nom sur la liste, et neuf noms ont été rayés des listes. Ce qui démontre qu'il y a très peu d'irrégularités et que tout va bien avec la législation actuelle. C'est que les listes électorales avaient été bien faites.

Quant à la loi présentée par le député de Québec-Ouest, elle est un tissu de contradictions et elle est inexécutoire. Ce bill est si mal conçu qu'il valait que nous donnions à la province la chance de s'en rendre compte. Franchement, je regrette que le député ait attaché son nom à un projet abracadabrante et démontré une ignorance légale crasse. J'ai donné à l'opposition de faire entendre ses prétextes, inspirés par l'esprit de critique. Je lui ai donné l'occasion de prouver son ignorance dans le domaine de la préparation des lois. J'ai montré le danger pour la population de l'avoir à la tête du gouvernement. Je ne veux pas, dit-il, empêcher le député libéral d'exprimer son opinion et je veux donner un aperçu de l'opinion du gouvernement.

En vertu des articles 155, 548 et 550 du Règlement de la Chambre, je soulève maintenant un point d'ordre et de règlement à l'encontre du projet de loi proposé par le député de Québec-Ouest. Pareil projet de loi est irrégulier, et je ne crois pas qu'on devrait permettre la poursuite de la discussion. L'article 548 dit que lorsqu'un bill public a pour objet direct et principal l'exécution de quelques travaux, l'allocation de quelque subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne et la concession de quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier, et agréée par la Chambre, parce que ce projet équivaut à un bill de finances, ce qui est du ressort du gouvernement, et qu'il doit être présenté par un ministre de la couronne.

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui, oui. Je m'attendais à cette remarque. Je parle sur le point d'ordre. C'est la façon dont le gouvernement se prend pour empêcher la discussion. C'est une espèce de bâillon.

M. l'Orateur: Je demande au député de Saint-Maurice de retirer ses paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je retire mes paroles, mais je garde le droit de penser que le gouvernement veut bâillonner l'opposition.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande que le député de Saint-Maurice soit invité à retirer ses paroles sans restriction. Le député de Saint-Maurice déclare que le gouvernement impose une espèce de bâillon. Qu'il retire ces paroles.

M. Hamel (Saint-Maurice) donne lecture de l'article 548: "La recommandation du gouvernement en faveur d'un projet de loi est obligatoire quand un bill public a pour objet direct et principal l'exécution de quelques travaux publics, l'allocation de quelque subvention en argent, l'imposition de quelque charge nouvelle ou additionnelle sur les revenus publics ou sur le peuple, la remise totale ou partielle de quelque somme due à la couronne et la concession de quelque bien appartenant à la couronne, ou l'autorisation de consentir quelque emprunt ou obligation engageant le crédit de la province, il ne peut être présenté qu'après qu'une résolution ayant le même objet a été recommandée par le lieutenant-gouverneur, prise en comité plénier et agréée par la Chambre..."

Il souligne les mots "quand un bill a pour objet direct et principal". On admettra, dit-il, que le bill du député de Québec-Ouest n'a pas pour objet direct et principal l'exécution de travaux publics, l'allocation de subventions... Il n'a pas pour objet direct et principal l'imposition de charges nouvelles. Il ne s'agit pas d'une remise totale ou partielle de sommes dues à la couronne ou d'un autre article de cette énumération. Comme nous l'avons dit plus haut, l'objet direct et principal du bill du représentant de Québec-Ouest est d'assurer l'honnêteté des élections. L'objet principal du bill est de rétablir la justice dans le domaine électoral. C'est possible qu'indirectement, par ricochet, il entraîne des dépenses à la province, puisqu'il faudrait engager plus d'énumérateurs. Mais le but primordial est de rétablir l'égalité de l'opposition et du gouvernement, dans une période critique. Car, s'il est un moment où tous les partis politiques doivent avoir toutes les facilités pour obtenir justice, c'est bien au moment de la consultation populaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! Je demande que l'orateur s'en tienne à la question de finance.

M. l'Orateur: Le premier point d'ordre soulevé par le premier ministre est basé sur le fait

que le bill entraîne une dépense d'argent, qu'il devrait être précédé d'une résolution du lieutenant-gouverneur. Il invite, dit-il, le représentant de Saint-Maurice à s'en tenir à cela.

M. Hamel (Saint-Maurice) se soumet, mais, dit-il, j'attire l'attention de l'Orateur de la Chambre sur la jurisprudence se rapportant à l'article 548: L'article 1 de 548 ne s'applique pas si le bill dispose seulement qu'une aide payable à une personne pourra être payée à une autre personne ou distribue seulement des fonds déjà votés, ou édicte seulement que le produit de quelque impôt existant sera appliqué au paiement de certaines dépenses.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) demande au député de lire le premier paragraphe de la jurisprudence qui stipule que "quand il s'agit de bill devant entraîner quelque dépense de deniers publics, il faut se demander si le bill aura réellement pour effet de faire sortir du Trésor public des obligations dont il ne serait pas autrement chargé".

M. Hamel (Saint-Maurice): C'est bien cela, mais c'est toujours sous réserve que ce soit l'objet direct et principal du bill.

À la page 159 des règlements, la jurisprudence édicte qu'un bill n'est pas, par exemple, sujet aux dispositions de l'article 548-1 (L) parce qu'il étend le suffrage et rend, en conséquence, les dépenses d'élections plus considérables. C'est un cas qui ressemble étrangement au cas que nous étudions. Ça me semble bien clair. Ça s'applique exactement au cas présent.

Le sous-paragraphe *m*, à la page 159, prévoit même qu'un bill n'est pas sujet à l'article 548 parce qu'il augmente le nombre de députés et, en conséquence, le chiffre global des indemnités à payer.

L'objet principal du bill est de savoir si on va établir la justice ou non. Je soumetts que le bill est dans l'ordre et qu'on ne devrait pas nous empêcher de discuter en invoquant un incident de procédure.

Décisions de l'Orateur:

Projets de loi entraînant des dépenses d'argent

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que bien des décisions ont été rendues à ce sujet depuis qu'il est à la Chambre. Chaque fois, les jugements ont confirmé

la règle. Il a toujours été décidé que tout projet de loi, comme celui-ci, qui entraîne des dépenses d'argent, doit être précédé d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur et adoptée en comité plénier. Il cite à l'appui les articles 155, 529, 548, 755, 790 et 793 du Règlement ainsi que la note, sous l'article 793, note qui est à l'effet que seul un ministre peut proposer d'augmenter les charges sur le peuple ou sur le Trésor; à l'article 793 du Règlement, qui dit qu'aucune proposition portant directement soit affectation de deniers publics, soit imposition de charges nouvelles ou additionnelles, soit extension de l'incidence d'un impôt proposé ou existant sur le peuple, ne peut être votée à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ait recommandé l'objet pendant la session en cours. C'est le cas de la présente loi. Il suffit d'avoir entendu le proposeur pour savoir que l'objet principal du bill est d'ajouter un énumérateur additionnel dans les circonscriptions, ce qui entraînerait des charges nouvelles sur le peuple et sur le Trésor. Le but principal de ce bill semble être un changement dans la loi électorale, qui prévoit un système à deux énumérateurs pour les villes de Montréal et de Québec. Pour toutes ces raisons, je déclare donc le point d'ordre fondé et le bill irrégulier.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 66.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Thériage, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 11 février 1959

Il est ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 42 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 31 modifiant la loi concernant la révision du Code civil;
- bill 33 modifiant la loi concernant la colonisation;
- bill 34 modifiant la loi des services publics.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 168 concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval;
- bill 199 relatif à The Laprairie Protestant Cemetery;
- bill 278 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval.

Messages du lieutenant-gouverneur:**Sanction royale**

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture:

M. l'Orateur: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

15 Loi concernant l'École polytechnique et l'École des hautes études commerciales de Montréal;

22 Loi concernant les écoles professionnelles privées;

26 Loi modifiant la loi de l'instruction publique;

27 Loi autorisant l'établissement d'une nouvelle école d'agriculture à Oka;

31 Loi modifiant la loi concernant la révision du Code civil;

33 Loi modifiant la loi concernant la colonisation;

34 Loi modifiant la loi des services publics;

36 Loi modifiant la loi de la Régie provinciale de l'électricité;

38 Loi modifiant la loi des pensions;

39 Loi concernant le budget municipal de la cité de Montréal;

102 Loi concernant la corporation du canton de Portland et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette, dans le comté de Papineau;

109 Loi concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de Mackayville;

110 Loi concernant les corporations municipales et scolaires de Beauceville, Beauceville-Est, Saint-François-Ouest et Saint-François-de-Beauce;

111 Loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson;

115 Loi concernant la corporation du village de Price;

120 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce;

122 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jean;

124 Loi constituant en corporation la ville de Gaspé et concernant les écoles protestantes de la municipalité de Gaspé;

- 125 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre John Nemeth à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;
- 126 Loi modifiant la charte de la ville de Saint-Félicien;
- 128 Loi modifiant la charte de la cité de Drummondville;
- 129 Loi concernant la cité de la Pointe-aux-Trembles, Canadian International Paper Company et Hygrade Containers Limited;
- 131 Loi concernant la corporation scolaire de Windsor;
- 132 Loi modifiant la charte de la ville de Richmond;
- 140 Loi constituant en corporation la ville de Renaud;
- 145 Loi modifiant la charte de la ville de Courville;
- 146 Loi modifiant la charte de la cité de Chicoutimi;
- 147 Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny;
- 148 Loi modifiant la charte de la ville de Sainte-Thérèse;
- 149 Loi concernant la corporation municipale de Sainte-Thérèse-Ouest;
- 151 Loi concernant l'adoption et le changement de nom de Peter Detlev Leichsenring;
- 152 Loi concernant la cité de Saint-Hyacinthe;
- 159 Loi concernant la ville de Chambly;
- 161 Loi concernant la succession de Paul-Émile Guilbeault;
- 162 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Île-Bizard, dans le comté de Jacques-Cartier;
- 165 Loi concernant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;
- 168 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de la cité de Dorval;
- 170 Loi constituant en corporation La Compagnie Mutuelle d'assurance-vie de Québec;
- 176 Loi concernant la ville de Saint-Eustache et la Commission scolaire de Saint-Eustache;
- 178 Loi concernant la corporation de la paroisse de Saint-Ambroise, dans le comté de Québec;
- 179 Loi constituant en corporation les sœurs de Sainte-Marcelline;
- 181 Loi modifiant la charte de la cité de Sherbrooke;
- 182 Loi concernant l'acte de vente consenti par dame Émilienne Ouellette à Roland Liboiron;
- 183 Loi concernant une propriété de Gérard D'Amour;
- 185 Loi concernant les commissaires d'écoles catholiques pour la municipalité de la cité de Longueuil;
- 186 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de ville d'Anjou, dans le comté de Laval;
- 187 Loi concernant le testament de Charles Séraphin Rodier;
- 192 Loi modifiant la charte de la ville de Roxboro;
- 197 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Lambert;
- 199 Loi relative à The Laprairie Protestant Cemetery;
- 200 Loi concernant la ville de Candiac, les corporations scolaires catholique et protestante de la ville de Candiac et Iroquois Glass Limited;
- 202 Loi pour valider le titre de Dominion Steel and Coal Corporation Limited sur certaines propriétés et pour valider certains accords faits par cette compagnie;
- 204 Loi ratifiant, confirmant et validant certaines résolutions du conseil municipal de la cité de Beauharnois, et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Beauharnois;
- 205 Loi modifiant la charte de la ville des Sept-Îles;
- 209 Loi constituant en corporation la ville du Lac-Delage;
- 214 Loi modifiant la charte de la cité de Shawinigan;
- 216 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville d'Amos, et les commissaires d'écoles pour les municipalités scolaires de Landrienne, de Delâge et de Dollard;
- 217 Loi concernant la ville de Gatineau et la Commission scolaire catholique de Gatineau, Papineau;
- 219 Loi modifiant la loi concernant l'Association des médecins de langue française du Canada;
- 224 Loi constituant en corporation les Frères des écoles chrétiennes de Trois-Rivières;
- 225 Loi concernant la corporation du village de Sayabec et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Sayabec, dans le comté de Matapédia, ainsi que la corporation de la paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec;
- 232 Loi concernant la Compagnie des Ciments du Saint-Laurent et la ville et les commissaires d'écoles de Villeneuve;
- 233 Loi modifiant la charte de la cité de Sorel et constituant un organisme pour promouvoir l'industrie dans la région de Sorel;

234 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Pointe-aux-Trembles;

235 Loi concernant la paroisse de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot;

236 Loi modifiant la charte de la cité de la Pointe-aux-Trembles;

237 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre dame Colette Perroux-Maranda au nombre de ses membres, après examen;

238 Loi modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Rivière-du-Loup;

239 Loi concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

240 Loi modifiant la charte de la ville de Fort-Chambly;

244 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Martin;

249 Loi modifiant la charte de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

250 Loi modifiant la charte de la ville de Greenfield Park;

251 Loi concernant la Compagnie de Films Transatlantique inc.;

252 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Drummondville, dans le comté de Drummond;

253 Loi concernant la communauté helléno-canadienne;

254 Loi concernant certaines corporations scolaires des comtés de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami et la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi;

256 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Traian Constantin à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec;

258 Loi concernant la succession de feu J. Timothy Donohue;

259 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Mont-Royal;

261 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Rawdon;

263 Loi légalisant un acte entre BP Canada Limited et la cité de Montréal, ainsi que le règlement numéro 2,450 de la cité de Montréal;

264 Loi modifiant la charte de la cité de Granby;

265 Loi concernant la ville de Waterloo;

267 Loi relative au titre de propriété de Wilfrid Simoneau aux lots 163-691 et 163-739 du cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet;

268 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun;

269 Loi modifiant la charte de la ville de L'Abord-à-Plouffe;

273 Loi concernant la succession de feu l'honorable Georges Élie Amyot;

275 Loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert Archambault au nombre de ses membres;

276 Loi modifiant la charte de la communauté des sœurs de Charité de la Providence;

278 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Théophile, dans le comté de Laval;

279 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Charles, dans le comté de Saint-Sauveur.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente les bills suivants pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

25 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins;

42 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1959, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ces bills.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

Projets de loi:

Fonds municipaux déposés dans les caisses populaires

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 autorisant les corporations municipales à déposer leurs fonds dans les caisses populaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure ne s'applique qu'aux corporations municipales, parce que les commissions scolaires ont déjà le droit de déposer des fonds dans les caisses populaires. Avec le bill projeté, le même droit serait étendu aux corporations municipales, qui pourraient s'en prévaloir à leur gré. À l'heure actuelle, les caisses populaires sont aux prises avec des règlements qui leur nuisent considérablement. Je crois qu'en adoptant cette mesure, nous leur donnerions un appui dont elles ont besoin. Ce serait aider ces dernières dans un moment particulièrement difficile que d'adopter cette loi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le gouvernement de l'Union nationale a toujours entouré les caisses populaires d'une sympathie agissante. Le gouvernement actuel a contribué en maintes occasions à l'expansion des caisses populaires.

Mais, en vertu de la Constitution, les banques relèvent de l'autorité fédérale. Les lignes de démarcation entre les banques et les caisses populaires n'ont jamais été clairement définies. De plus, les banques ont décidé dernièrement d'exiger un montant considérable pour l'encaissement des chèques des caisses populaires, ce qui représenterait pour celles-ci une dépense de \$750,000 à \$1,000,000 par année. Il y a des pourparlers qui se poursuivent à ce sujet, pour tâcher d'en venir à une entente. N'oublions pas non plus que les corporations municipales ont besoin des banques pour émettre leurs débetures, car il faut que les coupons d'intérêt puissent être encaissés facilement partout.

Dans les circonstances, l'adoption de la loi actuelle serait de nature à créer un froid, à augmenter les difficultés, à compromettre peut-être le succès des pourparlers en cours actuellement, pour aplanir le différend entre les banques et les caisses populaires, sans compter qu'elle pourrait soulever des difficultés constitutionnelles. Je trouve donc la loi prématurée, inopportune.

Motions de report:

M. Lizotte (L'Islet) propose, appuyé par le représentant de Témiscouata (M. Raymond), que la présente motion soit amendée en remplaçant le mot "maintenant" par les mots "dans six mois".

M. Hamel (Saint-Maurice): Il est fantaisiste d'invoquer un tel argument. Je ne vois pas comment l'adoption de cette loi pourrait créer tant de difficultés, car elle n'oblige pas les corporations

municipales à déposer leurs fonds dans les caisses populaires. Elle leur permet simplement de le faire, si elles le désirent. Les commissions scolaires ont déjà ce pouvoir et il n'y a pas eu d'incidents internationaux ou constitutionnels. Je ne sache pas que le fait pour les commissions scolaires de déposer dans les caisses populaires ait eu un effet sur les relations entre les banques et les caisses populaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Dans l'intérêt même des caisses populaires que l'on veut tous aider, il ne serait pas sage à l'heure actuelle de soulever des questions qui pourraient provoquer des représailles de la part des banques. N'allons pas, dit-il, nuire aux caisses populaires, sous prétexte de les aider à un moment où il devrait y avoir de la collaboration entre tout le monde. La loi aurait un mauvais effet en ce moment. Elle nuirait aux caisses populaires au lieu de les aider.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Barré, Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Turcotte, Vachon, 65.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion amendée est, en conséquence, adoptée⁶.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *Le Soleil* du 12 février 1959, à la page 40, la chronologie des événements n'est pas la même. Il est dit que c'est le représentant de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) qui a réclamé le vote sur cette question.

2. *Le Soleil* du 12 février 1959, à la page 40, rapporte que les députés indépendants, MM. Lionel Ross, Dave Rochon et Frank Hanley, ont voté avec le gouvernement.

3. *Le Temps* du 12 février 1959, à la page 11 ajoute qu'une copie a été remise au premier ministre, au chef de l'opposition et au représentant de Montréal-Verdun (M. Ross)

4. Note de l'édition: *Le Soleil* du 12 février 1959 indique que la motion a été rejetée par 69 voix contre 16 voix. Toutefois, les *Journaux de l'Assemblée législative* n'enregistrent aucun vote sur cette motion. Nous nous en tenons au texte officiel que représentent les *Journaux*.

5. Il s'agit du bill 188.

6. *Le Soleil* du 12 février 1959, à la page 3, rapporte que les députés indépendants, MM. Lionel Ross, Dave Rochon et Frank Hanley, ont voté avec le gouvernement.

Séance du jeudi 12 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt et unième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 282 modifiant la charte de la ville de La Prairie;

- bill 226 modifiant la charte de la corporation de la ville de Cookshire;

- bill 227 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier;

- bill 139 modifiant la charte de la cité de Dorval;

- bill 247 modifiant la charte de la ville d'Anjou;

- bill 286 modifiant la charte de la cité de Sillery;

- bill 164 constituant en corporation de ville le village Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds;

- bill 241 modifiant la charte de la ville de Mackayville;

- bill 288 relatif à la transformation de La Laurentienne, Compagnie d'Assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Et, sans amendement, le bill 105 modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 208 changeant le nom de Ludovic Polak en celui de Ludovic Diez-d'Aux ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Charte de La Prairie

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme

en comité plénier pour étudier le bill 282 modifiant la charte de la ville de La Prairie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 282 sans l'amender.

M. Riendeau (Napierville-Laprairie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Cookshire

M. Gosselin (Compton) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 226 modifiant la charte de la corporation de la ville de Cookshire.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 226 sans l'amender.

M. Gosselin (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission scolaire de Saint-Louis

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 227 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 227 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Dorval

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de la cité de Dorval.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 139 sans l'amender.

M. Schmidt (Vaudreuil-Soulanges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte d'Anjou

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 247 modifiant la charte de la ville d'Anjou.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 247 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sillery

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 286 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 286 sans l'amender.

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Geneviève- de-Pierrefonds

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 164 constituant en corporation de ville le village Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 164 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Mackayville

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 241 modifiant la charte de la ville de Mackayville.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 241 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**La Laurentienne,
compagnie d'assurance**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 288 relatif à la transformation de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 288 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission des écoles catholiques
de Québec**

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 105 sans l'amender.

M. Boudreau (Saint-Sauveur) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 32 modifiant la loi des cités et villes, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 9 est remplacé par ce qui suit:

9. L'article 522 de ladite loi est modifié en remplaçant la deuxième phrase du deuxième alinéa par la suivante: "Cette évaluation comprend la maison qui sert à l'habitation du cultivateur et dont la valeur n'excède pas dix mille (\$10,000) dollars, ainsi que les granges, écuries et autres bâtiments servant à l'exploitation de ladite terre. Si la valeur de cette maison excède dix mille (\$10,000) dollars, elle n'est comprise dans l'évaluation de la terre que jusqu'à concurrence de cette somme et le surplus, évalué séparément, est sujet à la taxe mentionnée au premier alinéa du présent article."

Projets de loi:

**Loi
des cités et villes**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 32 modifiant la loi des cités et villes.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 231 constituant en corporation la ville de Port-Cartier et concernant les commissaires d'écoles de Shelter Bay, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 13 est modifié dans le sous-article 51 en biffant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du deuxième paragraphe, les mots "pourvu que la nomination de cet officier ou employé ne relève du gérant".

2. L'article 17 est biffé.

3. Les articles 18 à 36 deviennent les articles 17 à 35.

4. L'article 37 devient l'article 36 et est modifié en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes de la page 17, les mots "possèdent ou posséderont" par ce qui suit: "possèdent ou posséderont pour fins industrielles".

5. Les articles 38 et 39 deviennent les articles 37 et 38.

6. L'article 40 devient l'article 39 et est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "sauf l'article 39" par ce qui suit: "sauf l'article 38".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 260 concernant Montreal Trust Company, Sogemines Consultants Limited, les paroisses de Saint-Constant et de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Constant et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Le titre de Didace Patenaude à une partie du lot 176 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Constant, confirmé par le jugement de l'honorable juge C. E. Ferland de la Cour supérieure du district de Montréal, rendu en date du 8 octobre 1958, dans le dossier 4,812 *ex parte* de ladite cour et enregistré sous le numéro 53,200 au bureau de la division d'enregistrement du comté de Laprairie, est déclaré valide, légal et incontestable à l'égard de toute personne quelconque et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de Alma Séguin, veuve de Arthur Robinson, L. Conrad Barbeau, Léandre Létourneau, David Montigny, Louis Brossard et à l'égard de leurs héritiers, ayants droit et représentants.

"La présente loi n'affecte en rien les dispositions de la loi corrigeant une désignation de lot dans un acte de vente entre Didace Patenaude et ladite Alma Séguin, sanctionnée le 18 décembre 1958 (7-8 Elizabeth II, chapitre 204)."

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 2: "et incontestable à l'égard de toute personne et, sans limite ce qui précède, à l'égard de Bazile Marotte, ses héritiers, ayants-droit et représentants."

3. Ce qui suit est ajouté après l'article 3:

"et incontestable à l'égard de toute personne et, sans limiter ce qui précède, à l'égard de tous les appelés de la substitution créée par le testament de Marguerite Dupuis, veuve de Léon Perras, daté du 26 mars 1875, reçu devant Messieurs A. Beauvais et Associés, notaires, et enregistré sous le numéro 3,892, leurs héritiers, ayants-droit et représentants."

4. L'article 4 est modifié en ajoutant avant le dernier alinéa, l'alinéa suivant:

"Les dispositions des alinéas précédents s'appliqueront aux successeurs et ayants-droit de ladite Sogemines Consultants Limited, pourvu que tels biens demeurent destinés à des fins industrielles et que les opérations, une fois commencées, soient poursuivies autant que possible sans interruption."

Projets de loi:

Port-Cartier et la commission scolaire de Shelter Bay

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 231 constituant en corporation la ville de Port-Cartier et concernant les commissaires d'écoles de Shelter Bay.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Constant et Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 260 concernant Montreal Trust Company, Sogemines Consultants Limited, les paroisses de Saint-Constant et de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Constant et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Questions et réponses:

Relations fédérales-provinciales

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La *Gazette* et le *Montréal-Matin* ont publié, hier matin, ce qui paraît être des extraits de la correspondance échangée entre les premiers ministres du Canada et du Québec relativement à la question des relations fiscales, mais on n'a pas encore déposé cette réponse à l'Assemblée. Le premier ministre entend-il rendre publiques bientôt les lettres parues dans les deux journaux montréalais?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) a reçu, dit-il, il y a deux ou trois semaines, une lettre du premier ministre, rédigée en français, dans laquelle M. Diefenbaker faisait part de deux discours du trône. M. Diefenbaker déclarait que son gouvernement proposera une modification à la loi sur les ententes entre les provinces, relativement au

partage d'impôt, afin de prolonger d'une autre année l'augmentation apportée à la part provinciale des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers. Le premier ministre canadien formule le souhait que toute la question des relations d'ordre financier entre le Canada et les provinces fasse l'objet d'une étude en commun sérieuse et suivie. Dans ce but, il propose aux gouvernements provinciaux d'utiliser les rouages du comité permanent fédéral-provincial sur les questions fiscales et économiques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le 14 janvier, ordre avait été donné par la Chambre de produire la correspondance échangée entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa, depuis avril 1957 jusqu'à la fin de 1958, au sujet de la répartition fiscale et des paiements de péréquation.

Le premier ministre a-t-il l'intention de déposer bientôt cette correspondance et d'y ajouter les lettres échangées récemment entre M. Diefenbaker et lui, lettres dont quelques journaux ont déjà publié des extraits?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Aucune correspondance n'a été échangée au sujet du problème particulier de la péréquation. L'attitude de la province a été maintes fois exprimée dans des mémoires soumis à Ottawa, dans des lettres qui ont déjà été produites et dans des déclarations faites par celui qui parle. Le gouvernement de Québec n'a aucunement changé d'attitude au sujet des problèmes de répartition fiscale. Le Québec n'a pas d'entente fiscale avec le gouvernement fédéral. Il perçoit ses propres taxes directes.

Le 19 janvier, j'ai reçu de M. Diefenbaker une lettre. J'ai soumis cette lettre au Conseil des ministres, qui n'a pas siégé durant deux semaines à cause de la session, et j'ai répondu ces jours-ci à M. Diefenbaker. Cette correspondance étant postérieure au 14 janvier, elle n'entre pas dans le cadre de la motion du chef de l'opposition.

J'ai avisé M. Diefenbaker que le gouvernement provincial n'a pas modifié son attitude sur la question des relations fiscales fédérales-provinciales, et exprimé l'espoir que l'on tente des efforts pour trouver une solution. De plus, la courtoisie me fait un devoir d'attendre, pour publier ma réponse, qu'elle soit parvenue aux intéressés. Peut-être pourra-t-on le faire aujourd'hui.

Toutes celles qui existent ont déjà été publiées autrefois. Je n'ai toutefois pas d'objection à publier ces lettres demain. On constatera, une fois de plus, que nous n'avons pas changé d'attitude.

Pont de Donnacona et de Trois-Rivières

M. Galipeault (Québec-Ouest) réclame les divers documents que le gouvernement s'est engagé à lui fournir, il y a 14 jours, avant que la Chambre n'ait terminé l'étude des crédits du ministère des Travaux publics, au sujet du pont de Donnacona et du pont de Trois-Rivières. J'aimerais bien avoir, dit-il, ces informations ainsi que des renseignements sur le pont Duplessis.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a fourni, malgré le travail sessionnel, beaucoup de documents pour répondre à des questions de l'opposition. Dans bien des cas, il n'était même pas obligé de produire, par exemple dans le cas de l'Hydro-Québec. Mais qu'on soit raisonnable. Les demandes de l'opposition devraient tenir compte du travail qu'elles comportent et du temps qu'il faut pour l'accomplir, en considérant qu'on est en pleine session. Nous n'allons tout de même pas paralyser les services de l'administration pour répondre à des questions qui comportent une multitude de détails souvent ridicules.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lafrance (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Rivière-du-Loup (M. Couturier), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime l'avis que le gouvernement devrait étudier sans délai la possibilité d'établir un centre de recherche et d'enseignement de la sobriété dans l'usage des boissons alcooliques, ou tout autre moyen qu'il jugera opportun".

Je veux, dit-il, attirer l'attention sur un problème de très haute importance pour l'avenir de notre peuple. La mission des gouvernements est de veiller au bien commun, c'est-à-dire de faciliter à

tous l'accès aux biens d'ordre matériel et moral, de protéger les citoyens dans l'exercice de leurs droits et dans l'accomplissement de leurs devoirs. Aussi, faut-il veiller au maintien d'un haut niveau de moralité, garantie du respect des droits de tous!

Quand il y a une épidémie, le gouvernement n'hésite pas à prendre les mesures nécessaires pour y mettre fin. Cela s'est vu pour la grippe asiatique. L'administration est intervenue pour la prévention de cette maladie, notamment par la distribution de vaccins. Quand certains facteurs menacent la santé morale de la population, le gouvernement se doit d'intervenir de la même façon.

Parler de ces choses, ce n'est pas discréditer la province, mais c'est un devoir, car le silence équivaut à la complicité. L'alcoolisme, en particulier, est un facteur extrêmement important de corruption devant lequel des législateurs ne peuvent rester indifférents. Je suis membre des Cercles Lacordaire depuis 20 ans. L'alcoolisme est un problème ancien et universel. Cela ne doit pas nous empêcher d'être émus de la façon aiguë dont il se présente chez nous. Il se pose dans tous les pays et dans toutes les classes sociales.

Parfois, certaines personnes sont portées à croire que l'alcoolisme exerce surtout ses ravages dans la classe pauvre. Mais une enquête faite dans une clinique des États-Unis, et qui a porté sur 760 patients, a démontré que, dans 67 % des cas, il s'agissait d'hommes d'affaires et d'industriels, dans 18 % des cas, de professionnels et, dans 15 % des cas, d'ouvriers.

En 1936, l'épiscopat de la province a donné au gouvernement ses directives¹. En conséquence, pour maintenir la discussion au-dessus de toute considération partisane, je ne parlerai pas de l'observance de la loi des liqueurs, mais simplement des moyens de prévenir les ravages de l'alcoolisme. Je traiterai du sujet en toute objectivité, sans considérations partisans.

Je ne crois pas que ce soit bon pour la cause de la tempérance que de faire le procès des régimes passés. Nous vivons en 1959, et nous sommes responsables de ce qui se passe actuellement. J'ai le droit et le devoir de parler de cette question sans qu'on puisse m'accuser de faire de la politique au sens péjoratif du mot. Tous les membres de cette Chambre sont désireux de trouver une solution au problème, mais nous différons sur les moyens à prendre.

Je ne veux pas imposer l'abstinence aux autres, ni préconiser la prohibition; je ne suis pas prohibitionniste. Ailleurs, la prohibition a été un

véritable fiasco. Je ne suis pas contre les hôteliers et les licences. Les licences sont un bon moyen d'exercer un contrôle. Tout ce que je veux, c'est simplement prévenir les abus de l'alcool. Je suis pour la limitation du nombre des licences et pour l'usage modéré des boissons alcoolisées ainsi que pour la vente contrôlée. Nos positions sont bien claires. Nous sommes simplement antialcooliques.

Quelle est la situation au Québec? Certains prétendent que la situation s'améliore, d'autres qu'elle est moins bonne et qu'elle s'aggrave. J'ai ici des statistiques d'Ottawa portant sur une période de 15 années. La situation est surtout alarmante dans la province de Québec. Pour la bière, il s'y dépensait \$18,700,000, en 1941, mais \$96,400,000, en 1956, soit \$77,700,000 de plus que 15 ans auparavant; pour les spiritueux, il s'est dépensé \$52,500,000, en 1941, et \$85,300,000, en 1956, soit \$32,800,000 de plus. Les recettes brutes de la Commission des liqueurs sont passées de \$19,500,000, en 1941, à \$85,400,000, en 1956, ce qui correspond à une augmentation de 435 %. Les bénéfices de cette même Commission sont passés de \$7,000,000, en 1941, à \$39,000,000, en 1956.

On va dire: Mais les prix ont augmenté! Ces statistiques n'ont qu'une valeur relative parce qu'on peut argumenter que le prix de la bière et des spiritueux a augmenté durant cette période de 15 ans. Considérons alors les quantités de boissons alcooliques. Pour la bière: 22,071,000 gallons consommés, en 1941, comparativement à 68,506,000, en 1956, augmentation de 431 %. La comparaison, dans le cas des spiritueux, n'est pas plus à notre honneur. À ce sujet, je n'ai pas de chiffres pour 1941, mais ceux de 1956 indiquent que nous avons consommé 5,283,000 gallons au Québec, en 1956. La quantité consommée, dans les deux cas, ne peut prêter à discussion.

On va dire sans doute que la population a augmenté. Il est vrai, dit-il, que la population est passée de 3,311,822 à 4,628,378, dans la période de 15 ans à laquelle je fais référence. Mais, malgré cette augmentation et le fait qu'il faille inclure les touristes dans le calcul de la consommation de boissons alcooliques de la province, la situation est tout de même sérieuse. De 1941 à 1956, l'accroissement de la population n'a été que de 13 % et l'afflux des touristes chez nous, chaque année, compte pour peu dans l'accroissement de la consommation des liqueurs.

Il s'agit là de prix de gros et, étant donné que les prix de détail sont généralement doubles, il n'est pas exagéré de croire qu'il se consomme pour

\$1,000,000 par jour de boissons alcooliques au Québec: \$181,800,000 de boissons alcooliques dans le gros, chiffres de 1956, cela fait bien \$363,000,000 au détail, donc \$1,000,000 par jour.

Bref, il se dépense, dans le Québec, \$1,000,000 par jour pour les boissons alcooliques, et la consommation a augmenté de 400 % à 500 % depuis 15 ans. Ces abus existent et la situation s'aggrave constamment. On peut donc affirmer qu'il y a abus à la fois dans les sommes dépensées à cette fin et dans les quantités consommées.

Devant ces statistiques, il n'est pas étonnant que les autorités religieuses se soient alarmées. Il cite plusieurs témoignages, entre autres celui de Son Éminence le cardinal Léger et de Son Excellence Mgr Maurice Roy, pour établir que la situation s'aggrave de jour en jour et d'une façon alarmante². D'après la *Revue médicale de Montréal*, il y a, dans le Québec, quatre grandes maladies sociales dont trois sont en régression. Une seule est en progression: l'alcoolisme.

La situation s'aggrave de jour en jour. Ce sont surtout des organismes privés qui font la lutte à ce fléau, en entreprenant des campagnes d'éducation sur la sobriété. Il y a d'abord les cercles Lacordaire et Jeanne-d'Arc, qui comptent 150,000 membres dans la province, et à qui l'on doit entre 3,000 et 4,000 causeries antialcooliques chaque année. C'est une société engagée et qui milite pour répandre une propagande anti-alcoolisme. Elle dirige un centre de réhabilitation. Il y a aussi les Alcooliques Anonymes qui font beaucoup de bien. L'an dernier, il s'est donné des cours d'été sur l'alcoolisme et les méfaits de l'alcool, à l'Université de Sherbrooke. C'était la première fois qu'une initiative du genre était prise par une université québécoise.

On peut combattre l'alcoolisme par des mesures répressives, en faisant observer strictement la loi des liqueurs, mais ce n'est pas de cet aspect du problème que je veux traiter aujourd'hui. Je veux parler surtout des mesures préventives. En plusieurs pays, comme la Norvège, des cours se donnent dans toutes les écoles sur les dangers de l'alcoolisme. En d'autres pays, on organise une journée nationale de tempérance ou une semaine de tempérance subventionnée par l'État. Dans 35 États américains, il y a des cours dans les écoles. L'Ontario et toutes les provinces de l'Ouest ont organisé des centres de recherche antialcoolique. Dans le Québec, par contre, il n'existe encore aucun organisme central officiel pour s'occuper du problème de l'alcoolisme. À l'échelle gouvernementale, il ne se fait à peu près rien de semblable.

C'est pourquoi je réclame une action immédiate et énergique de la part du gouvernement. Il faut nous hâter d'éduquer les gens. Nous sommes en retard, et la situation devient de plus en plus alarmante. Et, parce que nous sommes en retard, il nous faut une action plus énergique. Des cours sur les avantages de la tempérance devraient se donner partout, à tous les degrés de l'enseignement, de l'école du rang à l'université. Il faudrait fonder des chaires antialcooliques dans les universités, chose que l'on réclame depuis 20 ans. Le gouvernement devrait enfin créer un centre de recherche et d'études, pour faire l'éducation de la sobriété et arrêter la calamité publique.

Le gouvernement n'a pas pris les mesures qui s'imposent. En soulevant ce problème, mon but n'est pas de faire de la politique avec la lutte à l'alcoolisme, ni d'embarrasser le gouvernement, mais d'attirer son attention sur l'importance de combattre les ravages de l'alcoolisme³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La logique n'est pas, évidemment, le lot de l'opposition. Le député de Richmond, qui vient de parler, a passé près d'une heure à se défendre en répétant souvent qu'il ne voulait pas faire de politique avec cette question, et pourtant il a terminé son discours en présentant une motion partisane qui est une expression de non-confiance dans le gouvernement. C'est une drôle de façon de maintenir un problème au-dessus de toute partisanerie politique que de présenter une motion de blâme!

L'opposition, qui se plaint de ne pas avoir la liberté de parole, a toute la liberté possible de présenter des motions et de soulever toutes les questions. C'est donc la preuve évidente que la liberté de parole existe, en dépit de ce qu'elle prétend. À Ottawa, les discours des députés sont limités à 40 minutes, tandis qu'à Québec la limite est d'une heure.

Il est entendu que le gouvernement, également partisan de la tempérance, et toute la population de la province déplorent l'alcoolisme et ses abus, et voudraient que la tempérance soit observée à la lettre. Mais nous sommes sur la terre, et il faut tenir compte que la nature humaine est là. Malgré tout le travail de redressement que nous pourrions faire, il y aura toujours des pécheurs et des ivrognes. Les meilleures lois du monde ne peuvent pas changer la nature humaine, et l'expérience est là pour le prouver: c'est sur l'individu que doit porter le travail de réforme. Cela ne veut pas dire, cependant, qu'on doive cesser de travailler, de façon charitable, à améliorer la situation en faisant prévaloir la tempérance.

La situation n'est pas si grave que cela. Il faut tenir compte des réalités en face de l'idéal que l'on propose. Entre l'idéal et la réalité, il y a, ne l'oublions pas, tout un abîme et, dans les mesures à prendre, il ne faut jamais oublier le côté humain. Je suis bien à l'aise pour traiter de cette question. Le député de Richmond a dit qu'il était Lacordaire; moi, je ne le suis pas et je n'ai de leçon à recevoir d'aucun membre de ces Cercles.

Si la Commission des liqueurs comptait sur mes achats de boisson pour vivre, elle ferait bientôt faillite. La boisson n'est pas un mal en soi et la preuve, c'est qu'aux noces de Cana le Seigneur a changé l'eau en vin à la demande de sa sainte mère. Ce qui est mal, c'est l'abus des boissons.

Le député de Richmond a cité des lettres d'évêques, dans son discours. Le gouvernement a reçu lui aussi de nombreuses lettres d'archevêques et d'évêques qui le félicitent pour la façon dont il travaille à favoriser la tempérance dans tous les milieux.

En passant, je profite de la circonstance pour remercier respectueusement et chaleureusement Nos Seigneurs les archevêques et évêques de la province de Québec qui attirent souvent l'attention du public sur les dangers et les ravages de l'alcoolisme. Ils rendent ainsi au pays et à la race un service signalé et ils nous apportent une collaboration que nous apprécions.

Le député de Richmond a peint un tableau très sombre de la situation, qui ne correspond pas à la réalité. Il faut interpréter les statistiques. La situation n'est pas aussi mauvaise. Il ne faut pas oublier que la population de la province de Québec augmente sans cesse et qu'elle est actuellement de près de 5,000,000 d'âmes.

J'affirme, sans crainte d'être contredit par les personnes de bonne foi, et malgré l'impression que le député de Richmond voudrait laisser de la province, c'est dans la province de Québec, de toutes les provinces canadiennes, où la tempérance est la mieux observée. Québec est la province la plus sobre.

Tout n'est pas parfait, sans doute, et de grands progrès sont encore souhaitables. Toutefois, le député de Richmond n'a pas été juste en disant, dans son discours, que la consommation des liqueurs alcooliques a augmenté; il ne tient pas compte de ce que consomment les centaines de milliers de touristes qui nous visitent chaque année et qui achètent beaucoup de boisson.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il en a parlé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il se trompe s'il prétend que ça ne compte pas beaucoup. La consommation de boisson alcoolique par les touristes est considérable. Le gouvernement a déjà apporté beaucoup d'améliorations à la situation mais, c'est quelque chose qu'on oublie, ce ne sont pas les lois humaines qui vont modifier la nature des individus. La grande réforme qui est essentielle à faire, c'est celle de l'être humain, et un homme qui veut prendre de la boisson trouvera toujours à contenter son envie.

Tout de même, le gouvernement a pris des initiatives pour remédier à la situation en sévissant avec rigueur contre les gens qui ont violé la loi des liqueurs.

Par exemple, comme en témoignent ces chiffres comparatifs sur la répression des abus dans le district de Québec, de 1944 à 1958, le nombre de poursuites est passé de 766 à 1,721, soit une augmentation de 224 %; celui des condamnations, de 723, en 1944, à 1,615, en 1958, soit 223 % de plus; celui des saisies, de 381, en 1944, à 1,374, en 1958, soit 360 % de plus; et celui des bouteilles de boisson confisquées, de 3,469, en 1944, à 435,196, en 1958, ce qui représente en moins de 15 ans une hausse de 1,396 %. Le gouvernement ne négligera rien pour faire appliquer la loi.

C'est du travail, ça, et ces statistiques ne représentent qu'une partie de ce qui a été fait. La meilleure loi ne changera jamais la nature humaine. C'est sur l'individu que doit porter le travail de réforme.

Le député de Richmond a cité des statistiques pour prouver que l'alcoolisme remplit les asiles d'aliénés. J'ai le témoignage d'un surintendant médical des plus compétents, celui de Saint-Michel-Archange, qui m'a affirmé souvent le contraire. Le nombre des alcooliques dans les asiles d'aliénés, dit-il, ne représente qu'une infime fraction des malades. Il y a donc du côté de l'opposition des exagérations ou des erreurs, volontaires ou non, à ce sujet.

Le gouvernement de Québec est bien décidé à prendre tous les moyens possibles pour faire respecter sa politique réaliste, sa lutte énergique pour assurer le triomphe de la tempérance, sans tomber dans des théories chimériques. Nous allons continuer d'appliquer cette formule d'action avec l'espoir que, dans des discussions de ce genre, on ne travaillera pas à donner à la province de Québec une réputation qu'elle ne possède pas réellement et surtout qu'elle ne mérite pas. Dans le Québec, la masse est tempérante et la situation est loin d'être aussi alarmante.

Il n'est pas juste, en nourrissant la situation par des statistiques incomplètes, de montrer un tableau aussi noir que celui qu'a montré le député de Richmond. Qu'il y ait de l'amélioration à faire, je suis d'accord, mais, de grâce, qu'on n'empire pas la situation. Le gouvernement continuera toujours de s'associer aux campagnes en faveur de la tempérance. Le devoir de tous, c'est de se donner la main pour que, dans la paix et la concorde, nous travaillions tous à améliorer la situation que nous déplorons. La situation pourra alors s'améliorer encore.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je croyais que la motion provoquerait deux exposés, celui du député de Richmond et celui du ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc), car je me souviens que, l'an dernier, il avait parlé fort objectivement de cette question.

Je voudrais d'abord souligner que chaque motion que nous présentons au moment d'aller en subsides provoque la même petite pirouette de la part du premier ministre. Si la motion exprime le regret que le gouvernement n'ait pas fait quelque chose, il dit que nous faisons de la politique; si la motion exprime le vœu que le gouvernement fasse quelque chose, le premier ministre s'y réfère comme à une motion de non-confiance et se sert d'une procédure traditionnelle pour faire des exposés politiques.

Dans la motion du député de Richmond, il y a deux aspects: l'objectivité totale de son argumentation, le désir que le gouvernement adopte des mesures de prévention contre l'alcoolisme. Le premier ministre n'a pas dit un seul mot du vrai problème à l'étude: la prévention de l'alcoolisme.

La motion traitait de l'éducation, de la prévention. Le chef du gouvernement a parlé de l'application de la loi des liqueurs. Ce que la motion du député de Richmond demandait, c'était que l'on trouve un moyen d'avoir moins à appliquer cette loi.

Le gouvernement nous parle du nombre d'arrestations qu'il a faites. Ce que nous demandions, nous, ce sont des moyens qui préviendraient les arrestations. Pour cela, il faut montrer le mal et chercher des remèdes. Ce que nous demandons aux autorités provinciales, c'est de prévenir avant d'être forcé de guérir, mais le premier ministre n'y a même pas fait allusion. C'est ce que le député de Richmond a fait en ouvrant partiellement un dossier qui n'est pas le sien. Quand le cardinal Léger parle des abus et des dangers de l'alcool, il ne dénigre pas sa province, mais il a plutôt le courage de parler d'une situation grave.

La situation est plus grave que ne l'admet le premier ministre. Quand il écarte du revers de la main tout ce qui s'est dit et écrit sur l'alcoolisme, en affirmant que nous avons la province la plus sobre, je dis que c'est adopter la politique de l'autruche. Il vaut mieux regarder le problème en face.

Le dossier est connu. Il révèle une situation grave. Le député de Richmond l'a présenté le plus objectivement possible. Il a même évité de parler de l'application des lois. Les lois, a dit le premier ministre, ne changeront pas l'individu. C'est précisément ce qui a fait dire au député que nous devons avoir recours à la prévention.

Le dossier qu'a ouvert le député de Richmond n'est pas le sien, mais celui que tout le monde connaît. Ce qu'il nous a dit, tout le monde le déplore. C'est une situation qui existe partout. Il révèle une situation grave sur laquelle on ne peut fermer les yeux, même s'il est admis que le taux le plus élevé d'alcoolisme n'existe pas chez nous. On a admis que c'est une autre province qui a le plus haut taux d'alcoolisme au Canada. Mais on remarque en même temps que, partout, il existe des organismes qui lancent des campagnes de prévention.

Il demande, dit-il, l'application de mesures préventives comme il en existe en France. Un homme très en vue a eu le courage de dire que la France souffrait d'alcoolisme. C'est Mendès France qui s'est rendu célèbre par sa campagne en faveur du lait.

Un député ministériel: Il a été battu.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas le verre de scotch qui l'a battu, mais les problèmes d'Algérie.

Un des plus grands toxicologues de France a fait des conférences sur l'alcoolisme. Il a dit, à l'encontre du surintendant médical de Saint-Michel-Archange, que l'alcool peuplait les pénitenciers et les asiles. Il y a eu, dans de grands journaux et de grandes revues françaises, des reportages sur ce sujet.

Les Français boivent surtout du vin, nous buvons du scotch, nous. En France, on entreprend des campagnes de tempérance, et on ne craint pas de dire que le problème est grave. Quelles mesures prendra-t-on ici? Fera-t-on de l'éducation, de la prévention? On voit l'alcool s'annoncer partout dans les journaux et dans des publicités payées par les producteurs de boissons alcooliques. Pourtant, elle n'a pas besoin de cela, car tout le monde connaît le chemin de l'alcool. En face de cette propagande, je

dis qu'il y aurait infiniment plus de raisons d'annoncer le contraire. Pourquoi le ministère de la Santé ne prendrait-il pas les moyens de populariser la tempérance?

On a parlé de créer des chaires dans nos universités. Peut-être qu'elles pourraient nous proposer des solutions. Le premier ministre a cité des chiffres sur les poursuites. Ce que nous demandons au gouvernement, c'est de prendre les moyens voulus pour devancer la police, pour prévenir les abus au lieu de les punir. Je ne vois pas comment cela pourrait constituer de la politique partisane. Sans doute le gouvernement votera-t-il contre la motion à cause de la procédure parlementaire, mais, sur l'objet du débat, j'aimerais entendre des choses qui m'éclaireraient plus que ce qu'a dit le premier ministre.

On a parlé de tourisme? Je ne crois pas que cela influence beaucoup les ventes ou les résultats des ventes de liqueurs alcooliques, car nous avons des milliers de Québécois qui sortent de la province pour aller faire du tourisme ailleurs.

Je vais écouter attentivement le discours que va prononcer le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc). L'an dernier, rappelle-t-il, il avait traité de la question avec objectivité. J'attends qu'il nous dise ce qu'on peut faire. Il devrait nous donner des motifs d'espérance, et j'espère que le ministre abordera de nouveau le problème avec la même sérénité.

Je me souviens d'avoir vu un restaurant qui s'annonçait comme ceci: nous ne vendons pas de boisson, ici c'est le paradis des jeunes. Si on réussissait à faire comprendre aux gens qu'il faut s'éloigner de l'alcool, je crois qu'on aurait fait beaucoup.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Je ne ferai certainement pas de politique avec le problème de l'alcoolisme. Je m'en tiendrai à la stricte réalité. Il est clair que l'alcool pose un problème non seulement au Canada, mais dans tous les pays du monde. En France, en Italie, aux États-Unis, les débits de boissons sont largement annoncés. Comment se fait-il que 90 % à 95 % des gens passent devant ces débits et ne s'y arrêtent pas?

On a lutté avec succès contre la diphtérie, la typhoïde, la petite vérole, mais toutes ces maladies contagieuses ne peuvent être comparées à l'alcoolisme. L'alcoolisme n'est malheureusement pas une maladie comme les autres; il ne peut être comparé à aucune maladie contagieuse. Nous faisons de la propagande en faveur des unités sanitaires et nous demandons aux parents de s'y rendre pour faire

immuniser leurs enfants. Mais il n'y a ni vaccin ni sérum qu'on puisse employer contre l'alcoolisme. Il n'y a pas de moyen préventif pour guérir les tuberculeux. Rien n'a encore été trouvé contre le désir de boire.

Une de mes premières préoccupations, en prenant la direction du ministère de la Santé, a été de m'occuper du problème des alcooliques, et un de mes premiers actes a été de convoquer des spécialistes sur des questions d'alcool et sur les problèmes reliés à l'alcoolisme dans la province pour leur demander conseil. Je ne prétends pas être un expert moi-même, voilà pourquoi j'ai voulu consulter. J'ai rencontré diverses personnes intéressées à ce problème. En certains quartiers, après avoir fait des suggestions, des membres des Cercles Lacordaire eux-mêmes m'ont signifié qu'il n'était peut-être pas bon que le gouvernement aille plus avant dans pareil domaine.

On prétend qu'il se consomme plus d'alcool et que le nombre des alcooliques a augmenté. C'est vrai, mais il a augmenté comme ont augmenté, depuis 10 ou 15 ans, grâce à une amélioration des affaires, les ventes de cigarettes, de breuvages non alcoolisés, de Coca-Cola et de véhicules automobiles. Les dollars circulent plus librement et l'on achète davantage. Il y a eu une augmentation générale des dépenses de divertissement, aussi, et à ce titre, les statistiques de la consommation d'alcool n'offrent pas un tableau fidèle. Comparer le nombre des alcooliques d'hier avec ceux d'aujourd'hui, sans tenir compte des distinctions qui s'imposent, cela n'est ni juste ni honnête. Tout cela part d'un même phénomène qu'il est du devoir des autorités d'étudier.

Le médecin est appelé à jouer un rôle considérable dans le domaine de la lutte à l'alcoolisme. Il faut qu'il étudie le caractère de l'individu, qu'il en fasse pour ainsi dire le portrait. Il y a des gens qui prennent une couple de cuites par année, puis qui restent sobres le reste du temps et sont des gens très respectables. Pourquoi? Probablement que, dans leur organisme, il y a une déficience contre laquelle ils sentent le besoin de réagir en faisant appel à la boisson. La médecine peut donner à l'alcoolique, ou au candidat à l'alcoolisme, le moyen de vaincre son penchant, par la psychiatrie par exemple. Il s'agit de trouver les déficiences de leur organisme qui provoquent ce désir de boire. Il faut juger, dans chaque cas, des traitements à appliquer.

On ne saurait dire que l'alcoolisme est uniquement un problème médical. Car l'être humain a reçu en partage non seulement la faiblesse inhérente au péché originel, mais aussi une volonté

qui devrait lui permettre de résister à l'alcool. On n'hérite pas de l'alcoolisme. On hérite de faiblesses qui incitent à recourir à l'alcool pour leur faire face. En faisant le portrait de l'individu, le médecin jugera quel traitement doit être appliqué.

L'abstinence totale n'est pas non plus une solution complète. Le prétendre, c'est une utopie. Car on ne saurait espérer que tout le monde renonce à l'usage des boissons alcooliques. Mais les Lacordaire et les autres groupements d'abstinents ont un rôle éminent à jouer. Le meilleur moyen d'obtenir des résultats concrets, c'est d'envisager le problème sous un angle médical, d'étudier l'individu et de chercher ensuite comment on peut lui venir en aide.

Parlant de désintoxication, elle ne peut être faite par le premier venu, mais seulement de façon scientifique. Autrement, elle peut présenter de grands dangers. Dans certains cas, la suppression radicale de l'alcool peut conduire à des accidents comme l'épilepsie, la folie et d'autres troubles graves.

Dieu a donné à l'homme l'intelligence et la volonté. Il est clair que la volonté sert à quelque chose. Mais il faut aussi tenir compte du fait qu'il se développe, dans l'organisme, à certains âges, un changement biologique. C'est ce qui explique qu'un individu arrêtera soudainement de boire. La tendance contre laquelle il n'était pas capable de lutter aura disparu.

Je suis, dit-il, à étudier, avec un groupe d'experts, les meilleurs moyens à prendre pour enrayer les ravages de l'alcoolisme. On dit parfois que nous ne faisons rien. Il me semble plutôt que nous avons fait beaucoup. Il suffit de jeter un coup d'œil pour s'en rendre compte. On m'a demandé de l'aide pour les maisons Domrémy. Je suis bien disposé à leur endroit, mais j'ai demandé qu'on me donne quelque temps pour mettre de la coordination dans le travail en cours.

J'ai discuté, dit-il, avec mon collègue l'honorable secrétaire provincial (M. Prévoist) les moyens les plus appropriés pour faire une saine propagande dans les écoles sur l'alcoolisme et ses abus. Mon département, conjointement avec le département de l'Éducation, est à étudier les moyens de faire quelque chose de concret. Il est trop tôt pour annoncer quelque chose de définitif. J'ai considéré ce que mon département devrait faire pour remédier à la situation, et j'espère être en mesure d'arriver avec une proposition concrète, quelque chose de positif, à soumettre à la Chambre d'ici à l'année prochaine, sinon dès cette année.

Les trois principaux moyens à prendre pour lutter contre l'alcoolisme sont le service médical, qui approfondit la question au point de vue scientifique,

pour qu'il trouve la solution convenant à chaque cas, le travail de concert avec les cercles Lacordaire, Sainte-Jeanne-d'Arc et les sociétés d'Alcooliques Anonymes, et le service social, qui ne perdra pas de vue le malade, l'encadrera d'une manière délicate et verra à l'aider, au besoin.

Doit-on compter uniquement sur les services sociaux pour freiner l'alcoolisme? Non plus. Ils sont nécessaires, mais ne résoudre pas le problème à eux seuls. C'est la collaboration de la médecine, de l'abstinence et du service social qui pourront contribuer à améliorer la situation.

Je vais voter contre la motion parce que c'est une motion de censure, mais cela ne nous empêchera pas de faire les recherches qui s'imposent dans le domaine de l'alcoolisme⁴.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): La question n'est pas de savoir s'il s'agit d'une motion de non-confiance ou pas. L'important, c'est de savoir si l'alcoolisme est vraiment un fléau dans la province de Québec.

L'exposé du ministre de la Santé peut être simplifié par le mot "éducation", et c'est justement ce que le député de Richmond a proposé.

Le ministre de la Santé affirme que pas plus de 3 % à 5 % des aliénés mentaux sont des victimes de l'alcoolisme. Le Dr Jean-Marie Roussel disait, en 1955, que 21 % des criminels adolescents sont issus de parents alcooliques. L'alcool diminue la résistance physique de l'individu, et l'alcoolique devient impuissant à lutter contre des maladies comme la pneumonie, etc.

Le ministre de la Santé prône l'éducation du peuple? C'est justement ce que le député de Richmond a proposé. Je suis heureux d'appuyer la motion du député, parce qu'un travail d'éducation s'impose. Si le peuple est éduqué et qu'en dépit de cela il s'alcoolise, il faudra traiter les malades. C'est pour cette raison qu'au cours du débat sur l'adresse en réponse au discours du trône, j'ai réclamé, au début de la session, l'établissement d'une clinique antialcoolique. Les membres de la Société médicale de Montréal ont demandé une clinique de ce genre.

Ce que nous demandons, ce n'est pas l'observance des lois, c'est l'éducation du peuple de la province de Québec et des endroits pour le traiter si, malgré l'éducation, il succombe. La chose a encore plus d'importance que tout ce que l'on peut faire pour obtenir le respect de la loi des liqueurs. C'est l'éducation des gens qu'il faut faire et créer des endroits pour les traiter si, en dépit de toute la propagande éducative, ils succombent.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le problème de l'alcoolisme trouvera sa solution dans l'effort que chacun fera pour s'aider. On peut se changer soi-même, mais on ne peut pas changer les autres.

C'est la loi du bon sens qui s'applique et je trouve curieux que le député de Richmond fasse de la petite politique avec ça.

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): Le problème de l'alcoolisme doit être pris à sa source, tout comme le crime. On ne peut critiquer le gouvernement de la province de Québec pour l'expansion des brasseries et le blâmer pour la consommation de liqueurs alcooliques.

Un très grand nombre de boissons à teneur d'alcool sont importées et, pour prendre le problème à sa source, il faudrait chercher à limiter les importations.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Les abus pourraient être prévenus, si on apportait des modifications à la loi. Aucune personne âgée de moins de 21 ans ne devrait être admise dans les débits de boissons. Ce serait une excellente forme de prévention et la situation actuelle serait considérablement améliorée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande le vote.

M. l'Orateur ordonne au sergent d'armes d'appeler les députés.

(Pendant la pause)

Relations fédérales-provinciales

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) remet au chef de l'opposition la copie demandée de la lettre que lui adressait le premier ministre du Canada, en date du 15 janvier 1959, et livrée à son bureau le 20 janvier 1959, ainsi qu'une copie de la réponse adressée par le premier ministre du Québec au premier ministre du Canada, en date du 31 janvier 1959, le tout concernant les relations fiscales fédérales-provinciales⁵.

Budget des dépenses 1959-1960

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Contre: MM. Barré, Beaulieu, Bégin, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Boudreau, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 68.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses pour faciliter l'établissement d'aqueduc et de systèmes de drainage dans les municipalités rurales (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection de ponts occasionnés par le drainage (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): On continuera d'abord les travaux au pont qui relie Saint-Jean et Iberville. Le gouvernement consacrera à cet effet un montant de \$3,000,000. On prévoit

aussi dépenser \$800,000 pour le pont Maria, dans Bonaventure, et \$900,000 pour la jetée du côté québécois du pont interprovincial qui doit relier Cross Point, dans le Québec, à Campbellton, au Nouveau-Brunswick.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À propos du pont interprovincial de Cross Point, le fédéral paie la travée centrale et chaque province paie sa partie de jetée qui va à la travée centrale. Le montant de \$900,000 que Québec dépensera là constitue un maximum, en vertu des engagements pris par la province.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): De nouveaux ponts seront également construits en Abitibi, en Gaspésie et en divers autres endroits. Entre autres, \$100,000 pour le pont de Barraute, dans l'Abitibi-Est, et \$110,000 pour le pont de Saint-Paul-de-Chester.

Un nouveau pont sera construit à l'entrée du village de Saint-Samuel-de-Horton, dans le comté de Nicolet. Le gouvernement consacrera à la construction de ce pont la somme de \$150,000. Il remplacera le pont actuel, dont la construction remonte à de nombreuses années et qui est devenu dangereux pour la circulation lourde.

Le vieux pont de Saint-Samuel est aussi très étroit. On croit que la nouvelle structure s'élèvera à quelques arpents de l'endroit où se trouve le pont actuel. Il s'agira d'assurer le raccordement avec un nouveau tracé de la route qui passerait un peu à l'écart de la rue principale.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 4. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Acquisition, transformation, construction d'immeubles (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Au moins trois palais de justice seront agrandis et restaurés au cours de la prochaine année. Le gouvernement projette de consacrer notamment \$600,000 environ à la construction d'annexes et à la réfection du palais de justice de Joliette, à peu près le même montant et pour les mêmes fins aux palais de justice de Saint-Joseph-de-Beauce et de Saint-Hyacinthe, et des montants moindres pour des travaux de réfection des palais de justice de

La Malbaie et de Montmagny, soit un total des travaux de plus de \$2,000,000.

À Saint-Joseph-de-Beauce, la construction des trois annexes est même déjà commencée. Elle a été confiée, par contrat à forfait, à l'entrepreneur J. Turcotte, pour un montant de \$226,000. Cela ne comprend pas toutefois les travaux d'électricité, de plomberie et de chauffage. Ces travaux, dans les annexes et dans l'ancienne partie, coûteront dans les \$200,000. Le reste du montant de \$600,000 servira à la réfection du vieux palais et à l'achat d'ameublement.

À Joliette, on procédera à peu près de la même façon. On construira des annexes, on agrandira la cour de magistrat et l'on fera la toilette de l'intérieur. Au palais de justice de Saint-Hyacinthe, dont les fondations ont été consolidées, on construira aussi trois annexes et l'on procédera à la réfection de la vieille partie. C'est environ \$600,000 que l'on dépensera dans chaque cas.

Les travaux au palais de justice de Montmagny coûteront aux environs de \$200,000. À La Malbaie, par contre, on ne dépensera qu'environ \$80,000.

La résolution est adoptée⁶.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté quatre résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité fait rapport que le préambule du bill 99 concernant les courtiers en immeubles et les agents d'immeubles n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:**Waterloo**

M. Guillemette (Frontenac) propose que le bill 265 concernant la ville de Waterloo n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de circonstances incontrôlables, les droits additionnels seulement que les promoteurs de ce bill ont payés ou qui sont encore dus, leur soient remis.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à 11 heures du matin; et que la séance qui sera alors tenue puisse être suspendue à 1 heure jusqu'à 3 heures de l'après-midi, puis à 6 heures jusqu'à 8 heures du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un même *Feuilleton* pour toute la journée.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le député de Richmond (M. Lafrance) fait apparemment référence à la *Lettre pastorale collective de Son Éminence le cardinal de Québec et de Leurs Excellences les archevêques et évêques de la province civile de Québec sur la tempérance*. Voir *Mandements, Lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection*, tome dix-huitième, Montréal, Arbourd & Dupont, 1940, pages 605-631.

2. "L'alcool est la cause des mariages malheureux dans 90 % des cas. L'alcool engendre la misère dans les familles. L'alcool ruine des foyers, compromet le succès des initiatives fécondes. L'alcool est le grand mal des nations. On peut donc affirmer qu'en ce moment l'avenir de notre peuple est menacé par l'alcoolisme. Des millions et des millions de dollars sont consacrés à assouvir cette passion, alors que nous hésitons à élever des œuvres durables et à doter

notre ville d'institutions essentielles." Extrait du sermon prononcé lors d'une grand-messe en l'église Saint-Henri par le cardinal Paul-Émile Léger, à l'occasion du 75^e anniversaire du Sacré-Cœur, le 9 mars 1958. *Mandements, Lettres pastorales, circulaires et autres documents publiés dans le diocèse de Montréal depuis son érection*, tome vingt-neuvième, Montréal, Arbourd & Dupont, 1959, pages 4411-4412. "Vous vivez dans une société gangrenée par les abus de boissons alcooliques. Les sociologues sérieux admettront que 90 % des cas de misère chez les hommes sont causés par l'alcool. Et cependant, tous les jours on ouvre des grills où se pervertit une grande partie de notre jeunesse." Extrait de l'allocution à l'oratoire Saint-Joseph, par le cardinal Léger, à l'occasion du ralliement des Ligues du Sacré-Cœur, à l'occasion du 75^e anniversaire de leur fondation, le 15 juin 1958, Ibid. page 4479.

3. Les sources indiquent que le représentant de Richmond (M. Lafrance) a dit sa motion à la fin de son discours.

4. *Le Devoir* du 13 février 1959, à la page 1, note que ce discours était le premier que prononçait le représentant de Charlevoix (l'honorable M. Leclerc) en tant que ministre de la Santé. Le journal indique aussi que le ministre de la Santé a parlé pendant 20 minutes.

5. *Le Soleil* du 13 février 1959, à la page 8, précise que, pendant qu'on appelait les députés, le premier ministre a déposé sur la table copie de la lettre qu'il a reçue de M. Diefenbaker et de celle qu'il a adressée au premier ministre du Canada. Les *Journaux de l'Assemblée législative* (séance du 12 février 1959, à la page 507) situent cette remise juste avant l'ajournement. Le dépôt de ce document par le premier ministre ne s'est pas fait officiellement et la lettre n'a pas été considérée comme un document de session.

6. *Le Soleil* du 13 février 1959, à la page 24, souligne que l'Assemblée législative a consacré 30 minutes de son temps à l'étude des crédits du ministre des Travaux publics, l'honorable Roméo Lorrain.

Séance du vendredi 13 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 92 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill 266 constituant en corporation l'Institut agréé des secrétaires de compagnies par actions et autres organismes publics dans la province de Québec ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier.

Projets de loi:

Loi des dentistes

M. Blanchard (Terrebonne) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 92 modifiant la loi des dentistes de Québec.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 92 sans l'amender.

M. Blanchard (Terrebonne) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Jacques-Cartier

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 245 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 44 concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Jewish Peretz School Inc.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill 127 concernant les biens immobiliers de la Jewish Peretz School Inc., ayant pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit millions de dollars soit ouvert à Sa majesté pour "Construction de ponts permanents (Travaux publics)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Galipeault (Québec-Ouest): J'ai cru comprendre hier que, sur cette somme, \$3,000,000 seront consacrés à l'édification du pont entre Saint-Jean et Iberville?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui. Les travaux sont en marche.

M. Galipeault (Québec-Ouest): S'agit-il de travaux exécutés à forfait ou à la journée?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ils sont exécutés par un agent de la province.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Payé au pourcentage?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui. Avec le système des entrepreneurs travaillant à titre d'agent de la province, cela permet d'économiser l'argent qu'on n'a pas à payer au gouvernement fédéral sous forme de taxes sur les ventes de matériaux.

M. Galipeault (Québec-Ouest): La taxe frappe l'acier. Mais la paie-t-on pour le béton, pour le ciment?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Quel est le pourcentage pour l'agent de la province qui construit le pont entre Saint-Jean et Iberville?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Cinq pour cent.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Quels sont les différents pourcentages pour les contrats à la journée?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il n'y a que les agents de la province rémunérés au pourcentage ou travaillant à forfait.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Quels avantages le ministère accorde-t-il pour les contrats à la journée?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Question insipide...

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Ce genre de travail est fait par les employés du ministère. Ils reçoivent leur salaire.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Les travaux du ministère sont exécutés soit par les employés du département, soit à forfait par des entrepreneurs, à la suite d'une demande de soumissions dans les cercles restreints, soit par des entrepreneurs travaillant comme agents du gouvernement et rémunérés au pourcentage.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Avec les travaux à forfait, l'entrepreneur s'engage, dès le début, à se contenter d'une somme déterminée. Avec les employés du ministère, on paie leur salaire. Avec les agents de la province, on économise la taxe fédérale de 10 % sur les ventes, et l'argent ainsi épargné sert à rémunérer l'entrepreneur considéré comme agent...

M. Galipeault (Québec-Ouest): On a mal compris ma question. À qui a-t-on confié les travaux du pont entre Saint-Jean et Iberville?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): À la compagnie de construction Progrès de Crémazie.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que cette compagnie appartient à M. Georges Gagné?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je ne sais pas.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que M. Georges Gagné, président de cette entreprise, n'a pas signé le contrat?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui.

Des députés de l'opposition protestent bruyamment.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) n'a pas déclaré publiquement que les travaux de construction du pont coûteraient approximativement \$7,000,000?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui. Environ.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Sur quoi le ministre se base-t-il pour faire cette affirmation?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Sur l'estimation des ingénieurs du département.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Cette estimation a-t-elle été consignée par écrit?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre croit que le pont pourra être édifié pour \$7,000,000?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Dans les *Comptes publics* de 1958, page 430, je vois que le gouvernement a payé \$2,865,000 à Crémazie Construction Ltd. À quoi cet argent a-t-il servi?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il y a eu \$2,815,000 pour le pont de Drummondville et \$50,000 pour un pont sur la Petite Rouge, dans Papineau.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Les travaux du pont de Drummondville sont-ils à la journée, avec le pourcentage?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Les conditions sont les mêmes que pour le pont entre Saint-Jean et Iberville.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le pourcentage est le même?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le pont de Drummondville a-t-il été construit par Crémazie Construction Ltd, compagnie de M. Georges Gagné?

M. Bernard (Drummond): Oui, le pont de Drummondville a été construit par Crémazie Construction Ltd, compagnie de M. Georges Gagné.

M. Galipeault (Québec-Ouest): La construction de ce pont a coûté deux fois ce que cela devait coûter.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est une affirmation gratuite, une insinuation mensongère et malhonnête. Le député n'est pas capable de citer un chiffre pour prouver ce qu'il avance. Si le député avait pour deux sous de courage, de cœur et d'honnêteté, il retirerait cette affirmation fausse.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre parle à travers son chapeau. Le pont coûte trop cher. Cela peut être prouvé comme deux et deux font quatre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si le député peut le prouver comme deux et deux font quatre, c'est le temps qu'il le fasse ici, en Chambre. On en est à l'étude des crédits demandés par le ministère des Travaux publics. On en est au pont de Drummondville. S'il a des chiffres en main pour confirmer ses avancés, que le député les dévoile. Mais il n'a rien en main et ne peut rien prouver.

Des députés ministériels: Répondez! Répondez!

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je continue et vous verrez.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a assez longtemps, M. le président, que l'on procède par insinuations, principalement hors de cette Chambre, et surtout le député qui vient de parler. Mais ces insinuations, on ne les prouve pas. Que le député qui a l'audace d'agir ainsi, en ce moment, ait donc le courage de prouver ce qu'il vient de dire. Qu'il nous parle donc plutôt des abus commis au ministère des Travaux publics, autrefois, sous les anciens régimes. Si le député a quelque chose à dire contre le ministre actuel, qu'il le dise honnêtement, ouvertement et courageusement. C'est le temps de parler, si on en a le courage! S'il n'a rien à dire que des insinuations et ne peut rien prouver, il sera jugé pour ce qu'il est, c'est-à-dire pour un être qui ne mérite pas la considération publique.

M. Galipeault (Québec-Ouest): C'est le groupe libéral qui mérite la considération du public. Les travaux que vous faites exécuter coûtent des prix exagérés. Dans le monde du bâtiment, les ingénieurs, les architectes, les entrepreneurs sérieux font des gorges chaudes sur ces prix.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député a affirmé que le pont de Drummondville coûte deux fois ce qu'il aurait dû coûter, et le député a dit qu'il était en état de le prouver comme deux et deux font quatre. S'il a une once d'honnêteté, il va le faire.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que le ministre des Travaux publics peut nous dire combien le pied carré du tablier de ce pont a coûté?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Cette demande est ridicule. L'entrepreneur agissant comme agent de la province, pour l'exécution d'un contrat, est payé au pourcentage. Les devis sont dressés par les techniciens du gouvernement avant même qu'un contrat soit signé.

Toute la marche des travaux est établie à l'avance; s'ils ne sont pas exécutés en temps voulu, on y voit. Les matériaux sont donc achetés au nom des autorités de la province, et cela évite de payer la taxe de 10 % sur les ventes. Au chantier, une surveillance est exercée par les ingénieurs; ils s'occupent de l'achat des matériaux. La rémunération de l'entrepreneur correspond à 5 % du coût des travaux.

Bref, ce système auquel ont eu recours les autorités provinciales pour l'édification de cet ouvrage est le plus honnête, le plus équitable et le plus avantageux pour les contribuables de la province et pour les entrepreneurs, surtout lorsqu'un chantier reste ouvert et qu'il s'agit de travaux échelonnés sur un certain nombre d'années, car alors les prix des matériaux et les salaires peuvent augmenter avec le temps.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Il est facile de répondre comme cela. Mais, chaque semaine, le gouvernement fédéral signe des contrats, après demande de soumissions publiques, pour des travaux qui durent des années ou qui sont difficiles à exécuter.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et qui finissent par coûter trois fois ce qui avait été prévu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Le député n'a pas encore eu le courage de prouver son insinuation. S'il veut présenter une motion pour qu'on dise ce qui se passait au temps de ses amis, sous les anciens régimes, je suis prêt, qu'il le dise! On verra la différence avec maintenant.

Le député fait des comparaisons fausses avec les contrats accordés par Ottawa. Je vais donner deux exemples de contrats à forfait donnés par le gouvernement fédéral. Il y a celui de l'Imprimerie nationale qui, à cause de ce système, a coûté 500 % de plus que le prix du contrat. Il y a aussi celui du bateau *William Carson* qui devait être construit au prix de \$2,000,000, et qui a coûté le double. Quand le bateau est venu pour accoster au quai des Basques, il n'y avait pas assez d'eau; on s'est aperçu qu'il avait un tirant d'eau trop fort pour accoster. Il a fallu construire un nouveau quai, construit lui aussi à prix forfaitaire. Il a fallu dépenser 400 % de plus que le prix prévu. Si le député en a le courage, et s'il le veut, nous allons comparer nos contrats avec ceux de l'ancien régime qu'il connaît bien.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je suis prêt à faire la comparaison des dossiers des travaux publics sous les libéraux et sous votre propre administration. Je n'ai pas peur. C'est vous autres qui aurez honte.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'attire l'attention de la Chambre et de la province sur les procédés des 16 députés que nous avons en face de nous. Ils tentent de salir la réputation de gens qui ne font que servir honnêtement leur province, du mieux qu'ils peuvent, à tous les instants de leur vie. On lance des insinuations tendancieuses à l'effet que les contrats du gouvernement sont accordés de façon malhonnête. Quand on les somme de prouver leurs insinuations, ils bravent et ne répondent pas.

Mais, ce matin, le député, contrairement aux habitudes de l'opposition, a cité un fait précis. Il a dit que le pont de Drummondville a coûté deux fois le prix, et qu'il était facile de le prouver. S'il a moindrement le sens de la responsabilité, s'il veut être honnête devant ses électeurs, s'il a un soupçon de courage, il va tenir parole et prouver son avancé. S'il ne le fait pas, il se caractérise, devant toute cette Chambre et devant la province, comme un homme qui n'est pas honnête et qui n'a pas le courage nécessaire exigé d'un homme public digne de ce nom.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je n'ai aucune leçon à recevoir de vous et je continue...

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Prouvez!

Des ministériels: La preuve! La preuve!

M. le président: À l'ordre!

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous avez les deux pieds dedans. Sortez-vous-les, si c'est possible.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Quel est le prix du pont de Drummondville, calculé au pied carré de tablier?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Un pont, ça ne se vend pas au pied ou au pouce carré.

L'honorable M. Thibeault (Montréal-Mercier): Pas plus que l'intelligence d'un député.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre des Travaux publics ne pourrait-il pas, durant l'intermission, faire faire le calcul en prenant comme base le pied carré de tablier?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ridicule de calculer un pont au pied carré. Si encore on demandait le prix du pied cube, ce serait plus juste.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est une question de pied!

M. Galipeault (Québec-Ouest): Consultez le sous-ministre, M. C.-E. Laberge, qui est à vos côtés. Est-il possible de calculer le prix d'un pont au pied carré de tablier?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il est peut-être facile de faire ce calcul pour le tablier, mais il y a la sous-structure. C'est absolument illogique, ridicule et insipide de comparer ainsi le prix de deux ponts, de deux choses différentes.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre des Travaux publics a dit qu'il est difficile de faire le calcul de ce qui est caché.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je n'ai pas parlé de choses cachées. Il n'y a rien de tel; tout est dans les *Comptes publics*. Mais, quand il faut poser des pilotis de 90 pieds de longueur, on ne se

rend pas compte d'une partie importante de la dépense encourue.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'opposition éprouve de la difficulté à se renseigner sur la construction des ponts.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député fait comme d'habitude, des accrocs à la vérité. La preuve que le ministre n'a rien à cacher, c'est qu'il a fourni à la Chambre tous les documents dont on avait demandé la production.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre a-t-il bien dit qu'il est difficile de donner un contrat à forfait, quand les travaux s'échelonnent sur deux ou trois ans?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui, et une des principales raisons, pour nous, c'est que, en procédant par un agent, nous sauvons la taxe fédérale de 10 % sur les matériaux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a déjà eu un long débat sur cette question. On doit s'en tenir à l'item en discussion.

Ce qui est surtout important, c'est que le député de Québec-Ouest (M. Galipeault), qui a plus d'audace que de compréhension, prouve ce qu'il a dit.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et c'est le temps de le faire!

M. Hamel (Saint-Maurice): Si je comprends bien, on discute en ce moment la question du pont de Drummondville.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas un sou dans l'item en discussion pour ce pont.

M. Hamel (Saint-Maurice): Dans les *Comptes publics*, il y a une dépense de \$2,800,000 pour ce pont. On peut tout de même discuter cela. On dit qu'il est difficile de donner des contrats à forfait. Dans le cas de Drummondville, l'agent du gouvernement, c'est M. Georges Gagné?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est Crémazie Construction.

M. Hamel (Saint-Maurice): Oui, oui! C'est un contrat avec "rake-off", ou avec ristourne.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le "rake-off", vous connaissez cela.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pendant que le ministre des Travaux publics affirme en Chambre que le gouvernement ne peut pas donner de contrats à forfait, son agent, Crémazie Construction, prouve le contraire. Cette compagnie a fait preuve de prévoyance, car elle a obtenu un contrat à forfait de \$1,496,500 et, pour cette prévoyance, la compagnie a touché une commission de \$75,000. Comment, alors, le ministre peut-il invoquer des raisons aussi enfantines, quand il est contredit par son propre agent?

Le premier ministre a dit, l'autre jour, que, lorsqu'il était dans l'opposition, il ne pouvait pas savoir ce qui se passait. C'est cent fois pire pour l'opposition actuelle.

Le système, dont le ministre des Travaux publics a fait l'éloge, profite surtout aux entrepreneurs, puisqu'ils ne courent plus aucun risque; ils n'ont plus de responsabilité et touchent régulièrement leur commission.

Il résulte de tout cela que le gouvernement a donné des contrats qui ne comportaient aucun risque pour l'entrepreneur et qui ont rapporté à ce dernier \$900,000 en trois ans.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Que le député de Québec-Ouest prouve donc que le pont de Drummondville a coûté deux fois plus cher que prévu, au lieu de faire des insinuations. Nous sommes en Chambre, c'est le temps.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'agent du gouvernement, la Crémazie Construction, exécute des contrats en recevant une commission de 5 %, et le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) déclare qu'il est impossible de donner des contrats à forfait parce que le prix des matériaux peut changer, que les salaires peuvent augmenter.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le ministre a dit que lorsque les travaux à forfait doivent se prolonger, il était préférable de donner les contrats par l'entremise de l'agent de la province, ce qui fait épargner la taxe fédérale sur les matériaux. Le député n'a fait que confirmer la bonne administration du ministre.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre peut-il nous dire, après le lunch, le prix du tablier du pont de Drummondville, au pied carré?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

C'est comme si, pour connaître la valeur du député de Québec-Ouest, on demandait la valeur de son habit. Qu'on demande au moins le prix à la verge cube. Si le tablier a un pied ou deux pieds d'épaisseur, cela fait une différence considérable.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Pour établir le prix d'un pont, il faut se baser sur le prix du tablier.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député de Québec-Ouest est le seul à prétendre cela. Il a lancé une insinuation qu'il n'a pas le courage de prouver.

M. Galipeault (Québec-Ouest): C'est ce que j'essaie de faire en posant des questions. Vous ne voulez pas répondre à ma question?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le député a déclaré tout à l'heure qu'il avait la preuve que le pont a coûté deux fois plus cher que prévu et qu'il en avait la preuve. S'il a cette preuve, qu'il le fasse voir tout de suite. S'il ne l'a pas, il a menti à la Chambre.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Je veux savoir combien le pont de Drummondville a coûté au pied carré.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Cette question est illogique et ridicule.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre peut-il se rendre à ma demande?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Non, parce que la question est ridicule. Mais ce que je puis répondre au député, c'est que le contrat donné par l'entremise d'un agent est le meilleur et le plus honnête qui soit.

M. Bernard (Drummond): Le pont a coûté 25 % de moins que le montant prévu par les ingénieurs.

M. Galipeault (Québec-Ouest) pose des questions au sujet des montants payés à Gagné Construction, tel qu'il apparaît aux *Comptes publics*.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Relativement au montant de \$139,000¹, il s'agit du

pont Tinnell, sur la route 57. Le montant de \$61,750 est pour un pont sur la rivière Petite Rouge. Quant au montant de \$518,000 payé à Montebello Construction, il s'agit d'un pont sur la rivière Désert, à Maniwaki, et d'un autre petit pont.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Montebello Construction, est-ce une compagnie qui appartient à M. Georges Gagné?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je ne le sais pas. Je ne suis pas censé connaître la structure de toutes les compagnies.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que le secrétaire des compagnies de M. Georges Gagné n'est pas un M. Éthier?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je ne le sais pas.

M. Galipeault (Québec-Ouest) pose des questions au sujet de Montréal Construction & Supply Equipment, auquel on a versé \$666,649.85.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il s'agit d'un pont à Mont-Laurier d'un montant de \$209,000 pour le pont de Donnacona.

Relativement à un montant de \$254,602.93, à Notre-Dame Construction limitée, c'est pour un pont à Val-des-Bois et un autre dans le canton Gatineau.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que le contrat est au nom de Gagné?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Non. Au nom de Castonguay. Mais je cite de mémoire.

M. Galipeault (Québec-Ouest): On voit dans les *Comptes publics* que la compagnie Progrès de Crémazie ltée a reçu la somme de \$93,157.50. À quelles fins cet argent a-t-il servi?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il a servi à la construction d'un pont à Châteauguay et d'un autre à Saint-André-Avellin.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Cette compagnie n'appartient-elle pas encore à M. Gagné?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je ne peux le dire.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Les dépenses inhérentes à la construction du pont de Donnacona sont-elles toutes terminées?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il reste \$24,000 à dépenser pour des travaux à effectuer au pont de Donnacona. Il faut paver le tablier du pont, peindre les lampadaires, poser des tubes fluorescents, etc.

M. Galipeault (Québec-Ouest): (Se référant à des documents déposés, à sa demande, par le ministre des Travaux publics) Ces papiers mentionnent un contrat à Montréal Construction Supply Equipment Ltd. pour la construction du pont proprement dit et un autre à Notre-Dame Construction Ltd. pour le pont de service et la fausse charpente. N'existerait-il pas un autre contrat?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Oui.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que le ministre nous dirait avec qui il a été passé?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Avec Montebello Construction ltée. Les travaux de construction ont commencé à l'automne de 1957. Vers le 21 décembre suivant, il s'est produit une débâcle qui a emporté le pont de service et a causé des dommages à la fausse charpente d'acier.

Nous avons demandé des prix pour les approches et nous nous sommes dit qu'il serait préférable d'attendre au printemps suivant pour s'occuper du pont de service. Si nous en avions construit un autre, nous aurions dépensé \$70,000 et ça aurait été de l'argent perdu.

Au lieu de cela, nous avons fait les approches, au coût de \$110,000, et à chaque bout, nous avons construit des cônes de pierre de 40 pieds de diamètre à la base et de 30 pieds de hauteur.

Cela nous a permis d'utiliser la fausse charpente pour asseoir les formes du tablier. En outre, nous avons ouvert un chemin de trois milles, dont deux milles dans un terrain particulièrement difficile.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Le ministre veut-il nous dire si le contrat de la compagnie Montebello a été signé en même temps que les deux autres?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Non, il a été signé le 9 janvier 1958.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce qu'il y avait eu d'autres contrats signés, avant, pour les approches?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Non.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Il n'y en avait pas eu un avec M. G. Gagné ltée?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Non.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Alors, quand nous avons demandé au ministre de produire copie des contrats signés en rapport avec la construction du pont de Donnacona, pourquoi a-t-il omis de déposer celle de Montebello?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Parce que le député demandait les contrats signés en 1957 et que celui-ci a été signé en 1958.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Est-ce que le ministre affirme qu'aucun contrat n'a été signé en même temps que les deux autres?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Je l'affirme. D'ailleurs, ça ne pressait pas. Nous avons sauvé \$70,000.

M. Galipeault (Québec-Ouest): À quelles fins ont servi les \$2,353,150.48 payés à la Dominion Bridge apparaissant dans les *Comptes publics*?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Deux mille sept cent quarante-quatre dollars ont été affectés au pont no 4, sur la rivière Sainte-Anne, à Chicoutimi; \$44,468.50, au pont de Québec; \$198,853.86, au pont du rang no 1 sur la rivière Bersimis; \$1,800,000, au pont sur la rivière Saint-Maurice, entre Trois-Rivières et le Cap-de-la-Madeleine, et \$294,000, à l'achat de poutres d'acier pour les entrepôts du ministère.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Sous réserve d'une motion qu'il a inscrite au *Feuilleton*, le ministre peut-il citer les sommes d'argent payées par son ministère pour la réfection et la restauration du pont Duplessis?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est dans les *Comptes publics*. Le député n'a qu'à les consulter. Le ministre n'est pas obligé de lire les *Comptes publics* pour le député.

M. Galipeault (Québec-Ouest): J'ai droit de savoir et de poser cette question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le ministère a accordé \$1,800,000 à la Dominion Bridge et \$542,000 à Dufresne Engineering.

M. Galipeault (Québec-Ouest): À quelles fins ont servi les \$542,000 versés à la Dufresne Engineering?

L'honorable M. Lorrain (Papineau): À bâtir le pont.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le 31 janvier 1951, il est arrivé un malheur qui a fait perdre à la population de chez nous, des gens de cœur, une partie du pont sur la rivière Saint-Maurice. La section ouest s'est effondrée un matin. La Providence fut bonne parce qu'elle a voulu que le malheur ne survienne pas à l'heure où il y avait sur le pont les centaines d'ouvriers qui l'utilisent chaque jour pour aller ou revenir de leur travail, et les autres personnes qui voyagent constamment entre les deux villes, ce qui fait que le nombre de mortalités a été limité.

L'opposition, suivant son habitude, a voulu faire de la politique avec ce malheur. Elle a fait une campagne politique là-dessus.

Nous avons nommé une commission d'enquête présidée par le juge Lippé. Elle comprenait aussi M. Georges-E. Dansereau, membre de la Commission des eaux limitrophes, donc employé du fédéral. À l'enquête, l'opposition était représentée. Cela se passait avant les élections de 1952 et de 1956. Les témoins entendus à l'enquête furent nombreux. Au cours des témoignages, le major général H. Kennedy, maintenant président de la Commission de district fédérale, et le capitaine Guy Dartois, un héros de la dernière guerre, ont déclaré et juré, avec les connaissances qu'ils avaient acquises au cours de la guerre, que la chute du pont leur semblait l'œuvre d'un saboteur.

Pourtant, ni l'un ni l'autre n'était intéressé. Leurs témoignages ont été contredits par certaines autres personnes, mais il n'empêche que cette version venait de deux personnes honnêtes, désintéressées et expertes. À cause des témoignages contradictoires², les commissaires se sont vus dans l'impossibilité d'établir la cause directe de la chute du pont. Les enquêteurs en sont venus à la conclusion qu'il était impossible de déterminer la cause exacte de la tragédie. Les élections ont eu lieu,

et la population a rendu son verdict par deux fois, en 1952 et en 1956. En 1952, les gens d'en face ont fait campagne sur la chute du pont. J'ai été réélu haut la main. Et les gens de chez nous ont dit que ça leur faisait plaisir de voter contre des sans-cœur. En 1956, ce fut la même chose.

Le pont de Québec est tombé deux fois, entraînant la mort d'une centaine de personnes. On n'a aucunement songé à blâmer Sir Wilfrid Laurier qui était premier ministre du Canada, dans le temps. Le peuple l'a réélu, et ceux qui ont voulu faire de la politique avec ce malheur ont été jugés comme ils le méritaient. C'est ce qui arrivera à ceux qui veulent encore faire de la politique avec la chute du pont de Trois-Rivières.

Quand la partie ouest du pont de Trois-Rivières s'est sectionnée, tout près de la rive trifluvienne, après avoir été construit suivant les normes et les règles générales, il fallut prendre les dispositions pour le reconstruire. Le ministre des Travaux publics me demanda de m'en charger. J'ai consulté les ingénieurs et nous avons décidé de porter de 20 à 40 tonnes la capacité de la section qui s'était effondrée. En consolidant la section du côté du Cap-de-la-Madeleine, celle de la partie est, on lui a ajouté une capacité de 40 tonnes, ce qui lui fait une capacité totale de 60 tonnes. Le nouveau pont pourra ainsi supporter des charges plus lourdes que l'ancien.

De nombreux travaux se sont imposés consécutivement à la chute du pont. Il a fallu dépenser pour bâtir les ponts Bailey provisoires, nettoyer le lit de la rivière, reconstruire la section ouest du pont et consolider la section est.

Il ne faut pas perdre de vue le fait qu'entre 1951³ et 1955, les salaires ont augmenté de 98 % et le coût des matériaux de 65 %, ce qui fait 163 % en prenant les deux domaines. Dans les circonstances, la province a été bien inspirée, et j'ai jugé à propos de faire des arrangements avec les deux compagnies. Nous avons discuté et j'ai trouvé, et je trouve encore, que l'arrangement conclu par les autorités de Québec est avantageux, dans toute la mesure du possible, pour la sauvegarde des intérêts de la province et du gouvernement, tout en étant juste et équitable pour les entrepreneurs des deux compagnies.

La reconstruction du pont de Trois-Rivières, dans l'accomplissement des travaux qu'elle a assumés, consécutivement à la chute du pont, y compris les travaux nécessaires au nettoyage de la rivière et au rétablissement de la circulation au moyen de ponts Bailey, avait coûté \$4,865,135 à la compagnie Dominion Bridge. Les causes de la chute de l'ancien pont n'ayant pu être déterminées d'une façon précise

par la commission d'enquête, la province a pris arrangement avec la compagnie pour à peu près la moitié de ce montant, soit \$2,900,000. C'est un règlement équitable et juste. L'Union nationale a bien fait de payer une partie du coût de reconstruction du pont de Trois-Rivières. Nous avons aujourd'hui, à Trois-Rivières, un pont grandement amélioré, puisqu'il est construit de façon à porter 40 tonnes par travée, au lieu de 20 tonnes pour l'ancien pont, et 60 tonnes sur la partie est, du côté du Cap-de-la-Madeleine. La Dominion Bridge a aussi versé un montant de \$100,000 aux familles des quatre victimes de l'écroulement du pont survenu dans la nuit glaciale du 31 janvier 1951.

Le pont a été considérablement amélioré et j'en suis fier. J'en suis heureux et j'éprouve de l'émotion lorsque j'en parle, en me rappelant ce qui est arrivé. Ce fut un accident qui m'a fait de la peine. J'ai pitié et je plains sincèrement ceux qui osent faire de la petite politique avec un malheur.

M. Galipeault (Québec-Ouest): Il ne faut pas oublier, par contre, dans tout cela ce que dit le Code civil, à l'article 1688, au sujet de la responsabilité du constructeur et de l'architecte en pareil cas. Selon le Code, le constructeur et l'architecte sont conjointement et solidairement responsables financièrement, lorsque l'édifice qu'ils ont construit n'est pas en bon état, se détériore ou s'effondre au cours des cinq années qui suivent son édification. Il n'est pas nécessaire que ce soit de leur faute. Leur responsabilité pour la destruction totale ou partielle de l'œuvre demeure même si, par exemple, la détérioration est due à un affaissement du sol. La jurisprudence assimile un pont à un édifice, donc l'article s'applique pour un pont.

La commission d'enquête chargée par le gouvernement d'établir la cause du désastre a conclu à une cause inconnue. La présomption était donc à l'effet qu'il s'agissait d'un vice de construction. Donc, en vertu de notre Code civil, c'est le constructeur qui aurait dû reconstruire à ses frais la partie du pont qui est tombée. Dufresne Engineering, l'entrepreneur, et Dominion Bridge, sous-contracteur, auraient dû payer pour la restauration. Même si le rapport de l'enquête Lippé est vrai et que la chute du pont de Trois-Rivières est attribuable à une cause inconnue, il ne fait pas de doute que la Dufresne Engineering et la Dominion Bridge étaient tenues, par la loi, de reconstruire la partie du pont qui a tombé à leurs frais.

Les deux entreprises auraient eu une raison additionnelle de payer toutes les dépenses de

reconstruction. Durant l'enquête, des témoignages accablants ont indiqué des fautes de la part des entrepreneurs. L'acier de certaines poutres n'était pas de bonne qualité. Une analyse des erreurs qui ont provoqué l'effondrement du pont de Trois-Rivières a paru dans le no 46-A de *Transactions of the American Society for Metals*. Il n'y a donc aucun doute sur l'aspect légal du problème: la province n'avait pas à payer en aucune façon pour la reconstruction.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Il y a eu, par contre, des témoignages d'experts de réputation internationale qui ont dit le contraire. Le Dr Young, doyen de la Faculté de génie de l'Université de Toronto, et le Dr Howard, ingénieur-conseil américain, ont révisé les plans et devis du ministère et analysé l'acier utilisé. Ils se sont déclarés d'avis que l'acier utilisé était de la qualité commerciale ordinaire. Il a été établi que ni le ministère ni les compagnies n'étaient responsables d'un vice de construction, car ils en ont trouvé nulle part.

M. Galipeault (Québec-Ouest): De toute façon, oublions les témoignages de part et d'autre pour nous en tenir uniquement à la conclusion de la commission d'enquête. Elle a conclu que la chute du pont était due à des causes inconnues. Le constructeur était donc responsable, en vertu du Code civil. Il est bien entendu qu'il était normal que la province paie pour les améliorations apportées dans la reconstruction, mais pas pour la reconstruction elle-même. Les seuls frais que la province aurait dû assumer sont ceux qui ont résulté du fait que l'on a rebâti selon des spécifications plus strictes. En versant \$2,000,000, d'autre part, à la Dominion Bridge, il est certain que la province n'a pas voulu lui faire de cadeau. C'est donc qu'elle a admis faute de la part de ses employés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) a, dit-il, écouté avec attention l'opinion légale qu'il vient d'exprimer. J'espère, dit-il, que son opinion n'a pas été nuancée par la partisanerie politique. Mais je donnerai aussi la mienne. Opinion d'avocat pour opinion d'avocat, je crois avoir droit de préférer la mienne. J'ai pratiqué pendant 35 ans et j'ai l'expérience de l'administration.

Or, à titre d'avocat, je n'ai aucune hésitation à dire que l'arrangement que nous avons fait était dans le meilleur intérêt général du peuple québécois. Il y avait place pour le doute et c'eût été prendre un risque que de plaider toute l'affaire devant les

tribunaux. Mieux valait éviter un procès dont l'issue était douteuse. De plus, pour reconstruire, il était normal que nous demandions à la même compagnie qui avait fait les travaux de les reprendre. Il fallait aussi songer, en effet, à rétablir la circulation le plus tôt possible sur le pont entre les deux rives.

Il est évident que le sort de poursuites que nous aurions pu intenter contre la Dominion aurait été douteux. Des ingénieurs de grande réputation ont juré que l'acier était de bonne qualité et que le travail avait été fait correctement. À l'enquête, il avait aussi été admis, évidemment, que les ingénieurs du ministère avaient fait leur devoir et qu'ils n'étaient pas en faute. Des experts du gouvernement fédéral ont juré qu'il y avait eu sabotage, d'autres ont prétendu le contraire. De quel côté la balance de la justice aurait-elle penché? La chose est difficile à dire.

De toute façon, on dit généralement avec raison que le pire arrangement vaut mieux que le meilleur des procès. Dans le cas du pont de Trois-Rivières, ce n'était sûrement pas le pire arrangement. L'arrangement que nous avons fait est bien connu, il est public. Il a été avantageux. J'ai conscience d'avoir agi dans les meilleurs intérêts de la province. Je suis fier de cet arrangement et, répète-t-il, j'ai pitié de ceux qui font de la politique avec ce malheur.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) veut obtenir des détails sur chacun des 25 ponts mentionnés aux *Comptes publics* pour l'exercice terminé le 31 mars 1958. Il commence par le pont construit sur la rivière Betsiamites, dans le comté de Saguenay.

L'honorable M. Lorrain (Papineau): Le coût total de ce pont a été de \$2,206,158.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) poursuit la liste des ponts, demandant dans chaque cas quels ont été les entrepreneurs, les montants payés, etc.

Des députés ministériels: Tout cela est dans les *Comptes publics*. Il n'y a qu'à faire l'addition des montants payés d'une année à l'autre pour chaque pont.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): C'est un fouillis. Le seul moyen d'y comprendre quelque chose, c'est d'interroger le ministre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député a-t-il encore beaucoup de questions à poser⁴⁷

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce ne sera pas long.

La résolution est adoptée⁵.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Dionne (Rimouski): Combien ont coûté les câbles sous-marins destinés à transmettre en Gaspésie l'électricité provenant de la Côte-Nord⁶?

L'honorable M. Johnson (Bagot): Environ \$7,000,000.

M. Dionne (Rimouski): Quel est le pourcentage du courant qui se perd pendant la transmission?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le pourcentage du courant qui se perd pendant la transmission est minime. Autrefois, on prétendait qu'il n'était pas pratique de transporter de l'énergie électrique à plus de 100 ou 150 milles de distance. Aujourd'hui, on a des lignes de transmission de 400 à 500 milles, comme par exemple entre la centrale de Labrieville, sur la Bersimis, et Montréal. La perte n'est que de 7 % ou 8 %. Les câbles, eux, n'ont que 31 milles de longueur. En prenant pour acquis que les pertes seraient plus considérables sous l'eau, on peut dire qu'elles ne dépassent pas 10 % au grand maximum.

M. Dionne (Rimouski): Comme ces câbles ont une capacité de 75,000 chevaux-vapeur, j'aimerais savoir ce que coûterait une ligne de transmission de 75,000 chevaux-vapeur également qui passerait par Québec.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Je signalerai d'abord que l'Hydro-Québec a innové dans le domaine de la transmission à longue distance. C'est elle qui a construit pour la première fois dans le monde une ligne de transmission de 300,000 volts, entre Labrieville et Montréal. Depuis, la France, l'Italie et d'autres pays ont suivi l'exemple. Pour transmettre l'énergie de la Bersimis jusqu'à Québec, il en coûte environ \$45 d'investissement par cheval-vapeur, et de la Bersimis à Montréal, \$65 le cheval-

vapeur. S'il fallait faire le tour par Québec pour transmettre à la Gaspésie l'électricité de la Côte-Nord, le coût des investissements serait plus élevé qu'en procédant au moyen de câbles sous-marins. On me dit que le coût de la ligne de transmission serait d'environ \$125,000 le mille. Et nous serions encore exposés à des inconvénients, une ligne très longue étant naturellement plus vulnérable. Je puis assurer le député que l'Hydro-Québec fera tout ce qui est humainement possible pour remédier à la situation actuelle.

M. Levesque (Bonaventure): Quand les câbles sous-marins endommagés entre la rive nord du fleuve Saint-Laurent et la péninsule gaspésienne seront-ils réparés?

L'honorable M. Johnson (Bagot): On a localisé une défectuosité sur un fil, au milieu du fleuve, à environ 1,200 pieds de la rive sud. Tout sera fait le plus rapidement possible pour réparer les câbles brisés. L'Hydro-Québec étudie présentement le problème du ravitaillement de la péninsule gaspésienne en électricité, sous tous ses angles. D'ici quelques semaines, les câbles seront probablement réparés. La transmission de l'électricité à la région gaspésienne a été coupée soudainement en janvier. Il y a quatre câbles qui s'étendent de la rive nord à Gaspé.

Un bris est survenu à un câble au début du mois dernier et, quand on a utilisé le câble de rechange, il a brisé aussi. Dans le moment, les ingénieurs de l'Hydro travaillent à organiser le transport du courant électrique triphasé sur deux fils, pour conserver le troisième fil comme auxiliaire en cas de troubles techniques. Nous allons trouver une solution satisfaisante pour la Gaspésie.

M. Dionne (Rimouski): Quand le ministre parle de \$125,000 le mille, c'est pour une ligne de transmission de quelle capacité?

L'honorable M. Johnson (Bagot): De 100,000 chevaux-vapeur.

M. Levesque (Bonaventure): Je suis content que mon collègue de Rimouski ait soulevé ce problème. Ce qui a toujours manqué le plus à l'essor économique de la Gaspésie, c'est l'électricité. Quand le gouvernement a décidé de nous transmettre par câbles sous-marins l'énergie de la Côte-Nord, ce fut un jour d'espoir pour la Gaspésie. Mais, depuis que les câbles viennent de se briser encore une fois, il est

à craindre qu'une inquiétude s'installe dans l'esprit des Gaspésiens et de ceux qui seraient susceptibles de venir dans la péninsule établir des industries. Si le gouvernement ne dit pas ce qu'il entend faire pour remédier à la situation, cette inquiétude subsistera, même une fois les câbles réparés. Pour restaurer la confiance en notre coin de pays, le gouvernement doit nous dire quels sont ses projets.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a sorti la Gaspésie de la léthargie dans laquelle les anciens régimes politiques l'avaient laissée s'enliser. Il l'a lancée, en l'espace de quelques années, dans une ère de prospérité inouïe, à laquelle il ne manque que l'apport d'un chemin de fer que les Gaspésiens ont réclamé en vain, jusqu'ici, des autorités fédérales.

Je trouve que le député manque un peu de reconnaissance après tout ce que nous avons fait pour sa région. Avant le gouvernement actuel, la Gaspésie manquait de tout. Elle manquait d'écoles, de routes, d'industries. Elle manquait aussi d'électricité.

C'est qu'il n'y a pas en Gaspésie de cours d'eau susceptibles d'un harnachement économique. Pour produire entre 18,000 et 20,000 chevaux-vapeur, il faudrait dépenser autant que pour produire 300,000 chevaux-vapeur ailleurs.

Pour électrifier la Gaspésie, nous avons aménagé des câbles, une chose qui ne s'était jamais faite auparavant dans le monde. Grâce à ces câbles, nous avons pu développer Murdochville, qui emploie aujourd'hui entre 800 et 1,000 personnes. De plus, le service de l'électrification rurale a dépensé \$1,000,000 pour bâtir des lignes de transmission en Gaspésie. Si bien qu'entre 80 % et 85 % des foyers gaspésiens sont aujourd'hui électrifiés. Nous avons rouvert les moulins de Chandler. Tout cela prouve assez, il me semble, notre désir de faire tout ce qui est humainement possible pour favoriser l'essor de la Gaspésie.

M. Levesque (Bonaventure) remercie le ministre des Ressources hydrauliques (l'honorable M. Johnson) de son exposé constructif. Mais il y a deux hérésies dans le discours du premier ministre.

Il n'est pas vrai, dit-il, qu'avant l'Union nationale, c'était la grande noirceur en Gaspésie. Il y avait peut-être de la pénombre, mais nous avons tout de même vécu de belles années sous les régimes libéraux. De plus, il n'est pas juste de dire qu'avant l'Union nationale, il n'y avait pas d'écoles en

Gaspésie. Il y avait peut-être moins de briques et de ciment, mais les bonnes sœurs qui enseignaient dans ce temps-là étaient aussi compétentes que celles d'aujourd'hui.

Des gens se demandent si les câbles qui s'étendent sur une distance de 31 milles, au fond du fleuve Saint-Laurent, ne sont pas incommodants. Le ministre des Ressources hydrauliques doit prendre le plus tôt possible les mesures nécessaires pour que cesse au plus vite cette situation embarrassante, et pour assurer à la péninsule gaspésienne un approvisionnement abondant, continu et constant du fluide précieux dont on ne saurait se passer longtemps, sans créer des inconvénients graves, tant au point de vue personnel que commercial et industriel.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La sollicitude dont la Gaspésie a toujours été l'objet, de la part du gouvernement actuel, devrait suffire à dissiper ces inquiétudes. Nous promettons d'apporter une solution satisfaisante au problème posé par l'interruption du courant.

Le gouvernement va tout faire en son possible pour donner satisfaction aux Gaspésiens, comme il l'a fait dans le passé, et pour que les pannes d'électricité ne se répètent plus. La Gaspésie n'a pas d'ami plus sincère que le gouvernement actuel.

M. Levesque (Bonaventure): Et le député de Bonaventure.

M. Couturier (Gaspé-Nord): Le gouvernement va-t-il faire profiter le comté de Gaspé-Nord de l'électricité produite sur la Côte-Nord?

L'honorable M. Johnson (Bagot): La Gaspésie peut être tranquille, car le premier ministre l'a adoptée. Elle n'a qu'à lui faire confiance.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Études et travaux sur rivières (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Levesque (Bonaventure): Par suite du déboisement, il y a eu débordement de deux belles rivières de la Gaspésie. La Cascapédia et la Matapédia sortent souvent de leur lit et causent des dommages considérables aux propriétés sises le long de leur cours. Je réclame, dit-il, l'aide du gouvernement pour les sinistrés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'est pas une compagnie d'assurances. Si ces dommages se produisent d'une année à l'autre, je ne vois pas pourquoi on n'a rien fait auparavant pour remédier à la situation. Le gouvernement étudiera la question et essaiera de prendre des mesures raisonnables pour améliorer la situation. À tout événement, la situation recevra l'attention qu'elle mérite.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entrepôt et outillage (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Divers travaux de construction, réfection de barrages (Ressources hydrauliques)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Quelle est la politique de l'Hydro-Québec au sujet de l'utilisation de l'électricité, pour le chauffage des maisons?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'emploi de l'électricité pour le chauffage des maisons est incompatible avec le développement de la province, en face de l'expansion industrielle que nous connaissons actuellement. Ce mode de

chauffage, qui doit être limité, provoque une accumulation d'électricité que l'on ne peut pas employer à d'autres fins. On empêche ainsi le développement hydroélectrique pour l'industrie, l'agriculture et la cuisson. C'est pourquoi l'Hydro-Québec ne favorise pas du tout ce mode de chauffage.

Il y a des rumeurs, parues dans des journaux récemment, à l'effet que l'Hydro-Québec songerait à réviser ses taux et qu'il y aurait une tendance à la hausse. Une hausse des taux est nécessaire pour empêcher un gaspillage, parce que l'usage de l'électricité pour le chauffage est dommageable au développement industriel de la province de Québec, car il lui fait perdre une précieuse force motrice.

À la période des fêtes, par exemple, les arbres de Noël créent un problème pour la fourniture de l'électricité dans la province. Il faut conserver, répète-t-il, l'électricité pour le fonctionnement de l'industrie, du commerce, de l'éclairage et de la cuisson. Si on l'utilise pour le chauffage, on se trouve à accaparer une forte partie d'énergie électrique qui pourrait être utilisée ailleurs. C'est une des raisons qui provoqueront probablement sous peu une augmentation des taux de l'électricité dans la région de Montréal.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) réclame le rapport de l'Hydro-Québec.

L'honorable M. Johnson (Bagot): L'année s'est terminée il y a tout juste six semaines et le rapport est encore à l'impression. Néanmoins, il sera tout probablement prêt dans trois semaines.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Montréal reçoit présentement la majeure partie de son énergie électrique du projet de Beauharnois, où environ 500,000 des 2,200,000 chevaux-vapeur produits par l'installation de Bersimis, sur la rive nord de Québec, fournissent la région de Montréal. Si l'on pouvait produire de l'électricité près de Montréal, on n'aurait plus à craindre certaines interruptions dans la distribution de l'énergie électrique. Celle qui provient de la Bersimis pourrait ainsi être utilisée sur place. Plutôt que de faire venir cette électricité jusque dans la métropole, il serait plus avantageux d'aménager les rapides de Lachine. Des plans ont-ils été prévus pour l'aménagement des rapides de Lachine?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La situation économique actuelle ne justifie point tel

aménagement. Je ne prévois pas, dit-il, que l'aménagement de ces rapides, qui constituera une entreprise colossale, devienne justifié maintenant ou dans un avenir rapproché par la demande d'électricité.

La région de Montréal est alimentée par une grande réserve d'énergie électrique. À l'heure actuelle, l'électricité de la Bersimis suffit à ravitailler de très importantes industries dans la région, et l'on peut facilement et économiquement utiliser ce qui est inemployé pour Québec et Montréal. Je reconnais, dit-il, que l'énergie électrique de la Bersimis doit profiter d'abord à la région. C'est ainsi qu'elle a favorisé l'installation de l'aluminerie de la Canadian-British Aluminium Co., qui aura coûté plus de \$150,000,000 et qui emploiera jusqu'à 2,000 personnes. À l'heure actuelle, cette centrale répond non seulement aux besoins industriels de la région, mais dessert aussi Québec et Montréal et répond à tous les besoins actuels.

D'ailleurs, le gouvernement, par l'entremise de l'Hydro-Québec, continue à augmenter la puissance des usines de Beaubarnois. Celle-ci a doublé. De plus, les ingénieurs de l'Hydro-Québec préparent des plans pour l'aménagement des rapides de Carillon de la rivière des Outaouais. L'exécution de ces plans permettra de répondre aux besoins de l'heure. Ce qui est important pour l'instant, c'est que les ingénieurs ont trouvé le moyen de développer là jusqu'à 800,000 chevaux-vapeur et c'est à quelques milles seulement de Montréal. L'exécution de ce projet coûtera environ \$160,000,000⁷. La nouvelle centrale électrique répondra aux nouveaux besoins de la province en électricité.

La consommation d'énergie électrique s'accroît en moyenne de 10 % par an. Elle avait quelque peu diminué l'année dernière en raison des conditions économiques qui prévalaient, mais elle est maintenant de nouveau à la hausse. Cette année, l'augmentation atteindra 12 %. Plus tard, les autorités provinciales ont l'intention d'aménager la Manicouagan, qui serait capable d'actionner des centrales électriques d'une puissance de 4,000,000 de chevaux-vapeur.

À propos des rapides de Lachine, nous avons fait faire des travaux considérables par des ingénieurs en hydraulique, et il ressort qu'une fois de plus, le gouvernement du Québec a eu raison. Ottawa aurait voulu faire coïncider les travaux de canalisation du Saint-Laurent avec l'installation d'une centrale à Lachine. M. Lionel Chevrier prétendait que si l'on procédait ainsi, l'entreprise coûterait moins cher. Aujourd'hui, il est prouvé que nous avons eu raison de décider d'attendre pour l'édification d'un barrage à Lachine. C'est que la

canalisation a eu des conséquences plus fâcheuses que les techniciens et les ingénieurs n'avaient d'abord prévu. Par exemple, la canalisation provoque des embâcles énormes qui refoulent l'eau du fleuve. Cela diminue la dénivellation de l'eau en amont. Le phénomène se fait ressentir, par exemple, à Beauharnois.

Une fois de plus, le gouvernement provincial a eu raison de ne pas se mêler de la canalisation, car c'est une affaire du ressort exclusif du gouvernement fédéral. Le Québec n'a rien à y voir. De toute façon, étant donné l'existence d'autres vastes centrales hydroélectriques dans d'autres régions de la province, il n'y aurait pas actuellement de marché pour toute la production additionnelle d'électricité qui pourrait être produite d'une usine qui serait installée à Lachine; la province ne pourrait pas la consommer. J'ai, dit-il, ainsi évité une surproduction d'énergie électrique.

Les ingénieurs de l'Hydro avaient prévu que les conditions hivernales rigoureuses, qui sévissent à Montréal, nuiraient sérieusement à la production hydroélectrique, qu'elles constitueraient un inconvénient majeur. Bref, nous avons épargné des millions de dollars en n'installant pas prématurément une centrale à Lachine et nous avons évité une surproduction d'énergie électrique.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Puis-je savoir, sans soulever de débat, le montant d'argent que l'Hydro a reçu pour la vente de son réseau de distribution de gaz manufacturé à la Corporation de gaz naturel du Québec?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La question est d'une impertinence déplacée. Une décision a été rendue, deux ou trois fois, sur cette question!

La résolution est adoptée⁸.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se
trouve ajournée à mardi prochain.
Adopté.

La séance est levée à 3 heures.

NOTES

1. \$152,000, selon *L'Événement* du 14 février 1959, à la page 8.
2. Le *Montréal-Matin* du 14 février 1959, à la page 7, écrit plutôt: "Leurs témoignages ont été contredits."
3. 1946, selon le *Montréal-Matin* du 14 février 1959, à la page 7.
4. Selon *Le Soleil* du 14 février 1959, à la page 10, il est près d'une heure quand le premier ministre pose cette question.
5. Selon le *Montréal-Matin* du 14 février 1959, à la page 19, à 1 heure, la Chambre termine l'étude du budget des Travaux publics.
6. Notons que des troubles techniques affectent alors la centrale hydroélectrique Manicouagan, ce qui cause une panne d'électricité en Gaspésie.
7. \$62,000,000, selon *The Montreal Daily Star* du 14 février 1959, à la page 7, et \$60,000,000, selon le *Montréal-Matin* du 14 février 1959, à la page 3.
8. *Le Soleil* du 14 février 1959, à la page 13, indique que les parlementaires ont pris une heure et demie pour adopter les crédits du ministère des Ressources hydrauliques de l'honorable M. Johnson.

Séance du mardi 17 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Institut agréé des secrétaires
de compagnies par actions**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill 266 constituant en corporation l'Institut agréé des secrétaires de compagnies par actions et autres organismes publics dans la province de Québec ayant été retiré, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Questions et réponses:

**Révision
des lois d'assurance**

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

1. Combien a coûté à date le travail de révision des lois d'assurance que le gouvernement a fait entreprendre en 1950?

2. Où en est rendu ce travail?

3. Quand sera-t-il terminé?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): 1. De 1950 au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 15 janvier 1959, \$14,675.

2. et 3. Une partie très importante de ce travail, considérable et compliqué, a été accomplie, et l'on espère pouvoir le terminer d'ici à l'an prochain.

**Comité d'études sur
les problèmes de la pollution des eaux**

M. Kirkland (Jacques-Cartier): 1. Depuis la sanction, le 15 décembre 1955, de la loi

4-5 Elizabeth II, chapitre 11, loi concernant la pollution des eaux, quel montant le gouvernement de la province a-t-il dépensé jusqu'au 31 décembre 1958:

a. En salaires?

b. En frais de voyage, dépenses de bureau et autres?

2. Où et à quelle adresse sont situés les bureaux de ce comité chargé d'étudier le problème de la pollution des eaux du domaine public de la province?

3. Qui le gouvernement a-t-il nommé pour succéder à feu l'honorable juge Aimé Marchand, c.r., au poste de président de ce comité?

4. L'honorable Raymond O'Hurley, député du comté de Lotbinière à la Chambre des communes et ministre de la Production et de défense, dans le gouvernement du Canada, fait-il encore partie de ce comité chargé d'étudier le problème de la pollution des eaux? Dans la négative, à quelle date a-t-il démissionné?

5. Combien de séances les membres de ce comité ont-ils tenues, et à quels endroits et à quelles dates?

6. Combien de rapports ledit comité a-t-il transmis à date au gouvernement, et à quelle date chaque rapport a-t-il été transmis?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): 1. Les membres et le personnel du comité ont été nommés à compter du 7 août 1956;

a. Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958, \$22,500;

b. Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958, aucun.

2. Aux bureaux du ministère de la Santé, à Québec et à Montréal.

3. Aucune nomination n'a été faite.

4. Non; il a démissionné le 1^{er} novembre 1957.

5. En 1957, après avoir fait une étude préliminaire des questions complexes et nombreuses qui font l'objet de ce comité, le comité au complet s'est réuni en plusieurs circonstances à Québec et à Sherbrooke, aux mois de février, avril, juin et août. Plusieurs autres réunions de membres du comité avec des ingénieurs ont eu lieu à Québec et à Montréal, pour étudier les questions techniques connexes aux problèmes à l'étude.

6. Aucun rapport écrit n'a été fait au lieutenant-gouverneur en conseil, mais un important travail technique et de recherche a été accompli. Un laboratoire mobile a été organisé et des stations d'analyse ont été établies sur plusieurs rivières de la province.

Comité d'études sur les problèmes de voirie

M. Levesque (Bonaventure): 1. Depuis la sanction, le 10 février 1955, de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 33, loi relative aux problèmes de la voirie provinciale, jusqu'au 31 décembre 1958, quel montant le gouvernement de la province a-t-il dépensé en vertu de cette loi et de ses amendements:

- a. En salaires?
- b. En frais de voyage, dépenses de bureau et autres?

2. Où et à quelle adresse sont situés les bureaux du comité mentionné dans la susdite loi et chargé d'étudier les divers aspects des problèmes résultant des besoins de la circulation?

3. Combien de séances les membres de ce comité ont-ils tenues, et à quels endroits et à quelles dates?

4. Combien de rapports ledit comité a-t-il transmis à date au gouvernement, et à quelle date chaque rapport a-t-il été transmis?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1. a. Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958, \$16,749.94;

b. Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958, aucun.

2. 60, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, au département de la Voirie.

3. En outre des nombreux travaux d'étude, de recherche et d'inspection, 12 séances ont été tenues dans la cité de Montréal, aux dates ci-après:

1955: 23 septembre, 10 octobre, 21 novembre, 25 novembre, 2 décembre, 27 décembre;

1956: 3 février, 21 février, 18 septembre, 26 novembre, 5 décembre, 28 décembre.

4. Trois rapports écrits ont été faits.

Comité d'études sur les problèmes d'hospitalisation

M. Couturier (Rivière-du-Loup): 1. Quel montant le gouvernement de la province a-t-il dépensé, depuis le 28 janvier 1954 jusqu'au 31 décembre 1958, en vertu de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 55,

0 loi relative aux problèmes d'hospitalisation et ses amendements:

- a. En salaires?
- b. En frais de voyage, dépenses de bureau et autres?

2. Où et à quelle adresse sont situés les bureaux du comité d'experts concernant les problèmes d'hospitalisation?

3. Combien de séances les membres de ce comité ont-ils tenues, et à quels endroits et à quelles dates?

4. Combien de rapports ledit comité a-t-il transmis à date au gouvernement, et à quelle date chaque rapport a-t-il été transmis?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): 1. a. Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958, \$29,025;

b. Depuis la sanction de la loi jusqu'au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*, et en plus \$3,418.50 pour loyer de bureaux; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958, \$231.77 pour frais de voyage;

2. 1221, Place George V, Québec (4).

3. Environ deux cents séances ont été tenues dans de nombreuses régions de la province.

4. Un résumé de ces activités a été transmis chaque année au ministre de la santé.

Permis de la Commission des liqueurs, dans le comté de Berthier

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Quels sont les nom, prénom et adresse des personnes, dans le comté de Berthier, auxquelles la Commission des liqueurs a émis, pour la vente de liqueurs alcooliques, des permis autres que des permis d'épicerie ou de banquet du 1^{er} janvier au 31 décembre 1958?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

<i>Nom, prénom</i>	<i>Adresse</i>
Dubreuil, Maurice	Lavaltrie
Lavallée, Aldéric	131, de Frontenac, Berthierville
Morel, Mme Ovide	8 d'Iberville, Berthierville
Ernest Forest	La Barrière
Croisetière, Yvon	Saint-Zénon
Lareault, Émilien	Lavaltrie
Juneau, Viateur	Lavaltrie
Charland, Mme Albert	Lavaltrie (paroisse)
Préville, Gédéon,	Saint-Charles de Mandeville

<i>Nom, prénom</i>	<i>Adresse</i>
St-Jean, Albert	Saint-Charles de Mandeville
Allard, Roméo	Saint-Gabriel de Brandon
Arès, Eugène	Saint-Gabriel de Brandon
Amstrong, Roland	Saint-Gabriel de Brandon
Bacon, Gaston et Guy Chartier	Saint-Gabriel de Brandon
Flageol, Sylva	10169 Saint-Charles, Montréal
Gareau, Hector	Saint-Gabriel de Brandon
Joncas, Norman	6720, blvd. Pie-IX, apt. 5, Montréal
Lafrenière, André	Saint-Gabriel de Brandon
Lemire, Gabriel	Saint-Gabriel de Brandon
Pichette, Léandre	203, Delanaudière, Saint- Gabriel de Brandon
Larose, Jean	Sainte-Geneviève de Berthier
Vincent, Eugène	Sainte-Geneviève de Berthier
Rivard, J. Rosaire	Berthier Nord
Goulet, Maurice	Saint-Ignace de Loyola
Comtois, Napoléon	Saint-Michel des Saints
Leblanc, Gérard	Saint-Michel des Saints
Marsolais, Yvan	Saint-Michel des Saints

Chambre une copie du rapport soumis au lieutenant-gouverneur en conseil, en décembre 1956, par les commissaires chargés du travail de révision des lois concernant les syndicats coopératifs.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
dépose sur le bureau de la Chambre ledit document.
(Document de la session no 53)

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que, sous réserve et en vertu de la motion adoptée à ce sujet le 28 janvier 1959 et apparaissant à la page 381 des *Journaux de l'Assemblée législative* de la présente session, et pour faciliter la présence aux séances du comité des bills privés des 58 membres de l'Assemblée législative qui en font partie, et pour épargner aux nombreuses délégations, qui veulent s'y faire entendre, des dépenses considérables de voyage et des frais de séjour à Québec, cette Chambre s'ajourne cette semaine jusqu'au jeudi 19 février courant à 8 heures du soir.

Adopté.

La séance est levée vers 3 h 15¹.

Demandes de documents:

Rapports de la Commission du service civil

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie des rapports annuels de la Commission du service civil de la province de Québec pour les années fiscales 1953-1954, 1954-1955, 1956-1957 et 1957-1958, tel qu'exigé par l'article 15 de la loi 7 George VI, chapitre 9.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 52)

Révision des lois sur les syndicats coopératifs, Rapport 1956

M. Kirkland (Jacques-Cartier) propose qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la

NOTE

1. Les sources indiquent seulement que la séance n'a duré que quelques minutes.

Séance du jeudi 19 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-troisième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal métropolitain.

Projets de loi:

**Charte
de Montréal**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal métropolitain¹.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 100 sans l'amender.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): N'y a-t-il pas moyen de détacher la partie du projet de loi se rapportant à la création de la Corporation du Montréal métropolitain et d'en faire un bill à part?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut que le projet de loi entre en vigueur le plus tôt possible et qu'il soit étudié par la Chambre haute avec toute diligence, à cause de la nombreuse délégation montréalaise présente à Québec et dont le séjour dans la Vieille Capitale coûte cher.

Il est possible que la Corporation métropolitaine soit couverte, un jour, par un bill public, mais plus tard. On pourra peut-être donner suite à la suggestion du chef de l'opposition. Je m'attends à ce que l'on présente des amendements à la loi l'an prochain, et on étudiera le cas à ce moment.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Dans les circonstances, l'opposition ne peut voter en faveur du bill en troisième lecture. Je demande que cette adoption se fasse sur division. Cela ne signifie pas que nous soyons contre la mesure, mais comme nous n'avons pas encore en main le texte définitif du projet de loi, nous ne voulons pas donner une approbation définitive à ce que nous ne connaissons qu'en substance.

Adopté, après division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Régie de
l'électricité et du gaz**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 35 concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que les dépenses encourues pour l'exécution de la loi qui accompagne la présente résolution soient payées à même le fonds consolidé du revenu.
Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

Adopté, après division. La résolution relative au bill 35 est agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'une mesure de prévention. Les buts de la loi sont de protéger les usagers contre tous les gaz, naturel, manufacturé, propane, butane, etc. La Régie du gaz et de l'électricité aura le pouvoir d'édicter des règlements qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Je suis convaincu que nous offrons là la loi la plus complète possible, au point de vue sécurité.

Cependant, comme toutes les lois, celle que nous présentons n'exemptera pas les usagers du gaz de faire preuve de leur côté de toute la prudence élémentaire. Il y a une chose que la loi ne peut faire et c'est de prévenir les distractions qui peuvent causer des accidents.

Le gaz naturel est particulièrement traître. Contrairement au gaz artificiel, le gaz naturel est inodore, et c'est justement là le plus grand danger contre lequel il faut prémunir toute la population. Lorsqu'il y a une fuite de gaz artificiel, les gens s'en aperçoivent par l'odeur. Quand l'atmosphère est imprégnée de gaz naturel, l'absence d'odeur empêche qu'on s'en aperçoive. Toutefois, on mélange au gaz naturel une espèce d'ingrédient pour lui donner une odeur. Cette dernière n'est cependant pas aussi forte que celle du gaz artificiel, de sorte que les fuites sont plus difficiles à déceler.

Certaines personnes se montrent imprudentes dans l'utilisation du gaz. Elles vont ouvrir le robinet du gaz et, avant d'allumer, si le téléphone sonne, elles répondent à l'appel téléphonique; ce n'est qu'après qu'elles enflamment leur allumette. La loi ne peut rien contre de telles imprudences personnelles, mais la mesure accorde à la Régie de l'électricité et du gaz le pouvoir d'édicter et de rendre obligatoire un code de sécurité avec tous les standards

techniques qu'elle jugera appropriés et conformes à l'intérêt public. La Régie disposera d'un contrôle absolu sur les conduites et sur les réseaux de distribution, système de transport et appareils à gaz. Elle aura à son service des ingénieurs qui auront mission de voir si toutes les installations sont conformes aux règlements édictés. La loi prévoit une inspection très stricte et rigoureuse et des amendes sévères pour punir les contrevenants. C'est la loi la plus complète du genre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont):

L'opposition ne s'oppose pas au principe de la loi. Il aurait été mal venu de le faire car, à diverses reprises, moi et mes partisans avons réclamé une loi semblable pour protéger le public contre les dangers de l'emploi du gaz naturel. Nous sommes donc, bien entendu, en faveur du principe qui a inspiré ce projet de loi. Mais je diffère d'opinion avec le premier ministre en ce qui concerne la résolution elle-même.

Des explosions se sont produites dans différents endroits et, apparemment, il s'agissait de méfaits du gaz naturel. Avec le gaz artificiel, les accidents survenaient le plus fréquemment dans les cuisines; avec le gaz naturel, ils se produisent plus souvent dans la cave: il y a une fuite et on ne s'en aperçoit pas. Quand on tourne l'interrupteur, l'étincelle électrique provoque l'explosion, qui fait des dommages sérieux et cause des blessures. Pour ce qui est de la sécurité, le groupe libéral est très heureux et se réjouit donc de la présentation du bill, qu'il a demandé à plusieurs reprises. Ainsi, pour la pose des tuyaux, il faudra des gens connaissant ce genre de travail, et cela fera disparaître des dangers.

Mais, à la question de la résolution, pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour faire payer les dépenses avec le fonds consolidé du revenu, au lieu d'accepter que des crédits soient prévus chaque année dans le budget? On nous demande là un véritable blanc-seing. On aurait dû accepter plutôt que des crédits soient demandés, à ce sujet, chaque année, dans le budget. Un tel procédé serait sûrement plus démocratique. Il existe déjà une loi disant que les dépenses de la Régie sont payées avec le fonds consolidé. Pourquoi alors la stipulation de la résolution? Si cette stipulation ne fait pas double emploi, pourquoi les autorités provinciales tiennent-elles absolument à cette façon de procéder? Ce n'est que sur ce point-là que je diffère d'opinion avec le gouvernement.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

On a peut-être fait trop de publicité autour des

tragédies causées par le gaz naturel. En plusieurs circonstances, des journalistes spécialisés dans les articles à sensation ont imputé au gaz des accidents et certains incendies récents, qui étaient dus à d'autres causes.

On fait un grand emploi du gaz et, en réalité, le nombre des accidents qu'il occasionne vraiment est minime, heureusement. Mais, bien entendu, tout accident est évidemment de trop, surtout lorsqu'il en résulte une perte de vie.

L'électricité cause aussi des incendies et des morts, mais on fait bien moins de publicité autour d'un sinistre causé par un court-circuit qu'autour d'une explosion. D'ailleurs, dans la vie, une foule de choses sont dangereuses: l'automobile, les locomotives. De toute façon, ce n'est pas une raison pour négliger de prendre tous les moyens possibles de prévention pour éviter les méfaits du gaz qui, d'un autre côté, est un facteur de progrès.

Il existe déjà dans notre législation des articles prévoyant l'indemnisation des personnes qui sont victimes d'accidents, par exemple l'article 1053 du Code civil, ou encore certains passages des règlements municipaux. Mais ce que nous voulons, c'est prévenir au lieu de guérir.

Il est difficile de prévoir d'avance, chaque année, dans le budget ce que pourrait coûter l'application de la loi au cours d'un exercice financier. Le fonds consolidé n'est d'ailleurs pas là pour rien. Si l'on inscrivait \$100,000 dans le budget pour le fonctionnement de la Régie du gaz et que les dépenses encourues s'élevaient éventuellement à \$300,000, le gouvernement serait obligé de combler la différence avec un mandat spécial, c'est-à-dire de faire l'excédent de dépenses avec l'argent de la province, sans consulter la Chambre.

En demandant de recourir au fonds consolidé, nous respectons les prérogatives de l'Assemblée et nous prévoyons pour tout ce qui peut arriver; on s'assure que rien ne fera obstacle aux initiatives que la Régie pourra être obligée de prendre. Je trouve plus normal de demander à la Chambre l'autorisation de dépenser le strict nécessaire seulement.

Il est impossible de dire à l'avance, d'une façon précise, ce que cela coûtera pour la mise en vigueur de cette nouvelle mesure de sécurité; les dépenses dépendront d'une foule d'éléments, du nombre d'utilisateurs, etc. Il y a beaucoup de facteurs qui entrent en jeu. Du reste, l'argent prélevé sur le fonds consolidé sera remboursé, parce que les dépenses de la Régie sont payées par les compagnies. Donc, la province ne perdra rien et les prérogatives des députés sont respectées. En effet, comme la

législation du Québec le stipule, ces dernières doivent payer toutes les dépenses de la Régie.

Le gouvernement doit avoir des pouvoirs assez souples pour envisager toutes les situations et pour faire face sans délai aux circonstances.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n' imagine pas un conseil municipal capable de faire son budget avec de tels arguments. L'exposé du premier ministre ne signifie-t-il pas qu'il est impossible de préparer un budget, sauf pour certaines dépenses?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a pas un article du Règlement qui interdise la façon dont le gouvernement veut procéder. Si le chef de l'opposition peut citer un article de la loi ou de la Constitution qui défend de charger au fonds consolidé des dépenses, je suis prêt à modifier le projet de loi. D'ailleurs, l'opposition se contredit encore une fois. On nous corne constamment les oreilles avec les octrois statutaires qui lieraient l'administration pour des années à venir, quand cela fait l'affaire de l'opposition, mais ensuite on change de politique et on nous dit que nous devrions tout inscrire dans le budget. Tous les subsides sont statutaires, je l'ai déjà dit, et le budget lui-même est un Statut. On voudrait aussi nous faire voter à l'avance des millions à dépenser pendant des années, et l'on se permet de nous faire des reproches, alors que nous procédons très régulièrement, en respectant les prérogatives des députés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il s'agit d'un blanc-seing, répète-t-il.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut des moyens flexibles pour faire face à une situation flexible. Mettre dans le budget un montant qui serait insuffisant pourrait causer des ennuis en cas d'urgence.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): La Régie du gaz et de l'électricité a-t-elle étudié les codes américain et canadien?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il existe deux standards techniques de sécurité, celui du Canada et celui des États-Unis. Ces codes seront étudiés en temps et lieu.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 35 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté².

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Code de procédure civile

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 40 modifiant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 40 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des marchés agricoles

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 41 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 41 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté³.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million neuf cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté⁴.

4. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions concernant les dommages causés aux routes par le calcium et note que les routes construites en béton sont généralement refaites en asphalte. Les routes en asphalte ondulent, ajoute-t-il, dans la période du dégel, puis se replacent, tandis que les routes en béton se brisent. J'ai l'impression que les routes en béton doivent coûter énormément cher. Est-ce que le gouvernement a l'intention de continuer à faire des routes en béton?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le chef de l'opposition a parcouru la province en automobile. Il a dû s'apercevoir que nous avons construit très peu de routes en béton, sauf dans les endroits où il existe déjà une route en béton, et là où il faut prévoir un trafic très lourd. Il est clair que la route en asphalte obéit et que la route en béton casse, dans la période du dégel.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): On étend de la pierre concassée sur le chemin. Après un mois, il n'y en a plus et on dirait qu'il y en a beaucoup dans le fossé.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y en a peut-être un peu dans le fossé, mais le gros de toute cette pierre s'est incorporé au chemin. Il s'agit d'un procédé qui est largement employé partout.

M. Lafrance (Richmond) pose des questions au sujet des routes de sa région.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond au député.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) demande des détails au sujet des routes de l'ouest du Québec.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) répond au député.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Quel a été le résultat de l'expérience faite avec la pose de surfaces en caoutchouc?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous avons fait une expérience sur une distance de 2,000 pieds. Elle n'a pas donné les résultats prévus.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): L'autoroute du nord de Montréal est incontestablement l'une des plus belles en Amérique.

M. Levesque (Bonaventure): Quels sont les travaux prévus par la voirie pour cette année, pour réparation et entretien de chemins?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Environ \$3,000,000 seront dépensés pour des travaux dans la région de Montréal. Il mentionne des travaux d'asphalte à Saint-Étienne, un chemin de quatre milles de longueur, au coût de \$200,000, pour contourner la ville de Donnacona, un autre chemin pour contourner le village de Sainte-Anne-de-la-Pérade et une chaussée pour éviter l'agglomération, un viaduc de \$1,000,000 à Montréal-Ouest, au-dessus des voies du C.N.R., un tunnel d'environ \$1,000,000 à Lachine, des travaux d'asphalte, pour un montant de \$300,000, sur la route 3, des travaux d'approche au pont Honoré-Mercier, deux tunnels et un chemin pour contourner le village de Caughnawaga, soit une dépense d'environ \$1,000,000, des travaux d'environ \$400,000 à Plessisville, Stanstead et Rock Island, des travaux d'asphalte entre Madeleine et Grande-Vallée, un chemin pour contourner le village de Métis, un chemin pour contourner la ville de Chandler, la pose de l'asphalte sur une dizaine de milles de longueur entre Gaspé et Murdochville, des travaux entre Sainte-Anne-des-Monts et le mont Albert, des travaux pour contourner le village de Sainte-Luce, des travaux dans Pontiac, des travaux dans Gatineau.

Le ministère prévoit aussi compléter la route Québec-La Malbaie et d'en asphalter une grande section, de terminer les travaux commencés entre Saint-Fidèle et Saint-Siméon ainsi qu'entre Tadoussac et Baie-Comeau.

Les travaux de prolongement sur la route Baie-Comeau-Sept-Îles, d'une longueur de 150 milles, progressent rapidement. Le terrassement est fait sur une longueur de 132 milles. Mais il reste à construire la section qui présente le plus de difficultés, soit entre Baie-Comeau et Godbout.

Le département commencera, dès cette année, la construction d'une route, depuis longtemps réclamée, entre La Tuque et Roberval, pour relier les régions de la Mauricie et du Lac-Saint-Jean. Quand cette route sera terminée, les gens de Montréal pourront se rendre dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, sans avoir à passer par Québec. La nouvelle route sera la continuation du magnifique boulevard Ducharme. L'aménagement d'une voie carrossable entre ces deux régions contribuera considérablement à développer l'industrie touristique dans la région de Trois-Rivières et en Haute-Mauricie. Les chambres de commerce, la Commission touristique de la

Mauricie et autres organismes réclament depuis quelques années la construction d'une route pour relier les deux régions. L'honorable premier ministre de la province et député de Trois-rivières fit part de la décision de son gouvernement de se rendre au vœu de la population des deux régions à une imposante délégation qui s'était rendue le rencontrer à Québec, l'été dernier. Quelques semaines plus tard, le député de Laviolette (M. Ducharme) annonçait que le tracé de la route avait été complété par les ingénieurs du département de la Voirie et qu'il ne restait plus qu'à voter les crédits nécessaires.

On fera aussi des travaux entre Saint-Georges et Armstrong sur la route 23 et sur la route 51, entre le Québec et la frontière américaine, tout particulièrement à Saint-Éleuthère et Rivière-Bleue.

M. Bellemare (Champlain): D'importants travaux de voirie seront effectués dans mon comté, au cours des prochains mois, pour faire disparaître graduellement les courbes les plus dangereuses entre Sainte-Anne et Champlain.

M. Dionne (Rimouski) donne lecture d'une résolution adoptée par le conseil municipal de Rimouski réclamant la nécessité de poursuivre le mur de soutènement, afin de continuer à élargir la grande rue commerciale et le boulevard qui sont déjà construits dans la partie est le long du fleuve, mais arrêtés par la suite:

Extrait de la séance du conseil
en date du 6 août 1956

Province de Québec,
Ville de Rimouski

Lundi, le six août mil neuf cent cinquante-six, à une séance régulière du conseil de ville de Rimouski, tenue à l'hôtel de ville à 8 h 30 p.m., sont présents:

Son Honneur le maire Elzéar Côté, MM. les conseillers Albert Dionne, Hormidas Trépanier, Jean-Médard Dastou, Louis-Ernest Saint-Pierre et Albert Labbé, formant quorum sous la présidence de Son Honneur le maire.

Attendu que le gouvernement fédéral vient d'autoriser des travaux de prolongement du mur de soutènement longeant le fleuve Saint-Laurent, sur une longueur de 330 pieds;

Attendu que l'espace de terrain longeant ce mur servira de route nationale comme précédemment établi;

Attendu que, comme protection efficace de ce mur, des travaux de remplissage devront y être effectués incessamment;

En conséquence, il est résolu à l'unanimité que demande soit faite à l'honorable ministre provincial de la Voirie de bien vouloir accorder à la ville de Rimouski un octroi de dix mille dollars (\$10,000) pour lui permettre d'effectuer ces dits travaux.

Que copie de la présente soit transmise à Me Émile Gagnon, n.p., administrateur du patronage provincial dans le compte de Rimouski.

(signé) Elzéar Côté, maire
Armand Gagnon, greffier

Cela permettrait, dit-il, de dégager la rue Saint-Germain, qui est étroite et encombrée, en passant la route nationale le long de la falaise. Le gouvernement fédéral est prêt à contribuer au coût de ces travaux dans une proportion de 35 %. La ville de Rimouski est également disposée à faire sa part. Si la province faisait la sienne, ces travaux constitueraient une amélioration considérable.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Ce ne sera pas pour cette année.

M. Dionne (Rimouski) parle de la nécessité d'améliorer les deux routes secondaires qui, partant de la route 10, conduisent vers les États du Sud.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Nous allons étudier ça.

M. Levesque (Bonaventure) regrette que le ministère de la Voirie ait fait disparaître, en redressant la route, la côte surprise, si bien nommée à l'ouest de Percé, en Gaspésie. Autrefois, à un tournant de l'ancienne route, le majestueux rocher de Percé apparaissait tout à coup au sommet, de façon dramatique, aux yeux émerveillés des touristes en automobile. La chose se faisait brusquement, avec un effet saisissant sur tous ceux qui se rendaient à ce populaire endroit de villégiature. On appelait ça, rappelle-t-il, la côte surprise. C'était l'un des endroits les plus fameux et les plus célèbres de la Gaspésie. Les autorités locales ont permis à un hôtelier de construire une hôtellerie juste à cet endroit, qui empêche complètement de voir le rocher de Percé. Le gouvernement a ensuite détourné la route⁵. La surprise est disparue. C'est la perte non seulement d'un attrait touristique, mais d'une chose à peu près unique dans notre province.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En améliorant la route, le gouvernement comptait sur la municipalité pour protéger la beauté du site. Malheureusement, la municipalité n'a pas agi pour garder libre ce site enchanteur et, depuis qu'une hôtellerie s'est installée là, la côte n'offre plus aucune surprise. Le gouvernement a cependant acheté un terrain pour y aménager un poste d'observation d'où le voyageur pourra contempler le paysage.

M. Levesque (Bonaventure): L'hôtellerie n'est pas seule en cause. Si l'on avait refait la route sur son ancien tracé, l'endroit aurait gardé en grande partie sa valeur esthétique.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Entre les poètes qui tiennent à la beauté des sites et les usagers qui réclament des routes sans côtes ni courbes, le gouvernement tente de garder un juste milieu.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Travaux de réfection occasionnés par le drainage (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome) interroge le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot).

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose l'ajournement de la Chambre. L'opposition désire-t-elle siéger vendredi avant-midi?

M. Brown (Brome): La Voirie entend-t-elle suivre l'exemple des autres provinces et des États américains et aménager des tables à pique-nique le long des grandes routes? Il est inconcevable que la province de Québec ne mette pas plus d'endroits à la disposition des touristes, pour leur donner l'occasion de s'arrêter et de se reposer tout en mangeant.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): En dépit du budget considérable de la Voirie, on n'a de crédits que pour parer au plus urgent. Néanmoins, le ministère s'efforcera de continuer sa politique d'établir des tables à pique-nique le long des grandes routes. Il y a un travail d'éducation à faire dans ce domaine. Il faut apprendre à la population à garder les endroits toujours propres, autrement il faudrait une armée de plus pour veiller à l'entretien. J'espère que la population voudra collaborer avec le ministère,

afin que ces endroits soient véritablement une invitation aux touristes de s'y arrêter. C'est une politique nouvelle dans la province de Québec et on va continuer à la développer.

M. Brown (Brome): Le procédé utilisé pour faire disparaître les broussailles le long des routes s'avère-t-il fructueux?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Oui, et on va continuer.

La résolution est adoptée.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à demain, à onze heures du matin; et que la séance qui sera alors tenue puisse être suspendue à une heure jusqu'à trois heures de l'après-midi, puis à six heures jusqu'à huit heures du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un même *Feuilleton* pour toute la journée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le discours du budget sera-t-il prononcé à 11 heures ou à 3 heures?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le discours du budget de l'honorable John S. Bourque, ministre des Finances, sera prononcé à 3 heures vendredi après-midi, à l'Assemblée législative.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *La Presse* du 20 février 1959, à la page 37, rapporte des remarques faites, précédemment, au comité des bills privés de Montréal. On indique, entre autres, que les commissaires ont biffé l'article 16 du projet de bill portant sur la sécurité syndicale et le fonds de pension, ainsi que le dernier paragraphe de l'article stipulant que les employés permanents de la Commission métropolitaine de Montréal deviendraient, s'ils le désirent, des employés à la corporation. Le premier ministre a également suggéré un amendement, au deuxième paragraphe de l'article 17, sur l'abolition de la Commission métropolitaine qui indiquait que la nouvelle corporation assumerait toutes les obligations de la vieille Commission métropolitaine. Pour clarifier le texte, cet amendement ajoute les termes "toutes les obligations émises ou toutes autres obligations", précisant ainsi les obligations et débentures et les obligations de la Commission envers ses employés.

2. *The Gazette* du 20 février 1959, à la page 35, note que la discussion n'a duré que quelques minutes.

3. *Le Nouvelliste* du 20 février 1959, à la page 10, affirme que la Chambre basse a adopté rapidement le bill 41.

4. Selon *L'Action catholique* du 20 février 1959, à la page 1, les postes 1, 2 et 3 ont été adoptés sans discussion.

5. Dans *Le Soleil* du 21 février 1959, à la page 3, la chronologie n'est pas la même: "Après le redressement du chemin, une hôtellerie a été construite."

Séance du vendredi 20 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 105 modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec;
- bill 164 constituant en corporation de ville le village Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds;
- bill 191 modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire;
- bill 271 relatif à la Compagnie du marché central métropolitain ltée;
- bill 280 modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby;
- bill 282 modifiant la charte de la ville de La Prairie;
- bill 284 concernant la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus;
- bill 287 modifiant la charte de la cité de Magog.

Projets de loi:

Prêts hypothécaires d'Hydro-Québec

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 44 concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi est une continuation de la politique instaurée en 1946 et est tout à l'honneur du président de l'Hydro-Québec, le notaire J.-A. Savoie. Cette augmentation de crédits intensifiera la politique ouvrière de l'Hydro-Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement se fait donner l'autorisation de dépenser, sans contrôle budgétaire, tout l'argent qu'il voudra pour l'application de la loi. Il demande des détails sur l'opération de la loi en 1958.

L'honorable M. Johnson (Bagot) ne peut, dit-il, fournir des chiffres complets pour la seule année 1958, parce que le rapport de l'Hydro-Québec pour la dernière année est présentement sous presse. Mais jusqu'ici, depuis 1946 jusqu'au 16 octobre dernier, l'Hydro-Québec a consenti 885 prêts à ses employés, pour une somme totale de \$6,292,650.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce sont là les chiffres pour 1957. Le gouvernement peut-il fournir le nombre des prêts accordés en 1958 seulement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis parfaitement au courant de la situation. La législation est une initiative excessivement bienfaisante qui est un exemple pour les autres grosses sociétés industrielles et commerciales. L'Hydro-Québec a une comptabilité séparée pour la Beauharnois. Quand le notaire Savoie a été nommé président, j'ai attiré son attention sur la nécessité de faire quelque chose pour aider les employés de l'Hydro et de la Beauharnois à obtenir des fonds pour l'habitation familiale. Nous avons commencé par \$1,200,000, et c'est rendu à plus de \$6,000,000 pour l'Hydro, et à \$500,000 pour la Beauharnois.

Au 16 octobre 1958, l'Hydro-Québec avait prêté \$6,292,650 à ses employés, dont \$5,805,000 à 788 employés de l'Hydro proprement dit, et \$497,200 à 97 employés de la Beauharnois; 72.27 %, soit \$4,547,800, ont servi à l'achat de propriétés; 12 % ou \$795,150 ont été employés au remboursement d'hypothèques; 11.6 % ou \$615,740 ont été employés à la construction. La moyenne des emprunts a été de \$7,034. L'Hydro-Québec encourage ainsi l'accès à la propriété. C'est une initiative bienfaisante dont il faut féliciter l'Hydro-Québec et son président, le notaire Savoie.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Quels ont été les résultats des opérations de cette loi durant l'année 1958?

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le rapport de l'Hydro-Québec pour 1958 est actuellement sous presse. Le premier ministre a donné tantôt le résultat au 16 octobre 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cent soixante-douze prêts ont été remboursés, pour une somme de \$1,032,000. Au compte de la Beauharnois Light, Heat & Power, 17 prêts ont été remis et représentent une somme globale de \$31,033.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Y a-t-il eu déclin dans la demande d'emprunts? Quelle est la marche des opérations en 1958? Y a-t-il eu moins de prêts? Combien de prêts durant 1958?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La somme des prêts a atteint \$1,000,000 en 1958.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité. Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 44 sans l'amender.

L'honorable M. Johnson (Bagot) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois. Adopté à l'unanimité¹.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions de condoléances:**Décès de****M. Georges-Étienne Dansereau**

M. Lapalme (Montréal-Outremont) signale la mort de l'honorable Georges-Étienne Dansereau, ancien député d'Argenteuil et ancien ministre des Travaux publics dans le gouvernement Godbout. M. Dansereau avait été député d'Argenteuil de 1935 à 1948, ministre sans portefeuille de 1939 à 1942, et ministre des Travaux publics de 1942 à 1944.

C'était un parfait gentilhomme et lorsqu'il traitait de questions politiques, sa largeur de vue était remarquable.

S'il a eu des adversaires en politique, on peut dire qu'il n'avait pas d'ennemi. En mon nom personnel et au nom de l'opposition, je veux assurer sa famille de nos sincères condoléances.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je suis réellement peiné d'apprendre le soudain décès de M. Dansereau. La famille du député est de Trois-Rivières. J'ai d'abord siégé avec son père, M. Georges Dansereau, qui fut élu député d'Argenteuil en 1927.

J'ai aussi très bien connu le fils, qui lui a succédé en 1935 et qui fut par la suite ministre des Travaux publics. Il était remarquable par sa courtoisie, son amabilité, la sincérité de ses convictions. À titre de député du comté de Trois-Rivières autant qu'à celui de premier ministre, j'adresse à la famille en deuil mes condoléances personnelles et celles du gouvernement.

Il s'agit d'un deuil non seulement pour le comté d'Argenteuil, mais aussi pour toute l'Assemblée législative.

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

La population du comté a toujours tenu M. Dansereau en très haute estime.

M. Ross (Montréal-Verdun) offre les sympathies des députés indépendants.

Subsides:**Budget des dépenses
1959-1960**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Protection du public aux passages à niveau (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): À quoi sont affectés les argents que l'automobiliste verse au Trésor provincial? En fait, les automobilistes paient 25 % du budget général de la province de Québec. N'est-ce pas abusif?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Non. L'automobiliste reçoit beaucoup plus de la province de Québec qu'il ne fournit d'argent au Trésor provincial. Les revenus de la taxe sur l'essence, les revenus de l'enregistrement des véhicules-moteurs et autres ne sont pas suffisants pour couvrir toutes les dépenses en matière de voirie, soit de construction, de réparation et d'entretien de chemins.

Il y a plusieurs ministères qui font des travaux de voirie et travaillent à l'amélioration de notre réseau routier. Il y a, en plus de mon propre ministère, le département des Travaux publics qui construit des ponts, le ministère des Mines qui trace et construit des routes à l'usage des explorations minières, qui deviennent des routes publiques, et le ministère de la Colonisation qui fait des chemins pour assurer le bien-être des colons. Si vous additionnez toutes les dépenses du gouvernement de la province, pour agrandir ou améliorer le réseau des routes de la province, et que vous les comparez aux revenus provenant des taxes des automobilistes, au produit de l'impôt sur l'essence, aux droits perçus pour l'immatriculation des véhicules-moteurs, etc., vous constaterez qu'il a manqué et qu'il faut nous trouver ailleurs des millions et des millions de dollars pour défrayer l'ensemble des dépenses relatives à l'entretien et à l'amélioration de nos routes. Le gouvernement actuel dépense, pour l'amélioration du réseau routier, des sommes autrement plus considérables que celles qu'il reçoit des automobilistes en taxes sur l'essence et en droits sur l'enregistrement des véhicules automobiles ou autres droits.

Le ministère de la Voirie est allé chercher ailleurs que dans les revenus perçus des automobilistes les montants suivants: en 1952-1953, il a manqué \$37,675, 000; l'année suivante, en 1953-1954, il a manqué \$10,867,000; en 1954-1955, il a manqué quelque \$10,816,000; en 1955-1956, il a manqué \$18,502,000; en 1956-1957, \$10,510,000; et encore plus près de nous, soit en 1957-1958, \$10,583,000. Bref, de 1925 à 1958, le déficit entre les recettes et les dépenses dans ce domaine a été, globalement, de \$335,310,469. C'est dire que les revenus ne sont pas suffisants.

Il y a un fait à remarquer qui demeure certain, c'est que nous rendons à l'automobiliste beaucoup plus qu'il ne paie. La situation est le contraire de celle du Québec, dans la province d'Ontario. Le gouvernement de Toronto fait de l'argent avec l'automobilisme. En effet, il consacre à son réseau routier des crédits moins importants que le produit des impôts qu'il perçoit des personnes s'adonnant

par plaisir ou par obligation à ce sport. Il appert toutefois que ces dernières versent chacune au fisc des sommes moins fortes en Ontario qu'au Québec; cela dépend partiellement du fait que le nombre des véhicules en circulation est plus grand dans le territoire ontarien que dans notre province.

En 1952, la moyenne payée par chaque automobiliste québécois était de \$124.10, alors que nous faisons des déboursés, pour chaque automobiliste, s'élevant à \$184.51 en travaux de voirie. En Ontario, la même année, des automobilistes payaient \$79 et en recevaient \$85.12. Mais, en 1953, Québec a retiré \$219 et a versé, en travaux de voirie, \$147.33 pour chaque automobiliste québécois. En moyenne, l'automobiliste de l'Ontario paie \$80 à son gouvernement pour en avoir \$70. En 1954, dans la province de Québec, l'automobiliste a payé, en moyenne, \$126.12 et a reçu en travaux de tous genres la somme de \$140.83, tandis que l'automobiliste ontarien a payé \$88.27 et a reçu \$66.83. En 1955, chaque automobiliste du Québec a payé, en moyenne, \$129.21 et a reçu \$151.95 de travaux de voirie, tandis que celui de l'Ontario versait seulement \$90.26, mais à son intention Toronto n'a fait que pour \$87.16 de travaux de voirie. En moyenne, l'automobiliste de la province de Québec a retiré 18 % de plus que ce qu'il a payé en impôts, depuis 1952-1953, pour l'amélioration des routes. L'automobiliste québécois a été mieux traité par le gouvernement que l'automobiliste ontarien.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette conclusion est totalement inexacte parce que s'il n'y avait qu'un automobiliste, il aurait tout le budget de la voirie.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il n'y avait qu'un automobiliste, il n'y aurait qu'un chemin. Il félicite le ministre d'avoir donné ces statistiques qui démontrent que l'automobiliste reçoit plus qu'il ne donne. Il ne faut pas se méprendre sur l'affirmation du ministre de la Voirie qui a dit qu'on a manqué d'argent pour faire les travaux de voirie, en considérant les revenus et les dépenses. On n'a pas manqué réellement d'argent. Le fonds consolidé y a pourvu. Il faut puiser, et assez largement, à même le fonds consolidé pour combler la différence entre ce que l'on reçoit de l'automobiliste et ce qu'on dépense à son avantage.

Le fonds consolidé de la province a ainsi été utilisé pour payer le solde des dépenses de voirie qui, pour construire et améliorer les routes de la province, ne pouvaient être couvertes par les revenus

provenant des automobilistes. Ce qui ressort de tout ceci, c'est que les montants consacrés à nos routes ont dépassé de beaucoup les revenus versés par les automobilistes. Il a fallu rembourser le solde à même les revenus du fonds consolidé. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le gouvernement a dû prendre ailleurs que dans les taxes des automobilistes, pour rencontrer les dépenses occasionnées par les travaux de voirie.

Un député de l'opposition parle de l'opportunité d'augmenter les endroits de pique-nique avec tables le long des grandes routes. Beaucoup de touristes et bien des familles québécoises pourraient ainsi, à peu de frais, jouir des beautés naturelles du Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a du pour et du contre au sujet de cette politique. D'abord, les terrains coûtent cher, et il arrive que la présence des tables de pique-nique, le long de la voie publique, occasionne des congestions de la circulation à cause des voitures stationnées en bordure de la route.

De plus, cela implique une concurrence que les hôtels et les restaurants de la province ne voient pas d'un bon œil. Ces tables, dit-il, nuiraient à leur commerce. D'autre part, il y aurait sans doute là des avantages indiscutables. Le ministre de la Voirie va continuer à étudier le problème et il prendra ensuite la décision appropriée.

M. Brown (Brome): La municipalité de Brome, qui a effectué des travaux de construction de chemins en comptant sur l'aide du gouvernement, pourra-t-elle effectivement bénéficier de cette aide? J'ai fait, dit-il, plusieurs démarches à ce sujet.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Ce n'est pas la politique du gouvernement de contribuer à des travaux faits par des municipalités quand il n'a pas été consulté au préalable, afin que ses employés puissent en surveiller l'exécution.

M. Levesque (Bonaventure) pose une question sur la suppression des passages à niveau.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La suppression des passages à niveau nécessite une procédure compliquée, puisqu'il faut la permission de la Commission fédérale des transports. Les chemins de fer, l'administration provinciale, les municipalités ont leur mot à dire.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement de l'Union nationale a fait énormément pour la suppression de ces passages à niveau, notamment entre Québec et Montréal. Je demande à la Chambre \$200,000 de plus cette année pour continuer le travail. Les demandes sont nombreuses et, s'il fallait y donner suite en même temps, cela occasionnerait une dépense globale de \$4,000,000. Pour l'instant, il faut attendre de savoir ce que la Commission fédérale des transports autorisera de faire et décidera par où commencer.

M. Levesque (Bonaventure): Quels travaux exactement le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot) entreprendra-t-il avec les \$800,000?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Tout dépendra de la Commission fédérale des transports. Le fédéral contribue à ces travaux, mais ceux-ci doivent être approuvés par la Commission fédérale des transports.

Il y a un projet de passage supérieur au-dessus du C.P.R., du C.N.R. à Lachine; on voudrait établir un tunnel sous les voies du C.P.R. à Caughnawaga, un autre sous la ligne de Québec Central dans la paroisse du Sacré-Cœur, Beauce. La permission est déjà accordée dans ce cas par la Commission fédérale.

Il y a aussi des projets pour faire passer la route sur la voie du C.N.R. à Saint-Agapit, Lotbinière, sur la voie du C.N.R. à Amqui, sur la voie du Roberval-Saguenay à Arvida. Il y a d'autres projets pour Saint-Hyacinthe à l'intersection de la route 9 et de la voie du C.N.R., ainsi que pour la route 19 à Laviolette, de même pour la route 34 et la route 38, et de même entre Chambord et Lac-Bouchette.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) demande que la route 9 qui relie l'État de New York à Montréal et Québec, en passant par Saint-Hyacinthe et Drummondville, soit terminée à voie double, afin d'éviter les nombreux accidents et embouteillages qui s'y produisent et de contribuer au progrès de l'industrie touristique dans la province. Cette route est devenue trop étroite pour la circulation très dense qu'on y observe aujourd'hui. Il est urgent de faire quelque chose.

Le ministère de la Voirie a exécuté peu de travaux d'importance dans ma circonscription. Un certain bout de chemin est resté sans entretien depuis plus de 30 ans. La signalisation routière laisse à désirer, particulièrement à proximité des ponts.

À l'entrée et à la sortie des grandes villes, l'administration provinciale devrait procéder longtemps à l'avance à l'achat des terrains qui serviront un jour à l'amélioration des routes aux approches des agglomérations. Ce procédé permettrait d'économiser de l'argent, car lorsque les autorités acquièrent les terrains juste avant les travaux, ils coûtent plus cher. On aurait pu, par exemple, obtenir à meilleur marché, il y a quelques années, des terrains utilisés pour la construction de l'autoroute de Montréal. Le gouvernement tarde à payer pour certains terrains expropriés en vue de cette construction, et les municipalités font encore payer les taxes aux anciens propriétaires.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) se dit surpris de l'affirmation du député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre). Je m'attendais qu'en homme de cœur, le député remercierait plutôt le gouvernement de ce qu'il a fait pour la route 9. Il a oublié de dire qu'au cours de la dernière session, le gouvernement a consacré, par l'intermédiaire des ministères de la Voirie et des Travaux publics, \$5,500,000 pour l'aménagement et pour effectuer d'autres améliorations sur cette route qui passe par Saint-Hyacinthe. Le député rouge de ce comté s'est bien gardé de le dire!

Nous avons dû faire exécuter sur cette voie de communication des travaux d'approche, d'entretien et d'amélioration pour près de \$17,000,000. En outre, depuis 1944, le ministère de la Voirie a déjà dépensé \$7,000,000, à lui seul, sur cette même route pour l'améliorer. On sait dans quel état lamentable cette route nous avait été laissée en 1944, à notre arrivée au pouvoir: cette artère avait été ouverte partout et finie nulle part; il existait des tronçons de chaussée de ciment ici et là. Il a fallu prendre les moyens de la compléter, et cela, à coups de millions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député ne s'en est pas aperçu.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La construction de la deuxième piste de roulement pour l'élargissement de la route 9, c'est-à-dire de la voie Sir-Wilfrid-Laurier, coûterait environ \$30,000,000. Je ne suis pas prêt à dire que cette dépense sera pour l'année prochaine, pour le moins.

Dans le comté de Saint-Hyacinthe, l'ancien ministre de la Voirie, M. T.-D. Bouchard...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ami de cœur du député!

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi):

... M. T.-D. Bouchard, sous l'ancien régime libéral, n'a consacré que \$185,812 en 1941-1942, \$205,735 en 1943-1944, à des travaux de voirie. Le ministère actuel de la Voirie, au contraire, y a dépensé \$641,363 en 1957-1958. Ces chiffres indiquent que le comté a été mieux traité ces dernières années.

Relativement à l'aménagement de l'autoroute du nord de Montréal, dont le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre) avait critiqué les méthodes d'expropriation de terrains, tous les expropriés ont été vus. Des offres ont été faites; certains ont accepté, d'autres ont refusé. Dans certains cas, la Régie des services publics devra intervenir pour les cas qui n'ont pas été réglés. Le gouvernement a toujours avancé de l'argent jusqu'à concurrence de 50 % et même 60 % du montant parfois. Quant aux taxes, elles seront remboursées.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) n'a pas, dit-il, manqué à l'occasion de reconnaître ce que le gouvernement a fait de bon. Mais, si c'est une chaîne de remerciements que l'on veut, la meilleure façon de l'obtenir serait de construire la seconde voie de la route 9, ce qui ne demanderait pas un effort disproportionné au budget actuel, vu que les expropriations sont déjà faites, les clôtures en place, etc.

Lisons un article de M. Harry Bernard, paru dans le *Courrier de Saint-Hyacinthe*:

"M. René Saint-Pierre ne veut pas la complétion de la route no 9

"La route à M. Saint-Pierre vient de rebondir une fois de plus. À deux ou trois reprises chaque année, parfois plus, le souriant M. Saint-Pierre, député libéral du comté de Saint-Hyacinthe à l'Assemblée législative, se paye un discours et la tête des gens avec la route nationale no 9, qui va de Montréal à Québec, passant par Saint-Hyacinthe et Drummondville.

"Cela vient de se produire en Chambre à Québec, en cette fin d'année 1958, comme cela s'était produit en 1957, 1956, depuis que M. René Saint-Pierre est député. C'est là son sujet de prédilection. Il y tient, ne lâche pas et se répète à l'infini.

"Que dit-il?

"Que la route nationale no 9 est longue, qu'elle est à voie unique et devrait en avoir deux; que la circulation y augmente et qu'il s'y produit des accidents; qu'elle serait plus large, donc plus

commode, moins dangereuse, si elle avait deux voies au lieu d'une; que le gouvernement de l'Union nationale, qu'il combat et jamais n'approuve rien, devrait l'élargir ou plutôt y ajouter une seconde voie.

"Le sujet est en or pour M. Saint-Pierre, car il est vrai que la route no 9 est longue, qu'elle va de Montréal à Québec, qu'elle n'a qu'une voie, que la circulation y augmente, qu'il arrive des accidents comme ailleurs, qu'elle serait plus large, moins étroite, plus commode, moins dangereuse sans doute, si elle avait deux voies au lieu d'une.

"Le malheur pour lui, ou le bonheur, c'est qu'elle n'a qu'une voie et que le gouvernement de l'Union nationale n'a pas jugé à propos de lui en ajouter une seconde.

"Aussi longtemps qu'elle sera à voie unique, M. Saint-Pierre possédera un sujet de conversation et de discours. D'où son bonheur. Le jour où on la doublera, il lui faudra jouer des ménages et de l'imagination pour se trouver un sujet passe-partout aussi sûr, aussi peu dangereux, aussi à la portée des gens, aussi peu discutable que celui de la route no 9, la sienne et celle de tout le monde.

"Car personne n'obstine M. Saint-Pierre quand il dit que cette route est longue, s'étire de Montréal à Québec, connaît des accidents, n'a qu'une voie, serait plus large et non pas plus étroite avec deux voies.

"Seulement, le gouvernement de l'Union nationale n'a pas encore jugé à propos d'y entreprendre des travaux, dans le sens d'une autre voie. Cela viendra sans doute un jour, qui n'est pas venu, et alors M. Saint-Pierre se trouvera mordu et il n'aura plus d'os à ronger, aussi longtemps qu'il n'en aura déterré un autre, pour lui aussi juteux.

"Si le gouvernement n'a doublé à ce jour la route no 9, c'est qu'il a ses raisons. Il n'a cessé cependant - ce que M. Saint-Pierre ne dit pas - de l'améliorer. Il l'a élargie, comme chacun sait, entre Saint-Hyacinthe et Saint-Hubert. Il lui a donné la surface permanente qui lui manquait au temps des libéraux, entre Drummondville et Québec. Il a prévu la double voie, partout où il sera nécessaire, ayant réservé le terrain à cette fin. Il n'est pas sans savoir que la double voie coûtera des millions, et il lui faudra procéder par étapes, selon les revenus à sa disposition.

"Entre-temps, M. Saint-Pierre nuit à la complétion de la route no 9, et il se conduit, d'une année à l'autre, comme s'il ne la voulait pas, car ce n'est pas en clamant contre le gouvernement de l'Union nationale, en lui reprochant de ne pas la terminer à deux voies, qu'il engagera les autorités à entreprendre la seconde voie.

"M. Saint-Pierre ne cherche qu'à se faire du crédit politique en réclamant une meilleure route no 9, et à embarrasser le gouvernement. Le jour où des travaux de parachèvement commenceront, il s'empressera de crier que c'est grâce à lui, député d'opposition. Son jeu est trop clair pour qu'on n'y voie pas. En attendant, M. Saint-Pierre nuit à la route no 9 et prouve à tout le monde qu'il ne désire pas sa complétion.

"S'il la voulait avec sincérité, il commencerait par se fermer la boîte. Il laisserait aux députés de l'Union nationale, qui ne manquent pas sur le parcours de la route, le soin de la demander aux autorités provinciales. S'il était discret et sage, plus désireux du bien commun de la région, moins assoiffé et moins affamé de publicité personnelle, il cesserait son battage de tambour et ne paralyserait pas le travail possible des députés, ses collègues.

"M. Saint-Pierre donne à croire que rien d'extraordinaire ne se fera sur la route no 9, aussi longtemps qu'il n'aura pas décidé de se taire.

"H. B."²

L'honorable M. Johnson (Bagot): Cet article bien fait et excellent, œuvre d'un journaliste intelligent, constitue la meilleure partie du discours du député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre).

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est plutôt un article ridicule, partisan, imbécile et tendancieux. J'avertis le ministre que nous allons en parler.

L'honorable M. Johnson (Bagot): Le chef de l'opposition est moins calme que le député de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre). C'est peut-être parce qu'il connaît moins la situation. Je remercie le gouvernement pour tout ce qu'il a fait dans l'intérêt de Saint-Hyacinthe et de Bagot. En 1945, c'était toute une entreprise que de se rendre en automobile de Saint-Hyacinthe à Québec. Sur trois sections de la route, il n'y avait qu'une travée de ciment de 11 pieds de largeur, dont il fallait descendre à chaque rencontre. Ailleurs, c'étaient des ponts étroits, des détours tortueux, du gravier rugueux et de la poussière qui gênaient le trafic. Chaque année depuis 1945, le gouvernement a dépensé des montants considérables sur cette route. La route 9 a été grandement améliorée et elle le sera encore. Depuis 13 ans, le gouvernement a sûrement consacré plus d'argent sur cette route que tout le budget de la voirie pour la dernière année de l'administration libérale. Aujourd'hui, la situation est extrêmement différente.

L'autoroute de la rive sud est en excellent état et, là comme ailleurs, des améliorations sont constamment apportées. C'est un voyage extrêmement agréable que d'aller de Saint-Hyacinthe à Québec.

Parce qu'un député ne présente pas ses réclamations en Chambre, il ne travaille pas dans l'intérêt de ses électeurs. Contrairement à ce que laisse entendre l'opposition, la Chambre n'est pas le seul endroit où l'on puisse faire des demandes au gouvernement.

Les députés de l'Union nationale, ceux en particulier qui s'intéressent au parachèvement de la route 9, ont sûrement été les plus quémantoux auprès du ministère de la Voirie. Ils travaillent avec beaucoup plus d'efficacité que le député de Saint-Hyacinthe. Que le député et l'opposition nous laissent faire et l'on verra les travaux se poursuivre jusqu'à ce que la route soit à double voie dans toute sa longueur. La seconde voie viendra en son temps.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je n'aurais jamais imaginé qu'un ministre pût prendre la défense d'un pareil article, qui porte en lui-même sa propre condamnation. Cet article prétend qu'un député doit se la fermer en Chambre. Le député de Saint-Hyacinthe nuirait au parachèvement de la route no 9 aussi longtemps qu'il n'aurait pas décidé de se taire. C'est ridicule d'écrire des choses pareilles, de prétendre qu'aussi longtemps que le député de Saint-Hyacinthe ne se taira pas, il n'y aura pas d'amélioration à la route no 9. Le journaliste Bernard, qui a écrit cet article, s'est mis les pieds dans les plats. N'est-il pas ridicule de prétendre qu'un député doit se taire si l'on veut qu'un projet se réalise?

Et le ministre, en le traitant d'excellent, a montré qu'il était bien vrai qu'avec le gouvernement actuel, l'opposition, en réclamant des améliorations, nuit, si paradoxale que la chose puisse paraître, aux intérêts réels du peuple. Car la chose est inconcevable. Les députés de la gauche ont été élus par le peuple comme les députés de la droite. Ils ont été élus pour faire valoir ses réclamations auprès du gouvernement. On fausse le jeu de la démocratie en rejetant systématiquement les suggestions qui viennent de l'opposition. Et il est cynique d'aller écrire qu'un député de la gauche qui veut vraiment servir les intérêts de la population doive se taire en Chambre.

Le député de Saint-Hyacinthe a toujours fait ses recommandations avec calme et sans passion. À la vérité, j'avais moi-même réclamé, l'an dernier, et avec vigueur, une route à double voie entre Montréal et Saint-Hyacinthe. Celui qui a fait les appels les plus

passionnés, en faveur de la route no 9, c'est celui qui parle et, le soir, les députés de l'Union nationale venaient le féliciter. Je l'avais fait à la suite de l'intervention du député de ce comté. Après mon discours, les députés qui siègent de l'autre côté de la Chambre pourraient parler comme le député de Saint-Hyacinthe, mais ils n'en ont pas le courage. Tous les députés désirent une route à double voie, entre Montréal et Saint-Hyacinthe, mais n'osent pas le demander. Il est inconcevable qu'un projet soit mis de côté parce qu'il a été présenté par un membre de l'opposition.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Une tempête dans un verre d'eau!

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Ce n'est pas une tempête dans un verre d'eau, mais une situation de fait. Des députés voudraient parler, mais ils n'osent pas le faire. Ils savent à l'avance ce qu'il leur en coûterait. Qu'est-ce qu'on reproche au député de Saint-Hyacinthe? N'était-il pas de son devoir de parler de ce qui se passe dans son comté?

Tout ce qu'on lui reproche, c'est de n'avoir pas fait de courbettes devant le gouvernement et de n'avoir pas offert de remerciements au ministre de ce qu'il a fait sur cette route. S'imaginer-t-on que le premier ministre et le ministre de la Voirie prennent l'argent dans leur poche pour construire des chemins?

M. T.-D. Bouchard savait prévoir beaucoup mieux que les gens de l'Union nationale. Quand l'honorable M. Bouchard a commencé la construction de la route no 9, les gens de l'Union nationale disaient que c'était un monument à la sottise, alors que tout le monde admet aujourd'hui que cette route est absolument nécessaire. Cette route coûterait infiniment plus cher, à l'heure actuelle, si son tracé, les expropriations nécessaires et les débuts de sa construction n'avaient pas été faits du temps de M. T.-D. Bouchard, lequel a fait preuve de beaucoup de prévoyance en expropriant une largeur de 160 pieds, sur tout le parcours de cette route, pour y permettre éventuellement une double voie. Le gouvernement actuel devrait profiter d'une décision aussi sage.

C'est l'unique voie de grande importance entre Montréal et Québec. On a dit tout à l'heure qu'on avait construit un bout par-ci et un bout par-là. Il est heureux qu'elle ait été construite par sections. Les libéraux ayant perdu le pouvoir, le gouvernement actuel s'est trouvé dans l'obligation de poursuivre et de compléter le travail.

On aura tout vu! En cette province dominée par un gouvernement dont la mentalité est de rejeter à peu près toutes les suggestions qui viennent de l'adversaire, je me demande si le jour où l'on entre dans la politique comme membre de l'opposition n'est pas le jour où l'on gâche tout simplement sa vie!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

La meilleure partie du discours du chef de l'opposition est la fin, alors qu'il parle de vie gâchée. Une bonne façon de gâcher une vie politique, c'est d'employer des tactiques comme celle que vient d'employer le chef de l'opposition. Ce sont des attitudes comme celle qu'il vient de prendre qui lui ont valu le sort qui est le sien.

Je n'ai jamais vu de scènes aussi désagréables que celle que vient de nous donner le député de Montréal-Outremont (M. Lapalme). Il a soulevé une tempête dans un verre d'eau. Il s'est emporté, il s'en est pris à un journaliste, qui ne peut se défendre ici, non au ministre.

Il a fait l'éloge d'un homme, M. T.-D. Bouchard, qu'il a renié et brûlé autrefois. Cet homme, dont il a fait l'éloge, a fait preuve de si peu de prévoyance dans la construction de la route 9 que l'Union nationale a dû dépenser des millions de dollars pour réparer ces imprévoyances, améliorer cette route et pour réparer les dommages causés par le manque de vision de l'ancienne administration libérale.

Cette route, qui, de l'avis même de l'opposition, est dangereuse, a été conçue et entreprise de façon incomplète. En ce cas comme en bien d'autres, on a procédé au petit bonheur. C'est ce qui fait que le gouvernement actuel a dû intervenir pour réparer le mal qui avait été fait et pour obvier aux dangers de cette artère.

L'Union nationale n'entend pas favoriser certains comtés aux dépens d'autres dans la province. Tous les comtés ont reçu des octrois substantiels du gouvernement actuel au chapitre de la voirie. On ne procédait pas comme ça sous les anciennes administrations libérales.

Le chef de l'opposition nuit à sa santé en se livrant à des scènes aussi déplacées, à des violences aussi démesurées. Des scènes disgracieuses comme celles-là lui ont nui, dans le passé; elles ont contribué à gâcher son avenir politique. Et je tiens à souligner que l'opposition s'accapare les deux tiers du temps de la Chambre pour se plaindre et pour essayer de prouver que la droite l'empêche de parler³.

La résolution est adoptée⁴.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution du comité des subsides est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

À 1 heure, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

Voies et moyens:

**Discours du budget
1959-1960**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke):

M. l'Orateur, Les experts financiers sont très prudents sur les perspectives économiques du Québec. De toute évidence, les dangers de l'inflation les rendent perplexes. L'inflation a une portée internationale qui échappe en définitive aux pouvoirs constitutionnels des gouvernements provinciaux. Il est certain que tous et chacun, individus, corporations publiques et privées, peuvent et doivent, à différents degrés, diminuer les dangers de l'inflation. L'un des plus sérieux est la menace grave qu'elle fait courir à l'épargne populaire et même au désir légitime de réaliser de saines économies.

Il doit y avoir équilibre entre les revenus et les dépenses d'un individu, tout comme il doit y avoir équilibre, dans la mesure du possible, entre les revenus et les dépenses d'un gouvernement. Il doit y avoir équilibre entre le coût de la production et le pouvoir d'achat des consommateurs. Le coût de la production doit permettre à nos produits de s'écouler sur le marché local et sur les marchés étrangers absolument nécessaires à notre économie. Le coût de la vie et le succès d'une politique d'exportation sont des facteurs qui échappent en partie au contrôle des gouvernements; ils dépendent surtout de la coopération de chaque citoyen. Notre province est particulièrement heureuse d'occuper une situation justement privilégiée au point de vue économique et elle est heureuse également de constater la prospérité grandissante de sa population.

Lorsque nous examinons, à la lumière des enseignements de l'Église, la véritable théorie de l'État, nous constatons qu'elle met l'accent sur le mot ordre et qu'elle est en radicale opposition avec le désordre ou le mépris de l'autorité légitimement constituée. Le souci de l'ordre est un moyen préventif excellent contre l'inflation. Il est utile et même nécessaire parfois, dans des circonstances particulières, d'engager l'avenir, mais il est contraire à la plus élémentaire prudence de l'engager trop profondément. À mon avis, la province de Québec continue de donner un exemple de grande sagesse administrative en payant, à même ses revenus annuels, au cours des années de prospérité, non seulement toutes ses dépenses ordinaires, mais même très souvent ses dépenses extraordinaires, c'est-à-dire ses dépenses imputables au capital. Les dépenses imputables au capital ne sont pas réellement des dépenses, mais des travaux permanents qui constituent un placement fécond pour l'avenir.

La politique financière du Québec est exemplaire. Nous n'avons pas voulu profiter du mouvement général pour emprunter et engager inutilement l'avenir. Nous avons tout simplement appliqué, sous la direction du premier ministre, une politique de bon sens et d'équilibre. C'est ce qui justifiait *The Boston Herald*, du 5 décembre dernier, d'écrire:

"L'honorable Maurice Duplessis, c.r., premier ministre de la province de Québec, a dû combiner les talents d'un ingénieur minier, d'un génie financier, d'un expert en économie, aussi bien que d'un législateur et d'un administrateur averti, pour porter Québec au rang éminent d'une puissance industrielle reconnue pour sa stabilité et son excellente situation financière.

"En trois années, Québec, la plus vaste des provinces canadiennes, a réussi à réduire sa dette par tête au chiffre le plus bas de toutes les provinces, à la seule exception de celle de l'Alberta. Le nouveau gouvernement a aussi réalisé des réformes d'ordre social, en ce qui concerne les pensions et les allocations de même nature. Il a entrepris un vaste programme de construction de voirie. Le parti Duplessis a perdu le pouvoir à la suite de l'hystérie de guerre de 1939, mais il a été reporté au pouvoir en 1944, époque à laquelle il a hérité des graves difficultés administratives résultant de la contraction de l'économie d'après-guerre."

Presque partout en Amérique du Nord, en particulier chez nos très riches voisins du sud, les dettes se sont multipliées au cours des dernières

vingt années. Pourtant, la dette nette de la province de Québec est à l'heure actuelle inférieure de plus de \$82,000,000 à ce qu'elle était en 1944. Cette réduction de dette est d'autant plus remarquable que le gouvernement a multiplié les réalisations dans tous les domaines de l'administration. Il est pratiquement impossible de donner un sommaire complet de ses œuvres. Contentons-nous de souligner par exemple la construction de 4,225 nouvelles écoles, comprenant 19,470 classes, la construction de 41 nouvelles écoles spécialisées et l'organisation de 48 nouvelles écoles normales, la construction d'hôpitaux pour donner à nos malades 28,894 lits supplémentaires, la construction de 2,049 nouveaux ponts et la modernisation de 17,976 milles de routes, sans compter évidemment les très importantes subventions accordées pour la construction de l'École polytechnique de Montréal et de la Faculté de médecine de Laval.

La province de Québec est soucieuse d'ordre et de saine liberté. Elle jouit d'une stabilité économique insurpassée et même inégalée, mais cette stabilité ne doit pas se confondre avec l'immobilité. La politique du gouvernement s'inspire de fondements qui ne peuvent pas et ne doivent pas changer; elle est définitivement progressive dans le bon sens. Il est admis par les dirigeants des grandes banques canadiennes que la crise économique est beaucoup moins grave chez nous qu'aux États-Unis, et de nombreux témoignages impartiaux nous justifient de proclamer que la province de Québec est l'une des provinces canadiennes les moins affectées par la régression économique.

I

Considérations sur l'année financière 1958-1959

Aucun citoyen de bonne foi ne peut contester que la position financière de la province soit excellente. C'est d'ailleurs l'opinion de tous les experts financiers et de tous les esprits impartiaux au courant de la situation. Notre province continue de grandir et de se développer de façon particulièrement remarquable. Il y a actuellement, par exemple, de gigantesques projets en voie d'exécution qui représentent des placements de capitaux pour des centaines de millions de dollars, dans différentes régions de la province: au Lac-Saint-Jean, au Saguenay, en Abitibi, dans toutes les régions minières et dans la région métropolitaine de Montréal.

Grâce au développement prodigieux de ces dernières années et à d'excellentes méthodes de

perception, nos revenus ont continué leur mouvement d'ascension, pour dépasser pour la seconde fois le demi-milliard. Ils atteindront, à la fin de l'année financière, c'est-à-dire au 31 mars 1959, le chiffre de \$537,252,000, soit une augmentation de plus de \$30,000,000 sur les revenus de 1957-58. (Cf. *Tableau No 1*, page 627) Ces prévisions sont basées sur les perspectives économiques de l'heure présente. Elles sont évidemment sujettes à variation.

La nécessité de faire face aux obligations d'une économie en pleine expansion se traduit par une augmentation inévitable des dépenses. Le gouvernement ne peut, cependant, trouver une solution à tous les problèmes qui se posent à son attention, comme il ne peut appliquer de remède à tous les maux réels ou irréels. Il lui faut choisir les problèmes essentiels et urgents. Aujourd'hui, de nombreux citoyens ont tendance à attendre des gouvernements une contribution de plus en plus large dans tous les domaines, même dans ceux qui devraient être la préoccupation exclusive des individus. C'est une vérité trop souvent oubliée que les gouvernements ne peuvent dépenser plus que ce qu'ils retirent en impôt. De fait, tout gouvernement retire des contribuables l'argent qu'il leur distribue.

Les idées socialisantes posent l'accent sur le problème de la sécurité sociale, mais aucune sécurité réelle ne peut exister si elle n'est basée sur le sens de la responsabilité personnelle et sur l'accomplissement par chacun des obligations qui lui incombent. Nous sommes profondément convaincus que la population de la province est irrévocablement opposée à l'étatisation des biens matériels ou spirituels. L'étatisation des intelligences et des volontés, de l'entreprise libre, de l'initiative personnelle, de la charité fraternelle et philanthropique, répugne avec raison à nos compatriotes.

Les dépenses ordinaires, pour la présente année, s'élèveront à la somme approximative de \$445,528,000. Comme nos revenus atteindront probablement \$537,252,000, le surplus au compte ordinaire s'établira à environ \$91,724,000. Les dépenses imputables au capital seront payées complètement à même le surplus au compte ordinaire, car elles s'élèveront à \$91,345,000, ce qui laissera un surplus global d'opérations de \$379,000. (Cf. *Tableau No 2*, page 629) Les plus importantes augmentations, au chapitre des dépenses, seront enregistrées par les départements de l'Éducation, de la Santé et du Bien-être social. Les dépenses des autres ministères ne dépasseront que très légèrement celles de l'année dernière. C'est une nouvelle manifestation de la politique véritablement sociale et

éminemment progressive du gouvernement qui se traduit par d'innombrables améliorations dans tous les domaines, en particulier dans ceux de l'agriculture, de l'éducation, de la santé publique, de la saine législation sociale et de l'établissement de notre jeunesse.

a) Dépenses imputables au capital

Le montant des dépenses imputables au capital dépassera d'environ \$5,000,000 le montant des dépenses de même nature de l'an dernier. Elles s'élèveront à une somme approximative de \$91,345,000. Le gouvernement a continué le travail de modernisation de notre réseau routier, grâce aux efforts combinés des ministères de la Voirie et des Travaux publics. Mon prédécesseur a rappelé à plusieurs reprises un principe admis par tous les experts en finances publiques et suivant lequel un gouvernement pourrait, s'il le voulait, payer toutes les dépenses de cette nature à même le produit de l'emprunt. En d'autres termes, le gouvernement aurait été justifiable d'augmenter la dette nette de la province de la valeur de tous les travaux permanents qu'il a réalisés.

Au 31 mars 1945, la dette nette de la province s'établissait à la somme de \$308,243,441, alors que celle de l'Ontario était de \$480,389,000. Au 31 mars 1958, la dette nette de la province de Québec avait diminué de plus de \$82,000,000, alors que celle de l'Ontario avait pratiquement doublé durant la même période. Le gouvernement du Québec est d'opinion qu'il y va de l'intérêt de la province de payer à même ses revenus, dans la mesure du possible, ses dépenses imputables au capital, c'est-à-dire toutes les dépenses qui augmentent l'actif de la province.

Il est remarquable que, malgré les immenses améliorations qu'il a réalisées, le gouvernement n'a pas contracté d'emprunt par obligations depuis une couple d'années. C'est un accomplissement merveilleux en tout temps, mais surtout dans les circonstances économiques actuelles.

Si nous établissons le total de nos dépenses imputables au capital, du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1959, nous constatons qu'en l'espace de 14 ans, l'actif de la province a augmenté d'une somme de plus de \$804,000,000. (voir le tableau à la page suivante)

*Actif de la province**Année terminée le 31 mars*

1946.....	\$ 12,977,903
1947.....	24,287,135
1948.....	40,927,129
1949.....	64,755,220
1950.....	42,341,455
1951.....	33,825,175
1952.....	60,262,344
1953.....	67,007,015
1954.....	58,088,426
1955.....	57,937,154
1956.....	76,607,809
1957.....	87,492,404
1958.....	86,355,119
1959.....	(1) 91,345,000
Total	\$ 804,209,288

(1) Estimation.

Ce montant de plus de \$800,000,000 de dépenses imputables au capital, qui augmente en définitive l'actif de notre province, a été payé à même les revenus ordinaires. En outre, l'actif réel de la province a augmenté davantage grâce à d'innombrables et généreuses subventions inscrites au chapitre des dépenses ordinaires, mais destinées à la construction de nouvelles écoles et de nouvelles maisons d'enseignement. De plus, notre bilan ne tient pas compte des subventions versées pour la construction des hôpitaux, subventions qui se chiffrent à des centaines de millions de dollars. Pourtant, les nouveaux hôpitaux augmentent de beaucoup l'actif des corporations publiques et privées de la province, et contribuent puissamment à protéger notre principal capital, le capital humain.

b) Surplus au compte ordinaire

Chaque année, les membres de l'opposition critiquent, sans raison sérieuse et sans motif louable, la méthode utilisée par le gouvernement dans la préparation de ses états financiers. Cette méthode, vieille de 25 ans, consiste à insérer dans le compte de nos opérations financières, non seulement les dépenses ordinaires, mais encore les dépenses imputables au capital, c'est-à-dire les dépenses faites pour l'exécution de travaux d'une nature permanente.

La plupart des gouvernements du pays n'insèrent dans leur compte d'opérations que les dépenses ordinaires. Il ne s'agit pas de discuter laquelle des deux méthodes est la plus avantageuse. Toutefois, il est clair que la procédure suivie par notre province donne aux contribuables une idée beaucoup plus complète des opérations financières du gouvernement.

Si vous comparez le résultat de nos opérations avec le résultat d'opérations des autres gouvernements du pays, il faut nécessairement vous en tenir aux opérations du compte ordinaire, c'est-à-dire aux revenus et aux dépenses ordinaires.

Au cours de ses quatorze années d'opérations financières, le gouvernement de l'Union nationale a toujours enregistré d'importants surplus au compte ordinaire, et ces surplus ont varié entre \$14,000,000 et \$100,000,000, du 1^{er} avril 1946 au 31 mars 1959, pour s'élever à près de \$700,000,000. (Voir le tableau à la page suivante)

Surplus de la province

Année terminée le 31 mars

1946.....	\$ 14,768,397
1947.....	26,471,830
1948.....	44,367,887
1949.....	33,765,031
1950.....	31,753,562
1951.....	38,006,501
1952.....	62,074,513
1953.....	28,887,819
1954.....	36,456,881
1955.....	36,634,866
1956.....	76,902,362
1957.....	86,180,352
1958.....	86,628,133
1959.....	(1) 91,724,000
Total.....	<u>\$ 694,622,134</u>

(1) Estimation.

c) Diminution de la dette nette

Un examen comparatif de la dette d'une entreprise sur une période de quelques années constitue l'un des plus solides critères pour déterminer la solidité ou la faiblesse de sa position financière. Une entreprise dont les dettes augmentent à un rythme accéléré d'une année à l'autre n'est pas de nature à inspirer confiance aux financiers. Cependant, si cette augmentation de dettes est compensée par une augmentation encore plus grande de l'actif, les créanciers demeureront sans inquiétude. Dans le cas du Québec, une double constatation donne, à mon avis, une solidité financière exceptionnelle à notre province. J'ai mentionné tout à l'heure que notre actif, en l'espace de quatorze ans, avait augmenté de plus de \$800,000,000. Durant la même période, notre dette nette est passée de \$308,243,441 à \$225,298,163, soit une diminution de plus de \$82,000,000. Il y a donc eu d'un côté, augmentation considérable de notre actif, et de l'autre, diminution très importante de notre dette.

d) Dette per capita

La dette *per capita* de notre province, depuis 1944, a diminué d'une façon constante. En 1944, elle

s'élevait à la somme de \$87.16, alors qu'à la fin de l'année financière 1957-1958, elle n'était plus que de \$46.43. Voici d'ailleurs un tableau indiquant le montant de la dette nette de la province, à la fin de chaque année financière depuis 1944, et le montant de la dette *per capita* pour chacune de ces années. (Voir le tableau à la page suivante)

*Dette nette per capita
du 31 mars 1944 à 1958 inclusivement*

<i>Année</i>	<i>Dette nette au 31 mars</i>	<i>Population (en milliers)</i>	<i>Dette nette par tête</i>
1944.....	\$305,078,048.32	3,500	\$87.16
1945.....	308,243,440.96	3,560	86.58
1946.....	299,412,173.00	3,629	82.50
1947.....	284,915,911.19	3,710	76.80
1948.....	274,912,456.34	3,788	72.58
1949.....	299,364,639.86	3,882	77.12
1950.....	284,131,784.77	3,969	71.59
1951.....	267,428,335.87	4,056	65.93
1952.....	248,776,943.16	4,174	59.60
1953.....	273,933,254.94	4,269	64.17
1954.....	280,339,501.47	4,388	63.89
1955.....	285,257,888.61	4,517	63.15
1956.....	265,322,345.96	4,628	57.33
1957.....	247,869,555.93	4,725	52.46
1958.....	225,298,163.47	4,852	46.43

e) Le marché de nos obligations

Depuis plus de deux ans, la province de Québec a évité tout emprunt sur obligations. En fait, la dernière émission remonte au 15 janvier 1957, alors que le gouvernement avait emprunté \$25,000,000 à 4¾ %. Depuis le dernier discours sur le budget, le gouvernement de la province a remboursé un premier emprunt au montant de \$1,000,000 effectué le 15 juillet 1939 et, à même les fonds d'amortissement, un second au montant de \$10,350,000 effectué le 1^{er} août 1933.

Au cours de la dernière année financière, nos fonds d'amortissement ont augmenté de \$20,154,144 et, au 31 mars 1958, ils s'élevaient à la somme de \$146,786,257.

Ces fonds d'amortissement représentent en réalité près du tiers de toute la dette consolidée de la province. Toutefois, au cours de la prochaine année financière, des émissions d'obligations, pour un montant de \$47,230,782 arriveront à échéance.

En voici la liste:

<i>Échéance</i>	<i>Taux</i>	<i>Date d'émission</i>	<i>Montant</i>
1 ^{er} juin 1959	4 %	1934	\$ 760,782
15 juillet 1959	3 %	1939	1,000,000
1 ^{er} novembre 1959	3 %	1944	22,970,000
1 ^{er} février 1960	3½ %	1943	18,000,000
1 ^{er} mars 1960	3½ %	1935	1,500,000
15 mars 1960	3 %	1945	3,000,000

Nous croyons que les fonds d'amortissement nous permettront de rembourser environ \$18,000,000 sur ce montant de \$47,230,782. Il nous faudra de toute nécessité renouveler une partie de ces emprunts

pour payer le solde, soit \$29,230,782. À l'heure présente, les obligations de la province de Québec font prime sur le marché.

II

Considérations sur le budget 1959-1960

Dans le budget pour 1959-1960, les dépenses ordinaires sont évaluées à \$451,643,500, (Cf. *Tableau No 4*, page 632) alors que les dépenses imputables au capital atteindront probablement \$97,295,000. Nous estimons que nos revenus s'élèveront à environ \$541,895,000. (Cf. *Tableau No 3*, page 630) Nous pouvons donc affirmer que le surplus au compte ordinaire s'établira à environ \$90,251,500.

Aucun nouvel impôt provincial ne sera prélevé au cours de la prochaine année financière. C'est toutefois le désir du gouvernement de réclamer et de récupérer les droits provinciaux dont s'est accaparée l'autorité fédérale depuis plusieurs années.

Les augmentations les plus importantes, si nous comparons le budget de 1959-1960 à celui de l'année précédente, sont inscrites au département de l'Instruction publique, au ministère du Bien-être social et au ministère de la Santé.

a) L'éducation

Le sommaire qui se trouve à la page 629 du budget vous donne, M. l'Orateur, une idée de l'aide que le gouvernement entend apporter à l'œuvre de l'éducation. Il se propose de consacrer une somme de \$129,612,000 à cette fin, soit un montant qui dépasse de \$13,000,000 celui inscrit dans le budget de l'an dernier.

L'éducation demeure une des principales préoccupations de l'administration. Le département de l'Instruction publique estime par exemple qu'il sera nécessaire de mettre à la disposition des enfants d'âge scolaire, au cours de l'année 1959-1960, environ 2,000 classes supplémentaires.

La contribution financière du gouvernement à l'enseignement universitaire sera cette année plus généreuse encore qu'au cours des années passées. L'examen impartial et de bonne foi de la situation établit hors de tout doute que nos universités ont réalisé, au cours des dix ou quinze dernières années, d'énormes progrès, grâce surtout aux nombreuses et généreuses subventions du gouvernement de la province. Quant à ce qui concerne l'aide financière aux étudiants, notre province demeure à l'avant-garde depuis plusieurs années. C'est le désir sincère du gouvernement, - et c'est d'ailleurs ce qui découle de sa ligne de conduite, - de coopérer généreusement et sagement au progrès de nos maisons d'éducation, à tous les paliers. Il veut de plus faciliter l'accès à toutes ces institutions.

b) La protection de la santé

Le budget du ministère de la Santé s'élèvera, pour 1959-1960, à la somme de \$69,725,000. Il dépasse de plus de \$2,000,000 celui de l'an dernier. Le gouvernement poursuit toujours son programme de protection de la santé et cherche à multiplier les facilités d'hospitalisation à travers la province. D'importants hôpitaux comme, par exemple, ceux de Joliette et de l'Annonciation, sont actuellement en voie de construction. Si nous examinons tout le travail accompli du 1^{er} avril 1944 au 31 octobre 1958, nous constatons que le ministère de la Santé a mis à la disposition des citoyens de la province un total de 28,894 nouveaux lits d'hôpitaux, pour lesquels il a dépensé une somme de \$155,255,783.48. Ceci signifie une moyenne de 2,000 lits par année.

Voici un tableau sommaire qui résume le travail immense accompli par le ministère de la Santé, depuis 1944:

Développement des institutions du 1^{er} avril 1944 au 31 octobre 1958

	<i>Nouveaux</i>	<i>Agrandissements</i>	<i>Nombre de lits</i>	<i>Octroi provincial</i>
Hôpitaux généraux	60	29	13,361	\$ 87,467,908.49
Sanatoriums.....	6	7	2,422	27,782,015.00
Hôpitaux pour malades mentaux	4	4	8,016	25,005,591.52
Hospices et orphelinats	6	7	2,137	6,326,717.40
Hôpitaux spéciaux.....	<u>11</u>	<u>11</u>	<u>2,958</u>	<u>8,673,551.07</u>
	87	58	28,894	\$155,255,783.48

c) La sécurité sociale

Les allocations de sécurité sociale, qui s'élevaient en 1945 à la somme de \$18,500,000, dépasseront \$42,000,000 au cours de l'année 1959-1960. Ces allocations sont destinées aux personnes âgées de 65 à 70 ans, aux invalides, aux aveugles et aux mères nécessiteuses. À l'origine, la sécurité sociale était avant tout une mesure de protection contre l'insécurité économique du travailleur et de sa famille. Avec les années, la sécurité sociale a tendance, dans l'esprit de certaines gens, à remplacer l'épargne populaire, les plans de pension et les formes d'assurance organisées pour assumer la protection contre certains risques. Cette tendance est de nature à décourager l'initiative privée, l'effort personnel, l'esprit de travail, au détriment de la liberté et du progrès économique de la nation. Le gouvernement de la province a foi en l'entreprise privée, soucieuse de ses droits, mais respectueuse de ses obligations. Il est convaincu que le paternalisme et le socialisme sont les ennemis les plus dangereux du progrès et de la liberté.

Je lisais l'autre jour dans la revue *U. S. News & World Report*, une annonce publicitaire rédigée comme suit:

"Ce ne sont pas les vandales qui ont vaincu Rome, ce sont les cirques gratuits"

"Le luxe, les excès de pouvoir, le plaisir avaient semé la mollesse chez le peuple romain, autrefois si viril. Afin de conserver la faveur populaire, les empereurs lui ont accordé progressivement l'aisance qu'il réclamait, le pain gratuit, les cirques gratuits et une vie plus facile.

"Ainsi les Romains sont devenus un peuple faible et une proie facile pour les barbares ambitieux et travailleurs. Et, en l'année 410 de l'ère chrétienne, la plus grande nation que le monde eût connue a été envahie et détruite.

"Le cri avide de "tout pour rien", la stupide jérémiade de "que les autres se sacrifient, mais pas moi" - pourraient avoir les mêmes conséquences pour nous, MAINTENANT."

Serait-il juste de prétendre que ces reproches ne peuvent s'adresser qu'aux États-Unis?

*d) L'activité économique**1° - L'industrie agricole*

Le gouvernement se propose d'accélérer davantage sa politique de drainage, et il consacra,

cette année, à cette fin une somme totale de \$10,000,000, soit \$1,600,000 de plus que l'an passé. C'est l'augmentation la plus forte inscrite au budget de l'Agriculture. La mécanisation agricole et l'électrification rurale ont permis d'améliorer le rendement de nos terres. Il importe de plus de récupérer par le drainage tout le sol arable disponible, afin de solidifier l'industrie agricole et lui assurer une organisation plus rationnelle. L'agriculture est l'industrie primordiale de notre province et elle est la base même de toute société organisée. C'est elle qui assure en définitive la subsistance des familles. L'État doit lui accorder une attention de première importance, et c'est pourquoi le gouvernement de l'Union nationale a adopté, au cours des années, toute une série de mesures uniques en leur genre qui l'ont radicalement transformée. Je pense par exemple aux effets du crédit agricole, de l'électrification rurale et du drainage des terres.

Comme conséquence de la loi destinée à faciliter l'établissement des fils de cultivateurs, les crédits pour assurer la relève sur nos fermes sont passés de \$700,000, l'an dernier, à \$1,750,000, cette année. Les jeunes qui n'ont pas les revenus suffisants pour réaliser leur vocation terrienne peuvent compter sur le gouvernement. Cette coopération entre le gouvernement et la jeunesse agricole est un gage de survivance pour l'avenir.

*2° - L'exploitation de nos richesses naturelles**A) La forêt*

Le budget du ministère des Terres et Forêts sera inférieur, en 1959-1960, de \$440,000 à celui de la présente année. En effet, le gouvernement a terminé l'automne dernier son programme d'arrosage aérien destiné à sauver de la destruction les immenses forêts gaspésiennes. Ce travail exigeait des déboursés annuels de \$500,000. L'exécution de ce programme a donné d'excellents résultats et il n'y a pas lieu de poursuivre pareil travail cette année. C'est ce qui explique la réduction du budget.

B) La production hydroélectrique

Le budget du ministère des Ressources hydrauliques est inférieur lui aussi à celui de 1958-1959. Cette réduction de plus de \$1,000,000 est attribuable au fait que le gouvernement a terminé, au cours de l'an dernier, un vaste programme de réfection de nos barrages. Elle ne signifie pas que nous accordons une attention moindre au

développement de nos richesses hydrauliques, car nous savons qu'elles contribuent beaucoup à notre expansion économique et industrielle. L'Hydro-Québec poursuit toujours ses immenses travaux de développements hydroélectriques. La richesse *per capita* de la province de Québec en énergie électrique est la plus élevée du monde entier. En 1956, elle se chiffrait à 1.83 cheval-vapeur, comparativement à 0.73 aux États-Unis, et à 0.32 en France.

C) L'industrie minière

Le budget du ministère des Mines dépasse de \$1,382,000 celui de l'an dernier. Le principal projet, qui est actuellement en voie d'exécution, est la construction d'un nouveau chemin d'accès au lac Métagamí en Abitibi-Ouest. Les géologues ont découvert dans cette région de très importants gisements miniers, et l'ouverture d'une voie de communication signifiera l'organisation d'une nouvelle région minière, avec de nouvelles paroisses et de nouvelles villes.

La production minière de notre province représente 21 % de la production minière du Canada. Depuis 1945, notre production minière a augmenté de 407.6 %, alors que la production du pays n'a augmenté que de 313 %. La seule valeur de la production de l'amiante de 1958 est égale à la valeur totale de la production minière de 1945. Les économistes et les financiers prétendent que, d'ici quelques années, la province de Québec sera au premier rang de tout le continent nord américain pour la production du minerai de fer. Cette année, la Quebec Cartier Mining Company entreprend la construction de la voie ferrée qui reliera ses exploitations du Nouveau-Québec avec la future ville de Port-Cartier sur la Côte-Nord. L'exécution de ce seul projet nécessitera une main-d'œuvre de 5,000 à 7,000 hommes, durant une période d'au moins trois ans.

3° - L'industrie manufacturière

Nombre de facteurs expliquent la puissance grandissante de l'industrie manufacturière de notre province. Le Québec produit 50 % de tout le papier journal du Canada. Il fournit 60 % de la production mondiale de l'amiante et également 25 % de la production mondiale de l'aluminium. D'ici 10 ans, il occupera une place de premier plan dans la production du minerai de fer et améliorera dans des proportions très sensibles sa production de cuivre et de zinc. Ces richesses naturelles, jointes à un

potentiel d'énergie électrique très puissant, constituent, M. l'Orateur, les causes principales des succès industriels de ces dernières années. Il faut cependant ajouter que le climat social et industriel de notre province est l'un des plus stables qui soient au monde. Évidemment, un pays pourrait peut-être posséder autant de richesses, mais s'il ne possède pas la stabilité sociale et politique, les financiers et les chefs d'entreprises ne s'y intéresseront pas.

La valeur actuelle de la production manufacturière de la province s'élève à \$7,000,000,000. Si nous ajoutons à cette production manufacturière, la valeur de la production agricole, de la production forestière, de la production minière et de la production de l'industrie de la construction, nous arrivons à la somme de \$10,000,000,000. En 1948, l'industrie de la construction avait exigé des capitaux au montant de \$400,000,000. Cette industrie a nécessité l'an dernier des capitaux au montant de \$1,400,000,000, soit une augmentation de \$1,000,000,000 en l'espace de 10 ans. En juin 1957, M. E.-H. Walker, président de General Motors of Canada Ltd., déclarait après une tournée à travers le Canada:

"Le rythme de l'expansion industrielle dans la province de Québec est plus rapide que partout ailleurs au Canada."

Si nous consultons la valeur des placements faits dans l'industrie manufacturière de notre province au cours des dernières années, nous constatons que, durant la seule année 1957, des placements au montant de \$547,300,000, soit 21.4 % de tous les placements canadiens, ont été faits dans notre province. Ceci représente une augmentation de 90.6 % sur les chiffres de 1948. Le *Monetary Times* de décembre 1958 nous donnait le pourcentage de ces placements dans le Québec et dans le Canada tout entier. Le pourcentage pour notre province dépasse de beaucoup le pourcentage de tout le pays. Voici les résultats du calcul fait par les rédacteurs du *Monetary Times*:

Placements de capitaux dans l'industrie manufacturière

	Québec	Canada
1953	100.0	100.0
1954	107.0	99.4
1955	127.5	100.8
1956	154.7	131.3
1957	171.7	130.9

Les développements formidables dont notre province bénéficie depuis une quinzaine d'années sont pour nous des motifs de confiance dans l'avenir, pourvu que tous et chacun apportent leur contribution au progrès et à la prospérité de la population de la province. L'amour du travail, le sens de la responsabilité personnelle et la mise en application des vertus traditionnelles de nos ancêtres sont encore et toujours des gages de progrès et de succès durables. Forger les caractères est pour le moins aussi important qu'enrichir les cerveaux et les intelligences. Nous avons un héritage précieux à conserver et à faire fructifier. C'est notre devoir à tous d'y contribuer dans la pleine mesure de nos formes, à la lumière des leçons du passé et des devoirs de l'heure présente. La sécurité et la stabilité constitutionnelles sont les fondements de toute saine et véritable liberté. Les droits et les prérogatives que la Constitution canadienne reconnaît à notre province sont essentiels à notre vie et à notre survie. Point n'est besoin de réitérer l'opinion maintes fois exprimée au nom du gouvernement de la province par le premier ministre: la province de Québec ne demande pas de faveur, mais elle exige, comme elle a le droit de le faire et comme c'est son devoir, le respect intégral des droits, prérogatives et libertés qui lui appartiennent. C'est un capital que nous entendons sauvegarder et protéger pour le plus grand bien du pays, et cela, sans égard à la couleur politique des autorités fédérales. Notre droit à la vie et à la survie a été conquis de haute lutte; il n'est pas susceptible d'enchère, encore moins de vente ou de trahison.

Conclusions

Nous vivons, M. l'Orateur, dans un monde qui néglige de se pencher sur le passé. Les esprits les plus impartiaux témoignent toutefois qu'une profonde transformation a modifié le visage de notre province. Les quinze dernières années ont en effet été marquées d'une véritable révolution pacifique. En fait, ce fut de la part d'un homme politique, quinze années de labeur acharné, quinze années consacrées au progrès de sa province, quinze années pendant lesquelles il a multiplié les mesures destinées à accroître le bien-être de ses compatriotes.

Les témoignages les plus autorisés venant d'écrivains, de journalistes et d'économistes de l'extérieur, sont unanimes à souligner l'importante rénovation accomplie dans notre province. Le *Financial Post* du 7 février dernier, au début de son numéro spécial sur le Québec, publiait l'article suivant:

"Québec ne jette pas de regards nostalgiques sur son histoire légendaire. L'avenir est trop brillant pour qu'il se borne à se pencher sur le passé. Il y a peu de régions au monde qui soient si remplies de promesses et dont l'expansion se traduise par des placements qui se chiffrent par milliards.

"Chacune des perspectives de développement est palpitante d'intérêt. Ajoutez-les les unes aux autres et ces perspectives deviennent étonnantes. La mise en valeur de mines de fer, qui représentent le placement de centaines de millions de dollars, se poursuit avec célérité. De nouvelles découvertes de gisements de cuivre laissent également entrevoir d'heureuses réalisations.

"Une nouvelle industrie d'acier ne manquera pas de s'établir dans le district de Montréal. On peut prédire qu'elle deviendra l'amorce d'une production importante de ce métal. Ici encore, les placements se chiffreront en centaines de millions.

"Des décisions seront bientôt prises pour engager de nouveaux capitaux pour l'établissement sur nos rivières d'usines génératrices d'électricité. C'est dans la province de Québec que se trouvent encore les plus importantes réserves d'énergie hydroélectrique. Or, ces réserves sont un puissant attrait pour l'industrie.

"La capacité accrue des usines d'aluminium n'attend que la réouverture des débouchés à travers le monde. D'immenses forêts sont susceptibles d'alimenter une production supérieure de pulpe et de papier - lorsque la demande mondiale l'exigera.

"Comme ses ressources se développent sans interruption, la province de Québec est placée dans une position stratégique pour servir de nombreux marchés et elle se prépare pour une ère nouvelle d'expansion industrielle."

Avez-vous déjà pensé aux progrès prodigieux de l'éducation? Avez-vous déjà pensé au développement de l'enseignement universitaire, à l'essor de l'École polytechnique de Montréal, de la Faculté de médecine de Laval? Saviez-vous que, depuis 1945, plus de 4,000 écoles nouvelles ont été construites pour fournir aux enfants d'âge scolaire plus de 19,000 nouvelles classes, soit quatre fois le nombre de classes de la ville de Montréal? Saviez-vous qu'en l'espace de quinze ans, le département de l'Instruction publique a organisé 48 nouvelles écoles normales pour la formation du personnel enseignant et reconstruit dans le même temps nos deux grandes écoles normales de garçons?

Saviez-vous que 41 nouvelles écoles spécialisées ont été mises à la disposition de notre jeunesse ouvrière, au cours des quinze dernières

années? Saviez-vous que le nombre des élèves qui fréquentent nos écoles spécialisées est passé de 11,569 en 1945 à 30,251 en 1958?

Il y a quinze ans, personne n'était fier de la situation de notre province, au point de vue protection de la santé. Le gouvernement a fait un effort magnifique pour reprendre le temps perdu, et il a réussi, durant cette période, à fournir à la population 28,894 nouveaux lits d'hôpitaux. Autrefois, les hôpitaux étaient concentrés dans les grandes villes. Aujourd'hui, il n'existe pas une région, même la plus reculée, qui ne possède d'institution d'hospitalisation.

Le visage de nos régions rurales n'est-il pas plus gai, n'exprime-t-il pas davantage la joie de vivre? Nos cultivateurs croient-ils encore appartenir à une classe oubliée? Croient-ils encore habiter derrière une frontière fermée au progrès moderne? Saviez-vous qu'au cours des quinze dernières années, l'Office du crédit agricole a consenti un total de 34,534 prêts, dont 23,033 étaient destinés à l'établissement de fils de cultivateurs sur des terres? Ces prêts forment une somme totale de \$115,536,330.

Saviez-vous qu'en l'espace de quinze ans, l'Office de l'électrification rurale a contribué, avec ses coopératives, à la construction de 8,500 milles de lignes de distribution électrique, et que les compagnies privées, sous l'impulsion du gouvernement, en ont construit 12,000 milles?

Les ingénieurs estiment que l'Office de l'électrification rurale a fourni ainsi l'énergie électrique à 60,000 familles rurales et les compagnies privées à 80,000 familles, ce qui signifie qu'une population de 800,000 personnes de plus, environ, peut depuis ce temps bénéficier des avantages de l'électricité. Saviez-vous que les travaux de drainage du ministère de l'Agriculture ont ajouté à la superficie cultivable de notre province, environ 1,673,652 acres de terre?

Saviez-vous que depuis la mise en vigueur de la loi de l'habitation familiale en 1948, jusqu'au 1^{er} février 1959, 36,771 nouvelles résidences ont été construites grâce à cette loi? Ces maisons d'habitation logent 154,857 personnes, soit une population qui dépasse de beaucoup celle de la ville de Verdun, qui est pourtant la troisième ville en importance de la province.

Saviez-vous qu'il y a quinze ans, il n'y avait pas de système organisé pour l'entretien des chemins d'hiver et qu'aujourd'hui le ministère de la Voirie contribue à assurer l'entretien de 33,367 milles de chemins d'hiver? Saviez-vous que, depuis 1945, le

ministère de la Voirie a modernisé 17,976 milles de routes et que le ministère des Travaux publics a assuré la construction de 2,049 nouveaux ponts?

Ces chiffres, M. l'Orateur, expriment des réalités qui dépassent la conception d'un homme ordinaire et même celle du plus ardent travailleur. Ils représentent des travaux d'une telle envergure qu'ils ont exigé l'impulsion d'un chef à l'intelligence puissante, qui a su à la fois comprendre notre passé et comprendre également notre rôle dans l'avenir. Et pourtant, je n'ai pas parlé des nouvelles exploitations minières qui se développent dans des régions hier complètement désertes.

Je n'ai pas parlé de toutes nos villes nouvelles, de toutes nos villes qui ont grandi par suite de notre expansion industrielle. Lorsque vous songez à toutes ces réalités, vous ne pouvez oublier qu'elles représentent des heures de travail, de dévouement et de réflexion. Vous ne pouvez oublier que le premier ministre, doué d'immenses talents par la Providence, a consacré une intelligence peu ordinaire au progrès et au développement de sa province. Lorsque je considère son œuvre, lorsque j'écoute les attaques dont il est parfois l'objet de la part de certains adversaires, je ne puis m'empêcher de songer que ces adversaires eux-mêmes se rendent compte de l'immensité de la tâche qu'il a accomplie.

Ils se sentent, j'en suis convaincu, incapables d'un pareil effort, incapables d'un pareil désintéressement, incapables de penser et de réaliser une œuvre de cette envergure. Ils ont, sans aucun doute, un immense sentiment d'infériorité en face de lui, et ils sont impuissants à exprimer des critiques fondées qui pourraient détruire un travail aussi gigantesque. C'est cette impuissance qui produit dans leur cœur des sentiments de haine et de dépit.

L'histoire de demain, lorsqu'elle portera un jugement définitif sur l'œuvre qu'il a accomplie, affirmera, j'en suis convaincu, que notre chef a permis à sa province de reprendre bien des années perdues, pour l'engager définitivement sur la voie du progrès et du bien-être.

M. l'Orateur, je propose que cette Chambre se forme maintenant en comité des voies et moyens.

Tableau No 1

Province de Québec

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1959**

10 mois terminés - 2 mois en cours

Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

Sur les corporations (capital)	\$21,500,000	
Sur les corporations (profits)	<u>82,000,000</u>	
		\$103,500,000
Impôt provincial sur le revenu		47,000,000
Sur la gasoline.....		86,600,000
Ventes	60,700,000	
<i>À déduire : Partie attribuée au</i>		
Fonds d'éducation.....	<u>30,200,000</u>	
		30,500,000
Sur les successions.....		20,000,000
Sur le tabac.....		18,500,000
Sur transferts de valeurs mobilières.....		1,400,000
Loi de l'assistance publique:		
Courses	4,360,000	
Divertissements.....	2,390,000	
Pour hôpitaux (sur repas).....	<u>5,750,000</u>	
		12,500,000
Pour la prévention des incendies.....		<u>150,000</u>
		\$320,150,000

Provenant d'autres sources:

Ressources naturelles:

Terres et Forêts	13,700,000
Mines.....	5,625,000
Ressources hydrauliques.....	5,164,000
Chasse	2,023,000
Pêcheries	15,000
Terres de colonisation.....	37,000

Attribués au Fonds d'éducation:

Droits de coupe	770,000	
Ressources hydrauliques.....	<u>5,500,000</u>	<u>6,270,000</u>
		32,834,000

Licences et permis:

Véhicules automobiles	35,500,000	
Hôtels, restaurants, etc.	630,000	
Loi de l'assistance publique.....	200,000	
Divers	<u>690,000</u>	
		37,070,000

**État provisoire des revenus
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1959 (suite)**

10 mois terminés - 2 mois en cours

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

Honoraires et divers:		
Loi de l'assistance publique.....	1,000,000	
Département du procureur général.....	1,387,000	
Transports et Communications	655,000	
Département du Travail	1,090,000	
Secrétariat de la province.....	250,000	
Terres et Forêts	30,000	
Divers	<u>636,000</u>	5,048,000
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement.....	4,500,000	
Divers comptes.....	<u>805,000</u>	5,305,000
Fonds d'éducation.....	38,970,000	
À déduire : Revenus figurant à la rubrique		
Ressources naturelles	<u>6,270,000</u>	32,700,000
Commission des liqueurs de Québec:		
Impôt spécial sur les spiritueux (S. R. Q., 1941,		
chapitre 255, article 31)	2,000,000	
Permis et droits	11,300,000	
Compte de commerce	31,500,000	
À déduire : Octroi à l'assistance		
publique.....	<u>1,000,000</u>	<u>30,500,000</u>
		43,800,000
Autres revenus:		
Paiement de péréquation (net)	56,000,000	
Subside canadien.....	3,173,000	
Amendes, etc.....	1,114,000	
Divers	<u>58,000</u>	60,345,000
Total des revenus.....		<u>\$537,252,000</u>

Tableau No 2

Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1959**

10 mois terminés - 2 mois en cours

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 4,915,000	\$ 4,915,000	.....
Agriculture	27,186,000	27,186,000	.....
Bien-être social et Jeunesse	82,851,000	77,551,000	\$ 5,300,000
Chasse	3,800,000	3,260,000	540,000
Colonisation	14,360,000	10,980,000	3,380,000
Conseil exécutif	8,474,000	8,474,000	.....
Finances	8,478,000	8,478,000	.....
Industrie et Commerce	1,871,000	1,871,000	.....
Instruction publique	92,187,000	90,287,000	1,900,000
Législation	1,413,000	1,413,000	.....
Mines	5,563,000	3,588,000	1,975,000
Pêcheries	3,914,000	3,464,000	450,000
Procureur général	14,555,000	14,555,000	.....
Ressources hydrauliques	6,160,000	3,610,000	2,550,000
Santé	66,563,000	66,563,000	.....
Secrétaire de la province	2,586,000	2,586,000	.....
Terres et Forêts	8,398,000	8,248,000	150,000
Transports et Communications	725,000	725,000	.....
Travail	3,094,000	3,094,000	.....
Travaux publics	37,558,000	18,908,000	18,650,000
Voirie	106,880,000	50,430,000	56,450,000
Réserve	4,200,000	4,200,000	.....
	<u>\$505,731,000</u>	<u>\$414,386,000</u>	<u>\$91,345,000</u>
Service de la dette publique	\$ 31,142,000	\$ 31,142,000	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus..... \$537,252,000

Dépenses:

Ordinaires..... \$414,386,000

Service de la dette publique * 31,142,000 \$445,528,000

Surplus au compte ordinaire \$91,724,000

Compte immobilisation \$91,345,000

* Y compris \$19,000,000 pour les paiements aux fonds d'amortissement qui réduisent la dette d'autant.

Tableau No 3

Province de Québec

**Revenus approximatifs
pour l'exercice financier 1959-1960**
Revenus :*Provenant d'impôts et de droits:*

Sur les corporations (capital)	\$22,500,000	
Sur les corporations (profits)	<u>82,500,000</u>	\$105,000,000
Impôt provincial sur le revenu		47,500,000
Sur la gazoline.....		88,000,000
Ventes	62,500,000	
<i>À déduire : Partie attribuée au</i>		
Fonds d'éducation.....	<u>31,250,000</u>	31,250,000
Sur les successions.....		18,000,000
Sur le tabac.....		19,000,000
Sur transferts de valeurs mobilières.....		1,200,000
Loi de l'assistance publique:		
Courses.....	4,500,000	
Divertissements.....	2,500,000	
Pour hôpitaux (sur repas).....	<u>5,800,000</u>	12,800,000
Pour la prévention des incendies.....		<u>150,000</u>
		\$322,900,000

Provenant d'autres sources:

Ressources naturelles:		
Terres et Forêts		13,815,000
Mines.....		4,530,000
Ressources hydrauliques.....		5,365,000
Chasse		2,547,000
Pêcheries		225,000
Terres de colonisation.....		27,000
Attribués au Fonds d'éducation:		
Droits de coupe	670,000	
Ressources hydrauliques.....	<u>5,600,000</u>	<u>6,270,000</u>
		32,779,000
Licences et permis:		
Véhicules automobiles.....		37,000,000
Hôtels, restaurants, etc.		640,000
Loi de l'assistance publique.....		250,000
Divers.....		<u>697,000</u>
		38,587,000

**Revenus approximatifs
pour l'exercice financier 1959-1960 (suite)**

Revenus (suite) :

Provenant d'autres sources:

Honoraires et divers:		
Loi de l'assistance publique.....	1,000,000	
Département du procureur général.....	3,470,000	
Transports et Communications	665,000	
Département du Travail	1,120,000	
Secrétariat de la province.....	300,000	
Terres et Forêts	50,000	
Divers	<u>636,000</u>	
		7,241,000
Intérêts:		
Placement des fonds d'amortissement.....	5,200,000	
Divers comptes.....	<u>859,000</u>	
		6,059,000
Fonds d'éducation	40,120,000	
<i>À déduire</i> : Revenus figurant à la rubrique		
Ressources naturelles	<u>6,270,000</u>	
		33,850,000
Commission des liqueurs de Québec:		
Impôt spécial sur les spiritueux (S. R. Q., 1941,		
chapitre 255, article 31)	1,975,000	
Permis et droits	12,000,000	
Compte de commerce	32,000,000	
<i>À déduire</i> : Octroi à l'assistance		
publique.....	<u>1,000,000</u>	
		31,000,000
		44,975,000
Autres revenus:		
Paiement de péréquation (net)	51,300,000	
Subside canadien.....	3,173,400	
Amendes, etc.	977,000	
Divers	<u>53,600</u>	
		<u>55,504,000</u>
Total des revenus.....		<u>\$541,895,000</u>

Tableau No 4

Province de Québec

**Prévisions budgétaires ordinaires et en immobilisations
pour l'exercice financier 1959-1960**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	En immobilisations
Affaires municipales	\$ 2,732,000	\$ 2,732,000	.....
Agriculture	30,216,000	29,166,000	\$ 1,050,000
Bien-être social et Jeunesse	69,871,000	66,871,000	3,000,000
Chasse	4,296,000	3,796,000	500,000
Colonisation	14,055,000	10,980,000	3,075,000
Conseil exécutif	8,179,500	8,179,500	.....
Finances	9,197,000	9,197,000	.....
Industrie et Commerce	2,063,500	2,063,500	.....
Instruction publique	95,277,000	94,777,000	500,000
Jeunesse	20,852,000	15,852,000	5,000,000
Législation	1,429,000	1,429,000	.....
Mines	6,580,000	3,580,000	3,000,000
Pêcheries	4,154,000	3,704,000	450,000
Procureur général	17,457,000	17,457,000	.....
Ressources hydrauliques	5,103,000	4,453,000	650,000
Santé	69,725,000	69,725,000	.....
Secrétaire de la province	3,502,500	3,002,500	500,000
Terres et Forêts	8,228,000	8,008,000	220,000
Transports et Communications	805,000	805,000	.....
Travail	3,342,000	3,342,000	.....
Travaux publics	38,111,000	17,861,000	20,250,000
Voirie	<u>101,977,000</u>	<u>42,877,000</u>	<u>59,100,000</u>
	<u>\$517,152,500</u>	<u>\$419,857,500</u>	<u>\$97,295,000</u>
Service de la dette publique	<u>\$31,786,000</u>	<u>\$31,786,000</u>	

Sommaire

Compte ordinaire :

Revenus..... \$541,895,000

Dépenses:

Ordinaires..... \$419,857,500
 Service de la dette publique * 31,786,000 \$451,643,500

Surplus au compte ordinaire \$90,251,500

Compte immobilisation \$97,295,000

* Y compris \$19,733,000 pour les paiements aux fonds d'amortissement qui réduisent la dette d'autant.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)
propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont)
remercie le ministre de lui avoir envoyé à l'avance une copie du texte de son discours et propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que le débat soit maintenant ajourné pour prendre connaissance du document et l'étudier.

Il répondra, dit-il, au discours du budget mardi prochain, à 3 heures.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)
propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Soleil* du 21 février 1959, à la page 16, note que le bill 44 a été voté très rapidement.

2. *Le Courrier de Saint-Hyacinthe* du 18 décembre 1958, à la page 4. Deux autres éditoriaux sur le même sujet paraissent aussi le 18 décembre 1958 et le 26 février 1959.

3. *L'Action catholique* du 21 février 1959, à la page 12, indique qu'il est alors 1 heure et que l'ajournement met fin au débat.

4. *Le Soleil* du 21 février 1959, à la page 13, précise que la discussion n'a duré que quelques minutes.

Séance du mardi 24 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 96 modifiant la loi des ingénieurs professionnels;
- bill 184 concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu;
- bill 141 constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée.

M. Maltais (Québec-Est): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 136 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Votre comité recommande de prolonger au 27 février courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Loi des
ingénieurs professionnels**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 modifiant la loi des ingénieurs professionnels.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 96 sans l'amender.

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Commission d'aqueduc
de la vallée du Richelieu**

M. Ladouceur (Verchères) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 184 concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 184 sans l'amender.

M. Ladouceur (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Sainte-Dorothée

M. Pouliot (Laval) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 141 constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 141 sans l'amender.

M. Pouliot (Laval) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Charte de Sainte-Foy

M. Rochette (Québec) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 136 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 136 sans l'amender.

M. Rochette (Québec) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Rapports des comités permanents:

M. Gagnon (Matapédia): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des règlements.

Votre comité recommande de prolonger au 27 février courant, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

Scotstown

M. Gosselin (Compton) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 90 concernant la ville de Scotstown.

Ce bill a pour but, dit-il, de légaliser l'achat, par la municipalité, des immeubles et autres droits de Guelph Pulpwood Company Limited et de former un fonds industriel de \$50,000.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires, article 242

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 45 modifiant l'article 242 de la loi des tribunaux judiciaires.

Il s'agit, dit-il, de donner aux épouses des juges de district, des sessions, du bien-être social, la même pension qu'aux épouses des juges des cours

municipales à Montréal. La pension des épouses équivaldra au quart du traitement du juge au moment de sa retraite.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Commission de transport de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal.

Il donne quelques informations sur la loi relative à la Commission de transport de Montréal. Le bill, dit-il, prévoit le cas du remplacement du président ou du vice-président de cet organisme, lorsque l'un ou l'autre est dans l'impossibilité de continuer à remplir ses fonctions.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Juges municipaux de Québec

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 47 concernant les juges municipaux de la cité de Québec.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce bill a été rédigé à la demande du conseil municipal et a pour but de placer les juges de la Cour municipale de Québec sur le même pied que ceux de la Cour municipale de Montréal au point de vue salaire.

À Montréal, le traitement du juge en chef est de \$16,000 et celui des autres juges, \$14,000, en vertu d'un récent amendement à la loi.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Loi des tribunaux judiciaires, article 242

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 modifiant l'article 242 de la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Voies et moyens:**Débat sur le budget
1959-1960 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné vendredi le 20 février courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil¹.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): M. l'Orateur, s'il est vrai de dire que le discours du budget doit être un énoncé du programme que le gouvernement entend suivre au cours de l'année qui vient, il n'en est pas moins vrai que cet exposé doit constituer une étude de la situation présente, en regard de ce que devra être le futur immédiat ou lointain. En d'autres termes, le discours du budget doit nous présenter, en un raccourci très clair, la vie de la nation dans tous ses secteurs, tant au point de vue démographique qu'au point de vue économique, industriel, agricole, et je dirai même culturel.

L'évolution excessivement rapide par laquelle passe notre temps, la réfection complète qui s'accomplit ici et là autour des structures politiques, économiques et industrielles, constituent, pour l'administrateur de l'État, autant de problèmes qu'il est dans l'obligation d'étudier. Si on ajoute à ceci le fait que la province de Québec a des particularismes que l'on ne retrouve nulle part ailleurs sur le continent américain, il en résulte que le gouvernement de la province de Québec doit être beaucoup plus qu'un simple conseil d'administration.

Or, en lisant le discours du budget de cette année, on s'aperçoit que le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque), ou plutôt le gouvernement dont il fait partie, se promène au milieu de tout cela avec une indifférence imperturbable et une incompréhension totale du monde actuel et de son évolution. C'est comme si rien ne doit changer. On prend le budget de l'année précédente, on y ajoute des millions tant au chapitre des dépenses qu'à celui des revenus; en d'autres termes, on aligne des millions à gauche et des millions à droite et on s'arrange pour que recettes et dépenses s'égalisent. On croit ainsi avoir fait de la bonne administration, alors que l'on a tout simplement fait de la comptabilité.

Au lieu de regarder l'avenir, le gouvernement se regarde dans un miroir. Il fait la sourde oreille à tout ce qui lui a été suggéré et il néglige même d'écouter ceux qu'il avait chargés d'enquêter sur

l'état général de la province. La routine, déjà vieille de 18 ans, menace de s'intégrer à l'action administrative. Dès 1956, la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels a présenté au gouvernement tout un programme dont voici quelques extraits:

"Nos chapitres sur les juridictions de la province formulent tous le vœu que le travail commencé soit continué et approfondi et, en certains cas, que des organismes permanents de recherche soient mis spécialement sur pied. Ainsi, notre chapitre sur les ressources naturelles recommande la création d'un conseil des ressources naturelles; nos chapitres sur l'enseignement, la création d'une commission d'aide à l'enseignement supérieur; notre chapitre sur les œuvres de culture, la création d'un conseil provincial des arts et des lettres.

"Dans bien des cas d'ailleurs, la politique à mettre en œuvre aurait grand intérêt à s'appuyer sur des enquêtes approfondies, conduites elles-mêmes en regard du caractère particulier de la population de la province de Québec, d'une part, et des exigences concrètes, d'ordre économique, social et politique des temps présents, d'autre part. C'est le cas, entre autres, de l'enseignement et de la sécurité sociale.

"Une foule de sujets particuliers ont été à peine effleurés dans notre rapport. Il ne nous appartient pas d'en faire l'étude complète, qui demanderait d'ailleurs de vastes enquêtes économiques et sociologiques et des équipes nombreuses de spécialistes. Qu'il nous suffise d'en indiquer quelques-uns.

"Premièrement, l'indice de l'impôt, à son niveau et dans ses structures actuelles, sur les modes de vie, le fonctionnement des institutions, et par suite, sur l'évolution du milieu social et culturel de la province; deuxièmement, les impôts sur les ressources naturelles dans les perspectives économiques de l'heure présente; troisièmement, l'instabilité démographique des milieux ruraux et son incidence sur le problème social des villes; enfin, le caractère régional de la structure physique et économique de la province et ses conséquences au point de vue organisation, peuplement, etc.

"Il n'est pas de chapitre du présent rapport qui ne réfère à un ou plusieurs grands sujets dont l'étude approfondie répondrait aux besoins de n'importe quel pays, mais particulièrement d'une province placée par la géographie et l'histoire dans la situation où se trouve la province de Québec.

Nous recommandons donc respectueusement au gouvernement de la province de renforcer, de multiplier et de coordonner ses propres organismes

de documentation, de statistique et de recherche dans toute la mesure où les initiatives de cette sorte ressortissent à la compétence de l'État.

"Nous lui recommandons surtout de favoriser, dans toute la mesure du possible, l'organisation de la recherche dans les universités et les centres d'enseignement supérieur. Et cela, dans toutes les branches du savoir, mais particulièrement en histoire politique, économique, sociale, constitutionnelle, en droit, notamment en droit constitutionnel, en géographie, démographie, économie, sociologie, science politique, pédagogie, psychologie, relations humaines, d'une façon générale dans les sciences de l'homme. C'est le seul moyen non seulement de jeter de la lumière sur tel ou tel problème de portée pratique immédiate, mais de développer un véritable enseignement supérieur et, par suite, d'assurer la formation des grands spécialistes de toutes catégories, hommes de science et hommes de synthèse, dont la société moderne a le plus impérieux besoin.

"La province de Québec n'échappe pas au sort commun de tous les pays du monde occidental. Ils en sont tous à un moment de leur évolution où ils doivent réinterpréter leurs concepts traditionnels, l'ensemble des valeurs dont ils sont les dépositaires, en regard d'une situation interne et externe dont leur propre génie a créé les causes, mais qui désormais menace de les déborder et du dedans et du dehors. Non seulement la province de Québec n'échappe pas à la règle commune, mais, par sa situation, elle y est soumise avec plus de rigueur que les autres. La réalisation de son destin sera œuvre de pensée, œuvre d'hommes conscients."

Comme la centralisation industrielle et économique de la province de Québec est un facteur que personne ne peut s'empêcher de voir, et que cela constitue l'une des pierres d'achoppement de notre développement, la même commission rappelait au gouvernement qu'il fallait élaborer d'avance ce qu'elle appelait les programmes d'action économique à mettre en vigueur de région en région: "Une certaine stabilité démographique étant, comme nous l'avons déjà noté, la condition première de la stabilité et du progrès ordonné et des campagnes et des villes, nous recommandons au gouvernement de la province de développer son service de démographie, de mettre sur pied, à l'aide des statistiques diverses dont il dispose déjà (recensements décennaux, registres paroissiaux) complétées au besoin par des enquêtes, un état général et permanent de la population, de façon à en prévoir les mouvements et, par suite, à pouvoir

établir d'avance quels seront, d'année en année et de région en région, les besoins des municipalités, des commissions scolaires, des institutions d'enseignement supérieur ou spécialisé, des services de santé, d'assistance, etc. Grâce à un tel état permanent, il serait possible de conclure avec le gouvernement fédéral touchant l'immigration et le peuplement des ententes qui tiendraient compte des vrais besoins de la province et respecteraient ses vues, d'élaborer d'avance les programmes d'action économique à mettre en vigueur de région en région, de façon à procéder dans l'ordre, soit à l'établissement sur place, soit au transfert des excédents selon une politique de peuplement, conçue pour l'ensemble de la province. Car, en définitive, c'est au développement de la population et à son établissement au rythme de sa croissance que doivent aboutir les diverses politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics."

Il serait bien long de citer dans un discours comme celui-ci tout le schéma qu'a dressé la commission Tremblay, quant à un programme d'action politique, économique, industriel et culturel, mais, comme ce rapport demeurerait dans l'oubli si on ne devait se fier qu'au gouvernement pour lui donner de l'actualité, il nous paraît nécessaire de glaner ici et là quelques-uns des aperçus qui démontrent jusqu'à quel point le gouvernement de la province de Québec a besoin d'une action concertée dans tous les domaines de l'activité humaine de notre province.

Passant aux conclusions générales, le rapport de la commission Tremblay contient les mots suivants: "Il a été établi précédemment que, par son étendue et son niveau, la fiscalité cause de graves embarras aux provinces mais surtout aux autorités locales, et qu'on ne saurait, pour y remédier, songer à un relèvement des impôts locaux, le fardeau du contribuable étant déjà trop lourd. La première condition du redressement des finances locales, c'est donc une réallocation des impôts entre le gouvernement fédéral et les provinces, de façon à mettre celles-ci en état de partager à leur tour avec les municipalités et les commissions scolaires, soit les impôts eux-mêmes, soit le produit des impôts. Tout dépend en premier lieu de l'entente qui interviendra entre la province et le gouvernement fédéral."

Quelle est la situation des corporations municipales et scolaires, présentement et en face des prévisions budgétaires? Le budget nous annonce qu'au cours du prochain exercice financier, le gouvernement drainera \$541,000,000. Il recevra du gouvernement fédéral \$51,000,000 en subsides de péréquation. Or, en face de cette abondance, les

corporations municipales et scolaires manqueront de revenus suffisants et continueront à s'endetter. Depuis l'institution de la politique fédérale des subsides de péréquation aux provinces, à peu près toutes les administrations provinciales, à l'exception de Québec, ont tenu à faire bénéficier leurs administrations inférieures d'une partie de ces subsides, d'après des barèmes statutaires, afin de les aider à solutionner leurs problèmes financiers, sans alourdissement des charges financières imposées à leurs contribuables. Le gouvernement de l'Union nationale, lui, continue sa politique d'asservissement avec son système d'octrois discrétionnaires. Nos corporations scolaires s'enlisent de plus en plus dans les dettes, comme vient de le révéler ces jours-ci le surintendant de l'Instruction publique dans son dernier rapport annuel, dans lequel il déclarait que la dette obligataire des corporations scolaires avait augmenté de \$30,092,000 au cours de l'année scolaire 1956-1957, pour se fixer à \$236,492,000 au 30 juin 1957. Et il s'agit là de nouvelles dettes contractées depuis l'adoption de la prétendue loi salvatrice de 1946, qui devait sortir à jamais les corporations scolaires du marasme.

Quant aux corporations municipales, loin de partager avec elles les subsides fédéraux qu'il encaisse, le gouvernement continue à leur réclamer leurs contributions pour l'entretien des jeunes délinquants, pour l'assistance publique, les unités sanitaires, etc. N'ayant pas, elles non plus, suffisamment de revenus pour faire face à leurs obligations sans cesse croissantes, elles doivent augmenter les taxes foncières et continuent de s'endetter d'année en année, hypothéquant d'autant les biens des contribuables de la province de Québec. La dette obligataire des municipalités de la province de Québec passait de \$555,000,000, en 1956, à \$625,000,000, en 1957, et elle doit probablement atteindre aujourd'hui les \$700,000,000, sinon davantage.

Comme on le voit, les seules dettes obligataires des corporations municipales et scolaires de la province atteignent aujourd'hui le milliard de dollars. La situation s'aggravant est devenue critique. Pendant ce temps, le gouvernement continue à se vanter, à proclamer que tout va très bien sous son régime. La vérité, c'est que pendant qu'il prétend diminuer la dette de l'État provincial, il force toutes les autres administrations et institutions à s'endetter, en les appauvrissant pour les asservir. De fait, il les affame en s'emparant de toute la fortune publique et en ne leur laissant que les miettes qui tombent de sa table.

Le gouvernement actuel a institué des commissions d'enquête, en 1937, puis en 1945, qui ont coûté des centaines de milliers de dollars aux contribuables de la province, mais, comme dans le cas de toutes les autres commissions d'enquête nommées par le régime actuel, ces commissions n'ont donné comme seul résultat que des prébendes aux amis que le régime y avaient nommés; elles ne donnèrent aucun résultat pratique. Le problème a persisté; il s'est aggravé. La commission Tremblay a étudié ce problème; elle a fait au gouvernement provincial des suggestions que celui-ci a ignorées, comme toutes les autres suggestions que cette commission lui a soumises. Il est urgent d'apporter une solution au problème de la fiscalité municipale et scolaire qui s'aggrave d'année en année.

Nous avons aujourd'hui l'opportunité de dire que, malgré les grandes phrases et les grands mots, rien n'a été tenté dans ce domaine. Aussi n'est-il pas surprenant que les recommandations de la commission Tremblay n'aient apporté aucun résultat relativement à la question suivante qui a fait couler beaucoup d'encre dans la province depuis quelques années: "Ces conclusions très générales suffisent aux fins d'une commission comme la nôtre, qui aborde les problèmes sous l'angle de l'impôt et du partage de l'impôt entre les grandes branches de l'administration publique. Mais, aux fins de la politique scolaire, ni ces conclusions ni l'enquête dont elles procèdent ne sauraient suffire. Or, si la province de Québec a besoin d'une politique fiscale et financière, elle a aussi besoin d'une politique scolaire.

Ce qui est ici mis en cause, c'est l'ensemble des valeurs dont, comme unité politique, elle est constituée gardienne. En pareille matière, s'il faut des fonds et des structures administratives, il faut d'abord et avant tout une pensée. Nous revenons donc ici à la recommandation que nous avons formulée dès le début, que l'étude amorcée à l'occasion d'une enquête sur le problème fiscal soit continuée pour elle-même, c'est-à-dire en prenant le problème même de l'enseignement pour objet et en le considérant non plus seulement sous l'angle financier, mais sous les différents aspects, idéologique, politique, culturel et constitutionnel, qui en constituent les données essentielles. Aucune étude ne nous paraît répondre à un plus grand besoin de notre milieu à notre époque. Aussi n'est-il pas surprenant de lire dans le rapport la phrase qui suit:

"Il suffit d'énumérer ces divers problèmes pour se rendre compte que leur solution implique une réfection générale des structures juridiques, administratives et financières du régime de l'enseignement."

On voit donc que la Commission recommandait toute une planification concernant les éléments de base de notre administration, mais elle ne s'est pas contentée de cela. Les commissaires, conscients du soin que l'on doit donner au milieu rural, qui est peut-être celui que notre civilisation bat le plus en brèche, ont éprouvé beaucoup d'inquiétude à son sujet et ils ont donné à leur chapitre le titre suivant: *Éléments d'une politique agricole*, et il est nécessaire, en regard d'une politique à longue portée, d'énumérer avec eux quelques-uns des éléments de notre politique agricole:

"Quelque mesure que l'on prenne par ailleurs pour consolider l'économie rurale, l'agriculture en est et en demeurera toujours la donnée maîtresse. C'est donc en parlant d'elle et en s'appuyant sur elle que les milieux ruraux doivent être organisés.

"Or, la province de Québec doit avoir une politique agricole d'autant plus attentive que, premièrement, par rapport à l'Ontario et au reste du continent, elle est en condition de concurrence désavantageuse. En second lieu, étant donné la nature et le volume de ses autres ressources, elle est appelée dans l'ensemble à un avenir surtout industriel. Troisièmement, le domaine cultivable est relativement peu étendu par rapport à la superficie du territoire, 10 % environ, et il est déjà en partie occupé. Ensuite, le sol agricole est réparti entre plusieurs régions à caractère physique et économique très différencié, et donc nécessite des modes et des techniques diversifiés d'exploitation. Finalement, l'agriculture a longtemps été la pièce maîtresse de l'économie de la province et demeure l'une des branches principales de la production; elle constitue toujours l'assise de l'économie canadienne-française et, par suite, a un rôle irremplaçable dans l'évolution sociale et économique de la majorité de la population.

"Cette évolution, il faut bien se le dire, n'est pas terminée et elle affectera les campagnes elles-mêmes jusque dans leur vie profonde. Dans 20 ou 30 ans, les formes seront probablement encore plus mécanisées, plus dépendantes de l'extérieur, plus vastes peut-être, et exigeront à la fois plus de capital et de main-d'œuvre. Mais, dans leur structure sociologique, surtout familiale, elles doivent demeurer les mêmes. La politique agricole, le régime des impôts et des successions, les organismes d'épargne et de crédit, les programmes de colonisation doivent être conçus et appliqués en fonction de l'agriculture familiale la mieux adaptée à la mentalité et aux traditions de la population et celle qui donne le meilleur rendement économique et social. Le grand moyen de stabiliser l'agriculture,

c'est l'élévation du revenu de l'agriculture au niveau de celui des autres travailleurs ayant des responsabilités équivalentes. L'annexe 7 dégage et présente en un ensemble organique les exposés de politique agricole et les principales recommandations contenues dans les mémoires soumis à la Commission, et portant tantôt sur un aspect, tantôt sur l'autre de la vie rurale. Ces exposés de politique et recommandations peuvent être groupés sous trois titres principaux, correspondant aux trois conditions de succès de l'agriculture moderne: éducation et science agricole, capital, organisation."

Comme on peut le voir dans les quelques références citées plus haut, les commissaires se sont penchés sur nos problèmes, sans jamais perdre de vue le capital humain. Ils s'en sont encore rapprochés davantage lorsqu'ils ont pour ainsi dire touché à l'individu lui-même en face de la maladie. Les commissaires ont, en effet, déclaré ceci:

"L'attention de notre commission, nous l'avons noté déjà, a été particulièrement attirée sur l'urgence d'un plan d'assurance-maladie approprié aux besoins de la province. Et cela, pour deux raisons: d'abord, le progrès de la médecine et des techniques hospitalières a fait monter le coût des traitements médicaux à des niveaux qui excèdent les moyens de la majorité de la population. Dans l'état actuel des choses, seuls les gens fortunés, possédant de forts revenus, et les pauvres, tombant sous le coût de l'assistance publique, sont assurés des soins médicaux et hospitaliers. Les classes de revenus moyens ne peuvent assumer les frais d'une maladie prolongée. Aussi l'assurance-hospitalisation a-t-elle progressé rapidement en ces dernières années. Il s'agirait donc de régulariser la situation en mettant ce type d'assurance à la portée du plus grand nombre possible et, par une campagne d'éducation méthodique et suivie, d'inciter la population à s'en prévaloir. Ensuite, l'initiative du gouvernement de la province est d'autant plus urgente que, depuis des années, le gouvernement fédéral se prépare à imposer un plan général d'assurance-santé et que, s'il passe à l'action, cette fois encore, la population de la province devra accepter un régime qui ne tient compte ni de ses traditions, ni de ses institutions, ni d'aucun de ses caractères. Comme toujours dans l'histoire sociale de la province, l'initiative privée a fait les premiers pas en matière d'assurance-santé et, nous l'avons vu plus haut, ses réalisations sont déjà fort impressionnantes. Il s'agirait maintenant de lui donner un cadre et de l'aider à développer son œuvre, le gouvernement de la province proportionnant son concours à l'effort des individus et à l'ampleur des besoins à satisfaire."

Toujours en suivant le rapport de la commission Tremblay et en demeurant tout près de la masse des individus qui forment l'ensemble du capital humain, le gouvernement n'aurait-il pas dû être en mesure de nous renseigner sur l'état actuel et éventuel de la province en regard de l'hospitalisation et des méthodes qui vont bientôt prévaloir dans tout le reste du Canada? Après avoir détruit, il y a plusieurs années, la commission chargée d'étudier ce problème, l'administration provinciale a tout laissé dans le noir, sans jamais dire si elle était prête à faire face à une nouvelle orientation dans ce domaine. Quelle est à l'heure actuelle la situation au Canada en matière d'assurance-hospitalisation et quel est l'avenir de la province de Québec devant ce phénomène? Le discours du ministre des Finances, tout comme la politique de son gouvernement, est muet.

Voyons par nous-mêmes quel est l'état général du pays, quant au mode de financement actuel ou éventuel des provinces et du fédéral, et quant au coût d'une participation possible du Québec: plan d'assurance-hospitalisation; mode de financement: Ontario, prime mensuelle de \$2.10 par personne, \$4.20 par famille. Déduction obligatoire sur le salaire pour les groupes de 15 personnes et plus, déduction volontaire pour les autres. Accessible à tous, pas d'exception. Éligibilité après trois mois de résidence, éligibilité aux bénéfices trois mois après départ d'Ontario. Plus de 5,000,000 de personnes se trouvent ainsi à pouvoir bénéficier du système. L'Ontario inclut dans le plan ses hôpitaux pour malades mentaux et tuberculeux.

D'après l'état financier produit le 31 décembre 1958 par M. D. Ogilvie, membre de la Commission des services hospitaliers d'Ontario, les revenus nécessaires au plan d'assurance-hospitalisation proviendront de trois sources: la contribution fédérale, le produit des primes et les revenus généraux de la province. Il ajoutait que la contribution additionnelle à faire à même les revenus généraux de la province ne serait que de \$9,000,000 au cours de l'année 1959, étant donné que le solde de la contribution provinciale proposée représente le montant d'argent que la province aurait normalement à payer pour l'entretien de ses hôpitaux pour malades mentaux et tuberculeux. En d'autres mots, le coût additionnel net de ce plan gigantesque d'assurance-hospitalisation pour l'Ontario, y compris l'hospitalisation générale, celle des malades chroniques, des convalescents, des malades mentaux et des tuberculeux dans les salles publiques, ne sera que de \$9,000,000 par année. Le solde de

\$210,000,000 du coût annuel sera payé par le gouvernement fédéral, environ un tiers, et la balance, par le revenu des primes qui seraient de toute façon payables à la Croix Bleue ou autre plan privé. Notons que la contribution fédérale en Ontario est indiquée ci-haut comme étant d'un tiers parce que l'Ontario inclut dans son plan d'hospitalisation des malades mentaux et des tuberculeux. En réalité, la contribution fédérale est de: $\frac{1}{4}$ des dépenses réelles d'Ontario; $\frac{1}{4}$ de ce que serait le coût en Ontario s'il était calculé d'après la moyenne nationale *per capita*. Étant donné que la moyenne nationale *per capita* est moindre que la moyenne réelle en Ontario, le montant représenté ci-haut sera également moindre que le montant, 25 %, représenté. La part fédérale en Ontario sera, en fait, de 45 % à 50 % du coût réel pour l'Ontario, l'hospitalisation des malades mentaux et des tuberculeux mise à part. Le plan de l'Ontario est entré en opération le 1^{er} janvier 1959 et n'a pas deux mois d'existence. Jusqu'à présent, les résultats semblent satisfaisants.

Au Manitoba, prime mensuelle de \$2.05 par personne, \$4.10 par famille, légèrement moindre qu'en Ontario. Cela n'inclut pas l'hospitalisation des malades mentaux et des tuberculeux. Obligatoire pour tous les résidents du Manitoba. L'enregistrement au Manitoba est près de 100 %. La période d'éligibilité est la même qu'en Ontario, soit trois mois de résidence et trois mois après le départ. Les contributions du revenu général de la province ne sont pas incluses pour dépasser les montants déjà payés en octrois aux hôpitaux, soin des indigents dans les hôpitaux, etc. En d'autres mots, le plan sera financé par le produit des primes, la contribution fédérale et le transfert des paiements déjà faits par la province aux hôpitaux, sans augmentation du coût pour la province.

En Saskatchewan, la plus basse prime: \$17 par an, par personne, ou \$35 par famille, perçue par les municipalités à même la taxe foncière, plus déductions à la source dans les villes. Subventions: en grande partie par les revenus généraux de la province et par la contribution fédérale. Près de 100 % de la population y participe. Obligatoire, sauf dans les centres reculés et inaccessibles des régions du nord. Ne comprend pas les hôpitaux pour tuberculeux et malades mentaux.

Terre-Neuve: entièrement financée par les revenus généraux de la province et la contribution fédérale.

Nouvelle-Écosse: inaugurée le 1^{er} janvier 1959. Financée par la nouvelle taxe de vente provinciale de 3 %, plus la contribution fédérale.

Nouveau-Brunswick: devant commencer le 1^{er} juillet 1959. Basé sur un système de primes. Aucun taux encore annoncé.

Alberta: revenus généraux de la province. Impôt de \$2 par \$1,000 sur propriétaires fonciers, basé sur une évaluation uniforme et devant être perçu par l'entremise des municipalités. Paiements par assurance conjointe: \$1.40 par jour pour salle

publique et \$2.40 par jour pour chambre privée pour la durée exacte de l'hospitalisation.

Île-du-Prince-Édouard: ni date ni plan jusqu'à maintenant; aucun engagement. Il est question de taxe de vente et de prime.

L'estimé du coût pour Québec, tel que fourni au comité des estimés de la Chambre des communes, le 10 avril 1956 (Rapport du comité, page 192).

Estimé du coût d'hospitalisation pour Québec

Coût total à partager.....	\$96,800,000
Part fédérale (25 %) du coût national <i>per capita</i> et (25 %) du coût provincial réel <i>per capita</i> ...	<u>\$50,700,000</u>
Part provinciale	\$46,100,000
Estimés des dépenses provinciales actuelles.....	\$13,900,000
Estimés des dépenses municipales actuelles.....	<u>\$ 4,800,000</u>
Solde à percevoir (nouvelles sommes d'argent).....	\$27,400,000
Pour compenser ce nouveau besoin d'argent, les revenus de la Croix Bleue et autres plans québécois sans profit.....	\$ 8,049,000
Compagnies d'assurance privées.....	<u>\$ 7,308,000</u>
	\$15,358,000

Le chiffre de \$27,000,000, le solde à percevoir, moins les revenus d'assurance privée, \$15,000,000, laisse un chiffre de \$12,000,000 comme montant net de nouvelles sommes d'argent à obtenir du gouvernement fédéral, ou d'autres sources qui ne paient pas encore, de façon à établir l'assurance-hospitalisation dans Québec sur une base générale. Comme on peut le voir, jusqu'ici nous sommes isolés, ou à peu près, en matière d'assurance-hospitalisation. Allons-nous participer à ce projet? Allons-nous faire des propositions ou des contre-propositions? À une question que nous avons posée, on nous a répondu qu'il n'y avait eu aucune correspondance! N'avons-nous pas raison de dire que, dans ce domaine comme dans tous les autres, il n'y a aucune planification? Il y a quelques jours, le 18 février dernier, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.) demandait au gouvernement de Québec l'institution d'une assurance-santé couvrant les frais chirurgicaux et d'hospitalisation, supportée par une taxe spéciale et comportant la collaboration des gouvernements fédéral et provincial, d'après une formule qui respecte l'autonomie des provinces. On sait la réponse du premier ministre: il a prétendu que le fédéral s'immiscerait dans les examens universitaires, sous prétexte de contrôler la qualité des médecins et

que, de cette façon, il pénétrerait dans l'université. Vieilles rengaines, comme il le disait si bien lui-même, histoires de croque-mitaines auxquelles personne ne croit plus, tellement elles sont éventées. Évidemment, il est difficile au premier ministre de comprendre que des subsides puissent être versés par un gouvernement à une institution, sans que le gouvernement qui verse l'octroi ne s'immisce dans l'administration de l'institution. Et ce n'est pas sans cause que le premier ministre a parlé des universités et des hôpitaux. Pour lui, le seul principe qui motive les subventions, c'est donnant-donnant, l'argent contre la liberté. Mais rien de tout cela n'est possible pour ce qui nous préoccupe. En effet, le plan national d'assurance-hospitalisation comporte le paiement en bloc par le fédéral à la province d'un pourcentage du coût d'hospitalisation dans la province.

Continuant sa réponse aux représentations de l'U.C.C., mercredi dernier, le premier ministre a mêlé le droit à la vie, l'or et le poignard dans une profession de foi qui ne nous apprenait rien, d'une part, mais qui était inexacte, pour une autre, car, en vertu du plan ci-dessus, il est faux de dire que le fédéral entrera dans les institutions hospitalières, puisque ce sont les provinces qui ont l'administration entière de ce plan.

Le principe est le même que pour le paiement des pensions de vieillesse. Et je me rappelle encore les reproches que faisait le premier ministre au gouvernement Taschereau parce que ce dernier refusait d'accepter le plan fédéral. En 1935 et 1936, il se scandalisait du fait que les contribuables du Québec payaient en taxes fédérales leur part du coût de ces pensions au fédéral; coût de \$15,000,000 à \$16,000,000 par année, sans qu'un sou ne revienne aux vieillards du Québec. Or, dans le cas de l'assurance-hospitalisation, les contribuables paieront au cours de la prochaine année fiscale leurs taxes provinciales pour l'assistance publique, ils paieront la Croix Bleue ou les autres services hospitaliers et leurs comptes d'hôpitaux, plus, en taxes fédérales, leur part des \$160,000,000 que coûtera à Ottawa l'hospitalisation dans les autres provinces.

Je vous ai résumé, il y a un instant, la réponse du premier ministre aux représentations de l'U.C.C. Après avoir disposé ainsi de cette demande, il a fini par dire qu'il y a peut-être moyen de concilier les choses, à condition qu'il n'y ait pas abandon des droits de la province. Il est entendu que nous devons tenir compte de notre régime particulier, du rôle de nos communautés religieuses, mais il y a certainement moyen de régler avec Ottawa les modalités de l'entente à intervenir. L'exemple de l'Ontario est là; après des mois d'études et de négociations, cette province a fait accepter par Ottawa toutes les conditions qu'elle a suggérées pour adapter le système à ses circonstances particulières et à la politique de son gouvernement. Québec peut faire la même chose; pour cela, il faut étudier et négocier. Mais sait-on où on va? Aucune correspondance n'a été échangée, aucune indication n'a été donnée quant à des échanges de vues. Et la meilleure preuve qu'on a refusé d'étudier, c'est qu'on est venu publiquement tromper l'opinion publique en affirmant le contraire de ce qui est vrai. Et puis, il y a des années que ce projet est étudié et lancé par les autres, alors qu'ici les phrases ont remplacé l'action.

Les phrases! Sait-on la vérité à ce sujet, ou plutôt l'a-t-on oubliée? Il y a exactement 23 ans, je dis bien 23 ans, le programme de l'Union nationale préconisait la création d'une assurance-maladie et d'invalidité propre à répartir sur le plus grand nombre les charges d'hospitalisation, de façon à libérer le budget provincial. C'est ce qui ressort du journal du 11 août 1936!

Mais, comme dirait le premier ministre, ce n'est pas tout, M. l'Orateur. *L'Illustration* de Louis Francoeur ajoutait, le 13 août 1936: "Nous voulons

que le rapport de la Commission des assurances sociales sorte des tiroirs où il dort et soit appliqué particulièrement en ce qui regarde l'assurance contre la maladie et l'invalidité..."

M. l'Orateur, l'Union nationale a préconisé l'assurance-maladie-invalidité-hospitalisation il y a 23 ans, et elle attend encore. Elle est tellement avancée dans ses études et ses idées que, 23 ans après son programme de 1936, le chef de ce parti déclarait, il y a quelques jours, qu'il y a peut-être moyen de concilier les choses. C'est cela, pour eux, un plan d'ensemble! On traîne pendant 23 ans un problème dont le rapport Tremblay dit qu'il est aigu. Leur planification à long terme, on la retrouvera tout à l'heure dans leurs commissions d'études où les commissaires, arrivés jeunes, sont en train de devenir des vieillards.

Passant maintenant à un autre domaine. Nous voyons que toutes ces préoccupations dont a fait montre la commission Tremblay, on pourrait les retrouver dans les chapitres qui ont trait aux richesses naturelles de notre province, à l'industrialisation de plus en plus prédominante de notre milieu et au développement de tout ce qui peut créer l'embauchage intégral. Devant ce dernier problème, ils n'ont pas voulu cependant jouer le jeu de l'autruche et se cacher la tête dans le sable. Ils ont même envisagé la possibilité d'un chômage aigu dans des périodes de régression et de récession, comme celle que nous traversons, et, à ce sujet, ils ont eu les mots suivants:

"Le chômage ne saurait être en soi objet de juridiction gouvernementale, pas plus que la maladie ou autre fléau. Le chômage est un désordre de l'économie, et la responsabilité de le prévenir ou de le combattre incombe aux deux ordres de gouvernement, selon leurs pouvoirs respectifs en matière économique. D'une part, le gouvernement fédéral a juridiction sur les impôts directs et indirects, la monnaie et les crédits, le commerce interprovincial et extérieur. Il dispose donc des grands moyens d'action dont l'influence s'étend à l'ensemble de l'économie. L'abaissement ou le relèvement du taux de l'intérêt, par exemple, affecte l'investissement d'une extrémité à l'autre du pays; ainsi en est-il des mesures de régie commerciale. D'autre part, les provinces ont juridiction sur les richesses naturelles, l'aménagement du territoire, le régime de travail, etc., c'est-à-dire sur les facteurs primaires de l'économie, mais dont l'action est de portée locale ou régionale et n'influence l'économie que par répercussion. La prévention ou la répression du chômage exige donc l'action coordonnée des

gouvernements, chacun selon ses pouvoirs propres, en vue d'assurer le fonctionnement régulier et, au besoin, la reprise de l'économie."

Or, nous le connaissons, ce chômage dont parlait la commission Tremblay il y a trois ans. Depuis la guerre, il n'a jamais été aussi grand, mais le discours du budget n'en parle pas. Au moment présent, quel est le nombre de chômeurs dans la province de Québec? Le 24 janvier 1959, c'est-à-dire il y a quelques semaines, les journaux publiaient ce qui suit: "C'est la province de Québec, et plus particulièrement la région de Montréal, qui sont le plus touchées par le chômage qui sévit présentement au Canada. Au 15 janvier dernier, on comptait dans la région métropolitaine 84,653 personnes inscrites auprès des bureaux du Service national de placement, comparativement à 82,249 l'an dernier à la même date²."

Depuis, leur nombre a considérablement augmenté et, dans l'ensemble, il y aurait plus d'un tiers de tous les chômeurs du Canada dans notre province. Mais même ce chiffre impressionnant ne nous dit pas la véritable situation du chômage chez nous, particulièrement à l'ensemble du pays.

La province d'Ontario a une population plus nombreuse que la nôtre; en fait, elle compte près de 900,000 personnes de plus que la province de Québec. Raisonnablement, elle devrait avoir plus de chômeurs. Or, elle en compte plusieurs milliers de moins, soit 18,852.

En outre, il ne faut pas oublier qu'il y a 10 provinces au Canada et que Québec fait face aux neuf autres, parmi lesquelles il y a la plus peuplée, l'Ontario, qui garde pour elle seule un tiers des chômeurs, alors que la main-d'œuvre est moins abondante chez elle à cause du grand nombre d'enfants qui se trouvent à réduire d'autant sa main-d'œuvre... En juillet 1958, derniers chiffres que j'ai pu obtenir, la main-d'œuvre au Canada s'établissait comme suit: Canada, 6,314,000; Ontario, 2,308,000 (36 %); Québec, 1,783,000 (28 %)³.

C'est donc dire qu'avec 28 % seulement de la main-d'œuvre nationale, Québec comptait cependant environ 33 % de tout le chômage national. À différents endroits de la province, des comités se sont formés pour combattre ce fléau, tel qu'on peut en juger par un extrait du *Progrès du Saguenay*, en date du 23 janvier 1959, qui se lit comme suit:

"Un comité régional est formé
pour résoudre le chômage"

"Jonquière (D.N.C.) Les maires des villes et des municipalités et les représentants de différents

organismes des régions Saguenay-Lac-Saint-Jean se sont réunis une quatrième fois, hier après-midi, à Jonquière, pour lancer une dernière et décisive offensive, en vue de combattre le chômage qui sévit présentement dans tous les secteurs urbains, affectant plus de 45,000 personnes cet hiver."

Mais l'événement le plus saillant a été la sensationnelle prise de position de Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger réclamant une action concertée en face de la plaie du chômage et lançant le projet des chantiers du cardinal. Des quêtes se font dans toutes les églises de l'archidiocèse de Montréal, afin de mettre en œuvre ce que Son Éminence a voulu donner en exemple:

"Le bien commun, dit le cardinal, exige d'une manière plus urgente que par le passé l'intervention de l'État dans la division et la distribution du travail. Il faut donc qu'il prenne en cette matière des initiatives nouvelles et hardies, encourage les organismes intermédiaires à prendre les mesures qui s'imposent, facilite leur action et, au besoin, remédie à leurs carences."

Seul, le discours du budget est muet à ce sujet. En ces derniers temps, nous avons vu revivre dans la *Gazette officielle de Québec* une situation dont nous n'entendions presque plus parler depuis la guerre, celle de la vente par autorité de justice. Les pages de la *Gazette officielle* deviennent de plus en plus nombreuses, qui relatent à leur façon l'histoire de la dépossession de ceux que notre pseudo-prospérité ne permet pas de rester propriétaires.

Le *Monthly Review* de juin 1958 publiait les lignes suivantes:

"Total industrial employment in the province of Quebec this spring has been running more than 4 % below a year ago. Production has fallen sharply in the forest industries, especially logging, and has also declined appreciably in some mining areas and in almost every sector of manufacturing. Yet a considerable momentum of growth is still evident in the service industries and in construction.

"During the past twelve months, market conditions have become distinctly weaker in most of Quebec's basic export industries. The most notable change, undoubtedly, has been in pulp and paper. U.S. consumption of both newsprint and wood pulp has declined and, with some slackening in overseas markets as well, mills both on this continent and abroad have been operating well below their still rising capacity. Prices have been fairly well maintained, but employment at Quebec mills has run about 5 % lower than a year ago and the average work-week has declined⁴."

M. l'Orateur, en face de cette régression économique et industrielle, il me semble essentiel de jeter un coup d'œil sur le marché du travail, afin de voir de quoi il se compose. En agissant ainsi, nous allons faire une constatation étonnante. Au Canada, en 1956, il y avait sur le marché du travail 732,000 jeunes gens de 14 à 19 ans, c'est-à-dire d'âge scolaire. Québec, pour sa part, en comptait 233,000, soit 31.8 %. Au Canada, en 1957, il y en avait 761,000; dans Québec, 250,000, soit 32.7 %. Au Canada, en 1958, il y en avait 760,000; dans Québec, 267,000, soit 35 %⁵.

Des jeunes gens d'âge scolaire au nombre de 267,000, il y a plus d'un an, entraient sur le marché du travail au moment où la récession engendrait le chômage. Cela veut probablement dire qu'en 1958 le chiffre en a été encore plus élevé. Ce déplacement de population, dans le sens économique du mot, d'une part, cette perte de valeur éducationnelle, d'autre part, nécessiteraient à eux seuls les grandes enquêtes demandées, d'autant plus que ces masses énormes de jeunes gens, en plus d'alourdir le chômage, nous forcent à regarder d'encore plus près le problème de l'éducation dont ils sont exclus. Comme on l'a vu plus haut, la commission Tremblay recommandait une réfection complète de nos structures en matière éducationnelle. Or, s'il est vrai de dire que la formation de la génération à venir est celle qui doit commencer chez l'enfant d'aujourd'hui, il est encore plus vrai de dire qu'il faut précéder l'enfant lui-même par la formation de ceux qui le formeront. C'est là, je crois, le premier pas à accomplir lorsqu'il s'agit de préparer l'avenir. Mais où en sommes-nous?

Dans *Le Progrès du Saguenay* du 30 septembre 1959, nous apprenons que l'Union professionnelle des instituteurs et institutrices du diocèse de Chicoutimi a tenu une réunion au cours de laquelle la déclaration suivante a été faite: "Dans la province de Québec, le nombre du personnel enseignant non diplômé, de 1,136 qu'il était en 1950-1951, est passé à 2,970, en 1956-1957." Je n'ai pu trouver les chiffres relatifs à la même situation pour la période qui s'étend jusqu'à nous, mais il y a des raisons de croire que cette situation s'est aggravée. En même temps, à la lumière de toutes les études qui ont été faites, nous constatons, à notre courte honte, que le Québec, parmi les provinces canadiennes, occupe le dernier rang pour la fréquentation scolaire. L'on voit donc que ce qui constitue la matière vivante de l'enseignement est continuellement en régression quant au nombre. Ai-je besoin de faire entendre ici le grand cri de détresse des universités,

de leurs professeurs, de leurs étudiants? À une époque où toutes les énergies du monde libre tendent vers une connaissance plus approfondie des sciences, où il y a nécessité d'une formation de plus en plus grande d'instituteurs, de professeurs et de scientifiques, il nous apparaît tout à fait évident que l'état de choses signalé plus haut devient chez nous un anachronisme que seule une planification immédiate pourra faire disparaître.

Ce besoin de bâtir toute une structure ou de procéder au réaménagement des anciennes est souligné présentement par un grand nombre de personnes et d'organismes. Comme si elle eût fait écho au rapport Tremblay, *La Presse*, de Montréal, a lancé sur les routes de notre province et sur celles de l'Ontario trois de ses journalistes, avec mission de faire enquête sur les besoins d'une planification industrielle et commerciale. C'est le 10 janvier 1959 que parut la première partie de l'étude entreprise. Il est intéressant d'en lire les premières lignes: "Le Canada, pays à population en majorité rurale au début du siècle, est aujourd'hui l'une des grandes puissances industrielles du monde. Cette transformation s'est particulièrement accomplie depuis deux décennies, si bien qu'au recensement de 1956, la population rurale était de 5,365,936 âmes, contre 10,714,855 pour celle des villes. Le cœur de ce développement se situe dans les provinces de Québec et d'Ontario qui comptent ensemble plus de 10,000,000 d'habitants. Des facteurs d'ordre géographique, démographique et historique ont valu à l'Ontario de prendre une avance marquée sur le Québec, au chapitre de l'industrialisation. Des mythes soigneusement entretenus sur la vocation de notre peuple, un manque d'initiative et de dynamisme, de même que des carences gouvernementales ont contribué à agrandir cet écart à un point critique. Or, à la faveur d'un ensemble de circonstances qui ne seront pas éternelles et que nous analyserons au cours de cette série d'articles, la province de Québec paraît actuellement mûre pour la plus prodigieuse expansion industrielle de son histoire. Mais, pour que ce destin s'accomplisse pleinement, il faudra: 1. prendre des mesures qui hâteront la création d'une industrie sidérurgique, épine dorsale de toute grande économie; 2. instaurer une véritable planification industrielle et créer un véritable organisme provincial d'orientation économique, comme le demandent divers corps publics, notamment les chambres de commerce; 3. accorder plus d'importance et de crédits au ministère provincial du Commerce et de l'Industrie; 4. adopter, pour attirer davantage les industries nouvelles de

l'étranger, une attitude dynamique, pratique et agressive au lieu de celle souvent insuffisante, passive et amorphe qui prévaut actuellement; 5. faire du Commissariat industriel de la province un organisme actif et orienté par des spécialistes authentiques; 6. installer des maisons de la province à l'étranger, notamment en Europe et aux États-Unis, où nous sommes absents, sauf à New York; 7. doter les organismes de planification économique et d'organisation industrielle, dont la majorité sont à créer, de spécialistes jeunes et déterminés, suffisamment rémunérés pour qu'ils n'acceptent pas la sollicitation d'autres entreprises."

"Voilà quelques-unes des principales conclusions d'une enquête économique que nous avons menée depuis un mois, de concert avec notre camarade Laurent Lauzier, chroniqueur financier, qui traite, dans la présente série d'articles, de l'influence des impôts sur le développement industriel de Québec et de l'Ontario."

Après avoir mesuré l'écart qu'il y a entre notre province et la province voisine, la première conclusion des enquêteurs a été de préconiser, à la suite de ceux qu'ils ont interrogés, le traitement au Québec des ressources naturelles et la décentralisation de l'industrie. Dans des articles subséquents, ils ont rapporté que leurs interlocuteurs préconisent un programme axé sur les recherches scientifiques, tout comme la commission Tremblay le soulignait, en procédant par l'amélioration de la production industrielle, l'analyse des importations au pays, l'utilité des contrats personnels, et de l'aide provinciale aux municipalités. L'insuffisance du budget du Commissariat industriel de la province, l'absence de représentation à l'étranger, le peu de coordination qui existe dans le centre métropolitain de la province, la carence dans l'étude des marchés régionaux montrent, d'après leur enquête, la nécessité d'une planification à l'échelle provinciale.

En outre, l'un des grands événements du siècle dans notre pays, la canalisation du Saint-Laurent, nous incite à devancer l'action des individus qui, demain, si nous n'avons pas devancé leur initiative, auront peut-être fait du secteur sud métropolitain un imbroglio d'où il sera impossible de sortir, sinon à coups de centaines de millions. Ce sommaire bien imparfait d'une enquête aussi vaste est, après la commission Tremblay, un autre coup de cloche, destiné à nous éveiller à la réalité de demain.

Dans une conférence qu'il prononçait devant la Chambre de commerce de Québec, le 19 novembre 1958, Me René Paré, président de la Chambre de commerce de la province de Québec, disait:

"Ce dont la province de Québec a besoin, aujourd'hui plus que jamais, c'est d'une planification à long terme de son développement économique." Qu'entendait-il par là? Laissons-le parler:

"... Que comporterait, dans ses grandes lignes, une telle planification de notre développement économique? D'abord et avant tout, l'étude de nos ressources naturelles: mines, forêts, agriculture et le reste. L'étude, aussi, de nos avantages commerciaux et industriels, de façon à tirer profit au maximum de ces avantages. Enquêtes sur nos ressources financières dans le Québec et recherche des moyens à prendre pour que ces capitaux agissent de façon concertée dans les cas d'importance majeure. Étude approfondie et poussée des talents et de l'orientation de nos jeunes, de telle sorte que pas une intelligence ne soit perdue ou ne donne pas le maximum de ce qu'elle peut donner. Bref, études, examens et analyses de tout ce qui peut servir au développement économique de notre province. Une étude constante, permanente, constamment reprise et renouvelée.

"J'estime que cette planification, ce plan d'action devrait avoir, en particulier, trois caractéristiques. Avoir, comme une de ses fins principales, de contribuer à la fondation, au développement et à l'épanouissement d'institutions économiques: finance, industrie, commerce, à caractère nettement canadien-français. La deuxième caractéristique de ce plan, c'est qu'il doit englober tous les éléments de la population du Québec, en particulier les Québécois de langue anglaise. Il y a tant à faire que nous avons besoin du concours de toutes les bonnes volontés, de tous les talents. Enfin, une troisième caractéristique de ce plan devrait être qu'il tienne compte de toutes les régions du Québec."

Me Paré croit que transformer l'économie du Québec exigerait moins de 10 années, mais, pour ce faire, il donne comme condition la collaboration de tous nos capitaux. En décembre 1958, la Chambre de commerce des jeunes du district de Montréal présentait un mémoire à l'intention du gouvernement, dans lequel elle disait ceci: "Il nous apparaît à nous de la Chambre de commerce des jeunes du district de Montréal que la province de Québec en retirera le maximum possible, s'il y a coordination et harmonisation entre les intérêts du capitalisme et celui de la collectivité. Ce principe directeur ne pourra venir que du gouvernement de cette province, qui, par l'intermédiaire d'une commission dûment mandatée, fera les études économiques nécessaires et les recommandations appropriées. En un mot, cette commission serait le conseiller du gouvernement pour le développement

industriel de notre province. Comme nous entrevoyons un champ d'action assez vaste pour cette commission, il nous semble qu'elle devrait être formée de représentants du gouvernement, d'administrateurs, d'économistes, de géographes, d'ingénieurs et de scientifiques, de spécialistes dont l'action serait à l'affût des réalisations les plus adéquates. Et, comme condition essentielle de son efficacité, cette commission serait dotée d'un état de permanence qui permettrait une rationalisation du développement industriel du Québec."

Cette dernière citation rejoint le rapport des commissaires que nous avons cité au début et l'on voit que la planification demeure le souci constant de tous ceux qui se sont penchés sur les problèmes de l'heure. De l'ensemble de ces enseignements, il résulte qu'il y aura lieu de procéder à une grande enquête économique, en vue d'établir des plans d'ensemble et des programmes d'activités pour l'avenir.

Le *Québec Industriel* de janvier 1959, reprenant les thèses déjà mentionnées, concluait comme ceci: "Il (notre développement industriel) sera, dans le Québec, fort ou faible selon que nous lui donnerons la direction qu'il faut pour qu'il soit fort, ou que nous nous laisserons bercer par les événements. Bref, nous progresserons rapidement si nous précédon les tendances; nous avancerons lentement si nous les suivons. Et c'est dans ce sens que nous sommes à un tournant de notre histoire industrielle."

Toutes ces demandes d'enquêtes, d'études et de recherches, toutes ces insistances d'individus et de corps publics pour une planification scientifique, que visent-elles, en somme? Elles visent à relever le

niveau de vie de notre population, en passant d'abord par ce qui doit servir d'instrument pour ce relèvement. Ce relèvement, en avons-nous besoin? Serait-il nécessaire d'établir un grand plan d'ensemble afin de venir en aide, à la plus brève échéance possible, à l'individu? Quel est son sort, à l'individu, chez nous? Lui qui forme la nation, que gagne-t-il? Comment vit-il, matériellement parlant? Pour ce faire, regardons son revenu personnel.

*Revenu personnel
(Dollars)*

	1955	1956	1957
Terre-Neuve.....	675	735	775
Île-du-Prince-Édouard	690	768	768
Nouvelle-Écosse	924	999	1,055
Nouveau-Brunswick	835	917	929
Québec	1,090	1,172	1,219
Ontario	1,510	1,610	1,676
Manitoba	1,185	1,305	1,327
Saskatchewan.....	1,142	1,376	1,123
Alberta	1,284	1,418	1,379
Colombie-Britannique	1,534	1,618	1,638
Yukon et T. N. O.	1,172	1,516	1,645
Canada	1,263	1,365	1,395

(Ref. Bureau fédéral de la statistique-1958.
Comptes nationaux-revenus et dépenses 1955-1957)

*Salaires - gages et gains supplémentaires
(millions)*

	1956		1957		% d'augmentation par rapport au total
	Total	Per capita	Total	Per capita	
Canada	\$14,719	\$ 888	\$15,825	\$ 904	7.5 %
Québec	\$ 3,790	\$ 812	\$ 4,055	\$ 852	6.9 %
Ontario	\$ 6,140	\$1,103	\$ 6,676	\$1,121	8.7 %
% Ontario par rapport au Canada:		1956	41.8 %		
		1957	42.0 %		
% Québec par rapport au Canada:		1956	25.7 %		
		1957	25.6 %		

(Ref. D.B.S. National Accounts Income and Expenditures 1955-57)

Revenu des contribuables

	<i>Canada</i>	<i>Ontario</i>	<i>Québec</i>
\$ 1,000 à \$ 2,000	\$ 717,548	\$277,840	\$190,730
\$ 2,000 à \$ 3,000	993,830	416,160	239,890
\$ 3,000 à \$ 4,000	1,015,449	441,040	242,160
\$ 4,000 à \$ 5,000	573,162	262,700	124,860
\$ 5,000 à \$ 6,000	251,679	113,377	52,215
\$ 6,000 à \$ 7,000	119,392	54,884	25,022
\$ 7,000 à \$ 8,000	60,634	26,744	13,388
\$ 8,000 à \$ 9,000	35,652	16,232	7,855
\$ 9,000 à \$10,000	23,447	10,649	4,344
\$10,000 à \$15,000	48,968	21,651	11,368
\$15,000 à \$20,000	17,504	7,977	4,146
\$20,000 à \$25,000	7,376	3,464	1,865
\$25,000 à au-delà	12,114	5,808	3,190

(Ref. Dept. du Revenu national, Taxation Statistics, 1958)

*Cultivateurs payant l'impôt fédéral
sur le revenu*

Terre-Neuve	22
Île-du-Prince-Édouard	144
Nouvelle-Écosse	229
Nouveau-Brunswick	271
Québec	(1.42 %) 780
Ontario	(25 %) 12,608
Manitoba	3,874
Saskatchewan	20,538
Alberta	13,754
Colombie-Britannique	2,429
Non res.	<u>123</u>
Total Canada	54,772

*Compagnies payant l'impôt fédéral
sur leurs projets*

Terre-Neuve	573
Île-du-Prince-Édouard	205
Nouvelle-Écosse	1,425
Nouveau-Brunswick	951
Québec	(24 %) 12,062
Ontario	(37 %) 18,366
Manitoba	2,496
Saskatchewan	1,252
Alberta	4,072
Colombie-Britannique	<u>8,040</u>
Total Canada	49,442

Si maintenant nous le regardons vivre chez lui, nous le trouvons dans la situation suivante: la province de l'Ontario a 34.7 % du total des logements occupés dans le Canada; la province de

Québec a 26.3 % du total des logements occupés dans le Canada.

*Caractéristiques de l'habitation
(milliers)*

<i>Logements</i>	<i>Canada</i>	<i>Ontario</i>	<i>% (x)</i>	<i>Québec</i>	<i>% (x)</i>
Total des logements occupés	4,055	1,410	....	1,067	....
Propriétaires de logements occupés	2,719	1,028	72.9	544	50.9
Baignoire.....	2,883	1,158	82.1	801	75.0
Refrigérateurs.....	3,351	1,310	92.9	925	86.6
Téléphones	3,094	1,243	88.2	838	78.5
Automobiles.....	2,435	1,003	71.1	501	46.9

La province de l'Ontario a 34.7 % du total des logements occupés dans le Canada; la province de Québec a 26.3 % du total des logements occupés dans le Canada.

(x) % par rapport au total des logements occupés dans la province.

(Ref. D.B.S. Household Facilities & Equipment-May 1957)

À la fin de l'année d'enregistrement 1957, il y avait 10 automobiles enregistrées par 37 Canadiens. Saskatchewan et Alberta ont le plus grand nombre d'automobiles en proportion de leur population, c'est-à-dire 10 par 29 personnes, tandis que l'Ontario continue à conserver le premier rang pour les automobiles à passagers, avec une moyenne

de 10 par 39 personnes. Le coût moyen des taxes et licences pour l'opération d'un véhicule-moteur dans le Canada, au cours de l'année 1957, s'est élevé à \$108, alors que ces mêmes frais s'élevaient à la somme de \$100 en 1956.

	<i>Coût d'opération (taxes et licences)</i>	<i>Total des véhicules- moteurs</i>	<i>Total des véhicules- moteurs</i>	<i>Moyenne de population par véhicule-moteur</i>	
	<i>1957</i>	<i>1957</i>	<i>1956</i>	<i>1957</i>	<i>1956</i>
Canada.....	\$108	4,459,595	4,226,464	3.7	3.8
Terre-Neuve	\$117	47,655	45,768	8.9	9.3
Île-du-Prince-Édouard.....	\$117	21,193	20,779	4.7	5.0
Nouvelle-Écosse	\$120	156,498	151,764	4.5	4.6
Nouveau-Brunswick	\$129	116,350	110,963	4.9	5.1
Québec	\$135	881,047	824,908	5.4	5.6
Ontario	\$109	1,793,499	1,710,240	3.1	3.1
Manitoba	\$ 82	244,342	233,848	3.5	3.6
Saskatchewan	\$ 86	300,094	291,053	2.9	3.1
Alberta.....	\$ 91	405,229	381,153	2.9	2.9
Colombie-Britannique.....	\$ 81	487,533	450,547	3.0	3.0
Yukon et T. N. O.....	\$ 65	6,155	5,451	5.0	5.3

Ref. 1939 et 1949: Bureau Fédéral de la Statistique, Revue générale des industries manufacturières du Canada 1955; Ottawa 1958. 1956 et 1957: État préliminaire dans manufactures 1957; Ottawa 1958.

*Dépenses des consommateurs
(milliers)*

	1957	
Canada	14,654,288	
Québec	3,429,423	
Ontario	5,612,000	
% Québec en regard du Canada.....	1957	23 %
% Ontario en regard du Canada.....	1957	38 %

Réf. Bureau fédéral de la statistique, Commerce de
détail (annuel) 1956, publié en 1958. Commerce
de détail (annuel) 1957, publié en 1958.

Pour étayer sa dépense, son confort, sur quoi
le contribuable québécois s'appuie-t-il?

Industries manufacturières

	<i>Établissements</i>	<i>Capital (million)</i>	<i>Employés (millier)</i>	<i>Salaires et gages (million)</i>	<i>Valeur brute des produits (million)</i>
<i>Canada</i>					
1939	24,805	\$3,647	658	\$ 737,811	\$ 3,474
1949	35,792		1,171	2,591,890	12,479
1956	37,428		1,353	4,570,664	21,636
1957	(x)		1,350	4,782,813	23,097
<i>Ontario</i>					
1939	9,824	\$1,762	318	378,376	1,745
1949	12,951		557	1,305,544	6,103
1956	13,215		641	2,310,630	10,655
1957	(x)		639	(50 %) 2,418,259	10,847
<i>Québec</i>					
1939	8,373	\$1,182	220	223,757	1,045
1949	11,579		390	809,579	3,788
1956	12,112		446	1,396,404	6,622
1957	(x)		446	(30 %) 1,470,133	6,802

(x) non compilés

(Ref. 1939 et 1949: Bureau fédéral de la statistique, Revenu général des industries manufacturières du Canada 1955; Ottawa 1958, 1956 et 1957: État préliminaire dans manufactures 1957; Ottawa 1958)

Les chiffres ci-dessus sont les plus récents que j'aie pu trouver; ils ont été publiés à la fin de 1958. On remarquera que je donne mes références, contrairement à ce que fait le ministre des Finances dans son discours sur le budget. À la page 21 du discours, on donne la valeur actuelle de la production manufacturière de la province comme s'élevant à \$7,000,000,000. Je ne crois pas que ces chiffres soient officiels; ils constituent plutôt une estimation. Si on doit en croire le *Monthly Review* déjà cité, la production industrielle a décliné dans presque tous

les secteurs manufacturiers. Pour l'instant, il est donc raisonnable de croire que les chiffres du ministre des Finances sont inexacts.

En outre, pour le tableau suivant (production minière), je n'ai pas trouvé de publication donnant les chiffres définitifs de 1958, alors que le ministre affirme que notre production s'élève à 21 %. Les derniers chiffres définitifs que j'ai pu trouver sont ceux publiés dans le tableau qui suit:

<i>Production minière au Canada (par province) 1955-1957</i>						
	1955		1956		1957	
	\$	%	\$	%	\$	%
Terre-Neuve	68,462,956	3.8	84,349,006	4.0	76,244,758	3.6
Nouvelle-Écosse	67,133,539	3.7	66,092,274	3.2	65,434,475	3.1
Nouveau Brunswick	15,759,539	0.9	18,258,302	0.9	23,249,559	1.1
Québec	357,010,045	19.9	422,464,410	20.2	384,465,152	18.0
Ontario	583,954,682	32.5	650,823,362	31.2	739,219,218	34.6
Manitoba	62,018,231	3.5	67,909,407	3.3	61,299,092	2.9
Saskatchewan	85,150,128	4.7	122,744,698	5.9	161,487,032	7.6
Alberta	325,974,326	18.2	411,171,898	19.7	411,960,822	19.3
Colombie-Britannique	189,524,574	10.6	203,277,828	9.8	174,763,908	8.2
Territoire du Nord-Ouest	25,597,821	1.4	22,157,935	1.0	21,965,933	1.0
Yukon	14,724,750	0.8	16,656,434	0.8	13,851,138	0.8
Total	1,795,310,796	100.0	2,084,905,554	100.0	2,133,941,087	100.0
(Ref. Bureau fédéral de la statistique-Rapport préliminaire sur la production minière 1957)						

En regard de cette situation générale, tous les organismes qui pensent ou qui veulent avoir une pensée politique progressive préconisent une action concertée et rapide en vue de l'avenir. N'était-ce pas le 27 janvier de cette année que, dans un mémoire soumis au premier ministre de la province de Québec, la Chambre de commerce de la province de Québec recommandait ceci: "Le ministère de l'Agriculture encourage et dirige plus fortement que jamais nos cultivateurs vers une production agricole plus spécialisée et mieux appropriée à la classification des sols. Cependant, il y a encore beaucoup de territoires à explorer par ces enquêtes, territoires d'où nos chambres de commerce, des

conseils municipaux et des commissaires industriels attendent impatiemment le résultat de ces études, pour faire un travail de promotion économique rationnel où ces données sont essentielles. En conséquence, nous demandons au gouvernement de consacrer des efforts et des sommes encore plus considérables pour compléter le plus tôt possible ces travaux nécessaires au développement économique de notre province."

Il n'est pas surprenant que tous ces énoncés apparaissent comme s'ils procédaient d'une action concertée, car l'on constate par exemple que le Commissariat industriel de la province de Québec et notre unique agent à l'étranger ne représentent à peu

près rien en regard du budget total. Nous sommes donc en présence d'une administration qui se laisse porter par le flot, d'une administration vieille de 18 ans de pouvoir et qui a de temps à autre de légers soubresauts. Elle lancera \$10,000,000 ou \$12,000,000 pour la construction d'un édifice depuis longtemps demandé, mais elle s'enlise continuellement dans l'ornière qu'elle a elle-même tracée. Veut-on avoir

une idée de ce qui constitue dans le domaine de la recherche le dynamisme du gouvernement actuel?

Voici la liste des quelques commissions que le gouvernement a créées, avec la date de leur création et ce qu'elles ont coûté à la province:

1945	Codifications des lois municipales	\$ 110,377.13
1945	Comité de classification des salaires	\$ 173,321.86
1949	Comité de révision des lois d'assurances	\$ 209,674.57
1951-1952	Comité de refonte des lois de la province.....	\$ 161,608.79
1951-1952	Comité de refonte des lois concernant les syndicats coopératifs.....	\$ 95,040.54
1953-1954	Loi relative aux problèmes de l'hospitalisation.....	\$ 160,495.89
1954-1955	Révision du Code civil	\$ 95,069.54
1954-1955	Comité relatif aux problèmes de voirie provinciale	\$ 93,722.82
1955-1956	Comité pour étudier le problème de la pollution des eaux	\$ 63,886.66

\$1,153,197.59

On remarquera que la plus ancienne de ces commissions date de 1945, c'est-à-dire qu'elle étudie depuis 14 ans. On remarquera, en outre, que ces commissions ne sont pas de ces organismes chargés de faire une étude de fond de nos structures. Elles ne s'appliquent qu'à des cas spéciaux dont l'étude peut être complétée dans un temps relativement rapide. Au nombre de neuf, elles ont coûté plus de \$1,000,000 et, sauf l'une d'elle, Codification des lois municipales, elles n'ont donné à peu près aucun résultat. Si le gouvernement se complaît dans une telle inertie, comment pouvons-nous en attendre quelque chose, quand il s'agit d'étudier les problèmes d'envergure que j'ai mentionnés? Comment espérer que le gouvernement procédera à une planification générale? À la lumière d'un tel exemple, on peut se demander s'il devient utile d'étudier le budget des dépenses de l'année écoulée, et le discours du budget quant aux prévisions concernant l'année en cours et celle qui commencera le 1^{er} avril prochain.

Dans le discours du budget du 7 février 1957, le ministre des Finances déclarait que les revenus de l'exercice financier 1957-1958 atteindraient \$473,321,750 et il répétait que les dépenses du gouvernement s'élèveraient à la somme de \$471,467,860.00, telle qu'inscrite dans le budget. Le ministre terminait son exposé en affirmant que le gouvernement clôturerait ses opérations avec un surplus global de \$1,853,890.

Exercice financier 1957-1958

2. État provisoire des revenus et des dépenses deux mois avant la clôture de l'exercice financier 1957-1958

Revenu	\$504,775,000
Budget des dépenses	<u>\$503,443,000</u>
Surplus prévu	\$ 1,332,000

Exercice financier 1957-1958

1. Les prévisions du gouvernement:

Revenu.....	\$473,521,750
Budget des dépenses.....	<u>\$471,467,860</u>
Surplus prévu.....	\$ 1,853,890

L'année suivante, quelques semaines avant la clôture de l'exercice financier 1957-1958, le ministre informait la Chambre que les résultats de son administration financière seraient tout à fait différents de ceux qu'il avait déjà annoncés au début de l'exercice. Le ministre déclara alors que les revenus excéderaient de \$31,453,250 le chiffre que le

gouvernement avait prévu et que les dépenses dépasseraient de \$31,975,140 le budget qu'il avait soumis à l'approbation des députés, mais qu'en définitive, l'exercice se clôturerait tout de même par un surplus de \$1,332,000.

Exercice financier 1957-1958

3. *Résultat final*

Revenu.....	\$503,611,580.47
Dépenses.....	<u>\$503,338,565.78</u>
Surplus.....	\$ 273,014.69

Les chiffres définitifs rapportés dans les *Comptes publics* varient quelque peu avec ceux que le ministre avait mentionnés dans le rapport provisoire qu'il faisait à la Chambre, quelques semaines avant la clôture de l'exercice, sauf quant au surplus qui se trouve subitement dégonflé de \$1,000,000. Comme on peut le voir, le ministre s'était trompé sur toute la ligne. Les revenus ont, en effet, dépassé de \$30,289,830 le montant que le ministre avait prévu et les dépenses ont excédé de \$31,870,705 le montant prévu.

Les budgets ne signifient plus rien. Sous l'administration actuelle, les budgets n'ont plus aucun sens. Comme je l'ai déjà déclaré, le gouvernement soumet pour la forme à l'Assemblée législative un budget quelconque des dépenses dont il n'entend tenir aucun compte, puisqu'il dépense par la suite à sa guise les sommes qu'il veut. Il sait que ses revenus prévus sont sous-estimés et qu'il retirera beaucoup plus. Par la même occasion, il sait qu'il va dépenser en conséquence. Ainsi, pour l'année financière 1957-1958, le gouvernement avait soumis un budget de dépenses de \$471,467,860, et il a dépensé de plus que cette somme \$31,870,705.

Pour l'année financière 1956-1957, il avait présenté un budget de \$374,101,427 et il a dépensé en plus une somme de \$68,627,463. Pour l'année 1955-1956, il avait soumis un budget de \$331,201,660 et il a dépensé en plus une somme de \$76,316,562. Depuis le 1^{er} avril 1945 jusqu'au 31 décembre 1958, le régime actuel a ainsi dépensé, en excédent des budgets qu'il a présentés aux députés, une somme totale de \$566,508,100, soit au-delà d'un demi-milliard.

Le gouvernement est obligé de faire approuver ses dépenses futures par les députés. Il fait

alors semblant de le faire. Puis, quand tout est voté, il dépense le montant total de son budget, plus un autre montant autorisé spécialement, mais qui équivaut presque toujours aux sommes additionnelles qu'il a encaissées.

Exercice financier 1957-1958

3. *Résultat final*

Revenu réel en 1957-1958	\$561,807,901
Dépense totale.....	<u>\$561,534,887</u>
Surplus	\$ 273,014

Comme les années antérieures, le gouvernement a perçu des revenus plus considérables que le montant de \$503,611,580. En effet, la plupart des départements ont encaissé des revenus qu'ils n'ont pas versés au fonds consolidé, mais qu'ils ont dépensés. Ainsi, le ministère de l'Agriculture a encaissé des revenus de \$3,645,576, qu'il a dépensés.

Le Bien-être social et la Jeunesse a encaissé et dépensé des revenus de \$21,591,289. Le ministère de la Santé a encaissé \$18,007,140 de revenus qu'il a dépensés, etc.

Le total des revenus que la plupart des ministères ont ainsi encaissés, puis dépensés sans les verser au fonds consolidé du revenu, se sont élevés, au cours de l'exercice 1957-1958, à \$58,196,321, somme qui doit s'ajouter aux revenus rapportés de \$503,611,580 et qui doit également être ajoutée au montant des dépenses de \$503,338,566 que le gouvernement a faites.

Dépenses sans détails: \$52,266,247. D'une année à l'autre, le gouvernement est plus avare de renseignements. Plus ses dépenses augmentent, moins il donne de détails.

Enfin, l'an dernier, les *Comptes publics* ne donnaient pas de détails pour des dépenses s'élevant à près de \$47,000,000. Cette année, l'addition des dépenses sans détails s'élève à \$52,266,247, dont \$31,771,556 pour des traitements et rémunérations inférieurs à \$2,000 et \$20,494,891 pour diverses autres dépenses, frais de voyage, etc.

On fait reporter la responsabilité de cet état de choses à l'auditeur, et on dit imiter d'autres gouvernements. Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins qu'un dixième des dépenses échappe à l'analyse.

Exercice financier 1957-1958

<i>Sources des revenus</i>	<i>1957-58</i>	<i>1956-57</i>
Taxes.....	76.85 %	82.88 %
Ressources naturelles plus Hydro-Québec	7.10 %	8.77 %
Subsides	8.42 %	....
Divers.....	<u>7.65 %</u>	<u>8.35 %</u>
	100 %	100 %

Comme on le voit, le gouvernement retire très peu lui-même de l'exploitation de nos immenses richesses naturelles. Cette année, le pourcentage du revenu provenant de nos richesses naturelles était inférieur à celui de l'année précédente, qui représentait alors 8.77 % du revenu total.

Au cours de l'année 1957-1958, le gouvernement a retiré à l'item des ressources naturelles la somme de \$32,942,360, alors qu'au même item il a dépensé la somme de \$49,234,372. Il est assez extraordinaire de constater, à la lecture du dernier rapport du ministère des Mines de la province, qu'au cours de l'exercice financier 1957-1958, il n'y a eu que 38 compagnies minières qui ont payé des droits à la province sur leurs bénéfices,

alors que, depuis 10 ans, le gouvernement ne cesse de vanter les résultats bienfaisants de sa politique dans le domaine de l'exploitation minière. Ici, plus qu'ailleurs peut-être, on rejoint les conclusions du rapport Tremblay qui disait, en résumé, ceci: La province ne retire pas ce qu'elle devrait retirer de ses richesses naturelles. Et nous pourrions ajouter: C'est ici que l'on voit à l'état aigu le besoin d'une planification. Ce sont les impôts qui constituent le plus gros des revenus et non les droits que la province retire de l'exploitation de nos richesses naturelles. Cet état de choses est tout à fait inconcevable dans une province aussi abondamment pourvue en richesses naturelles, d'autant plus que le gouvernement n'a cessé de vanter, chaque semaine, depuis 15 ans, ce qu'il appelle ses réalisations. La politique du régime actuel dans le domaine de l'exploitation des richesses naturelles s'est constamment soldée par un déficit, selon que le Trésor provincial est concerné. Le gouvernement a toujours dépensé, chaque année, plus qu'il ne retirait au chapitre des richesses naturelles. Du 1^{er} avril 1945 au 31 mars 1958, le gouvernement a dépensé à ce titre \$383,605,860 et n'a retiré que \$309,589,681.

Rendement de quelques taxes

	<i>1957-1958</i>	<i>1956-1957</i>
Taxe du chômage sur les spiritueux.....	\$ 1,918,781	\$ 1,838,509
Taxe sur les repas.....	5,716,707	5,165,503
Taxe sur les automobiles.....	33,513,494	30,560,674
Taxe sur la gazoline.....	84,743,941	78,051,327
Taxe sur le revenu des particuliers.....	41,293,924	36,359,375
Taxe de vente provinciale.....	59,517,667	56,764,135
Taxe sur le tabac	16,121,005	15,130,046
Taxe sur le capital des corporations.....	21,368,775	19,882,083
Taxe sur les profits des corporations	80,103,563	63,346,588
Taxe sur les successions.....	20,636,787	35,372,551

Comme on peut le constater, ce sont surtout les taxes frappant la masse des contribuables: repas, taxe de vente, gazoline et automobiles, revenu, etc., qui ont contribué à l'augmentation des revenus du gouvernement.

Le gouvernement dépense, c'est le cas de le dire, de façon discrétionnaire. Au cours de l'exercice financier 1957-1958, il a dépensé, entre autres,

au-delà de \$1,942,000,000, soit près de 40 % du budget, en octrois et subventions discrétionnaires; \$10,936,000 en dépenses de voyage; \$14,000,000 en frais du bureau, impression, publicité et loyer de bureaux; \$125,000,000 en contrats, matériaux et machinerie, etc. Il est de notoriété publique que le gouvernement actuel ne demande jamais de soumissions publiques. Or, si on doit croire le

premier ministre qui, en 1936, préconisait une économie annuelle de \$2,000,000 sur un budget de \$46,000,000, on peut affirmer qu'à l'heure actuelle, avec un budget de plus de \$500,000,000, la province perd une occasion en or d'économiser de \$20,000,000 à \$25,000,000 par année. Faisons un calcul global sur le milliard dépensé par le régime au chapitre des routes et des ponts et nous atteignons des chiffres qui font rêver. Mais, autres temps, autres mœurs, le gouvernement a changé de philosophie et se vante maintenant de faire le contraire de ce qu'il a prêché.

Le premier ministre s'est vanté, au cours de la session actuelle, lors de l'étude des estimés budgétaires du ministre des Finances, le 23 janvier, que le gouvernement de l'Union nationale "faisait de la finance saine". Veut-on en avoir un exemple? L'on sait qu'au cours de l'année 1958 le gouvernement a fait adopter un arrêté ministériel pour payer une deuxième fois la construction du pont Duplessis, qui s'était effondré dans le Saint-Maurice en 1951, et que, par la suite, il a versé aux reconstituteurs un acompte substantiel au cours de l'exercice fiscal 1957-1958. Or, dans l'état de son actif, le pont de Trois-Rivières était évalué, même à l'époque où ses débris reposaient au fond de la rivière Saint-Maurice, à la somme de \$3,355,497.76. Cette année, l'on constate que le gouvernement a augmenté dans ses livres la valeur de l'actif du pont Duplessis à \$4,905,497.76, et l'on peut prévoir qu'à la suite du versement du deuxième acompte, l'an prochain, le gouvernement aura augmenté encore la valeur du pont Duplessis. D'ailleurs, dans l'état de l'actif de la province, on peut relever des édifices, des routes, des ponts construits il y a 25 ans et plus et qui n'existent même plus. J'ai déjà cité à ce sujet l'ancienne voie carrossable du pont de Québec qui a été démolie vers 1947 et qui figure toujours dans l'actif de la province, dans les *Comptes publics*. C'est en soufflant ainsi son actif avec les immobilisations qui n'existent plus que le gouvernement se croit justifié de déclarer qu'il diminue la dette nette. Comme je le déclare plus haut, si réellement le gouvernement diminue la dette, qu'il diminue donc les taxes. L'an dernier, un journal a jugé de la façon suivante les procédés financiers du gouvernement:

"Pour le moment, nous nous en tiendrons surtout au système de comptabilité du gouvernement, comptabilité en vertu de laquelle on peut, selon ses allégeances, affirmer sans crainte de se tromper que le budget se clôt par un déficit énorme, un déficit minime ou encore un surplus. Tout dépend du point de vue. Cela découle surtout du fait qu'on a introduit

dans la comptabilité publique un système qui ne s'y applique aucunement et qu'on ne trouve que dans la province de Québec. Lorsqu'il s'agit de juger de l'administration de la province, de fermer les livres à la fin de l'exercice financier, il faut s'en tenir à la base normale des recettes et déboursés. Le gouvernement a perçu tant de centaines de millions de dollars au cours de l'année et il en a dépensé tant. Le surplus ou le déficit est l'écart qui existe entre les rentrées et les sorties, ou vice versa.

"Ce n'est pas ainsi que la situation se présente pour le gouvernement de la province de Québec. Il met tous ses revenus dans le même panier, mais, lorsqu'arrive le moment de calculer les dépenses, il se sert de deux paniers: celui des dépenses ordinaires (ce qui comprend les sommes affectées au service de la dette et aux frais ordinaires de l'administration de chacun des ministères ou services de la province), et celui des dépenses extraordinaires, ou pour immobilisations (ce qui correspond aux dépenses en immobilisations, constructions de routes, de ponts, d'édifices publics, achat de machinerie, etc.), de sorte qu'à la fin de l'année, pour la droite de la Chambre, le surplus représente la différence entre les revenus et les dépenses ordinaires. À ce régime-là, il ne peut être jamais question de déficit. Pour la gauche, le résultat de l'exercice financier est la différence entre les revenus et la somme des dépenses ordinaires et extraordinaires, avec le résultat qu'on parle d'un surplus réduit en comparaison de la droite quand il ne s'agit pas tout simplement d'un déficit.

"Tout ce mélange, la population ne comprend rien, parce qu'on introduit dans la comptabilité publique une partie seulement des règles qui existent dans la comptabilité privée. On introduit un item de capitalisation sans le compenser, d'autre part, par un item de dépréciation. Il est impossible de sortir des dépenses de l'année une dépense de quelques millions de dollars pour la capitaliser, si on ne prévoit pas automatiquement, d'autre part, un pourcentage de dépréciation. C'est tout simplement fausser la situation et induire le public en erreur." (*Le Soleil*, 21 février 1958)

Exercice en cours (1958-1959)

Revenus prévus.....	\$506,945,000
Budget des dépenses.....	<u>\$506,537,400</u>
Surplus prévu.....	\$ 407,600

C'est le 7 janvier 1958 que le gouvernement a soumis aux membres de l'Assemblée législative son budget de dépenses pour l'exercice en cours, c'est-à-dire celui qui commençait le 1^{er} avril 1958 et qui va se terminer dans quelques semaines, c'est-à-dire le 31 mars 1959. Qu'est-ce que le gouvernement a alors demandé aux députés? Il leur a demandé de l'autoriser à dépenser \$506,537,400, et les députés l'ont effectivement autorisé à dépenser ce montant. Naturellement, pour faire cette dépense, le gouvernement avait besoin d'argent. Pour ce faire, il a estimé les revenus probables qu'il recevrait et il les a évalués à \$506,945,000. Un rapide calcul donnait comme surplus global estimé une somme de \$407,600. Pour ma part, je n'ai pas cru à ces chiffres et je l'ai dit. Or, vendredi dernier, le ministre est venu confirmer ce manque de confiance.

Ce qui se dégage non seulement de l'état provisoire dont nous venons de prendre connaissance, mais des chiffres définitifs qui nous ont été donnés au cours des années passées, c'est que le gouvernement sous-estime continuellement ses revenus, et cela donne infiniment d'élasticité à son budget, particulièrement à son budget de dépenses, dont le montant présenté à la Chambre pour autorisation est ensuite augmenté jusqu'à ce qu'il atteigne le montant du revenu final. La semaine dernière, le ministre a déclaré que les revenus atteindraient, d'ici six semaines, \$30,000,000 de plus que le montant prévu.

Nous étions certains que les choses arriveraient ainsi. Mais les dépenses qui, elles, pourraient être contrôlées ou comprimées ou arrêtées, dépasseront à leur tour l'autorisation et le montant prévus. En effet, elles dépasseront de \$30,335,600 le budget de \$506,537,400 qui nous avait été présenté l'année dernière.

Voici donc le tableau de l'état provisoire au 20 février 1959:

État provisoire

Revenus prévus	\$537,252,000
Budget des dépenses	<u>\$536,873,000</u>
Surplus prévu	\$ 379,000

Il y a peu à dire sur l'exercice en cours, car il ne nous permet pas de tabler sur des chiffres définitifs, de même qu'il ne nous laisse que très peu de latitude quant aux probabilités. En outre, les diverses publications spécialisées, comme on a pu le voir, n'ont pas encore complété, d'une manière générale, leurs études sur l'état de la province et du pays, durant la

période de cet exercice. C'est l'an prochain seulement que nous pourrons tirer des conclusions définitives à ce sujet. Le ministre des Finances s'est contenté à ce sujet de nous donner les montants que son gouvernement recevra et dépensera durant cette période. Il y a cependant, cette année, une petite différence avec le budget de l'an dernier. Le gouvernement nous a, en effet, annoncé qu'il dépensera à partir du 1^{er} avril \$548,938,500, c'est-à-dire \$42,401,100 de plus que son budget de l'an dernier, mais qu'il ne recevra pour payer ces dépenses qu'une somme de \$541,895,000.

En d'autres termes, ceci veut dire que les dépenses globales dépasseront les revenus et que la province aura un déficit de \$7,043,000. Le gouvernement, naturellement, ne parle pas de déficit, toujours à cause des fameuses immobilisations. Mais il y a un fait certain et c'est celui-ci: le gouvernement prévoit qu'il va dépenser plus qu'il ne recevra. J'ai déjà dit un mot des immobilisations, dont certaines demeuraient dans l'actif de la province même lorsqu'elles étaient sous plusieurs pieds d'eau. On nous parle de ponts et de routes qui sont certainement un actif pour la province, mais qui, considérés comme actif budgétaire, relèvent de la plus haute fantaisie, car on ne voit pas l'acheteur éventuel des ponts et des routes de la province au cas où le gouvernement désirerait réaliser son actif. Il faut donc regarder les choses en face. Tel qu'il est, le budget du ministre laisse entrevoir un déficit.

Mais aurons-nous un déficit? L'élasticité dont je parlais va-t-elle encore une fois permettre au gouvernement d'ajuster à sa guise les dépenses et les revenus? À ceci, nous répondons par ce que nous avons souvent répété: nous ne croyons pas aux budgets du gouvernement actuel. Quoi qu'il en soit, parlons-en comme s'il s'agissait d'une chose exacte. Dans ses prévisions, le ministre ne se préoccupe nullement des dangers de l'inflation. Il ne se préoccupe pas beaucoup non plus de la régression en cours. Il ne manifeste pas l'intention de distribuer ce qu'il reçoit du gouvernement fédéral au titre de la péréquation parmi les administrations inférieures. On aurait pu croire qu'il se proposerait d'augmenter ses contributions aux universités dont les appels au secours sont encore dans toutes les mémoires.

À même les \$422,000,000 d'augmentation de son budget, toutes les universités ensemble recevront un montant additionnel de \$713,000. C'est dire qu'elles continueront à végéter, financièrement parlant. Le chômage n'assombrit pas les rêves de notre gouvernement. Au contraire! Alors que nous avons un tiers des chômeurs au Canada, le ministre dit: "La province de Québec est l'une des provinces canadiennes les moins affectées par la régression économique."

D'ailleurs, dans ses considérations sur le budget 1959-1960, le ministre ne prend pas la peine d'aller bien loin pour se renseigner sur l'état de la province. Il ouvre le *Monetary Times* de décembre 1958, numéro dans lequel le gouvernement publie des annonces à pleines pages, alors que le ministre y met lui-même un écrit sur notre position financière! On y trouve là, comme par hasard, les chiffres du gouvernement, et le seul article qui ne soit pas directement inspiré en est un qui ne donne pas ses références! Voici donc, par contraste, des chiffres officiels, avec référence à l'appui, sur les placements de capitaux:

Investissements de capitaux

		De 1956 à 1957	De 1957 à 1958
Terre-Neuve	plus 4.3	plus 1.0	
Île-du-Prince-Édouard.....	.....	plus 25.0	
Nouvelle-Écosse	moins 2.2	plus 15.6	
Nouveau-Brunswick	moins 12.9	plus 4.3	
Québec	plus 9.3	moins 2.1	
Ontario	plus 13.3	plus 0.6	
Manitoba	plus 6.9	plus 9.0	
Saskatchewan	plus 4.3	moins 4.7	
Alberta	moins 7.9	plus 11.6	
Colombie-Britannique.....	plus 18.6	moins 25.2	
Canada.....	plus 8.8	moins 2.3	
<i>Canada</i>	<i>1956</i>	\$10,438,000,000	
	<i>1957</i>	11,209,000,000	
	<i>1958</i>	<u>11,027,000,000</u>	
		\$32,674,000,000	100 %
<i>Québec</i>	<i>1956</i>	\$2,453,000,000	
	<i>1957</i>	2,596,000,000	
	<i>1958</i>	<u>2,559,000,000</u>	
		\$ 7,608,000,000	23 %
<i>Ontario</i>	<i>1956</i>	\$3,726,000,000	
	<i>1957</i>	4,168,000,000	
	<i>1958</i>	<u>4,195,000,000</u>	
		\$12,089,000,000	37 %

(Ref. Supplement to Private and Public Investment in Canada, Outlook 1958, Regional Estimates. Published by authority of the Honourable Gordon Churchill, Minister of Trade and Commerce, Ottawa 1958)

C'est à cause d'une telle situation que les considérations sur le budget 1959-1960 devraient être un peu différentes, d'autant plus que dans le domaine commercial les dernières statistiques nous montrent sous un jour assez révélateur. Ainsi, sur un total de 1,967 faillites au Canada en 1956, Québec en comptait à elle seule 1,265, soit 64 %, alors que l'Ontario n'en comptait que 507, soit 25 %. En 1957, sur un total de 2,198 faillites, on en comptait dans Québec 1,327, soit 60 %, et en Ontario, 640 seulement, soit 29 %.

En 1958, au cours des neuf premiers mois, sur un total de 1,522 faillites au Canada, Québec en comptait 961, soit 63 %, et Ontario 396, soit 26 %. (Ref. Revue statistique du Canada - page 72, janvier 1959)

De cela, le *Monetary Times* n'a pas parlé, le ministre non plus d'ailleurs. Il est vrai que ni l'un ni l'autre ne se sont arrêtés un seul instant sur l'immense plan d'orientation que la province se doit de créer pour faire face à un avenir qui serait plus que prometteur.

Dans une citation qui nous reportait à nos éléments latins, la ministre des Finances, vendredi dernier, parlait de la chute de Rome à l'époque du célèbre cri de la populace romaine: "*Panem et circenses* - Du pain et des jeux." La citation commençait ainsi: "Le luxe, les excès de pouvoir, le plaisir avaient semé la mollesse chez le peuple romain autrefois si viril." Les excès de pouvoir! S'il ne s'agissait des Romains, nous pourrions penser à l'Union nationale! Les excès de pouvoir sont tels que malgré les demandes réitérées des grands corps publics, malgré l'aveuglante vérité apparaissant dans les faits, le gouvernement, se complaisant dans la contemplation des choses acquises, se refuse absolument à cette planification dont je viens de parler assez longuement.

Le grand plan d'ensemble nécessaire à notre vie future, il pourrait le commencer par la création d'un office économique, par l'établissement de plusieurs agences à l'étranger, par de grandes enquêtes qui ne s'éterniseraient pas. Il faut cesser d'agir au jour le jour. Il faut chasser cette crainte que l'on a de faire entrer la province de Québec dans le complexe canadien, de même qu'il faut chasser cette crainte que l'on a de comparer notre province aux provinces-sœurs. On voudrait nous empêcher de regarder au-dessus du mur imaginaire que le gouvernement actuel place autour de la province de Québec. Ce n'est pas en limitant nos horizons que nous agrandirons le domaine national.

Le domaine national! Cette année, le discours consacre quelques lignes aux relations fiscales. Comme les temps ont changé! Ou plutôt ce sont les gouvernements qui sont changés! Depuis que l'Union nationale provinciale a une succursale fédérale, dont les membres donnent des votes diamétralement opposés aux promesses de l'aile provinciale, le diapason et les notes elles-mêmes ont baissé. Comme en termes polis que ces choses-là sont maintenant dites.

À une question que j'ai posée, on m'a répondu qu'aucune correspondance n'a été échangée entre Québec et Ottawa relativement au problème de la répartition fiscale et à la formule des paiements de péréquation. En outre, le premier ministre du Canada avait promis une conférence fédérale-provinciale à très brève échéance. Un débat à Ottawa nous apprend qu'il y a peu d'espoir à ce sujet.

Or, pendant ce temps, le nouveau gouvernement fédéral agit unilatéralement, soit par télégramme, soit par des discours, sans aucune consultation. Et le gouvernement provincial ne nous dit rien, ne nous apprend rien. Aucune correspondance, dit-il. On ne peut pas dire que le gouvernement se fait mourir en s'efforçant de prendre des initiatives. Le problème demeure en son entier. Là, comme dans le domaine économique, agricole, industriel, éducationnel et culturel, le gouvernement n'a aucun programme, aucune planification, aucune orientation.

Voilà, M. l'Orateur, ce qui, à notre avis, se dégage du dernier budget et du discours qu'a prononcé la semaine dernière le ministre des Finances dans le gouvernement de la province de Québec. Aussi pouvons-nous affirmer que, tant et aussi longtemps que l'actuel gouvernement conduira les affaires de la province, celle-ci assistera impuissante au spectacle d'un Canada qui, partout ailleurs que chez elle, forge dès maintenant les armes qui assureront le progrès de demain⁶.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

De 1945-1946 à la fin du prochain exercice financier, les autorités provinciales auront eu à leur disposition \$5,172,682,659. Avec cette somme, six fois plus considérable que les revenus de la province au cours des 15 années précédentes, l'Union nationale aurait pu faire davantage dans la plupart des domaines.

Le budget de la province pour 1959-1960 est le plus élevé qu'aucun autre gouvernement du Québec ait présenté. Il se chiffre cette année à \$537,255,000, soit une augmentation de \$34,000,000 sur l'année précédente. Les dépenses prévues pour

1959-1960 se chiffrent à \$549,000,000, alors que les revenus prévus ne s'élèvent qu'à \$542,000,000, soit un déficit éventuel de \$7,000,000. Au cours de l'année fiscale 1958-1959, les dépenses ont excédé de \$30,000,000 le montant prévu, et j'ai bien l'impression que le budget de l'an prochain nous montrera que le gouvernement aura dépensé \$50,000,000 de plus que les estimés budgétaires que nous adoptons présentement.

Dans le domaine de l'aide à l'éducation, aucune amélioration n'est prévue. Nos institutions d'enseignement manquent d'argent pour répondre à tous les besoins de l'heure. Elles font face, chaque année, à de sérieux déficits. En vertu de notre Constitution, l'éducation est principalement un domaine provincial, mais le gouvernement fédéral a le droit de verser des subventions aux maisons d'enseignement des provinces canadiennes. Nous ne pouvons pas tolérer, et nous ne tolérerons pas, que le gouvernement fédéral s'immisce dans l'administration de l'éducation de notre province, mais personnellement je ne vois pas comment l'acceptation d'un octroi fédéral aux collèges et aux universités de notre province peut affecter de quelque manière que ce soit notre autonomie ou l'autonomie de nos universités.

L'aide du gouvernement provincial à l'éducation n'est pas encore suffisante; les subventions provinciales aux universités du Québec sont complètement inadéquates. D'ailleurs, le gouvernement de la province de Québec fait beaucoup moins pour ses universités qu'en Ontario, par exemple. La province voisine verse \$5,000,000 de plus par année à ses universités, sans compter la subvention fédérale de \$5,000,000.

En Ontario, 28.5 % du revenu va à l'éducation alors que, dans Québec, la proportion n'est que de 17.15 % des revenus. En 1957-1958, l'Ontario comptait 22,346 étudiants dans ses universités, et Québec 26,806, soit 4,460 de plus. Toutefois, les octrois du gouvernement ontarien se chiffrent à \$19,774,000, comparativement à \$14,504,680 dans le Québec. Si l'on ajoute à cela les octrois fédéraux de \$5,622,000, les universités ontariennes reçoivent \$25,396,000. En 1958-1959, l'écart était encore plus grand: les universités ontariennes reçoivent de leur gouvernement provincial \$25,117,000, plus \$8,704,000 en octrois fédéraux, contre un total de \$10,328,000 en subsides provinciaux aux universités québécoises, une différence de \$23,493,500! Cette année-là, les universités de notre province comptaient 5,354 étudiants de plus qu'en Ontario.

Pour la prochaine année fiscale, le gouvernement dépensera \$713,700 de plus, soit l'équivalent de 2 % de notre budget, le même pourcentage qui s'achève, et 1 % de moins que pour l'année dernière. Le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) avait pourtant promis d'augmenter les octrois aux universités. Quand vous consultez le budget, vous vous rendez compte que l'augmentation n'a été que de \$700,000.

L'an dernier, l'Ontario a augmenté de \$6,000,000 ses octrois aux universités et, la même année, la province de Québec réduisait les siens de \$4,000,000. Les universités ontariennes ont reçu \$19,731,444 au cours des trois dernières années. Les universités québécoises ont rejeté, pendant l'exercice 1957-1958, des subventions fédérales se chiffrant par \$5,270,000 et, pour l'exercice 1958-1959, les subventions refusées s'élèvent à \$7,326,000.

Pour les trois dernières années, le montant global aurait été de \$16,712,376 aujourd'hui. Cet argent les aurait aidées à surmonter leurs difficultés. Le gouvernement de l'Union nationale accepte des paiements de péréquation de quelque \$50,000,000 sans que l'autonomie de la province ne soit affectée de quelque manière que ce soit, alors que nos universités n'ont pas la permission d'en faire autant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Cela ne constituerait pas une si grosse aide pour les universités, car une bonne partie des subsides ne sont pas destinés uniquement à nos universités, mais aussi à l'enseignement classique. Les collèges classiques auraient droit, si ces octrois étaient versés, à en recevoir une large part.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

Dans le domaine des paiements de péréquation, le gouvernement provincial se montre moins fier et accepte un montant annuel de \$50,000,000 comme subside de péréquation du fédéral. Nos universités pourraient recevoir ainsi \$60,000,000 du fédéral⁷. La province de Québec devrait accepter les \$16,712,376 de subsides votés à Ottawa, qui lui ont été offerts depuis trois ans.

Durant l'année fiscale en cours, la province d'Ottawa va dépenser \$252,800,000 pour la construction de routes modernes, alors que Québec ne dépensera que \$106,880,000. Cette comparaison des autoroutes du Québec et de l'Ontario donne à la Chambre une certaine idée du retard que nous prenons chaque année en ce qui concerne les bonnes routes pour la province de Québec.

La métropole a eu un problème de déneigement si sérieux, cet hiver, qu'elle a même songé, un temps, à imposer une taxe de \$10 aux automobilistes qui paient déjà de fortes taxes au gouvernement provincial.

Les automobilistes paieront en taxe sur l'essence et en droits d'enregistrement à la province, cette année, un montant global d'environ \$130,000,000. Et ce montant ne tient pas compte de la taxe de vente perçue sur le prix d'achat des automobiles. La grande partie de ces revenus proviendront de la région métropolitaine de Montréal. Cette taxe sur l'essence est censée servir à la construction et au maintien des chemins et routes de la province.

Depuis des années, le gouvernement provincial doit accorder des subsides aux cités et villes pour la construction des routes qui servent de raccordement avec les routes de la province et en deviennent, en somme, partie intégrante. L'Ontario a reconnu depuis des années que les automobilistes des villes paient un large pourcentage des taxes.

Il a passé une loi accordant à ces villes une subvention représentant 50 % du coût de ces rues qui forment partie intégrale du système routier de la province. Cette subvention est accordée pour la construction, le maintien des rues et des trottoirs et pour l'enlèvement de la neige. Elle couvre peut-être encore une partie des expropriations.

Si une telle loi était votée par le Parlement de Québec, la ville de Montréal n'aurait pas son grave problème de déneigement. En 1957-1958, le gouvernement provincial d'Ontario a versé aux municipalités, en vertu de sa loi, un montant total de \$19,121,221.08; Toronto, pour sa part, a reçu \$9,806,463.58.

En 1951, en vertu d'une loi votée en 1950, le gouvernement actuel a porté de 11 à 13 cents le gallon de gasoline sa taxe sur l'essence. Cette hausse de 2 cents devait servir à consacrer, chaque année, un montant additionnel maximum de \$2,000,000 à l'entretien des chemins d'hiver. Le reste devait être employé à créer un fonds d'amortissement pour rembourser les emprunts contractés en vertu de cette loi.

En réalité, depuis 1951, la province a attribué \$62,000,000 recueillis en vertu de cette taxe additionnelle au fonds d'amortissement. Or, les emprunts contractés en vertu de la loi pour construire de nouvelles routes n'ont atteint que \$44,118,170.57. Sur ces emprunts qui ne viennent à échéance qu'en 1971 et 1972, il ne reste qu'une balance de \$38,000,000.

En somme, contrairement à ce que croient les automobilistes, on se sert de cette taxe pour réduire la dette nette de la province alors qu'on devrait l'utiliser pour améliorer notre voirie, ce qui signifie que les automobilistes de la province paient une surtaxe de 2 sous sur chaque gallon de gazoline pour permettre à l'Union nationale de déclarer que la dette de la province diminue.

D'autre part, le gouvernement de l'Union nationale continue sa politique qui consiste à faire fi des autorisations de la Chambre et à dépenser chaque année des millions de dollars en sus de ces autorisations. Depuis 1945, l'Union nationale a ainsi dépensé sans autorisation de la Chambre quelque \$597,000,000.

Au chapitre des mines, il y a une diminution des profits de \$2,500,000 cette année; nous sommes tombés au troisième rang, en arrière de l'Alberta.

Le gouvernement de l'Union nationale se désintéresse du problème du chômage. Sur les liqueurs alcooliques, nous avons une taxe dont le revenu est pour venir en aide aux chômeurs. Cette année, le revenu provenant de cette source a excédé \$2,000,000. Chaque année, l'argent est versé dans le fonds consolidé et rien n'est prévu pour remédier au chômage.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) propose que le débat soit de nouveau ajourné⁸.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 139 modifiant la charte de la cité de Dorval, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 8 est biffé, et les articles 9 et 10 deviennent les articles 8 et 9.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 189 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est remplacé par ce qui suit:

"4. Les impôts, pour fins municipales, qui devront être payés par la compagnie désignée à

l'article 3, seront basés sur les taux de la taxe foncière générale. Si ces taux sont baissés quant aux autres contribuables pendant ladite période de huit (8) ans, ils ne baisseront pas pour ladite compagnie."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 190 modifiant la charte de la cité de Lachine, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 13 comme article 14:

"14. Le conseil pourra adopter des règlements amendant le règlement numéro 1,003 du conseil de la cité concernant le zonage, afin de permettre:

a. les commerces de première et de deuxième classes et l'établissement d'entrepôts de marchandises sur la partie du lot numéro deux cent soixante-deux (262) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, borné au nord par la route numéro 2 et, au sud, par le cimetière orthodoxe, ainsi que l'exploitation d'entrepôts de marchandises seulement sur la partie du lot numéro deux cent cinquante-quatre (254) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, située entre la propriété d'Hydro-Québec et le cimetière orthodoxe, faisant partie de la zone numéro 7;

b. l'exploitation de certains commerces de deuxième classe, salles de quilles et pièces d'automobiles, sur la 45ème Avenue, dans la zone numéro 1;

c. la construction de maisons à appartements avec commerces de première classe au rez-de-chaussée, sur les rues où les maisons à appartements et les commerces de première classe sont déjà permis en vertu dudit règlement.

Nonobstant les dispositions de l'article 15 de la loi 9 George VI, chapitre 78, tel règlement, une fois adopté par le conseil, sera soumis à l'approbation des électeurs-proprétaires, suivant les dispositions de la première section de l'article 426 de la loi des cités et villes, tel qu'amendé par l'article 9 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 36."

Et l'article 14 devient l'article 15.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 227 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 3 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du deuxième paragraphe, les mots "les mêmes sanctions" par ce qui suit: "les mêmes sanctions et exemptions".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 262 concernant la Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est modifié:

a. en remplaçant, dans les onzième, douzième et treizième lignes de la page 2, les mots "à des bureaux d'affaires, exclusion faite des commerces de gros et de détail et cela aux conditions suivantes" par ce qui suit: "au Club Automobile Québec, et à la location de bureaux d'affaires, exclusion faite des commerces de gros et de détail, et cela aux conditions suivantes:";

b. en ajoutant, dans les quatrième et cinquième lignes du paragraphe *h*, après les mots "Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec" ce qui suit: "et ledit Club Automobile Québec".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 274 concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 5 est modifié en ajoutant, dans la quatorzième ligne, après le mot "chapitre 83", ce qui suit: "et ses amendements".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 277 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du sous-article 12, les mots "La cité de Saint-Jérôme" par ce qui suit: "À compter des élections générales d'octobre 1960, la cité de Saint-Jérôme".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 288 relatif à la transformation de La Laurentienne, Compagnie d'Assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 21 est modifié en retranchant, à compter de la onzième ligne, les mots suivants:

"Cependant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 de l'article 155 de la loi des assurances de Québec est remplacé, pour la compagnie, par le suivant:

"*a.* acquérir et détenir pour ses propres usages et bénéfice toute propriété immobilière qui peut lui paraître nécessaire, ou utile pour la poursuite présente ou future de ses affaires;"

Projets de loi:

Charte de Dorval

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 139 modifiant la charte de la cité de Dorval.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Baie-Comeau

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 189 modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Lachine

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 190 modifiant la charte de la cité de Lachine.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Saint-Louis

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 227 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Assurance du Club Automobile de Québec

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 262 concernant la Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Saint-Michel-Archange et Giffard

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 274 concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Saint-Jérôme

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 277 modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

La Laurentienne, compagnie d'assurance

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 288 relatif à la transformation de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 121 concernant la ville de Hauterive, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Ce qui suit est ajouté après le préambule comme article 1:

"1. Les articles 2 et 3 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 108, sont abrogés."

2. L'article 1 devient l'article 2 et est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, à la page 2, "décembre 1964" par "décembre 1963".

3. L'article 2 devient l'article 3 et est modifié en remplaçant, dans la dernière ligne, à la page 2, "décembre 1964" par "décembre 1963".

4. L'article 3 devient article 4 et est modifié en remplaçant, dans les septième et huitième lignes du paragraphe 1b les mots "cent cinquante (\$150) dollars" par "deux cents (\$200) dollars".

5. L'article 4 devient l'article 5.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 138 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant dans la dernière ligne "quarante" par "vingt".

2. L'article 6 est modifié en remplaçant dans les quatre dernières lignes du sous-article 20a, à la page 4, les mots "ou pour prohiber la présence et la garde des animaux dans la municipalité sauf sur les terres en culture et dans les bâtiments qui s'y trouvent;" par ce qui suit: ", sauf sur les terres en culture et dans les bâtiments qui s'y trouvent:".

3. L'article 19 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Les articles 5 et 10 à 19" par ce qui suit: "Les articles 5, 6 et 10 à 19".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du cinquième paragraphe, "\$500,000" par "\$250,000".

2. L'article 2 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du deuxième paragraphe, "\$500,000" par "\$250,000".

3. L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. Les impôts, pour fins scolaires, qui devront être payés par la compagnie désignée à l'article 2, seront basés sur les taux des taxes foncières générale et spéciale en vigueur durant l'année scolaire 1959-1960. Si ces taux sont baissés quant aux autres contribuables pendant ladite période de huit (8) ans, ils ne baisseront pas pour ladite compagnie."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 226 modifiant la charte de la corporation de la ville de Cookshire, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant dans le sous-article 173, dans les troisième et quatrième lignes du paragraphe c, les mots "un terme de trois ans" par ce qui suit: "une terme de deux ans".

2. L'article 9 est biffé.

3. Les articles 10, 11 et 12 deviennent les articles 9, 10 et 11.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 242 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Arnaud, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 14 est remplacé par ce qui suit:

"14. Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions qu'il pourra fixer, la compagnie pourra suspendre ou cesser son exploitation quand elle le jugera à propos, en tenant compte des expéditions de minerai et la compagnie ne sera pas sujette à la saisie de ses biens en raison de cette suspension ou cessation."

2. L'article 15 est modifié:

a. en remplaçant, dans les cinq dernières lignes, les mots "du pouvoir général d'hypothéquer, grever ou nantir ses biens, présents ou futurs, pour cette fin ou toute autre fin, que ces biens lui soient dévolus ou accordés par la loi." par ce qui suit: "du pouvoir général, qui lui résulte de la loi, d'hypothéquer, grever ou nantir ses biens présents, ou futurs, pour cette fin ou toute autre fin."

b. ce qui suit est ajouté à la fin du paragraphe 3 comme paragraphe 4:

"4. Subordonné à l'autorisation de la Régie des services publics et aux conditions décrétées par ladite Régie, construire et exploiter pour les fins autorisées par la présente loi des lignes téléphoniques ou télégraphiques le long de ladite ligne de chemin de fer et embranchements et prolongements, et conclure des conventions avec toute autre compagnie de télégraphe ou téléphone quant à l'échange ou transmission de messages et quant à l'exploitation d'une portion ou de toutes les lignes des parties contractantes;"

3. L'article 16 est modifié en ajoutant dans la sixième ligne de la page 6, après les mots "accorder la préférence", ce qui suit: "aux constructeurs et entrepreneurs de la province, et".

4. L'article 18 est modifié en ajoutant dans la troisième ligne, après le numéro "160" ce qui suit: "à 164".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 247 modifiant la charte de la ville d'Anjou, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 6 est biffé.

2. Les articles 7, 8, 9 et 10 deviennent les articles 6, 7, 8 et 9.

3. Ce qui suit est ajouté comme article 10, après l'article 10 devenu l'article 9:

"10. La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous terrains ou immeubles quelconques nécessaires pour la réalisation d'un plan de construction de logements

salubres et à démolir les habitations jugées insalubres, dangereuses ou de la nature d'un taudis qu'elle aura ainsi acquises, préparer l'emplacement des nouvelles constructions, faire construire des maisons dont les plans auront été acceptés par le conseil et y aménager les services d'utilité publique.

"La ville pourra détenir des titres sur lesdites propriétés, soit seule, soit conjointement avec les gouvernements supérieurs ou toute commission gouvernementale, provinciale ou fédérale, ou tout autre propriétaire.

"La ville pourra disposer des terrains acquis et des constructions nouvelles en les hypothéquant, les vendant, les louant, seule ou conjointement avec tout autre propriétaire ci-dessus désigné.

"À ces fins, la ville pourra emprunter, en suivant les formalités des règlements d'emprunt, une somme ne dépassant pas trois cent mille (\$300,000) dollars."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 285 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

1. L'article 315 de la loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1941, chapitre 59), tel qu'édicte pour la Commission par l'article 13 de la loi 31 George V, chapitre 66 et ses amendements, est remplacé, pour la Commission, par le suivant:

"315a. La Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières se nomme un secrétaire et un trésorier, officiers qu'elle peut révoquer à volonté et dont elle fixe les traitements par résolution.

"Une résolution pour destituer le secrétaire ou le trésorier ou pour diminuer leur traitement ne peut être adoptée que par le vote affirmatif de la majorité absolue des commissaires;

"b. Cette Commission détermine, par résolution, la répartition entre ces deux officiers, des droits, pouvoirs et obligations du secrétaire-trésorier, tels qu'ils sont prévus par la loi de l'instruction publique;

"c. L'article 320 de la loi de l'instruction publique est abrogé en ce qui concerne la commission;

"d. Les dispositions des articles 322 à 332 inclusivement de la loi de l'instruction publique s'appliquent également au secrétaire et au trésorier nommés par la Commission."

2. L'article 3 est modifié dans le sous-article 11a:

a. en remplaçant, dans les trois dernières lignes du premier paragraphe, les mots "modifié par

l'article 12 de la loi 13 George VI, chapitre 79." par ce qui suit: "et ses amendements".

Projets de loi:

Hauterive

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 concernant la ville de Hauterive.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Montréal-Nord

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 138 modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Cookshire

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 226 modifiant la charte de la corporation de la ville de Cookshire.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Compagnie de chemin de fer Arnaud

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 242 constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Arnaud.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte d'Anjou

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 247 modifiant la charte de la ville d'Anjou.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 285 concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission scolaire de Baie-Comeau

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15⁹

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trente et un millions cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Réparation et entretien des

chemins (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement n'a-t-il pas l'intention de profiter des octrois d'Ottawa avant l'expiration du délai fédéral, le 31 décembre 1960, pour la fin des travaux de la route transcanadienne?¹⁰

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): La route transcanadienne? Mais nous en avons plusieurs qu'on pourrait appeler transcanadiennes. Prenons par exemple la route 2, elle relie l'Ontario au Nouveau-Brunswick. Nous avons cinq routes pour communiquer avec l'Ontario, et trois pour communiquer avec le Nouveau-Brunswick. À quoi servirait, alors, une autre route en vertu du projet fédéral de route transcanadienne? Et quand bien même! Nous avons à l'heure actuelle assez de travaux à exécuter ailleurs dans toute la province sans entreprendre la construction d'une route qui ferait double emploi.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Ottawa a offert de payer les 50 % des travaux.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): À la condition qu'on respecte les normes qu'il a fixées, et ces normes ne conviennent pas à la province de Québec. Le cas de la province de Québec n'est pas celui des autres provinces, notamment des provinces des Prairies où il n'y a pas d'expropriations à faire. Pour atteindre aux standards fixés par Ottawa pour la route Trans-Canada, il faudrait acheter et démolir une partie de la moitié de nos villages et de nos villes au Québec. Ça finirait peut-être par constituer un cadeau de grec.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Accepteriez-vous l'offre d'Ottawa dans le cas où le gouvernement fédéral approuverait les normes acceptant certains tronçons de route au Québec?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Nous ne refuserions certainement pas l'argent.

M. Dionne (Rimouski): La route en construction entre Baie-Comeau et Shelter Bay ne pourrait-elle pas être considérée comme la route transcanadienne?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non. La route transcanadienne, ça ne mène pas au Labrador.

M. Thériège (Chambly): Quelles sont exactement les raisons du refus actuel de Québec en face de l'offre d'Ottawa, relative à la route transcanadienne?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Il y a deux raisons. D'abord, il y a une question de principe. C'est que la voirie relève uniquement des provinces, cela ne prête pas à discussion. Il peut y avoir des domaines dans lesquels il existe une divergence d'opinions sur la question de la juridiction fédérale-provinciale, et les deux côtés peuvent avancer de bons arguments pour appuyer leurs affirmations. Le gouvernement de l'Union nationale n'a nullement l'intention de conclure une entente avec Ottawa, au sujet de la construction de routes. Si on laisse le gouvernement fédéral entrer dans ce domaine, il ne s'écoulera peut-être pas grand temps avant qu'il ne s'empare de toutes nos routes.

En second lieu, pourquoi construirait-on une autre route, puisque nous avons déjà la route no 2 pour aller de l'Ontario au Nouveau-Brunswick? Nous avons déjà tant de travaux de voirie à faire. Même si nous recevions 50 % du prix des travaux selon les offres d'Ottawa, il nous faudrait quand même payer l'autre 50 % du coût de ces travaux.

M. Thériège (Chambly): Le ministre a dit que, dans la province de Québec, cela ne se prêterait pas très bien à l'offre d'Ottawa; il a dit aussi qu'accepter l'offre fédérale, ce serait inciter Ottawa à entrer dans le domaine de la voirie. Mais, dans l'Ouest, là où la route transcanadienne a été construite, le gouvernement fédéral ne s'est pas emparé de la route. Pourquoi les autorités du Québec acceptent-elles de perdre plusieurs millions de dollars pour la construction de routes?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Dès qu'Ottawa entre dans le domaine des routes, il impose ses conditions; il entre dans le champ de la voirie. C'est élémentaire. La preuve, c'est que dans toutes les provinces qui ont accepté l'offre fédérale, Ottawa est représenté sur toutes les routes par ses ingénieurs et ses techniciens. Construire une route nouvelle, selon les normes fédérales, serait possible là où il n'y a pas d'habitation. Par contre, si l'on veut passer dans les régions habitées, il faudrait abattre presque tous les villages.

M. Thériège (Chambly): Le ministre ne m'a pas compris. J'aimerais qu'il réponde directement à ma question directe. Quelle est la raison pour laquelle il

n'a pas semblé vouloir profiter des octrois fédéraux pour la construction des routes? Ottawa ne s'est pas emparé des routes construites avec ses octrois.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Le ministre de la Voirie a déjà répondu.

M. Thériège (Chambly): La vraie raison, c'est peut-être que le ministre de la Voirie (M. Talbot) et le gouvernement provincial ne veulent pas se plier à cette condition fixée par Ottawa: demander des soumissions publiques.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Voilà trois fois que j'ai répondu à la question du député. Quant à sa dernière insinuation, je dis carrément non. Ce n'est certainement pas le cas.

M. Thériège (Chambly): Non? Alors, le ministre ne veut pas se plier à la condition d'Ottawa.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): J'ai dit non. Le député n'a pas le droit de dénaturer mes paroles.

M. Thériège (Chambly): Le ministre dit non. De quelle sorte de non s'agit-il? Est-ce que c'est: Non, nous ne voulons pas demander de soumissions? En attendant, l'argent de Québec s'en va à Ottawa sans que cela ne profite à notre province.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):
Soyez sérieux!

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce que le ministre de la Voirie n'a pas dit qu'il accepterait des sommes d'Ottawa pour les routes déjà construites, si le gouvernement fédéral approuvait les normes du Québec?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Non.

M. Dionne (Rimouski): Quand la route sera-t-elle finie entre Baie-Comeau et Sept-Îles? Il reste 26 milles, et il est important de les terminer parce qu'il est question d'établir un système de traversiers entre Rimouski et la Côte-Nord.

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) croit, dit-il, que cette route sera terminée l'an prochain. Il faut tenir compte que la région est des plus arides, que le terrain est montagneux et que c'est la section de la route de la Côte-Nord qui coûtera le plus cher. Tout de même, les travaux vont être poussés avec

célérité, cette année, de façon à ce qu'ils puissent être terminés l'an prochain.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas sept millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Entretien des chemins d'hiver (Voirie)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome): Le ministre de la Voirie ne pourrait-il pas augmenter le montant des octrois pour l'entretien des chemins d'hiver?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi) est, dit-il, lié par la loi qui fixe les montants statutaires à verser par mille de route.

M. Levesque (Bonaventure): Ne serait-il pas juste d'amender la loi pour réviser les chiffres?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le prix par mille est fixé après enquête relative à la densité de la circulation.

M. Brown (Brome): Le ministre de la Voirie est-il satisfait de l'entretien des chemins d'hiver selon les normes actuelles?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): Le gouvernement travaille contre la nature, en hiver. Il faut reconnaître que nous ne sommes pas en Floride et le gouvernement ne peut pas entretenir partout à la fois. Actuellement, le département de la Voirie dépense \$9,000,000 par hiver pour l'entretien proprement dit. Avec les \$6,000,000 qu'il faut dépenser pour les réparations au printemps, c'est \$15,000,000 annuellement. Si tout le réseau était entretenu, le gouvernement débourserait de \$30,000,000 à \$40,000,000, ce qui est hors des moyens de la province.

M. Brown (Brome): Un déneigement inadéquat comme celui que nous avons constaté cet hiver a fait perdre des milliers et des milliers de dollars aux cultivateurs, aux camionneurs, aux commerçants et à plusieurs autres classes de gens. Prenons exemple de ce qui s'est passé, cet hiver, dans les Cantons-de-l'Est pour démontrer les multiples inconvénients qui résultent des routes fermées par la neige: les enfants ne peuvent plus se rendre à l'école, les cultivateurs ne peuvent plus vendre leur lait et autres produits parce qu'ils ne peuvent plus les livrer, le commerce est

paralysé, les services de protection contre les incendies ne fonctionnent plus, impossible d'appeler un médecin, une ambulance, souvent même les communications téléphoniques sont rompues.

Avec les subventions actuelles, les municipalités ne peuvent pas déneiger convenablement les routes. D'après le rapport du ministère de la Voirie, le gouvernement entretient lui-même 3,886 milles de routes en hiver, au coût de \$4,767,049, soit une moyenne de \$1,226 par mille, et il ne donne que \$3,102,240 de subventions aux municipalités pour l'entretien de 28,389 milles de chemins, soit une moyenne de \$110 par mille. Avec de telles subventions dérisoires, les municipalités ne peuvent faire de miracle. Et il se trouve, en effet, que ces chemins municipaux étant étroits et obstrués par des clôtures, ils sont également plus difficiles à entretenir. La charrue ne fait que creuser entre deux monceaux de neige un canal que la moindre tempête remplit en une heure.

Le seul remède, c'est que le gouvernement prenne la responsabilité de l'entretien d'hiver sur toutes les routes de la province, soit en donnant des contrats par soumissions publiques pour une durée de cinq ans, soit en se servant de son propre outillage. Il est souverainement illogique de tant dépenser d'argent pour la construction des routes et de ne dépenser que \$7,000,000 pour les garder ouvertes en hiver.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Le gouvernement provincial devrait assumer l'entretien des chemins d'hiver parce qu'ils sont sa propriété.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Certaines municipalités, dans un esprit d'économie, divisent les contrats de déneigement et font ensuite porter la responsabilité du mauvais entretien sur le gouvernement. Mais le gouvernement, qui construit les routes, ne doit pas tout faire dans ce domaine. Chacun doit assumer ses propres responsabilités. Plusieurs chemins n'appartiennent pas à la province. Nous avons aidé à les construire, nous les entretenons durant l'été, nous aidons à les entretenir durant l'hiver, mais ils sont la propriété des municipalités. Le jour où les contribuables voudront que le gouvernement paie à 100 % dans tous les domaines, cela nous conduira vers une situation bien pire qu'une route fermée une journée par une tempête de neige.

M. Turpin (Rouyn-Noranda) est d'avis que le gouvernement devrait prendre l'entretien des chemins à sa charge hiver comme été. Je suis

convaincu que, si le ministre de la Voirie voulait affecter \$3,000,000 ou \$4,000,000 additionnels, l'entretien des chemins d'hiver pourrait être payé entièrement par le gouvernement.

La résolution est adoptée¹¹.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 3. Qu'un crédit n'excédant pas un million six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas un million deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la recherche des mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande si le Québec fait quelque chose pour défendre sa position en ce qui concerne les droits sur les gisements miniers situés sous les nappes d'eau au Nouveau-Québec, sur la côte est de la baie d'Hudson.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement de la province de Québec se propose de continuer à revendiquer tous les droits qui peuvent lui appartenir dans ce domaine. L'an dernier, à l'occasion de l'introduction du bill "L" au Sénat, bill où la question se trouvait soulevée, le premier ministre a d'ailleurs chargé le sénateur Léon Méthot de faire valoir à qui de droit le point de vue de la province en rapport avec le projet de loi fédéral. Devant l'opposition qui s'est manifestée, le bill a été finalement retiré.

Il s'agit là d'une question légale bien plus que d'une question politique. Toutefois, le gouvernement n'est pas opposé à entrer en pourparlers à ce sujet avec les autorités fédérales.

On pourrait sûrement en arriver à une entente à l'amiable, susceptible de satisfaire les parties concernées.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Chemins de mines (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) demande si la province prend des mesures pour compenser pour le fait que, du côté ontarien de la Baie-James, le Ontario Northland Railway s'étend aussi au nord que Moosonee.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le Québec possède déjà un chemin de fer qui relie Sept-Îles à l'Ungava. De plus, la Compagnie minière Québec Cartier construit un autre chemin de fer, et un troisième sera construit par la Compagnie de chemins de fer Arnaud à sept milles de Sept-Îles jusqu'à Pointe-Noire.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce): Le gouvernement de la province ne pourrait-il pas se prévaloir d'aides offertes par le gouvernement fédéral pour ouvrir des chemins miniers dans le nord du Nouveau-Québec?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La seule chose qui puisse amener la construction de nouvelles routes est la présence assurée de gisements miniers qui pourraient être exploités de façon rentable.

L'intervention fédérale dans le domaine des mines ne relève pas uniquement de la juridiction de ce ministère, mais du gouvernement provincial tout entier et du premier ministre. Ce n'est pas la première fois que nous avons une offre, et le gouvernement actuel n'est pas le seul à résister. Ces offres sont parfois inspirées par des bureaucrates, à Ottawa. Il faut avoir discuté avec les ministres et les officiers fédéraux à diverses reprises pour constater jusqu'à quel point il faut toujours examiner à la loupe chacune des propositions faites, parce qu'elle contient presque toujours une tentative d'ouvrir la porte à un précédent qui permettrait d'empiéter dans un domaine provincial. Je ne dis pas cela pour être désagréable à un gouvernement ou à un autre.

J'ai eu l'occasion, depuis 1946, d'assister à toutes les conférences tenues à Ottawa, sauf une. J'ai échangé de la correspondance avec les ministres. Nous avons accepté certaines ententes et nous en avons refusé d'autres.

Je dois dire que, dans presque tous les cas, nous avons dû refaire les textes des ententes proposées parce que, dans leur forme, elles ouvraient

la porte à des précédents. Il y a, de la part des fonctionnaires fédéraux, une surveillance constante de toute possibilité de pénétrer dans un domaine provincial. M. Taschereau s'en est aperçu. M. Gouin, avant lui, s'en était aperçu aussi. C'est pour cela qu'il faut scruter à la lettre toutes les ententes proposées et leur portée ultérieure.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Villages miniers (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Drainage des tourbières (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Postes de sauvetage (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Construction de chemins de mines, ponts, etc. (Mines)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Travaux de l'Assemblée

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre suppléant¹² peut-il dire quel sera le programme pour demain?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si nous siégeons dans les mêmes circonstances où nous avons siégé ce soir, nous commencerons l'étude des crédits du ministère de la Santé. Mais je n'engage que moi-même; je ne parle qu'en mon nom.

Il est possible que le premier ministre ne soit pas à son siège demain après-midi.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 15.

NOTES

1. Il était alors 3 h 30, selon *L'Action catholique* du 25 février 1959, à la page 3.

2. *La Presse* du 24 janvier 1959.

3. *The Labour Force*, Ref. Paper no 58, 1958 revision.

4. *Traduction:*

"Ce printemps, le taux d'emploi dans le domaine industriel québécois se situait à 4 % plus bas qu'il était il y a un an. La production a brusquement diminué dans les industries forestières, surtout dans la coupe du bois, et a décliné de manière significative dans quelques régions minières et dans presque tous les secteurs de la fabrication. Pourtant, on peut encore voir un important mouvement de croissance dans les industries de service et dans la construction."

"Pendant les derniers 12 mois, les conditions du marché ont incontestablement décliné dans la plupart des industries d'exportation québécoises. Le

changement sans doute le plus évident s'est produit dans le secteur des pâtes et papier. La consommation américaine de papier journal et de bois de pulpe a diminué et, avec la baisse survenue aussi dans les marchés étrangers, les usines du continent et à l'étranger ont fonctionné bien en deçà de leurs capacités toujours croissantes. Les prix se sont maintenus assez bien, mais le taux d'emploi dans les usines québécoises a baissé d'environ 5 % depuis un an, et la semaine moyenne de travail a diminué."

5. *The Labour Force*, Nov. 1945. July 1958 - Ref. Paper no 58, 1958 revision.

6. *Le Temps* du 26 février 1959, à la page 10, note que le discours du chef de l'opposition a duré 1 h 45.

7. Le *Montréal-Matin* du 25 février 1959, à la page 9, indique que le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) a parlé pendant une heure.

8. Il était alors 6 heures, selon *La Presse* du 25 février 1959, à la page 60.

9. *L'Action catholique* du 25 février 1959, à la page 13, informe que le premier ministre n'assiste pas à cette séance. Selon les gens de son entourage, M. Duplessis souffre alors de la grippe. *La Presse* du 25 février 1959, à la page 17, ajoute que c'est le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) qui a agi comme leader de la Chambre et que plusieurs de ses collègues l'en ont félicité après la séance.

10. Parce que l'Union nationale refuse alors de participer au programme de construction de la transcanadienne, *Le Soleil* du 25 février 1959, à la page 17, rapporte que des députés libéraux critiquent le premier ministre Duplessis aux Communes à Ottawa.

11. L'étude des crédits du ministère de la Voirie a, selon le *Montréal-Matin* du 25 février 1959, à la page 4, duré 45 minutes. Et, d'après *L'Action catholique* du 25 février 1959, à la page 3, il était 10 heures, lorsque tous ces crédits ont été adoptés.

12. La source *La Presse* du 25 février 1959, à la page 17, ne précise pas l'instant où le chef de l'opposition utilise cette expression pour qualifier le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé).

Séance du mercredi 25 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes! (Applaudissements)¹

Travaux de la Chambre:

**Horaire
des séances**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'à partir du lundi 2 mars 1959, durant la présente session et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tienne deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de onze heures du matin jusqu'à six heures de l'après-midi, avec suspension de cette séance de une à trois heures de l'après-midi; et la seconde séance, de huit heures du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et qu'à chacune de ces deux séances l'ordre du jour soit réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi, sauf pour le mercredi après-midi, alors que l'ordre du jour sera celui qui est prévu par ledit article 115 pour le mercredi; et que le *Feuilleton* de la séance du jour serve pour la séance du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un seul *Feuilleton* pour les deux séances de chaque jour.

Quelle est l'opinion de l'opposition sur cette motion?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je suis heureux et enchanté de la présentation de cette requête. L'opposition n'a sûrement aucune objection à cette motion destinée à accélérer le travail sessionnel. Nous la votons avec enthousiasme.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Questions et réponses:

**Expropriation d'immeubles
appartenant à Odilon Dubé**

M. Courcy (Abitibi-Ouest): 1. Le gouvernement provincial a-t-il exproprié, depuis le

1^{er} avril 1954 jusqu'au 31 janvier 1959, des immeubles ou parties d'immeubles appartenant à M. Odilon Dubé, de Saint-Pamphile, dans le comté de L'Islet?

2. Dans l'affirmative, quel montant le gouvernement a-t-il payé ou promis de payer à M. Dubé à cette fin?

L'honorable M. Talbot (Chicoutimi): 1.

Oui.

2. Aucun règlement n'a été conclu.

Demande et dépôt de documents:

**Pont sur la rivière
Jacques-Cartier à Donnacona**

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Une copie de tous les plans et devis et de toutes les spécifications concernant le pont qui a été érigé, au cours des années 1957 et 1958, au-dessus de la rivière Jacques-Cartier, à Donnacona, dans le comté de Portneuf;

2. Une copie de toutes les soumissions présentées ou remises par tous entrepreneurs au ministère des Travaux publics, au sujet de la construction:

a. du pont proprement dit;

b. du pont de service et de la fausse charpente;

c. de travaux d'approche dudit pont, et/ou de remblais d'approche, et/ou de murs de maçonnerie, et/ou d'éclairage sur ledit pont;

3. Une copie des lettres d'acceptation des soumissions de M. O. Desjardins, ingénieur en chef, en date du 25 octobre 1957, annexée au contrat d'entreprise en construction, intervenu le 15 novembre 1957 entre le ministère des Travaux publics de Québec et Montréal Construction Supply & Equipment Ltd., 190, boulevard Crémazie Est, Montréal, pour la construction du pont proprement dit de Donnacona, et au contrat d'entreprise en construction intervenu le 15 novembre 1957 entre le ministère des Travaux publics de Québec et Notre-Dame Construction ltée, 190, boulevard Crémazie Est, Montréal, pour les travaux de construction du pont temporaire et de la fausse charpente, et toutes autres copies de lettres d'acceptation de toutes autres soumissions pour tous autres contrats d'entreprise ou de services concernant ledit pont;

4. Une copie de tous contrats octroyés par le ministère des Travaux publics à tous entrepreneurs en construction, et/ou entrepreneurs en électricité ou éclairage, et/ou ingénieurs ou firmes d'ingénieurs ou tous spécialistes en analyse de matériaux de construction, entre le 1^{er} janvier 1957 et le 15 décembre 1958, relatifs à des travaux d'approche dudit pont, et/ou de remblais d'approche, et/ou de garde-corps d'approche, et/ou des murs de maçonnerie, et/ou d'éclairage dudit pont, et/ou d'analyse de béton ou d'autres matériaux de construction;

5. Un état comportant le coût entier dudit pont, du pont de service et de la fausse charpente, des travaux d'approche dudit pont, et/ou de remblais d'approche, et/ou de garde-corps d'approche, et/ou de murs de maçonnerie, et/ou d'éclairage sur ledit pont, et/ou d'analyse de béton ou d'autres matériaux de construction, en un mot donnant toutes les dépenses de quelque genre que ce soit qui ont été contractées ou payées par le ministère des Travaux publics relativement à la construction dudit pont et de ses approches;

6. Un état mentionnant:

a. la date à laquelle les travaux ont été commencés;

b. la date à laquelle ils ont été terminés;

c. si tous les travaux n'ont pas été terminés à date, la description de ceux qu'il reste encore à faire, leur coût et la date à laquelle ils seront complétés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

pour l'honorable M. Lorrain (Papineau) propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de ladite motion par les suivants:

Relativement au pont qui a été érigé, au cours des années 1957 et 1958, au-dessus de la rivière Jacques-Cartier, à Donnacona, comté de Portneuf, en outre de tous les renseignements fournis à la Chambre et des documents produits en Chambre au cours de la présente session:

1. Un état démontrant le montant total de chacune des soumissions présentées ou remises par tous entrepreneurs au ministère des Travaux publics à ce sujet;

2. Une copie des lettres de M. O. Desjardins, ingénieur en chef du ministère des Travaux publics, aux dates ci-dessous mentionnées, et se rapportant à l'acceptation des soumissions: 25 octobre 1958, Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.; à la même date, Notre-Dame Construction Ltée; 8 janvier 1957, Montebello Construction Ltd.; 15 avril 1958,

Laboratoire Industriel & Commerciaux Ltée; 1^{er} mai 1958, Metropole Electric Inc.;

3. Une copie du contrat entre le ministère des Travaux publics et Montebello Construction Ltée, en date du 9 janvier 1958;

4. Une copie des instructions du ministère des Travaux publics, service des ponts, aux soumissionnaires;

5. Un état mentionnant le total du coût des travaux exécutés, payés ou payables par le ministère des Travaux publics;

6. Un état mentionnant:

a. la date à laquelle les travaux ont été commencés;

b. la date à laquelle ils ont été terminés;

c. si tous les travaux n'ont pas été terminés à date, la description de ceux qu'il reste encore à faire et la date à laquelle ils seront complétés.

M. Galipeault (Québec-Ouest) proteste contre les changements radicaux qu'on fait subir avec les deux motions inscrites à son nom.

Il demande le texte de l'amendement et en fait lecture: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 de ladite motion par les suivants:

Relativement au pont qui a été érigé, au cours des années 1957 et 1958, au-dessus de la rivière Jacques-Cartier, à Donnacona, comté de Portneuf, en outre de tous les renseignements fournis à la Chambre et des documents produits en Chambre au cours de la présente session:

1. Un état démontrant le montant total de chacune des soumissions présentées ou remises par tous entrepreneurs au ministère des Travaux publics à ce sujet;

2. Une copie des lettres de M. O. Desjardins, ingénieur en chef du ministère des Travaux publics, aux dates ci-dessous mentionnées, et se rapportant à l'acceptation des soumissions: 25 octobre 1958, Montreal Construction Supply & Equipment Ltd.; à la même date, Notre-Dame Construction Ltée; 8 janvier 1957, Montebello Construction Ltd.; 15 avril 1958, Laboratoire Industriel & Commerciaux Ltée; 1^{er} mai 1958, Metropole Electric Inc.;

3. Une copie du contrat entre le ministère des Travaux publics et Montebello Construction Ltée, en date du 9 janvier 1958;

4. Une copie des instructions du ministère des Travaux publics, service des ponts, aux soumissionnaires;

5. Un état mentionnant le total du coût des travaux exécutés, payés ou payables par le ministère des Travaux publics;

6. Un état mentionnant:

a. la date à laquelle les travaux ont été commencés;

b. la date à laquelle ils ont été terminés;

c. si tous les travaux n'ont pas été terminés à date, la description de ceux qu'il reste encore à faire et la date à laquelle ils seront complétés.

Mes motions, ainsi édulcorées, n'ont plus à peu près aucune utilité. Je demande à la Chambre de rejeter les amendements du premier ministre. On a changé une bonne partie de la motion présentée le 30 janvier. J'avais demandé une copie de tous les plans et devis et de toutes les spécifications concernant le pont de Donnacona; il n'en est pas question dans l'amendement apporté par le premier ministre. Deuxièmement, j'avais demandé une copie de toutes les soumissions; or, il n'en est pas question non plus dans l'amendement. Troisièmement, je demandais une copie de tous les contrats signés à telle date; avec l'amendement, le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Lorrain) ne s'engage qu'à fournir la copie des contrats signés jusqu'ici.

On fait disparaître de ma motion des éléments très importants. Les autorités provinciales restreignent le nombre des documents produits. Il se dit non satisfait. Dans les circonstances, je ne puis faire autrement que de protester avec véhémence contre la façon du gouvernement de changer complètement ma motion, de déposer sur la table les seuls documents et les renseignements qu'il veut bien nous donner. Je proteste énergiquement contre un amendement qui viole les prérogatives des députés. Ce refus de l'Union nationale de fournir toutes les informations réclamées est une nouvelle violation des privilèges des députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il ne faut pas confondre privilèges des députés avec abus de ces mêmes privilèges. Depuis le début de la session présente, les demandes d'information de l'opposition accordées par le gouvernement sont imposantes, et pas un gouvernement ne donne autant de renseignements à l'opposition que le gouvernement actuel. De plus, de nombreux renseignements ont déjà été fournis relativement à ces ponts. Telles qu'amendées, les motions sont d'ailleurs suffisantes pour renseigner convenablement l'opposition sur tous les aspects des problèmes en cause.

Encore faut-il que les demandes de renseignements du député libéral soient raisonnables. Les réponses à tous les points soulevés auraient paralysé inutilement les travaux de la Chambre et de l'administration.

M. l'Orateur: La motion est-elle adoptée?

Des députés de l'opposition: Non!

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériège, Turpin, 16.

Ainsi, la motion d'amendement est adoptée².

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 54)

**Pont Duplessis, Dominion Bridge Co.,
Dufresne Engineering Co.**

M. Galipeault (Québec-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a. Une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., depuis le 1^{er} février 1951 jusqu'au 31 décembre 1958, relativement aux droits, prétentions et réclamations que la Dominion Bridge Company Ltd. prétendait avoir contre la province, en rapport avec les travaux d'enlèvement des débris d'une partie du pont Duplessis, sur la rivière Saint-Maurice, entre la cité de Trois-Rivières et la cité du Cap-de-la-Madeleine, les travaux de reconstruction d'icelui y compris l'installation de ponts Bailey, et relativement également à l'engagement pris par la province de payer subséquemment à ladite compagnie une somme de \$2,900,000;

b. Une copie de la réclamation ou des réclamations détaillées que la compagnie Dominion Bridge Company Ltd. a adressées au gouvernement de la province à la suite des travaux d'enlèvement

des débris d'une partie du pont Duplessis, des travaux de reconstruction d'icelui y compris l'installation de ponts Bailey;

c. Une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., depuis le 1^{er} février 1951 jusqu'au 31 décembre 1958, relativement aux travaux d'enlèvement des débris d'une partie du pont Duplessis et de la reconstruction de partie d'icelui exécutés par la Dufresne Engineering Company Ltd., durant la période de temps déjà mentionnée, pour le compte de la province, ainsi qu'une copie de la réclamation ou des réclamations détaillées que la compagnie Dufresne Engineering Company Ltd. a adressées au gouvernement de la province à ce sujet;

d. Un état indiquant, année après année, du 1^{er} janvier 1951 jusqu'au 31 décembre 1958, en quoi ont consisté les travaux effectués par Dufresne Engineering Company limited, concernant le pont Duplessis, ainsi que les sommes payées, année par année, à cette compagnie par le gouvernement;

e. Un état indiquant toutes autres sommes d'argent dépensées ou dues par la province à qui que ce soit pour tous autres travaux ou tous services rendus concernant les travaux d'enlèvement des débris d'une partie du pont Duplessis, la reconstruction ou la restauration d'icelui.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les paragraphes *a*, *b*, *c*, *d* et *e* de ladite motion par les suivants:

Relativement aux ponts publics sur la rivière Saint-Maurice, entre la cité de Trois-Rivières et la cité du Cap-de-la-Madeleine: en outre de tous les renseignements fournis à la Chambre et en outre de la copie d'ordre en conseil et des autres documents produits en Chambre à ce sujet au cours de la présente session en particulier:

a. Un état de la réclamation de la Dominion Bridge Company Ltd. concernant tous les travaux exécutés et tout le matériel fourni par elle à la suite et comme conséquence de l'écroulement d'une partie desdits ponts, en 1951;

b. Un état indiquant le total des montants payés par le gouvernement de la province à Dufresne Engineering Company Ltd. du 1^{er} février 1951 jusqu'au 31 décembre 1958 et concernant lesdits ponts.

M. Galipeault (Québec-Ouest) lit de nouveau le texte de l'amendement: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant les paragraphes *a*, *b*, *c*, *d* et *e* de ladite motion par les suivants:

Relativement aux ponts publics sur la rivière Saint-Maurice, entre la cité de Trois-Rivières et la cité du Cap-de-la-Madeleine: en outre de tous les renseignements fournis à la Chambre et en outre de la copie d'ordre en conseil et des autres documents produits en Chambre à ce sujet au cours de la présente session en particulier:

a. Un état de la réclamation de la Dominion Bridge Company Ltd. concernant tous les travaux exécutés et tout le matériel fourni par elle à la suite et comme conséquence de l'écroulement d'une partie desdits ponts, en 1951;

b. Un état indiquant le total des montants payés par le gouvernement de la province à Dufresne Engineering Company Ltd. du 1^{er} février 1951 jusqu'au 31 décembre 1958 et concernant lesdits ponts.

J'avais demandé, dans le premier paragraphe de ma motion, une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, depuis le 1^{er} février 1951 jusqu'au 31 décembre 1958, relativement aux droits, prétentions et réclamations que la Dominion Bridge Company Ltd. prétendait avoir contre la province, en rapport avec les travaux d'enlèvement des débris d'une partie du pont Duplessis, etc.

À la suite de l'amendement proposé par le premier ministre, je demandais une copie de la réclamation ou des réclamations détaillées que la Dominion Bridge Company Ltd. a adressées au gouvernement de la province à la suite des travaux d'enlèvement des débris, des travaux de reconstruction, y compris l'installation de ponts Bailey. On me dit que le gouvernement me fournit un état des réclamations; je n'ai pas demandé ça, j'ai demandé une copie des réclamations détaillées.

À la suite de l'amendement, le ministère des Travaux publics ne produira pas une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., depuis le 1^{er} février 1951 jusqu'au 31 décembre 1958, relativement aux travaux d'enlèvement des débris et de la reconstruction du pont par Dufresne Engineering Company Ltd.

Il fait d'autres remarques du même genre pour le reste de sa motion.

Je ne puis que protester à nouveau d'une façon encore plus énergique contre l'attitude du gouvernement qui viole les prérogatives des députés de cette Chambre. C'est au détriment de l'Assemblée législative, des députés et de la population en général, qui seront ainsi privés d'informations utiles auxquelles ils ont droit.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Aucun gouvernement au Canada, en aucun temps,

n'a produit le dixième des documents que nous avons produits. Ma façon de procéder est, dit-il, conforme à l'usage constamment suivi de la Législature de Québec. Nous avons toujours produit tous les documents raisonnables et même au-delà. Mais les motions ne doivent pas être faites par démagogie, par petite politique. Les membres de l'opposition ont reçu tous les renseignements raisonnables.

M. l'Orateur: L'amendement est-il approuvé par la Chambre?

Des députés de l'opposition: Non!

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion d'amendement est adoptée.

Prévention des incendies à Saint-Agapitville

M. Courcy (Abitibi-Ouest) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

a. Une copie de toute correspondance, requête, mémoire, télégramme, etc., échangés entre la corporation municipale de Saint-Agapitville, dans le comté de Lotbinière, aucun de ses membres ou officiers ou toute autre personne et le gouvernement de la province, aucun de ses membres ou officiers au sujet d'une subvention pour la prévention des incendies au montant de \$2,671.98, subvention qui aurait été versée par le ministère des Travaux publics à ladite municipalité au cours de l'exercice financier 1957-1958, tel qu'il appert aux *Comptes publics* de la

province pour ledit exercice financier, à la page 448, sous la rubrique "Prévention des incendies";

b. Une copie du ou des chèques émis par le gouvernement, avec son ou ses endossements, pour ou à l'ordre de ladite corporation municipale de Saint-Agapitville, en paiement de ladite subvention.

Adopté.

L'honorable M. Lorrain (Papineau) dépose sur le bureau de la Chambre lesdits documents. (Document de la session no 55)

Projets de loi:

Régie provinciale de l'électricité

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) invite les députés à discuter la loi du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) relative aux compagnies de gaz.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cette manière de procéder, alléguant qu'en vertu des articles 115, 116 et 126 du Règlement, les questions et surtout les motions inscrites au nom de députés et qui ont un *Feuilleton* au rang antérieur à l'item actuellement appelé devraient d'abord être mises en délibération.

Le premier ministre ignore les règlements de la Chambre. D'après les règlements qui régissent la marche des affaires, le mercredi, les questions et les motions inscrites au nom des députés doivent venir avant les projets de loi. Selon l'article 117 du Règlement parlementaire, avant l'ouverture de toute séance, le greffier fait distribuer à l'Orateur et aux députés un *Feuilleton* indiquant, dans l'ordre qui leur appartient, les affaires que la Chambre sera appelée à expédier au cours de cette séance. Or, nous avons reçu un *Feuilleton* qui nous indique dans quel ordre la Chambre doit discuter les différentes choses. Le Règlement stipule que le gouvernement doit commencer par s'en occuper.

Il y a au *Feuilleton* 15 questions qui sont là depuis un mois. La première des 15 questions inscrites au *Feuilleton* remonte au 21 janvier. Le Règlement stipule ensuite que le gouvernement doit s'occuper des

motions annoncées par les députés. Or, sur le *Feuilleton*, 27 motions sont inscrites; la première des 27 motions y figurant remonte au 11 décembre. Que le gouvernement les appelle au moins pour nous dire s'il répondra ou ne répondra pas aux demandes de renseignements. On saura à quoi s'en tenir. Les règlements sont formels et, à moins d'obtenir la modification par la procédure régulière, le gouvernement doit s'y conformer. Le gouvernement aurait dû s'occuper de toutes les questions inscrites au *Feuilleton* et devrait appeler toutes les motions avant d'orienter le travail de l'Assemblée législative vers autre chose. Si le Règlement avait été suivi, il y a longtemps que l'administration aurait disposé des 15 questions et 27 motions des libéraux figurant à l'ordre du jour depuis plusieurs semaines!

Parfois le gouvernement est justifié de demander un certain délai pour répondre à des questions, mais il est facile aux autorités de donner suite à des motions pour la production de documents.

Des motions ont traîné sur le *Feuilleton* pendant des semaines et des semaines, et il a donc fallu chaque jour les réimprimer sur 15 ou 20 pages. Le gouvernement fait encourir à la province des dépenses d'impression injustifiées. Cela constitue un gaspillage fantastique.

Il a, dit-il, demandé le 11 décembre qu'il soit produit une copie de la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, à la date du 30 novembre 1958, avec les salaires. Une telle motion, ça ne prend pas de temps à accepter ou à refuser. Je ne dis pas que le gouvernement est obligé d'accepter de donner suite à une motion, mais je dis qu'il est obligé de l'appeler.

L'article 126 du Règlement stipule qu'en Chambre on doit suivre l'ordre du jour; toutes les affaires inscrites au *Feuilleton* du jour sont appelées dans l'ordre qui leur est assigné. Pour les affaires du gouvernement, le Règlement prévoit que le gouvernement est maître. Il peut intervertir l'ordre de ses propres affaires sur le *Feuilleton*. Mais il est clair que le Règlement fait une distinction fondamentale entre les affaires inscrites au nom des députés et les affaires inscrites au nom du gouvernement. Le gouvernement est obligé de respecter l'ordre assigné aux questions et motions des députés. Comment peut-on laisser de côté, pendant si longtemps, des motions? Il est facile pour le gouvernement de dire s'il y répondra ou s'il n'y répondra pas. On saurait à quoi s'en tenir. Et l'article 128 est bien plus formel: les ordres du jour sont lus sans que la Chambre ne soit consultée. Ça me semble bien clair.

Dans un certain cas, le gouvernement a attendu 11 mois avant de produire certains documents demandés dans une motion. Selon la note qui accompagne l'article 126, les ministres n'ont pas le

contrôle sur l'ordre à suivre dans les affaires inscrites au nom des simples députés. Ça me semble bien clair!

Le Règlement est formel et la Chambre doit le suivre. La Chambre peut changer le Règlement, mais alors il faut un avis d'après l'article 141 disant: sauf les exceptions prévues au Règlement, nul député ne peut faire une motion de fond, à moins qu'il ne l'ait annoncée par un avis.

Et l'article 144 stipule: tout avis doit être donné au moins un jour franc avant celui où la motion doit être présentée. Or, il n'y a pas eu de motion annoncée pour modifier les clauses en question.

La note se rapportant à l'article 141 indique une quinzaine d'exceptions exemptant de l'avis.

Les motions de fond suivantes n'ont pas besoin d'être annoncées: celles qui proposent la nomination d'un Orateur (article 13); celles qui proposent la nomination d'un président des comités pléniers (article 25); celles qui proposent de lever une interdiction ou une peine prononcée contre un député (article 79); celles qui demandent l'autorisation de présenter un bill avant le rapport du discours d'ouverture (article 89-10); celles qui ont trait à la prise en considération du discours d'ouverture (article 89-12); celles qui proposent la nomination d'un comité spécial pour choisir les membres des comités permanents, etc. (article 89-12); celles qui proposent l'institution des comités permanents (article 89-12); celles qui proposent la suspension d'une séance (article 105); celles qui proposent la première lecture de bills du Conseil législatif (article 552); celles qui proposent l'ajournement de la Chambre quand celle-ci n'est saisie d'aucune affaire (article 188); celles qui proposent de reculer la date ou l'heure d'ouverture des séances de la Chambre (article 93, no 5); celles qui ont trait à des violations de privilèges venant d'être commises et demandant l'action immédiate de la Chambre (article 198); celles qui proposent l'institution du comité des subsides ou l'institution du comité des voies et moyens (article 379); celles qui proposent d'instituer un comité spécial pour préparer une adresse ou pour rédiger un exposé des motifs pour lesquels la Chambre refuse d'agréer des amendements du Conseil (article 398); celles qui demandent d'assigner un témoin (article 711); celles qui proposent d'ordonner l'arrestation d'un témoin récalcitrant (article 719); celles qui demandent l'autorisation de déposer devant les tribunaux au sujet des opérations de la Chambre ou de ses comités (article 735); celles qui demandent de conférer avec le Conseil (article 774). Mais il n'y a rien dans tout cela qui permette au gouvernement de changer la marche des travaux de la Chambre basse sans donner un avis par écrit.

L'attitude de l'opposition n'est pas prise dans le but de faire de l'obstruction, mais il faut respecter le Règlement bien formel. À moins que le gouvernement ne fasse modifier le Règlement par une motion précédée d'un avis écrit donné au moins un jour avant, il doit s'en tenir à l'ordre prescrit par le Règlement pour le travail de l'Assemblée législative et appeler les motions et questions des députés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)³: Le député de Saint-Maurice est dans l'erreur. Son exposé fera sourire ceux qui sont au courant de la procédure parlementaire.

Les Règlements donnent au leader de la Chambre, celui qui dirige les travaux, le droit d'appeler les items qu'il veut. La Chambre peut également modifier l'ordre si elle en décide ainsi. Ça a été décidé à maintes reprises. Le député de Saint-Maurice (M. Hamel) ne veut donc pas que nous nous occupions de la loi présentée par son collègue libéral de Westmount?

M. Hamel (Saint-Maurice): Je soulève un point d'ordre. Le premier ministre n'a pas le droit de prêter des motifs à un député.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Quant aux questions posées par l'opposition, non seulement un ministre n'est pas tenu d'y répondre, mais il n'est même pas obligé de donner les raisons de son refus. L'article 686 des règlements est péremptoire.

Décisions de l'Orateur:

Assignment du rang des ordres du jour

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare que pour ce qui est des questions, l'article 686 du Règlement est péremptoire, puisqu'il édicte qu'un ministre n'est pas obligé d'y répondre et qu'on ne peut même pas discuter son refus.

Pour ce qui est des motions inscrites au nom des députés, il est de coutume continue et constante que ce soit le leader de la Chambre qui les appelle dans l'ordre qu'il juge à propos; l'item qui est actuellement appelé est d'ailleurs un bill inscrit au nom du député de Westmount (M. Hyde). En conséquence, le point d'ordre et de règlement soulevé par le député de Saint-Maurice (M. Hamel) est rejeté.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la loi concernant la vente et la distribution du gaz et la Régie provinciale de l'électricité soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill a pour but de soumettre l'émission des valeurs des compagnies vendant du gaz, à la fois à la Commission des valeurs mobilières et à la Régie provinciale du gaz et de l'électricité, et a pour but de mieux protéger le public qui achète des valeurs mobilières. Seule la Commission des valeurs mobilières peut exercer un contrôle efficace. Actuellement, les compagnies de gaz ne sont même pas obligées de publier un prospectus.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La Commission des valeurs mobilières ne dispose pas des experts appropriés pour contrôler la structure interne des services d'utilité publique. En vertu de la loi, toutes les compagnies d'utilité publique sont obligées de soumettre leur structure financière à la Régie du gaz et de l'électricité. Celle-ci, de son côté, a le droit de faire toutes les enquêtes qu'elle juge nécessaires sur les finances, sur l'organisation financière, sur les débentures, émission du capital,

etc. de ces sociétés. Le contrôle de la Régie de l'électricité est complet et suffisant. La Régie du gaz et de l'électricité est déjà là pour assurer cette protection. En effet, l'organisme a les attributions voulues pour enquêter et contrôler toute la structure financière des sociétés d'utilité publique, comme les compagnies de gaz et d'électricité. Il ne faut pas multiplier inutilement les rapports et les contrôles. Il n'est pas sain de multiplier les organes de surveillance. De plus, le projet de loi du député libéral ne rime à rien puisqu'il est sans sanction en cas d'infraction à la loi; par le fait même, il est donc illégal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) a retenu, dit-il, des remarques du premier ministre la suivante: Il y a assez de contrôles sans les multiplier. Mais je me souviens aussi que le premier ministre dit souvent que "trop fort casse pas". En vertu de ce principe, le projet de loi devrait être adopté. Je ne comprends pas son opposition à un double contrôle, car il est certain qu'en matière de valeurs mobilières il n'y aura jamais assez de contrôles. Deux contrôles valent mieux qu'un, et l'on ne prendra jamais trop de précautions dans un domaine où il s'est produit déjà tant d'irrégularités. La Commission des valeurs mobilières est un organisme gouvernemental spécialisé dans le contrôle des valeurs mobilières. Il y a beaucoup de raisons qui justifient une protection additionnelle.

Je m'oppose, ajoute-t-il, à l'interprétation donnée par le premier ministre quand il a dit que la Régie de l'électricité est la mieux organisée pour protéger le public. Il est faux de prétendre qu'elle est la mieux organisée pour protéger le public. La Commission des valeurs mobilières n'est pas là pour rien et c'est elle qui possède les compétences.

Dans toutes les provinces du Canada, au sujet du gaz, il y a évidence qu'il faut mieux protéger le public, et la loi du député de Westmount-Saint-Georges remplit ce but. Je me demande si le premier ministre n'est pas opposé à la loi pour la seule raison qu'elle vient du côté libéral.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est parce que ce bill est ridicule à sa face même. Tout ce qu'il exige, c'est l'enregistrement des titres dans les livres de la Commission des valeurs mobilières; aucune pénalité n'est mentionnée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La loi prévoit un contrôle additionnel. En vertu du "trop fort casse pas" cher au premier ministre, je me

demande si le chef du gouvernement ne devrait pas accepter cette loi et en féliciter le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde).

Les députés ministériels: Drop! Drop!

Les députés de l'opposition demandent le vote⁴.

La motion: Que le bill 97 soit maintenant lu une deuxième fois, est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériberge, Turpin, 16.

Contre: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée⁵.

Rapports médicaux régis par la loi des accidents du travail

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 concernant les rapports médicaux régis par la loi des accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de l'article 50 de la loi des accidents du travail, les rapports faits par les médecins de la Commission des accidents du travail sont présentement confidentiels et privilégiés et ne peuvent donner lieu à aucune réclamation en demande. La Commission interprète cet article comme interdisant à l'accidenté d'avoir une copie du rapport que le médecin a fait.

L'accidenté se soumet à l'examen d'un médecin, un praticien ou un expert nommé par la Commission des accidents du travail, qui doit déterminer s'il y a incapacité, et en fixer le

pourcentage. On voit tous les jours des cas où le médecin de la Commission décide que l'accidenté a un taux d'incapacité de 30 %. Le médecin de l'accidenté prétend pour sa part que l'incapacité est de 50 %. Il me semble que si l'accidenté ou son procureur pouvait avoir accès au rapport du médecin de la Commission, il serait mieux en mesure d'établir s'il y aurait possibilité que les deux spécialistes se consultent pour réajuster ensemble leurs points de vue. Le médecin fait à la Commission un rapport secret, confidentiel, privilégié dont l'accidenté n'aura pas le droit de prendre connaissance. Ces rapports empêchent l'accidenté d'avoir des informations qui le concernent directement et qui pourraient l'aider à faire réviser son allocation. Son cas est donc jugé sans qu'il ne puisse contredire le rapport.

On dira que la loi n'a pas été faite sous l'Union nationale, mais il faut quand même la mettre à point. C'est une violation flagrante d'un droit sacré de connaître le rapport des témoins qui vont devant la Commission des accidents du travail qui doit servir à juger.

Dans le texte proposé, on garde le même caractère privilégié, mais on ne prive pas l'accidenté ou son procureur d'en prendre connaissance et d'avoir une copie du rapport le concernant. Ce rapport fait par le médecin de la Commission est extrêmement important. C'est le simple bon sens que l'accidenté ait au moins la consolation de savoir pourquoi la Commission déclare qu'il n'y a pas d'incapacité ou sur quoi elle se base pour prendre une décision et établir le pourcentage d'incapacité. L'amendement a pour but d'éviter que l'accidenté soit jugé sans avoir l'opportunité de faire une preuve complète. C'est une violation flagrante du droit que devrait avoir le demandeur de présenter une preuve complète.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il semble que le député de Saint-Maurice se méprend sur l'esprit et sur le but de la loi des accidents du travail. Les prérogatives des députés n'autorisent pas à abuser de ces prérogatives. Elle a été adoptée pour remédier à certains abus en vertu desquels des avocats se confondaient avec des accidentés. La Commission des accidents du travail n'est pas un tribunal dans le vrai sens du mot. Il y a tellement peu d'aspects juridiques que les avocats n'y sont pas admis, en principe. C'est un organisme qui rend des décisions basées sur l'équité et la bonne foi. On a voulu précisément remédier à certains abus legalistes qui, avant la loi des accidents du travail, permettaient à des avocats d'obtenir plus que les accidentés eux-mêmes.

L'accidenté est déjà protégé. Le président de la Commission des accidents du travail, le juge Joachim Grenier, m'affirme que la loi n'empêche pas l'accidenté d'établir lui-même, avec l'aide de ses propres médecins, la preuve de son incapacité. Mais le rapport du médecin désigné par la Commission appartient à celle-ci. Si on le rend public, une foule de médecins hésiteront à donner des renseignements qui pourraient les exposer à des tracasseries judiciaires.

Il ne voit pas dans la loi, dit-il, d'autre utilité que servir des fins électorales. Son adoption serait un désastre à tout point de vue. Un des moyens de donner justice à l'accidenté, c'est de procéder avec diligence. Avec la loi du député de Saint-Maurice à l'étude, on multiplierait les détails et l'on saboterait en outre un des principes les plus élémentaires: le secret professionnel du médecin.

M. Gagnon (Matapédia) propose, appuyé par le représentant de Labelle (M. Bohémier), que la motion en discussion soit amendée en remplaçant le mot "maintenant" par les mots "dans six mois".

M. Hamel (Saint-Maurice): L'amendement proposé indique-t-il que le bill va être étudié dans six mois ou signifie-t-il qu'il y aura alors un autre gouvernement? Le gouvernement devrait prendre ses responsabilités et dire qu'il veut ou ne veut pas que l'accidenté connaisse les rapports médicaux des experts sur lesquels sont basés les jugements de la Commission des accidents du travail qui les affecteront peut-être toute leur vie durant. Un accidenté peut être condamné à mener une vie misérable seulement sur un rapport secret. J'ai assez d'expérience pratique pour savoir jusqu'à quel point les accidentés veulent avoir une copie des rapports qui les concernent.

De plus, il n'est pas question de violer le secret professionnel, puisque celui-ci n'existe pas entre un médecin et son patient. Il n'est pas question de rendre les rapports médicaux publics, mais de donner à l'accidenté lui-même, quand il le demandera, ou à son procureur, les renseignements que contiennent le rapport. Inutile de dire que nous allons voter contre la motion de renvoi à six mois. Il demande qu'on prenne le vote sur sa propre motion plutôt que sur celle du renvoi à six mois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

J'espère que, d'ici six mois, le député libéral aura le temps d'étudier sa loi et de la regretter. Il ne fera plus perdre, alors, le temps de la Chambre. De plus, il y a un aspect psychologique en jeu. Il n'est pas bon qu'une personne qui a subi un accident ou qui est

affectée peut-être de telle ou telle maladie puisse voir dans le rapport d'un médecin des éléments qui pourraient, dans bien des cas, l'empêcher de guérir. Il n'y a donc pas d'avantages, pour un malade, de lui permettre de voir un rapport de médecin, surtout lorsque ce rapport pourrait avoir des répercussions sur le système nerveux du malade.

Dans certain cas, ce pourrait être catastrophique. La loi des accidents du travail est basée sur l'équité, et il serait malsain d'y introduire la procédure généralement en honneur devant les tribunaux ordinaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Selon le premier ministre, il y a un motif électoral dans la loi proposée. Il lit le texte du bill: "L'accidenté ou son procureur muni d'une procuration spéciale a droit de prendre connaissance de tout rapport le concernant et de s'en faire délivrer copie." (En souriant) Je vois le député de Saint-Maurice soulevant des foules avec cet article.

Il est bien difficile de contredire un document dont on ne peut même pas prendre connaissance. Certains avocats ont été confondus avec les accidentés, dans le passé. Mais je n'ai jamais aimé, dit-il, la loi telle qu'elle existe à l'heure actuelle. La Commission est un organisme de bonne foi. C'est un argument de plus en faveur de la loi du député de Saint-Maurice. Si les procédés de la Commission sont basés sur la bonne foi, raison de plus pour donner à l'accidenté l'occasion de se renseigner.

Si un accidenté pouvait consulter le rapport le concernant, il pourrait en faire part à son propre médecin et celui-ci pourrait en discuter, à son tour, avec l'auteur du rapport médical. Il ne s'agit pas de violer le secret professionnel du médecin. Si le médecin de la Commission et le médecin personnel de l'accidenté jugent qu'il serait dangereux de faire connaître la teneur du rapport à l'accidenté, ils peuvent décider de ne pas le faire ou de mitiger les modalités du rapport.

Le député ne demande pas de faire publier le rapport *urbi et orbi*. Il veut que l'accidenté soit renseigné. Il y aurait de la discrétion à exercer, mais je ne vois pas dans cette loi un grand chambardement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): À ce sujet, les dispositions de la loi des accidents du travail ne diffèrent aucunement de celles que l'on retrouve dans d'autres lois où il est question d'évaluer l'invalidité, avant d'accorder une compensation. Le député de Saint-Maurice a dit qu'il n'y avait pas dans ce bill de quoi soulever une foule.

Je me le demande, car on sait que, depuis quelques années, il a tenté de le faire avec des arguments moins importants encore. Les succès qu'il a remportés sont de notoriété publique. Il n'est évidemment pas question de mentionner le succès qui a été le sien lors d'une récente convention.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-il question de la loi?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député affirme que le secret professionnel n'existe pas entre le patient et son médecin. C'est évident, mais ce n'est pas le cas du médecin de la Commission des accidents du travail, qui n'est pas le médecin de l'accidenté. Ce dernier a toutefois droit à son médecin, dont les constatations peuvent être soumises à la Commission, en vertu d'une loi proposée par le premier ministre actuel, alors qu'il était chef de l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le ministre a l'habitude d'être meilleur que cela. On sent que sa cause est faible.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ajoute qu'il peut parfois être dangereux de montrer un dossier médical à un patient. Il n'est pas impossible, par exemple, que le médecin de la Commission constate que l'accidenté ne se rétablit pas parce qu'il souffre de cancer. Ce pourrait être tragique de l'apprendre brusquement au patient. En conclusion, je ne vois pas d'avantages à l'adoption de ce bill et j'y vois de sérieux inconvénients, particulièrement celui de renseigner l'accidenté sur certaines autres maladies dont il pourrait souffrir.

La motion d'amendement est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Rivard, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot,

Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériège, Turpin, 16.

Ainsi, la motion de report est adoptée.

Scotstown

M. Gosselin (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 concernant la ville de Scotstown soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi autorise la ville de Scotstown à acheter l'usine désaffectée de la Guelph Plywood Company. Le départ de cette compagnie, dit-il, a privé 125 familles de leur travail. Le gouvernement a fait tout son possible pour rétablir la situation. Je remercie particulièrement le premier ministre et le ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) pour un octroi de \$10,000, qui a permis à la ville d'acheter l'usine au prix de \$25,000 et ainsi garder ces gens à l'emploi d'une des principales industries de la ville. La ville espère pouvoir revendre cet immeuble.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

M. Gosselin (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 90 sans l'amender.

M. Gosselin (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau et d'administration (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Achat de matériel, accessoires, instruments et médicaments (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Rassemblement des statistiques vitales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bourses d'études du personnel technique (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze millions deux cent quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux généraux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas six millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions pour construction d'hôpitaux (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quinze millions cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Hôpitaux pour maladies mentales (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Couturier (Rivière-du-Loup) pose des questions à propos de la maladie mentale.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Dans l'état actuel de la science médicale, on ne connaît pas la cause des maladies mentales. Les médecins de la province de Québec, comme le reste du monde, continuent de se livrer à des recherches autour de cette pénible question.

À 40 milles au nord de Montréal, l'hôpital de Joliette, le premier des trois grands hôpitaux construits à l'intention des malades mentaux, sera probablement terminé d'ici deux mois. Une communauté religieuse d'Espagne prendra peut-être la direction de ce nouvel établissement hospitalier qui comptera 1,500 lits. Il a été impossible de trouver une communauté canadienne pour cette mission. On souhaite héberger quelque 850 malades mentaux dans cet hôpital. Le deuxième de ces grands hôpitaux, celui de Mont-Laurier, aussi pour maladies mentales, ne sera pas terminé avant environ 10 ou 11 mois. Mont-Laurier est situé à environ 100 milles au nord-ouest de Montréal.

Le gouvernement provincial est en train de régler définitivement le problème de l'hospitalisation des malades mentaux qui sont actuellement à la prison du district de Montréal, à Bordeaux, de même qu'à Saint-Laurent, à la prison Fullum, une prison pour femmes, ou dans les cellules du poste no 1 de la police municipale. Pendant plusieurs années, l'hébergement des malades mentaux à la prison de Bordeaux et au quartier général de police a été un problème, mais nous devons trouver un endroit convenable pour ces malheureuses victimes. On les logera prochainement dans l'ancien hôpital Sainte-Justine où des travaux de rénovation sont actuellement en cours. L'important bâtiment situé au centre de Montréal a été acheté, il y a quelques années, par le gouvernement provincial, lorsque l'administration de l'hôpital a décidé de construire un nouvel immeuble. Lorsque nous avons fait l'acquisition de cet hôpital, sur la rue Saint-Denis, nous en avons examiné les conditions et conclu que les rénovations nécessaires pouvaient être effectuées, afin d'en faire un endroit convenable pour traiter les patients.

Des députés de l'opposition posent des questions.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): C'est là également, à Sainte-Justine, que le gouvernement a décidé d'établir le premier centre de diagnostic créé dans la province. C'est une autre initiative de l'Union nationale dans le domaine de la santé. Il y en aura éventuellement dans d'autres régions de la province. Certains spécialistes de la santé préconisent l'établissement de centres de diagnostic dans les divers hôpitaux existants, alors que d'autres verraient plutôt un seul centre dans chaque grande ville. Mon département examine la situation attentivement. Je crois, quant à moi, qu'il serait sans doute préférable d'établir des centres autant que possible dans les vieux hôpitaux qui sont déjà pourvus des laboratoires nécessaires.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) croit également que ce serait un meilleur système. Autrement, les centres pourraient sans doute ne pas être accessibles à autant de personnes.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Le gouvernement provincial entend protéger les praticiens de médecine générale, et personne ne pourra entrer dans un centre de diagnostic sans une carte d'un médecin l'y autorisant. En vertu des plans actuels, aucun patient ne sera hospitalisé dans les centres. Les patients resteront le temps nécessaire pour que leur diagnostic puisse être complété.

Les nouveaux centres permettront aux médecins de famille de bénéficier d'un laboratoire et de l'hôpital sans avoir à exiger de leurs patients une période d'hospitalisation de deux ou trois jours pour effectuer les examens nécessaires. Cela permettra de sauver entre 15 % et 20 % de nos lits d'hôpitaux, soit environ 3,000 chaque année, et au patient, bien de l'argent. Le département de la Santé reçoit actuellement, pour de nouveaux lits, des demandes totalisant près de \$45,000,000. Le système de centres de diagnostic permettra d'éviter tout besoin éventuel d'un nouvel hôpital général. Le service sera accessible à tous ceux qui ne peuvent se permettre un examen médical complet dans une chambre d'hôpital.

Les centres que le gouvernement propose ne seront pas destinés à prendre la place des médecins de famille. Les autorités provinciales n'entendent pas reléguer les médecins de famille au rôle de simples officiers de circulation dirigeant les malades vers les hôpitaux. Je saisis l'occasion pour rendre hommage aux médecins de famille. Ils jouent un rôle indispensable dans la société. Il faut à tout prix éviter qu'ils disparaissent. Il ne faudrait pas non plus que les centres de diagnostic vident leurs bureaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) et **M. Couturier (Rivière-du-Loup)** expriment leur approbation à cette déclaration.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent soixante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Unités sanitaires de comtés (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) est-il au courant que, pour les clients des hôtels et des restaurants, on sert du lait non pasteurisé durant les repas? En Ontario, la pasteurisation est obligatoire et la tuberculose est en régression.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Il ne faut pas surveiller uniquement le contenu, mais aussi le contenant du lait, pour bien protéger le public. Une épidémie peut être provoquée par un contenant qui n'a pas été suffisamment désinfecté.

Il devrait y avoir une nouvelle réglementation rendant obligatoire l'usage de contenants et de couvercles aseptiques.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Combien d'enfants ont reçu le vaccin Salk?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Environ 90 % des enfants de la province de Québec ont reçu jusqu'ici le vaccin Salk contre la polio, depuis que le programme de vaccination a été entrepris. Depuis que l'on a généralisé cette protection, il y a beaucoup moins de cas de cette terrible maladie dans la province. On en entend beaucoup moins parler.

M. Parent (Hull): Dans la région de Hull, il se pose un problème de fosses septiques. Dans Hull-Sud, tout particulièrement, des gens achètent un terrain pour se construire et ont de la difficulté à faire accepter un permis pour des fosses septiques.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis moi-même intervenu pour qu'on se montre sévère dans l'octroi des permis, afin de sauvegarder la santé publique.

À la suite de ce qui s'était passé à ville Jacques-Cartier, j'ai demandé de ne pas accorder de permis, sauf pour régler des conditions exceptionnelles.

M. Parent (Hull): Dans Hull-Sud, il se fait beaucoup de construction. Est-ce qu'un contribuable pourra obtenir un permis de fosse septique?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le malheur, c'est que les gens font l'acquisition d'un terrain et demandent ensuite un permis.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Dans pareils cas, les municipalités devraient prendre leurs responsabilités et avertir les intéressés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai rencontré les autorités de la Central Mortgage, qui n'est pas une institution de bienfaisance. Il a été décidé de ne pas prêter avant que la question de l'aqueduc et des égouts ne soit réglée.

M. Parent (Hull): Le même problème se pose à Templeton-Ouest, où la construction est très active et où l'on a recours à des fosses septiques, avant d'avoir réglé le problème de l'aqueduc et des égouts.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): Si le député de Hull a des cas particuliers à nous soumettre, nous les étudierons.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Les unités sanitaires s'occupent-elles des problèmes de la dentition et des examens de la vue? Le département envisage-t-il d'offrir des examens de la vue gratuits aux élèves?

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): On ne néglige rien pour venir en aide aux enfants qui sont examinés dans ces institutions.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les parents et les enfants ont aujourd'hui des facilités qui n'existaient pas auparavant. Les parents devraient prendre leurs propres responsabilités et ne pas tout attendre de l'État.

L'honorable M. Leclerc (Charlevoix): De toute façon, la question est à l'étude.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maladies vénériennes (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service médical aux colons (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Publicité éducative (Santé)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté⁶.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

Chambre lors de la séance du soir, à cause d'un rhume, mais qu'il revient à son siège pour répondre au député de Saint-Maurice (M. Hamel).

4. *La Presse* du 26 février 1959, à la page 14, spécifie que personne ne se levait pour continuer la discussion; c'est alors que l'opposition a demandé le vote.

5. *Le Soleil* du 26 février 1959, à la page 3, note que les trois indépendants, MM. Lionel Ross, de Verdun, Dave Rochon, de Saint-Louis, et Frank Hanley, de Sainte-Anne, votent avec le gouvernement.

6. *The Quebec Chronicle* du 26 février 1959, à la page 2, souligne que les crédits du ministère de la Santé ont été adoptés après un bref débat.

NOTES

1. Comme le premier ministre fait son apparition, les ministériels l'applaudissent pendant quelques minutes. Rappelons que M. Duplessis n'avait pu, à cause d'une indisposition, assister à la séance de la veille.

2. *L'Action catholique* du 26 février 1959, à la page 3, rapporte que les trois députés indépendants, MM. Ross, Rochon et Hanley, se rangent avec les ministériels.

3. *La Presse* du 26 février 1959, à la page 17, précise que le premier ministre est absent de la

Séance du jeudi 26 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports des comités permanents:

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingt-cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général.

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 243 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Votre comité fait rapport que les promoteurs du bill 283 concernant Domaine d'Estérel inc., Orleans Establishment Inc. et Trust Général du Canada ont déclaré qu'ils désiraient le retirer et prie votre honorable Chambre de bien vouloir agréer leur demande.

Le rapport est adopté.

Projets de loi:

**Écoles protestantes
de Montréal**

M. Somerville (Huntingdon) propose, du consentement unanime, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 243 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 243 sans l'amender.

M. Somerville (Huntingdon) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Loi
des Statuts**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 49 modifiant la loi concernant les Statuts.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Impôt
sur le revenu**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 48 concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

Adopté.

Voies et moyens:

**Débat sur le budget
1959-1960 (suite)**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 24 février courant, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean) félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) de son exposé à la fois lumineux et éloquent. On comprend mieux, dit-il, l'importance et l'exactitude de ses remarques, quand on constate que ni le chef de l'opposition ni l'autre député qui a parlé (le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, M. Earl) n'ont réussi à trouver un seul argument qui réfute la thèse du ministre des Finances. La vérité, c'est que la situation financière et économique de la

province de Québec est probablement la plus brillante de toutes les provinces de la Confédération canadienne. Jamais, dans toute l'histoire du Canada, on ne peut trouver une province qui administre les affaires de la province aussi bien que la province de Québec.

Elle réussit à financer à même ses revenus courants les millions et les millions de dollars qu'il a fallu consacrer à des entreprises et à des travaux gigantesques tels que les routes, les ponts, et la construction d'écoles, d'hôpitaux, etc., et tout cela, en diminuant sa dette et en n'augmentant pas les impôts et les taxes. Tous les journaux sérieux, non seulement dans la province et au pays mais même à l'étranger, sont unanimes à louer les méthodes financières de cette province, et ils ne tarissent pas d'éloges pour l'administration du premier ministre actuel, celui qui a réussi ce tour de force que nous savons.

Le développement industriel qui s'est produit dans cette province ne signifie pas uniquement qu'il y a plus de cheminées qui crachent de la fumée ou qu'il y a plus d'usines qui fonctionnent qu'il y a 20 ans. Le développement industriel signifie plus d'argent dans les poches de l'ouvrier et signifie aussi que le niveau de vie au Québec est meilleur et plus élevé qu'il ne l'a jamais été. Et l'opposition devrait se rappeler que ce n'est encore qu'un début.

Il n'y aucune raison pour que la croissance industrielle du Québec ne se poursuive pas, à la même échelle, pour encore plusieurs années et que la vie économique ne continue pas à se développer et à prospérer. Quand l'Union nationale a pris le pouvoir, notre province avait 25 années de retard sur l'Ontario. La province voisine avait, depuis longtemps déjà, entrepris son développement industriel et avait utilisé à fond ses ressources hydroélectriques. Aujourd'hui, au grand désarroi de ceux qui nous combattent, on compare tous les jours avec de plus en plus de facilité le Québec et l'Ontario, cette grande province. Toutes ces choses ne sont pas arrivées par accident. Elles sont le résultat d'une planification minutieuse et d'une administration prudente de la part du chef de notre gouvernement.

Les grands journaux financiers, comme le *Financial Post*¹ de Toronto, consultés par les hommes d'affaires les plus sérieux, au Canada et aux États-Unis, sont unanimes à louer le gouvernement et le premier ministre de la province de Québec pour avoir réussi ce tour de force. L'auteur déclare qu'il y a lieu de féliciter ceux qui dirigent la province de Québec, province qui n'a rien à envier au reste du pays.

Le discours du budget, c'est un peu comme le rapport financier d'une grande compagnie. Les actionnaires, c'est le peuple, et le conseil d'administration, c'est le gouvernement. Nous sommes à un tournant de notre histoire politique et économique. Le budget de cette année a révélé une situation financière stable, saine. L'administration financière que le gouvernement donne à la province inspire tellement que tous les capitalistes étrangers qui ont des capitaux à placer jettent les yeux sur la province de Québec. Ils viennent investir ici leur argent, de préférence à toute autre province.

Il ne faut pas oublier que nous sommes un jeune pays, un pays neuf, dont la population est limitée. Nous avons donc le devoir de profiter de toutes les occasions de mettre les ressources naturelles à la disposition des nôtres. Ce fut toujours là le but premier de l'Union nationale et de son chef. Le gouvernement a donc toujours encouragé les nôtres à participer au développement de nos ressources naturelles.

Mais nous avons quand même constaté qu'il y avait un choix à faire: ou bien les Canadiens administreraient eux-mêmes leurs biens, ou bien ils se donneraient un certain niveau de sécurité. Nous ne pouvions pas, en même temps, investir de lourds capitaux dans le développement de nos ressources et payer le prix de notre bien-être et de notre sécurité. Les impôts versés pour la sécurité sociale ne peuvent pas servir à augmenter nos moyens de production.

Nous avons donc opté pour la sécurité et nous avons vu le gouvernement supérieur, comme tous les autres, forcé de percevoir de lourds impôts pour des assurances sociales de toutes sortes. La conséquence, c'est que nos hommes d'affaires doivent verser à l'État, sous forme d'impôts, les liquidités dont ils pourraient disposer pour investissements. Quand on a fait appel à eux pour entreprendre de grands travaux, ils ont répondu que leur avoir liquide était à peu près nul. Nous avons donc dû chercher et accepter de l'argent venant de l'extérieur.

Notre province a eu sa part des placements de l'extérieur au Canada, mais l'Union nationale peut se rendre le témoignage d'avoir, à chaque occasion, invité les nôtres et les Canadiens de toutes les provinces à participer à ces développements. Autant que possible, le gouvernement du Québec préfère voir l'industrie québécoise développée par les Québécois.

En 1950, il y avait \$8,500,000,000 de capitaux étrangers dont \$6,500,000,000 de capitaux américains, c'est-à-dire 76 %. On reproche, d'une part, au gouvernement de laisser les industries s'en

aller ailleurs et, du même souffle, on reproche aussi au gouvernement d'abandonner nos ressources naturelles pour un plat de lentilles.

La position financière du Québec est stable et saine. La meilleure preuve que le gouvernement a une politique économique progressive et sage, c'est qu'en 1957, la proportion des capitaux américains n'avait pas augmenté, en comparaison avec 1950. Avec \$17,000,000,000 de capitaux étrangers, dont \$13,000,000,000 des États-Unis, la proportion est toujours de 76 %.

La différence entre le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé, c'est que l'excédent des capitaux québécois a tendance à rester davantage chez nous plutôt que de partir pour aller s'investir ailleurs. La vérité est que les efforts ont été faits pour réunir des capitaux canadiens, afin de développer les ressources naturelles, mais cet argent ne pouvait être réuni seulement que par les États-Unis et des sources étrangères.

Nous n'avons pas de plan d'ensemble, dit-on? Pourtant, si nous n'avons pas eu de plan d'ensemble, comment se fait-il alors que, de 1947² à 1958, il s'est investi une somme totale de \$21,000,000,000 dans le développement économique de notre province selon une progression constante? C'est la preuve irréfutable de l'essor économique soutenu de notre province. Et les placements ne cessent de prendre de l'importance: \$902,600,000 en 1947; \$1,158,000,000 en 1948; \$1,894,000,000 en 1953; \$2,453,000,000 en 1956; et \$2,558,000,000 en 1958. Chaque année, de nouveaux projets d'investissements naissent et se réalisent dans la province de Québec. Québec a suivi la bonne voie et tout cela a créé un climat de confiance.

Chaque année, il se fait de nouvelles démarches pour placer d'autres capitaux chez nous. Notre population profite du développement industriel de la province et voit son niveau s'élever tout le temps. Cette évolution s'est traduite par une augmentation du niveau de vie des nôtres, augmentation qui se traduit dans plusieurs domaines. Les ventes au détail sont passées de \$1,000,000,000, en 1945, à \$3,500,000,000, en 1957, soit trois fois plus qu'en 1945³.

Nos gens ont plus d'argent et ils se donnent plus de confort que jamais. Ils possèdent 900,000⁴ véhicules-moteurs, comparativement à 700,000, il y a deux ans, et 228,000 en 1945. Une enquête auprès de 1,080,000 ménages a révélé les faits suivants: 546,000 ménages concernés sont propriétaires de leur résidence; 1,054,000 jouissent des avantages de l'électricité; 808,000 ont un bain permanent; 969,000

ont un réfrigérateur; 941,000 ont une lessiveuse électrique; 815,000, des machines à coudre; 866,000 ont le téléphone; 1,044,000 ont un poste de radio et 858,000 ont un appareil de télévision. Est-ce cela qu'on osera appeler une province arriérée?

De petites équipes d'adversaires nous ont reproché d'avoir trop parlé, au cours de campagnes électorales, du respect de nos droits fiscaux et de notre autonomie. Des groupes de l'opposition ont ridiculisé la position du gouvernement. J'étais en Chambre quand, pendant la Deuxième Guerre mondiale, un gouvernement précédent a cédé à Ottawa des droits fiscaux les plus importants pour la somme de seulement \$20,000,000 par année. La lutte incessante du premier ministre actuel pour l'autonomie provinciale a rapporté des sommes considérables à la province. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que le gouvernement provincial a agi intelligemment.

Veut-on savoir ce que représente aujourd'hui l'exercice de ces droits que nous avons reconquis? Soit \$21,000,000 d'impôt sur le capital des corporations; \$82,000,000⁵ d'impôt sur le revenu des corporations; \$47,000,000 en impôt sur le revenu des particuliers; et \$56,000,000 de paiement d'égalisation du gouvernement fédéral. En tout, ces droits fiscaux que le gouvernement actuel a récupérés rapportent aujourd'hui des recettes annuelles de \$206,000,000 au Trésor provincial. Aucune autre province au Canada ne peut se vanter d'avoir payé son programme de grands travaux à partir de son revenu habituel, d'avoir réduit sa dette et de n'avoir imposé aucune taxe supplémentaire.

On a voulu forcer la main au premier ministre. On aurait voulu qu'il cède certains droits de la province en matière de voirie, mais on oublie que la province retire \$121,000,000 de l'impôt sur la gazoline et \$35,000,000 de l'émission des licences de véhicule automobile. Tout cela, impôt payé par les compagnies et par les particuliers ainsi que par les automobilistes, représente près de \$350,000,000 de revenus pour la province.

Le chef de l'opposition a dit que la mise en valeur de nos richesses naturelles, grâce à des fonds étrangers, ne rapporte que quelque \$30,000,000 par an à la province de Québec. Ce n'est pas exact. Il ne tient pas compte de l'impôt payé par les entreprises industrielles; vous oubliez les impôts qui frappent les sociétés minières, papetières et autres en tant que sociétés. Le développement de ces ressources a rapporté un montant total de \$200,000,000 en taxes au gouvernement du Québec, sans mentionner la taxe payée au gouvernement fédéral.

Il ne se passe pas une session sans que les oppositionnistes fassent allusion à des statistiques, et fréquemment, on se plaît à déformer la véritable signification de ces chiffres qui, d'ailleurs, comme toute statistique, sont approximatifs. On compare aussi le Québec et l'Ontario. Je m'étonne de constater que trop souvent on utilise les chiffres pour des comparaisons sans s'appuyer sur une base sérieuse. Par contre, comment se fait-il qu'on ne mentionne jamais ceci, par exemple?

On se garde bien d'attirer l'attention sur le point que la population de la province de Québec est de près de 5,000,000 d'habitants; celle de l'Ontario ne la dépasse que de quelques centaines de mille, et pourtant, on trouve au Québec une dette nette de seulement \$225,000,000, alors que la dette de l'Ontario s'élève à \$850,000,000. D'après les tout derniers chiffres, la dette ontarienne atteindrait même \$1,000,000,000.

Les adversaires du gouvernement ne veulent pas admettre ce que l'Union nationale a fait de beau et de grand dans la province. Pourtant, le peuple, lui, sait ce qui se passe. Il sait que, sans les réalisations de l'Union nationale, on ne verrait pas, dans la province où l'on compte 1,900 municipalités scolaires, 4,000 nouvelles écoles modernes. Devant une telle réalisation, on ne peut vraiment pas dire que l'Union nationale n'a rien fait.

Aux dernières élections, de comté en comté, la réponse de la population a été la même partout malgré les attaques des adversaires du gouvernement. Avec 2,049 nouveaux ponts, on ne peut vraiment pas faire croire que l'Union nationale n'a rien fait.

De même avec un nouveau réseau de 17,975 milles de routes nouvelles et modernes, l'Union nationale a bien signé sa présence dans le domaine de la voirie, alors que les gouvernements qui l'ont précédée se contentaient d'une politique de bouts de chemins, à l'approche des élections générales.

Le peuple sait aussi que, grâce à l'Union nationale, partout dans la province on voit surgir des hôpitaux, des sanatoriums, des écoles spécialisées. Le peuple peut écouter ceux qui nous critiquent; on peut dire que ça a coûté de l'argent, mais on est obligé de constater que toutes ces réalisations importantes ont été payées comptant par la province de Québec à même ses revenus. Depuis que l'Union nationale est au pouvoir, les travaux de nature capitale, c'est-à-dire la construction de ponts nouveaux, d'édifices nouveaux, de routes nouvelles, ont coûté \$805,000,000. Tout cela a été payé comptant avec les revenus courants de la province, sans augmenter les impôts et en réussissant même à diminuer sa dette.

Dans le budget de cette année, des sommes totalisant \$129,000,000 sont prévues, au chapitre des dépenses ordinaires, pour l'éducation. Cela fait \$13,000,000 de plus que l'an dernier. De même, il y a \$69,725,000 pour la santé, soit \$2,000,000 de plus que l'an dernier, et \$42,000,000 pour les allocations sociales, pensions des invalides, des aveugles, des mères nécessiteuses, etc., soit \$24,000,000 de plus qu'en 1945.

L'administration provinciale consacre \$11,600,000 au drainage des terres.

Au point de vue industriel, on produit au Québec 50 % de tout le papier fabriqué au Canada et, dans notre province, on produit 60 % de la production mondiale d'amiante mise sur le marché des cinq continents, et on prépare 25 % de la production mondiale d'aluminium.

Alors que la valeur de la production nationale brute est de \$30,000,000,000 au Canada, la valeur de la production industrielle correspondante du Québec dépasse \$10,000,000,000, dont \$7,000,000,000 représentant la valeur de la production manufacturière de notre province.

Un chef d'industrie de l'extérieur a déclaré: "Le rythme de l'expansion industrielle du Québec est plus rapide que partout ailleurs au Canada." L'indice des investissements l'illustre bien.

En 1957, les placements dans l'industrie manufacturière du Québec se sont élevés à \$547,300,000, c'est-à-dire 21 % de tous les placements dans l'industrie manufacturière du Canada.

Des statistiques indiquent que l'indice des placements s'est accru davantage au Québec que dans le reste du Canada: en 1954, Québec 107, reste du Canada 99.4; en 1955, Québec 127.5, reste du Canada 100.8; en 1956, Québec 154.7, reste du Canada 131.3; en 1957, Québec 171.7, reste du Canada 139.

L'histoire de demain affirmera que bien qu'avec un retard de 25 ans sur l'Ontario, il y a quelques années, le Québec a repris le temps perdu pour s'engager définitivement sur la voie du progrès et du bien-être. Aujourd'hui, le rythme de l'expansion industrielle est plus rapide dans le Québec que partout ailleurs, de l'avis des plus grands financiers. D'ici quelque temps, nous serons sur un degré de parité avec la province la plus avancée de notre pays en ce qui concerne l'industrie, le commerce et les conditions économiques générales.

Certaines gens nous reprochent d'avoir constamment accepté la collaboration des capitaux étrangers. Si l'on doit faire tellement appel aux

capitaux étrangers pour le développement industriel de notre province, cela s'explique non seulement par le fait que nous sommes encore un pays jeune, mais par le fait également que l'argent que nous avons dû consacrer à la sécurité sociale a drainé vers le gouvernement des montants considérables qui n'ont pu être réinvestis dans les entreprises. Ce qui a été accompli au Québec n'est rien de moins que miraculeux et n'a pu être réalisé qu'avec l'aide de capitaux étrangers.

L'Union nationale peut se rendre le témoignage d'avoir, en toute occasion, invité d'abord les capitaux québécois et canadiens à participer à notre développement. Or, nous ne disposons pas de fonds suffisants à risquer. Les capitaux étrangers ont toujours été les bienvenus dans notre province. Les investisseurs étrangers savent qu'ils peuvent trouver ici des conditions qu'ils ne trouveront nulle part ailleurs au Canada. Les capitaux étrangers sont indispensables à un jeune pays en évolution comme le Canada. Seul un pays ayant accumulé des biens, qui est riche et puissant, possède maintenant le capital disponible de risque pour entrer dans de nouvelles aventures.

Dans ces conditions, une partie du capital de risque nécessaire à notre progrès économique doit venir de l'extérieur. Cependant, la proportion des investissements étrangers n'est pas plus considérable aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1950. Et comment peut-on nous reprocher ces investissements qui augmentent notre prospérité, et prétendre du même souffle que trop d'industries préfèrent s'installer en Ontario plutôt que dans le Québec?

J'ai du mal à comprendre les députés de l'opposition. Si une nouvelle industrie ne s'installe pas au Québec, mais va s'établir en Ontario, ils nous critiquent d'avoir négligé de prendre les mesures nécessaires pour amener cette industrie au Québec. Quand une nouvelle industrie s'installe dans la province en apportant quelquefois un investissement de plus de \$300,000,000, l'opposition nous accuse de vendre les ressources naturelles du Québec.

Le régime de l'Union nationale a marqué un point tournant dans notre histoire politique et industrielle. Il n'y a que ceux qui sont aveuglés par la partisanerie politique qui ne voient pas ce qui a été accompli ici au cours des deux dernières décennies. Le Québec est devenu en l'espace de 20 ans un vaste empire industriel ayant pour base l'agriculture; cet empire se développe à un rythme considérable. En effet, aujourd'hui, l'agriculture constitue toujours la base et les assises de notre économie. Mais le travail de l'agriculture, de nos jours, est de nourrir notre

main-d'œuvre qui augmente. L'accroissement de sa population est de 1,000,000 d'âmes en 10 ans. Il faut tenir compte de ce facteur lorsqu'on parle de régression. Cela signifie que, chaque année, de nouvelles personnes arrivent sur le marché du travail, ce qui résulte de l'accroissement naturel de la population et aussi de l'immigration. Mais il importe de ne pas perdre de vue que, si l'on parle de régression, la province de Québec emploie actuellement plus de monde qu'au même moment l'an dernier, en février 1958.

Pour expliquer l'attention que le gouvernement porte au réseau routier, il insiste sur l'importance de la voirie. De bonnes voies de communication, dit-il, sont indispensables pour stimuler le commerce et l'industrie. Pour assurer le transport des marchandises vers tous les points de la province et de l'extérieur, plus de 193,416 camions, semi-remorques et remorques sont constamment en circulation. En 1945, on en comptait seulement 54,032.

Sur la question de l'accroissement de la population, des gens déplorent que l'augmentation soit moindre au Québec qu'en Ontario. En réalité, l'accroissement naturel de la population est proportionnellement plus fort au Québec qu'en Ontario: 83.3 % pour nous et 56.3 % pour l'Ontario. Mais l'accroissement dû à l'immigration est beaucoup plus fort en Ontario, avec 43.7 %, qu'au Québec, avec 16.7 %.

La politique du gouvernement provincial est logique et répond aux besoins. Depuis 10 ans, le Québec s'est engagé avec rapidité dans une ère de développement industriel intense. C'est pourquoi le premier ministre a lutté d'arrache-pied, avec opiniâtreté, pour récupérer nos droits au point du vue fiscal. De nos sources de revenus, le gouvernement de Québec a obtenu que la déduction de l'impôt sur le revenu des particuliers soit portée de 5 % à 10 %, puis de 10 % à 13 %, et la déduction de l'impôt sur les corporations, de 5 % à 7 %, puis de 7 % à 9 %.

La lutte faite dans ce but a un sens profond que le peuple du Québec saisit bien, mais il a fallu un homme fort et respecté de tous pour le faire. Il a livré un combat homérique de tous les instants pour affirmer nos droits, nos libertés, et pour qu'on respecte la Constitution canadienne. C'est pourquoi chaque fois que nous avons l'occasion d'aller devant l'électorat, nous avons confiance. La détermination de demeurer ce que nous sommes doit se consolider par des formes matérielles, des sources de revenus. C'est ainsi que nous garantirons davantage notre survivance.

Pas une province ne peut se vanter d'une situation financière aussi saine que la nôtre.

M. Pouliot (Laval) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (M. Laberge), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Projets de loi:

Accès aux études supérieures

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 29 facilitant l'accès aux études supérieures.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose: Que la somme de dix millions de dollars mentionnée à l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution soit prise à même les revenus provenant de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements (2-3 Elizabeth II, chapitre 17, et ses amendements) et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Je suis heureux et fier de présenter au Parlement cette loi qui augmente de façon considérable l'aide, par ailleurs fort généreuse, accordée jusqu'ici par le gouvernement de Québec pour faciliter l'accès des jeunes aux études supérieures. Le gouvernement fait déjà beaucoup pour les étudiants et la nouvelle loi augmente encore l'assistance prévue pour faciliter les études supérieures.

Rétablissons certains faits en face de tout ce qui a été dit et écrit sur cette question de l'aide aux étudiants. Par exemple, dans un journal étudiant⁶, on dit que la loi que présente actuellement le gouvernement n'améliore pas la situation des étudiants.

Voyons quels sont les faits. Le département a distribué plus de 14,000 bourses pour l'année scolaire courante et leur valeur globale atteint presque \$3,800,000. Depuis 1946, à date, les étudiants de notre province ont reçu de mon ministère, en aide financière, une somme globale de quelque \$18,865,000, ce qui ne tient pas compte des sommes versées par les autres départements qui ont accordé plus de \$20,000,000 pour aider les étudiants. Au total, en additionnant l'aide du ministère de la Jeunesse et des autres départements de l'administration, on arrive à un grand total d'environ \$40,000,000 pour aider les étudiants. C'est plus que le total versé aux étudiants dans toutes les autres provinces de la Confédération canadienne réunies.

Mais, encore là, ce n'est pas complet. Il faut tenir compte aussi des emplois accordés par les divers ministères aux étudiants dans le besoin, pendant les vacances d'été. De sorte que, si l'on veut le calcul de tout ce qui est payé comme aide aux étudiants, c'est plusieurs millions qu'il faudrait ajouter, du fait de ces emplois partiels. Alors, le grand total de l'aide aux étudiants de nos universités et des écoles spécialisées depuis 1946 atteint près de \$50,000,000, au lieu de \$45,000,000. Même si c'était vrai, comme le prétend ce journal des étudiants, que la présente loi n'améliore pas la situation, le gouvernement de l'Union nationale aurait fait encore beaucoup plus, dans les mêmes fins, que n'importe quel autre gouvernement sur le continent nord-américain.

C'est dans la province de Québec, où les étudiants sont mieux traités que partout ailleurs, qu'ils ont déclenché une grève⁷.

J'ai lu dans un journal étudiant que c'était compromettre l'avenir et traiter injustement les jeunes étudiants que de leur prêter de l'argent. Je suis sûr que cette dernière affirmation que l'on fait à ce sujet ne reflète pas la pensée de la majorité des étudiants. Blâme-t-on les autorités de prêter à un jeune cultivateur désireux de s'établir sur une terre? Le jeune cultivateur qui veut fonder un foyer n'hésite pas à contracter un emprunt dont les échéances s'échelonnent sur une durée de 30 ans et à hypothéquer son avenir pour s'établir. Ceux qui parlent ainsi de façon irresponsable devraient se rendre compte qu'ils rendent un mauvais service aux

jeunes et à la gent étudiante. Ils oublient que l'argent voté pour l'aide aux étudiants est payé par le peuple.

Il est temps de servir un avertissement à ceux qui exagèrent et torturent ainsi la vérité, de s'arrêter et de songer qu'en prêchant des théories aussi ridicules, on risque de tarir à leur source même les fonds qui leur sont accordés.

Le mémoire présenté par les étudiants renferme une affirmation qui a été répétée en cette Chambre. On a dit aussi que les frais de scolarité dans la grande majorité des facultés, dans les universités de la province de Québec, sont plus élevés que dans les autres universités canadiennes. Voyons où est la vérité.

L'affirmation faite que les frais de scolarité sont plus élevés dans le Québec est démentie par les chiffres que les étudiants citent dans ce même article. Citons les sommes annuelles payées par les étudiants dans trois des grandes universités du Canada, Laval, Montréal et Toronto, comme suit:

Ville	Facultés			
	Médecine	Droit	Sciences	Art dentaire
Montréal	\$525	\$375	\$425	\$475
Laval	\$500	\$350	\$450	----
Toronto	\$550	\$365	\$500	\$500

Donc, quand ce journal étudiant dit que les universités du Québec sont en tête de liste pour les frais de scolarité, on ferme les yeux pour ne pas voir la vérité. Les frais de scolarité ne sont pas plus élevés dans le Québec que dans les autres provinces. La mesure a un caractère extrêmement progressif. Le Québec, qui fait déjà plus que toutes les autres provinces en ce domaine, donne là un autre exemple de son grand intérêt pour la classe étudiante.

Examinons ici la situation des étudiants jusqu'à maintenant. Les étudiants résidant à l'extérieur de la ville où est située l'université, les non-résidents, peuvent recevoir jusqu'à \$500 de bourses par année, dont la moitié est remboursable, la balance constituant un don pur et simple du gouvernement. Les étudiants résidant dans la ville où se trouve l'institution, les résidents, ont droit à \$200, sujet aux mêmes conditions. Pour les études à l'étranger, la bourse provinciale peut atteindre \$1,200 et elle n'est pas remboursable. Actuellement, l'étudiant qui a bénéficié d'une bourse doit rembourser le gouvernement dans une proportion de la moitié, à la fin de ses études, en payant un intérêt de 5 %.

Voici les changements apportés par le bill 29 au système provincial des bourses. Avec la nouvelle loi, qui autorise des crédits supplémentaires de

\$10,000,000, les bourses aux résidents sont portées à un maximum de \$300 et celles aux non-résidents, à un maximum de \$1,000. La partie remboursable de la bourse est diminuée de 50 % à 40 %, de sorte que l'étudiant reçoit un don de 60 %. Le maximum de la bourse des résidents est porté de \$200 à \$300 et, si l'étudiant peut établir, à la satisfaction des autorités, que ce montant n'est pas suffisant, il peut obtenir un prêt additionnel qui peut aller jusqu'à \$200. Et les non-résidents peuvent obtenir une bourse de \$500, qui peut être également augmentée dans le cas d'insuffisance. Ces remboursements additionnels sont évidemment remboursables. Le remboursement ne commence qu'après deux ans de la fin des études et le taux d'intérêt est réduit de 5 % à 3 %. Jusqu'ici, il devait commencer aussitôt les études terminées. Dans le cas des bourses d'études postsecondaires à l'étranger, la somme annuelle de \$1,200 est portée à \$2,000. Tout cela constitue une augmentation considérable d'une aide déjà généreuse offerte par le gouvernement de Québec aux étudiants de la province de Québec. Et il ne faut pas oublier qu'en plus de l'aide du gouvernement, les étudiants reçoivent des bourses de l'industrie, du prêt d'honneur et d'autres sources. Dans un rapport récent, les autorités de l'Université Laval déclarent qu'en 1957-1958, 2,500 des 4,000 étudiants de Laval recevaient de l'aide soit du gouvernement, soit d'autres sources.

Je suis fier de soumettre cette loi à l'attention de la Chambre, comme je suis fier de ce qui a été fait depuis 1946 dans ce domaine si important de l'aide aux étudiants. Je suis convaincu que le gouvernement a rendu d'immenses services aux jeunes, sans jamais faire de partisanerie politique, comme en ont rendu témoignage les autorités des universités Laval et de Montréal.

En résumé, depuis 1946, des milliers de jeunes gens à tous les paliers de l'enseignement ont pu faire des études avec une aide suffisante du gouvernement. Actuellement, à cause de cette aide gouvernementale, une foule de jeunes de talent se dirigent vers des postes de commande dans le commerce, l'industrie et les professions libérales. Mais l'Union nationale ne veut pas s'arrêter dans cette voie; la province de Québec veut aller plus loin encore.

J'ai la conviction que, par le bill 29, nous doublons pratiquement aujourd'hui l'aide généreuse déjà accordée à la jeunesse étudiante de la province de Québec.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Pour bien situer le débat, je dirai tout d'abord que j'ai l'intention de voter pour la loi, mais que je suis

quand même convaincu de son insuffisance. Je ne voudrais pas que notre attitude puisse priver les étudiants de ce que la présente loi leur ajoute. Ce serait leur rendre un mauvais service. Nous allons donc adopter la loi, mais, encore une fois, nous la jugeons insuffisante. La nouvelle loi est un pas dans la bonne direction, mais elle ne va pas assez loin parce qu'elle ne règle pas le problème des étudiants qui n'ont pas les moyens d'une éducation universitaire. La porte de l'université restera fermée à bien des élèves!

Libre au ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) de se vanter de sa loi, c'est son droit. Mais ce n'est pas cela qui peut aider efficacement les étudiants. Je suis étonné qu'il y ait autant de gens privés de ce droit à l'éducation parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en payer le coût. Avec les bourses qui sont offertes, plusieurs jeunes ne pourront faire face au problème.

L' ducation est-elle un droit qui existe vraiment, quand on constate que tant de gens chez nous ne peuvent l'exercer? Si l'éducation est un droit, ce droit ne doit pas être illusoire. J'ai bien l'impression que c'est par l'éducation que nous pourrions conquérir des sommets. Et, si l'éducation est un droit, comment se fait-il que, dans notre province que l'on dit si riche, il reste beaucoup de gens qui ne peuvent exercer ce droit? Même avec les améliorations apportées par le gouvernement, le problème est plus grave qu'il ne l'a jamais été pour un grand nombre d'étudiants et de pères de famille. Le problème du père de famille est le suivant: Ai-je droit à l'éducation et puis-je la procurer à mes enfants? Chaque enfant qui a les talents nécessaires doit pouvoir accéder aux études de son choix, si ses parents n'ont pas les moyens de l'aider.

Le ministre prétend que la présente loi apporte une amélioration considérable, mais le problème reste tout de même entier pour un grand nombre d'étudiants et de pères de famille. Le bill ne résout pas le problème qui se posait jusqu'à maintenant pour un grand nombre de gens.

De plus, le projet de loi ne concerne que les universités, les écoles d'enseignement spécialisé, l'enseignement universitaire, les écoles de puériculture, de garde-malades ou toute autre maison d'enseignement, sauf évidemment les écoles privées, déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le problème ne se limite pas à eux. Il laisse donc de côté tous les élèves des collèges classiques. Or, c'est le cap des études classiques qui est difficile à franchir. Et comment accéder à l'université si l'on ne fait pas d'abord un cours classique? Pour les pères de

famille, le problème commence aux collèges classiques. Combien de pères de famille sont dans l'impossibilité de les faire faire à leurs enfants!

Nous avons \$10,000,000 à voter et nous tombons dans une autre incertitude. Nous ne savons pas quel sera le nombre de bourses à attribuer, vu qu'elles ne seront pas du même montant. Nous ne savons pas si le nombre de ceux qui bénéficient de bourses sera accru. Les bourses ne seront pas assez importantes et, dans le texte législatif, rien n'indique que le gouvernement ait l'intention de multiplier les bourses.

Les bourses ne couvriront certainement pas les frais de scolarité. L'étudiant a les moyens de payer ses études ou il ne les a pas. S'il ne les a pas, il est foutu. C'est là qu'est tout le problème. On nous répond que les étudiants pourront avoir des emplois de vacances. Un certain nombre mais pas tous. Les emplois de vacances dont on parle ne sont pas disponibles pour tous et, dans certains cas, même avec de tels emplois, les jeunes ne peuvent mettre beaucoup d'argent de côté. Ceux qui auront obtenu un emploi devront consacrer une partie de l'argent qu'ils auront gagné, pour chambre et pension. Il ne leur restera qu'une partie de leur salaire pour payer la scolarité et l'achat des instruments. Les situations payantes pour les étudiants pendant les vacances ne sont pas très nombreuses ni même assez payantes.

Avec les bourses qui sont offertes, plusieurs jeunes ne pourront faire face au problème. Le ministre nous dira sans doute: Nous faisons notre part. Il faut aussi que les étudiants prennent leurs responsabilités. On admettra que les étudiants ont déjà beaucoup de sacrifices à faire, et leur nombre augmente constamment. Le ministre peut être satisfait du bill qu'il nous présente. Quant à nous, nous n'avons pas lieu de nous en réjouir outre mesure.

Dans la distribution des bourses, je ne suis jamais intervenu ni pour les miens ni pour d'autres, et je ne sais ce qui se passe. Mais je suis d'avis que la distribution des bourses devrait être faite par un comité officiel, et non pas officieux comme cela se fait pr sentelement.

  l'occasion de la guerre, des capitaux du gouvernement canadien avaient été gelés en Europe. On a alors décidé qu'on ferait bénéficier les étudiants de ces argents devenus utilisables, et l'on a chargé un organisme officiel de voir à la distribution des bourses. Quand des industries décident d'accorder des bourses, elles les font généralement distribuer par une sorte de jury. Il faudrait que le gouvernement nomme un comité pour garantir l'impartialité de la distribution des bourses.

J'estime aussi qu'en plus de ces bourses mentionnées au projet de la présente loi, le gouvernement devrait accorder d'autres secours particuliers, pour des montants plus considérables, que les meilleurs cerveaux pourraient gagner par voie de concours comme cela se fait en France et ailleurs, ce qui serait de nature à favoriser les jeunes les plus méritants, doués de talents exceptionnels.

Je voudrais essayer de transmettre l'idée que je me fais de cette législation sans penser que j'appartiens à un parti politique. C'est la première fois depuis assez longtemps que je parle du problème de l'éducation. Cette année, c'est le problème de l'étudiant lui-même que nous abordons, le problème de l'étudiant en face du coût de la scolarité. C'est un problème vital pour des milliers de jeunes gens.

Le ministre peut se vanter de ses réalisations. C'est son affaire. Je vais voter en faveur de la loi. Mais, à un moment donné où la province se vante d'avoir tant de réalisations à son crédit, j'estime sans tomber dans le socialisme, comme dit le Dr L.-P. Royer, que c'est dans le domaine de l'éducation qu'on doit faire le plus. J'ai parlé en toute objectivité. Je vais voter pour la loi, mais je suis obligé d'en déplorer l'insuffisance.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je ne veux que mettre en relief certains principes fondamentaux qui, malheureusement, sont trop oubliés.

L'histoire est un éternel recommencement. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Tenant compte des expériences qui ont été faites ailleurs dans le passé, je suis irrémédiablement opposé, et le gouvernement est irrévocablement opposé à l'étatisation de l'éducation, des cœurs, des cerveaux, des intelligences. Le meilleur moyen d'éviter ce résultat, c'est de ne pas tomber dans les erreurs, qui, suivant l'histoire constante, mènent infailliblement à l'étatisation de l'éducation des cœurs, des cerveaux, des intelligences.

Un gouvernement, quel qu'il soit, ne fait qu'administrer l'argent du peuple, et il est obligé de se rendre compte de la façon dont l'argent est dépensé. Du moment qu'il accorde des crédits, il est tenu en conscience de s'assurer qu'ils seront employés à bon escient. À moins de verser dans le socialisme ou le communisme, il faut reconnaître que, dans ce domaine, le rôle de l'État est supplétif. Suppléer, ça ne veut pas dire remplacer. Il ne faut pas tout faire. Des groupes irresponsables dans notre province essaient de nous conduire dans cette voie.

(Applaudissements des ministériels)⁸

Ce n'est pas tout d'instruire. Que l'on meuble les intelligences, j'en suis, mais jamais sur les ruines du caractère. J'aime mieux un homme dans toute l'acception du mot, quel que soit son degré d'instruction, qu'un être instruit qui n'a pas les qualités d'un homme. Celui qui bâtit une maison paie pour sa maison et, quand on s'instruit, c'est une maison qu'on bâtit pour l'avenir. On doit payer sa part. Le gouvernement ne peut pas tout payer et il n'abandonnera jamais le million d'enfants qui fréquentent l'école primaire. Il continuera d'aider les étudiants autant qu'il le pourra. Par ailleurs, le gouvernement ne peut pas restreindre la construction des écoles, restreindre l'enseignement spécialisé. L'argent dépensé pour les bourses est l'argent du peuple, et il est dans l'ordre que l'étudiant et ses parents fassent aussi des sacrifices.

Rappelons certaines vérités de base. Jamais je ne me ferai, réaffirme-t-il, le partisan de mesures susceptibles de conduire à la nationalisation de l'instruction. Il faut aussi prévoir. Il y a des événements récents dont les conséquences n'ont pas été assez mûries. Pour ma part, je suis content d'avoir voté contre l'instruction obligatoire que d'autres préconisaient de bonne foi⁹. Si c'était à recommencer, je voterais encore contre parce que je sais déjà à quoi ça nous mènerait.

Qu'est-ce qui s'est produit? Nous avons dans le Québec un système d'enseignement soumis au régime confessionnel auquel nous tenons à juste titre, car c'est priver l'éducation de sa base indispensable que de chasser la religion des écoles. Nous avons donc des écoles catholiques et des écoles protestantes. Un jugement rendu par la Cour d'appel, en 1957, devrait faire ouvrir les yeux de toute la population sur les dangers d'un système d'instruction obligatoire¹⁰. Une telle décision démontre jusqu'où peuvent conduire des théories comme celle-là.

Il y a un an ou deux, dans l'Abitibi, des Témoins de Jéhovah ont voulu envoyer leurs enfants à l'école catholique, tout en exigeant qu'aucun enseignement religieux ne soit fait en présence de leurs enfants¹¹. Ils avaient l'audace et l'indécence de s'opposer à l'enseignement religieux, base indispensable de l'éducation. Ils voulaient empêcher la Commission des écoles catholiques d'inclure cette matière dans leur programme. Il y a eu un procès. La Commission scolaire a gagné en Cour supérieure, mais les juges de la Cour d'appel du Québec ont cassé le jugement par suite d'une décision unanime.

Les juges de bonne foi ont décidé que, dans notre belle province de Québec, les commissions scolaires catholiques étaient obligées de recevoir les

enfants appartenant à la secte des Témoins de Jéhovah et dans l'impossibilité de les exempter de l'enseignement religieux. Pourquoi? Parce que, ont-ils dit, nous avons une loi qui rend l'instruction obligatoire. Voyez-vous où ça mène? Ce qui est arrivé en Abitibi démontre que mes craintes étaient bien fondées. Je ne pensais pas qu'une telle chose pouvait arriver dans une province catholique comme la nôtre, mais c'est arrivé.

La génération d'aujourd'hui ne mesure peut-être pas toutes les conséquences de cette décision. Parce qu'on n'a pas vu assez loin, nous avons aujourd'hui un jugement unanime disant que nous n'avons pas le droit d'enseigner la religion dans les écoles catholiques de la province de Québec, quand les Témoins de Jéhovah y sont.

Prenons garde que les demandes exagérées, la voracité à même les deniers publics, ne nous conduisent à l'étatisation de l'éducation des cœurs et des intelligences. Appliquons-nous à former des caractères. Dans la vie, il n'y a pas seulement du plaisir, il y a aussi des responsabilités.

Nous avons actuellement un million de jeunes gens, fils de cultivateurs et d'ouvriers, dans les écoles élémentaires. Allons-nous les sacrifier? Allons-nous retarder la construction des écoles? Allons-nous restreindre l'enseignement spécialisé pour tout donner aux universités? Il faut conserver un certain bon sens, un certain sens des mesures. Il ne faut pas sacrifier le million de jeunes gens, fils de cultivateurs et d'ouvriers, qui fréquentent les écoles élémentaires, pour favoriser à peu près uniquement ceux qui sont rendus au palier universitaire. Respectons la mesure. Souvenons-nous des leçons des ancêtres.

Voici une loi, mesure présentée par mon collègue, qui est extrêmement généreuse. Le ministre de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) passera à l'histoire comme l'initiateur des bourses d'études dans la province.

Je sais que la grande masse des étudiants est saine et que nous avons le droit et raison d'en être fiers. Mais nous avons par contre le devoir d'attirer l'attention des autorités sur la campagne de propagande sournoise et insidieuse lancée par un petit groupe, qui prend des attitudes et provoque des désordres contraires à nos traditions et contraires aux convictions de la masse des étudiants. Ce petit groupe d'étudiants est responsable de la mauvaise réputation qu'on donne aux étudiants universitaires québécois.

La grande maladie du siècle, c'est la crise de l'autorité. Contre cela, nous avons le devoir de nous

défendre. Jamais le gouvernement actuel ne sera complice de ce mouvement contre l'autorité, qui mène à l'anarchie, au désastre et à la ruine de notre jeunesse.

(Applaudissements des ministériels)

M. Hanley (Montréal-Sainte-Anne): J'entends répéter en Chambre ce que j'ai dit récemment à 500 étudiants de l'Université McGill. Je leur ai demandé si seulement un seul d'entre eux avait vainement tenté d'obtenir de l'aide du gouvernement provincial. Il n'y en a qu'un seul qui s'est levé, et c'était un Britannique arrivé au pays depuis seulement trois mois. Personne à part celui-là n'a osé dire qu'il n'avait rien reçu quand il avait demandé, car c'eût été contraire à la vérité.

Nous voulons tous que les étudiants aient une juste chance, mais les gens de mon comté ne sont pas riches. Un bon nombre ont même de la difficulté à payer leur combustible et leur loyer. Je connais des gens qui manquent de chauffage, de vêtements et même de nourriture, mais qui paient quand même joyeusement leurs taxes de vente, pour permettre aux étudiants de se faire instruire. Ils sont prêts à accepter de faire des sacrifices.

Les étudiants critiquent le gouvernement? Pourtant, sur 26,000 étudiants, il y en a la moitié qui reçoivent de l'aide du gouvernement.

J'ai dit aux étudiants de ne pas se laisser endoctriner par des chefs politiques qui veulent bien plus leurs votes que leur bien. J'ai, dit-il, parlé de M. Jean Drapeau et d'autres chefs politiques invités avant lui à McGill. Il les a mis en garde contre certains genres de manifestations qui nuisent plus à leur cause qu'elles ne les aident.

J'ai demandé aux étudiants ce qu'ils voulaient du gouvernement. Ils n'ont rien répondu parce qu'ils reçoivent déjà trop. Les étudiants d'universités manigancent des manifestations déplacées et démontrent de l'ingratitude envers les efforts du gouvernement. Les manifestations étudiantes n'aident pas la cause de l'éducation.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je n'avais pas, dit-il, l'intention de parler sur ce projet de loi, mais je crois de mon devoir de participer au débat pour apporter des corrections qui s'imposent et rendre justice aux étudiants. Je le fais avec sérénité parce que c'est un problème très important dont dépend l'avenir de la jeunesse.

Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse s'est scandalisé du fait que les 21,000 étudiants des universités de la province...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y en a pas 21,000. C'est faux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je ne les ai pas comptés l'un après l'autre, mais...

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ça comprend les collèges classiques.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre intervient encore pour semer de l'acrimonie. On a l'expérience d'une séance où il n'y était pas, tout s'est passé dans le calme¹².

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il faut dire que vous n'avez pas parlé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Les étudiants des universités ont préparé un mémoire renfermant des chiffres sur les frais de scolarité. Le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse n'a pas rendu justice aux étudiants en faisant des comparaisons basées sur une partie seulement du tableau contenu dans le mémoire. Le mémoire dit que de la très grande majorité des facultés, les universités de la province de Québec sont en tête de liste avec les frais les plus élevés.

Pour la Faculté de médecine, par exemple, les frais de scolarité sont de \$525 à l'Université de Montréal, de \$650 à McGill, de \$500 à Laval, de \$510 à l'Université de l'Alberta, de \$465 à celle du Manitoba, etc.

Je ne veux pas citer toutes les facultés, mais je veux protester contre le fait que le ministre, ne citant qu'une partie du tableau, ne rend pas justice aux étudiants. Et ce sont ces gens qui nous accusent de tronquer des textes.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Lorsque j'ai parlé de textes tronqués, je parlais en connaissance de cause. Lorsque j'ai cité le tableau, j'ai pris la précaution de dire qu'à comparer avec les universités de même calibre, les remarques n'étaient pas justifiées.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il y a autre chose. Je crois que le problème doit être discuté à la lumière de l'idéal que chacun partage pour l'éducation. Sommes-nous d'opinion qu'en 1959, dans une province qu'on dit riche et prospère, aucun enfant ne devrait être privé de l'instruction que son cerveau est capable d'absorber à cause d'une question de finance?

C'est notre opinion qu'aucun enfant ne doit être assujéti à ce sort. C'est dans le domaine culturel que nous devons d'abord prendre notre place au Québec et c'est à la lumière de ce principe que nous devons examiner la loi. Est-ce que nous allons permettre qu'aucun enfant soit privé de toute l'instruction que son cerveau et son intelligence sont capables d'absorber? Je ne crois pas.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Alors, votez contre la loi.

M. Hamel (Saint-Maurice): Non, nous ne voterons pas contre la loi. Mais elle n'est pas suffisante. Si j'ai besoin de six pains et que je ne peux en avoir qu'un seul, je vais le prendre pareil.

Il y a une chose frappante, les étudiants sont inquiets, et avec raison, car 22.3 % des étudiants dans les universités sont issus de familles professionnelles qui ne comptent que pour une proportion de 4.4 % au regard de toute la population de la province de Québec; 34 % des étudiants sont issus des milieux industriels qui ne représentent que 6 % de la population totale.

Ces deux catégories forment un total de 57.6 % des étudiants universitaires et ne comptent que pour 10.4 % de la population en effectif humain. Je doute fort que cette loi permette aux enfants issus des autres milieux, représentant 90 % de la population, d'acquérir toute l'instruction dont ils seraient capables.

Il y a un autre point qu'a soulevé le premier ministre et qui est extrêmement grave, c'est la crise d'autorité. Je n'ai pas l'intention de m'étendre longuement sur ce sujet, mais je veux demander aux gens qui siègent en face de nous, de l'autre côté de la Chambre, et qui sont les premiers responsables du maintien de l'ordre, de se demander s'ils ne sont pas en partie responsables de cette situation, si elle existe.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À l'ordre!

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a parlé de crise d'autorité et a accusé les étudiants d'en être responsables.

M. l'Orateur demande au député de Saint-Maurice de s'en tenir à l'objet du projet de loi. Le premier ministre, dit-il, a fait allusion à une situation de fait, et elle ne peut entrer dans le débat parce que ce n'est pas l'objet du bill.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a fait de la démagogie, quand il a dit qu'on ne peut sacrifier un million d'élèves, fils de cultivateurs et d'ouvriers, dans les écoles primaires et secondaires en faveur des étudiants des universités. Il n'est pas question pour le Parti libéral de sacrifier les élèves des écoles primaires et secondaires. Mais il doit être clair de façon générale que l'enseignement universitaire a des répercussions formidables sur le bien-être général de la population de cette province. Je crois qu'il est mal à propos d'essayer de monter la masse du peuple contre nos milieux universitaires, professionnels et autres. Ça, c'est de la démagogie. La discrétion laissée au ministre par la loi constitue un pouvoir trop vaste. Un comité spécial devrait être chargé de l'octroi des bourses.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) regrette, dit-il, que le débat ne soit pas resté sur le ton où il l'avait placé. Le député a parlé de démagogie. Quand on en est rendu à prétendre que les enfants de 90 % de la population ont tous un droit et devraient être à l'université, c'est faire de la démagogie. Quand on en est rendu à dire...

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas ce que j'ai dit. J'ai dit qu'aucun enfant ne devrait être privé de l'instruction que son cerveau et sa santé sont capables de recevoir.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est dans la deuxième partie du discours du député qu'il a dit cela et je veux le relever aussi. Dans la première partie, le député a cité un tableau démontrant que 26 % des étudiants à l'université sont issus de familles professionnelles, 34 % de familles industrielles et qu'ils ne représentent que 10 % de la population. Il dit que ceux qui sont issus de 90 % de la population devraient tous pouvoir aller à l'université. Ça, c'est de la pure démagogie que de soutenir que tous les enfants devraient aller à l'université, parce que c'est une affirmation fautive à sa base. Je dis que c'est une théorie malsaine et que ceux qui la prêchent sont les pires démagogues.

Tous ne sont pas faits pour des études supérieures et un peuple qui n'aurait plus d'agriculteurs, d'ouvriers, de mécaniciens, de bousilliers, etc., serait bien à plaindre. Il n'y a pas que la santé et l'intelligence qui comptent, d'ailleurs. Il faut aussi de la volonté et des aptitudes. Avec la théorie du député, où va-t-on prendre les ouvriers pour faire fonctionner les usines? Où va-t-on prendre les cultivateurs pour

manœuvrer le sol et le faire produire? Il faut donc s'occuper aussi des écoles élémentaires, des écoles d'agriculture, des écoles spécialisées qui ont été aménagées à coups de millions précisément pour aider les fils d'ouvriers et leur permettre de tirer tout le bénéfice possible de l'essor de notre province.

Le député de Saint-Maurice se scandalise parce que le premier ministre a dit qu'en créant des appétits comme ça, vous allez nous placer dans l'impossibilité de remplir nos obligations dans d'autres domaines, et spécialement dans le secteur de l'enseignement.

Comme conclusion logique, nous n'avons pas le droit de négliger le million d'enfants qui sont dans les écoles élémentaires. Nous n'avons pas le droit de négliger un palier de l'enseignement au bénéfice d'un autre. L'école élémentaire est la base de tout notre système d'enseignement.

Nous avons dépensé des millions de dollars pour bâtir des écoles spécialisées à l'intention des fils d'ouvriers, afin que ceux-ci demain puissent participer dans les plus hauts postes possible, à l'essor que connaît actuellement notre province.

J'ai voulu, dans mes explications sur le bill, présenter toute la question sans partisanerie politique à cause de son importance. Je n'ai pas voulu dire de choses désagréables pour personne, je me suis abstenu de toute comparaison. Je me suis contenté de dire mon désappointement du fait que certains individus ont contribué à donner à notre population étudiante en général une réputation qu'elle ne mérite pas. Je me suis étonné du fait aussi que ce soit dans la province, où l'on aide plus les étudiants que dans toutes les autres provinces réunies du pays, que l'on ait fait du désordre au sujet de cette aide, qu'on soit allé jusqu'à faire la grève.

Le chef de l'opposition a généralement étudié le problème avec sérénité, mais, dans sa conclusion, il a tenu à dire que son groupe allait voter pour la loi même s'il la trouvait insuffisante. Le fait de dénigrer un programme de bourses qui couvre tous les frais de scolarité pour un étudiant inadéquat démontre une tendance à critiquer pour critiquer. Il a cité des chiffres sur les frais de scolarité. Je veux dire ici qu'avant de faire moi-même des recommandations au cabinet pour la préparation du projet de loi, j'avais réuni à mon bureau des représentants des universités et les membres du comité des bourses. Ce comité est formé de l'abbé Anicet Greco (Laval), Mgr Georges Deniger, p.d. (Montréal), M. C. Knowles (McGill), l'abbé Vachon (Sherbrooke), M. Gustave Poisson, sous-ministre de la Jeunesse, et M. Edmond Tanguay, secrétaire du comité.

Je dois dire que le bill actuellement à l'étude va aussi loin que les plus audacieuses des suggestions faites par ces gens. Par exemple, le consensus général de ces gens était en faveur d'un maximum de \$800 pour les bourses. Quelqu'un a suggéré \$1,000, et c'est le maximum fixé dans le bill.

Or, si on étudie le tableau des frais de scolarité à Laval et à l'Université de Montréal, on se rend compte que la moyenne pour les différentes facultés est de \$500.

Or, le bill à l'étude permet d'aider les étudiants résidents jusqu'à concurrence de ce montant. Pour les non-résidents, on peut aller jusqu'à \$1,000, c'est-à-dire qu'on peut ajouter \$500 pour les frais autres que ceux de la scolarité. Dans le cas des résidents, une bourse de \$500 représente le coût entier des frais de scolarité. Pour les non-résidents, le \$500 additionnel devrait couvrir aussi normalement les frais de séjour. Il est étonnant, devant ces faits, qu'on vienne parler d'aide insuffisante.

Comparons ce qui se fait dans Québec avec ce qui se passe dans l'État de New York. À cet effet, un article paru dans le *New York Tribune*, en date du 30 décembre 1958, dit que l'aide aux étudiants dans cet État était devenue une grosse affaire. Or, cet article mentionne que l'État de New York, en 1958, avait aidé ses étudiants pour un montant de \$1,792,000. Si l'auteur de cet article avait été au courant de ce qui se fait chez nous, que n'aurait-il dit en faveur de la politique suivie au Québec, puisqu'ici, dans une province beaucoup moins peuplée, nous avons aidé nos étudiants pour un montant de \$4,000,000¹³ par année?

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord),

Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 29 est, en conséquence, agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 29 facilitant l'accès aux études supérieures.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 facilitant l'accès aux études supérieures soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 29 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Les articles 1 à 5 sont adoptés.

M. le président: Le comité étudie l'article 6 qui se lit comme suit:

"6. Pour bénéficier d'une bourse ou d'un prêt, l'étudiant doit:

"a. établir son incapacité d'entreprendre ou de continuer ses études sans cette aide;

"b. réussir dans ses études;

"c. avoir une bonne conduite;

"d. être domicilié et résider dans la province de Québec depuis au moins cinq ans avant son admission à l'institution."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) apporte un amendement à l'article 6 pour réduire de cinq ans à deux ans la période obligatoire de résidence dans la province de Québec pour obtenir des bourses d'études.

Cet article est amendé et se lit alors comme suit:

"6. Pour bénéficier d'une bourse ou d'un prêt, l'étudiant doit:

"a. établir son incapacité d'entreprendre ou de continuer ses études sans cette aide;

"b. réussir dans ses études;

"c. avoir une bonne conduite;

"d. être domicilié et résider dans la province de Québec depuis au moins deux ans avant son admission à l'institution."

L'article 6, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 7 à 14, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté le bill 29 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Kirkland), que la motion en discussion soit modifiée en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 29 favorisant l'accès aux études supérieures" soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier de façon à décréter, à l'article 3, que le ministre doit accorder des bourses d'études aux conditions et de la même manière déterminées par la loi et les règlements et non pas que le ministre "est autorisé" seulement à accorder telles bourses."

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre et de règlement à l'encontre de cet amendement, alléguant qu'il implique une matière de finance, ce qui requiert une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur et ne peut se faire que sur l'initiative d'un ministre de la couronne, et l'honorable premier ministre invoque les articles 155, 538 et 548 du Règlement.

Décisions de l'Orateur:**Amendement
à incidence financière**

M. l'Orateur déclare que l'amendement entraînerait certainement des dépenses d'argent, s'il était adopté, et qu'il est irrégulier, à moins d'être précédé d'une résolution recommandée par le lieutenant-gouverneur, et présenté à l'instigation d'un ministre de la couronne. En conséquence, le point d'ordre et de règlement soulevé par l'honorable premier ministre est maintenu, l'amendement du chef de l'opposition est déclaré irrégulier et nul (articles 155, 529, 548, 755, 790 et 793 du Règlement).

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston,

Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Hamel (Saint-Maurice) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl), que la motion en discussion soit modifiée en en remplaçant tous les mots après "que" par les suivants:

"le bill 29 favorisant l'accès aux études supérieures" soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction de le modifier de façon à décréter à l'article 7 que les demandes de bourses seront adressées à un comité officiel qui devra procéder suivant des règlements et des normes publiées dans la *Gazette officielle du Québec*."

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le rôle du ministre dans l'octroi des bourses ne changera pas avec la nouvelle loi. Chaque demande continuera d'être décidée par le comité des bourses où sont représentées toutes les universités. Le ministre continuera à ne pas intervenir dans leur attribution comme il s'en est toujours abstenu jusqu'ici. Il charge, dit-il, un comité de s'occuper des demandes de bourses.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Turpin, 14.

Contre: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hanley, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Leclerc, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond,

Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bohémier, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cloutier, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hanley, Hébert, Hyde, Johnson, Johnston, Kirkland, Labbé, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Lavallée, Leclerc, Levesque, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 77.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 29 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 215 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est biffé.

2. Les articles 2, 3, 4, 5 et 6 deviennent les articles 1, 2, 3, 4 et 5.

3. Ce qui suit est ajouté comme articles 6, 7, 8 et 9, après l'article 6, devenu l'article 5:

"6. Est détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Dorothée dans le comté de Laval et annexé à la ville de Laval-Ouest, le territoire ci-après décrit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 172 et 173 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Rose avec la ligne nord-ouest, du lot 213 du cadastre officiel de la

paroisse de Sainte-Dorothée; de là, successivement, en référence au cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Dorothée, les lignes et démarcations suivantes: une ligne droite dans le lot 213 jusqu'à un point sur le côté nord-ouest du chemin du rang Saint-Antoine à une distance perpendiculaire de 400 pieds au nord-est de la ligne séparative des lots 214 et 215; ledit côté nord-ouest dudit chemin en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 234; cette dernière ligne; la ligne nord-ouest des lots 234 et 233; la ligne sud-ouest du lot 232 en allant vers le nord-ouest; la ligne nord-ouest du lot 232; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest, le nord-est et le nord-ouest le lot 228, le dernier tronçon prolongé jusqu'à l'axe dudit boulevard Sauvé; ledit axe dudit boulevard en allant vers le sud-est jusqu'au prolongement de la ligne nord des lots 227, 226, 225, 224, 223; ledit prolongement et ladite ligne nord desdits lots; partie de la ligne nord-est du lot 223 jusqu'au coin ouest du lot 215; la ligne nord-ouest et partie de la ligne nord-est du lot 215 jusqu'au coin ouest du lot 213 et enfin partie de la ligne nord-ouest du lot 213 jusqu'au point de départ.

À cause de ladite annexion, la ville devra payer à la corporation de la paroisse de Sainte-Dorothée, comté de Laval, une somme de mille (\$1,000) par année, à compter du premier février 1960, pendant cinq ans.

Pour une période de cinq ans, à compter du premier janvier 1960, les propriétaires actuels des lots présentement annexés, ou leurs héritiers, paieront annuellement à la ville, pour lesdits lots et pour les bâtisses présentement dessus érigées, le même quantum de taxes municipales qu'ils devaient payer, pour l'année 1959, à la corporation municipale dont ils sont détachés.

La corporation de la paroisse de Sainte-Dorothée percevra les taxes foncières des propriétaires annexés pour l'année 1959 et la ville commencera à percevoir desdits propriétaires les taxes foncières, à compter du premier janvier 1960.

"7. Est détaché de la municipalité de Fabreville, le territoire ci-après décrit et annexé à la ville de Laval-Ouest, une partie du lot 172 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Rose.

Ce territoire est borné comme suit: vers le nord-ouest par la limite sud-est du chemin de la Petite Côte de Sainte-Rose; vers le nord-est par une partie du lot 172 de la paroisse de Sainte-Rose; vers le sud-est par la ligne limitative de la paroisse de Sainte-Dorothée; vers le sud-ouest par une partie du lot 173 de la paroisse de Sainte-Rose. Ce territoire peut être plus spécialement décrit comme suit:

À partir d'un point "L" situé à l'intersection de la ligne de division entre les lots 172 et 173 de la paroisse de Sainte-Rose et la ligne limitative de la paroisse de Sainte-Rose et de la paroisse de Sainte-Dorothée et se dirigeant vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots 172 et 173 de la paroisse de Sainte-Rose sur une distance de deux cent quatre-vingts pieds (280') jusqu'au point "M" intersection avec la limite sud-est du chemin de la Petite Côte de Sainte-Rose sur une distance de deux cent un pieds (201'0") mesure anglaise jusqu'au point "N"; du point "N", et se dirigeant vers le sud-est le long d'une ligne parallèle à la ligne de division des lots 172 et 173 de la paroisse de Sainte-Rose jusqu'au point "O", intersection avec la ligne limitative de la paroisse de Sainte-Rose et de la paroisse de Sainte-Dorothée; du point "O" et se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ "L".

Le tout tel que montré sur un plan en date du 13 janvier 1959 et préparé par M. Paul-Émile L'Heureux, arpenteur-géomètre.

"8. L'article 1 de la loi 22 George V, chapitre 120, remplacé par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 121, est de nouveau remplacé par le suivant:

1. Le territoire de la ville de Laval-Ouest est composé d'une partie du lot numéro 172 et des lots 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456 et 457 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Rose et des lots 213, 214, 215, 216, 217, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 232, 234, du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Dorothée.

Ce territoire est borné comme suit: vers l'ouest, le nord-ouest et le nord par la rivière des Mille Îles et par une partie du chemin de la Petite Côte de Sainte-Rose; vers le nord-est par une partie du lot 172 du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose et par le lot 212 et par une partie du lot 234 de la paroisse de Sainte-Dorothée; vers le sud-est par le chemin du rang Saint-Antoine et par la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Dorothée et la paroisse de Sainte-Rose et par le boulevard de Sainte-Rose qui longe le lot 190; vers le sud-ouest par le chemin Graveline.

Ce terrain peut être plus spécialement décrit comme suit:

À partir d'un point "A" étant l'extrême limite sud-ouest du lot 190 et se dirigeant vers le sud-ouest le long de la ligne axiale de la rivière qui sépare les lots 459 et 457 de la terre ferme et se dirigeant ensuite vers le nord le long de la ligne axiale de la rivière des Mille Îles jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots 172 et 173, ce point étant

représenté par le point "B"; du point "B", et se dirigeant vers le sud-est le long de la ligne séparant les lots 172 et 173 et son prolongement jusqu'à la limite sud-est du chemin de la Petite Côte de Sainte-Rose jusqu'au point "C"; du point "C", et se dirigeant vers le nord-est le long de la limite sud-est du chemin de la Petite Côte de Sainte-Rose sur une distance perpendiculaire de deux cent un pieds (201) à la ligne de division des lots 172 et 173 jusqu'au point "D"; du point "D", et se dirigeant vers le sud-est jusqu'au point "E" qui est l'intersection avec la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Dorothée et la paroisse de Sainte-Rose; du point "E", et se dirigeant vers le nord-est le long de la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Dorothée et la paroisse de Sainte-Rose; jusqu'au point "F" qui est l'intersection avec la limite sud-ouest du lot 212 de la paroisse de Sainte-Dorothée; du point "F", et se dirigeant dans une direction sud-est le long de la ligne de division entre les lots 212 et 213 de la paroisse de Sainte-Dorothée jusqu'au point "G", intersection avec la limite nord-ouest de l'emprise du rang Saint-Antoine; du point "G", et se dirigeant vers le sud-ouest le long de la limite nord-ouest de l'emprise du chemin du rang Saint-Antoine jusqu'au point "H" qui est l'intersection de cette dite ligne séparant le lot 234 du cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée du lot 183 du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose; du point "H", et se dirigeant vers le sud-est le long de la limite nord-est du lot 183 du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose jusqu'au point "I"; du point "I", et se dirigeant vers le sud-ouest le long de la ligne limitative entre la paroisse Sainte-Rose et de la paroisse de Sainte-Dorothée jusqu'au point "J"; du point "J", et se dirigeant vers le nord-ouest le long de la limite nord-est de l'emprise du chemin Graveline jusqu'à son intersection avec la limite nord-ouest de l'emprise du boulevard de Sainte-Rose, ce point étant représenté par le point "K"; du point "K", et se dirigeant vers le sud-ouest le long de la limite nord-ouest de l'emprise du boulevard Sainte-Rose jusqu'au point de départ "A".

Le tout tel que montré sur un plan en date du 13 janvier 1959 et préparé par Paul-Émile L'Heureux, arpenteur-géomètre."

"9. L'article 6 de la loi 22 George V, chapitre 120, est remplacé par le suivant:

"6. Section 6 of the act 22 George V, divisée en trois quartiers, savoir:

Quartier est: Borné vers le nord-ouest par la rivière des Mille Îles; vers le nord-est par une partie du lot 172 du cadastre de la paroisse de Sainte-Rose et par le lot 212 du cadastre de la paroisse de Sainte-

Dorothée; vers le sud-est par le chemin du rang Saint-Antoine; vers le sud-ouest par la moitié sud-ouest de l'emprise du boulevard Sauvé.

Quartier centre: Borné vers le nord-ouest par la moitié nord-ouest de l'emprise du boulevard Sainte-Rose et par la rivière des Mille Îles; vers le nord-est par la moitié nord-est de l'emprise du boulevard Sauvé et par une partie du lot 234 cadastre de la paroisse de Sainte-Dorothée; vers le sud-est par la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Dorothée et la paroisse de Sainte-Rose; vers le sud-ouest par la moitié sud-ouest de l'emprise de la rue Labelle et de la moitié sud-ouest de l'emprise de la 9^e Avenue. Les îles portant les numéros de cadastre 450, 451, 452, 453, 454, 455 sont comprises dans le territoire ci-décrit.

Quartier ouest: Borné vers le nord-ouest par la rivière des Mille-Îles; vers le nord-est par la moitié nord-est de l'emprise de la 9^e Avenue et la moitié nord-est de l'emprise de la rue Labelle; vers le sud-est par la moitié sud-est de l'emprise du boulevard Sainte-Rose, par la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Rose et la paroisse de Sainte-Dorothée et par l'emprise du boulevard Sainte-Rose longeant le lot 190. Les îles portant les numéros de cadastre 456 et 457 sont comprises dans le territoire ci-décrit."

4. L'article 7 devient l'article 10.

Projets de loi:

Charte de Laval-Ouest

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 215 modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 15

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Le député de Québec (M. Rochette) a parlé récemment des ravages des revues immorales. Des policiers sont-ils chargés de faire la surveillance des étalages des marchands?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Parlez-vous des revues d'étudiants?

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Je ne crois pas qu'il y ait des revues immorales publiées par les étudiants.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous n'êtes pas au courant de la situation. L'ancien ministre de la Justice, Stuart Garson, a témoigné à l'effet que c'est dans la province de Québec que l'on combat le mieux les revues immorales. Nous sommes toujours prêts à coopérer.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Faculté des lettres de l'Université de Montréal, entre autres, a publié, avant le jour de l'An, un numéro de sa revue rempli d'écœuranteries. Renseignez-vous et vous verrez.

M. Rochette (Québec): À la fin de l'an dernier, il y a eu un spectacle donné par des étudiants au Palais Montcalm, à Québec, qui a soulevé un tollé général. Les étudiants de Laval ont préparé une revue qui a fait rougir de honte une foule de spectatrices. Je n'y étais pas, mais mes filles y étaient, et elles ont été scandalisées par ce qu'elles ont entendu. Je regrette énormément ce qui s'est passé au Palais Montcalm ce soir-là et je réprovoie ce qu'on y a dit.

M. Couturier (Rivière-du-Loup): Si le procureur général est au courant de ces situations, c'est son devoir d'intervenir pour que cesse ce mal.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le grand problème, c'est évidemment de définir le mot "obscénité". Est-ce que les procureurs généraux ont été consultés par Ottawa à ce sujet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, le ministre actuel de la Justice (M. Fulton) se préoccupe depuis plusieurs années de cette question et fait la lutte aux "comics" à tendance criminelle. Il cherche aussi une définition propre à décrire ce qu'est l'obscénité, mais c'est difficile.

M. Rochette (Québec): Une loi bien faite pourrait empêcher le pourrissement des âmes des enfants par cette littérature immonde que sont ces revues immorales et malsaines. Comme père de famille, je fais appel à nos marchands; je leur demande de cesser de vendre de la cochonnerie, de vendre des journaux et littératures pornographiques à nos jeunes gens et jeunes filles.

Leurs clients devraient aussi protester en leur retirant leur clientèle. Si leurs clients leur faisaient des reproches et cessaient d'acheter chez ces marchands, la situation changerait.

Il me semble qu'il y a moyen de gagner sa vie sans toujours céder à la tentation de faire de l'argent en corrompant les jeunes. Je félicite le procureur général de la province qui, à date, a fait disparaître 115 de ces revues immorales.

Mais il y a encore des saletés offertes en pâture à la jeunesse partout dans la province, principalement sous forme écrite.

Nous déplorons fortement le manque de conscience des bons marchands canadiens-français ou anglais, des gens charmants, qui se font les corrupteurs des jeunes. Ils ne peuvent résister à la tentation de faire quelques cents additionnels en vendant de folles publications.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a tendance, à la Cour suprême, à battre en brèche les droits des provinces dans plusieurs domaines tels que les questions de juridiction criminelle. L'affaire des "slot machines", qui habituent les jeunes à parier, en est un exemple. Les gobe-sous sont devenus un problème et exercent une influence corruptrice sur la jeunesse.

À la suite d'un jugement de la Cour suprême, il y a quelques années, le gouvernement du Québec s'est aperçu qu'il était difficile de faire condamner ceux qui avaient ces machines dans leur magasin ou leur restaurant, parce qu'il fallait deux témoins dans chaque cause, ce qui nous empêchait d'agir.

Pour trancher la question, j'ai alors proposé une loi qui était, à mon avis, constitutionnelle, en vertu de laquelle on défendait la possession pure et simple des "slot machines". Il s'agissait d'un droit provincial regardant la propriété. Mais une cause a été faite en vertu de cette législation et elle a été portée en appel devant la Cour suprême qui a déclaré cette loi illégale. La Cour suprême a décrété, dans une décision majoritaire, que la Législature provinciale avait outrepassé sa juridiction. Nous avons dit que notre prétention relevait du droit de propriété, tandis que les juges ont dit que cela relevait du droit criminel fédéral. Par conséquent, le gouvernement doit se montrer prudent quand il traite d'un sujet qui frôle la juridiction du Code criminel fédéral.

C'est toutes ces questions de légalité comme celle-là qui rendent le travail de la police bien difficile. Mais, dans ce cas comme dans celui des revues et des journaux pornographiques et immoraux dans la province, mon département, par le truchement du Bureau provincial de la censure, a réussi à en faire disparaître au moins 115 de la circulation.

En effet, des policiers assurent cette surveillance des kiosques à journaux. Le gouvernement continuera de mener la lutte et de faire tout en son possible pour que cessent les abus dont se plaignent avec tant de justesse le député du comté de Québec (M. Rochette) et d'autres citoyens bien pensants. Mais la province doit faire attention de ne pas outrepasser sa juridiction. Le gouvernement va continuer de s'occuper de cette œuvre de salut public.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le département fédéral de la Justice consulte-t-il les procureurs généraux des provinces, concernant les moyens de mettre un terme à la littérature obscène?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je n'ai pas été consulté. Le gouvernement provincial agit dans la limite de ses pouvoirs. Il doit agir avec soin dans cette question qui touche de près à la juridiction du Code criminel fédéral.

M. Tremblay (Maisonnette): J'ai assisté récemment à une conférence du R.P. Gariépy, s.j., sur la littérature obscène. Le distingué conférencier a déclaré qu'il avait eu la coopération entière du procureur général, du solliciteur général ainsi que de l'honorable M. Fulton, ministre de la Justice.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Bureaux d'enregistrement (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Parent (Hull): Dans un territoire récemment annexé à Hull, il se construit maintenant environ 200 maisons par année. Les propriétaires sont obligés de s'adresser aux notaires de Hull qui communiquent avec Maniwaki, pour les certificats d'enregistrement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas sept millions huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Sûreté provinciale (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions sur le personnel de la police.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La police comprend un personnel de 1,370 employés, mais, sur ce nombre, il n'y a que 1,089 officiers et agents de police, dont 630 à Montréal et 459 à Québec. Les 1,370 employés gagnent \$3,925,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions sur le traitement des membres de la police.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les traitements des membres de la police, ceux des employés de bureau et autres étant exclus, vont de \$2,200, traitement minimum d'un agent de la route, à \$4,800, traitement maximum d'un capitaine de la police judiciaire, d'après un tableau qu'il faut légèrement majorer puisque le gouvernement a accordé une augmentation générale de salaire de \$120.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Un capitaine de police touche un salaire de moins de \$4,000 par année. Le devoir du policier l'expose souvent à des dangers. Franchement, je ne crois pas qu'ils soient assez payés et je ne sais pas comment ils peuvent boucler leur budget. Comment nos policiers peuvent-ils vivre décemment avec de tels traitements?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il faut tenir compte du fait que les membres de la police bénéficient de certains avantages: ils ont des assurances, ils sont habillés par le gouvernement, ils ont une pension et une allocation supplémentaire s'ils sont blessés. Le gouvernement, par surcroît, a amélioré le système de pension en le basant sur les cinq dernières années de service.

M. Parent (Hull) demande le nombre des inspecteurs et des agents de la police des liqueurs.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ils sont de 325 à 350. Ils ont pratiquement le même salaire que les membres de la police judiciaire.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose des questions au sujet des traitements des substituts du procureur général. Le gouvernement, dit-il, paie des salaires et des honoraires exceptionnellement élevés à ses procureurs de la couronne. On dit que tous ceux de Montréal travaillent à temps partiel et gagnent autant que \$7,500 en salaire.

Le cas le plus exceptionnel qu'on mentionne est celui d'un procureur qui travaille à temps partiel à Chicoutimi et qui a reçu \$27,000 en honoraires l'année dernière, et un autre à Roberval qui a reçu \$17,000. Je m'étonne de constater que celui de Chicoutimi, M. J.-C. Simard, gagne plus cher que le premier ministre lui-même.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Dans un district judiciaire comme celui de Chicoutimi, l'avocat de la couronne s'occupe de tout, prépare des factums et doit affronter d'importantes dépenses de voyage. M. Simard est un parfait honnête homme. Il gagne son argent et ses comptes ont été vérifiés par l'assistant procureur général.

L'honorable M. Rivard (Montmagny): Le district judiciaire de Chicoutimi est très actif. Les honoraires de M. Simard sont calculés d'après la même base que les honoraires des autres avocats de la couronne.

Ces deux hommes travaillent à des honoraires de \$15 à \$30 par jour selon la nature de la cause qu'ils traitent. Ils sont débordés de travail, et leurs réclamations sont toutes minutieusement vérifiées et elles sont exactes. Le taux de criminalité dans la région de Chicoutimi est très élevé.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le gouvernement est-il venu en aide, de quelque manière, au geôlier de la prison de Saint-Hyacinthe qui fut assommé par deux bandits? Il est demeuré 60 jours inconscient et n'est pas encore retourné au travail.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Tous les frais de médecin et d'hôpital sont payés par le gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): (En souriant) Je veux attirer l'attention de la Chambre sur la compétence particulière des gardiens de prison. Et il relate plusieurs évasions qui se sont produites au cours de l'année 1958.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il y a, dans toute la province, plusieurs milliers de prisonniers et, toutes proportions gardées, la moyenne n'est pas élevée; 100 à 150 prisonniers sont détenus dans les prisons quand ils devraient être au pénitencier.

M. Hamel (Saint-Maurice): Y a-t-il un barème de salaires pour les gardiens de prison?

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le barème est-il basé sur le nombre d'évasions?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les salaires ont été doublés quand l'Union nationale a pris le pouvoir. Ils ont été augmentés régulièrement et ils le seront encore.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question à propos des juges.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement présentera probablement à la prochaine session une loi pour ajuster les pensions des juges de la Cour de magistrat, de la Cour des sessions et celles des veuves des juges.

M. Levesque (Bonaventure): Où en est rendue la refonte des Statuts?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): (En souriant) L'opposition libérale soulève-t-elle cette question parce qu'elle n'est pas heureuse du choix du gouvernement des membres de ce comité? M. Rinfret est un juriste d'excellente réputation, un Canadien français qui a été remplacé à la Cour suprême par l'ancien ministre fédéral des Finances, M. Douglas Abbott, qui est bien connu pour ses invasions dans le domaine des droits provinciaux.

Le travail est fait présentement par le sénateur Léon Méthot, M. Rosaire Beaudoin et M. Hackett. Je croyais, dit-il, qu'il serait terminé cette année, mais il ne l'est pas encore. J'ai prié le président, le sénateur Méthot, de hâter le travail.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) s'informe du progrès de la refonte du Code civil. Quand le premier ministre s'attend-il que le comité constitué pour la refonte du Code civil de la province de Québec soumette son projet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un travail plus long. Le comité de révision a un travail considérable à faire pour réviser le Code civil, qui remonte à 1866. Le Code criminel révisé sera prêt probablement à la fin de la présente semaine ou au début de la semaine prochaine. Des copies seront distribuées et il sera soumis à la Chambre et à un comité spécial.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Poursuites au criminel (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Affaires judiciaires, matière civile (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Galipeault (Québec-Ouest) cite un article du *Soleil* réclamant des augmentations de traitement pour les jurés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis surpris que le député cite *Le Soleil* comme autorité. Il devrait s'appuyer sur une autre autorité que le journal de M. Mercier, qui se donne une importance démesurée et qui devrait commencer par augmenter le salaire de ses journalistes avant de

parler du salaire des autres. *Le Soleil* devrait commencer par ne pas tout donner à M. A.-F. Mercier.

Une nouvelle hausse du traitement des jurés est, ajoute-t-il, à l'étude.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Administration des palais de justice et prisons, entretien des prisonniers (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Coroners (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (procureur général)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté¹⁴.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin; et que la séance qui sera alors tenue puisse être suspendue à 1 heure jusqu'à 3 heures de l'après-midi, puis à 6 heures jusqu'à 8 heures du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un même *Feuilleton* pour toute la journée.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Dans le *Financial Post* (vol. LIII, no 6, 7 février 1959, pages 45-64), une série d'articles traitant de l'économie de la province de Québec sont regroupés sous la rubrique *Quebec Feature Report*.
2. 1945, selon *The Quebec Chronicle* du 27 février 1959, à la page 3.
3. La source indique toutefois 1955.
4. 1,000,000 de véhicules-moteurs, selon le *Montréal-Matin* du 27 février 1959, à la page 5.
5. \$88,000,000, selon le *Montréal-Matin* du 27 février 1959, à la page 5.
6. Le ministre fait sans doute référence au journal étudiant *Le Carabin* de l'Université Laval. En effet, dans l'édition du 20 janvier 1959, vol. XVIII, no 16, pages 3 et 7, Jean-Claude Lebel signe un article intitulé: "Le bill 29: Obscurité, crasse ou maladresse". Dans l'édition du 17 février 1959, vol. XVIII, no 17, page 7, un dénommé "Pédro" publie un poème sur "La mémoire du bill 29" inspiré de la fable "Le loup et le chien" de Lafontaine. Enfin, dans l'édition du 17 février 1959, vol. XVIII, no 18, page 5, Jean-Paul Gagnon écrit "Le nouvel aspect du bill 29; le baiser de Judas".
7. *The Quebec Chronicle* du 27 février 1959, à la page 1, explique qu'en mars dernier des étudiants de différentes universités ont quitté leur classe, pour une journée, dans le but de redemander plus d'aide au gouvernement.
8. Un article présenté par Pierre Laporte, dans *Le Devoir* du 27 février 1959, à la page 3, se moque de la situation en disant que les députés ministériels ont presque défoncé leur pupitre à force d'applaudir. Le journaliste ajoute ironiquement que les députés de l'Union nationale ont apparemment compris qu'un socialiste était une sorte de cannibale.
9. Après un long débat de plusieurs années, c'est en 1943, sous le gouvernement libéral d'Adélard Godbout, que la mesure sur l'instruction obligatoire a été adoptée. Par ailleurs, *Le Devoir* du 27 février 1959, à la page 3, rappelle qu'un ministre de l'Union nationale avait déclaré, le 20 janvier 1942: "L'instruction pas trop. Nos ancêtres nous ont légué un héritage de pauvreté et d'ignorance et ce serait une trahison que de trop instruire les nôtres."
10. Chabot VS Commissaires d'écoles de La Morandière [1957], B.R. 707.
11. *La Presse* du 27 février 1959, à la page 17, indique que le premier ministre fait allusion au cas de Cajétan Chabot, de La Morandière, qui voulait envoyer ses deux enfants à l'école catholique. Le journaliste écrit aussi que la décision de la Cour supérieure avait été rendue par le juge Fernand Choquette.
12. Le 24 février 1959, à la séance du soir, le premier ministre n'était pas en Chambre à cause d'un rhume.
13. *Le Soleil* du 27 février 1959, à la page 3, note que le débat a duré deux heures.
14. *L'Action catholique* du 27 février 1959, à la page 16, précise que tous les crédits ont été adoptés après un débat très paisible.

Séance du vendredi 27 février 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Motion du député de Québec-Ouest,
M. Galipeault**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Le député de Québec-Ouest (M. Galipeault) a inscrit au *Feuilleton* trois nouvelles motions par lesquelles il demande de nombreuses informations sur la construction de quatre ou cinq ponts, en différents endroits de la province. Ça ne tient pas debout! Le député est en mal de publicité. Nous allons y voir.

Projets de loi:

**Commission scolaire
de Baie-Comeau**

M. Ouellet (Saguenay) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau soient maintenant acceptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Norbert Franz
Rinkensbach**

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 206 changeant le nom de Norbert Franz Rinkensbach en celui de Norbert Franz Normand.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 206 après l'avoir amendé, ainsi que le titre.

Le bill amendé est lu et agréé.

M. Charbonneau (Montréal-Sainte-Marie) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Nouveaux hôpitaux

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 37 facilitant l'établissement de nouveaux hôpitaux dans la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 37 facilitant l'établissement de nouveaux hôpitaux dans la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que le coût de la construction, de l'établissement et de l'organisation de ces hôpitaux, comprenant celui de l'acquisition des terrains, bâtisses et droits réels, soit payé à même la somme de \$5,000,000 mentionnée à l'article 1 de la loi qui accompagne la présente résolution, laquelle somme sera prise à même les revenus provenant de la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements (2-3 Elizabeth II, chapitre 17) et ses amendements et à même le fonds consolidé du revenu, dans les proportions respectives que déterminera le lieutenant-gouverneur en conseil.

Les autres dépenses occasionnées au gouvernement par l'exécution de ladite loi qui accompagne la présente résolution, y compris, le cas échéant, les frais d'administration de ces hôpitaux, seront payées à même les deniers votés annuellement à ces fins par la Législature, sauf que pendant l'année financière au cours de laquelle un hôpital sera mis en opération, telles autres dépenses seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement a construit ou agrandi 118 hôpitaux et sanatoriums à travers la province depuis 1945. Il a ainsi ajouté 17,000 lits de plus à ceux qui étaient déjà à la disposition des malades.

Le but de la loi est de construire une chaîne d'hôpitaux dans quatre régions différentes de la province, pour faciliter l'accès de ces maisons à la population et assurer davantage la protection de la santé publique. Il est indispensable de disséminer des hôpitaux dans la province, pour qu'ils soient accessibles à tous. Ce n'est pas une bonne chose que toutes ces institutions se situent dans les grands centres. Cela impliquerait des coûts additionnels de transport pour les patients, et les familles pourraient difficilement les visiter pendant leur séjour à l'hôpital.

Les sœurs de l'Espérance ont de petits hôpitaux à Sept-Îles et à Amqui, les sœurs Marianites en ont un à Lac-Mégantic et les Sœurs grises, à Maniwaki. Ces communautés n'ont pas les moyens de construire de nouveaux immeubles pour remplacer les hôpitaux qui ne répondent plus aux besoins. Nous allons donc en construire d'autres et remettre aux sœurs la propriété des immeubles et leur administration.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) pose une question sur les coûts et les détails de construction.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette somme sera probablement suffisante pour les quatre hôpitaux. Les plans sont faits et l'on espère que les travaux de construction pourront être exécutés entièrement au cours de la présente année. Ils devraient débuter tôt ce printemps. Les quatre nouveaux hôpitaux dont il est question dans le bill seront dessinés de sorte que d'éventuels agrandissements puissent être apportés, selon l'évolution de l'achalandage. Je crois, dit-il, que la compagnie Iron Ore fournira un montant considérable pour la construction du nouvel hôpital de Sept-Îles.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Est-ce décidé que c'est le gouvernement qui construira?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, le gouvernement construira lui-même les hôpitaux.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le gouvernement sait-il le nombre de lits que comptera chaque hôpital?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Chaque institution aura une capacité initiale de 75 lits.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Les plans sont-ils commencés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les plans sont prêts dans chacun des cas. Ils sont terminés pour Sept-Îles et Amqui, et ils sont en voie de préparation pour les deux autres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Sur quoi se base-t-on pour demander \$5,000,000?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Sur l'estimé du coût des travaux. C'est la politique du gouvernement de doter toutes les régions de la province d'hôpitaux adaptés à leurs besoins. Les plans sont faits de façon à prévoir des agrandissements futurs, au besoin.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le premier ministre a parlé déjà du mal de publicité. Je me demande si ce n'est pas lui qui en souffre. Il a annoncé la construction de l'hôpital de Sept-Îles aux dates suivantes: 13 juillet 1957, 12 avril 1958, 31 août 1958. J'étais sous l'impression que l'hôpital de Sept-Îles était construit, terminé depuis longtemps, tellement ça fait de fois que le premier ministre l'annonce. À présent, je constate que le gouvernement n'a même pas commencé le projet. Le construira-t-on cette année?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. J'ai annoncé des plans pour la construction de l'hôpital de Sept-Îles, lors des premières discussions à ce sujet. Les trois autres aussi seront commencés cette année. Par moments, l'opposition se plaint que le gouvernement ne lui fournit pas assez d'informations. Quand on leur en fournit, elle se plaint encore.

Quant à la publicité dont le chef de l'opposition parle, c'est une bonne chose que le gouvernement renseigne le peuple sur ses projets. Il n'est pas aussi facile qu'on le pense de construire un hôpital. Il faut trouver une communauté religieuse qui accepte d'en prendre charge. Il est quelquefois difficile de trouver les bonnes personnes pour diriger un hôpital, et les négociations en ce sens demandent parfois un temps considérable. Il faut faire le choix du terrain, dresser des plans, etc. L'opposition devrait se rappeler qu'elle a annoncé en 1944, en 1948, en 1952 et en 1956 qu'elle reprendrait le pouvoir, et pourtant c'est encore à venir! Les projets que nous avons annoncés sont sérieux puisque nous demandons des crédits pour les réaliser.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le terrain est-il acheté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est la ville de Sept-Îles qui s'est occupée de cela. Nous avons le choix entre deux terrains que nous avons fait examiner.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je suis allé à Sept-Îles et l'on m'a informé qu'à la veille ou l'avant-veille des élections de 1956, un béliet mécanique est venu creuser un trou pour la soi-disant cave du nouvel hôpital. A-t-on l'intention de construire au même endroit?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas un béliet qui a été au travail, en 1956, mais un ouragan qui s'est déchaîné à travers la province, qui a balayé l'opposition aux élections générales et n'a laissé que quelques épaves!

(Rires)

Je n'ai jamais entendu dire que la cave avait été creusée. Il est bien possible que des sondages aient été faits; nous avons coutume de prendre nos précautions. Il était normal que nous fassions examiner le site et la nature du sol pour éviter que nous ayons la surprise de voir disparaître des ponts et même des bulldozers, comme sous l'ancien gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a-t-il reçu un rapport des travaux de sondage qu'on avait effectués?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je ne suis pas au courant de ce dont parle le député. Le seul sondage qui se soit fait alors était celui du député de Saint-Maurice. Il cherchait à savoir s'il

pourrait remplacer le chef de l'opposition. Il a fait venir un bulldozer, mais n'a pu creuser plus profondément qu'à 97 pieds¹.

M. Ouellet (Saguenay): Aucun creusage n'a été fait nulle part; les renseignements du député de Saint-Maurice sont inexacts. Il n'y a pas eu pour cinq sous de travaux à l'endroit qu'il a cité. Nous avons promis l'hôpital et nous le construisons.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Saint-Maurice a-t-il vu les travaux dont il parle?

M. Hamel (Saint-Maurice): Non, car c'était l'hiver, mais des gens m'en ont parlé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Alors, c'est encore du commérage, du oui-dire!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député est bien mal en point parce qu'il sait que ses électeurs sont en train de creuser sa tombe.
(Rires)

M. Hamel (Saint-Maurice): Je sais qu'un béliet mécanique y est allé.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Disons que le député a probablement entendu parler d'un béliet qui est allé là, qu'il soit mécanique ou non!

La résolution est adoptée.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 37 facilitant l'établissement de nouveaux hôpitaux dans la province.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 37 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Juges municipaux de Québec

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 concernant les juges municipaux de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement se rend ainsi à une demande qui lui a été présentée par le conseil municipal et le comité administratif de la cité de Québec². La hausse de salaire prendra effet à compter du 1^{er} février 1959. Ainsi, les juges municipaux de Québec seront sur le même pied que ceux de Montréal.

La motion est adoptée à l'unanimité. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 47 sans l'amender.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des Statuts

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 modifiant la loi concernant les Statuts soit maintenant lu une deuxième fois.

Il a, dit-il, présenté cette loi à la suggestion de M. Léopold Désilets³.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le bill ne vise-t-il pas un cas particulier?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La nouvelle loi permettra de maintenir en vie un organisme dont les membres sont décédés ou ont démissionné.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 49 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Impôt sur le revenu

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une deuxième fois.

Le gouvernement de la province de Québec pourra ainsi récupérer, en 1959, comme il l'a fait en 1958, une partie de ses droits constitutionnels de taxation de nouveau reconnus par les autorités fédérales, sans qu'il en coûte un sou au citoyen du Québec.

L'année dernière, les autorités fédérales ont augmenté de 3 % la déduction sur l'impôt fédéral sur le revenu, ce qui a permis à la province de récupérer ses droits dans la même proportion, sans faire payer davantage les contribuables.

La motion est adoptée. Le bill est lu une deuxième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 48 concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 41*a* de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 17, édicté par l'article 3 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 25, soit modifié:

a. en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe *c*, les mots et le millésime "l'année 1958" par les mots et les millésimes "chacune des années 1958 et 1959";

b. en remplaçant, dans la première ligne de l'alinéa qui suit immédiatement le paragraphe *c*, les mots et le millésime "l'année d'imposition 1958" par les mots et les millésimes "chacune des années d'imposition 1958 et 1959".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill 48 concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Subsides:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Imprimeur de la reine (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Musées, Archives et services culturels divers (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome): L'honorable secrétaire de la province (M. Prevost) ne prévoit que \$583,000 pour ces organismes et ces institutions en 1959-1960, soit \$215,000 pour le Musée provincial et les Archives provinciales, \$109,000 pour la bibliothèque Saint-Sulpice de Montréal, \$200,000 pour la Commission des monuments historiques et \$58,200 pour le reste de la province: Musée Laurier, \$3,000; Musée Provancher, \$2,500; Fort de Lacolle, \$3,700. Le gouvernement réserve uniquement ses subventions pour les musées et les bibliothèques des grands centres et laisse végéter les autres.

Actuellement, il existe au Québec 59 musées, d'après le rapport *Carl and Grace Guthe 1958*. Or, quatre seulement de ces institutions ont reçu des subventions appréciables du gouvernement provincial de l'Union nationale, et trois de l'administration fédérale. Plusieurs autres

mériteraient plus d'encouragement, non seulement pour subsister, mais également pour augmenter leur actif d'œuvres d'art et historiques.

Ailleurs au Canada, les musées ont reçu des octrois: en Ontario, le gouvernement provincial de Toronto subventionne au moins 25 de ses musées, 9 d'Ottawa, 3 musées ont reçu une aide de la province; en Saskatchewan, Regina, 5; en Alberta, Edmonton, 5; en Colombie-Britannique, Victoria, 7; au Nouveau-Brunswick, 1; en Nouvelle-Écosse, Halifax, 8.

Les autorités du Québec ne font pas suffisamment pour les musées de la province. Le gouvernement devrait les encourager davantage. Pourtant, le Québec, avec sa double culture et à cause de l'importance qu'il a jouée dans l'histoire du Canada, doit être le centre culturel par excellence du Canada. Il devrait être à l'avant-garde dans ce domaine. Donc, étant donné la politique actuelle du gouvernement, notre avenir sur le plan culturel paraît sombre.

Il faudrait que les musées puissent compter sur une aide financière annuelle, de manière à pouvoir équilibrer leur budget. Actuellement, les deux tiers d'entre eux sont incapables d'avoir des employés à temps plein. On devrait, par une contribution gouvernementale plus généreuse, pour les musées qui sont encore pratiquement abandonnés à eux-mêmes, aider non seulement ceux qui sont situés à Montréal et à Québec, mais aussi ceux des centres moins importants.

Le gouvernement devrait aussi se montrer plus généreux pour les bibliothèques. On devrait décentraliser l'aide apportée par le gouvernement, afin que l'on puisse maintenir un peu partout, dans toutes les régions, des bibliothèques où les gens pourraient s'habituer au goût de la lecture saine et parfaire leur éducation. Par l'intermédiaire du secrétariat provincial, le gouvernement aide les bibliothèques de Québec et de Montréal, mais on devrait penser aux populations vivant en dehors des deux plus grands centres urbains de la province.

Il souligne l'intérêt de la première bibliothèque ambulante canadienne, la McLennan Library, fondée en 1901. Cette bibliothèque a été modernisée en 1950, grâce à un bibliobus offert par Mlle Isabel McLennan. Il met aussi en lumière les réalisations remarquables qui se rencontrent, dans ce domaine, dans certains pays d'Europe et d'Amérique.

Le gouvernement devrait en faire davantage sur le plan culturel. Il appartient au gouvernement de légiférer, en vue d'assurer l'existence des bibliothèques partout dans la province, afin qu'elles ne dépendent pas uniquement de la générosité individuelle.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Il y a quatre principaux musées dans la province de Québec, qui sont tous aux frais du gouvernement. Mais les musées ne sont qu'une petite fraction du domaine culturel de la province. Ils n'en sont que la partie visuelle et, néanmoins, le gouvernement leur consacre des montants importants: il y consacre \$130,000. Il y a aussi dans les crédits une somme de \$200,000 pour la Commission des monuments historiques.

Ce qui est plus important, c'est l'enseignement des beaux-arts qui a maintenant atteint un tel degré d'excellence dans la province de Québec, sous l'Union nationale, que de grands organismes artistiques de l'étranger se plaisent à le noter publiquement. M. Walter Herbert, président de la Canadian Foundation, déclarait que le gouvernement de la province de Québec distribue un plus grand nombre de bourses pour les études artistiques que toutes les autres provinces du Canada et le gouvernement fédéral ensemble.

L'automne dernier, à Québec, un grand architecte de Toronto, M. John Parkin, déclarait que l'on ne pouvait pas trouver d'autre gouvernement faisant autant que celui de Québec pour les beaux-arts. Puis ce fut le président de l'Université Acadia, M. Watson Kirkconnell, qui déclarait la même chose.

Plus que cela, le gouvernement de la Turquie voulant organiser l'enseignement de la musique dans ce pays, par l'entremise d'un conservatoire, s'est adressé à la Foundation Rockefeller, à New York, qui a référé le gouvernement d'Ankara à étudier le fonctionnement du conservatoire de musique de Montréal et de le prendre pour modèle.

M. Brown (Brome): Le ministre donne tout à Montréal et à Québec et oublie d'encourager les autres centres où on se préoccupe de culture.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Le Montréal Museum of Fine Arts, soutenu par des particuliers de l'entreprise privée, est devenu une institution publique qui a été visitée, l'an dernier, par quelque 110,000 personnes.

Ce musée constitue peut-être ce qu'il y a de mieux au Canada. Le gouvernement, il me semble, devrait aider ce centre artistique plus qu'il ne le fait actuellement par une aide plus généreuse.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): À la suite de la requête du chef de l'opposition, l'an dernier, j'ai demandé à M. Gérard Morisset, ex-

directeur du Musée de Québec, d'aller à Montréal voir ce musée pour s'enquérir de la situation, mais M. Morisset a fait un rapport ne recommandant pas que le gouvernement aide à faire les travaux à l'intérieur de ce musée.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) demande des détails sur une dépense de \$200,000 inscrite au budget pour la Commission des monuments historiques ou artistiques.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): La Commission se propose de participer à la restauration de plusieurs monuments. Ainsi, au cours de l'année, elle contribuera pour un montant de \$35,000 à la restauration de la maison Pagé, à Québec.

Elle se propose aussi d'acheter, au coût de \$40,000, un immeuble voisin de l'hôtel Chevalier, à la basse-ville de Québec. Un montant de \$25,000 sera également dépensé pour aider à la restauration du presbytère Saint-Cœur-de-Marie.

La Commission, qui a pour président M. Paul Gouin et pour secrétaire M. Gérard Morisset, entend restaurer aussi plusieurs vieux moulins situés dans diverses régions de la province.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): La Commission a-t-elle le pouvoir de classer différents immeubles comme monuments historiques?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, mais du consentement du propriétaire seulement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas un million trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement des beaux-arts et de la musique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Enseignement postsecondaire (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): C'est \$40,000 de plus que l'an dernier. Il s'agit des cours du soir. Ces cours connaissent une vogue croissante dans bon nombre de comtés. Les demandes sont faites par les commissions scolaires,

qui fournissent les locaux. Les professeurs sont payés par le gouvernement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 8. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Concours artistique (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Projets de construction et améliorations diverses (secrétaire de la province)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté⁴.

À 1 heure, M. le président quitte le fauteuil.

Reprise des travaux à 3 heures

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 12. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux millions cinq cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux

corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Brown (Brome) attire l'attention du gouvernement sur l'intérêt présenté, dans les écoles, pour la technique de l'orientation professionnelle. L'administration a-t-elle recours à beaucoup de personnes spécialisées dans cette science?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'orientation professionnelle peut rendre de bons services, mais il faut que l'orienteur soit d'une grande compétence et qu'il prenne son temps pour examiner les sujets avec beaucoup de discernement. L'orientation est une science très spéculative; c'est une science humaine et donc, faillible.

Il est arrivé qu'un jeune homme, dirigé vers l'université par un orienteur, y a été recalé à quatre examens successifs. Rien ne sert d'orienter un jeune vers une profession s'il n'en veut pas. En pratique, ce sont encore les professeurs qui sont les mieux qualifiés pour conseiller leurs élèves sur leur carrière d'avenir.

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Les subventions pour les commissions scolaires s'élèveront à \$67,163,000 au cours du prochain exercice financier, dont \$25,200,000 pour que les instituteurs et les institutrices puissent être payés, comparé avec \$22,000,000 en 1958-1959. Le secrétariat de la province affectera ainsi \$3,200,000 de plus que l'an dernier à cette fin.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi en vertu de laquelle le gouvernement aide les commissaires à rémunérer le personnel enseignant a été votée sous l'Union nationale, après 1936. Avant 1945, le gouvernement donnait des primes, s'élevant à \$2,300,000 globalement par année, aux commissions scolaires, pour qu'elles puissent mieux payer les instituteurs et les institutrices de nos campagnes. Le montant était payable un an après. Aujourd'hui, c'est \$25,200,000 que le gouvernement de l'Union nationale donne aux commissions, soit, durant les 14 dernières années, 800 % plus que les autorités libérales. De plus, nous payons les 60 % d'avance.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Qu'est-ce que le gouvernement faisait, de 1936 à 1939?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Nous avons été le premier gouvernement à passer une loi pour aider les commissions à payer les

salaires. Au temps du gouvernement libéral antérieur, certains salaires étaient de \$40, \$50, \$75 par année.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Sur les \$25,200,000, il n'y a rien pour le personnel enseignant des grandes villes, pour Québec, pour Montréal.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement de l'Union nationale a déjà accordé pour \$53,000,000 de subventions à la commission des écoles de Montréal, \$10,000,000 à la commission de Québec. De plus, le gouvernement s'est chargé de rembourser une partie de la dette de ces deux organismes lorsqu'il a assumé, d'une part, pour \$100,000,000 des dettes des commissions scolaires de la province et, d'autre part, pour \$75,000,000 d'autres dettes. À Québec et à Montréal, les commissions scolaires se voient infliger des responsabilités si importantes que l'argent manque pour la construction de nouvelles écoles, la réparation de celles qui existent déjà et, dans certains cas, pour payer les salaires des instituteurs. Non seulement avons-nous soulagé les commissions scolaires de ces lourdes responsabilités financières, mais nous leur avons également épargné la tâche de payer les importantes charges de ces organismes.

Le riche État de New York fait face aujourd'hui à une crise en matière d'éducation. L'argent manque pour satisfaire les demandes sans cesse croissantes du milieu éducatif. Au Québec, la situation est complètement différente. Nous avons réussi à changer le visage de l'éducation dans notre province.

Quand les libéraux parlent de l'accroissement des dettes de ces corps publics, ils ne devraient pas oublier l'accroissement de valeur de leurs biens-fonds au cours de la même période, soit quelque \$400,000,000, ce qui résulte de la construction de nouvelles écoles, en grande partie à la suite de subsides généreux du gouvernement.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le budget de la province dépasse \$500,000,000; le peuple peut s'attendre à recevoir quelque chose.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Si le budget dépasse \$500,000,000, c'est que la province progresse.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Sur quoi se base-t-on pour accorder les octrois?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Sur les moyens et les besoins.

M. Levesque (Bonaventure): Comment expliquer qu'il se fasse des pétitions pour obtenir tel ou tel octroi?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Une règle est établie et les octrois sont accordés selon les moyens et les besoins des commissions scolaires, sans aucun favoritisme. Pour ce qui concerne l'éducation, lorsqu'une question à propos des octrois aux écoles est soulevée, le département du secrétaire provincial ne cherche pas à savoir si le comté est représenté par un libéral ou un député de l'Union nationale. Par exemple, mon propre comté, celui de Trois-Rivières, a même reçu moins que certains comtés représentés par des députés de l'opposition.

J'en profite pour dénoncer une campagne malhonnête et insidieuse, qui a été faite par un journal que je ne nommerai pas. Des gens peuvent parfois être intéressés à lancer des campagnes malhonnêtes. Ce fut le cas dans l'affaire de Saint-Amable, où l'on a voulu faire porter au gouvernement la responsabilité de la fermeture des classes dans cette localité.

On a accusé injustement les gouvernements dans cette affaire! On se souvient que les écoles de Saint-Amable ont été fermées après les Fêtes, l'an dernier, parce que la commission n'avait plus d'argent pour payer ses instituteurs et institutrices.

Un journal a prétendu que la corporation scolaire de Saint-Amable était tombée en faillite, parce que le gouvernement lui refusait des subventions. C'est absolument faux.

Ce qu'on a découvert, c'est que le secrétaire-trésorier de la commission scolaire en question a volé l'argent qu'elle avait reçu du gouvernement pour rembourser des dettes personnelles à la caisse populaire, et il a pris ensuite l'argent des Chevaliers de Colomb pour rembourser la corporation. C'est avec cela qu'on a voulu faire du pathos en disant que la corporation n'avait pas reçu d'argent du gouvernement.

M. Levesque (Bonaventure): Comment procède le ministre avant d'accorder un octroi?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Avant qu'un octroi soit autorisé, nous examinons attentivement les états financiers des commissions scolaires ainsi que d'autres pièces justificatives qui

nous sont présentées, sous la signature assermentée du secrétaire-trésorier et du vérificateur de la corporation. Ces enquêtes nous permettent de découvrir la réalité des moyens et des besoins des corporations scolaires.

M. Levesque (Bonaventure): Est-ce qu'il arrive au département de se tromper? Parfois, nous réalisons que le pourcentage a changé deux ou trois fois.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
En toute justice, je suis heureux de dire que le département ne se trompe pas à ce sujet. L'étude des pièces que j'ai mentionnées nous dit la vérité. Mais il peut arriver que nous soyons obligés de tenir compte de certaines circonstances, en dehors du contrôle du gouvernement.

M. Hamel (Saint-Maurice): Pour obtenir un octroi, est-ce qu'on n'est pas obligé d'aller faire la courbette devant le patronneau du comté?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Cela se faisait du temps des régimes libéraux, mais pas aujourd'hui. Si cela peut intéresser le député, les corporations scolaires du comté de Saint-Maurice ont reçu \$3,768,000 du gouvernement actuel. Cette somme a été accordée sans que personne n'ait eu à faire de courbettes.

Cela prouve que les questions de politique ne sont pas prises en compte en cette matière. C'est que nous avons réalisé que le comté en avait besoin. Bien sûr, peut-être avons-nous constaté que certains comtés avaient besoin de plus d'éducation que certains autres!

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Arrive-t-il que des montants supplémentaires soient accordés pour des travaux non autorisés?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
Jamais.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Arrive-t-il au département d'avertir les commissions scolaires que, si elles ont un octroi de \$50,000, par exemple, représentant 70 % du coût de construction d'une école, c'est dû au fait que M. Untel, patronneau, est intervenu?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):
C'est inexact.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Une lettre adressée à une commission scolaire dit ceci: "L'honorable premier ministre me charge de vous informer que grâce aux représentations de M. Untel, le département pourra contribuer à la construction d'une école pour garçons jusque dans la proportion de 70 % du coût total."

Ce sont ces lettres qui contribuent à semer la confusion. Arrive-t-il parfois que le département accorde des octrois pour des travaux supplémentaires effectués sans l'autorisation du département?

L'honorable M. Prévost (Montmorency): Jamais. Il arrivera cependant, dans quelques cas, que des commissaires décident de modifier les plans et que le département accorde un octroi. Mais jamais celui-ci n'est accordé avant que les plans révisés n'aient été approuvés.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 15. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent quatre-vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions aux corporations scolaires (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas un million huit cent quatre-vingt-douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles normales (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) pose une question à propos de la rémunération de certains instituteurs et institutrices. Leur salaire dans la province de Québec, dit-il, est encore trop bas.

La pension actuelle de \$240 par année est nettement insuffisante. Il faut se rendre compte que les instituteurs et les institutrices du Québec ont travaillé pendant de nombreuses années à des salaires inférieurs, dans des conditions difficiles. Le gouvernement devrait prendre cela en considération et favoriser une politique qui accorderait aux maîtres d'école, à la retraite, un revenu proportionné à leurs sacrifices et à leur dévouement pour la cause de l'éducation de la jeunesse.

On devrait aussi établir, dans la province de Québec, un système d'évaluation des biens fonciers plus conforme à la réalité. Le système actuel est trop arbitraire, causant préjudice à plusieurs municipalités qui ont un rôle d'évaluation trop faible, en regard de

la valeur réelle des propriétés. En ce qui concerne les municipalités de moins de 10,000 âmes qui bénéficient de subventions gouvernementales, pour le paiement des salaires des instituteurs, il y aurait avantage à préconiser un système rationnel d'évaluation, de façon que les argents publics soient redistribués avec plus de justice.

Il aborde le problème du financement des collèges classiques et des universités et souligne l'absence d'une politique claire et définie, de la part du gouvernement de la province de Québec, pour ces institutions essentielles à la survie de notre groupe. Les universités, dit-il, ne cessent de lancer des cris d'alarme. Leur existence même est en péril, à cause d'une insuffisance de ressources financières. Il importe que le gouvernement prenne ses responsabilités dans un domaine aussi important, où se joue l'avenir de notre culture et de notre civilisation.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le nombre des institutrices et des instituteurs non diplômés diminue chaque année. Actuellement, près de 12,000 d'entre eux suivent des cours de perfectionnement et profitent de l'enseignement postsecondaire pour se mieux qualifier ainsi.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le nombre des écoles normales croît sans cesse; elles forment de plus en plus d'instituteurs chaque année.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Certains membres du corps professoral recevaient seulement \$1,500 par année.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Il faut se souvenir qu'un emploi dans l'enseignement procure certains autres avantages que le salaire, la sécurité, la protection d'assurances, une pension que vous ne retrouverez pas dans bien des carrières. De plus, il n'y a classe que huit mois et demi par année. C'est ainsi que la carrière d'instituteur est devenue tellement belle qu'elle attire aujourd'hui des milliers de jeunes gens et qu'on ne cesse d'ouvrir de nouvelles écoles normales.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Le département a-t-il fait une étude spéciale de la question de la gratuité des manuels scolaires? Plusieurs corps publics, dont l'Union catholique des cultivateurs, la Fédération des commissions scolaires et la Chambre de commerce provinciale, ont demandé que 25 % du coût des manuels scolaires

soit payé par les parents, 25 % par les commissions scolaires et 50 % par le département de l'Instruction publique⁵. Lorsque cette question fut étudiée, d'aucuns ont prétendu que le fait que les parents paient eux-mêmes les livres incite les enfants à les garder en meilleur état. Est-ce que le département a fait une étude à ce sujet?

En établissant la gratuité des manuels scolaires de la sorte, la Législature rendrait un immense service aux parents d'abord, aux enfants ensuite, qui doivent être considérés comme le ferment des générations futures.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Vous remarquerez que le gouvernement, en l'espace d'un an, consacre \$68,000,000 pour la construction et l'amélioration des écoles, paie \$25,200,000 pour aider les commissions scolaires à payer les salaires des instituteurs et institutrices et contribue pour \$900,000 à l'achat des manuels scolaires des commissions scolaires qui les mettent gratuitement à la disposition des élèves.

On peut dire que le gouvernement fait généreusement sa part en matière d'éducation. Il me semble que l'on peut exiger en retour que les parents fassent quelque chose. Si les livres ne coûtaient rien aux parents, les enfants n'en auraient pas soin, et on les verrait encore traîner dans les fossés de la route, comme cela s'est déjà vu autrefois.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Voyons, voyons.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Nous faisons notre large part et, à moins que l'on ne puisse dire que les parents n'ont pas d'autre obligation que celle de mettre des enfants au monde, il est difficile de faire plus. Je me demande comment nous pourrions faire davantage.

M. Lafrance (Richmond): On a fait l'expérience de la gratuité. Nous avons, à Danville, la gratuité des manuels scolaires depuis une douzaine d'années, et nous n'en avons jamais vu traîner dans les fossés.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Les livres vont traîner dans les fossés si le gouvernement paie entièrement! Le député pense qu'après Richmond, c'est la fin du monde. Ce que je viens d'affirmer est absolument authentique. De hauts fonctionnaires du département de l'Instruction publique et des officiers de commissions scolaires

nous ont dit et répété que les livres qui ne coûtaient rien étaient ramassés dans les fossés.

M. Lafrance (Richmond): La province de Québec est à la queue de la Confédération parce qu'on s'est trop occupé à dépenser pour des briques plutôt que pour l'éducation elle-même. On fait trop de politique dans ce département. Le ministre de l'Instruction publique⁶ est celui qui fait le plus de politique avec les octrois.

M. Rochette (Québec): Je connais bien le secrétaire de la province dont dépend le département de l'Instruction publique, et je connais le surintendant de l'Instruction publique, auquel je veux rendre un hommage des plus sincères pour l'œuvre merveilleuse qu'il accomplit dans la province de Québec. Je suis bien à l'aise pour le dire, il n'y a pas un homme dans la province de Québec qui administre avec autant d'honnêteté, d'intégrité, d'impartialité et de scrupule les argents et les taxes des contribuables du Québec. Je considère que c'est rendre un mauvais service à la province que d'affirmer qu'elle est à la queue de la Confédération. Ce n'est pas beau et ce n'est pas vrai.

Il est souverainement injuste et faux, on le sait, de dire qu'il y a de la politique au secrétariat provincial et au département de l'Instruction publique. Là comme dans tous les autres départements de la province, les choses se font honnêtement et dans les meilleurs intérêts de la population. Je dois dire que les intérêts du public sont bien sauvegardés, particulièrement sous la direction du député de Montmorency (M. Prévost). Et chaque fois que l'on rencontre M. Omer-Jules Desaulniers, le surintendant de l'Instruction publique, on peut s'incliner devant lui et lui dire merci pour l'honnêteté, la sincérité et, je le répète, le scrupule qu'il apporte à l'administration des taxes des contribuables de la province de Québec.

M. Courcy (Abitibi-Ouest) demande une augmentation de la base des octrois pour les livres de classe dans les cantons de colonisation. Le gouvernement devrait, dit-il, donner plus, car bien des fils de colons doivent emprunter les livres de leurs condisciples.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le département de l'Instruction publique devrait augmenter la prime de \$20 accordée aux instituteurs et aux institutrices pour succès dans l'enseignement. Elle est à ce montant depuis 1890.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Le gouvernement fait mieux en accordant des cours postsecondaires qui permettent aux instituteurs de gagner des centaines de dollars additionnels durant les vacances.

M. Hamel (Saint-Maurice): Quel est le montant des bourses accordées aux élèves des écoles normales?

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Quatre-vingt-dix pour cent des élèves reçoivent de l'aide du gouvernement. Cette année, à partir du 1^{er} septembre, le département séparera une somme globale de \$825,000 entre les élèves des écoles normales, pourvu que leurs parents ne soient pas riches. Le montant de la bourse peut varier de \$100 à \$200 et monter même jusqu'à \$300 dans certains cas.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose: 17. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Laval, Québec (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Prévost (Montmorency):

Un montant de \$3,700,000 est prévu pour les collèges classiques, soit \$100,000 de plus que l'an dernier.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Comment ces subventions sont-elles calculées? Est-ce tant par élève?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Non, c'est tant par collège.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe): Alors, qu'un collège compte 200 ou 600 élèves, il reçoit toujours le même montant.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Pas nécessairement. Avant l'Union nationale, les collèges recevaient \$10,000 par année chacun, et ils n'avaient pas un sou pour la construction. Le gouvernement actuel a donné un montant global de

\$14,000,000 pour la construction seulement de ces maisons d'enseignement, chose qui ne se faisait pas auparavant. C'est donc \$14,000,000 de plus en généreuse subvention que les anciens gouvernements. De plus, nous avons porté l'octroi annuel de \$10,000 à \$25,000.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Après combien d'années le gouvernement actuel a augmenté les octrois aux collèges classiques?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Après le nombre d'années requis pour avoir le temps de réparer les gâchis de nos prédécesseurs. De plus, nous avons remplacé par des subventions provinciales les montants qu'Ottawa était prêt à payer aux collèges classiques pour qu'ils se vendent et pour prononcer son empiètement.

Car il ne faut pas oublier une chose. On parle toujours d'une offre de subventions aux universités, quand on parle des octrois fédéraux aux universités. C'est inexact. Il s'agit en réalité d'octrois aux universités et aux collèges classiques. Les \$16,000,000 dont on parle sont donc offerts aux universités et aux collèges classiques. Ce calcul est basé sur le nombre d'élèves et les étudiants des deux classes de philosophie, de rhétorique et de belles-lettres.

L'empiètement d'Ottawa est donc d'autant plus odieux qu'il s'étend à la fois au domaine universitaire et au domaine secondaire. Il ne reste que l'enseignement élémentaire qui ne soit pas touché. Les collèges classiques jouent un rôle essentiel; ils sont une muraille dans le système éducationnel, mais les écoles élémentaires sont les fondations. Nous procédons graduellement. Après avoir donné \$80,000,000 pour l'avancement de l'enseignement élémentaire, nous donnons aux universités, aux collèges classiques, aux écoles spécialisées, aux instituts familiaux, etc.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le premier ministre a parlé d'empiètements fédéraux. Il a oublié trop facilement de mentionner que les 50 députés progressistes-conservateurs de Québec qu'il a aidés à faire élire à la Chambre des communes ont voté, à Ottawa, pour augmenter de 50 % la proportion de ces empiètements. Ils ont approuvé les récentes hausses des octrois fédéraux.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Je remercie le député de Saint-Maurice de l'influence qu'il me prête. Mais, en fait, ce qu'il dit n'est pas exact. Il veut créer une fausse impression. Quand je

me mêle d'une lutte politique, je le fais ouvertement. Je suis aussi indépendant du gouvernement fédéral actuel que de n'importe quel autre gouvernement, dans le respect des droits de la province. Et nous sommes prêts à combattre n'importe quel gouvernement fédéral qui ne voudra pas respecter les droits de la province.

La preuve, c'est que nous n'avons jamais accepté et jamais nous n'accepterons les subventions offertes aux universités, bien qu'on eût doré la chaîne d'une manière plus brillante en augmentant les subventions. Ce que les députés fédéraux du Québec ont fait aux Communes, le peuple le jugera. Quant à nous, jamais nous n'avons changé et jamais nous ne changerons d'attitude. La position que je tiens n'est pas basée sur les couleurs politiques ni sur les montants offerts d'un gouvernement à Ottawa. Elle est à la hauteur des destinées et des droits de la province de Québec.

Je répète que les empiètements d'Ottawa, commencés, continués et aggravés par le gouvernement libéral précédent, aggravés de nouveau par le gouvernement fédéral actuel, sont d'autant plus honteux, odieux et disgracieux qu'ils donnent l'impression que la province de Québec est à vendre et que la Confédération est une enchère. La province n'est pas à vendre! Les empiètements, répète-t-il, s'étendent non seulement au domaine universitaire, mais aussi au domaine secondaire⁷.

Il ne reste plus que notre école élémentaire qui ne soit pas atteinte jusqu'à ce jour. Elle n'a pas subi les assauts de l'empiètement. Or, le gouvernement indemnise les collèges pour les sommes qu'ils n'ont pas acceptées de l'administration fédérale. On parcourt les deux tiers du chemin en venant jusqu'au cours élémentaire. Nous avons résisté et nous résisterons à de telles tentatives tant et aussi longtemps que nous aurons un souffle de vie.

Je l'ai dit à Ottawa sous tous les gouvernements et en particulier sous le nouveau gouvernement. J'ai résumé notre position d'une façon bien simple, en citant à l'intention de M. Diefenbaker la fameuse phrase de Churchill: "Donnez-nous nos outils et nous allons faire notre besogne."

M. Hamel (Saint-Maurice): Mais je voudrais savoir si, devant l'accélération des tentatives d'empiètement d'Ottawa, le premier ministre a protesté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui. Le Québec a déjà commencé à récupérer une partie de ses droits fiscaux et il entend continuer. La province de Québec ne lâchera pas, en ce qui concerne la sauvegarde de ses droits, dans le domaine de l'éducation. Dès le lendemain de l'élection

générale en 1957, il y a eu, à Québec, un congrès de l'Association canadienne des éducateurs de langue française, où j'ai adressé la parole au cours d'un banquet. J'ai affirmé que la province de Québec restait toujours attachée à sa langue, à sa foi, à ses traditions religieuses et nationales.

J'ai ajouté alors que les convictions du gouvernement actuel de la province de Québec ne seraient jamais colorées, pas plus par le bleu azur que par le rouge du soleil couchant. Par la suite, au banquet de la reine, à Ottawa⁸, M. Saint-Laurent est venu causer avec moi, certain qu'il n'y aurait pas de poignard dans les environs et que le premier ministre de la province de Québec n'en avait pas sur lui. Nous avons parlé de la question constitutionnelle et je lui ai dit: "M. Saint-Laurent, regardez-moi bien dans les yeux! Il y a un nouveau gouvernement à Ottawa et je vous affirme que celui qui vous parle va tenir la même attitude sur la question constitutionnelle et fiscale."

Je n'ai pas failli à la tâche et je ne faillirai pas tant que le bon Dieu me conservera un souffle de vie; mon dernier mot sera: "Je ne lâche pas." Je ne me rendrai jamais et je ne céderai pas!

(Applaudissements des ministériels)

Le gouvernement fédéral a aggravé la situation en confiant son argent, mis à la disposition des universités et des collèges classiques, à la Conférence nationale des universités où toutes les provinces sont représentées. La situation devient plus dangereuse qu'avant à cause de ce qui se passe, dans certaines provinces, contre nos compatriotes. On sait qu'à l'heure actuelle, dans la province d'Ontario, par exemple, et je le dis sans vouloir faire de reproche à qui que ce soit, il y a une campagne sournoise et tenace pour faire disparaître l'enseignement religieux de toutes les écoles. Et ce sont ces gens-là qui veulent administrer l'argent et s'occuper de l'éducation de la province de Québec!

Nous n'avons pas la moindre intention ni le moindre désir de nous mêler de la gestion des affaires des autres, mais nous ne voulons pas qu'un autre gouvernement vienne s'ingérer dans les questions qui ne le regardent pas et qui intéressent seulement la province de Québec. Ceci tient surtout dans le domaine de l'éducation.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) rend hommage aux collèges classiques. Il insiste sur l'excellence des études classiques, au point de vue de la formation de l'individu.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) félicite le député de Saint-Hyacinthe de pareille attitude.

Il y a un vent qui souffle. Sous prétexte d'aller vite, on veut mettre de côté certains enseignements qui sont la fondation de la formation classique. On veut mettre le grec de côté. On veut moins de latin. Je ne suis pas un expert, mais je suis convaincu que la formation classique est irremplaçable. Elle procure des qualités d'analyse qui manquent à nos amis des autres races qui n'ont pas reçu la même formation. On ne peut faire mieux que ce qui se fait dans nos collèges classiques. C'est tellement vrai que, dans notre histoire, nous avons vu des gens comme Sir Hippolyte La Fontaine, formé dans nos collèges classiques, faire la lutte à des experts anglais en question constitutionnelle et les battre à leurs propres armes, à cause de la formation qu'il a reçue dans nos maisons. Nos collèges classiques, ça ne se remplace pas et, parce que ça ne se remplace pas, ça ne se vend pas.

M. Courcy (Abitibi-Ouest): Le gouvernement n'accorde-t-il pas des octrois à des collèges classiques des autres provinces?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Des octrois sont accordés avec plaisir aux collèges de Saint-Boniface, de Gravelbourg, de Saint-Paul et à l'Université d'Ottawa.

J'ai eu le plaisir de répondre à l'appel de Son Éminence le cardinal James C. McGuigan, archevêque de Toronto, qui demandait au gouvernement de Québec de souscrire à un collège de langue française de l'Ontario. Il a pris lui-même l'initiative de fonder cette institution. Le cardinal McGuigan a formulé sa demande par l'entremise de M. l'abbé J.-C. Bouvier, de la paroisse du Sacré-Cœur de Toronto. J'ai trouvé le mouvement très beau, et nous avons accordé \$50,000.

La province de Québec doit aider nos frères, les minorités françaises, des autres provinces. C'est son rôle et sa mission. C'est pour cela que nous avons besoin plus que jamais de toutes nos sources de revenus. Nous avons commencé à récupérer et nous allons continuer à récupérer.

C'est le gouvernement actuel qui a bâti la cité universitaire de Québec. L'Université Laval a reçu des millions de dollars de l'administration provinciale. La mention de ces faits n'a pas pour but de diminuer le grand mérite de cette institution, ni des sacrifices et du dévouement de ceux qui ont assuré son rayonnement.

Sur la question universitaire, je regrette que l'on jette quelquefois de la confusion dans ce domaine. Par exemple, les dépenses de chaque

faculté devraient être séparées et étudiées, afin que l'on puisse se rendre compte, si elles sont bien justifiées. Il arrive que des débours soient inscrits à une faculté qui ne les a pas faits.

Je tiens aussi à mettre certaines gens en garde contre la mégalomanie. Qu'on ne cherche pas toujours à imiter nos voisins américains, qu'on vive selon ses moyens. Qu'on se rappelle toujours que le Québec est un pays jeune qui a de multiples problèmes à résoudre, par suite de son rapide essor. Cela entraîne des dépenses dans de multiples secteurs, car bien des domaines sollicitent l'aide du gouvernement. Il faut être d'autant plus raisonnable dans l'utilisation de l'argent.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 19. Qu'un crédit n'excédant pas deux millions deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université de Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): À propos de l'Université de Montréal, certaines mises au point aussi s'imposent. Des gens, qui ne sont pas loyaux, qui ne sont pas respectueux des faits et de la vérité, pour ne pas employer une expression trop forte, disent que le gouvernement ne donne que \$1,300,000 à cette institution dans le nouveau budget. Ces gens oublient que le gouvernement a dépensé \$14,500,000 pour bâtir l'École polytechnique, la plus grande école du genre au monde; qu'il a dépensé plus de \$3,000,000 pour l'Institut de microbiologie que dirige le Dr Armand Frappier, de réputation internationale; qu'il paie \$1,200,000 pour l'entretien de Polytechnique et de \$500,000 à \$600,000 pour l'entretien de l'École de hautes études commerciales. La vérité a ses droits et les faits doivent être rétablis. Le gouvernement va d'ailleurs dépenser \$12,000,000 pour la nouvelle École des hautes études commerciales; elle logera dans un édifice qui correspondra mieux à ses besoins et à son essor.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-neuf mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université McGill, Montréal (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Université Bishop, Lennoxville (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Conseil de l'instruction publique (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cent vingt-huit mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Organisation de bibliothèques pédagogiques et scolaires, de cours de perfectionnement et d'examens (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cent trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Revues éducationnelles et pédagogiques (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service de vérification (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Dépenses diverses et imprévues (Instruction publique)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Projets de loi:

Ludovic Polak

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que, le bill 208 changeant le nom de Ludovic Polak

en celui de Ludovic Diez-d'Aux ayant été retiré, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que la Chambre, lorsqu'elle s'ajournera, se trouve ajournée à mardi à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Le premier ministre fait allusion aux 97 votes de M. Hamel au congrès libéral.

2. Le bill 47 autorisait le conseil municipal de Québec à augmenter de \$12,000 à \$14,000 le salaire des deux juges municipaux, MM. Émile Morin et Rodolphe Deblois.

3. M. Léopold Désilets est alors conseiller juridique. En 1956, il était également sous-chef du Conseil exécutif.

4. *Le Soleil* du 28 février 1959, à la page 6, précise que tout le budget du secrétariat provincial, au montant de \$3,002,500, a été voté à la séance du matin.

5. *Le Soleil* du 28 février 1959, à la page 3, révèle que les écoles sous la surveillance du département de l'Instruction publique sont alors fréquentées par 1,241,295 élèves, y compris ceux qui y suivent des cours le soir.

6. L'expression utilisée par le député dépasse la réalité. Comme le rappelle le représentant de Québec, le département de l'Instruction relève du secrétariat provincial. Il n'existe pas de ministère de l'instruction publique.

7. *La Tribune* du 28 février 1959, à la page 1, rappelle que les universités et les collèges classiques

du Québec refusent les octrois fédéraux depuis 1953. Seules les universités les avaient acceptés en 1952, la première année des octrois fédéraux.

8. Il s'agissait d'un banquet du gouverneur général en l'honneur de la reine, peut-être pour souligner son 5^e anniversaire de règne, mais elle n'y était pas présente.

Première séance du mardi 3 mars 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi des
tribunaux judiciaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 50 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Président général
des élections**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 51 concernant le président général des élections.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**Industrie sidérurgique
à Contrecoeur**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) a rencontré, dit-il, à son bureau, il y a quelques instants, un important groupe d'hommes d'affaires canadiens et étrangers, au sujet de l'établissement d'une industrie sidérurgique dans la région de Montréal, notamment MM. Albert E. Fairley, président de la Dominion Steel and Coal Corporation, la Dosco, Allan C. MacDonald, vice-président de la Dosco, Charles Dupriez, vice-président de la société Sogemines, une subsidiaire de la Société générale de Belgique, Jean Raymond, fils de feu l'honorable Alphonse Raymond, ex-président du Conseil législatif, administrateur à la fois de Dosco et de Sogemines, qui étaient accompagnés de l'honorable Paul Beaulieu, c.a., ministre de l'Industrie et du Commerce, et de M. Rosario Messier, agent général de la province de Québec à Ottawa¹.

Le projet représente un grand pas en avant pour la province de Québec. Cette industrie sera

établie par une nouvelle compagnie. Les capitaux nécessaires pour assurer la création de la nouvelle aciérie intégrée seront fournis à parts égales par la Dominion Steel and Coal Corporation, une des usines sidérurgiques les plus importantes au Canada, et par Sogemines Limited, une importante entreprise canadienne de la Société générale de Belgique. La Dosco ayant acquis 1,000 acres de terrain à Contrecoeur, on croit que c'est là qu'on construira les laminoirs et les hauts fourneaux. Il s'agit d'une coopération efficace, avantageuse, exemplaire de capitaux américains, anglais et belges. C'est un exemple à suivre. Les Canadiens du Québec seront appelés éventuellement à participer à l'entreprise qui sera une vaste source d'emplois pour les ouvriers de la province.

Dosco, depuis plusieurs années, a activement étudié des projets de construction à Québec de lamineries à chaud et à froid. Sogemines, de son côté, a simultanément étudié un vaste projet comportant la production de fonte et d'acier, ainsi que de laminoirs. Étant donné les très importants capitaux nécessaires à la construction d'une usine sidérurgique intégrée, il a été décidé de construire l'usine par étapes. La première étape consistera dans la construction de laminoirs à chaud et à froid, qui fabriqueront des tôles fines et moyennes, du feuillard large et des tôles fortes. Dosco fournira l'acier nécessaire produit par son usine de Sydney en Nouvelle-Écosse. Cependant, au moment où les conditions du marché le justifieront, la fabrication de fonte et d'acier sera entreprise. Au cours des étapes suivantes, d'autres laminoirs seront construits. Les hauts fourneaux, pour la production de l'acier de première fusion, ne viendront que dans la dernière étape. Aucun représentant de la compagnie n'a voulu faire de prédictions sur le temps qu'il faudra pour y parvenir. Quelqu'un a dit, cependant, que cela viendra peut-être plus tôt que certains ne le croient.

Pour la réalisation de la première étape du projet seul, plus de \$50,000,000 seront nécessaires. Le public, répète-t-il, sera invité en temps opportun à participer au financement de la société par souscription au capital et aux obligations. Tout le projet coûtera environ \$300,000,000². Pendant la première étape du développement, on s'attend à ce que l'usine emploie environ 600 personnes, et plus tard, ce chiffre sera éventuellement porté à au-delà de 3,000³. Les travaux de construction emploieront de 1,200 à 2,000 personnes.

Les deux sociétés ont poussé très loin déjà leurs études techniques, financières et commerciales; aussi peut-on s'attendre à ce que très prochainement soient prises les décisions qui permettront d'entamer les travaux de construction cet été.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Je suis satisfait de voir l'industrie privée s'engager dans la voie de la sidérurgie, alors que le gouvernement provincial, dans le passé, a toujours déclaré que c'était impossible.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1959-1960 (suite)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 26 février dernier, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Pouliot (Laval) félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) d'avoir présenté un budget de nature à plaire à toutes les classes de la société. Jamais la province de Québec n'a été aussi bien administrée qu'elle l'est sous la direction du premier ministre actuel et de ses collègues.

(Applaudissements)

Il tient à rendre hommage au ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) pour les avantages qu'il a su obtenir en faveur de la classe ouvrière.

(Applaudissements)

Représentant un comté agricole et ouvrier, il m'a été donné durant ma vie de coudoyer la classe ouvrière et d'étudier ses problèmes. Si nous comparons la situation actuelle de l'ouvrier, sous un gouvernement de l'Union nationale, avec celle qui lui était faite sous les gouvernements libéraux, nous ne pouvons nous empêcher de constater l'ampleur du travail accompli par le présent gouvernement pour améliorer le sort de l'ouvrier. Qu'il suffise de rappeler les perfectionnements apportés à la loi des accidents de travail, à la loi des relations ouvrières et à la loi du salaire minimum. Nos jeunes ouvriers peuvent maintenant se préparer à des emplois plus rémunérateurs grâce à l'apprentissage et à nos écoles des arts et métiers.

Nos adversaires ne savent plus quoi inventer pour discréditer le gouvernement et se faire du capital politique. On nous accuse de dilapider les fonds publics. Jamais accusation n'a pu être plus mensongère.

Il souligne la brillante situation financière du Québec. Le service de la dette fédérale s'accapare 12 % du budget annuel d'Ottawa, le service de la dette ontarienne, 6 % du budget de l'Ontario, et le service de la dette du Québec, à peine 2 % du budget de notre province. La dette directe et indirecte des gouvernements fédéral et ontarien est trois fois plus importante que les revenus annuels de ces deux gouvernements. Par contraste, les revenus annuels de notre province suffiraient pour éteindre à la fois la dette obligataire du Québec et celle de l'Hydro-Québec. L'Ontario, dont la population est plus grande que celle du Québec, a une dette totale et directe quatre fois plus élevée que la nôtre.

Il parle de la politique agricole du gouvernement, de ses subventions, notamment pour l'établissement des fils de cultivateurs sur leur terre, et de crédit agricole. Il insiste sur l'amélioration de la législation au sujet des accidents du travail, des relations ouvrières, du salaire minimum, de l'apprentissage.

Nous les hommes d'expérience, nous regrettons certains rapports de journaux, certaines paroles de chefs syndicalistes qui, pour protéger leurs intérêts égoïstes, cherchent par des moyens inqualifiables à soulever contre l'autorité la classe ouvrière, l'une de nos classes les plus laborieuses et les plus respectueuses des lois du travail. Nous savons tous que la classe ouvrière comprend que, malgré les problèmes et les difficultés du siècle, son avenir est entre bonnes mains.

M. Hamel (Saint-Maurice): Point d'ordre. Le député lit son discours.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un procédé mesquin, puisque toute la Chambre a été témoin que le député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Earl) a lu son discours, la semaine dernière, et personne du côté ministériel n'a eu l'idée de le faire rappeler à l'ordre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Il y a quelque temps, les ministres et les députés de l'Union nationale ont protesté parce qu'un député libéral lisait son discours. Personnellement, je n'ai pas d'objection à ce qu'un député lise son discours lorsqu'il parle sur le budget, mais que le même Règlement soit appliqué à tout le monde.

M. l'Orateur renvoie le point d'ordre pour traiter précisément tout le monde sur le même pied d'égalité. On devra tolérer que le député de Laval

(M. Pouliot) lise son discours parce qu'on a accordé la même tolérance à d'autres députés de l'opposition durant le même débat, ces jours derniers.

Le député peut poursuivre son discours.

M. Pouliot (Laval): Comparons les salaires payés en Ontario et au Québec dans différents corps de métiers, particulièrement la chaussure, la cotonnade, les accessoires électriques et celui du travail féminin dans le textile. La différence est en faveur de notre province; les travailleurs de notre province sont avantagés. Les salaires horaires payés dans le Québec sont de 40 cents à 32 cents plus élevés que ceux de l'Ontario dans les mêmes catégories de métiers. Dans l'industrie de la chaussure, le salaire horaire est de \$1.53 au Québec, et de \$1.49 en Ontario; chez les démouleurs, il est de \$1.78 au Québec et de \$1.70 en Ontario; pour les monteurs, il s'établit à \$1.63 au Québec et à \$1.54 en Ontario.

Il insiste sur l'œuvre gouvernementale dans sa circonscription, la plus représentative de la province, à son avis, de la mentalité de la classe urbaine et de la classe rurale. Depuis le 20 juin 1956, dit-il, le département de l'Instruction publique a octroyé plus de \$3,000,000 pour la construction d'écoles dans le comté.

De son côté, le ministère des Affaires municipales a autorisé, sur la bonne foi des propriétaires et sur la confiance des dirigeants municipaux, des projets d'emprunt pour une somme de \$6,195,000, en 1957, et pour \$11,571,000, en 1958.

En outre, plus de 200 petits propriétaires de Laval, sans compter ce qui a été accordé à ville Saint-Michel et à Montréal-Nord, ont bénéficié de la loi provinciale de l'habitation. Ils ont obtenu de l'Office du crédit agricole des remises d'intérêt sur leurs prêts qui représentaient, pour chacun, une somme d'environ \$2,000. Le gouvernement aura déboursé en leur faveur \$400,000 pour le paiement d'intérêt.

Il me fait plaisir d'informer la Chambre, aussi, que de nombreuses bourses d'études ont été payées dans mon comté. Plusieurs des étudiants ainsi favorisés ont écrit leur appréciation et leurs remerciements au ministre. J'en profite aussi pour le remercier de la construction des arts graphiques et d'une école des arts et métiers et de technique, en voie de construction et qui doit être terminée à l'automne 1959.

Il remercie le gouvernement de l'aménagement de l'autoroute Montréal-Laurentides, qui traverse le

comté de Laval sur une distance de 15 milles. Pour compléter cette magnifique artère, les autorités devraient, ajoute-t-il, ouvrir une nouvelle artère pour faciliter la circulation dans l'Île Jésus. Il faudrait prolonger vers le nord la sortie du pont Pie-IX et construire un pont sur la rivière des Mille Îles, près de Terrebonne.

Le premier ministre passera à l'histoire comme le plus grand premier ministre.

M. Ouellet (Jonquière-Kénogami) remercie l'Union nationale d'avoir redécouvert le royaume du Saguenay, après 300 ans d'abandon, et de l'avoir traité royalement. Le comté de Jonquière-Kénogami, rappelle-t-il, a été détaché de celui de Chicoutimi, devenu trop peuplé. C'est le gouvernement de l'Union nationale qui a tiré ma région de l'isolement et de l'abandon dans lesquels elle se trouvait avant 1944. Personne n'a plus fait pour cette région de la province que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Talbot); il passera à l'histoire comme un des grands bâtisseurs de ce royaume. Nous n'avions pas de route à l'intérieur et pas de route pour sortir. Aujourd'hui, grâce au boulevard Talbot, nous avons une porte ouverte vers le progrès. Avant 1944, nous n'avions qu'un seul hôpital. Aujourd'hui, nous possédons un hôpital dans chaque ville importante de la région. Nous avons obtenu de l'Union nationale \$4,100,000 en octrois de construction, ce qui a permis d'augmenter de 1,028 unités le nombre de lits disponibles.

Au point de vue de l'éducation, c'était la misère. Aujourd'hui, nous avons un système scolaire adéquat. Nous possédons un collège classique et nous allons commencer, cette semaine, la construction d'une école secondaire de 34 classes.

L'hommage que je rends au gouvernement a une valeur particulière, car je viens des rangs libéraux de ce grand parti disparu, qui alors croyait encore aux principes d'autonomie de notre province, qui recrutait ses chefs à Québec. À mon arrivée dans cette Chambre, j'ai eu la confirmation de ma conversion. J'ai constaté que, non seulement le Parti libéral avait abandonné ses principes d'autonomie d'autrefois, mais qu'il recrutait ses chefs à Ottawa, et que ses membres puisaient leur doctrine politique en Ontario.

Le Parti libéral croit que le seul moyen de démolir l'Union nationale est de dénigrer la province de Québec. Cette attitude prouve que l'Union nationale et son chef sont tellement identifiés au progrès formidable de notre province qu'ils ne peuvent pas attaquer l'un sans toucher l'autre. Je n'ai

pas laissé le Parti libéral. C'est le Parti libéral qui a abandonné ses principes d'autonomie pour passer aux mains des centralisateurs d'Ottawa où il recrute maintenant ses chefs.

Parlons de la politique de développement hydroélectrique de l'Union nationale. Le royaume du Saguenay peut aussi être appelé le royaume de l'électricité, puisqu'on y produit plusieurs millions de chevaux-vapeur. L'électricité est non seulement devenue accessible à tous, mais encore elle est fournie à des prix exceptionnellement bas. Du plus humble cultivateur à la plus grande industrie, les besoins ont été comblés, sans verser dans l'étatisation ou la prodigalité inconsidérée.

Par sa politique hydroélectrique, le gouvernement a été le plus grand pourvoyeur de salaires pour les ouvriers dans l'histoire de notre province. Lorsqu'il a fait des concessions à la grande industrie, chez nous, c'était pour créer de l'emploi, mais il a posé ses conditions et exigé des royautés élevées. L'aménagement des chutes et des cours d'eau du Québec place notre province dans une situation enviable au point de vue industriel. Le gouvernement a non seulement assuré un gagne-pain à des milliers d'ouvriers, en favorisant le développement de la grande industrie, mais il a aussi préservé les intérêts de la famille ouvrière, en assurant que le consommateur, jusqu'au cultivateur le plus éloigné, puisse profiter des bienfaits de l'électricité.

Le seul remède permanent à la situation du chômage est la mise en valeur de nos ressources naturelles, et un grand pas a été fait dans ce domaine.

En électricité, notre province a la première place en Amérique du Nord; en développement industriel, elle connaît un sursaut qui n'a son pareil nulle part ailleurs; en agriculture, sa situation se compare avantageusement avec celle des autres provinces et des États-Unis. La province de Québec a aujourd'hui une avance de 25 ans dans ce domaine. Il remercie le gouvernement de la prévoyance dont il fait preuve.

M. Parent (Hull): Le député de Laval (M. Pouliot) n'a parlé que de quelques catégories d'ouvriers en faisant ses comparaisons entre les salaires payés dans le Québec et l'Ontario. Si l'on considère la situation dans son ensemble et que l'on fait le calcul comparatif des revenus, les salaires payés dans l'Ontario sont deux fois plus élevés que les salaires payés dans le Québec.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est enfantin et ridicule.

M. Parent (Hull): D'après le Bureau fédéral de la statistique, le revenu total des contribuables de l'Ontario a été de \$6,000,000,000, tandis que celui des contribuables du Québec n'a été que de \$3,500,000,000, la population ontarienne ne dépassant que de quelques centaines de milliers de personnes la population de notre province.

Des députés ministériels protestent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le revenu, ce n'est pas le salaire.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est ni juste ni loyal de comparer les salaires des ouvriers avec les dividendes et les traitements payés aux administrateurs des grandes corporations.

M. Parent (Hull): Le premier ministre admet donc que les grandes corporations sont situées pour la plupart en Ontario? Au cours de l'année 1958, le gouvernement fédéral a perçu pour \$563,000,000 de taxes dans la province de Québec et pour \$1,543,000,000 dans l'Ontario. Il est donc évident que, dans l'ensemble, nous avons des revenus moindres que ceux de la population de l'Ontario.

Le ministre des Finances n'a donné, dans son budget, aucune information détaillée sur les projets que le gouvernement se propose de réaliser au cours de l'année. Le gouvernement distribue par autorisation statutaire, au moyen de lois, 39,6 % du budget de la province.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Je croyais que l'opposition était en faveur des subventions statutaires.

M. Parent (Hull): Un subside statutaire n'est pas nécessairement dans les Statuts.

(Rires du côté des ministériels)

Ce sont les barèmes régissant la distribution des octrois qui devraient être dans les Statuts. Quant aux montants votés, ils devraient apparaître dans le budget annuel. Au train où vont les choses, dans 10 ans, nous n'aurons pas besoin de nous réunir en session annuelle. Les sessions annuelles n'auront plus leur raison d'être. L'argent sera distribué d'avance par des lois spéciales. Nous n'aurons plus aucun contrôle sur les dépenses publiques. Il y a aussi de nombreuses commissions gouvernementales spéciales qui dépensent de l'argent et qui échappent au contrôle de la Chambre, si bien qu'on peut dire que la moitié des dépenses publiques ne sont pas

votées annuellement et échappent au contrôle annuel des députés. Une trop forte partie du budget est autorisée par des Statuts.

Même les salaires des employés de l'impôt provincial sur le revenu sont payés en vertu d'une autorisation statutaire. Dans ma région en particulier, il y a de sérieux malaises. Il ne semble pas y avoir d'organisation compétente pour voir à l'administration de la loi de l'impôt provincial sur le revenu. On confie le travail à des organisateurs d'élections plutôt qu'à des compétences. Encore à ce moment-ci de l'année, alors que le temps est venu de préparer l'impôt de 1958, il y a des contribuables qui reçoivent des cotisations pour l'année 1957. Il faut attendre parfois jusqu'à 10 mois pour obtenir la cotisation officielle.

La formule de déclaration d'impôt provincial sur le revenu pour l'année 1958 est absolument incompréhensible pour l'homme de la rue. Le gouvernement devrait améliorer son service de perception de l'impôt sur le revenu des particuliers. Les contribuables n'ont pas tous les moyens de se procurer les services de comptables pour préparer leur impôt. Beaucoup demandent l'assistance de leur député. Le service de l'impôt provincial sur le revenu devrait établir des bureaux d'information un peu partout, spécialement à Hull, puisque la situation y est plus compliquée qu'ailleurs, vu le grand nombre de gens de Hull qui travaillent à Ottawa et de gens d'Ottawa qui sont au service de l'Imprimerie nationale à Hull.

En ce qui concerne l'industrie, c'est bien beau de se vanter des investissements qui se font dans le Nouveau-Québec, mais la santé économique de la province exigerait une plus grande diversification et une plus grande décentralisation. Il y a un manque évident de planification au ministère de l'Industrie et du Commerce. Il réclame une planification à long terme pour mieux assurer le développement économique de la province. Il cite à ce sujet une résolution de la Fédération des chambres de commerce de la province, contenue dans le mémoire qu'elle a récemment adressé au gouvernement.

Il réclame une planification poussée de l'industrie dans le Québec, pour faire échec à l'inflation et à la régression économique, et pour mieux assurer l'essor commercial et industriel de la province de Québec. Dans ce domaine, une intervention du gouvernement est d'autant plus souhaitable. Personne ne peut nier qu'il y a actuellement une régression. La province de Québec a actuellement le plus grand nombre de chômeurs du Canada.

Un bulletin de la Banque de Montréal affirme que l'emprunt a été néfaste en augmentant le taux d'intérêt au détriment du public. Or, l'aile fédérale de l'Union nationale à Ottawa a, l'an dernier, voté en faveur de l'emprunt de conversion de \$6,000,000,000, mesure qui a contribué à hausser considérablement le taux d'intérêt et qui a été loin d'aider à combattre l'inflation et le fléchissement commercial.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le problème soulevé par le député de Hull (M. Parent) ne concerne pas le Parlement québécois. De plus, il n'y a pas d'aile de l'Union nationale à Ottawa. Il est donc faux de le prétendre. Je suis le premier ministre de la province et je consacre tout mon temps à ces fonctions. Lors des élections fédérales, j'ai voté chez moi comme tout citoyen, mais je ne me suis aucunement mêlé de l'élection fédérale. Des ministres du gouvernement provincial ont fait comme moi. D'autres ministres et des députés ont pris part aux élections, c'était de leurs affaires. Quant à moi, j'ai des partisans dans le groupe des libéraux fédéraux et j'en ai aussi dans le groupe des conservateurs, et j'ai des ennemis dans les deux camps. Mais ce n'est pas cela qui m'intéresse. Ce qui m'intéresse, c'est le mandat provincial qui m'a été confié. Ma règle de conduite est de me mêler des affaires du Québec seulement. J'ai un mandat provincial à exercer et j'y consacre tout mon temps.

Je soulève, dit-il, un point d'ordre et de règlement à l'encontre des remarques du député de Hull, alléguant qu'elles se rattachent à un sujet qui n'entre pas dans le cadre des attributions de la province, et j'invoque l'article 377 du Règlement.

M. l'Orateur donne raison au premier ministre. Le député de Hull (M. Parent), dit-il, doit s'en tenir exclusivement aux questions provinciales.

M. Parent (Hull) continue de parler sur le même sujet.

M. l'Orateur rappelle le député à l'ordre.

Décisions de l'Orateur:

Sujet du débat en dehors des attributions provinciales

M. l'Orateur déclare qu'il n'y a aucun doute que le sujet que le député de Hull (M. Parent) est à

traiter en est un qui relève exclusivement du fédéral et qu'il ne peut en conséquence faire le sujet d'un débat devant cette Chambre (article 377 du Règlement).

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Leclerc, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 52.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 16.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

M. Parent (Hull): L'Institut de technologie de la ville rend de grands services à la jeunesse du comté. Les cours réguliers y sont suivis par 250 élèves, et ceux du soir, par plus de 1,000 élèves. Le moment est venu d'agrandir cette institution pour en faire profiter un nombre encore plus grand de jeunes. Il serait aussi avantageux d'y aménager une section des arts graphiques, qui préparerait directement aux carrières offertes par l'Imprimerie nationale que le gouvernement fédéral a fait construire dans cette ville.

Les corporations municipales et scolaires de la province de Québec sont dans une situation où elles sont obligées d'imposer des charges trop onéreuses à leurs contribuables, à cause du taux d'intérêt très élevé qu'elles doivent payer sur le marché de la finance. Cette situation finira par avoir des répercussions graves. Une corporation municipale a récemment contracté un emprunt à un taux moyen de 7.2 %.

Je crois que le gouvernement devrait trouver une formule pour leur venir en aide. Une municipalité a contracté un emprunt récemment, à un taux moyen de 7.2 %, pour une période de 30 ans.

Cela cause aux corporations d'énormes embêtements. Il y aurait lieu d'intervenir pour éviter une catastrophe financière.

Au sujet de la loi des liqueurs, je souhaite que l'Assemblée législative constitue un comité pour étudier la manière dont cette partie de la législation provinciale est appliquée au Québec, en regard de ses règlements et de ses répercussions dans la société.

Il demande également l'édification d'un pont interprovincial à cet endroit. Quoi qu'en aient dit le premier ministre du Canada et le premier ministre de Québec, dit-il, ce pont est d'une absolue nécessité. Il semble pourtant qu'on ait relégué le projet aux oubliettes, malgré les promesses faites par les députés de l'Union nationale et les députés conservateurs à Ottawa.

M. l'Orateur: Le temps du député de Hull est écoulé.

Des députés de l'opposition protestent.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): À la suite d'une intervention du premier ministre, on a pris huit minutes pour enregistrer un vote sur un point d'ordre au cours du discours du député de Hull (M. Parent).

Des députés de l'opposition manifestent leur désir d'en appeler de la décision de l'Orateur.

M. l'Orateur: Il n'est pas question d'appel.

M. Hamel (Saint-Maurice) poursuit l'argumentation.

M. l'Orateur: Rien dans les règlements de la Chambre ne dit que le temps des votes doit être enlevé du temps des députés qui parlent. Si le député de Saint-Maurice veut que les débats soient agencés comme les règlements de hockey, je n'ai pas d'objection, mais qu'on amende d'abord les règlements de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'Orateur devrait quitter le fauteuil, vu qu'il dépasse 1 heure p.m.

M. Larouche (Témiscamingue) propose l'ajournement du débat.

M. l'Orateur: La Chambre est suspendue jusqu'à 3 heures.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ce n'est pas une suspension!

M. l'Orateur donne lecture du nouveau règlement adopté par la Chambre la semaine dernière: À partir du lundi 2 mars 1959, durant la présente session et jusqu'à nouvel ordre, la Chambre tiendra deux séances tous les jours de la semaine, sauf le dimanche: la première, de 11 heures du matin jusqu'à 6 heures de l'après-midi, avec suspension de cette séance de 1 heure à 3 heures de l'après-midi, et la seconde séance, de 8 heures du soir jusqu'à ce que la Chambre décide de s'ajourner; et à chacune de ces deux séances, l'ordre du jour sera réglé suivant les dispositions de l'article 115 du Règlement qui ont trait aux séances du mardi, sauf pour le mercredi après-midi, alors que l'ordre du jour sera celui qui est prévu par ledit article 115 pour le mercredi; et le *Feuilleton* de la séance du jour servira pour la séance du soir, de manière qu'il n'y ait qu'un seul *Feuilleton* pour les deux séances de chaque jour.

Les députés discutent.

Vers 1 h 15, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 3 heures

M. l'Orateur au fauteuil

Et le débat sur le budget se poursuit.

M. Larouche (Témiscamingue) trace un tableau général des progrès prodigieux réalisés par la province dans les différents domaines grâce à la politique éclairée, sage et progressive de l'Union nationale et de son chef, puis s'arrête assez longuement au domaine agricole en particulier.

L'agriculture, dit-il, demeure la base de notre structure économique et sociale. Non seulement elle assure la nourriture du peuple, mais elle favorise l'établissement de nombreuses industries, stimule le commerce et constitue un puissant réservoir de richesses humaines et de forces nationales.

L'Union nationale a toujours compris le rôle essentiel du cultivateur. Elle a adopté, pour lui venir en aide, une série de mesures législatives toutes complémentaires les unes des autres. Elle a commencé par assurer le maintien de l'agriculteur sur sa terre, en adoptant une loi permettant au

gouvernement de lui prêter l'argent dont il avait besoin, ce qu'avaient toujours refusé les libéraux. Elle a donné le crédit agricole pour sauvegarder l'agriculture de la ruine financière et pour assurer la stabilité des familles de la campagne.

Puis ce fut une vaste politique d'amélioration des terres au moyen du drainage à la machinerie lourde, dans le but de récupérer une plus grande superficie de sol arable, d'améliorer le rendement des récoltes et d'augmenter les revenus agricoles. Vint ensuite l'électrification des campagnes par l'entremise des coopératives d'électricité, mesure qui a permis de rendre l'exploitation agricole plus efficace en même temps que plus attrayante. Et ce fut enfin la création de l'Office des marchés qui permet aux agriculteurs de conclure des ententes collectives pour la vente de leurs produits. Entre-temps, le gouvernement actuel a d'ailleurs aidé l'agriculteur en améliorant constamment la voirie rurale, en augmentant l'aide à l'établissement des fils de cultivateurs, en construisant des écoles d'agriculture, etc. L'Union nationale n'a pas seulement stabilisé l'agriculture. Elle a voulu, par des mesures complémentaires et ordonnées selon un plan d'ensemble, en assumer l'essor.

Pendant la crise économique de 1929 à 1936, alors que les libéraux étaient au pouvoir, ceux-ci se sont toujours refusés à accorder le crédit agricole, avec le résultat qu'on assista à une désertion des terres. Les cultivateurs durent se débarrasser des libéraux pour obtenir ce crédit agricole qu'ils demandaient depuis des années; 56,332 cultivateurs ont profité de cette politique depuis son inauguration et ont pu sortir du marasme où ils s'enlisaient auparavant. Cette loi a stabilisé l'agriculture québécoise qui était, en 1936, aux portes de la ruine. Le même phénomène s'est produit pour ce qui est de l'électrification rurale pour laquelle le gouvernement Godbout, de 1939 à 1944, ne fit à peu près rien. L'administration libérale s'était continuellement obstinée à refuser cette mesure bienfaisante.

À cette époque, seulement 20 % de nos fermes étaient électrifiées et Québec occupait l'avant-dernier rang de toutes les provinces de la Confédération dans ce domaine. Les cultivateurs durent attendre le retour au pouvoir de l'Union nationale, en 1944, pour que quelque chose se fit. Dès l'année suivante, en effet, une loi était adoptée permettant au gouvernement de promouvoir dans toutes les régions de la province le progrès de l'électrification des campagnes, en collaboration étroite avec les coopératives d'électricité. L'Office de l'électrification rurale, créé en vertu de la loi, a

d'ailleurs mis sur pied plusieurs coopératives auxquelles il a apporté une importante assistance financière et technique.

En plus de fonder les coopératives, de les conseiller, de les orienter dans la bonne voie, l'Office leur vient en aide de deux façons pratiques, généreuses et efficaces. Il leur prête d'abord jusqu'à 85 % de la valeur offerte en garantie pour construire leur réseau électrique. Il accorde ensuite aux coopératives, et sans que cela ne leur coûte un seul sou, l'assistance de ses ingénieurs, techniciens, contremaîtres, comptables et conseillers juridiques. Il suffit pour la coopérative de payer sur les prêts obtenus de l'Office un intérêt de 3 %, pendant 30 ans, pour effacer totalement sa dette hypothécaire et devenir ainsi propriétaire exclusive de ses lignes électriques. Cette généreuse contribution financière du gouvernement provincial et les facilités de remboursement accordées aux coopératives d'électricité ont contribué à l'extension rapide des lignes électriques dans les secteurs ruraux du Québec et ont rapporté à nos entreprises coopératives des privilèges qui ne se rencontrent pas ailleurs sur le continent nord-américain.

À l'heure actuelle, il existe chez nous 58 coopératives d'électricité. Depuis le 1^{er} juillet 1945 jusqu'au 31 décembre 1958, il s'est construit dans les campagnes québécoises un total de 20,500 milles de nouvelles lignes électriques. Ces nouvelles lignes électriques ont apporté les bienfaits de l'électricité à quelque 800,000 personnes qui en étaient privées jusque-là.

Cette loi de l'Union nationale, qui a été mise en application avec beaucoup de succès, a été particulièrement bienfaisante dans les comtés de l'Abitibi, de Rouyn-Noranda et de Témiscamingue.

Au cours des 10 dernières années, la Coopérative d'électricité d'Abitibi-Est a construit 645 milles de lignes pour fournir le service à 21,190 personnes; la Coopérative d'Abitibi-Ouest, pour sa part, a bâti 682 milles de lignes, desservant 20,225 personnes; la Coopérative de Rouyn-Noranda, 152 milles de lignes apportant le service à 3,060 personnes et, enfin, la Coopérative du Témiscamingue a doté la région de 435 milles de lignes, pour le bénéfice de 12,655 personnes. En somme, les quatre comtés ont maintenant 1,914 milles de nouvelles lignes électriques qui bénéficient à 57,130 personnes.

Grâce à cette politique généreuse, le Québec est maintenant en tête de toutes les provinces, au point de vue électrification rurale; il occupe le premier rang. Le pourcentage des fermes électrifiées est passé, durant cette période de 14 ans, de 20 % à 96 %.

M. Ladouceur (Verchères): À titre d'ancien cultivateur et de citoyen qui est resté en contact avec la classe agricole, j'ai le droit de m'intéresser aux finances de la province.

Il fait une énumération des services que l'Union nationale a rendus à la classe agricole. Qu'est-ce donc, demande-t-il, que le crédit agricole, l'électrification rurale, l'entretien des chemins d'hiver, le drainage des terres? Ce sont des politiques qui sont au crédit de l'Union nationale et pour le bénéfice de la classe agricole.

Il félicite le ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) pour l'exposé qu'il a fait la semaine dernière. Il veut, précise-t-il, parler des réalisations dont son comté a bénéficié. En 1945, il y avait encore plusieurs fermes du comté de Verchères qui n'étaient pas électrifiées. Aujourd'hui, grâce à la politique de l'Union nationale, toutes les fermes sont électrifiées. Pour toute la province il n'y avait que 20 % des fermes qui étaient électrifiées, alors qu'en Ontario 70 % l'étaient. Aujourd'hui, la situation est renversée: Québec est au premier rang avec 96 % des fermes électrifiées.

Dans mon comté, j'affirme que la politique adoptée par le gouvernement de l'Union nationale dans le domaine de l'électricité a amené les compagnies distributrices à faire bénéficier tous les rangs de toutes les paroisses des services électriques.

Le crédit agricole a également aidé de façon considérable les cultivateurs de Verchères. Dans mon comté, l'Office du crédit agricole a consenti 481 prêts, pour un montant global de \$2,235,000. Il faudrait même ajouter à cela 204 prêts à l'habitation, pour un montant total de \$325,725.

L'argent du crédit agricole est prêté à 2.5 %, c'est-à-dire à un taux que l'on ne trouve ni dans une banque ni dans une caisse populaire. Grâce au faible taux d'intérêt sur les prêts, les cultivateurs de mon comté épargnent \$70,000 par année seulement au chapitre de l'intérêt. C'est une moyenne de \$157 par famille. Cela vaut bien mieux que les octrois à la cuiller distribués par les anciens régimes libéraux, octrois qui n'allaient d'ailleurs qu'à des rouges.

L'industrialisation de mon comté a progressé à pas rapides depuis quelques années. Ce comté, qui jusqu'ici était principalement un comté agricole, a vu d'importantes industries s'implanter dans ses localités. J'invite les critiqueux à venir constater par eux-mêmes le développement industriel qui se manifeste un peu partout dans le comté de Verchères. J'invite ces gens à visiter Contrecoeur, Varennes et Boucherville, en particulier; ils en auront plein les yeux. Des industries importantes se sont implantées

dans ces centres. Tout cela fut rendu possible grâce à l'impulsion donnée par le gouvernement de l'Union nationale à la mise en valeur de nos ressources naturelles. Grâce à l'électricité de la Bersimis, il a été possible de fournir à ces usines l'électricité dont elles ont besoin. C'est incidemment à Contrecoeur que doit se fixer la première aciérie à être construite dans la province de Québec.

L'éducation a fait de grands progrès dans mon comté. Les commissions scolaires, qui se sont donné une administration saine, n'ont connu aucun désastre.

Il redit sa confiance dans l'Union nationale et dans son chef.

M. Lafrance (Richmond): Les députés de l'Union nationale qui ont parlé avant moi utilisent les mêmes formules usées. Il me semble avoir reconnu certaines phrases que j'ai entendues à la radio de la bouche du publiciste de l'Union nationale, M. Lévis Lorrain.

Je trouve qu'on a une bien étrange façon de se grandir, de l'autre côté de la Chambre. On se croit obligé de le faire en rapetissant les autres. Le discours du budget, comme le discours du trône et les autres documents du gouvernement, sont devenus des pamphlets électoraux. Les orateurs ministériels tentent de camoufler l'absence d'un plan politique et l'incurie administrative sous le rideau des millions. On se complaît à ressasser certaines mesures législatives vieilles de 15 et 20 ans. N'est-ce pas la caractéristique d'un régime vieilli, voué à disparaître bientôt? Les députés de l'Union nationale ressassent constamment les mêmes affaires et le gouvernement actuel manifeste une indifférence totale devant les problèmes de l'heure. L'Union nationale est un parti vieilli, retardataire, qui sera bientôt chassé du pouvoir.

Quelle est la politique du gouvernement actuel? Quelle solution tente-t-il d'apporter à tel problème ou à tel autre? Quelle orientation donne-t-il au problème économique? Indifférence totale de l'autre côté de la Chambre. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes. Un vrai infantilisme.

Le gouvernement actuel s'en va au petit bonheur dans le domaine économique. Des douzaines de groupements de la province de Québec sont unanimes à présenter, depuis 15 ans, mémoire par-dessus mémoire. Le régime de l'Union nationale écarte tout cela du revers de la main par l'énoncé d'un grand principe comme le soleil se lève à l'Est et se couche à l'Ouest. Mais il ne les écoute pas; aucune suggestion ne l'intéresse. Une seule chose semble toucher les gens de l'autre côté de la Chambre:

l'encens, les félicitations, les remerciements. À force de s'enivrer d'encens, ces gens commencent à ressembler à ces dieux de l'Antiquité dont on disait: "Ils ont des yeux et ne voient pas; ils ont des oreilles et n'entendent pas!"

La conséquence, c'est que le régime actuel n'a aucune orientation, aucun plan d'ensemble. Il se borne à dépenser les fonds publics à des fonctions que les règlements de cette Chambre m'empêchent d'énoncer. Le gouvernement ne fait rien pour orienter le développement économique de la province suivant les besoins de la population.

Par suite de la régression économique qui se manifeste depuis quelque temps, on commence à s'interroger dans tous les milieux. À l'heure actuelle, les gens commencent à se demander ce qui ne va pas. On commence à constater la formidable fumisterie dont la province de Québec a été victime, sous le couvert de l'autonomie et de l'anticommunisme.

Les taxes sont une nécessité et personne ne peut songer à les abolir toutes. Mais il y a des principes dont il faut tenir compte. Il ne faut pas taxer les nécessités de la vie, ni surtaxer les chefs de famille. À Québec, il existe 18 taxes spéciales au regard de huit, 10 ou 11 dans les autres provinces.

Les députés de l'autre côté de la Chambre disent que le gouvernement donne beaucoup plus que les libéraux, mais ils ne disent pas qu'il perçoit 1,100 % et 1,200 % plus de taxes que les libéraux.

Citons particulièrement la taxe sur l'huile à chauffage et la taxe sur les médicaments. On sait que c'est un gouvernement libéral qui a aboli la taxe de vente sur le bois et le charbon, en 1944. Ce sera un autre gouvernement libéral qui accordera l'exemption de la taxe sur le combustible. Cela se fera dès 1960. Le Parti libéral prend l'engagement d'abolir la taxe sur l'huile à chauffage et les médicaments, s'il est appelé à former le prochain gouvernement.

Là où se manifeste davantage l'incurie du gouvernement, c'est dans le domaine du travail, et particulièrement de l'embauchage. Depuis quelques années, il y a une crise d'embauchage. Quel est le nombre exact de chômeurs? Il est difficile de l'établir exactement, mais on peut affirmer qu'il se chiffre à plus d'un quart de million présentement. Se rend-on compte de ce que cela signifie pour des centaines de milliers de personnes? S'arrête-t-on à penser que c'est une situation par laquelle ils ruinent leur santé morale et physique dans le désœuvrement? Ce n'est pas en jonglant avec des chiffres qu'on va pallier ce mal. Le problème existe. Il est grave, inquiétant. Mais, du côté du gouvernement, c'est le silence du sphinx.

Le gouvernement n'a rien fait pour remédier à la situation du chômage. C'est inconcevable qu'on puisse avoir une conception aussi étrange de ses responsabilités.

On dira que c'est une question qui relève du fédéral. Pourtant, le rapport Tremblay a dit qu'elle est aussi du ressort provincial. Le gouvernement actuel devrait s'occuper de résoudre ce problème tout comme il s'en approprie tous les mérites, quand l'embauchage est abondant.

Le premier ministre et certains de ses lieutenants aiment se faire moralistes en prêchant la loi du travail. C'est beau, mais que fait le gouvernement pour en donner? Tous les chômeurs ne sont pas des paresseux. Ce n'est qu'une petite catégorie.

Le gouvernement ne fait rien pour enrayer le chômage, alors qu'environ 250,000 des nôtres sont sans emploi et vivent des heures extrêmement tragiques. Si le travail est un droit naturel, l'État doit, par conséquent, avoir une politique de plein-emploi, maintenir les emplois actuels et en créer de nouveaux.

Le gouvernement du Québec s'enlise chaque jour davantage dans le vieillissement. Il doit suppléer aux carences de l'entreprise privée. Avec la pseudo entreprise privée, le chômage est en voie de devenir partie intégrale de notre économie, car, sous le système capitaliste, on donne trop souvent la priorité aux profits en se fichant du capital humain.

On craint le socialisme, et avec raison, mais rien n'est plus susceptible de l'engendrer que la crise actuelle de chômage dans le Canada et dans la province de Québec. À mon avis, combattre le chômage, c'est faire preuve de civisme et travailler dans l'intérêt bien compris de la nation.

Il rend hommage à Son Excellence le cardinal Léger qui rappelait récemment le devoir de l'État qui doit jouer un rôle positif et aider à l'entreprise privée, en suppléant à ses carences d'embauchage, par des travaux saisonniers qui fournissent de l'emploi à ceux qui n'en ont plus.

Pour remédier à cette crise, il faudrait d'abord prendre conscience du problème. Il faudrait aussi avoir dans la province un ministre du Travail qui soit présent. Depuis trois ans, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) est absent.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comme c'est petit!

M. Lafrance (Richmond): Ce qui est petit, c'est d'ignorer les chômeurs.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Je soulève un point d'ordre. Il est inexact de prétendre que le ministre du Travail est absent depuis trois ans. À cause de la nature particulière de sa maladie, le ministre ne peut pas venir à son bureau et il manque souvent les séances du Conseil des ministres, mais, chez lui et dans sa chambre d'hôtel à Québec, il consacre encore plus d'heures de travail à son ministère que le député n'en consacre à ses propres affaires.

M. Lafrance (Richmond): C'est connu dans les milieux ouvriers que le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) ne s'occupe plus de son département.

Des voix ministérielles: C'est faux.

M. Lafrance (Richmond) continue à nommer les correctifs qu'il estime nécessaires pour remédier au chômage. Le gouvernement, dit-il, doit établir une commission d'enquête sur les causes du chômage et les remèdes à y apporter. Le Conseil supérieur du travail devrait être appelé en consultation. Ce serait son rôle de travailler à réhabiliter les sans-travail. Le gouvernement devrait également collaborer étroitement avec tous les autres corps publics qui s'intéressent à cette question et doit rechercher et adopter les mesures "remédiatrices" nécessaires. Le gouvernement fédéral dépense actuellement des centaines de millions pour la route Trans-Canada, pour la disparition des traverses à niveau et pour d'autres travaux, en vue de corriger la situation. La province de Québec, en n'acceptant pas les offres du fédéral, perd \$100,000,000 par année.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il n'est pas vrai de dire que la province de Québec ne collabore pas avec le fédéral dans la disparition des traverses à niveau. Le gouvernement de Québec, on le sait, paie une partie du coût des travaux de l'élimination des traverses à niveau, avec le fédéral, par la Commission des transports, et avec les municipalités. Actuellement, nous avons des demandes nombreuses devant cette commission fédérale, plus nombreuses, j'en suis certain, que ce que nous pourrions entreprendre d'ici quelques années.

M. Lafrance (Richmond): Je remercie le ministre de cette précision.

À cause de son autonomie négative, notre obstination à nous entendre avec Ottawa, la province de Québec, c'est connu, perd des centaines de millions, et je crois que le temps est venu de

collaborer avec le gouvernement de notre pays pour aider à régler le pire problème des temps que nous vivions, celui du chômage. Le temps est venu de cesser de regarder le fédéral comme l'ennemi.

Comme autre palliatif, nos richesses naturelles devraient créer de nouveaux emplois, en forçant les industriels qui les exploitent à en ouvrir une partie au moins dans notre province. Sait-on que 97 % de l'amiante extrait du sol québécois est exporté aux États-Unis à l'état brut?

Le temps est venu de réduire les heures de travail et d'imposer partout la semaine de 40 heures, pour faire face à l'automatisation qui entre de plus en plus dans nos industries. Il faudrait aussi empêcher les jeunes gens, qui encombrant le marché du travail, de travailler avant l'âge de 16 ans accomplis, en les forçant à aller à l'école jusqu'à cet âge.

Une enquête faite par la Jeunesse ouvrière catholique (J.O.C.), dans le monde des jeunes chômeurs, démontre qu'il y a une relation étroite entre l'instruction et le chômage, et que les trois quarts de ceux qui manquent de travail n'ont pas dépassé la septième année. Avec l'automatisation, il faudra des ouvriers plus instruits pour comprendre la marche des machines.

Le gouvernement devrait accorder le crédit urbain pour stimuler la construction domiciliaire et afin d'augmenter le nombre des propriétaires canadiens-français. C'est une innovation qu'il affirme, précise-t-il, réclamer depuis longtemps. Un autre moyen peut-être appréciable en vue de réduire le chômage serait une campagne en faveur de l'achat des produits manufacturés dans la province de Québec.

Il souhaite également une plus étroite collaboration entre patrons et ouvriers. Ils devraient, dit-il, être des amis et non des ennemis comme la chose se produit souvent.

Il déplore l'incurie du gouvernement en face des centaines de mille chefs de famille qui n'ont pas de travail. On dira, ajoute-t-il, qu'il y a l'assurance-chômage, mais elle n'est pas suffisante pour une famille moyenne qui a besoin d'au moins \$80 par semaine pour vivre.

Toute la responsabilité du chômage ne retombe pas sur les épaules des provinces, mais rien ne sert de lancer la balle aux autres, pour éviter de prendre des moyens positifs qui régleraient le problème en grande partie.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots suivants:

"Toutefois, nous regrettons que le gouvernement n'ait présenté au cours de la présente session aucune mesure législative efficace pour remédier au chômage qui affecte plusieurs centaines de milliers de citoyens de cette province."⁴

M. l'Orateur: La parole est au député de Brome (M. Brown).

M. Brown (Brome) commence à parler au sujet de cet amendement⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) soulève un point d'ordre à l'encontre de cette motion, alléguant qu'elle laisse subsister la motion principale et qu'elle exprime en même temps le regret qu'elle soit adoptée, ce qui est contradictoire et rend la motion informelle et irrégulière.

L'amendement est mal fait. On ne peut en même temps demander d'aller en comité des voies et moyens et de ne pas y aller. On ne peut dire en même temps que nous acceptons la motion et que nous regrettons.

Il cite la formule 43 qui se trouve à la page 240 du Règlement: Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "Que" par les suivants: "La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, regrette ou est d'avis que..."

M. Hamel (Saint-Maurice): Selon l'article 377 du Règlement, la discussion sur la motion se rapportant à la formation du comité des voies et moyens peut porter sur tout sujet d'intérêt public rentrant dans le cadre des attributions de la Législature.

Or, le chômage, c'est un problème qui entre dans le cadre des attributions de la Législature. L'amendement est dans l'ordre. Sinon, il faudrait admettre que le chômage n'intéresse pas la Législature.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): La motion est-elle régulière ou irrégulière? C'est cela le problème. Que le député s'en tienne au point d'ordre. Il n'a pas le droit de faire de la démagogie ici.

M. l'Orateur: Il s'agit de savoir s'il y a des éléments contradictoires.

M. Hamel (Saint-Maurice): Je me demande quelle contradiction on peut bien trouver.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Le premier ministre n'a jamais dit que nous ne pouvions pas parler du chômage sur une motion pour aller en subsides. Il a seulement dit: "Vous n'avez pas remplacé les mots après "Que", mais vous avez ajouté." L'article du Règlement est très clair. L'amendement doit faire disparaître les mots après "Que".

M. Lapalme (Montréal-Outremont): L'autre côté n'a pas compris ce dont il s'agit. Il s'agit ici de la plus belle motion de non-confiance qu'on puisse trouver. Elle déclare que la Chambre est prête à voter les subsides, mais elle déplore que quelque chose ne soit pas fait pour le chômage. Il n'y a aucune contradiction. C'est à ce stade-ci que la confiance ou la non-confiance doit apparaître. La motion est tout à fait normale.

M. Ross (Montréal-Verdun): Selon les notes 1 et 2 de l'article 377, la motion est irrégulière. Premièrement, il est irrégulier, dans la discussion de la motion principale, de se référer à une affaire dont la Chambre ne peut être saisie que par motion de fond. Deuxièmement, aux Parlements anglais et canadien, le discours sur le budget se prononce généralement sur la motion portant formation du comité des voies et moyens. Chez nous, il en est de même depuis quelques années. Cette façon de procéder est plus commode: le débat qui s'ensuit généralement ne retarde pas le vote du budget en comité des subsides.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): La motion est régulière. Selon l'article 171, une motion d'amendement ne peut avoir qu'un ou plusieurs des objets suivants:

1. Retrancher des mots;
2. Insérer des mots;
3. Ajouter des mots;
4. Remplacer des mots par d'autres.

Décisions de l'Orateur:**Libellé de l'amendement à la motion portant formation du comité des voies et moyens**

M. l'Orateur, après avoir entendu les arguments de part et d'autre, déclare d'abord que l'article 171 du Règlement ne s'applique pas aux motions pour aller en comité des subsides ou en comité des voies et moyens, lesquelles sont régies

spécialement par les articles 375 et suivants du Règlement. De plus, il est vrai que les formules ne sont pas sacramentelles, mais qu'elles contiennent néanmoins des dispositions essentielles qu'on ne peut mettre de côté. Enfin, les notes 1 et 2, sous l'article 377, sont péremptoires et ne permettent pas d'ajouter des mots à la motion pour aller en voies et moyens. Pour toutes ces raisons, le point d'ordre soulevé par l'honorable premier ministre est maintenu et la motion d'amendement est déclarée contradictoire et irrégulière.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 62.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue⁶.

M. Brown (Brome) et M. Russell (Shefford) se lèvent en même temps.

Des députés chahutent⁷.

M. Brown (Brome) parle en anglais, d'une voix forte.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) et les députés ministériels tournent la tête en direction du député de Shefford et font claquer le couvercle de leur pupitre.

M. Brown (Brome) continue son discours.

Les députés ministériels protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le député de Shefford s'est levé le premier, la parole lui revient de droit.

M. l'Orateur donne la parole au député de Shefford⁸.

Des députés de l'opposition protestent.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au président de rappeler à l'ordre le député de Brome. Il a déjà participé au débat. Le député qui a précédemment porté la parole sur la motion libérale de censure, rejetée comme irrégulière, n'a plus le droit de participer au débat.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) intervient.

M. l'Orateur s'adresse au chef de l'opposition.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) répond à l'Orateur⁹. Le député de Brome, dit-il, n'a pas perdu le privilège d'adresser la parole parce que la motion de censure a été rejetée, et donc c'est comme s'il n'avait pas parlé du tout. Le député de Brome a été le premier à s'adresser à l'Orateur, après que la motion a été rejetée.

M. l'Orateur reconnaît que le député de Brome avait seulement parlé à propos de l'amendement du député de Richmond (M. Lafrance).

M. Brown (Brome) et **M. Russell (Shefford)** restent debout.

M. l'Orateur: Que le député de Shefford fasse son discours. Il a été le premier à se lever après le scrutin.

Les députés de l'opposition protestent en frappant sur leur pupitre avec leurs poings.

Les députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: Calmez-vous!

M. Hamel (Saint-Maurice) réclame le vote en vertu de l'article 245 du Règlement.

Les députés chahutent.

M. l'Orateur: Il ne s'agit pas là à proprement parler d'une décision de l'Orateur. Selon l'article 242, "Tout député qui désire demander la parole doit se lever". J'ai, répète-t-il, vu le député de Shefford réclamer la parole le premier.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste. L'article 245 stipule: "Quand deux députés ou plusieurs députés ont demandé la parole en même temps et qu'ils insistent, l'Orateur met immédiatement les noms de ces députés aux voix et accorde la parole à celui qui obtient la majorité des voix."

Les députés chahutent bruyamment.

M. l'Orateur: Selon l'article 245 du Règlement parlementaire, "Quand deux députés ou plusieurs députés ont demandé la parole en même temps et qu'ils insistent, l'Orateur met immédiatement les noms de ces députés aux voix et accorde la parole à celui qui obtient la majorité des voix". Mais l'article 244 ne dit pas: "Quand plus d'un député demande la parole, l'Orateur invite à parler celui qui a demandé la parole le premier."

M. Hamel (Saint-Maurice) et **M. Russell (Shefford)** protestent et se lèvent en même temps.

Les députés chahutent. À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur met les noms du député de Shefford et du député de Brome aux voix.

Qui est d'accord pour que le député de Brome (M. Brown) prenne la parole en premier?

Qui est d'accord pour que le député de Shefford (M. Russell) prenne la parole en premier?¹⁰?

M. Russell (Shefford): Vous me permettez de faire entendre en cette Chambre la voix du comté de Shefford¹¹. Je remercie la population du comté de la confiance qu'elle a manifestée pour la cinquième fois à l'endroit du gouvernement actuel et à son chef dont nous connaissons la droiture, la clairvoyance et l'esprit de travail¹². Que cette occasion me serve pour me réjouir du choix des quatre nouveaux ministres dont deux sont mes voisins de comté immédiats.

Je pense bien, M. l'Orateur, que personne ne m'en voudra de dire un mot du comté que j'ai l'honneur de représenter en cette Chambre. Shefford fait partie des Cantons-de-l'Est, une région agricole, un site magnifique pour les développements industriels. Le comté est composé de 22 municipalités

rurales et de deux villes. Il est habité par une population laborieuse, prête à faire tous les sacrifices nécessaires pour faire de cette région une terre où l'avenir de notre jeunesse sera garanti. Notre géographie nous favorise grandement depuis quelques années, parce que nous sommes situés près de grands centres et de marchés qui favorisent notre économie.

Il se dit fier d'appartenir à un groupe qui a assuré le développement de la province de Québec, qui a combattu pour conserver aux Canadiens français leur héritage précieux légué par leurs pères, notamment la langue française et la foi catholique.

Depuis quelques semaines, j'ai écouté avec soin les débats en Chambre sur la politique du gouvernement et ses projets de loi. L'étude des bills, et surtout du budget des ministres, démontre l'effort soutenu du gouvernement dans tous les domaines. Pour nos gouvernants, la politique n'a qu'un but: le développement et la survivance de notre peuple.

Passons en revue les années des administrations libérales. D'abord, notre agriculture était dans une situation presque impardonnable, nos municipalités rurales étaient étouffées par leurs obligations et ne pouvaient fournir les communications nécessaires, afin de garantir le bien-être de la vie rurale. Qui voudrait que le gouvernement soit responsable de la température d'hiver? Je me demande si eux formeraient un autre ministère pour ce contrôle.

Il s'étonne d'entendre certains libéraux se déclarer les défenseurs du peuple, oubliant, dit-il, la façon dont leurs amis, quand ils étaient au pouvoir, ont respecté la liberté et l'humanité. Eux qui, de leur temps, négligeaient le strict nécessaire de la vie de nos ouvriers, qui travaillaient pour de maigres salaires dans les usines, en partie du temps de la belle saison. Quant aux cultivateurs, ils passaient la saison d'hiver dans les bois, non pour s'assurer un revenu substantiel, mais simplement pour garantir maigrement la survivance de leur famille.

D'abord, les heures de travail dans les chantiers n'avaient pour eux aucune signification. Autrefois, le petit jour, le matin et les premières heures du soir jusqu'à tard dans la nuit faisaient partie de la journée de travail des cultivateurs qui passaient l'hiver dans le bois, alors que les salaires étaient de \$12, \$15 et de \$18, pour quelques-uns seulement, par mois. Mais il faut tout dire. Les bûcherons couchaient alors sur la paille, sur le foin ou sur des branches de sapin, dans bien des camps. Pour excellente nourriture, ils avaient des fèves au lard, du lard gras ou du lard gelé, et ce dernier était le

diner, dans la plupart des cas, pour nos ouvriers qui étaient éloignés du camp, car il fallait que ceux-ci remplissent un montant minimum de travail et ils n'avaient pas le moyen de perdre une heure pour le dîner.

Dans certains de nos camps, on avait un système différent. On faisait travailler les ouvriers, ce qui est communément appelé à la job. Par surcroît, s'il vous plaît, la corde était de 160 pieds, au lieu de 128 pieds comme aujourd'hui. Souvent, ce travail ardu ne représentait que \$12 par mois. Je comprends que le salaire, ce n'est pas tout lorsqu'on est bien logé et bien nourri, et surtout lorsqu'on avait l'avantage, dans bien des cas, de s'abreuver à la même source que les chevaux, en arrière de l'écurie. Ça, c'étaient les conditions de travail et d'hygiène et la justice sociale du temps.

Pourtant, nos administrateurs du temps le savaient, ils étaient avertis car, si nous regardons le rapport 90¹³ qui explique clairement cette situation concernant les salaires, la nourriture, le logement et l'hygiène du temps, ces gens-là se refusaient d'y implanter des règlements, afin de donner un peu de soulagement à nos ouvriers. Cela explique que le peuple du Québec se soit fait justice et ait mis de côté ces gens qui, aujourd'hui, veulent se proclamer les grands défenseurs du peuple.

Tout a changé avec les améliorations apportées par le gouvernement de l'Union nationale. Les bûcherons, dont le salaire et les conditions de travail ont été améliorés dans une proportion considérable depuis 1945, ne désirent sûrement pas revenir aux régimes antérieurs. Nos ouvriers se rappellent ceux qui, dès leur arrivée au pouvoir, ont passé une loi pour assurer des salaires raisonnables aux ouvriers qui travaillent dans des exploitations forestières.

On va sans doute dire que c'étaient les circonstances du temps qui les empêchaient, mais nous nous rappelons bien qu'en 1939, ils sont revenus au pouvoir et, encore là, aucun effort n'a été fait pour pouvoir améliorer les conditions existantes.

Le gouvernement n'a rien ménagé pour améliorer les conditions de travail et les salaires des ouvriers de la forêt. Lors du retour au pouvoir, en 1944, du gouvernement de l'Union nationale, le service forestier de la Commission du salaire minimum fut réorganisé. En 1946: organisation du service de placement pour les bûcherons avec taux minimum de l'ordonnance no 39¹⁴, les ouvriers de la forêt ont bénéficié de quatre hausses successives de salaires, 40 % en 1948, 20 % en 1950, 10 % en 1951 et 15 % en 1957.

Nous avons établi le code forestier. Par l'arrêté en conseil 958, les camps forestiers doivent être construits, aménagés et tenus selon les plans et devis acceptés et fournis par le ministère de la Santé, de manière à garantir la santé et le bien-être des bûcherons. Voilà, M. l'Orateur, les différences avec aujourd'hui, logement et nourriture adéquats, des heures et des salaires raisonnables, car, si nous regardons les statistiques provinciales pour 1956-1957-1958, pour 53,437 bûcherons, elles révèlent que leur salaire annuel est de \$72.18 par semaine ou \$12.03 par jour.

Je sais qu'on va essayer de faire des comparaisons entre le Québec et l'Ontario, mais je voudrais simplement démontrer devant cette Chambre que les bûcherons de l'Ontario sont payés \$7.38 la corde de 138.88 pieds cubes ou 91.66 pieds corde solide; dans le Québec, en vertu de l'ordonnance 39, la corde est de 128 pieds cubes ou 85 pieds corde solide, dont le bûcheron reçoit \$7, ce qui veut dire \$6.80 pour la même corde dans l'Ontario, soit 20 sous de moins que dans le Québec, car la corde de l'Ontario est 10.88 pieds de plus que dans le Québec.

Voici en quelques lignes les différences d'administration avec les amis de nos gens d'en face et du gouvernement actuel. Et ce n'est pas tout. Si nous regardons un peu le passé, nous constatons l'abus impardonnable d'un gaspillage multiple de nos forêts, sans aucun effort de restriction pour venir à l'encontre de la disparition graduelle et continuelle d'une de nos plus belles richesses naturelles: la forêt.

Qu'est-il arrivé? Dès l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, ils se sont empressés de réorganiser le service forestier, afin de pouvoir établir des bases solides pour garantir l'efficacité de notre étendue forestière.

D'abord, en favorisant le plus grand développement de l'école Duchesnay, afin de pouvoir fournir un plus grand nombre de techniciens nécessaires au service de nos industries forestières, en améliorant le débitage du bois dans nos scieries en général, dans l'utilisation des déchets de nos scieries, dont la plupart des grosses scieries transforment aujourd'hui leurs déligneurs et croûtes en copeaux pour l'industrie des pâtes.

À la suite de recherches par nos techniciens, ils ont réalisé qu'il était possible d'utiliser une plus grande variation d'essences forestières, et maintenant, la plupart des usines du Québec utilisent des bois durs.

Nos ingénieurs forestiers ont travaillé à l'éducation du public en général et des petits propriétaires en particulier. Il faut se rappeler

qu'autrefois le bureau des renseignements forestiers, dans ce domaine en particulier, n'avait à son service que trois ingénieurs, et ne pouvait suffire à répondre aux besoins pressants. À la vue de ces besoins, le gouvernement a réorganisé ce bureau qui compte aujourd'hui 14 des meilleurs techniciens qui forment cette association qui, depuis, a démontré un progrès gigantesque, quoique les recherches forestières ne soient pas aussi avancées que désiré. Mais nous sommes rassurés avec le travail continu de ces gens qui ont à cœur le progrès du reboisement et le maintien des forêts.

Les petits propriétaires forestiers, à eux seuls, plantent au-delà de 2,000,000 d'arbres par année et les grands propriétaires, au-delà de 500,000, sans tenir compte du reboisement naturel qui, nous sommes assurés, augmentera d'année en année, car le gouvernement a multiplié nos pépinières et plusieurs compagnies ont également leurs propres pépinières.

Une analyse approfondie de nos domaines forestiers nous démontre qu'aujourd'hui, malgré la multiplication des besoins de cette matière première, le bois, nous pouvons établir avec certitude que la pousse et l'accroissement de nos forêts sont supérieurs aux débits effectués. La réorganisation du système de protection contre le feu, grâce à l'école organisée en 1947, nous permet aujourd'hui d'être assurés que nos forêts sont hautement protégées contre cet ennemi numéro 1, le feu. L'amélioration de la voirie a aussi contribué en facilitant l'accès de notre étendue forestière.

Donc, ceci constitue quelques-unes des remarques, lesquelles prouvent la détermination de nos administrateurs d'aujourd'hui de vouloir garantir à cette industrie une survivance éternelle.

En terminant, je voudrais simplement exprimer le vœu de ceux que j'ai l'honneur de représenter en témoignant notre reconnaissance à tous ceux qui ont pris part à cette marche gigantesque de progrès dans tous les domaines, à laquelle tous les citoyens de mon comté ont eu l'honneur d'être favorisés.

D'abord, nos agriculteurs qui, eux, ont vu leur sort s'améliorer lors de l'application de cette loi agricole, sabotée par les amis de nos voisins d'en face et rétablie par le gouvernement actuel lors de son retour en 1944, qui a permis un soulagement à nos municipalités rurales dans leur domaine financier, qui leur a permis de pouvoir répondre à des besoins urgents et de pouvoir respirer un peu de cet air de prospérité qui a suivi, à la suite de l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale.

Je n'irai pas prétendre que l'agriculture ne connaît pas de difficultés actuellement. Ces difficultés, cependant, sont du même ordre que celles que connaissent plusieurs autres secteurs d'activités.

Elles sont la rançon du progrès incontestable de la province, la prétendue crise dont font état certains propagandistes intéressés à créer des malaises chez le peuple pour retirer des avantages politiques, ce qui soulève des tempêtes comme celle dont nous avons été témoins par un député de ma région, qui peut avoir plus de conséquences que la tempête de neige à laquelle il a voulu référer en voulant démontrer un besoin dans un certain secteur.

Il a mis de côté le principe sacré de l'autonomie de nos municipalités et a voulu faire retomber la responsabilité de la température sur le gouvernement.

Si nous voulons parler d'aide financière, les municipalités ont eu plus du gouvernement actuel que de tous les autres gouvernements précédents.

Notre gouvernement a voulu toucher à tous les secteurs qui forment ce peuple québécois, et surtout à la classe agricole, qui est la base fondamentale de notre économie. Voilà les raisons de ces lois bienfaisantes dans le domaine de l'agriculture, prêts agricoles, aide aux fils de cultivateurs, électrification rurale, dont nous ne pourrions jamais exprimer la valeur de la portée. Cette loi a fait revivre le bonheur de nos foyers agricoles en mettant à leur disposition l'arme nécessaire pour garder ce fils ou cette fille au foyer, qui ne voulaient pas accepter ce petit bonheur de la lampe et se retirent dans les grands centres déjà favorisés.

Aide aux commissions scolaires, qui a eu au moins le mérite d'instaurer une ère nouvelle qui a transformé, en un temps record, l'instruction et l'éducation chez nous, et qui a couvert la province des meilleures écoles.

Nos ouvriers qui ont eu du gouvernement actuel le droit d'union, qui leur a permis de s'unir et d'exiger de l'employeur un traitement adéquat. Nos villes qui, aujourd'hui, sont dans une ère d'expansion industrielle, grâce au travail du ministère de l'Industrie et du Commerce, qui a bien voulu se placer à la disposition de nos villes en les assistant dans tous les détails nécessaires pour garantir ce développement nécessaire, afin de fournir du travail à nos ouvriers, dont l'accroissement est graduel.

Puisse la divine Providence conserver la santé de celui que nous avons l'honneur d'avoir comme premier ministre, et que M. Duplessis reste

encore longtemps à la tête du gouvernement pour que toutes les classes de la société puissent bénéficier des améliorations apportées par son gouvernement.

M. Brown (Brome) propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Saint-Pierre), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 44 concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 40 modifiant le Code de procédure civile, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 4 est modifié, dans les septième, huitième et neuvième lignes du paragraphe 2, en biffant les mots "ou à son procureur s'il y a comparution de ce dernier".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 92 modifiant la loi des dentistes de Québec, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 4 est remplacé par le suivant:

4. L'article 134 de ladite loi, remplacé par l'article 8 de la loi 10 George VI, chapitre 46, modifié par l'article 13 de la loi 12 George VI, chapitre 33, par l'article 6 de la loi 14 George VI, chapitre 69, ainsi que par l'article 9 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 43, est de nouveau modifié:

a. en biffant, dans la troisième ligne du paragraphe 5, les mots "par le conseil de discipline";

b. en ajoutant après le mot "publie", dans la cinquième ligne du paragraphe 6, les mots "ou donne à entendre en quelque terme que ce soit ou de quelque façon que ce soit qu'il exerce la profession de technicien dentaire, sauf en la manière permise par l'article 17 de la loi des techniciens dentaires, ou".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 194 érigeant la municipalité du village de Lac-Poulin, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

L'article 18 est remplacé par ce qui suit:

"18. La corporation du village de Lac-Poulin paiera à la corporation de Saint-Benoît-Labre une indemnité de cinq mille (\$5,000) dollars, par versements annuels et consécutifs de cinq cents (\$500) dollars chacun, pendant une période de dix ans, à partir du premier mars 1959, sans intérêt."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 286 modifiant la charte de la cité de Sillery, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 5 comme article 6:

"6. Le paragraphe 21*a* de l'article 429 de la loi des cités et villes, édicté, pour la cité, par l'article 23 de la loi 11 George VI, chapitre 90, et remplacé par l'article 3 de la loi 14 George VI, chapitre 101, est de nouveau modifié, pour la cité, en remplaçant les deux derniers alinéas par les paragraphes suivants:

"21*b*. Lorsque la cité décide, par règlement, d'enlever la neige dans certaines rues de la cité et de la transporter par camion, le coût de ce transport est chargé aux propriétaires riverains de toute rue ou partie de rue ainsi déblayée au moyen d'une taxe prélevée sur les lots en bordure desdites rues ou parties de rues suivant leur largeur en front.

"21*c*. La cité de Sillery est autorisée à payer à la cité de Québec, à même ses fonds généraux, 50 % du coût du grattage, de l'enlèvement et du transport de la neige faits par la cité de Québec dans les parties des rues Saint-Cyrille, Belvédère et chemin Saint-Louis adjacentes au territoire de la cité de Sillery. La balance du coût de ces travaux est payable par les propriétaires de Sillery dont les lots sont adjacents auxdites parties de rues.

"21*d*. Les propriétaires d'immeubles non imposables sont assujettis à la taxe visée aux paragraphes *b* et *c* ci-dessus comme les autres propriétaires."

Et l'article 6 devient article 7.

Projets de loi:

Code de procédure civile

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 40 modifiant le Code de procédure civile.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des dentistes

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 92 modifiant la loi des dentistes de Québec.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Lac-Poulin

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 194 érigeant la municipalité du village de Lac-Poulin.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Sillery

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 286 modifiant la charte de la cité de Sillery.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal Métropolitain, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant, dans le sous-article 21*p*, dans les cinq dernières lignes, les mots "pour une période n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours et qui peut être renouvelée dans lesdits cas de vacance ou d'incapacité." par ce qui suit:

"pendant cette absence, cette vacance ou cette incapacité physique, mais dans aucun cas pendant une période excédant quatre-vingt-dix (90) jours,

laquelle peut être renouvelée pour une autre période d'au plus quatre-vingt-dix (90) jours."

2. L'article 12 est modifié:

a. en remplaçant, dans la dix-huitième ligne, les mots "Le paiement de la pension cesse" par ce qui suit: "Le paiement de la pension cessera";

b. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe *a*, les mots "exerce de nouveau le mandat" par ce qui suit: "exercera de nouveau le mandat";

c. en remplaçant, dans la première ligne du paragraphe *b*, les mots "occupe à titre temporaire" par ce qui suit: "occupera à titre temporaire";

d. en ajoutant, dans la quatrième ligne du paragraphe *b*, après le mot "cité", ce qui suit: "ou par la Corporation de Montréal Métropolitain".

3. L'article 13 est modifié:

a. en ajoutant, à la fin du sous-article 345*d*, ce qui suit: "en vigueur à la date de la sanction de la présente loi";

b. en ajoutant, dans la treizième ligne du premier paragraphe du sous-article 345*e*, après les mots "sera compensé," ce qui suit: "Les dispositions du présent article auront effet à compter du premier février 1959".

4. L'article 14 est biffé.

5. L'article 15 devient article 14.

6. L'article 16 devient article 15 et est modifié en y remplaçant partout les mots "en immobilisation" par le mot "capitales".

7. Les articles 17 à 26 inclusivement deviennent les articles 16 à 25 inclusivement.

8. L'article 27 devient l'article 26 et est remplacé par ce qui suit:

"26. Nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires à ce contraire, le comité exécutif est autorisé à vendre à l'Association athlétique nationale de la jeunesse, pour le prix de quinze mille (\$15,000) dollars et autres conditions qu'il jugera acceptables, les lots suivants du cadastre du Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation: les lots numéros 195-178 à 195-216 inclusivement; les lots numéros 195-218 à 195-238 inclusivement; le lot numéro 199-679; les lots numéros 199-787 à 199-799 inclusivement; le lot numéro 199-801; la partie du lot numéro 199-802 située au nord-ouest des lots numéros 199-786 et 199-820; les lots numéros 199-821 à 199-832 inclusivement; les lots numéros 199-834 à 199-844 inclusivement; les lots numéros 199-846 à 199-847 inclusivement; les lots numéros 199-849 à 199-877 inclusivement; les lots numéros 199-879 à 199-884 inclusivement; lesquels lots sont tous compris entre le boulevard Pie-IX, la 20^{ème} Avenue, la rue de Bellechasse et la rue Beaubien, dans le quartier Rosemont.

"La cité est déclarée propriétaire absolue et à toutes fins que de droit du lot numéro 199-844 ci-dessus mentionné, lequel lot apparaît au cadastre comme formant l'assiette de la 21^{ème} Avenue et a été cédé à la cité pour fins de rue. Cette restriction quant à l'usage du terrain ainsi cédé est abolie.

"La cité peut, par simple résolution du comité exécutif acheter ou acquérir par voie d'échange ou exproprier avec ou sans possession préalable les lots numéros 195-217, 199-800, 199-833, 199-845, 199-848 et 199-878 du cadastre du Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, et les céder également par simple résolution du comité exécutif à l'Association athlétique nationale de la jeunesse, et le coût d'acquisition de ces lots sera ajouté au prix de quinze mille (\$15,000) dollars ci-dessus mentionné.

"Ladite Association athlétique nationale de la jeunesse est autorisée à acquérir et à utiliser tous ces lots pour les fins pour lesquelles elle a été constituée, et en particulier pour y établir un centre récréatif et sportif."

9. Les articles 28 à 38 inclusivement deviennent les articles 27 à 37 inclusivement.

10. L'article 39 devient article 38 et est modifié en remplaçant, dans la première ligne du deuxième paragraphe, les mots "La cité doit accorder à la veuve" par ce qui suit: "La cité doit payer à la veuve".

11. Ce qui suit est ajouté comme articles 39 et 40 après l'article 39, devenu l'article 38:

"39. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y ajoutant après le paragraphe 138, le paragraphe suivant:

"138*a*. Pour régler la gouverne et la discipline des guides touristiques et des conducteurs touristiques, fixer le maximum de la rémunération qu'ils auront le droit d'exiger pour leurs services, leur accorder des permis ou licences, fixer le montant, les conditions et les modalités de l'émission de ces permis et statuer sur leur révocation.

"40. Il est accordé une commutation de taxe foncière sur toute maison d'habitation, construite depuis le premier mai 1956, et servant d'habitation à logis unique aménagé pour une seule famille et occupé par son propriétaire comme résidence, et dont la valeur cotisée n'excède pas douze mille (\$12,000) dollars, ou servant d'habitation à deux logis dont l'un des logis est occupé par son propriétaire comme résidence, et dont la valeur cotisée n'excède pas quatorze mille (\$14,000) dollars. La commutation consistera en une réduction de la valeur cotisée de cinquante pour cent (50 %) pour une période de quinze ans.

"Toutefois, si la valeur cotisée d'une maison d'habitation à logis unique excède douze mille (\$12,000) dollars, mais ne dépasse pas quatorze mille (\$14,000) dollars, elle pourra bénéficier de la commutation jusqu'à concurrence de douze mille (\$12,000) dollars, la différence de la valeur entre douze mille (\$12,000) dollars et quatorze mille (\$14,000) dollars demeurant taxable en la manière ordinaire.

"Dans le cas d'une habitation à deux logis, si la valeur cotisée excède quatorze mille (\$14,000) dollars, mais ne dépasse pas seize mille (\$16,000) dollars, il sera accordé une commutation de taxes jusqu'à concurrence de quatorze mille (\$14,000) dollars, la différence de valeur cotisée en quatorze mille (\$14,000) dollars et seize mille (\$16,000) dollars demeure taxable en la manière ordinaire.

"La période pour laquelle une commutation de taxes est édictée, en vertu de la présente disposition, commencera à courir le premier mai 1959 pour les maisons construites avant cette date, et le premier jour du mois de mai qui suit la date à laquelle la maison a été terminée dans les autres cas.

"La présente disposition s'appliquera à toute maison d'habitation unifamiliale ou bifamiliale construite d'ici le premier juillet 1961, et habitée comme résidence par son propriétaire en tout ou en partie selon qu'il s'agit d'une maison unifamiliale ou bifamiliale.

"Sauf ce que ci-dessus, les dispositions du Règlement numéro 2,243, adopté par le conseil, le 3 juin 1955, s'appliqueront *mutatis mutandis*, et tout propriétaire ne devra posséder aucune autre maison d'habitation.

"Aucune commutation de taxe n'est accordée en vertu du présent article à une personne qui est propriétaire de plus d'une maison d'habitation ou dont l'épouse est propriétaire d'une autre maison d'habitation."

12. L'article 40 devient l'article 41.

Section II

Loi concernant la Corporation de Montréal Métropolitain.

1. L'article 2 est modifié en y ajoutant après le paragraphe *c* ce qui suit comme paragraphe *d*:

d. "municipalité": selon le contexte, une municipalité ou une corporation municipale."

2. L'article 4 est modifié en y ajoutant à la fin ce qui suit: "; dès lors cette municipalité fait partie du district métropolitain."

3. L'article 5 est remplacé par ce qui suit:

"5. Les pouvoirs de la Corporation sont exercés par un conseil composé des membres suivants: un président, un membre pour chacune des municipalités du district métropolitain autres que la cité de Montréal, et un nombre de membres représentant la cité de Montréal égal à celui des autres municipalités comprises dans le district métropolitain."

4. L'article 6 est modifié:

a. en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "Le maire de la cité de Montréal fait partie *ex officio*" par ce qui suit: "Le maire de la cité de Montréal, tant qu'il exerce ses fonctions, fait partie";

b. Ce qui suit est ajouté à la fin du deuxième paragraphe comme troisième paragraphe:

"Le lieutenant-gouverneur en conseil nommé, durant bon plaisir, un vice-président parmi les membres représentant les municipalités du district métropolitain."

5. L'article 8 est modifié en insérant dans la deuxième ligne après les mots "le président" ce qui suit: "et le maire de Montréal".

6. L'article 9 est modifié en remplaçant les deux premiers paragraphes par ce qui suit:

"L'indemnité du président du conseil et l'indemnité additionnelle du vice-président du conseil sont fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"L'indemnité des membres du conseil est fixée par le conseil et ne doit pas excéder trois mille (\$3,000) dollars par an, dont mille (\$1,000) dollars pour frais de représentation et autres frais incidents à la charge. Elle est payable par versements mensuels, égaux et consécutifs, le dernier de chaque mois."

7. Ce qui suit est ajouté après l'article 9 comme articles 10 et 11.

"10. Nul ne peut être nommé membre du conseil ni exercer cette charge s'il est partie ou intéressé, directement ou indirectement, dans un contrat avec la corporation ou avec une corporation municipale du district métropolitain ou s'il est membre d'une société ayant un tel contrat.

"Si, au cours de l'exercice de sa charge, un membre du conseil acquiert un tel intérêt par succession ou donation, il doit en disposer dans les soixante jours de cette acquisition.

"Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux actionnaires dans une compagnie constituée de bonne foi en corporation.

"11. Les membres du conseil, avant d'entrer en fonction, prêtent, devant un juge de district, le serment d'office suivant:

"je, membre du conseil de la Corporation de Montréal Métropolitain, jure que je remplirai fidèlement et au meilleur de mon jugement et de ma compétence, les devoirs de la charge à laquelle j'ai été nommé. Ainsi Dieu me soit en aide."

"Un certificat attestant la prestation de ce serment fait partie des archives de la corporation."

8. L'article 10 devient l'article 12.

9. Ce qui suit est ajouté comme article 13 après l'article 10, devenu l'article 12:

"13. Pendant l'absence du président, son incapacité d'agir ou une vacance dans sa charge, le vice-président le remplace dans l'exercice de sa fonction avec les mêmes pouvoirs, droits et prérogatives, y compris le vote prépondérant aux assemblées du conseil.

"Advenant l'absence ou l'incapacité d'agir simultanées du président et du vice-président, ou une vacance dans les deux charges à la fois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, pour la durée de cette vacance, ou pour le laps de temps qu'il détermine, un autre membre du conseil pour agir comme vice-président intérimaire; celui-ci, pendant qu'il agit en cette qualité, exerce les fonctions et est investi des pouvoirs, droits et prérogatives attribués au vice-président en titre par l'alinéa précédent.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement, par la corporation, d'une rémunération supplémentaire au vice-président intérimaire, pour ses services et dépenses dans l'exercice de ses fonctions comme tel."

10. Les articles 11, 12, 13 et 14 deviennent les articles 14, 15, 16 et 17.

11. L'article 15 devient l'article 18 et est modifié à la page 22:

a. en biffant dans la huitième ligne les mots "quant au district métropolitain";

b. ce qui suit est ajouté comme paragraphe après le premier paragraphe se terminant par les mots "la Commission métropolitaine":

"Ceux que de ces pouvoirs et devoirs qui ne concernent que les corporations municipales énumérées à l'article 2 de la loi 11 George V, chapitre 140, s'appliqueront à toute corporation municipale faisant partie du district métropolitain lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et, à compter de la date de son inclusion dans le district métropolitain, à toute autre corporation municipale qui en fera partie à l'avenir."

c. en remplaçant, dans les onzième et douzième lignes de la page 22, les mots "À compter de la même date et sous réserve de la présente loi," par ce qui suit: "Trente jours après la sanction de la présente loi et sous réserve de ses dispositions".

12. Les articles 16 et 17 deviennent les articles 19 et 20.

13. L'article 18 devient l'article 21 et est modifié en remplaçant dans la première ligne du deuxième paragraphe, les mots "Cette entente dès son approbation" par ce qui suit: "Cette entente, après son approbation".

14. Les articles 19, 20, 21, 22 et 23 deviennent les articles 22, 23, 24, 25 et 26.

15. L'article 24 devient l'article 27 et est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "La corporation a le pouvoir" par ce qui suit: "Avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la corporation a le pouvoir".

16. L'article 25 devient l'article 28.

17. L'article 26 devient l'article 29 et est modifié:

a. en biffant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "toute corporation municipale intéressée et";

b. en ajoutant dans la cinquième ligne, après le mot "Montréal", ce qui suit: "et toute corporation municipale du district métropolitain ou dont le territoire est ou deviendra desservi par le système de transport de ladite commission";

c. en remplaçant dans la onzième ligne, les mots "du règlement numéro 1,961" par ce qui suit: "du règlement numéro 1,981";

d. en remplaçant, dans la première ligne du deuxième paragraphe, les mots "Cette entente, dès son approbation" par ce qui suit: "Cette entente, après son approbation".

18. Les articles 27 et 28 deviennent les articles 30 et 31.

19. L'article 29 devient l'article 32 et est modifié:

a. en insérant dans la deuxième ligne du deuxième paragraphe, après les mots "janvier 1960," ce qui suit: "autre que celles prévues au budget de la Commission métropolitaine pour l'année 1959.";

b. en remplaçant le dernier paragraphe de la page 25, commençant par les mots "La contribution de chaque municipalité" par ce qui suit: "Sauf lorsqu'un autre mode de répartition est prescrit par la présente loi, la contribution de chaque corporation municipale du district métropolitain et fixée au prorata de son évaluation municipale par rapport à l'évaluation municipale de l'ensemble des municipalités du district métropolitain, en excluant l'évaluation des biens non imposables, en ne tenant compte que du montant de l'évaluation statutaire dans le cas de biens affectés d'une telle évaluation et, dans le cas de biens assujettis au paiement d'une taxe

fixe représentant une commutation de taxe, en excluant une proportion de l'évaluation correspondant à cette commutation."

20. L'article 30 devient l'article 33 et est modifié:

a. en biffant dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, les mots:

"suivant les articles 1066*a* et suivants du Code de procédure civile,";

b. ce qui suit est ajouté à la fin de l'article comme deuxième paragraphe:

"Les dispositions de la loi 62 Victoria, chapitre 58 et de ses amendements, y compris le droit de possession préalable, régissant, *mutatis mutandis*, les expropriations effectuées en vertu du présent article."

21. L'article 31 devient l'article 34.

22. L'article 32 devient l'article 35 et est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "du territoire métropolitain" par ce qui suit: "du district métropolitain".

23. L'article 33 est biffé.

24. Ce qui suit est ajouté comme articles 36 et 37, après l'article 33 du bill:

"36. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, les corporations municipales du district métropolitain ont tous les pouvoirs requis pour conclure toute entente autorisée par la présente loi.

"37. Les frais légaux et honoraires professionnels du procureur dont les services ont été requis par le comité exécutif de la cité de Montréal pour la préparation et la présentation de la présente loi seront payés par la cité de Montréal, qui sera remboursée par la Corporation de Montréal Métropolitain."

25. L'article 34 devient l'article 38.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 241 modifiant la charte de la ville de Mackayville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 4 est modifié en remplaçant dans les deuxième et troisième lignes le mot "Lafontaine" par "Lafleche".

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 4 comme article 5:

"5. Le conseil peut fixer, pour cinq ans, à la somme de treize mille cent quatre-vingt-dix (\$13,190) dollars les taxes municipales annuelles payables par Lafontaine Gardens, Inc., pour son projet d'habitations, tel que soumis par MM. Soudre et Latté, urbanistes-conseils, et qui compte deux cent quatorze (214) logements à construire sur la terre deux cent trois (203); telle somme de treize mille

cent quatre-vingt-dix (\$13,190) dollars totalisant ce qui serait exigible, aux taux actuels pour cet ensemble de constructions dont l'évaluation prévue est de un million vingt mille (1,020,000) dollars."

3. L'article 5 devient l'article 6.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 5 est biffé.

2. Les articles 6, 7, 8, 9 et 10 deviennent les articles 5, 6, 7, 8 et 9.

3. L'article 11 est biffé.

4. Les articles 12 et 13 deviennent les articles 10 et 11.

5. Ce qui suit est ajouté comme articles 12 et 13 après l'article 13, devenu l'article 11:

"12. Sans autre formalité que l'approbation du ministre des Affaires municipales, de la Commission municipale de Québec et du lieutenant-gouverneur en conseil, la cité de Jacques-Cartier peut contracter par règlement un emprunt pour un montant n'excédant pas deux cent cinquante mille (250,000) dollars pour l'agrandissement de son hôtel de ville et un montant n'excédant pas deux cent mille (\$200,000) dollars pour la construction d'un garage entrepôt et atelier municipaux.

"13. Le conseil peut fixer pour cinq (5) ans à la somme de treize mille six cent soixante-quinze (\$13,675) dollars les taxes municipales que devront payer Les Habitations Gentilly, Inc. pour l'ensemble de leur projet de construction, tel que soumis par MM. Soudre et Latté, urbanistes-conseils, en date du 21 novembre 1958, et qui prévoit plus de cent quatre-vingts logements."

Projets de loi:

Charte de Mackayville

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 241 modifiant la charte de la ville de Mackayville.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal Métropolitain.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Charte de Jacques-Cartier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier.

Les amendements sont lus.

Il est ordonné que l'examen de ces amendements soit remis à la prochaine séance.

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté.

Président général des élections

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 51 concernant le président général des élections.

Adopté.

Ajournement

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 3 mars 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 8 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

Loi des tribunaux judiciaires

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 50 modifiant la loi des tribunaux judiciaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre, pour étude au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 50 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: Que l'article 242 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 11 de la loi 13 George VI, chapitre 19, par l'article 13 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, par l'article 1 de la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 30 et par l'article 2 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 20, soit de nouveau modifié en remplaçant le sous-paragraphe *a* du paragraphe 1 par le suivant:

"*a.* une pension annuelle égale au quart du traitement attaché à la fonction de juge des sessions le 1er janvier 1959 est payée à sa veuve, si le juge, lors de son décès, était à sa pension ou dans les conditions requises pour l'obtenir en vertu des articles 236 à 241;".

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue et agréée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 50 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 modifiant la loi des tribunaux judiciaires.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 50 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Président général des élections

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 concernant le président général des élections soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le bill 51 soit lu une troisième fois au cours de la présente séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 51 concernant le président général des élections.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose: 1. Que l'article 7 de la loi 9 George VI,

chapitre 15, modifié par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 32, et par l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 18, soit de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "neuf" par le mot "dix".

Adopté.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ait son effet depuis le premier janvier 1959.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre adopté précédemment, que le bill 51 soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté à l'unanimité.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Commission de transport de Montréal

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce projet de loi concerne les officiers de la Commission de transport de Montréal. Le bill a pour but de préciser les pouvoirs du président de la Commission et ceux du vice-président en cas d'absence du président ou de son incapacité d'agir. Parmi les pouvoirs que la nouvelle mesure accorde au président, mentionnons celui de signer les règlements et procès-verbaux de la Commission, tous contrats, obligations, chèques, billets ou autres documents comportant une dépense ou une obligation de la part de la Commission. De plus, il autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à nommer un vice-président intérimaire en cas d'absence ou d'incapacité d'agir simultanée du président et du vice-président. Actuellement, si le président est malade, le vice-président le remplace, mais n'a pas ses pouvoirs.

Le président, M. Arthur Duperron, est actuellement malade à l'hôpital d'une crise cardiaque, après s'être dépensé sans compter à faire les changements nécessités par la mise au rancart des tramways. Il y a également un commissaire, M. Brown, qui est malade. Le gouvernement, par ce projet de loi, veut faire face à toutes les éventualités dans l'avenir.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement amende, par une loi générale, un bill privé, celui de la cité de Montréal. C'est Montréal qui a été autorisé par une loi à créer la Commission de transport. Par surcroît, il y a dans la loi de la métropole tout ce qu'il faut pour faire face aux éventualités d'absence ou d'incapacité d'agir des commissaires.

Un amendement dans le bill en discussion élimine l'obligation pour les commissaires de résider dans la ville de Montréal. Pourquoi sans avis, à la dernière minute de la session, on modifie ainsi la loi de Montréal par un bill du gouvernement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce n'est pas la première fois que la ville de Montréal voit ainsi sa charte amendée par un bill du gouvernement. Sous le gouvernement libéral, la ville a été forcée d'acheter le tramway, sans que le maire et les échevins du temps n'aient été consultés. C'est l'Union nationale qui a donné droit à la ville de Montréal d'exproprier le tramway.

Le bill qui a créé la Commission de transport et la loi actuelle ne permettent pas de faire face à des situations comme celle qui se présente aujourd'hui. Le président et un autre commissaire, répète-t-il, sont malades. Le vice-président est là, mais il n'a pas de pouvoirs pour agir. Le bill lui en donne. Rien n'est changé au principe.

M. Hamel (Saint-Maurice): Ma conviction profonde est que le gouvernement veut nommer un ami et que cela le gêne de passer par la Commission.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): nie que cela soit vrai et répète que rien n'est changé.

M. Hamel (Saint-Maurice): Alors pourquoi une loi spéciale, si rien n'est changé?

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges): Le premier ministre aurait dû profiter de la présence récente des représentants de Montréal au comité des bills privés pour amender la charte de la ville, relativement à la Commission de transport.

Le gouvernement pourrait peut-être reporter la deuxième lecture du projet de loi à l'automne prochain. Je lui suggère en effet de suspendre l'étude du bill pour une durée de six mois.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 46 sans l'amender.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnston, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 16.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 46 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Indemnité sessionnelle des parlementaires

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 43 concernant les membres de la Législature.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que l'article 81 de la loi de la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4), remplacé par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 11, modifié par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 14, et remplacé par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, et par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 51, soit modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"81. Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présent à cette session une indemnité de six mille dollars."

Adopté.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ait son effet pour la session en cours et les sessions subséquentes.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que ces résolutions soient maintenant agréées.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette augmentation est une loi qui est demandée par tous les députés de cette Chambre. Nous allons prendre le vote immédiatement. Si un seul député vote contre, la loi sera aussitôt retirée¹⁵...

M. Lafrance (Richmond) se lève et se dirige vers le fond de la salle.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): ... et, si un député n'a pas le courage de voter, la loi sera également retirée.

M. Lafrance (Richmond) revient à son siège.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Théberge, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 70.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée à l'unanimité. Les résolutions relatives au bill 43 sont agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 concernant les membres de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé,

Schmidt, Somerville, Talbot, Thérberge, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 70.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 43 est, en conséquence, lu une deuxième fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke)

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois¹⁶.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bertrand, Bourque, Brown, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Courcy, Couturier (Gaspé-Nord), Couturier (Rivière-du-Loup), Custeau, Desjardins, Dionne, Dozois, Ducharme, Duplessis, Earl, Élie, Fortin, Gagné (Montréal-Laurier), Gagnon, Galipeault, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hamel, Hébert, Hyde, Johnston, Laberge, Ladouceur, Lafrance, Lalonde, Langlais, Lapalme, Larouche, Levesque, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Parent, Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Saint-Pierre, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thérberge, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Turpin, Vachon, 70.

Contre: 0.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 43 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Nous pouvons maintenant tous nous en aller chez nous.

Loi des tribunaux judiciaires, article 242

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 45 modifiant l'article 242 de la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que ledit bill soit alors retiré parce qu'il est remplacé par le bill 50.

Adopté.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, de la résolution

relative au bill 45 modifiant l'article 242 de la loi des tribunaux judiciaires.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières)

propose que l'ordre qui vient d'être lu soit révoqué et que ladite résolution soit alors retirée.

Adopté¹⁷.

Voies et moyens:

Débat sur le budget 1959-1960 (fin)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné au cours de la première séance d'aujourd'hui, sur la motion du représentant de Sherbrooke (l'honorable M. Bourque) proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Brown (Brome): Le député de Verchères (M. Ladouceur) a parlé des progrès de l'agriculture sous l'Union nationale. Si l'on consulte les statistiques, la situation agricole de Verchères n'est pas plus brillante aujourd'hui qu'au temps où ce comté était représenté par un libéral. Au reste, les libéraux n'ont pas à rougir de leur dossier en matière agricole. C'est sous leur administration qu'a été créé le concours du Mérite agricole, qu'ont été fondés nos grands collèges d'agriculture de même que l'École de laiterie de Saint-Hyacinthe, qu'a été institué le service d'inspection du beurre et du fromage, que les premiers agronomes ont été mis à la disposition des cultivateurs, que les cercles d'agriculture se sont multipliés, qu'a été instituée la Commission de l'industrie laitière, etc.

Nous vivons à une époque d'évolution rapide et, pour survivre, les cultivateurs ont absolument besoin d'une direction précise. Qu'on ne se trompe pas cependant sur le sens de cette évolution. L'agriculture reste d'une importance aussi vitale que jamais. Même aux États-Unis, pays hautement industrialisé, elle fait vivre encore 40 % de la nation. Cela comprend non seulement la population qui vit sur la ferme, mais aussi celle qu'occupent la transformation et la distribution des produits agricoles.

L'agriculture, en tenant compte des industries de transformation qu'elle alimente, fait vivre aujourd'hui plus de monde qu'autrefois. On en est même rendu à un point où l'agriculture fait vivre plus de gens dans les cités et villes qu'à la campagne. Mais les problèmes qu'elle pose ont changé. Encore

faut-il que la nôtre puisse s'adapter aux changements technologiques qui se produisent dans le reste du Canada et dans les autres pays du continent. Autrement, nous n'arriverons jamais à rencontrer la concurrence, non seulement sur les marchés extérieurs, mais même sur nos propres marchés. Il n'y a pas de solution toute faite à nos problèmes d'aujourd'hui, et les cultivateurs du Québec ont plus que jamais besoin de directives éclairées et énergiques.

Notre seul point favorable est celui du lait fluide, qui n'absorbe cependant que 28 % de notre production laitière. C'est qu'en ce domaine nous n'avons pas à affronter la concurrence des producteurs situés en dehors de nos frontières, le lait nature ne pouvant être transporté avantageusement sur de longues distances. Mais prenons le cas de la viande de volaille, il en va différemment. Les importations qui nous viennent des États-Unis augmentent d'année en année, ce qui fait baisser les prix chez nous à tel point que nos propres producteurs sont chassés du marché ou doivent subir des pertes considérables. Pour régler ce problème, il aurait fallu une étroite coopération entre le gouvernement de Québec et celui d'Ottawa. Mais l'Union nationale a refusé d'intervenir et n'a même pas voulu appuyer la motion du député d'Abitibi-Ouest (M. Courcy). Québec se refuse à solliciter cette collaboration.

Voici un autre exemple de l'imprévoyance du gouvernement actuel. Il a donné carte blanche à la compagnie Cartier Mining, qui a fait venir du Texas, pour un montant de \$26,000,000, les dormants dont elle a besoin pour la construction de son chemin de fer sur la Côte-Nord. Encore une fois, nos cultivateurs et nos ouvriers forestiers se sont fait damer le pion par leurs concurrents américains. Le gouvernement aurait dû faire les démarches nécessaires pour s'assurer qu'une commande de cette importance soit faite au Québec.

Le ministère de l'Agriculture devrait avoir pour premier objectif de garder les marchés du Québec aux cultivateurs du Québec. Nous avons une population de 4,628,378 âmes. D'après les statistiques fédérales, chaque personne consomme en moyenne pour \$350 de vivres par année, soit un marché en perspective d'au moins \$1,619,932,300. Si nous savions orienter notre production de façon à satisfaire ce marché, notre agriculture se porterait bien. L'an dernier, par exemple, nous avons importé plus de 6,000,000 de livres de fromages fins. Ces fromages ne sont pas meilleurs que ceux que nous produisons dans notre province. Avec des

programmes de recherche et des politiques appropriées, nous pourrions reprendre ce marché que contrôlent actuellement des producteurs étrangers.

Nos magasins regorgent aussi de conserves et de petits fruits qui nous viennent des autres provinces et de l'étranger et qui pourraient être produits dans le Québec, augmentant d'autant les revenus de nos cultivateurs. Nous consommons des pommes de terre qui nous viennent en très grande partie de l'extérieur parce que, chez nous, la classification, les facilités d'entreposage et l'encouragement du ministère de l'Agriculture font défaut. Pourquoi n'aurions-nous pas nos propres industries du cidre et du jus de pomme? Je regrette le manque de direction dont sont privés nos cultivateurs et nos ouvriers forestiers. Nous avons un marché chez nous que nous laissons envahir par les produits étrangers, faute de coopération notamment avec les autorités fédérales et faute aussi d'une analyse détaillée des possibilités de ce marché.

Nous avons par contre des productions, comme celle du sucre d'érable, qui sont particulières à la province de Québec et qui n'ont pas à craindre la concurrence étrangère. Il faudrait les développer, en faire des entreprises de grande envergure. Ces produits devraient être vendus dans le monde entier.

Nous avons, dans le fonctionnarisme provincial, une armée de spécialistes qui sont prêts à élucider les problèmes de notre agriculture, mais on ne leur donne malheureusement pas de directives en haut lieu et on les paie très mal, par surcroît, de sorte que les cultivateurs doivent affronter sans armes et sans plans d'action une concurrence qui se fait toujours plus serrée. Il serait temps que le gouvernement sorte de son indifférence, qu'il convoque le comité de l'agriculture et qu'il prenne des mesures positives pour sauver une industrie qui se bat pour sa survivance.

M. Dionne (Rimouski): La région que je représente n'a pas les mêmes avantages que le centre de la province de Québec, au point de vue industriel, et les industries qui pourraient vraiment se développer dans ce territoire sont plutôt rares.

La région de Rimouski compte une main-d'œuvre nombreuse qui augmente sans cesse. C'est surtout dans la ville même de Rimouski que cette augmentation se manifeste. De 59,000 qu'elle était en 1951, la population se chiffre maintenant par au-delà de 200,000 personnes. Elle a augmenté de 45 % depuis 1946. Les nouveaux citadins viennent surtout de la campagne où l'agriculture ne peut absorber le surplus de main-d'œuvre.

Ce qu'il nous faudrait, chez nous, c'est une industrie du papier. La Chambre de commerce a fait une étude sérieuse de la situation pour établir qu'en 1947, 40 % de la main-d'œuvre était employée à l'agriculture, au regard de 13.2 % dans l'ensemble de la province. L'industrie forestière embauchait 12 % des travailleurs, à comparer avec 3.1 % pour toute la province. L'industrie manufacturière fournissait de l'emploi à 14.3 %, par comparaison avec 50 % sur l'ensemble de la province. Nous voyons par là que c'est principalement l'absence de l'activité manufacturière et industrielle qui se fait sentir chez nous.

La main-d'œuvre augmente rapidement dans notre région et se fait de plus en plus nombreuse. Malgré l'augmentation rapide de la production agricole, celle-ci ne peut fournir de l'emploi à tous ceux qui se trouvent sur le marché de la main-d'œuvre et remédier ainsi au chômage.

Une nouvelle industrie est absolument nécessaire pour les ouvriers. Il faut quatre conditions principales pour qu'une industrie soit viable: la main-d'œuvre en quantité suffisante, la matière première, le capital et le marché.

Par contre, parce que nous sommes loin des grands centres, ce n'est pas n'importe quelle industrie qui peut s'implanter avantageusement chez nous. La Chambre de commerce a fait une étude très fouillée de la situation et elle en est venue à la conclusion que l'entreprise idéale pour nous serait une papeterie. La région de Rimouski remplit toutes les conditions requises pour l'établissement d'une papeterie. Ses boisés sont très fournis sur une vaste étendue et la voie fluviale permet un transport très économique de la matière première et des produits ouvrés.

Une usine de papier à Rimouski ne nuirait en rien aux opérations du moulin de Price Brothers, à Matane. Au contraire, les deux industries seraient complémentaires, puisqu'on pourrait utiliser pour la fabrication du papier tout le bois qui ne peut être réduit en madriers pour la construction et le commerce. On aurait ainsi une utilisation maximum des ressources forestières de la région.

Je veux une meilleure utilisation de notre forêt pour donner du travail à nos chômeurs et contribuer à résoudre un problème aigu.

Ce qui manque surtout, c'est la planification d'un programme d'avenir pour savoir comment orienter le développement de nos régions au cours des prochaines années.

La Chambre de commerce régionale du Bas-Saint-Laurent, réunie dans la ville de Matane, le 8 juin 1958, a demandé que le gouvernement

provincial prenne des mesures pour que les détenteurs de royautés forestières établissent dans la région des centres de transformation du bois brut coupé sur place. Depuis 1956, le marché du papier a légèrement fléchi. Mais il affiche une nouvelle tendance vers la hausse maintenant, et il incombe au gouvernement de prendre des dispositions pour que la nouvelle industrie soit prête à opérer dès qu'il sera à son plus haut niveau.

La compagnie Price Brothers pourrait sans doute être intéressée à établir une papeterie dans la région de Rimouski, puisqu'elle y opère déjà une industrie. Il n'a pas, dit-il, consulté les officiers de la compagnie mais croit que, si le gouvernement lui garantissait un approvisionnement régulier en matières premières en quantité suffisante, elle n'hésiterait probablement pas à implanter une papeterie. La Price Brothers possède déjà des réserves forestières, mais celles-ci ne sont pas suffisantes pour assurer la fabrication de papier sur une haute échelle. On pourrait procéder à des échanges de terrains, de façon à alimenter la nouvelle industrie sans nuire aux entreprises existantes. Il y a encore beaucoup de forêts inexploitées dans la province. Cultivateurs et colons seraient sans doute heureux de pouvoir écouler leur bois à pulpe sur le marché local. Tous les citoyens de Rimouski veulent que les ressources locales soient exploitées le plus possible à leur profit.

Le moment serait propice à l'établissement d'un nouveau moulin, vu qu'on annonce un peu partout une reprise sensible dans l'industrie de la pulpe et du papier. Je sais qu'un mémoire à ce sujet a déjà été envoyé au premier ministre. C'est un document sérieux, qui a demandé beaucoup de travail. Même si l'on n'a pas encore accusé réception de ce mémoire, j'ose espérer que le gouvernement l'étudiera avec toute l'attention qu'il mérite. Le chef du gouvernement peut-il informer au moins les expéditeurs qu'il a reçu le document?

La motion est mise aux voix, et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la

dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1960, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de la province une somme additionnelle ne dépassant pas \$331,193,000.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité n'a pas fini de délibérer et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Ajournement

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.
Adopté.

La séance est levée à 10 h 10.

NOTES

1. *La Presse* du 3 mars 1959, à la page 21, rapporte que MM. Fairley, Macdonald, Dupriez et Raymond étaient alors sur le parquet de la Chambre. *Le Soleil* du 4 mars 1959, à la page 15, précise qu'il est alors midi.

2. La source n'indique pas clairement que le premier ministre ait dit cette phrase. Le journaliste écrit seulement: "Tout le projet, avons-nous appris de source sûre, coûtera environ \$300,000,000."

3. 6,000, selon *L'Action catholique* du 4 mars 1959, à la page 13.

4. Le journaliste de *L'Événement* du 4 mars 1959, à la page 1, écrit que le député de Richmond (M. Lafrance) présenta sa motion après un discours de près d'une heure.

5. *Le Devoir* du 4 mars 1959, à la page 3, révèle que lorsque l'amendement du député de Richmond (M. Lafrance) a été présenté, le premier ministre n'était pas en Chambre. L'Orateur a donné la parole au député de Brome (M. Brown) qui a ensuite commencé son discours. Le journaliste ajoute que le premier ministre revint et souleva immédiatement un point d'ordre.

6. *Le Soleil* du 4 mars 1959, à la page 6, indique que les députés indépendants présents, MM. Lionel Ross, de Verdun, et Dave Rochon, de Saint-Louis, votent avec le gouvernement.

7. *Le Nouvelliste* du 4 mars 1959, à la page 18, spécifie que ce "brouhaha indescriptible" fut de courte durée.

8. Selon *Le Soleil* du 4 mars 1959, à la page 6, l'Orateur n'aurait pas vu le député de Brome (M. Brown) qui se trouve à sa droite, au dernier rang. *La Presse* du 4 mars 1959, à la page 31, rapporte que le pupitre de M. Russell se trouve en face du fauteuil du président.

9. La source note seulement qu'il y eut une courte discussion entre l'Orateur et le chef de l'opposition.

10. Un vote par assis et levé clôt l'incident. La Chambre donne préséance au représentant de Shefford (M. Russell) à 60 voix contre 17.

11. Le journaliste du *Quebec Chronicle* du 4 mars 1959, à la page 1, ajoute que le député de Shefford (M. Russell) commence son allocution dans le brouhaha que font ses collègues en tapant du poing sur leur pupitre.

12. Il s'agit du premier grand discours du député de Shefford (M. Russell) depuis son élection en 1956.

13. En 1934, le Rapport 90, publié par le gouvernement de Taschereau, avait exposé la difficile situation dans les chantiers québécois.

14. En 1942, la Commission du salaire minimum, conformément à la loi du salaire minimum, précise les salaires minima des différents employés de l'industrie forestière. Par cette ordonnance, le prix des principales essences de bois est spécifié; le texte indique également les conditions de travail qui doivent être respectées par l'employeur (*Gazette officielle de Québec*, Québec, 9 janvier 1943, no 2,

vol. 75, page 58). En 1946, le ministre du Travail (l'honorable M. Barrette) ajoute quelques amendements à l'ordonnance no 39. En outre, le texte précise que la corde de bois sera désormais de 128 pieds cubes (*Gazette officielle de Québec*, Québec, 16 novembre 1946, vol. 78, no 46, page 3071).

15. *Le Soleil* du 4 mars 1959, à la page 3, note que les députés avaient jusqu'ici \$5,000, plus \$2,000 de frais de représentation. Ils auront désormais \$6,000, plus ces \$2,000, soit \$8,000 au total.

16. *L'Action catholique* du 4 mars 1959, à la page 3, rapporte que le bill subit, sans discussion, sa deuxième et sa troisième lecture, sur le même vote enregistré.

17. À cause du débat sur le budget, *L'Action catholique* du 4 mars 1959, à la page 3, précise qu'à peine une heure a été consacrée à l'adoption des projets de loi.

Première séance du mercredi 4 mars 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Projets de loi:

**Loi de
l'exploitation des forêts**

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 52 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Le bill modifie la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers. On ajoute simplement les noms de quatre entreprises à la liste mentionnée dans la législation. On veut ainsi assurer le plein développement des territoires forestiers.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est ordonné que le bill 52 soit lu une deuxième fois au cours de la présente séance.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre, au cours de la présente séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 52 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

Adopté.

Subsides:

**Budget des dépenses
1959-1960**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) propose en amendement, appuyé par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde):

"Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "que" par les suivants:

"la Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime l'opinion qu'il est du devoir du gouvernement de fournir à la Chambre les renseignements qui lui sont demandés par les représentants du peuple, au sujet de l'administration de la province"¹.

La session du Parlement provincial est sur le point de se terminer, et il est bon de rappeler certains principes, de les relier à certains faits que nous croyons d'une extrême importance. Il a souvent été dit, dans cette Chambre, que le rôle de l'opposition était de critiquer alors que, nous, nous croyons que le rôle de l'opposition n'est pas seulement la critique. S'il est vrai qu'il est de notre devoir de critiquer les mesures que nous ne croyons pas être prises dans l'intérêt de la population, il est des devoirs et des obligations de l'opposition beaucoup plus importants que la critique pure et simple, même si elle est constructive.

Dans le contexte parlementaire dans lequel nous vivons avec le système des deux partis, comme ça se voit depuis longtemps dans les Parlements de tradition britannique, nous savons quel rôle doit jouer le gouvernement au point de vue administratif et au cours des débats en Chambre. Mais je crois bon de souligner aussi certains de ses devoirs, ainsi que certains droits de l'opposition. Le gouvernement a des droits que tout le monde connaît, mais aussi des obligations, et l'une de ces obligations, c'est de fournir à la Chambre et aux délégués du peuple les renseignements qu'ils demandent.

On comprend qu'une administration provinciale ou fédérale se trouve parfois dans une situation telle qu'à certains moments il lui est impossible de fournir certaines informations, à cause de leur caractère confidentiel. Mais, en ce qui concerne des questions administratives de caractère public, les renseignements ne peuvent être retenus si demande en est faite. En vertu de la tradition et d'un grand principe parlementaire, le gouvernement est tenu de fournir les renseignements demandés par les représentants du peuple, et le gouvernement doit fournir des réponses complètes et exactes.

S'il est vrai que l'opposition a le droit de critiquer, il n'est pas vrai de dire qu'elle n'a que le droit de critiquer. Elle a le droit et le devoir de

surveiller l'administration de la chose publique, de l'utilisation des deniers publics par le gouvernement. Et l'opposition peut exercer ce droit partiellement ou complètement, selon qu'on entrave ou non son action. La surveillance de l'opposition est incomplète si l'opposition ne dispose que des *Comptes publics* pour sa documentation, car ces *Comptes publics* ne contiennent que des conclusions et ne rapportent pas la marche des événements, comment a été faite telle ou telle dépense. Ainsi, avec les seuls *Comptes publics*, l'opposition est dans un état d'infériorité au point de vue de la surveillance, ou si, plus généralement, elle se contente des documents produits par le gouvernement dans le cours ordinaire des choses.

C'est pourquoi l'opposition est obligée d'interroger le gouvernement soit verbalement pendant les débats ou l'étude des crédits en Chambre, soit en inscrivant sur le *Feuilleton* des motions et des questions, afin de comprendre pourquoi telle ou telle action administrative a été posée. Or, au cours de la présente session, l'opposition a tenté presque chaque jour d'obtenir des renseignements dont elle avait besoin. À maintes reprises, le premier ministre a dit que le gouvernement avait fourni plus d'informations que tous les autres gouvernements. Le premier ministre a cité à plusieurs reprises le cas de M. Marler² qui aurait refusé de donner certains renseignements sur le C.N.R.³, mais il a oublié de dire que le C.N.R. n'était pas responsable devant M. Marler; le C.N.R. est responsable devant toute la Chambre des communes.

La façon dont on procède ici n'est pas celle des autres Parlements britanniques. Si l'on prend la peine de lire le compte rendu des débats aux Communes, on constate que, chaque jour, une bonne partie de la séance est consacrée à une série de questions posées au gouvernement sur une foule de sujets, pour lesquels on ne peut pas dire qu'ils présentent tous un caractère d'urgence. Outre ces questions posées par n'importe quel député, il y a aussi une série de questions et de motions inscrites au *Feuilleton*, formulées par des députés de tous les partis. Ce principe est admis dans tous les Parlements des pays britanniques. Il l'a été parce que l'opposition est reconnue officiellement, sans que ce soit consigné dans les textes, comme ayant des devoirs et des droits au point de vue de la surveillance de l'administration. On lui fournit les renseignements qui lui permettent de jouer pleinement son rôle. On devrait faire la même chose à Québec.

À l'époque où la royauté avait de grands pouvoirs, on reprochait un jour aux députés leur

opposition et on les accusait de trahison; ils répondirent: "Nous sommes la loyale opposition de Sa Majesté." Mais à Québec, sous le gouvernement actuel, ce n'est pas ainsi que les choses se passent. Nous sommes aux tous derniers jours de la session et le *Feuilleton* est encore chargé de questions auxquelles, dans la plupart des cas, il eût été très facile de répondre.

Une foule de questions et de motions ont été formulées par le groupe libéral depuis le début de la présente session du Parlement provincial. Le gouvernement répondra: "Mais nous avons donné des renseignements dans un grand nombre de cas."

Nous avons eu à nous plaindre d'une foule de choses, par exemple de la transformation spontanée de certaines de nos motions. Et, au moment où la session va se terminer, nous trouvons encore sur le *Feuilleton* une quantité de questions posées par l'opposition et auxquelles il aurait été facile de répondre. Dans certains cas, il aurait suffi de copier des listes de paye.

Certaines questions du député de Hull (M. Parent) datent du 21 janvier et du 22 janvier, et certaines motions remontent au 11 décembre. Il y a des pages de questions et de motions laissées sans réponse.

Nous savons qu'il n'y a pas de règlement obligeant absolument le gouvernement de répondre à chaque question posée, mais le gouvernement est obligé de dire s'il entend répondre à nos questions et de nous dire s'il entend produire les documents demandés.

Depuis le 11 décembre, il traîne des demandes de production de documents dont nous aurions peut-être pu nous servir lors de la discussion des crédits et du budget. Mais il y a encore une chose plus grave et qui constitue comme une pierre jetée dans l'engrenage du parlementarisme, et c'est quand on refuse aux députés les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs devoirs. S'il est du devoir du gouvernement de renseigner la Chambre, il va de soi que les renseignements qu'il fournit doivent être exacts. Or, nous avons fait des découvertes étonnantes.

Depuis le moment où l'opposition a posé ses questions et reçu les réponses du gouvernement, elle a fait des découvertes. Citons les *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* en date du 14 janvier de cette année.

Ainsi, dans l'une de mes motions, j'ai demandé que cette Chambre vote une adresse priant l'honorable lieutenant-gouverneur de faire déposer sur le bureau de la Chambre:

a. une copie de toute correspondance, télégramme, mémoire, etc., échangé entre le premier ministre de la province, son chef de cabinet, le ministre des Finances et son sous-ministre, et le gouvernement du Canada, aucun de ses membres ou officiers, depuis le 1^{er} avril 1957 jusqu'au 15 décembre 1958, relativement au problème de la répartition fiscale et à la formule des paiements de péréquation;

b. un état, par ordre de dates, des montants que le gouvernement fédéral a transmis au gouvernement de la province au cours de ladite période au titre de paiements de péréquation.

Or, le premier ministre a répondu qu'il n'existait aucune correspondance à ce sujet. C'était une réponse qui m'étonnait un peu, car je m'imaginais bien que l'envoi des chèques d'Ottawa était accompagné de lettres. Pourtant, je trouve dans le *Hansard*, en date du 16 septembre 1957, une lettre du premier ministre M. Diefenbaker à M. Duplessis proposant la tenue d'une conférence fédérale-provinciale les 25 et 26 novembre 1957. Au même *Hansard*, j'y trouve une réponse du premier ministre de Québec à M. Diefenbaker, datée du 23 septembre 1957, acceptant de participer à cette conférence aux dates proposées et annonçant qu'il y représenterait la province de Québec avec d'autres délégués. Le 31 octobre 1957, on trouve encore une lettre de M. Diefenbaker à M. Duplessis confirmant la tenue de la conférence aux dates précitées.

Dans les circonstances, vu que j'avais demandé copie de ces correspondances et qu'on m'a répondu qu'il n'y en avait pas, je me demande maintenant si réellement il n'y a pas eu d'autres lettres échangées. Et, au moment où je prends le gouvernement de Québec en flagrant délit de... ce que je ne veux pas qualifier, j'ai donc raison de douter qu'il s'est passé autre chose à ce sujet.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

(Les bruits de la Chambre couvrent cependant ses paroles)

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Je ne sais pas la nature des remarques que le ministre vient de faire, mais je m'imagine bien quelle tempête le ministre du Bien-être social et de la Jeunesse (l'honorable M. Sauvé) aurait soulevée pour moins que cela.

De son côté, le député de Rivière-du-Loup (M. Couturier) a inscrit une motion, au mois de décembre 1958, demandant copie des correspondances

échangées entre le gouvernement de Québec et le gouvernement fédéral, relativement à l'assurance-hospitalisation. Encore là, le ministre de la Santé (l'honorable M. Leclerc) a répondu, le 5 février, qu'il n'existait aucune correspondance à ce sujet. C'est pour cela que, dans mon discours sur le budget, sur la foi de cette réponse du ministre de la Santé, j'ai déploré qu'il n'y ait rien eu de fait à ce sujet par le gouvernement de Québec. Ayant été trompé, je me suis moi-même trompé parce qu'effectivement il y a eu des lettres échangées entre Ottawa et Québec au sujet de l'assurance-hospitalisation.

Or, des questions ont aussi été posées, à Ottawa, à ce sujet au gouvernement Diefenbaker. On constate que la réponse a été donnée par le secrétaire d'État, M. Henri Courtemanche. Le 7 février 1957, un télégramme a été envoyé à M. Paul Martin, ministre fédéral de la Santé, par le Dr Albiny Paquette, ministre de la Santé à Québec. Le 26 février 1957, il y a eu une lettre de M. Martin au Dr Paquette. Le 9 mars 1957, une lettre est envoyée à M. Martin par M. Paquette.

Il discute toujours, rappelle-t-il, de ce qui s'est passé du 1^{er} janvier 1954 au 30 novembre 1958. Le 10 janvier 1958, le nouveau ministre fédéral de la Santé, M. J. Waldo Monteith, écrivait une longue lettre au Dr Albiny Paquette relativement aux principes généraux de l'établissement d'un système d'assurance-hospitalisation:

"Ottawa, le 10 janvier 1958

"Sujet: Loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques

"J'ai cru que je devrais vous écrire immédiatement pour vous mettre au courant d'une déclaration que j'ai faite aujourd'hui à la Chambre des communes relativement à un projet de modification de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques. Voici ce que j'ai dit à la Chambre des communes:

"Je désire annoncer à la Chambre que le gouvernement a l'intention de présenter au cours de la prochaine session du Parlement un amendement à la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques, en vue d'abroger le paragraphe 2 de l'article 6 de ladite loi portant sur les conditions qui régissent la mise en train du programme de participation. L'article est ainsi conçu:

"Aucune contribution ne doit être versée sous le régime de la présente loi avant qu'au moins six provinces, renfermant au moins la moitié de la

population du Canada, aient conclu un accord, et avant que la loi provinciale, relativement à ces provinces, soit en vigueur.

"Il est évidemment nécessaire de spécifier à quel moment les contributions fédérales doivent être versées. Par conséquent, nous proposerons un nouvel article qui permettra à toutes les provinces qui ont signé l'accord avec le gouvernement fédéral et qui ont une loi provinciale en vigueur, de toucher les contributions fédérales à partir du 1^{er} juillet 1958. Cet amendement poursuit deux buts:

"1. Il fixe une date effective pour la mise en train du programme, et

"2. L'inauguration du programme dans une province quelconque ne dépendra plus désormais de l'initiative d'au moins cinq autres provinces."

Je ferai remarquer à la Chambre qu'il ne s'agit pas simplement de lettres de courtoisie, mais de lettres donnant des renseignements précis, en français⁴.

"Cette nouvelle mesure permettra aux provinces intéressées d'établir leurs budgets, actuellement à l'étude ou qui doivent l'être, sans être gênées par une incertitude quelconque en ce qui concerne le point de vue fédéral à cet égard. Je ne doute pas qu'au moins trois ou quatre provinces chercheront à être prêtes d'ici le 1^{er} juillet 1958 et que toutes, ou tout au moins la plupart des autres provinces, auront bientôt inauguré des plans."

Outre cette déclaration, j'ai également étudié très attentivement la définition de l'expression "résidence" telle qu'elle est contenue dans la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques et dans le projet de règlement. En réponse à une demande d'éclaircissement, j'ai écrit comme suit à l'un des ministres provinciaux de la Santé:

"Vous demandez également des éclaircissements en ce qui regarde l'attitude du gouvernement fédéral, relativement aux articles de la loi sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques et le projet de règlement, qui traitent du mot "résidence". J'ai étudié cette affaire très attentivement et j'ai tenu compte des arguments mis de l'avant en ce qu'ils ont trait à cette partie de la définition qui stipule "mais aucune période spécifiée de résidence ne doit être exigée comme condition préalable à l'établissement de la résidence dans une province". Je sais que vous-même et d'autres avez insisté pour que cette condition soit supprimée et qu'une période de résidence spécifiée soit requise comme condition préalable à l'établissement de la résidence. Toutefois, cette condition, à mon avis, établirait des

distinctions injustes envers les Canadiens revenant d'outre-mer, d'autres nouveaux arrivés au pays et ceux qui déménagent d'une province non participante à une province participante. Je suis d'opinion que, dans un programme financé en partie par le revenu de la nation, toutes les personnes qui sont des résidents authentiques d'une province participante devraient avoir droit aux prestations aussitôt qu'elles établissent leur résidence dans la province en cause. Par conséquent, je ne crois pas opportun présentement de recommander au Parlement quelque modification des propositions actuelles touchant la résidence."

"Il me semble qu'il serait possible d'élaborer des méthodes administratives dans les cadres de la présente définition de l'expression "résidence", lesquelles prévendraient les abus, mais qui en même temps permettraient d'appliquer les principes que j'ai énoncés plus haut. Ainsi, une province telle que la Colombie-Britannique, où toute la population est assurée, pourrait considérer une méthode telle que l'émission d'une directive à ses hôpitaux pour leur faire savoir que des critères semblables à ceux qui se rapportent actuellement à la période de résidence de douze mois pourraient être appliqués sous forme d'une période d'attente plus courte, de trois mois par exemple.

"Si les autorités d'un hôpital sont d'avis qu'un particulier répond à ces critères et a résidé dans la province pour plus de trois mois, il serait alors accepté comme personne assurée. Si le particulier ne répondait pas à ces conditions administratives, il serait considéré comme provisoirement non assuré, et on s'attendrait qu'il acquittât son compte d'hôpital. Toutefois, il aurait droit au remboursement s'il pouvait établir le fait qu'il avait été un résident authentique à l'époque. De même, dans une province qui impose des primes, un particulier pourrait avoir droit de demander l'assurance immédiatement, mais l'émission d'une carte ou d'un certificat pourrait être retardée dans les cas douteux, pour une même période de trois mois. S'il allait à l'hôpital durant ce temps, sans être muni d'un tel certificat, il lui faudrait acquitter son compte d'hôpital, mais il aurait droit à un remboursement par l'autorité provinciale, s'il établissait que, de fait, il avait été un résident.

"En citant les exemples ci-dessus, je n'ai pas essayé de préciser les méthodes administratives par le détail, mais de vous indiquer plutôt les principes généraux qui pourraient être suivis et qui en même temps, à mon avis, correspondraient à la présente définition de l'expression "résidence". Il est intéressant de constater qu'une province a inclus une

telle technique administrative dans le projet de règlement qu'elle nous a soumis pour étude. Nul doute que d'autres arrangements se présenteront à l'esprit des autorités provinciales, mais, à mon avis, les difficultés administratives ne l'emportent pas sur les avantages sociaux.

"J'espère que les décisions ci-dessus vous aideront à expédier tout plan que vous pourriez avoir pour ce programme. J'aimerais affirmer encore une fois que, si vous avez besoin d'une aide quelconque, les hauts fonctionnaires de mon ministère se feront un agréable devoir de vous aider dans la plus grande mesure du possible.

"Veuillez agréer, monsieur le ministre, mes salutations distinguées."

Et c'est signé: J. Waldo Monteith.

L'honorable Dr J.-H.-A. Paquette,
Ministre de la Santé,
Hôtel du gouvernement,
Québec (P.Q.)

Cette lettre a-t-elle été reçue par le ministre de la Santé à Québec? Effectivement, oui, car le Dr Paquette a répondu, dans la même lettre, en anglais, félicitant M. Monteith pour la façon dont il administre son département.

Puis il y a eu un télégramme:

28 janvier 1958

L'hon. Dr J.-H.-A. Paquette,
Ministre de la Santé,
Hôtel du gouvernement,
Québec (P.Q.)

"À la demande de la province d'Ontario, j'ai soumis au ministère de la Justice la question de savoir si l'Ontario, en vertu de la législation qu'elle projette, a le droit d'imposer une période d'attente à ses résidents, sans venir en conflit avec les dispositions de la loi fédérale sur l'assurance-hospitalisation et les services diagnostiques STOP. On m'informe aujourd'hui que l'imposition d'une période d'attente telle qu'elle est proposée par l'Ontario et si elle s'applique à tous les "résidents" de ladite province tels que la loi fédérale les définit ne viole pas les dispositions de ladite loi en ce qui regarde l'uniformité des termes et conditions STOP. La loi ontarienne propose l'établissement d'une période d'attente de trois mois applicable à tous les résidents avant le versement des prestations STOP.

J'ai cru cette opinion et ce projet d'Ontario assez importants pour être communiqués immédiatement à toutes les provinces intéressées et serais heureux de recevoir vos commentaires au sujet des répercussions de ladite opinion et dudit projet en ce qui regarde votre programme."

Et c'est signé: J. Waldo Monteith, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Puis, c'est une lettre de M. Monteith au ministre de la Santé à Québec, relativement aux contributions que les citoyens de l'Ontario verseront pour profiter de cette forme de protection de la santé, et contenant une copie de l'accord du fédéral avec la province d'Ontario à ce sujet. Les réponses données établissent qu'il y a eu échange de correspondance entre l'honorable Paul Martin et le Dr Albiny Paquette ainsi qu'entre ce dernier et l'honorable Waldo Monteith.

Là s'arrête la série de documents sur lesquels nous avons pu mettre la main. Nous ignorons totalement s'il y en a d'autres. S'ils avaient été produits, nous les aurions certainement utilisés au cours de la présente session. Pour nous les procurer, il a fallu que des gens se souviennent subitement qu'ils les avaient déjà vus quelque part. Ce ne sont peut-être pas tous les textes qui existent, mais il s'agit de ceux que nous avons pu trouver et qui, au dire du gouvernement, n'existaient pas.

J'imagine le beau tapage que ferait l'Union nationale si nous étions au pouvoir et si nous nous faisions prendre en défaut comme cela!

Mais alors, à quoi cela sert-il de poser des questions au gouvernement? À quoi servent les réponses qu'il nous donne? Les documents que j'ai cités touchent au cœur de deux problèmes majeurs. J'admets que la correspondance sur les relations fiscales ne règle pas le problème, mais elle existe quand même, cette correspondance. Quant à celle qui traite de l'assurance-hospitalisation, elle était très importante. Y a-t-il d'autres documents? On ne le sait pas?

L'honorable M. Beaulieu (Saint-Jean): On le sait, nous autres.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): Cette remarque du ministre de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Beaulieu) condamne directement le gouvernement, car il admet qu'il le sait. J'accuse le gouvernement d'avoir trompé sciemment ou inconsciemment la Chambre en disant qu'aucun de ses membres ou officiers n'a échangé de correspondance avec Ottawa, au sujet des paiements

de péréquation et de l'assurance-santé. Derrière chaque réponse qu'il nous donnera à l'avenir, nous demanderons quelle est la part de vérité.

On veut savoir, peut-être, combien est difficile le rôle de l'opposition? On en a un exemple par cette affaire de documents. Notre rôle est difficile non pas à cause de la qualité des membres du gouvernement, mais à cause de la façon dont ils jouent leur rôle.

Je sais que le premier ministre va tenter de faire dévier le débat, qu'il nous parlera du gouvernement fédéral. Il dira que nous voulons faire une tempête dans un verre d'eau. Je lui réponds d'avance que lorsqu'il était chef de l'opposition, il faisait des tempêtes dans des dés remplis d'eau.

Nous voulons donc réitérer notre désir de faire respecter le principe voulant que le gouvernement renseigne complètement et exactement les représentants du peuple.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, secondé par le député de Montréal-Saint-Henri (M. Lalonde), l'amendement suivant:

Que la motion en discussion soit amendée en remplaçant tous les mots après le mot "Que" par les suivants:

"La Chambre, tout en étant disposée à voter à Sa Majesté les subsides qu'elle a demandés, exprime l'opinion qu'il est du devoir du gouvernement de fournir à la Chambre les renseignements qui lui sont demandés par les représentants du peuple, au sujet de l'administration de la province"⁵.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Une tempête dans un verre d'eau! Aucun gouvernement n'a mieux traité l'opposition que le gouvernement actuel. Le chef de l'opposition induit la Chambre en erreur. C'est clair que nous sommes à la fin de la session et que l'opposition avait besoin de tenter de provoquer une tempête pour se donner de l'importance. Il fallait à tout prix provoquer un débat avant la fin de la session, même s'il fallait pour cela recourir à l'injure, aux insinuations et à des déclarations inexacts. L'opposition parle de vérité et, du même souffle, elle donne des renseignements imprécis et multiplie les erreurs et les inexactitudes.

Quand j'étais chef de l'opposition, les émoluments attachés à ce poste étaient à peine suffisants pour payer la pension à Québec. Le secrétaire de l'opposition gagnait une maigre pitance de \$2,000 par année. Jamais nous n'avions de renseignements. Nous n'avions pas de local pour nos délibérations, nous n'avions aucune facilité de travail. Nous étions traités en parias. Aujourd'hui,

l'opposition a des locaux à elle, le chef de l'opposition a le même salaire qu'un ministre et son secrétaire gagne plus que le chef de l'opposition ne gagnait de mon temps. Nous avons même, pendant plusieurs années, payé à même les deniers publics les services d'un avocat pour renseigner l'opposition. Pour toutes ces choses, pas même un merci, mais, au contraire, des insinuations. Quand on fait du bien à quelqu'un, c'est élémentaire qu'il soit reconnaissant.

Quant à fournir des renseignements à l'opposition, je répète que jamais, dans l'histoire parlementaire de Québec, aucun gouvernement n'en a donné plus que le nôtre. Depuis le commencement de la session, nous avons déposé devant la Chambre des centaines et des centaines de pages de documents. Nous avons répondu même aux nombreuses questions les plus insipides, les plus irrégulières et les plus ridicules. Nous sommes obligés de siéger en Chambre, d'aller aux comités, de recevoir des délégations, tout en voyant à l'administration de la province. Mais c'est humain, je pense, que nous demandions à l'opposition de se montrer raisonnable. Pour répondre à certaines questions, il aurait fallu requérir les services de trois personnes pendant six mois.

Des voix: Lesquelles? Lesquelles?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Le *Feuilleton* est plein de questions ridicules, qui sont là uniquement pour remplir le *Feuilleton* et pour emplir les électeurs.

Le chef de l'opposition a cité deux cas où il prétend que le gouvernement a renseigné faussement la Chambre. Le premier a trait aux relations fiscales avec Ottawa. Il a lu des lettres, prouvant par là qu'elles sont connues, que ce sont des documents publics. Nous avons répondu qu'il n'y a pas eu de correspondance sur les relations fiscales et sur le paiement de péréquation, et c'est vrai. La correspondance en question qu'il y a eu, c'est pour nous inviter à des Conférences, mais jamais il n'y en a eu sur le fond du problème: les relations fiscales elles-mêmes. Or, les seules lettres échangées entre Ottawa et Québec portaient sur les Conférences, sur leur convocation et sur les dates. Donc, une réponse négative était dans l'ordre.

Quant à l'assurance-hospitalisation, l'opposition voulait savoir si le gouvernement avait pris des engagements à ce sujet. Nous n'en avons pas pris. Aucune lettre ne comporte d'engagements pris par Québec, ce qui justifie une réponse négative. On ne peut qualifier de correspondance sur le problème

fiscal ou sur le problème de l'assurance-hospitalisation des lettres qui ne contiennent que des renseignements fournis par Ottawa sur les deux questions ou qui se bornent simplement à annoncer la tenue d'une conférence. Il n'y a rien de nouveau dans ces lettres. D'ailleurs, j'ai fait moi-même publier les lettres d'Ottawa et les réponses dans les journaux. Voilà. C'est ça la vérité. Il ne s'agit pas, dans un domaine si important, de lancer des insinuations, de torturer les faits. Ces lettres sont de notoriété publique; elles ont été rendues publiques et elles ne contiennent rien qui parle de l'attitude du gouvernement provincial en matière de relations fiscales. Il n'est pas question non plus de péréquation dans ces lettres.

Mon opinion est faite depuis longtemps sur la péréquation. Je m'en suis ouvert, dit-il, d'abord devant M. Saint-Laurent, et puis devant M. Diefenbaker. Voulez-vous que je vous dise ce que c'est que la péréquation? À la fin du carême, un homme se sent toujours obligé de restituer ce qu'il s'est approprié injustement, pour recevoir l'absolution. C'est ainsi que chaque année, à cette époque, je reçois généralement des lettres de gens qui veulent faire leurs Pâques et veulent restituer à la province de l'argent dérobé au fisc. Croyez-vous que je vais refuser le montant d'argent qui n'est qu'une partie de ce qu'on nous a volé, parce qu'il est incomplet? Pas du tout. Je le verse dans le Trésor de la province et espère recevoir le reste du butin. C'est ça, la péréquation. Ce système n'est ni plus ni moins que le geste du gouvernement fédéral qui nous restitue une partie de l'argent qu'il nous a volé. Je ne refuserai certainement pas de le verser au Trésor. Et je ne le retourne pas parce qu'il nous appartient. Ce n'est pas un système constitutionnel.

Quant aux lettres de MM. Martin et Monteith, ce n'est pas ce qu'on appelle de la correspondance sur l'attitude du Québec en matière d'assurance-hospitalisation. L'opposition voulait savoir si nous nous étions engagés à quelque chose dans ce domaine, si nous avions pris des engagements. Autrement, leur demande n'a aucun sens. Jamais nous n'avons pris d'engagements, jamais nous n'avons discuté les conditions d'un accord. Ce qui se passe dans les autres provinces ne nous regarde pas. Quant aux lettres, elles ne sont pas nouvelles; elles renferment des renseignements que tout le monde connaît et ont déjà été publiées par le gouvernement.

En 1945, je suis allé à Ottawa et M. King a dit aux provinces que, si elles voulaient renoncer à leurs droits, elles auraient l'assurance-hospitalisation en moins de cinq ans. Or, le Québec a refusé. Mais,

cinq ans plus tard, M. Martin déclarait qu'il était impossible d'établir le système, car nous manquions d'hôpitaux. Il y a contradiction entre ces deux déclarations. Il nous promettait quelque chose et savait qu'il ne pourrait le donner, faute d'hôpitaux! L'assurance-hospitalisation a toujours été un ballon politique, à Ottawa.

Les ministres fédéraux aiment cela écrire des lettres. Ils donnent cela aux journaux et ça leur fait de la publicité. Mais ils n'ont pas écrit que nous avions signé des ententes ou pris des engagements. Ils disent que l'Ontario et Terre-Neuve ont accepté leurs propositions. Nous ne sommes pas élus pour administrer ces provinces, mais Québec.

Il ne faut vraiment pas avoir grand-chose à dire pour faire de pareils débats, et il faut avoir du temps à perdre pour parler comme le chef de l'opposition vient de le faire. Généralement, à la fin de la session, il est de tradition que les gens de l'opposition sortent leurs munitions lourdes, mais, dans le cas actuel, il s'agit à peine d'un tire-pois!

En vertu des règlements de la Chambre, nous ne sommes pas obligés de répondre aux questions. Ça se passe parfois comme cela à Ottawa où le chef de l'opposition a siégé avant de venir s'échouer à Québec. À la Chambre des communes, il est arrivé souvent que le gouvernement fédéral, libéral comme conservateur, ait refusé de fournir des réponses à l'opposition ou de produire des documents.

Tout dernièrement, une question a été posée, à Ottawa, au sujet des salaires des réalisateurs. On a refusé de dire quels étaient les salaires des réalisateurs de Radio-Canada en grève. Il me semble qu'il eût été intéressant pourtant de savoir, dans l'intérêt public, si ces gens qui prêchent la vertu et le désintéressement ne gagnent pas \$40,000, \$45,000 ou \$50,000 par année.

Pourtant, le gouvernement fédéral a refusé de répondre; Ottawa a dit non. Nous aurions certainement répondu, nous, à une question de cette nature. Nous avons, nous, répondu à des questions beaucoup moins importantes que celle-là.

M. Marier, ex-ministre fédéral des Transports, a, rappelle-t-il, refusé de déposer devant la Chambre le contrat entre le Canadien National et une compagnie américaine qui a pris la gérance de l'hôtel Reine-Elizabeth de Montréal. Ici à Québec, nous fournissons tous les renseignements qu'il nous est possible de fournir.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Galipeault, Hamel, Hyde, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thériège, Turpin, 15.

Contre: MM. Beaulieu, Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Ducharme, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 63.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté⁶.

La motion principale est mise aux voix, et la Chambre l'adopte et se forme de nouveau en comité des subsides.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas cent treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond): Les dépenses seront-elles augmentées, au ministère du Bien-être?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Certaines dépenses seront augmentées, au ministère du Bien-être, à la suite de la décentralisation des départements de la Jeunesse et du Bien-être. Dans le cas du Bien-être, spécialement, il faudra un peu plus de personnel.

M. Lafrance (Richmond): La décentralisation a-t-elle entraîné la nécessité d'établir des services nouveaux, au département du Bien-être?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, la formation de ces services est en cours présentement.

M. Lafrance (Richmond): Y a-t-il nécessité de nommer un nouveau sous-ministre?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'en est pas encore question.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond): Si l'on fait la somme des dépenses prévues pour les deux départements, en 1958-1959 et celles prévues pour 1959-1960, il y a une augmentation appréciable cette année. Il demande des explications.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans l'augmentation globale, il y a \$125,000 appropriés au département du Bien-être. Il demande \$450,000 pour la prochaine année fiscale, au regard de \$325,000 pour l'année courante.

M. Lafrance (Richmond) déplore, à ce stade, la disposition de la liste des subventions dans les *Comptes publics*. On peut se représenter, dit-il, ce que c'est pour le député que de fouiller dans six pages portant plus d'un millier de noms. C'est un véritable fouillis. Il faut parcourir des centaines de noms avant de trouver le renseignement recherché. Autrefois, il y a quelques années, les *Comptes publics* étaient divisés par comtés. Il semble que cela aurait dû continuer.

En second lieu, les subventions sont accordées de façon discrétionnaire. Il devrait y avoir des barèmes. Autrement, cette manière de procéder, c'est la porte ouverte au favoritisme et au patronage. Il s'agit d'un item de près de \$1,000,000 avec le département de la Jeunesse. On sait aujourd'hui que les loisirs jouent un rôle important dans l'éducation

des jeunes et il ne devrait pas y avoir de favoritisme. Ces subventions devraient être basées sur des barèmes sérieux comme le nombre d'enfants, et non laissées à la discrétion du ministre.

Aujourd'hui, les loisirs sont surtout exploités par des gens qui exploitent en même temps la faiblesse humaine, avec le résultat qu'il arrive souvent que les loisirs soient une occasion de corruption plus que de formation. Il ne devrait plus être question d'octrois discrétionnaires.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes) n'a rien à dire dans l'agencement des *Comptes publics*. Toutefois, il est parfois difficile d'inscrire des œuvres subventionnées dans un comté plutôt que dans un autre, et c'est probablement ce qui a incité le vérificateur de la province à recommander que les *Comptes publics* soient présentés dans leur forme actuelle.

Le gouvernement reconnaît cette importance des loisirs sains. Mais, quand on dit qu'il n'y a pas de normes dans l'octroi des subventions, on se trompe: l'attribution de ces subventions se fait suivant des normes établies. Toutes les organisations qui s'occupent de loisirs savent maintenant comment procéder. Elles doivent nous fournir des détails précis sur les projets qu'elles ont en vue, sur l'effort que la population locale est disposée à fournir et sur les moyens que l'on envisage pour financer l'entreprise. Elles envoient leurs demandes au ministère qui, lui, fait faire une enquête sur ce qui a été déjà fait, sur la nature des projets en vue et sur les moyens de les réaliser. Tous ces éléments nous servent, car nous proportionnons notre aide aux besoins.

Nous sommes toujours disposés à aider les organisations de loisirs qui s'intéressent aux jeunes, pour couvrir les cas dont le député parlait tout à l'heure, mais nous tenons à rester dans notre rôle. Le gouvernement ne doit pas tout faire dans le domaine des loisirs. Celui-ci est un prolongement de l'éducation. Faire jouer l'enfant, cela fait un peu partie de ce qui s'appelle élever des enfants, et c'est la responsabilité première des parents et de la communauté. Le rôle du gouvernement, là comme en éducation, ne doit être que supplétif, c'est-à-dire qu'il ne doit consister qu'à suppléer à certaines carences, à aider les parents à remplir ce devoir. Autrement, dans ce domaine particulièrement délicat, nous nous dirigerions tout droit vers l'étatisation des loisirs, ce qui serait mal et dangereux.

Tant que je serai ministre de ce département, cela ne passera jamais. L'expérience désastreuse

faite ailleurs dans d'autres pays est là pour le démontrer. Je ne crois pas que la direction des centres de loisirs pour jeunes garçons et jeunes filles devrait relever du gouvernement. Nous savons tous trop bien ce qui est arrivé en Allemagne et en Russie, lorsque les gouvernements de ces pays ont pris le contrôle des centres de loisirs.

Ça n'a pas été long avant que les gouvernements allemand et russe aient enrégimenté leurs jeunes selon l'optique que les autorités voulaient instaurer. Le jour où le gouvernement paiera tout, il voudra avoir ses propres moniteurs et diriger la jeunesse suivant ses fins. Les jeunes de la province deviendront en quelque sorte la propriété du gouvernement. C'est une situation qui ne doit pas exister et il faut l'éviter à tout prix. C'est pourquoi nous tenons à ce que l'effort principal soit porté par la population.

Les octrois accordés par le gouvernement sont basés sur les rapports financiers des organisations de loisirs, et nous exigeons que la plus grande partie de l'effort soit portée par les gens de la communauté locale.

Procéder de la façon suggérée par le député de Richmond (M. Lafrance) conduirait encore à de plus grandes injustices. Il y a nombre de facteurs dont il faut tenir compte en fixant le montant de ces subventions, comme par exemple la coopération que l'industrie privée est en mesure d'apporter en certains endroits.

M. Lafrance (Richmond): Nous n'avons jamais demandé que le gouvernement fasse tout, mais il me semble que les parents font amplement leur part et que le gouvernement devrait aussi faire la sienne d'une façon qui ne prête pas aux injustices et au favoritisme.

On voit des petits villages de campagne recevoir des subventions aussi considérables que des villes d'une importance considérable.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est que les besoins ne sont pas toujours proportionnés à la population. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas d'industries importantes dans tous les petits villages ruraux. Tout est alors à la charge des parents. Par contre, il y a des villes où l'industrie paie presque tout. C'est autant d'éléments dont il faut tenir compte.

M. Lafrance (Richmond): Ne serait-il pas plus juste de distribuer dans chaque localité les subventions au *pro rata* du nombre d'enfants?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Jamais! C'est justement ainsi qu'on créerait des injustices. C'est un système qui ne marcherait pas et les raisons pour expliquer cela sont très simples. Il pourrait y avoir une ville de 10,000 ou 15,000 de population, où l'on retrouve trois ou quatre grandes industries. Normalement, dans la plupart de ces endroits, les industries aident volontiers à fournir des équipements de loisir pour leurs employés et leur famille. Les industries contribuent pour une grande part dans l'installation de ces centres.

D'un autre côté, vous pouvez avoir une ville peu peuplée où il n'y a pas une seule industrie. Dans des cas semblables, la subvention gouvernementale à la petite ville n'ayant pas d'industrie sera plus importante que celle accordée à la grande ville qui, elle, en possède. Voilà une des raisons pour lesquelles le critère de la population ne peut être utilisé comme baromètre dans la distribution des octrois pour les centres de loisirs.

Il faut tenir compte des besoins, des moyens financiers des parents, de l'aide qu'on reçoit d'autres sources, autant d'éléments qui varient d'un endroit à l'autre. Qu'il y ait des améliorations à faire, soit. Mais on ne demande des améliorations que dans les domaines où il se fait quelque chose. Quand j'étais dans l'opposition, je n'ai jamais demandé d'améliorations dans ce domaine des loisirs parce que le gouvernement du temps ne faisait absolument rien. Nous avons aidé, nous, à l'établissement d'au-delà de 2,000 œuvres de ce genre-là, depuis 1946. Chaque année, les montants sont augmentés et j'en remercie la Chambre qui nous permet ainsi de faire beaucoup de bien.

M. Lafrance (Richmond): Le ministre a-t-il songé à créer un organisme provincial d'orientation des loisirs, comme l'a demandé la Chambre de commerce de la province?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Pas encore, du moins jusqu'ici. Nous avons toujours favorisé l'organisation des loisirs sur le plan paroissial et nous entendons continuer dans ce sens, parce que nous pensons qu'en ce domaine important, l'autorité religieuse est la plus apte à prévenir les dangers moraux. La protection des enfants est entre bonnes mains, dans ce cas.

M. Lafrance (Richmond): Il ne s'agit pas de soustraire à l'autorité religieuse la surveillance des loisirs, mais je crois qu'il devrait y avoir une certaine coordination.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

Il y a deux théories là-dessus: celle qui veut que les fonds de la province soient dépensés par tout le monde, sauf ceux qui sont élus pour cela, et celle qui veut laisser aux mandataires du peuple l'administration de son patrimoine. J'ai bien peur que ces deux théories n'arrivent jamais à se concilier.

L'étude de la résolution est suspendue.

À 1 heure, M. le président du comité quitte le fauteuil⁷.

Reprise de la séance à 3 heures**En comité:**

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité poursuit l'étude de la résolution du ministre des Finances (l'honorable M. Bourque) proposant: Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Saint-Pierre (Saint-Hyacinthe) rend hommage aux œuvres de terrains de jeux qui, dit-il, s'occupent de l'organisation des récréations des enfants durant les vacances d'été ainsi qu'en hiver, dans bien des cas, et aux autres œuvres qui s'occupent des jeunes.

Je crois de mon devoir, ajoute-t-il, de jeter un coup d'œil sur le travail accompli par l'Oeuvre des Terrains de Jeux (O.T.J.) et de dire combien nous, qui résidons dans des villes, devons nous réjouir de la présence de cette œuvre qui progresse sans cesse. Le dévouement des moniteurs, des monitrices et de toutes les personnes qui ont accepté des fonctions administratives dans ces organisations est exemplaire. Non seulement ils protègent les jeunes contre les dangers de la rue, mais ils les protègent aussi contre les dangers moraux. Par le travail qu'elle accomplit, l'O.T.J. contribue largement à prévenir la délinquance juvénile. Il me semble qu'on devrait mettre de ces œuvres sur pied partout à travers la province, non seulement dans toutes les villes, mais aussi dans tous les villages. On pourrait même suggérer aux municipalités de payer des cours de moniteur à ceux qui veulent prendre part à l'organisation des parcs de récréation dans la communauté où ils habitent.

Il signale aussi l'œuvre accomplie par le patronage Saint-Vincent-de-Paul et suggère au ministre d'accorder une aide pécuniaire à cette institution qui vient d'édifier une annexe considérable à sa bâtisse principale.

Il souligne le dévouement des O.T.J. paroissiales de Saint-Hyacinthe. Grâce à elles, dit-il, il n'y a eu aucun accident mortel chez les enfants de cette ville depuis deux ans, parce qu'elles ont pourvu à leur amusement dans des parcs bien gardés, plutôt que de les laisser s'amuser dans les rues.

M. Turpin (Rouyn-Noranda): Les O.T.J. paroissiales du comté de Rouyn-Noranda reçoivent des octrois du département depuis quelques années. Jusqu'en 1956 inclusivement, elles recevaient \$100 par année. En 1957-1958, elles n'ont reçu que \$50. Il demande une explication.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est parce que le ministère ne peut faire vivre toutes les organisations qu'il a contribué plus tôt à mettre sur pied.

Le ministère s'occupe d'aider à l'établissement des nouvelles organisations de loisirs. Nous contribuons à l'établissement de toutes ces œuvres. Comme je l'ai déjà fait remarquer, quand on nous demande notre aide, nous demandons les plans de l'établissement projeté et les moyens avec lesquels on se propose de le faire vivre. Nous ne pouvons contribuer à l'établissement d'une œuvre et la faire vivre indéfiniment. C'est ce qui explique que nous accordons un octroi plus élevé pour la période d'établissement que durant les années subséquentes. Au fur et à mesure que sa situation s'affermir, nous diminuons le montant pour arriver à lui laisser porter seule les frais de son organisation.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 5. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Clinique d'aide à l'enfance (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond): La région du Lac-Saint-Jean est particulièrement mal partagée dans ce domaine. Le ministre ne pourrait-il faire quelque chose?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je suis en pourparlers pour régler certains cas d'enfants de 12 à 16 ans. Nous prenons des mesures pour assurer plus d'espace dans l'institution existante

en retirant des enfants qui ne sont pas de la région et des enfants dont d'autres institutions peuvent s'occuper. Nous nous intéressons à ce problème en collaboration avec les autorités laïques et religieuses.

M. Lafrance (Richmond): Combien d'enfants profitent chaque année de la Clinique d'aide à l'enfance?

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Environ 3,000 y passent annuellement. Chaque enfant qui s'y rend est examiné par les membres de la clinique. On tente d'établir les causes qui les ont conduits à cette institution, et on en fait ensuite rapport au juge de la Cour du bien-être social. Tous les enfants qui passent par la Clinique d'aide à l'enfance ne sont pas nécessairement traduits en Cour du bien-être. La clinique est dirigée par des psychologues, des psychiatres, des médecins et des travailleurs sociaux.

M. Lafrance (Richmond) pose une question sur la participation financière des municipalités.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les municipalités contribuent à défrayer le coût de la pension des jeunes à l'école de protection, mais non pas à la maison de détention.

Des nominations sont en cours au département du Bien-être, et une augmentation de \$165,000 est prévue à l'article des traitements pour les nouveaux officiers et le personnel clérical.

M. Lafrance (Richmond) pose une question relative aux agences d'assistance sociale et à la délinquance juvénile.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministère a 37 agences d'assistance sociale s'occupant de 35,000 cas chaque année. Pour la prévention de la délinquance juvénile, le ministère du Bien-être social a 17 maisons dans le moment. Je n'ai pas l'intention d'en créer d'autres, mais je veux changer la destination de certaines de ces maisons.

M. Lafrance (Richmond): La délinquance juvénile augmente de 200 % à 300 % par année.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas vrai car, selon des statistiques en la possession du ministère, le chiffre officiel de l'augmentation est seulement de 2.29 %.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Maisons de détention et officiers de probation (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas dix-sept millions sept cent vingt-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service d'assistance sociale (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Allocation d'assistance aux personnes âgées de soixante-cinq à soixante-dix ans; aux invalides et aux aveugles (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes):

En 1959-1960, la part provinciale sera de \$11,170,000 pour les pensions de vieillesse, de \$502,000 pour la pension aux aveugles et de \$9,040,000 pour les invalides.

En 1958, le nombre des invalides secourus dans notre province par le ministère était de 25,134.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 9. Qu'un crédit n'excédant pas trois millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Écoles de protection et autres institutions (Bien-être)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté⁸.

10. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Service civil (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

M. Lafrance (Richmond): L'opposition n'a pas d'objection à l'adoption immédiate des crédits du département de la Jeunesse.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 11. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de voyage (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Frais de bureau (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas quinze millions deux cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à la jeunesse: écoles d'enseignement spécialisé, écoles professionnelles privées, aide à l'établissement des jeunes et bourses d'études (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Subventions (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas cinq millions de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Aide à l'établissement des jeunes (Jeunesse)", pour l'exercice finissant le 31 mars 1960.

Adopté⁹.

Rapport du comité des subsides:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions du comité des subsides sont lues et agréées.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

M. l'Orateur prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

Deuxième séance du 4 mars 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 8 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Employés
civils**

M. Parent (Hull): Quel était, au 31 décembre 1958, le nombre de personnes à l'emploi de chacun des départements, offices, commissions, régies, syndicats, bureaux et corporations, etc. de l'administration provinciale?

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke): Le nombre d'employés régis par la Commission du service civil et qui étaient en fonction au 31 décembre 1958 s'élève à 20,544, parmi lesquels plusieurs centaines d'employés temporaires, au nombre desquels il y a de nombreux étudiants.

**Loi fédérale
sur la tempérance
dite "loi Scott"**

M. Parent (Hull): Quels sont les comtés et les cités de la province de Québec où la loi canadienne sur la tempérance est en vigueur?

L'honorable M. Rivard (Montmagny): La loi canadienne de tempérance, communément appelée "loi Scott", est une loi fédérale dont le champ d'action, à la discrétion des autorités fédérales, est publié dans la *Gazette officielle du Canada*.

**Aéroport à
Haldimand, Gaspé-Sud**

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Depuis le 1^{er} avril 1952 jusqu'à date, le gouvernement a-t-il payé un ou des montants relativement à l'aménagement du champ d'aviation à Haldimand, dans le comté de Gaspé-Sud?

2. Dans l'affirmative, quels sont les nom, prénom et adresse des personnes, sociétés d'entreprises, associations ou compagnies à qui ont été payées des sommes d'argent et à quelle date?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. et 2. Afin d'aménager un aéroport municipal, un octroi total au montant de \$9,000 a été accordé à la corporation municipale de Gaspé: le 7 février 1953, \$5,000; le 26 février 1954, \$2,000; le 31 mars 1955, \$2,000.

**Commission de révision
des lois minières****M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

1. Quel montant le gouvernement de la province a-t-il dépensé, depuis le 23 février 1956 jusqu'au 31 décembre 1958, en vertu de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 57, loi concernant le développement minier dans la province:

a. En salaires?

b. En frais de voyage, dépenses de bureau et autres?

2. Où et à quelle adresse sont situés les bureaux de la Commission d'étude et de révision des lois minières de Québec?

3. Combien de séances les membres de cette Commission ont-ils tenues, à quels endroits et à quelles dates?

4. Combien de rapports ladite Commission a-t-elle transmis à date au gouvernement, et à quelle date chaque rapport a-t-il été transmis?

L'honorable M. Cottingham (Argenteuil):

1a. Du 23 février 1956 au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958: \$25,056.00;

b. du 23 février 1956 au 31 mars 1958, voir *Comptes publics*; du 1^{er} avril 1958 au 31 décembre 1958: \$3,302.36.

2. Ministère des Mines, édifice E, Hôtel du Gouvernement, Québec.

3. Quatre-vingt-onze séances ont eu lieu en 1956, en 1957, en 1958 et en 1959; la très grande majorité dans la cité de Québec, quelques-unes dans différentes parties de la province, entre autres à Noranda, Val-d'Or, Chibougamau, le Nouveau-Québec, et deux à Toronto en 1956.

4. En date du 18 novembre 1957, un rapport sommaire a été fait au chef de cabinet du premier ministre et, en date du 3 décembre 1958, un rapport sommaire a été fait au premier ministre de la province.

Trans-Gaspésien Aérien Itée

M. Thérberge (Chambly): Relativement au montant de \$25,247.86 payé par le ministère des Pêcheries à Trans-Gaspésien Aérien Itée, montant qui apparaît à la page 317 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1957-1958, sous la rubrique "Autres dépenses",

1. À quel titre ce montant a-t-il été payé: s'agit-il de services rendus, de marchandises ou effets fournis, etc.?

2. Quelle est la nature exacte des services rendus ou des marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

3. À quelle date et à quelles conditions les services ont-ils été rendus ou les marchandises fournies, etc., dans chaque cas?

4. Si un ou des contrats écrits de services ou d'achat a ou ont été signés, à quelle date l'a-t-il ou l'ont-ils été et par qui:

a. Pour le gouvernement?

b. Pour la compagnie Trans-Gaspésien Aérien ltée?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): Relativement au montant de \$25,247.86 payé par le ministère des Pêcheries à Trans-Gaspésien Aérien ltée, montant qui apparaît à la page 317 des *Comptes publics* de la province pour l'exercice financier 1957-1958; pour le développement rationnel de nos pêcheries maritimes, spécialement celles des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord du Saguenay, il était nécessaire de les tenir en contact direct, prompt et facile avec le Bureau des pêcheries de Gaspé de qui relève le bon fonctionnement de nos entrepôts frigorifiques, nos laboratoires et séchoirs. À cette fin, il a fallu organiser un service de transport aérien régulier à jour fixe et à un tarif abordable pour la population. Une subvention de \$250 du voyage a été accordée pour le service entre Gaspé et les Îles-de-la-Madeleine, et une de \$220 du voyage entre Gaspé et la Côte-Nord du Saguenay: 96 voyages ont été effectués dont 47 aux Îles-de-la-Madeleine, et 49 sur la Côte-Nord. La balance du montant est pour transport de marchandises, transport de 52 élèves venant des Îles-de-la-Madeleine et de la Côte-Nord, et du personnel du département des Pêcheries ainsi que pour l'inspection.

Club de pêche Masketsy

M. Turpin (Rouyn-Noranda): 1. Le ministère de la Chasse et de la Pêche a-t-il accordé un bail autorisant la pêche dans des lacs et rivières non navigables, près de Doheny, dans le comté de Lavolette, à un club du nom de Masketsy?

2. Dans l'affirmative, quelle est la période de temps couverte par le bail et à quelle date cette période a-t-elle commencé à courir?

3. Quel en est le prix de location?

4. Qui sont les principaux officiers du club Masketsy?

5. Les droits de pêche sont-ils loués sur la rivière qui passe à Doheny, sur quelle longueur et à qui?

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud): 1. Oui. Le club Masketsy existe depuis 1894 et ses baux ont toujours été renouvelés sous toutes les administrations depuis cette date.

2. Du 1^{er} janvier 1959 au 31 décembre 1963.

3. Pour la chasse, \$250, autant pour la pêche, soit une augmentation de 40 %.

4. D'après les derniers renseignements fournis au département: Roland Nobert, président; l'honorable juge Émile Ferron, vice-président; Paul Gagnon, vice-président; Léopold Lachance, secrétaire-trésorier.

5. Oui. À partir d'un point vis-à-vis la gare de Doheny, en remontant.

Demande et dépôt de documents:

Compagnie de téléphone de Dorchester

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du contrat signé le 16 septembre 1957 par M. Émilien Dumas, pour la Compagnie de téléphone de Dorchester, et par l'honorable Jos.-D. Bégin, pour le département de la Colonisation, contrat mentionné à la page 427 des *Procès-verbaux de l'Assemblée législative* pour la présente session.

Adopté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 56)

Pont Duplessis, Dominion Bridge Co., Dufresne Engineering Co.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre de l'Assemblée, en date du 25 février 1959, pour la production du document suivant:

Relativement aux ponts publics sur la rivière Saint-Maurice, entre la cité de Trois-Rivières et la cité de Cap-de-la-Madeleine, en outre de tous les renseignements fournis à la Chambre et en outre de la copie d'ordre en conseil et des autres documents produits en Chambre à ce sujet au cours de la présente session en particulier:

a. un état de la réclamation de la Dominion Bridge Company Limited concernant tous les travaux exécutés et tout le matériel fourni par elle à la suite et comme conséquence de l'écroulement d'une partie desdits ponts, en 1951;

b. un état indiquant le total des montants payés par le gouvernement de la province à Dufresne Engineering Company Limited, du 1^{er} février 1951 jusqu'au 31 décembre 1958, et concernant lesdits ponts. (Document de la session no 57)

Commission du salaire minimum

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle l'item 34 du *Feuilleton*.

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission du salaire minimum, à la date du 30 novembre 1958, avec, en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle, s'il en est.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas d'intérêt public de faire encourir à la province les dépenses que comporte cet ordre qui ne concerne pas le fonds consolidé du revenu.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre au sujet de cette réponse.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): En vertu de l'article 686, il ne peut pas y avoir débat. Un ministre peut refuser de répondre à une question s'il est contraire à l'intérêt public de fournir les renseignements demandés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Il s'agit d'une motion de production de document qui doit être au moins lue et sur laquelle la Chambre peut voter.

M. l'Orateur: L'article du Règlement concernant les questions s'applique également aux motions.

Or, le Règlement dit que, lorsqu'un ministre déclare qu'il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à une question ou à une motion, il ne peut pas y avoir un débat.

M. Hamel (Saint-Maurice): M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: Ce n'est pas une décision, c'est le règlement.

M. Hamel (Saint-Maurice) insiste pour obtenir un vote.

M. l'Orateur décide qu'en vertu des articles 686 et 690 du Règlement, le point d'ordre n'est pas fondé.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue¹⁰.

Personnel de la Commission des liqueurs

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle l'item 35 du *Feuilleton*.

M. Lafrance (Richmond) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie de la liste du personnel de la Commission des liqueurs de Québec, à la date du 30 novembre 1958, avec, en regard de chaque nom, l'adresse, le montant du salaire annuel et de l'allocation annuelle, s'il en est.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas d'intérêt public de fournir les renseignements demandés et qui concernent la police secrète des liqueurs.

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre au sujet de cette réponse. Il s'agit, dit-il, d'un organisme qui relève directement du gouvernement, mais dont on ne trouve aucun détail dans les *Comptes publics*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'est pas d'intérêt public, répète-t-il, de révéler les noms, notamment ceux des policiers secrets de la Commission des liqueurs.

M. Lafrance (Richmond) continue la discussion.

M. l'Orateur: La question vient d'être décidée par moi-même, dit-il, et par la Chambre, et il n'est pas permis de discuter.

M. Lafrance (Richmond) demande le vote sur cette décision.

M. l'Orateur décide qu'en vertu des articles 686 et 690 du Règlement, le point d'ordre n'est pas fondé.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue¹¹.

Appel des articles du *Feuilleton* au choix du leader du gouvernement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): L'ordre du jour appelle l'item 38 du *Feuilleton*, une motion inscrite au nom du député de Hull (M. Parent).

M. Hamel (Saint-Maurice) soulève un point d'ordre et de règlement, alléguant que l'item 36

devrait d'abord être appelé, le tout suivant les dispositions de l'article 126 du Règlement.

Que le gouvernement dise s'il veut, oui ou non, répondre aux questions des députés. Qu'il le dise et chacun gardera sa responsabilité. Le premier ministre ne suit pas l'ordre du jour et s'acharne à ne pas respecter l'article 126.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre! L'Orateur de la Chambre a déjà statué dans un cas analogue.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Contrairement à la thèse du député de Saint-Maurice (M. Hamel), le Règlement n'oblige pas le premier ministre à respecter l'ordre en question et rien dans les règlements ne permet au député de Saint-Maurice de parler de la sorte.

M. Hamel (Saint-Maurice) s'élève de nouveau contre cette façon dont procède, dit-il, le chef du gouvernement. Le premier ministre devrait passer d'une motion à l'autre, 34, 35, 36, sans en sauter, en suivant exactement l'ordre du jour.

M. l'Orateur déclare que lui-même et la Chambre ont décidé à plusieurs reprises que, suivant la coutume suivie, le leader de la Chambre peut appeler les items inscrits au nom des députés dans l'ordre qu'il juge à propos. Le point d'ordre soulevé par le député de Saint-Maurice est alors renvoyé.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle à la Chambre de la décision de M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bernatchez, Bertrand, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Cottingham, Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Montréal-Laurier), Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Plourde, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Talbot, Thibeault, Tremblay, Turcotte, Vachon, 54.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel,

Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

Motions des députés:

Hymne national canadien

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) appelle l'item 38.

M. Parent (Hull): Il est anormal que le Canada n'ait pas d'hymne national distinct. Au cours de 1958, à l'occasion d'une récente enquête Gallup d'envergure nationale, la population du pays s'est prononcée dans une proportion de 67 % en faveur du choix d'*Ô Canada* comme hymne national officiel.

Je me crois justifié, sans préciser quel hymne devrait être adopté, de proposer que l'Assemblée législative demande à l'autorité compétente d'étudier cette question et qu'un rapport soit rédigé en vue de l'adoption d'un hymne national. Secondé par le député de Brome (M. Brown), je propose donc:

Attendu que le Canada est une nation souveraine;

Attendu qu'il y a lieu que le Canada soit doté d'un hymne national distinct officiel;

Attendu que les autorités fédérales possèdent les pouvoirs nécessaires pour doter officiellement le Canada d'un hymne national distinctif;

Que cette Chambre prie respectueusement les autorités fédérales d'adopter les moyens appropriés pour qu'un hymne distinctif soit reconnu comme hymne national officiel du Canada;

Qu'ordre soit donné au greffier de l'Assemblée nationale de faire parvenir au premier ministre du Canada ainsi qu'aux représentants de la province de Québec dans le gouvernement fédéral, et aux députés de la province de Québec à la Chambre des communes, une copie de la présente résolution.

M. Brown (Brome) seconde la motion. Il est approprié, dit-il, que la province de Québec insiste pour que le gouvernement fédéral se décide à choisir un hymne national pour le pays. Il n'est que normal que la province de Québec, qui est le berceau de la Confédération, demande un hymne national. Le Québec a joué un rôle important à la naissance de la Confédération canadienne. Il semble étrange à plusieurs étrangers qui arrivent dans notre pays que

nous n'ayons pas d'hymne national officiel. J'appuie entièrement la motion du député de Hull.

M. Rochon (Montréal-Saint-Louis): Mme Fairclough, ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté, s'est déjà prononcée en faveur du *God Save the Queen* comme hymne national du Canada. La plupart des Canadiens favorisent aussi le *God Save the Queen*, bien que, dans le Québec, la majorité préfère *Ô Canada*. Personnellement, je suis plutôt en faveur du *Ô Canada*, mais j'estime que ce problème ne regarde pas cette Chambre et relève entièrement du gouvernement fédéral. Peu importe ce que souhaitent les députés, la Législature du Québec n'a de toute façon aucun pouvoir sur cette question.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le Canada aura bientôt 100 ans. Les libéraux ont été au pouvoir à Ottawa pendant 22 ans, dans une période où, disait-on, le Canada était devenu majeur. Ils étaient également au pouvoir à Québec dans le même temps. Pendant 61 ans sans interruption, soit de 1896 à 1957, les libéraux ont toujours été au pouvoir soit à Ottawa, soit à Québec, la plupart du temps aux deux endroits, et nous n'avons pas encore d'hymne national au pays. Je trouve donc singulier que nos amis d'en face, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, soient subitement pris d'une telle ferveur patriotique.

Si nous adoptons la motion que proposent les libéraux, cela pourrait gêner une cause plus importante, celle qui concerne les pouvoirs provinciaux. D'après mes convictions et mon expérience, la principale question de l'heure pour notre province, c'est le recouvrement de nos droits. J'ai ma petite idée sur la question d'un hymne national, mais le fait que l'Assemblée émette un avis officiel est une toute autre question. Ceux qui désirent que le Québec recouvre ses droits ne devraient pas faire de la petite politique, et c'est exactement ce que cette motion fait. Quel que soit le gouvernement à Ottawa, nous tenons à ce qu'il se mêle de ses affaires. Alors, commençons donc par nous mêler exclusivement des nôtres.

Nous n'avons aucun pouvoir quant au choix d'un hymne national pour le Canada. Je trouve que ce serait un mauvais service à rendre à la province de Québec que de soulever des à-côtés, si importants soient-ils, dans un domaine qui ne nous regarde pas et de fournir ainsi des prétextes à ceux qui voudraient intervenir dans les matières qui sont de notre juridiction exclusive. Il est difficile de leur demander

de rester en dehors de nos affaires si nous nous mettons à empiéter sur les leurs. Il est de l'intérêt de la population que son gouvernement ne se mêle pas de ce qui regarde celui d'Ottawa exclusivement.

L'attitude que je prends n'est pas nouvelle. Ceux qui sont des patriotes dans l'opposition et des fuyards au pouvoir ont présenté une motion pour donner à un certain hôtel le nom de Château Maisonneuve.

J'ai dit alors qu'un autre parti était au pouvoir à Ottawa: "Nous voulons que les autres respectent nos droits? Commençons par respecter ceux des autres." C'est la même attitude que je prends aujourd'hui.

Ceux qui aiment leur province et qui veulent le maintien de ses droits essentiels devraient cesser de faire, dans l'opposition, de la petite politique sur les problèmes auxquels ils n'ont pas songé pendant les 61 ans qu'ils ont été au pouvoir.

Je propose donc que la Chambre passe immédiatement à l'ordre du jour suivant.

M. Hamel (Saint-Maurice) proteste. Le premier ministre, dit-il, n'observe pas les règlements qui veulent que les items inscrits au nom des députés soient appelés dans l'ordre où ils sont à l'ordre du jour de la Chambre. Pourquoi s'acharner à ne pas respecter l'article 126 des règlements?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. L'Orateur a rendu une décision qui s'applique à ce cas, mais le député de Saint-Maurice proteste toujours en déclarant que l'ordre du jour ne peut être changé sans une motion du gouvernement annoncée préalablement.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Rien dans les règlements ne permet au député de Saint-Maurice de parler de la sorte.

M. Hamel (Saint-Maurice): L'article 219: La suspension exprime ou implique d'une règle doit être préalablement annoncée si elle est proposée par motion principale. La suspension peut cependant être proposée par motion principale non annoncée si la Chambre a préalablement, sur une motion non annoncée et contenant un exposé de motifs suffisants, déclaré qu'il y a urgence de se prononcer sur cette suspension. Mais la motion portant déclaration d'urgence ne peut être adoptée que du consentement unanime de la Chambre, à moins que la suspension ne soit proposée en vue de l'adoption d'un bill, en vue de l'adoption de résolutions

préalables à un bill ou en vue du vote d'un budget de dépenses.

Pourquoi ne pas suivre l'ordre du *Feuilleton*? Le gouvernement veut-il, oui ou non, répondre à nos questions? Qu'il le dise, nous voterons et chacun gardera sa responsabilité.

M. l'Orateur rappelle qu'il a souvent décidé ce cas. En vertu de l'article 115, la Chambre peut décider autrement que ne le veulent les règlements. Ce fut toujours l'initiative du premier ministre d'appeler les items qu'il désire faire discuter.

M. Hamel (Saint-Maurice) en appelle de cette décision.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Cusseau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée¹².

Loi de la division territoriale, comité de révision

M. Dionne (Rimouski) propose, appuyé par le représentant de Bonaventure (M. Levesque), qu'un comité spécial de quinze membres soit institué, avec mission de préparer un bill ayant pour objet de réviser la loi de la division territoriale de façon à inclure dans un ou plusieurs districts électoraux le plus grand nombre possible des nouvelles localités habitées de la province, entre autres, Schefferville, Fort-Chimo, Great Whale River, etc., qui ne font présentement partie d'aucun district électoral et dont les habitants se trouvent ainsi privés de leur droit de suffrage.

Il y a dans ces localités du Nouveau-Québec environ 3,000 électeurs qui n'ont pu voter dans aucun comté, aux élections provinciales de 1956. Il serait injuste de les priver plus longtemps de leur droit de vote. Ces gens paient des taxes, et c'est contraire au principe "no taxation without representation" qui est l'un des fondements du régime démocratique.

Aux élections fédérales de 1957, par contre, ces gens ont eu l'avantage d'exercer leur droit de suffrage. Aux élections fédérales de 1957, on a établi sept bureaux de votation à Schefferville, deux à Fort-Chimo, etc. En tout, 3,080 électeurs qui n'avaient pas voté aux élections provinciales ont pu exercer leur droit de suffrage. Est-ce par oubli, par négligence ou pour d'autres motifs que ces gens ont été défranchisés?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

Avant l'Union nationale, il n'y avait rien dans le Nouveau-Québec. Je remercie le député de Rimouski d'avoir signalé, par sa motion, qu'on y trouve maintenant des villes importantes. Les progrès les plus impressionnants ont été réalisés à Sept-Îles, qui comptait 500 âmes autrefois et qui est devenue une ville moderne de 10,000 âmes. Et les gens de Sept-Îles ont voté aux dernières élections comme ceux de toute la côte jusqu'à Blanc-Sablon. Le territoire du comté de Saguenay est aussi vaste que celui des trois Provinces maritimes ensemble.

Pour ce qui est du Nouveau-Québec, c'est un territoire de 300,000 milles carrés, qui n'a pas de voies de communication ni par terre ni par eau. En 1956, personne dans cette vaste région n'a été privé de son droit de vote parce que personne n'aurait pu l'exercer en réalité.

Voix de gauche¹³: Et à Ottawa? Comment se fait-il qu'ils aient voté aux élections fédérales?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):

À la place de mes amis d'en face, j'aurais honte d'en parler. Il y a eu plus de votes qu'il n'y avait de résidents. C'est comme ça que M. Lomer Bisson a été élu. Nous allons prendre les moyens voulus pour qu'aux prochaines élections les résidents du Nouveau-Québec puissent voter, mais seulement ceux qui ont droit de vote. Quant à la motion du député de Rimouski, elle n'est pas recevable. On ne charge pas un comité de la Chambre de préparer un bill. Ce sont les officiers légaux qui doivent s'en occuper. C'est la première fois que j'entends dire qu'il faut un comité de 15 membres pour préparer un bill.

Les citoyens qui demeurent dans le Nouveau-Québec, notamment à Schefferville, à Fort-Chimo et à Great Whale, pourront voter aux prochaines élections générales de la province de Québec. Il n'y aura définitivement pas d'élection provinciale cette année et il n'y en aura peut-être pas l'an prochain¹⁴. Le terme d'office de cinq ans du gouvernement expire seulement en 1961. Mais, quand il y en aura, les électeurs saisiront l'occasion de juger ceux qui les ont calomniés en méprisant leur province, en disant qu'elle ne faisait rien. Nous sommes quand même désireux de voir les contribuables de cette partie de la province juger l'opposition.

M. Hamel (Saint-Maurice) félicite le député de Rimouski d'avoir posé devant la Chambre un problème qui, dit-il, est fondamental. Si le gouvernement perçoit des taxes à Schefferville et en d'autres endroits de la même région, les gens qui paient leurs taxes ont le droit de se prononcer sur la politique du gouvernement provincial.

Il est souverainement important que le comité de 15 membres comporte assez de membres pour comprendre les rouages de l'énumération.

À l'élection de 1956, le gouvernement a songé à percevoir des taxes à Schefferville.

M. Ouellet (Saguenay): Il y a beaucoup de payeurs de taxes dans le comté de Saguenay, et ces payeurs de taxes sont en faveur du gouvernement.

M. Brown (Brome): Les gens de cette région, qui paient des taxes, devraient avoir le droit de voter. Il s'agit de protéger leur autonomie.

M. l'Orateur demande le vote sur la motion.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Théberge, Turpin, 17.

Contre: MM. Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud),

Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée¹⁵.

Demande et dépôt de documents:

O'Connell Lodge

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre une copie du ou des contrats qui ont été passés en conformité avec l'arrêté ministériel 266, en date du 27 mars 1958, concernant l'acquisition par le gouvernement de O'Connell Lodge, au lac des Loups, dans le parc de La Vérendrye.

Adopté.

L'honorable M. Pouliot (Gaspé-Sud) dépose sur le bureau de la Chambre ledit document. (Document de la session no 8)

Motions des députés:

Publication mensuelle des revenus et des dépenses de la province

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) propose que le ministre des Finances fasse publier dans la *Gazette officielle du Québec*, le ou avant le dernier jour de chaque mois, un état sommaire et classifié, en millions de dollars, des dépenses et des revenus de la province pour l'exercice du mois précédent. L'état des dépenses sera réparti pour les différents services ou départements du service public, tel qu'il l'est ordinairement au sommaire des *Comptes publics*. L'état des revenus devra faire connaître, entre autres: les recettes provenant du gouvernement fédéral, de l'impôt sur le revenu personnel et sur le revenu des corporations, de la taxe sur les successions, de la taxe de vente, de la loi des licences de Québec, des terres de la couronne et toutes autres sommes considérables séparément.

Le gouvernement d'Ottawa publie de tels états, tout comme le font des compagnies importantes.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette motion n'a pas de bon sens. Nous publions chaque année, en septembre, un bilan complet du

dernier exercice financier. Ce bilan et les autres renseignements donnés par le gouvernement constituent des sources suffisantes d'information à ce sujet. De plus, la motion est irrégulière, puisqu'elle fait une demande devant entraîner une dépense pour l'administration.

M. Earl (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):

La dépense serait minime puisque le gouvernement a tous les détails voulus pour la publication dans la *Gazette officielle*.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Contre: MM. Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

Projets de loi:

Charte de Jacques-Cartier

L'ordre du jour appelle l'examen des amendements du Conseil législatif au bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier.

M. Thérberge (Chambly): Plusieurs contribuables et petits constructeurs de Jacques-Cartier sont opposés à ce traitement de faveur à l'endroit d'une entreprise dont on ne sait si elle offre vraiment les garanties qu'elle pourra réaliser le projet mis de l'avant. Une telle commutation serait d'ailleurs discriminatoire. Je m'y oppose en tant que contribuable de Jacques-Cartier, en tant que constructeur et en tant que député du comté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) suggère que l'article 13 du projet de loi en question soit biffé purement et simplement.

L'article 13 qui se lit comme suit:

"13. La loi des cités et villes est modifiée, pour la cité, en y insérant, à la suite de l'article 603, le suivant:

"603a. Quand le conseil a, par une résolution, à laquelle la Commission municipale de Québec a donné son approbation, déclaré que la construction de certains édifices municipaux ou leur agrandissement sont devenus indispensables à la bonne administration de la cité, il peut, par un règlement, qui entre en vigueur sans autre approbation que celle du lieutenant-gouverneur en conseil, emprunter les deniers nécessaires à ces travaux. Il en est de même si les conditions de la circulation exigent d'ouvrir ou d'élargir une voie de dégagement dont le coût doit se répartir sur toute la municipalité."

M. Thérberge (Chambly) propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Dionne) que l'Assemblée législative approuve les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier, mais avec l'amendement suivant: L'article 13 est retranché.

Adopté. L'article est retiré. En conséquence, les articles subséquents sont renumérotés.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements avec un amendement.

Charte de Sillery

M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine) propose que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 286 modifiant la charte de la cité de Sillery soient maintenant acceptés.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Charte de Montréal

L'ordre du jour appelle l'examen des amendements du Conseil législatif au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal Métropolitain.

M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) propose, par voie d'amendement aux amendements, appuyé par le représentant de Richmond (M. Lafrance), que le paragraphe b de l'amendement 4 de la section II du Conseil législatif soit biffé.

Ce devrait être le conseil de cet organisme qui désigne le vice-président.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) préfère que ce soient les membres de la corporation eux-mêmes qui choisissent le vice-président.

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Contre: MM. Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, pour faciliter l'étude des amendements du Conseil législatif, que la Chambre se forme en comité plénier.

Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

Le comité étudie les amendements apportés au bill 100 par le Conseil législatif.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a accepté les amendements du Conseil législatif au bill 100, sauf en ce qui concerne l'article 40.

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) remercie le gouvernement pour le service signalé qu'il rend à des centaines de petits propriétaires et propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif pour l'informer que l'Assemblée législative agréé les amendements qu'il a apportés au bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal Métropolitain, mais en les amendant comme suit:

En remplaçant le premier article 40 dudit bill par le suivant:

"40. Pour les fins de l'imposition de la contribution foncière annuelle ordinaire l'évaluation de toute maison d'habitation d'un seul logement, construite entre le premier juin 1948 et le premier juin 1961, et occupée par son propriétaire, est à compter du premier mai 1959 réduite de cinquante pour cent (50 %), pourvu que dans aucun cas le montant de cette réduction n'excède pas six mille (\$6,000) dollars et que la valeur inscrite pour cette maison au rôle d'évaluation déposé le premier décembre 1958 y compris les modifications et additions qui peuvent être faites suivant la loi, n'excède pas quatorze mille (\$14,000) dollars.

"Cette réduction est accordée pour une période de quinze ans,

"a. à compter du premier mai 1959 pour les maisons construites entre le premier juin 1957 et le 30 avril 1959;

"b. à compter du premier mai suivant la date à laquelle la maison a commencé à être occupée par son propriétaire pour celles construites entre le premier mai 1959 et le premier juin 1961.

"Toutefois, quant aux maisons construites entre le premier juin 1948 et le premier juin 1957, cette réduction est accordée à compter du premier mai 1959, mais seulement pour le nombre d'années à courir pour compléter une période de quinze ans à compter du premier mai suivant la date à laquelle la construction a été terminée.

"Lorsque les conditions requises pour avoir droit à la commutation de taxe cessent d'exister, cette commutation s'éteint à compter de l'exercice financier suivant, mais advenant que ces conditions recommencent d'exister, la commutation revivra pour le reste de la période à courir à compter de l'exercice financier suivant.

"La commutation de taxe ne s'éteint pas par suite d'une augmentation à plus de quatorze mille (\$14,000) dollars de l'évaluation foncière de la maison d'habitation pour laquelle elle a été accordée, sauf lorsque cette augmentation résulte d'additions, de modifications ou d'améliorations faites à la construction.

"Aucune commutation de taxe n'est accordée en vertu du présent article à une personne qui est propriétaire de plus d'une maison d'habitation située sur l'Île de Montréal."

Que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

La motion d'amendement est adoptée.

Il est ordonné que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que l'Assemblée législative a accepté leurs amendements avec un amendement.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 35 concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier paragraphe *j*, les mots "système de transmission" par "système de transport".

2. L'article 13 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "d'un service de transport" par ce qui suit: "d'un système de transport".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 41 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 1 comme articles 2 et 3:

"2. L'article 27 de ladite loi, tel que modifié par l'article 1 de la présente loi, est en outre modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant, tout emprunt, sauf pour des fins d'administration ou d'affaires courantes, et toute constitution d'hypothèque postérieure au premier février 1959 doivent être autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de l'Office provincial.

"3. Les dispositions de l'article 1 de la présente loi sont interprétatives et ont leur effet depuis le vingt-trois février 1956, date de la sanction de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 37."

Et l'article 2 devient article 4.

Projets de loi:

Régie de l'électricité et du gaz

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 35 concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi des marchés agricoles

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 41 modifiant la loi des marchés agricoles du Québec.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Loi de l'exploitation des forêts

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill 52 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolution et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

M. Lapalme (Montréal-Outremont): C'est le même bill qui revient tous les ans. Nous sommes contre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil. Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose: Que l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 25, remplacé par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 18, par l'article 1 de la loi 14-15 George VI, chapitre 24, par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 39, par l'article 1 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 47, modifié par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 24, et par l'article 1 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 33, soit de nouveau modifié:

a. en y remplaçant le paragraphe 10 du deuxième alinéa par le suivant:

"10. Price Brothers & Company Limited: 250 milles carrés;"

b. en y ajoutant, après le paragraphe 18 du deuxième alinéa, les paragraphes suivants:

"19. Édouard Gothier Limitée: 150 milles carrés;

"20. Ludger Leblanc Limitée: 150 milles carrés;

"21. Quebec North Shore Paper Company: 175 milles carrés."

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution, laquelle est lue.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que cette résolution soit maintenant agréée.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell,

Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution relative au bill 52 est, en conséquence, agréée.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers soit maintenant lu une deuxième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Rivière-du-Loup), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 52 est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 52 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bertrand (Missisquoi) propose que le bill 52 soit maintenant lu une troisième fois.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Bellemare, Bernard, Bertrand, Blanchard, Boudreau, Bourque, Caron, Chalifour, Charbonneau, Chartrand, Cottingham, Couturier (Gaspé-Nord), Custeau, Desjardins, Dozois, Duplessis, Élie, Fortin, Gaboury, Gagné (Richelieu), Gagnon, Gérin, Gosselin, Guillemette, Hébert, Johnson, Johnston, Labbé, Laberge, Ladouceur, Langlais, Larouche, Lavallée, Lizotte, Lorrain, Maltais, Ouellet (Jonquière-Kénogami), Ouellet (Saguenay), Poirier, Poulin, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Laval), Prévost, Raymond, Riendeau, Rivard, Rochette, Rochon, Ross, Roy, Russell, Samson, Sauvé, Schmidt, Somerville, Talbot, Thibeault, Thuot, Tremblay, Turcotte, Vachon, 61.

Contre: MM. Brown, Courcy, Couturier (Rivière-du-Loup), Dionne, Earl, Galipeault, Hamel, Hyde, Kirkland, Lafrance, Lalonde, Lapalme, Levesque, Parent, Saint-Pierre, Thérberge, Turpin, 17.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill 52 est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Loi des travaux municipaux

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, du consentement unanime, qu'il lui soit permis de présenter le bill 53 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

Voies et moyens:

Budget des dépenses 1959-1960

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Adopté. La Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose:

Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1960, il soit permis de tirer, du fonds consolidé du revenu de la province, une somme additionnelle ne dépassant pas \$331,193,000.

Adopté.

Rapport du comité des voies et moyens:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté une résolution et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

Ladite résolution du comité des voies et moyens est lue et agréée.

Il est résolu que la Chambre, à sa prochaine séance, se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Projets de loi:**Loi des subsides No 3,
1959-1960**

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose qu'il lui soit permis de présenter le bill 28 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, et pour d'autres fins.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

**Charte
de Montréal**

M. Custeau (Montréal-Jeanne-Mance) propose que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal Métropolitain n'ayant pas été présenté dans les délais prescrits à cause de conditions exceptionnelles et de circonstances incontrôlables, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

**La Laurentienne,
Compagnie d'assurance**

M. Cloutier (Québec-Centre) propose que le bill 288 relatif à la transformation de La Laurentienne, Compagnie d'assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie n'ayant pas été présenté dans les délais légaux à cause de circonstances incontrôlables, les droits additionnels seulement que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que la Chambre s'ajourne maintenant.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. Les sources indiquent clairement que le chef de l'opposition a présenté sa motion à la fin de son discours qui, selon le *Montréal-Matin* du 5 mars 1959, à la page 3, a duré une heure.

2. L'honorable George Carlyle Marler était alors ministre des Transports à la Chambre des communes dans le gouvernement libéral.

3. Canadian National Railway.

4. Il lit cette lettre, très longue, puis commente dans le cours de la citation.

5. Les sources indiquent clairement que le chef de l'opposition a présenté sa motion à la fin de son discours qui, selon le *Montréal-Matin* du 5 mars 1959, à la page 3, a duré une heure.

6. Le *Montréal-Matin* du 5 mars 1959, à la page 5, rapporte que les députés indépendants, MM. Ross et Rochon, votent avec les ministériels. *Le Devoir* du 5 mars 1959, à la page 14, indique pour sa part que le débat sur cette affaire a duré près de 1 h 30.

7. Notons que la chronologie présentée dans les journaux diffère de celle des *Journaux de l'Assemblée législative*.

8. *La Presse* du 5 mars 1959, à la page 12, indique que les autres crédits du ministère du Bien-être social ont été adoptés sans plus de discussion.

9. *Le Soleil* du 5 mars 1959, à la page 3, précise que l'Assemblée législative a voté en moins d'une heure, dans l'avant-midi et dans le cours de la séance de l'après-midi, les crédits des deux départements administrés par l'honorable Paul Sauvé, le Bien-être social et la Jeunesse. Pour sa part, *La Presse* du 5 mars 1959, à la page 12, ajoute que les crédits du ministère de la Jeunesse ont été votés sans aucune discussion.

10. *Le Nouvelliste* du 5 mars 1959, à la page 20, rappelle qu'une motion du député de Richmond (M. Lafrance) pour obtenir la liste du personnel de la Commission des liqueurs, à la date du 30 novembre 1958, fut rejetée dans les mêmes circonstances et par le même vote.

11. *Le Soleil* du 5 mars 1959, à la page 42, précise que les députés s'accordent pour inscrire le même vote que pour l'item 34.

12. *La Presse* du 5 mars 1959, à la page 12, rapporte que les deux députés indépendants, MM. Ross et Rochon, votent avec le gouvernement.

13. Seule *La Tribune* du 5 mars 1959, à la page 11, indique que c'est le député de Rimouski (M. Dionne) qui a dit ces paroles.

14. *Le Devoir* du 5 mars 1959, à la page 3, rapporte que les propos du premier ministre mettent, par le

fait même, fin aux faibles rumeurs d'élections-surprises à l'été ou à l'automne 1959.

15. *Le Soleil* du 5 mars 1959, à la page 25, note que les deux députés indépendants, MM. Rochon et Ross, se rangent avec les ministériels. La source précise également que les députés s'accordent pour inscrire le même vote que pour l'item 34.

Séance du jeudi 5 mars 1959

Présidence de l'honorable M. Tellier

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 37 facilitant l'établissement de nouveaux hôpitaux dans la province;
- bill 47 concernant les juges municipaux de la cité de Québec;
- bill 48 concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;
- bill 49 modifiant la loi concernant les Statuts;
- bill 90 concernant la ville de Scotstown;
- bill 96 modifiant la loi des ingénieurs professionnels;
- bill 206 changeant le nom de Norbert Franz Rinkenbach en celui de Norbert Rinkenbach Normand.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 29 facilitant l'accès aux études supérieures, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 9 est remplacé par ce qui suit:

"9. Le ministre est autorisé à accorder, à même le montant prévu à l'article 1, aux conditions déterminées par les règlements, une aide financière n'excédant pas deux mille (\$2,000) dollars par année, à des personnes poursuivant des études de perfectionnement ou de spécialisation."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 211 modifiant la charte de la cité de Longueuil, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

Ce qui suit est ajouté après l'article 5 comme article 6:

"6. Nonobstant toute loi, disposition ou clause à ce contraire contenue dans les actes d'acquisition ou de mutation de propriété des terrains ci-après décrits, la cité est autorisée à fermer ou à abolir les rues ou les parcs existant sur ces terrains, à savoir: 1-161-A, 1-128-A, 1-73-A, 1-219-B, 1-129-A, 1-88, 1-129, 37-Pt-68, 37-220, 37-Pt-237, 1-42-A, 1-236-A, 1-219-C; sans autre formalité que l'adoption de ce règlement par la Commission municipale de Québec, et sa publication en la manière ordinaire.

"La cité est autorisée à vendre ces lots ou à disposer de ces lots autrement, à donner des titres exempts de vices ou de charges, nonobstant toute loi, condition ou disposition contenue dans les actes d'acquisition de ces lots par la cité ou par ses auteurs."

Et l'article 6 devient l'article 7.

Projets de loi:

**Accès aux
études supérieures**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 29 facilitant l'accès aux études supérieures.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Charte
de Longueuil**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 211 modifiant la charte de la cité de Longueuil.

L'amendement est lu et accepté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 136 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est biffé.
2. Les articles 2, 3 et 4 deviennent les articles 1, 2 et 3.

3. L'article 5 devient article 4 et est modifié en remplaçant les deuxième et troisième paragraphes par ce qui suit:

"Le présent article cesse de s'appliquer à ces terres et constructions dès qu'elles font l'objet d'une vente, ou promesse d'achat ou de vente, ou autre titre d'aliénation ou de disposition, à une personne ou corporation dont la principale occupation antérieure n'est pas la culture du sol ou qui n'y exerce pas elle-même la culture du sol.

"Nonobstant ce que ci-dessus, ne peut être considérée terre en culture que la terre appartenant à un cultivateur ou à ses héritiers et non à une corporation ou à une société commerciale ou industrielle."

4. Les articles 6, 7, 8 et 9 deviennent les articles 5, 6, 7 et 8.

Le Conseil a aussi voté le bill 141 constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 10 est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du sous-article 30, les mots "à l'article 39" par "à l'article 35".

2. L'article 12 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-article 48, les mots "l'article 9" par "l'article 8".

3. L'article 15 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du sous-article 173, les mots "de l'article 9" par "l'article 8".

4. L'article 26 est biffé.

5. Les articles 27 et 28 deviennent les articles 26 et 27.

6. L'article 29 devient article 28 et est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "de vingt-cinq mille (\$25,000)" par "de trente-cinq mille (\$35,000)".

7. Les articles 30 à 38 inclusivement deviennent les articles 29 à 37 inclusivement.

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 184 concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 23 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "quinze (15) jours" par "trente (30) jours".

2. L'article 24 est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième lignes, les mots "quinze (15) jours" par "trente (30) jours".

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 229 constituant en corporation la ville d'Estérel, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 3 est remplacé par ce qui suit:

"3. Le territoire de la ville d'Estérel est compris dans les limites suivantes, à savoir:

"Les lots numéros 24 à 35 inclusivement, partie des lots 36, 37 et 40, rang V, canton de Wexford, partie des lots 25 à 30 inclusivement, rang VI, lots numéros 31 à 37 inclusivement, partie du lot numéro 38, lots 39 et 40 et partie du lot numéro 41, rang VI, canton de Wexford, lots numéros 31 à 38B inclusivement et partie du lot numéro 39, rang VII, canton de Wexford et les lots 37 et 38, rang VIII canton de Wexford.

"Un lopin de terre de forme irrégulière étant les lots numéros 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, partie des lots 36, 37 et 40 rang V, canton de Wexford; partie des lots 25, 26, 27, 28, 29 et 30, rang VI, les lots 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, partie du lot numéro 38, les lots 39, 40 et partie du lot 41, rang VI, canton de Wexford, les lots 31, 32A, 32B, 33A, 33B, 34A, 34B, 35A, 35B, 36A, 36B, 37A, 37B, 38A, 38B, partie du lot 39, rang VII canton de Wexford et les lots 37 et 38, rang VIII, canton de Wexford, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marguerite, division d'enregistrement de Terrebonne.

"Partant d'un point "A" situé sur la ligne de division entre les rangs IV et V et sur la ligne de division entre les lots numéros 23 et 24; de là, vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots numéros 23 et 24, rang V jusqu'en un point "B" situé sur la ligne de division entre les rangs V et VI; de là, vers le nord-est le long de la ligne de division entre les rangs V et VI jusqu'en un point "C" situé sur la ligne de division entre les lots 24 et 25; de là, vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots 24 et 25, rang VI jusqu'en un point "D" situé sur le côté sud-est du chemin Masson; de là, vers le nord le long de la ligne est du chemin Masson jusqu'en un point "E" situé sur la ligne sud de l'ancien chemin Chertsey; de là, vers l'est le long de la ligne sud de l'ancien chemin de Chertsey jusqu'en un point "F" situé sur la ligne de division entre les lots 25 et 26, rang VI; de là, vers nord-est et l'est le long de la limite sud de l'ancien chemin de Chertsey jusqu'en un point "G" situé sur la limite nord du

nouveau chemin de Chertsey; de là, vers l'ouest le long de la limite nord du nouveau chemin de Chertsey jusqu'en un point "H" situé sur la rive du lac Masson; de là, vers le nord-est le long de la rive sud du lac Masson jusqu'en un point "I" situé sur la ligne de division entre les lots 28 et 29 rang VI; de là, vers le nord-est et l'est le long de la rive sud du lac Masson jusqu'en un point "J" situé sur la ligne de division entre les rangs V et VI; de là, vers le nord-est le long de cette même ligne de division entre les rangs V et VI jusqu'en un point "K" situé sur la ligne de division entre les lots 30 et 31; de là, vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots 30 et 31 rang VI, jusqu'en un point "L" situé sur la rive ouest du lac Masson; de là, vers le sud le long de la rive ouest et nord du lac Masson jusqu'en un point "M" situé sur la ligne de division entre les lots 26 et 27 rang VI; de là, vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots 26 et 27 rang VI jusqu'en un point "N" situé sur la ligne de division entre les rangs VI et VII; de là, vers le nord-est le long de cette même ligne de division entre les rangs VI et VII jusqu'en un point "O" situé sur la ligne de division entre les lots 30 et 31; de là, vers le nord-ouest le long de cette même ligne de division entre les lots 30 et 31, rang VII jusqu'en un point "P" situé sur la ligne de division entre les rangs VII et VIII; de là, dans la même direction nord-ouest le long de ladite ligne de division entre les lots 30, rang VIII, et 31 rang VII jusqu'en un point "Q" situé sur la ligne de division entre les rangs VII et VIII; de là, vers le nord-est le long de cette même ligne de division entre les rangs VII et VIII jusqu'en un point "R" situé sur la ligne de division entre les lots 36 et 37; de là, vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots 36 et 37, rang VIII jusqu'en un point "S" situé sur la ligne de division entre les rangs VIII et IX; de là, vers le nord-est le long de cette même ligne de division entre les rangs VIII et IX jusqu'en un point "T" situé sur la ligne de division entre les lots 38 et 39; de là, vers le sud-est le long de la ligne de division entre les lots 38 et 39, rang VIII jusqu'en un point "U" situé sur la ligne de division entre les rangs VII et VIII; de là, vers le nord-est le long de cette même ligne de division entre les rangs VII et VIII sur une distance de sept chaînes et vingt-cinq mailles (7.25) jusqu'en un point "V"; de là, vers le sud-est le long de la ligne centrale du lot numéro 39, rang VII jusqu'en un point "W" situé sur la ligne de division entre les rangs VI et VII; de là, vers le nord-est le long de cette ligne de division entre les rangs VI et VII jusqu'en un point "X" situé sur la ligne de division entre les lots 41 et 42 rang VI; de

là, vers le sud-est le long de la ligne de division entre les lots 41 et 42, rang VI jusqu'en un point "Y" situé sur la rive nord du lac Grenier; de là, vers l'ouest le long de la rive nord du lac Grenier jusqu'en un point "Z" situé sur la ligne de division entre les lots 40 et 41, rang VI; de là, vers le sud-est dans le prolongement de la ligne de division entre les lots 40 et 41, rang VI jusqu'en un point "AA" situé sur la rive sud-est du lac Grenier; de là, dans la même direction sud-est le long de la ligne de division entre les lots 40 et 41, rang VI jusqu'en un point "BB" situé sur la ligne de division entre les rangs V et VI; de là, dans la même direction sud-est le long de la ligne de division entre les lots 40 et 41 rang V jusqu'en un point "CC" situé sur la ligne de division entre les rangs IV et V; de là, vers le sud-ouest le long de la ligne de division entre les rangs IV et V jusqu'en un point "DD" situé sur la ligne de division entre les lots 39 et 40; de là, vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots 39 et 40 rang V jusqu'en un point "EE" situé sur la ligne de division entre les rangs V et VI; de là, vers le sud-est le long de cette même ligne de division entre les rangs V et VI jusqu'en un point "FF" situé sur la ligne de division entre les lots 38 et 39; de là, vers le nord-ouest le long de la ligne de division entre les lots 38 et 39, rang VI et dans le prolongement de cette même ligne à travers le lac Grenier jusqu'en un point "GG" situé sur la limite ouest du lac Grenier; de là, vers l'ouest le long de la rive nord du lac Grenier jusqu'en un point "HH" situé sur la ligne de division entre les lots 37 et 38, rang VI; de là, vers le sud-est dans le prolongement de la ligne de division entre les lots 37 et 38 rang VI jusqu'en un point "II" situé sur la ligne de division entre les rangs V et VI; de là, dans la même direction sud-est le long de la ligne de division entre les lots 37 et 38 rang V jusqu'en un point "JJ" situé sur la ligne nord-ouest du chemin de Chertsey; de là, vers l'ouest le long de la limite nord et nord-ouest du chemin de Chertsey jusqu'en un point "KK" situé sur la ligne de division entre les lots 35 et 36, rang V; de là, vers le sud-est le long de la ligne de division entre les lots 35 et 36, rang V jusqu'en un point "LL" situé sur la ligne de division entre les rangs IV et V; de là, vers le sud-ouest le long de la ligne de division entre les rangs IV et V jusqu'en un point de départ "A".

"Y compris dans ce territoire la superficie des lacs et des îles qui y sont contenues, la superficie totale du territoire de la ville projetée est de trois mille huit cent soixante-dix (3,870) acres carrés ou six milles carrés et quarante-sept millièmes de mille carré (6.047).

"La superficie de ce territoire, déduction faite des lacs serait de deux mille neuf cent soixante-neuf (2,969) acres carrés ou quatre mille carrés et trois cent soixante-neuf millièmes de mille carré (4.369)."

2. L'article 11 est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne, les mots "de février 1963" par "de février 1964".

3. L'article 17 est modifié en remplaçant, dans la première ligne, les mots "Le paragraphe 8 de l'article 123" par "Les paragraphes 8 et 9 de l'article 123".

4. L'article 33 est remplacé par ce qui suit:

"33. Ladite ville devra payer à La corporation de la paroisse de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, à titre d'indemnité, une somme totale de soixante mille (\$60,000) dollars payable comme suit: trente mille (\$30,000) dollars dans les trois mois de la sanction de la présente loi et la balance de trente mille (\$30,000) dollars en six versements égaux, annuels et consécutifs de cinq mille (\$5,000) dollars chacun, qui devront être effectués avant le 10 janvier de chacune des années 1960 à 1965 inclusivement."

Le Conseil législatif a aussi voté le bill 243 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par ce qui suit:

"1. Nonobstant toute loi, à ce contraire, la taxe spéciale d'éducation n'excédant pas deux (2 %) pour cent prescrite et imposée par la Commission des écoles catholiques de Montréal, conformément à l'article 19 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53, continue de s'appliquer aux municipalités auxquelles elle s'est appliquée jusqu'ici et est, par les présentes, imposée et sera prélevée à compter du premier juillet 1959, dans toutes les municipalités dont le territoire tombe actuellement sous la juridiction du Bureau métropolitain des écoles protestantes de Montréal pour fins éducationnelles et qui ne sont pas encore assujetties à une taxe de vente pour fins d'éducation. La perception de ladite taxe, sa distribution et sa répartition seront faites conformément audit article 19 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 53."

2. Ce qui suit est ajouté après l'article 3 comme article 4.

"4. La juridiction, droits, pouvoirs et obligations du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de la cité de Montréal s'appliqueront aussi à tous les territoires déjà annexés ou unis audit bureau pour fins scolaires."

3. L'article 4 devient l'article 5.

Projets de loi:

Charte de Sainte-Foy

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Sainte-Dorothée

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 141 constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 184 concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Estérel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 229 constituant en corporation la ville d'Estérel.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

Écoles protestantes de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 243 modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs.

Les amendements sont lus et acceptés.

Il est ordonné que le greffier porte ce message, avec le bill, au Conseil législatif.

**Indemnité sessionnelle
des parlementaires**

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que les deuxième et troisième lectures du bill 43 concernant les membres de la Législature, ainsi que l'agrément des résolutions relatives audit bill, telles que passées par la Chambre le 3 mars 1959, soient révoqués.

Adopté à l'unanimité.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 43 concernant les membres de la Législature.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur a pris connaissance dudit projet de résolutions et qu'il en recommande l'objet à la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.
Adopté.

En comité:

Présidence de M. Caron (Maskinongé)

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose: 1. Que l'article 81 de la loi sur la Législature (Statuts refondus, 1941, chapitre 4), remplacé par l'article 7 de la loi 10 George VI, chapitre 11, modifié par l'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 14, et remplacé par l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 38, et par l'article 1 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 51, soit remplacé par le suivant:

"81. Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présents à cette session une indemnité de six mille dollars.

"Toutefois, dans le cas du conseiller législatif qui occupe le poste de leader du gouvernement au Conseil législatif et de celui qui occupe le poste reconnu de leader de l'opposition au Conseil législatif, cette indemnité est de huit mille dollars."

Adopté.

2. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ait son effet pour la session en cours et les sessions subséquentes.

Adopté.

Rapport du comité plénier:

M. l'Orateur au fauteuil

M. le président fait rapport que le comité a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues et agréées.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 concernant les membres de la Législature soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 43 après l'avoir amendé¹.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Bourque (Sherbrooke) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Travaux municipaux

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 concernant certains travaux municipaux soit maintenant lu une deuxième fois.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour clarifier un doute, cette mesure précise que les corporations municipales rurales ou urbaines, à l'exception de Québec et de Montréal, doivent nécessairement procéder par règlement lorsqu'elles décident de construire ou de reconstruire des édifices publics. La nouvelle loi obligera désormais les autorités municipales à adopter un règlement qui, dans ses modalités, permet à la population d'être mise au courant des intentions du conseil municipal.

L'ancien texte ne parlait de règlement que pour le financement de l'entreprise, de sorte qu'à la rigueur une corporation municipale aurait pu procéder par simple résolution si elle avait été

capable de payer les travaux à même ses revenus courants. Nulle administration municipale ne pourra donc faire exécuter des travaux de construction, à moins que l'arrêté ou plus exactement le règlement n'ait pourvu à l'ouverture des crédits nécessaires. Autrefois, en effet, les municipalités n'avaient qu'à faire adopter un règlement les autorisant à emprunter les fonds nécessaires pour de telles constructions. Dans le cas où une municipalité dispose des fonds nécessaires à la construction d'un édifice public, les contribuables ne se trouvaient pas à être consultés.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) s'étonne de l'ajouté qui constitue une redondance. Le texte primitif ne prévoyait-il pas déjà un règlement?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le règlement exigé jusqu'ici était nécessaire pour ouvrir des crédits et non pour décider le commencement des travaux eux-mêmes. Il est bon qu'un règlement fasse de la publicité autour de la décision d'entreprendre de tels travaux.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le projet de loi ne vise-t-il pas des cas spéciaux?

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques): Je n'ai pas d'exemple précis en tête, mais on a appris que récemment, à Arvida, on s'est appuyé sur le cas d'Outremont où le conseil a décidé, par résolution, de construire un hôtel de ville de \$500,000 sans que la municipalité n'ait eu à faire adopter un règlement d'emprunt, puisqu'elle avait un surplus budgétaire de \$900,000.

Aussi, des conseillers juridiques de certaines municipalités ne trouvaient pas suffisamment clair l'article de la loi qui concerne les travaux municipaux. On y remédie. C'est pour cette raison que j'ai introduit cet amendement devant le Parlement provincial.

Un député de l'opposition demande des informations additionnelles.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Le projet de loi permettra d'entourer de toutes les formalités possibles, et même de la plus grande publicité, les dépenses considérables encourues par certaines municipalités pour l'exécution de travaux publics. À l'heure actuelle, le conseil procède par règlement, afin de pourvoir aux dépenses qui peuvent être encourues. Le projet de loi vise uniquement à renseigner les contribuables à l'avance sur la nature des projets municipaux de construction. Il précise qu'un avis public doit être émis lorsqu'un règlement

est proposé, ce qui apporte ainsi au projet une meilleure publicité et a l'avantage de donner aux contribuables la possibilité de s'y objecter s'ils le désirent. Il y a des cas où des villes ont accumulé un surplus à la suite d'une surtaxation injustifiée. Elles obtiennent ainsi, par ces méthodes, de l'argent pour réaliser des projets secrets.

En vertu du projet de loi, répète-t-il, le conseil municipal devra aussi faire approuver par règlement ses projets de construction ou de reconstruction, afin que les contribuables soient parfaitement renseignés.

M. Hamel (Saint-Maurice): Est-ce que le gouvernement peut nous assurer qu'il n'y a pas de procès en cours à ce sujet?

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Non. Il félicite et fait l'éloge du ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Dozois), de sa haute compétence et de son dévouement.

La motion est adoptée après division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que la Chambre se forme immédiatement en comité.

Adopté. M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Le comité étudie le bill article par article et le président fait rapport que le comité a adopté le bill 53 après l'avoir amendé.

Le bill amendé est lu et agréé.

L'honorable M. Dozois (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce bill au Conseil législatif et prie les honorables conseillers de l'adopter.

Motions de condoléances:

Décès de Philémon Cousineau

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières) rend hommage à la mémoire de l'honorable juge Philémon Cousineau dont, dit-il, le décès a été annoncé.

J'ai eu l'avantage de le connaître et d'admirer son esprit de travail, sa culture, sa compétence et le dévouement remarquable et exemplaire avec lequel il a exercé son mandat à l'Assemblée législative². En mon nom personnel et à titre de premier ministre de la province, j'offre à tous les membres de sa famille en deuil l'expression de nos plus sincères condoléances.

M. Lapalme (Montréal-Outremont) exprime ses sympathies et celles de la Chambre basse aux parents en deuil.

M. Ross (Montréal-Verdun) formule des condoléances en son propre nom et au nom de son collègue le député de Montréal-Saint-Louis (M. Rochon). J'ai eu, ajoute-t-il, le privilège d'être l'élève de feu le juge Cousineau à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

Questions et motions au Feuilleton

M. Hamel (Saint-Maurice): M. le Président, le gouvernement a violé la loi de l'Assemblée législative en ne produisant pas, immédiatement à l'ouverture de la session, une foule de rapports publics que les ministres sont tenus, par les règlements, de déposer. Je veux rappeler au gouvernement qu'en vertu des règlements, un grand nombre de commissions et certains départements ont l'obligation de présenter leur rapport annuel dans un délai de 10, 15, 20 jours, selon le cas, suivant l'ouverture de la session, chaque année. La plupart de ces rapports n'ont pas encore été produits et la session touche maintenant à sa fin.

Il reste, au *Feuilleton* de l'Assemblée législative, 24 questions et 23 motions des députés de l'opposition dont on n'a pas disposé d'une manière ou d'une autre. Le gouvernement viole la loi en omettant de produire, dans les délais fixés, différents rapports, arrêtés ministériels et autres documents dont la Chambre aurait le droit de prendre connaissance.

Il cite un par un tous les ministères qui sont obligés de produire des documents dans un délai fixé par les règlements³.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Par deux fois déjà, le député de Saint-Maurice a exposé son point de vue et soulevé le même débat à ce sujet.

M. Hamel (Saint-Maurice) poursuit son argumentation.

L'honorable M. Sauvé (Deux-Montagnes): Point d'ordre. Bien plus, le député n'a pas le droit de soulever un débat sur cette question car, si les règlements permettent une nomenclature, ils défendent d'y accrocher une discussion.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement n'a pas répondu à des questions de l'opposition et n'a pas appelé les motions libérales.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre⁴!

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Point d'ordre. Cette question a été discutée au long durant la séance de 11 heures, mercredi, et il n'est plus permis d'y revenir.

M. l'Orateur donne raison au premier ministre. L'intervention du député de Saint-Maurice (M. Hamel) est irrégulière, vu les débats qui ont eu lieu précédemment et les multiples décisions qui ont été rendues sur le même sujet.

M. Hamel (Saint-Maurice): Le gouvernement peut-il dire s'il veut, oui ou non, répondre aux 23 questions et donner suite aux 24 motions?

M. l'Orateur: Une décision a déjà été prise à ce sujet au cours de la session. La députation y a déjà attaché son vote. Il est inutile de revenir sur un problème déjà réglé. La question est hors d'ordre.

La Chambre suspend ses travaux à midi.

Reprise des travaux à 4 h 15

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

5 mars 1959

Ordonné: Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 28 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement

pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 43 concernant les membres de la Législature;
- bill 52 modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;
- bill 53 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

5 mars 1959

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté son amendement aux amendements du Conseil législatif, en ce qui concerne les bills suivants:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal Métropolitain;
- bill 245 modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier.

M. l'Orateur communique à la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 46 concernant la Commission de transport de Montréal;
- bill 50 modifiant la loi des tribunaux judiciaires;
- bill 51 concernant le président général des élections.

Bois de pulpe

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières):
Je suis particulièrement heureux d'informer la députation que, grâce à la loi provinciale des marchés

agricoles, une initiative du gouvernement, et en particulier grâce à l'intervention du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Bertrand), la compagnie Canadian International Paper vient de conclure une entente avec l'Office des producteurs de bois à pulpe de la région de l'Abitibi. En vertu de cette entente, les cultivateurs et colons de l'Abitibi recevront, en moyenne, un dollar de plus la corde pour leur bois de pulpe qu'ils coupent et vendent à la compagnie. Cette entente représente pour eux plusieurs milliers de dollars de plus.

On sait que la loi des marchés agricoles permet aux producteurs de se grouper pour négocier collectivement la vente de leurs produits. Les négociations se font sous l'égide de l'Office des marchés agricoles, dont l'honorable juge Georges-H. Héon est le président. Quand il y a entente, l'Office sanctionne les plans conjoints. La loi mentionne expressément le bois parmi les produits de la ferme qui peuvent faire l'objet d'un plan conjoint.

Des ententes semblables ont déjà été conclues entre les propriétaires de boisés de fermes et les compagnies acheteuses dans les régions du Saguenay et de la Gaspésie. L'Abitibi est donc la troisième région à être couverte par un plan conjoint en matière de bois à pulpe.

(Applaudissements)

Messages du lieutenant-gouverneur:

Sanction royale

M. Pierre Gelly, huissier à la verge noire, transmet le message suivant dont M. l'Orateur fait lecture⁵:

M. l'Orateur⁶: Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

29 Loi facilitant l'accès aux études supérieures;

32 Loi modifiant la loi des cités et villes;

35 Loi concernant la Régie de l'électricité et du gaz et la sécurité publique;

37 Loi facilitant l'établissement de nouveaux hôpitaux dans la province;

40 Loi modifiant le Code de procédure civile;

41 Loi modifiant la loi des marchés agricoles du Québec;

43 Loi concernant les membres de la Législature;

44 Loi concernant les prêts d'habitation aux employés d'Hydro-Québec;

46 Loi concernant la Commission de transport de Montréal;

47 Loi concernant les juges municipaux de la cité de Québec;

48 Loi concernant la loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;

49 Loi modifiant la loi concernant les Statuts;

50 Loi modifiant la loi des tribunaux judiciaires;

51 Loi concernant le président général des élections;

52 Loi modifiant la loi pour prévoir une exploitation rationnelle de certains territoires forestiers;

53 Loi modifiant la loi concernant certains travaux municipaux;

90 Loi concernant la ville de Scotstown;

92 Loi modifiant la loi des dentistes de Québec;

96 Loi modifiant la loi des ingénieurs professionnels;

100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant la Corporation de Montréal Métropolitain;

105 Loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec;

121 Loi concernant la ville de Hauterive;

136 Loi modifiant la charte de la cité de Sainte-Foy;

138 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Nord;

139 Loi modifiant la charte de la cité de Dorval;

141 Loi constituant en corporation la ville de Sainte-Dorothée;

164 Loi constituant en corporation de ville le village Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds;

184 Loi concernant la Commission d'aqueduc de la vallée du Richelieu;

188 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Baie-Comeau;

189 Loi modifiant la charte de la ville de Baie-Comeau;

190 Loi modifiant la charte de la cité de Lachine;

191 Loi modifiant la charte de la cité de Pointe-Claire;

194 Loi érigeant la municipalité du village de Lac-Poulin;

206 Loi changeant le nom de Norbert Franz Rinkenbach en celui de Norbert Rinkenbach Normand;

211 Loi modifiant la charte de la cité de Longueuil;

213 Loi relative à Trois-Rivières & St-Maurice, compagnie d'assurance mutuelle contre le feu;

215 Loi modifiant la charte de la ville de Laval-Ouest;

226 Loi modifiant la charte de la corporation de la ville de Cookshire;

227 Loi concernant les commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Louis, dans le comté de Jacques-Cartier;

229 Loi constituant en corporation la ville d'Estérel;

231 Loi constituant en corporation la ville de Port-Cartier et concernant les commissaires d'écoles de Shelter Bay;

241 Loi modifiant la charte de la ville de Mackayville;

242 Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer Arnaud;

243 Loi modifiant la loi 15 George V, chapitre 45, concernant les écoles protestantes dans la cité de Montréal et ses environs;

245 Loi modifiant la charte de la cité de Jacques-Cartier;

247 Loi modifiant la charte de la ville d'Anjou;

260 Loi concernant Montreal Trust Company, Sogemines Consultants Limited, les paroisses de Saint-Constant et de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, les commissaires d'écoles de la paroisse de Saint-Constant et les commissaires d'écoles de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie;

262 Loi concernant la Compagnie d'assurance du Club Automobile de Québec;

271 Loi relative à la Compagnie du marché central métropolitain ltée;

274 Loi concernant la paroisse de Saint-Michel-Archange et la cité de Giffard;

277 Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme;

280 Loi modifiant la loi concernant l'instruction publique dans la cité de Granby;

282 Loi modifiant la charte de la ville de La Prairie;

284 Loi concernant la Corporation interurbaine de l'Île-Jésus;

285 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Trois-Rivières;

286 Loi modifiant la charte de la cité de Sillery;

287 Loi modifiant la charte de la cité de Magog;

288 Loi relative à la transformation de La Laurentienne, compagnie d'assurance sur la vie, en une compagnie mutuelle d'assurance sur la vie.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative s'adresse alors à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

28 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1960, et pour d'autres fins.

Le Greffier du Conseil législatif: Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de clore la troisième session de la vingt-cinquième législature de la province de Québec par le discours suivant⁷:

L'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Une nombreuse et féconde législation gouvernementale, municipale et scolaire a caractérisé les activités parlementaires de la troisième session de notre vingt-cinquième législature.

Dans tous les domaines de l'administration de notre immense province, en plein essor, de multiples et bienfaisantes initiatives ont été réalisées. La stabilité et le progrès de notre industrie fondamentale, l'agriculture, ont été garantis davantage par des subventions de plus en plus considérables, entre autres par de nouveaux et généreux octrois de nature à assurer l'établissement et le maintien sur la terre

des fils de cultivateurs. Le gouvernement coopère de plus en plus généreusement au succès de l'éducation à tous ses paliers et notre jeunesse étudiante riche en talents et en esprit de travail, mais pauvre en argent, bénéficiera d'une aide financière supplémentaire se chiffrant à des millions de dollars. La construction et l'établissement de maisons d'accueil pour les vieux couples apportent une importante contribution à notre progressive et saine législation sociale. L'accès à nos maisons hospitalières est rendu plus facile par la décentralisation et la construction de nouveaux hôpitaux dans toutes les régions de la province, et les mesures de protection à la santé publique sont de plus en plus efficaces. Au cours de l'année qui vient de commencer, la province et sa population, en particulier la classe ouvrière, bénéficieront de prodigieux développements industriels.

Il me fait plaisir de formuler l'espoir que les problèmes constitutionnels, à l'ordre du jour, reçoivent bientôt une solution qui respecte intégralement les prérogatives et les droits provinciaux et fédéraux. Cette solution appropriée, nous en sommes convaincus, apportera une puissante et indispensable contribution à l'unité nationale bien entendue et que nous désirons sincèrement.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir voté les subsides nécessaires à l'administration de la province.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

En prorogeant aujourd'hui la session de la législature, je prie la divine Providence de répandre ses bénédictions sur notre chère province et d'assurer à l'univers une paix juste et durable, fondée sur les principes éternels de l'Évangile.

Les députés se donnent la main.

M. l'Orateur du Conseil législatif: C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée *sine die*; et cette législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée vers 5 heures.

NOTES

1. Dans le premier article de la première version du bill 43, il est écrit: "Pour chaque session de la Législature qui dure plus de trente jours, il est accordé à chaque conseiller législatif et à chaque député présent à cette session une indemnité de six mille dollars." L'amendement a pour effet d'ajouter: "Toutefois, dans le cas du conseiller législatif qui occupe le poste reconnu de leader de l'opposition au Conseil législatif, cette indemnité est de huit mille dollars."

2. Philémon Cousineau fut, en 1915 et 1916, chef de l'opposition conservatrice à l'Assemblée législative.

3. Selon *La Presse* du 6 mars 1959, à la page 17, la lecture de la liste de ces documents dure une dizaine de minutes.

4. *La Presse* du 6 mars 1959, à la page 17, note que peu à peu le tumulte grandit, si bien qu'à la fin les cris et le bruit des poings martelant les pupitres couvrent la voix du député de Saint-Maurice (M. Hamel).

5. Selon *La Presse* du 6 mars 1959, à la page 17, il était environ 4 h 30. Le journal précise que M. Gelly a frappé trois fois à la porte close avant d'entrer dans la Chambre. Il s'est ensuite incliné trois fois devant l'Orateur.

6. *La Presse* du 6 mars 1959, à la page 17, indique que l'Orateur est alors coiffé de son tricorne.

7. *L'Action catholique* du 6 mars 1959, à la page 1, note que cette cérémonie s'est déroulée à 4 h 20. Le journaliste note que 219 projets de loi ont été adoptés au cours de la troisième session de la vingt-cinquième législature: 45 projets du gouvernement, 2 lois des subsides et 172 projets privés.

